



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

## Visite officielle d'une délégation parlementaire en Turquie



Le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, et le Président de la Grande Assemblée nationale, M. Bülent Arınc

Du 2 au 4 mars 2004, une délégation de la Chambre des Députés conduite par M. le Président Jean Spautz et composée de MM. Jean Asselborn, Lucien Weiler, Jean-Paul Ripinger, Jeannot Krecké, François Bausch et Lucien Clement, membres du Bureau de la Chambre, a effectué une visite officielle à Ankara sur invitation du parlement turc. La délégation était accompagnée par M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint, et M. Jean-Paul Senninger, Ambassadeur du Luxembourg en Turquie.

La délégation luxembourgeoise a été reçue par les plus hautes autorités turques, à savoir le Président de la République, M. Ahmet Necdet Sezer, le Premier Ministre, M. Recep Tayyip Erdogan et le Président de la Grande Assemblée nationale, M. Bülent Arınc. Les députés ont en outre procédé à des échanges de vues approfondis avec la commission du parlement turc en charge de l'harmonisation avec l'Union européenne présidée par M. Yasar Yakis, ancien ministre des Affaires étrangères, avec les membres du gouvernement MM. Mehmet Aydin (ministre des Affaires religieuses) et Ali Babacan (ministre de l'Economie) ainsi qu'avec l'ancien ministre de l'Economie et actuel vice-président du parti social-démocrate CHP M. Kemal Dervis.

La question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a été au centre de tous les entretiens bilatéraux. Les autorités

turques ont fait part aux représentants luxembourgeois de tous les efforts législatifs déjà accomplis pour renforcer la démocratie et améliorer la situation des droits de l'homme. Il s'agit par exemple de mesures concernant la liberté d'expression, la liberté de manifester, les droits culturels ou encore le contrôle civil de l'armée. La délégation luxembourgeoise a salué ce processus politique et a encouragé le parlement et le gouvernement turcs à s'assurer de l'application effective de toutes les réformes par l'administration. La création récente d'un groupe de contrôle composé de différents ministres va dans ce sens. Il en est de même en ce qui concerne la

politique de tolérance zéro en matière de torture.

A la fin de cette année, la Commission européenne va présenter un rapport sur la Turquie au Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement en vue d'ouvrir les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE. Les députés luxembourgeois se sont montrés confiants à ce sujet et ont souligné que ces négociations pourraient déjà s'ouvrir sous la présidence luxembourgeoise au cours du premier semestre 2005.

Les deux délégations ont également examiné avec attention les progrès réalisés par la Turquie en matière de développement économique. Après avoir constaté le niveau relativement faible des relations commerciales bilatérales, les représentants des deux Etats ont envisagé différentes mesures pour remédier à cette situation, telles que par exemple la création d'un «business council» regroupant les acteurs économiques des deux pays.

La délégation luxembourgeoise a également rappelé son soutien au plan du secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, dont le but est de résoudre définitivement la question de Chypre, afin que ce pays puisse entrer comme Etat réuni dans l'Union européenne le 1er mai prochain. Les représentants luxembourgeois ont salué le rôle positif joué par le gouvernement turc et les initiatives prises dernièrement pour trouver une solution acceptable par toutes les parties concernées.



La délégation luxembourgeoise avec le Premier Ministre, M. Recep Tayyip Erdogan

## A l'aube de l'élargissement (II) - République Tchèque



Deuxième partie de la série d'interviews avec les ambassadeurs des dix pays adhérant à l'Union européenne le 1<sup>er</sup> mai 2004. L'invité de cette édition: M. Pavol Sepelak, Ambassadeur de la République Tchèque à Luxembourg.

Monsieur l'Ambassadeur, est-ce que l'opinion publique en République Tchèque a pris note du vote unanime de la Chambre des Députés en faveur de l'adhésion de dix nouveaux pays membres à l'Union européenne? Comment y a-t-elle réagi?

L'opinion publique tchèque en général et - plus précisément - les représentants politiques et les journalistes ont remarqué que le Grand-Duché de Luxembourg était le seul pays à ratifier unanimement l'élargissement de l'Union européenne. Tous les 60 membres de la Chambre des Députés - représentants de la majorité et de l'opposition confondus - se sont prononcés en faveur de l'adhésion des dix nouveaux pays, sans une seule abstention.

Personnellement, je note avec satisfaction la nuance par rapport au vote de la Chambre des Députés sur notre adhésion à l'OTAN au mois de mai 1998, quand un élu a voté contre et trois autres se sont abstenus, vu le contexte différent.

Une autre chose qui n'est pas passée inaperçue à l'occasion du vote de la Chambre des Députés est l'annonce publique de l'application d'une période de transition sur la libre circulation des travailleurs issus des huit nouveaux pays membres, à l'exception notable de Chypre et de

Malte, faite par les partis de la coalition gouvernementale. L'opinion publique tchèque considère ce geste comme inutile.

Quel est le sentiment prédominant de vos concitoyens à l'aube de l'adhésion de leur pays à l'UE? La joie? La crainte? Ou un mélange des deux?

Depuis les changements politiques de 1989 en Europe centrale, les Tchèques sont sur la voie de l'intégration de l'Union européenne. Ce n'est donc pas un processus récent. «Le retour en Europe» est dès le début un programme politique partagé par de larges couches de la population. Au cours des négociations, les Tchèques se sont rendu compte au fur et à mesure que l'adhésion à l'Union européenne n'était pas un remède miracle à tous les problèmes, mais plutôt une chance, une opportunité qui leur était donnée et qu'ils pouvaient saisir. Pour résumer, on trouve d'un côté la joie d'appartenir à la grande famille européenne et la confirmation du caractère profondément européen de la République Tchèque; d'un autre côté apparaît une crainte de ne pas savoir faire face à de nouvelles réalités et à une concurrence accrue. Enfin, on ne peut pas négliger le sentiment de déception relatif à la libre circulation des personnes. (Suite page 2)





La majorité des États membres - sauf le Royaume-Uni et l'Irlande - vont imposer des périodes transitoires pour contrôler l'accès des Tchèques sur les marchés du travail de l'Union. Or, cette mesure ne va non seulement à l'encontre des principes mêmes de l'Union européenne, mais encore n'est-elle fondée sur aucune réalité. Les Tchèques ne sont pas enclins à quitter leur pays pour travailler ailleurs, à l'exception du cas particulier des jeunes voulant faire leurs études ou cherchant une expérience pratique à l'étranger. Ils ont l'intention de devenir des Européens à part entière.

#### Qu'est-ce que les Tchèques attendent de l'adhésion? Plus de prospérité?

Pour les Tchèques, l'adhésion constitue avant tout un retour à la normalité géopolitique. S'il n'y avait pas eu le partage de l'Europe à Yalta, et si les Tchèques ne s'étaient pas retrouvés du mauvais côté, ils auraient très probablement fait partie des membres fondateurs de l'Union européenne, vu leur position géographique et leur degré de développement. L'adhésion à l'UE est donc une réparation des erreurs de l'histoire.

La République Tchèque - comme la Slovaquie - est économiquement parmi les pays les plus avancés. Malgré cela, mon pays accuse un certain retard en ce qui concerne le niveau de vie par rapport à la moyenne de l'Union européenne. L'adhésion sera l'occasion de faire disparaître assez rapidement cet écart. Cependant, cela ne se passera pas automatiquement. L'adhésion à l'Union européenne est un aboutissement logique des transformations politiques et économiques en République Tchèque, mais le vrai travail ne fait que commencer.

Le niveau de prospérité que l'UE a atteint depuis la Seconde Guerre mondiale est une référence pour la République Tchèque. Mais je voudrais signaler également que l'élargissement apportera, et apporte déjà, le bol d'air nécessaire à toute l'économie européenne. Grâce à la dynamique des nouveaux pays membres, l'Europe pourra maintenir sa dynamique de croissance et de création d'emplois. Ainsi l'élargissement sera utile aux anciens comme aux nouveaux membres.

**Et de quoi ont-ils peur? De perdre une partie de la souveraineté et de l'indépendance**

**dont ils ne jouissent que depuis une quinzaine d'années?**

La République Tchèque a redécouvert sa véritable souveraineté après 1989 avec la restauration de la démocratie. En 1993, la Tchécoslovaquie s'est scindée, et la République Tchèque est née: un nouvel État qui repose sur les vieilles racines historiques du royaume de Bohême. Les Tchèques n'ont donc pas l'impression d'être une nouvelle nation.

Certes, il y aura le passage d'une partie de la souveraineté au profit de l'Union européenne, mais n'est-ce pas notre libre choix, approuvé par référendum en 2003? A l'heure planétaire, nous ne pouvons pas vivre seuls, repliés sur nous-mêmes. La responsabilité vis-à-vis de notre monde doit être partagée.

**Vous représentez la République Tchèque dans le plus petit pays de l'UE: de quelle manière le parcours européen du Luxembourg peut-il servir d'exemple à la République Tchèque?**

La République Tchèque est le premier pays des dix nouveaux membres de l'Union européenne à avoir ouvert une Ambassade résidentielle à Luxembourg, et cela au mois d'octobre 2002. La raison principale pour cela est justement l'appartenance du Grand-Duché à l'Union européenne et la place privilégiée qu'il y occupe.

Petit pays par sa taille et par sa population, le Luxembourg a toujours su non seulement préserver son identité et sa spécificité dans le concert des nations européennes, mais aussi profiter pleinement des bénéfices de l'intégration européenne que sont la paix, la stabilité et la prospérité. A cet égard le Grand-Duché peut incontestablement servir d'exemple à la nation tchèque et à l'État tchèque.

De plus, les Tchèques se sentent proches des Luxembourgeois à cause des liens historiques ayant uni nos deux pays dans le passé. Nous avons vécu presque 130 ans d'histoire commune; les Tchèques ont couronné quatre Luxembourgeois comme leurs rois successifs: Jean l'Aveugle, Charles IV, Venceslas IV et Sigismond. C'était une des périodes les plus célèbres des pays de la couronne de Bohême. Aux yeux des Tchèques cela représente un excellent symbole pour notre retour tant désiré au sein de la famille européenne.

### La République Tchèque en bref

|                    |  |
|--------------------|--|
| Population:        | 10,265 millions d'habitants            |
| Surface:           | 78.866 km <sup>2</sup>                 |
| Capitale:          | Prague                                 |
| Système politique: | République                             |
| Parlement:         | bicaméral: Chambre des Députés & Sénat |

Le Premier Ministre de Bulgarie reçu à la Chambre des Députés

## Préparer l'adhésion à l'Union européenne en 2007

En date du 10 mars 2004, M. Siméon de Saxe-Cobourg Gotha, Premier Ministre de la République de Bulgarie, accompagné de Mme Meglena Kuneva, Ministre des Affaires européennes, a été accueilli à la Chambre des Députés par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, qui a salué les efforts bulgares en vue d'une adhésion à l'Union européenne en 2007.

Au cours des entretiens, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense ont profité de l'occasion pour évoquer notamment l'état d'avancement des négociations d'adhésion, les soucis bulgares de ne pas voir leur adhésion retardée par les difficultés de la Roumanie à remplir les critères de Copenhague, ainsi que les relations avec la Turquie et la Russie.

La délégation luxembourgeoise était composée de M. Jean



La délégation luxembourgeoise ensemble avec le Premier Ministre et la Ministre des Affaires européennes de la République de Bulgarie

Spautz, Président de la Chambre des Députés, ainsi que de M. François Bausch, M. Emile Calmes, M. Ben Fayot, M. Marcel Glesener, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Paul Helminger, M.

Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Pierre Koepp, M. Nico Loes et M. Laurent Mosar, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.

M. Jaap de Hoop Scheffer à la Chambre des Députés

## Plaidoyer pour les relations transatlantiques

Au cours d'une entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés, le nouveau Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer a souligné l'importance du partenariat transatlan-

tique. «Après la crise des relations américano-européennes dans le contexte du conflit en Irak, l'UE tout comme les Etats-Unis ont vite compris qu'une telle crise ne devait pas se repro-

duire», a-t-il dit. Avant d'ajouter que si l'Europe était divisée, les relations transatlantiques en souffriraient.

Les grands chantiers de l'OTAN - l'Afghanistan avant tout -, la complémentarité entre l'OTAN et une identité européenne de la défense ainsi que la nécessité d'expliquer la raison d'être de l'Alliance transatlantique à une génération qui n'en connaît pas (plus) les origines furent d'autres sujets abordés au cours de la réunion.

M. Jaap de Hoop Scheffer fut accueilli par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés. La délégation luxembourgeoise se composait par ailleurs de MM. Lucien Weiler, Robert Mehlen, John Schummer, Alex Bodry, Jean-Marie Halsdorf et Emile Calmes, membres du Bureau respectivement de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.



Le nouveau Secrétaire général de l'OTAN (assis) entouré de M. Robert Mehlen, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Lucien Weiler, M. John Schummer, M. Alex Bodry, M. Jean Spautz et M. Emile Calmes (de gauche à droite)

## Lettre de condoléances

Comme suite aux attentats tragiques de Madrid, M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, a adressé la lettre de condoléances suivante à la Présidente du Congrès des Députés et au Président du Sénat espagnols:

Excellence,

Les paroles manquent pour exprimer la consternation que nous avons éprouvée à l'annonce des attentats terroristes les plus meurtriers que l'Espagne ait jamais connus.

Le choc, la violence, le désarroi, l'incompréhension devant tant de cruauté humaine se confondent avec des sentiments de profonde détresse devant la mort gratuite et la misère d'innombrables victimes innocentes laissant un grand vide et un désespoir insurmontable à tous les proches de chacune d'entre elles.

Bouleversé profondément par ces actes condamnables, dictés par un fanatisme humain sans limites et ne reculant pas devant le sacrifice de vies innocentes pour des idées dangereuses, il me tient à cœur de formuler, ensemble avec tous les membres de la Chambre des Députés, le ferme espoir que la raison humaine l'emportera à la longue.

Nous pensons avec consternation à la douleur de toutes celles et de tous ceux plus directement frappés par cet acte de terrorisme inimaginable et d'une énorme perfidie et je les assure de notre entière sollicitude et compassion en ces moments où l'Espagne et le reste du monde sont en deuil.

Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés



# NOUVELLES LOIS

## 4988 - Projet de loi

autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit

L'année 1998 qui a connu quatre innovations légales majeures dans la prise en charge des personnes âgées constitue sans aucun doute une année-charnière des progrès effectués en la matière. On peut citer l'assurance dépendance, nouvelle branche de la sécurité sociale, mise en place par une loi du 19 juin 1998, la reprise des anciennes institutions étatiques par un seul établissement public, la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique – loi dite ASFT, et finalement la loi du 23 septembre 1998.

Au-delà de ces quatre innovations légales majeures, il y a encore lieu de noter les travaux d'envergure de construction et de réaménagement au niveau des centres intégrés pour personnes âgées et des maisons de soins.

Le présent projet de loi a pour objet d'abroger la loi du 23 décembre 1998 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres sociogérontologiques et foyers de jour psychogériatriques et de la remplacer par un nouveau texte qui tient compte des expériences acquises durant ces dernières années.

Cinq préoccupations essentielles sous-tendent cette initiative législative:

### a. un nouvel intitulé et la redéfinition du champ d'application ratione personae

L'adaptation rédactionnelle de l'intitulé a pour but de rapprocher l'énumération y reprise des différents types d'établissements et services de la distinction retenue dès 1998 par le législateur entre les centres d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins, d'une part, et les centres de gériaire, d'autre part. Afin d'éviter toute confusion, le terme «gérontologique» a été supprimé dans le texte entier.

En ce qui concerne le champ d'application, deux cas de figure ont été maintenus: d'une part, les personnes admises à durée indéterminée dans les institutions telles que définies dans le texte et, d'autre part, les personnes séjournant dans un hôpital et considérées comme cas de simple hébergement au sens de l'article 17 du code des assurances sociales.

### b. la détermination des actes à prêter obligatoirement par le service et dont le coût est compris de manière forfaitaire dans le prix de base

En lieu et place de l'énumération exemplative telle que prévue dans la loi de 1998, le nouveau texte préconise l'établissement d'une liste d'actes à prêter obligatoirement par le service et dont le coût est compris de manière forfaitaire dans le prix de base mensuel. Cette liste d'actes est définie par voie de règlement grand-ducal et s'est avérée nécessaire au vu des positions bien divergentes par rapport à la nature des prestations comprises obligatoirement dans le prix mensuel de base facturé par les différents services visés par la loi.

### c. un nouveau mode de détermination du montant du complément

La loi de 1998 et son règlement d'application définissent comme base de la détermination du complément un montant maximum mensuel à fixer annuellement par la loi budgétaire. Dans la mesure où le service ne répond pas à certains critères de qualité (infrastructures, effectifs et qualification du personnel), ce montant peut être diminué pour atteindre un seuil minimal.

Le nouveau texte préconise un changement d'optique dans la détermination du complément qui se fera désormais à partir d'un prix de base mensuel, appelé montant minimum mensuel de référence, fixé par la loi. Ce dernier servira de base de calcul à la fixation du montant mensuel maximum du coût des prestations fournies dans le cadre de l'accueil pris en compte en vue de la participation du FNS. Le règlement grand-ducal d'application déterminera les modalités de calcul effectives.

### d. la fixation du montant du complément pour les couples dont un des conjoints seulement est accueilli en institution

La loi de 1998 ne prévoyait pas de disposition particulière pour les couples dont un des conjoints est admis dans une institution de long séjour. Le nouveau texte propose un «splitting» de l'ensemble des revenus du ménage et la prise en considération des charges financières en rapport avec le logement externe. En outre, un montant minimal équivalent à celui du revenu minimum garanti est prévu au bénéfice du conjoint à domicile.

### e. l'adaptation de l'ensemble des montants à l'évolution indiciaire

#### Avis de la COPAS

Tout en rappelant son soutien au choix sociopolitique sous-tendant l'intervention du Fonds National de Solidarité, la COPAS déplore l'exclusion de certaines personnes du bénéfice de la loi et regrette les restrictions apportées au champ d'application. Elle se prononce, ensuite, à l'instar du Conseil d'État, pour la centralisation de critères de l'aspect qualitatif des prestations dans un texte de loi qui lui serait entièrement consacré. Enfin, elle regrette que «les auteurs du projet de loi entendent définir des prestations à offrir obligatoirement dans le cadre de l'accueil gérontologique et à en définir le prix».

#### Avis du Conseil d'État

Sous peine d'opposition formelle, le Conseil d'État estime qu'il y a lieu de renoncer aux deux modifications suivantes prévues dans le projet gouvernemental, à savoir:

- la limitation du bénéfice du complément pris en charge par le FNS aux personnes bénéficiant pour au moins soixante jours consécutifs d'un accueil gérontologique et

- l'élargissement du champ d'application de la loi de 1998 à de nouveaux types de structures gérontologiques.

#### Travaux parlementaires

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse tient à souligner qu'elle a adopté les amendements au projet gouvernemental à l'unanimité. Les amendements en question s'identifient largement au texte coordonné suggéré par le Conseil d'État dans son avis du 4 avril 2003. Ils s'en écartent néanmoins sur la définition du champ d'application, la Commission ayant désiré respecter la volonté du législateur, éviter toute opacité linguistique et assurer une égalité de traitement non garantie dans le projet de loi initial.

En ce qui concerne l'introduction d'un supplément de compétence individuelle telle que proposée par les auteurs du projet gouvernemental, il y a lieu de noter que la Commission a retenu l'approche préconisée par le Conseil d'État de tout simplement prévoir une majoration du montant mensuel immunisé afin d'éviter des contraintes administratives inutiles tout en respectant les intérêts des pensionnaires. Au-delà des considérations financières, la volonté de respecter l'autonomie personnelle et de promouvoir les compétences individuelles veut que soit adopté le principe de l'«activation» selon lequel l'usager se charge de ces missions le plus longtemps possible. Néanmoins, certains bénéficiaires du complément peuvent connaître, de façon permanente ou temporaire, une baisse sensible de leurs capacités sans disposer de l'assistance de parents ou amis. Ils doivent dès lors recourir à un prestataire de services avec pour conséquence une obligation financière lourde à charge de leur argent de poche. La majoration du montant mensuel immunisé permettra au bénéficiaire du complément, selon les cas, soit d'en disposer librement à condition de remplir lui-même les prestations en cause, soit de s'en servir pour indemniser les membres de son entourage familial qui s'en chargent, soit de demander à l'institution d'accueil de prêter les actes en cause contre paiement d'un supplément.

La Commission tient encore à préciser qu'elle considère le volet relatif à l'assurance qualité comme fondamental et que si elle a soutenu la proposition d'abandonner ce volet dans le présent projet, c'est uniquement dans un souci de clarté et de centralisation des données y relatives. Elle suivra donc avec attention l'introduction effective de cet aspect soit dans le cadre de la loi ASFT soit dans une loi qui lui sera entièrement consacrée.

|   |   |
|---|---|
| Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 05.07.2002     |   |
| Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf  |   |
| Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf): |   |
| 17.09.2002  | Désignation d'un rapporteur   |
| 10.06.2003  | Entrevue avec des représentants de la Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes a.s.b.l. (COPAS) |
| 19.06.2003  | Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  |
| 24.06.2003  | Continuation des travaux<br>Vote sur les amendements<br>Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État   |

|  |   |
|--|---|
| 12.02.2004                             | Examen et adoption d'un projet de rapport |
| Vote en séance publique:<br>19.02.2004 |   |

## 5108 - Projet de loi

relatif à l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurances et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition en droit national de trois directives européennes, à savoir:

- la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance;

La directive 2001/17/CE entend instituer dans les pays de l'Union les principes de l'unicité et de l'universalité des procédures de liquidation des entreprises d'assurance. Depuis la création du marché intérieur des assurances, tout assureur d'un État membre peut offrir ses produits dans n'importe quel pays de l'Union européenne sous le contrôle prudentiel exclusif de l'autorité de son pays d'origine. Ce régime de contrôle n'est cependant valable pour le moment que pour les entreprises en activité et ne s'applique pas encore aux entreprises en liquidation. Il en résulte qu'en cas de liquidation forcée d'une compagnie d'assurance, les autorités compétentes de chaque État peuvent reprendre leurs droits et faire ouvrir, à côté de la procédure principale engagée par les autorités de l'État du siège de la compagnie, une procédure de liquidation secondaire dans leur propre pays. Or, la directive créant le marché intérieur des assurances a également institué la liberté de localisation des actifs de couverture des engagements de l'entreprise d'assurance. Cette liberté peut conduire, en cas de liquidation forcée d'une entreprise d'assurance, à des inégalités de traitement d'assurés résidant dans des pays différents, du fait que l'assureur aurait déposé une partie significative de ses actifs dans un pays où il n'aurait pris que peu d'engagements. C'est pour parer à cet inconvénient et pour assurer un traitement égalitaire de tous les assurés d'une entreprise soumise à une mesure d'assainissement ou de liquidation forcée, que la directive, faisant l'objet d'une transposition en droit luxembourgeois par le présent projet, a consacré les principes d'unicité et d'universalité.

- une partie de la directive 2000/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile des véhicules automobiles;

Certaines dispositions de cette directive, notamment celle concernant le représentant chargé du règlement des sinistres imposé aux entreprises luxembourgeoises ainsi qu'aux succursales des pays tiers sollicitant un agrément au Grand-Duché, n'ont pas été transposées par la loi précitée parce qu'il a été jugé qu'elles trouveraient leur place naturelle plutôt dans la loi générale sur le secteur des assurances, que dans la loi spéciale sur l'assurance automobile.

- la directive 2002/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 novembre 2002 concernant l'assurance directe sur la vie.

Il s'agit d'une directive de coordination regroupant les textes de trois directives «vie» arrêtées par le Conseil. Le Parlement européen et le Conseil ont profité de l'exercice de coordination pour apporter deux modifications aux textes dont la première tend à renforcer la confidentialité des informations émanant d'un autre État membre, et la seconde à actualiser la définition des marchés réglementés figurant dans la directive de 1992.

### Dispositions communes aux mesures d'assainissement et de liquidation

Le projet dispose que le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale est compétent pour prendre les mesures d'assainissement et de liquidation judiciaire à l'égard des entreprises d'assurance luxembourgeoises ainsi que de leurs succursales situées dans d'autres États membres de l'UE. Les décisions ainsi prises par le tribunal luxembourgeois produisent leurs effets dans toute la Communauté selon la loi luxembourgeoise. Cependant, l'administrateur d'une mesure d'assainissement respectivement le liquidateur d'une entreprise doivent respecter la loi de l'État sur le territoire duquel ils entendent agir en particulier quant aux modalités de réalisation de biens et à l'information des salariés.

Le projet va plus loin que la directive en étendant les principes d'unicité et d'universalité aux mesures décidées par les autorités d'un État non membre dans lequel une entreprise d'un pays tiers a son siège.

Le projet précise que les procédures d'assainissement respectivement de liquidation, leur déroulement ainsi que leurs effets matériels sont régis par les dispositions législatives et réglementaires luxembourgeoises. Cependant, afin de protéger la sécurité de certaines transactions dans les autres États, le projet prévoit des exceptions à ce principe.

### Le sursis de paiement

Seuls le Commissariat aux assurances et les entreprises d'assurance peuvent demander au tribunal de prononcer le sursis de paiement.

### La liquidation judiciaire

Seuls le Commissariat aux assurances et le Procureur d'État peuvent demander au tribunal la liquidation judiciaire d'une entreprise d'assurance.

|   |  |
|---|--|
| Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.03.2003          |  |
| Rapporteur: M. Norbert Haupt  |  |
| Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weller): |  |
| 08.12.2003  | Désignation d'un rapporteur<br>Présentation du projet de loi<br>Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 11.12.2003  | Examen de l'avis du Conseil d'État   |
| 09.02.2004  | Présentation et adoption d'un projet de rapport  |
| Vote en séance publique:<br>17.02.2004  |  |

**5153 - Projet de loi**

portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit

Le projet de loi sous rubrique entend transposer dans la législation luxembourgeoise la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit. La directive remonte à une proposition de la Commission concernant une directive relative à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit adoptée le 19 novembre 1985.

Observations sur la directive 2001/24/CE

La directive 2001/24/CE vise à garantir que l'assainissement ou la liquidation d'un établissement de crédit et de ses succursales situées dans d'autres États membres de l'Union européenne se déroule conformément aux principes d'unité et d'universalité, avec pour effet que, sauf dispositions contraires de la directive, les autorités administratives et judiciaires de l'État membre d'origine disposent d'une compétence exclusive pour exécuter l'assainissement ou la liquidation d'un établissement et de ses succursales dans l'Union européenne toute entière. Le but est de garantir l'égalité de traitement de tous les créanciers et une approche uniforme dans l'ensemble de l'Union européenne.

La directive vise aussi à garantir que les autorités administratives, judiciaires et de surveillance des États membres d'origine et d'accueil coopèrent en cas d'assainissement ou de liquidation d'un établissement de crédit et de ses succursales et que les droits des créanciers des autres États membres soient aussi bien protégés que ceux des créanciers de l'État membre d'origine de l'établissement.

La directive ne vise pas à harmoniser les législations nationales, mais à garantir la reconnaissance mutuelle des mesures d'assainissement et procédures de liquidation nationales, ainsi que la coopération nécessaire.

Les éléments saillants du projet de loi

Le projet de loi se distingue par rapport à la directive en ce qu'il concerne son champ d'application. En effet, il ne vise non seulement les établissements de crédit, mais également les entreprises d'investissement qui sont habilitées à détenir des fonds ou des instruments financiers de tiers. Ainsi, le Grand-Duché évitera un nouveau vide juridique n'existant pas jusqu'à présent, du fait qu'actuellement les entreprises d'investissement sont incluses dans le champ d'application des articles à modifier de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Les auteurs du projet tiennent compte de la dimension internationale de la place financière.

Avis de la Chambre de Commerce et du Conseil d'État

La Chambre de Commerce se déclare de façon générale d'accord avec le projet de loi. Elle recommande quand même de revoir l'envergure du champ d'application, celui-ci étant proposé d'une façon plus large que la directive servant de base.

Le Conseil d'État a formulé une série d'observations visant entre autres la juridiction compétente en cas d'une succursale luxembourgeoise d'établissements d'origine non communautaire, la distinction entre la liquidation judiciaire ou forcée et la liquidation volontaire, le régime linguistique des informations à fournir et la définition du terme de «droit réel». Dans son avis complémentaire, le Conseil d'État s'est déclaré d'accord avec les deux amendements élaborés par la Commission des Finances et du Budget.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

08.12.2003 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

09.02.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.02.2004

**5174 - Projet de loi**

portant création des Maisons d'Enfants de l'État

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de doter pour la première fois les Maisons d'Enfants de l'État (MEE) d'un cadre de fonctionnement, d'une mission et d'une structure de personnel propre. Ce faisant elle met fin au quasi-vide juridique qui a suivi une longue cohabitation entre les deux missions et services distincts que constituent l'encadrement des personnes âgées et l'assistance aux enfants et jeunes en difficultés. Elle consacre également une autonomie de fait qui existe depuis 1981, date à laquelle les derniers enfants ont quitté le plateau du Rhin pour aller vivre dans les nouvelles maisons à Schifflange et à Dudelange.

Le projet de loi vise également à définir clairement les missions des Maisons d'Enfants de l'État afin de les différencier de celles d'autres institutions complémentaires tels que par exemple les Centres socio-éducatifs de l'État. Il entend aussi doter les Maisons d'Enfants de l'État d'un cadre du personnel tenant compte des évolutions passées de ces institutions et créant les conditions indispensables à un développement ultérieur.

Parmi les observations et critiques émises notamment par le Conseil d'État, deux méritent d'être soulignées plus particulièrement.

La première concerne les attributions du personnel et les rapports hiérarchiques des Maisons d'Enfants de l'État que l'ancien article 12 du projet de loi prévoyait de voir déterminés par voie de règlement grand-ducal. Pour le Conseil d'État cet article est contraire à l'article 36 de la Constitution. Il s'oppose formellement à son maintien. La Commission partageant le point de vue du Conseil d'État sur ce point supprime l'article 12 du texte de loi. A noter en outre que cet article est surabondant au vu des attributions de la commission consultative que le projet sous revue entend mettre en place.

La deuxième observation concerne l'ancien article 13 (article 12

nouveau) qui a trait aux indemnités du directeur adjoint et des responsables des structures d'accueil et d'encadrement. Le texte initial prévoyait que celles-ci seraient fixées par le Conseil de Gouvernement. Le Conseil d'État estime, sous peine d'opposition formelle, que ces indemnités doivent être déterminées par le biais d'une loi conformément à l'article 103 de la Constitution. La Commission se rallie à l'avis du Conseil d'État et reprend le texte tel que proposé par la Haute Corporation.

La Commission a procédé à une modification du texte des articles 3 et 5 tel que proposé par le Conseil d'État concernant la nature de la commission chargée d'encadrer la direction des Maisons d'Enfants de l'État.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 03.07.2003

Rapporteur: Mme Ferny Nicklaus-Faber

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

15.10.2003 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
21.01.2004 Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
12.02.2004 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.02.2004

**5235 - Projet de loi**

portant approbation de l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Pretoria, le 11 octobre 1999

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne respectivement ses États membres et l'Afrique du Sud. Il achève l'évolution des relations entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud, après la disparition du régime de l'apartheid et constitue le premier accord de ce type passé par l'Union avec un pays qui n'est ni un pays candidat à l'adhésion, ni un pays participant au processus de Barcelone (partenariat euro-méditerranéen).

L'Accord vise à mettre en place un cadre approprié pour encourager le dialogue et l'intensification des relations au niveau politique, économique et commercial entre les parties.

Conclu pour une durée illimitée, l'Accord est basé sur le respect des principes arrêtés par l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) et des principes démocratiques, des droits de l'homme et des principes de bonne gestion des affaires publiques.

Les principaux éléments de l'Accord sont les suivants:

- la coopération commerciale, la libéralisation tarifaire et l'établissement d'une zone de libre-échange
- le dialogue politique
- la coopération économique
- la coopération au développement.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 17.11.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

08.12.2003 Désignation d'un rapporteur  
16.02.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.02.2004

# Chamber TV

*weist all öffentlech Sëtzung*

**live an integral**

*mat enger Rediffusioun*

*all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un*



## Ordre du jour

1. Retrait du rôle du projet de loi 4950 modifiant la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers
2. 4999 - Débat d'orientation sur la politique d'immigration  
(Rapport de la Commission spéciale „Immigration“- Discussion générale - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendeng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

### 1. Retrait du rôle du projet de loi 4950 modifiant la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers

Op Ufro vun der Regierung huet d'Präsidentekonferenz an hiner Réunionion vun haut de Moie proposéiert de Projet de loi 4950 iwwert d'Établissements hospitaliers vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Haut de Mëtteg steet op eiser Tagesuerdnung eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Immigrationspolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo age droen: déi Häre Santer, Fayot, Krieps, Henckes, d'Madame Wagener, déi Hären Urbany, Mosar, Graas a Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Débat, de Kollege Marcel Glesener.

### 2. 4999 - Débat d'orientation sur la politique d'immigration

Rapport de la Commission spéciale „Immigration“

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Här President, Kollegen, den 22. März 2001 huet hei am Parlament eng Debatt iwwert d'Asylpolitik stattfonnt. No laangen Diskussiounen huet d'Parlament eng Resolutioun verfaasst mat dem Zil, eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Immigrationspolitik ze veranstalten. A fir déi Orientéierungsdebatt virzubereeden, ass eng Spezialkommissioun den 12. Juni 2001 agesat ginn, an déi Spezialkommissioun huet hir Aarbecht opgeholl de 27. Juni an deemselwechte Joer.

Vun Ufang u war kloer, et sollt keng Veranstaltung hannert verschlossenen Diere ginn, mä all Organisations aus der Zivilgesellschaft, déi sech mat Immigrationsfroe befaassen, sollten net nëmmen invitéiert ginn, mä déi sollte mat agebonne ginn an d'Diskussioun fir zu bestëmmte Konklusiounen ze kommen. Während 21 Sätzungen huet en Dialog stattfonnt mat alle Ministere, déi zoustänneg sinn am Zusammenhang mat der Immigration, mat Experten, mat staatlechen Institutiounen, mam Statec, mat der ADEM, mam CEPS, doriwwer eraus mat enger Rei vun Organisations, déi an den Immigrationsfroe permanent um Terrain wieren a schaffen, wéi d'ASTI, de SeSoPI, d'Caritas, d'Emweltorganisations, d'Berufschamberen, d'Gewerkschaften an och d'Wirtschaft, vertrauden duerch d'Patronatsverbänn. Den Ofschloss vun deene Berodungen, déi mer haten, war den 30. Januar 2002. Duerno

war Zäit fir de Rapporteur fir en Zwëschebericht ze erstellen, an deen Zwëschebericht ass der Kommissioun de 17. Juli 2002 zur Diskussioun an zur Ofstëmmung virgeluecht ginn.

Um Uschloss war d'Meenung vun der Kommissioun déi, allen Organisations, allen Instanzen an Institutiounen, déi sech un deem Dialog bedeelegt haten, deen Zwëschebericht zoukommen ze loosse, fir Stellung ze bezéien zu deem, wat mer als Kommissioun an engem éischte Rapport festgehalten hunn. Mir hunn hinnen Zäit gi bis de Januar 2003 a mir hunn de 26. Februar 2003, also praktesch virun engem Joer, déi schrëfflech Stellungnahmen, déi mer kritt hu vun all deenen Organisations, analyséiert, a mir hunn en öffentliche Hearing hei an der Chamber de 7. März dat lescht Joer ofgehalen, wou mer all deenen Organisations d'Geleeënheet ginn hunn, nach eng Kéier op d'Deputéierten anzewierken an esou e ganz konstruktiven Dialog mat den Deputéierten ze féieren. Mir gesinn also, dass e Maximum gemaach ginn ass fir praktesch e Konvent hei ze organiséieren em déi wichteg Roll vun der Immigration.

Am Joer 2003 huet een awer festgestallt, dass d'wirtschaftlecht Umfeld sech grondleeënd hei zu Lëtzebuerg amgaang wär ze veränneren, wat Auswirkungen hat op den Aarbechtsmaart an noutgedrongen och Auswirkungen hat op den Zouwuess vun de Frontalieren an och op den Zouwuess vun der Immigration. Fir eis mat där neier Situatioun ausenauer ze setzen, hu mer Kontakt opgeholl mat der Wirtschaft, mir hunn och Kontakt opgeholl mam Aarbechtsminister, den 28. März, fir mat him eng Kéier d'Situatioun ze analyséieren, wéi se sech an deem Moment um Aarbechtsmaart konkretiséiert huet. Mir haten doriwwer eraus nach Entrevuë mam Statec fir eis Opschloss ze ginn iwwert déi jéngsten Entwécklung demographescher Aart, och aarbechtsmaartpolitescher Aart, an der Grenzregioun an Däitschland, am Saarland an Däitschland, a Frankräich an an der Belsch.

Doriwwer eraus ware mer der Meinung, dass et och noutwendeg wär ze héieren, wéi de Comportement vun de Frontalieren hei zu Lëtzebuerg ass, an dat op Grond vun enger Etüd, déi eis presentéiert ginn ass, nämlech wéi wäit d'Frontalieren, déi hei op Lëtzebuerg schaffe kommen, sech bedeelegen um Wirtschaftskreeslaf, wellech Zorte vun Ausgaben, dass se hei zu Lëtzebuerg hunn, a mir hu festgestallt, entgéint enger Meinung, déi bis dohinner virun allem sech breet gemaach hat, dass d'Frontalieren ee groussen Deel vun hirem Akommes och hei zu Lëtzebuerg konsuméieren.

An där ganzer Problematik hu mer awer net ee vergiess, nämlech wéi déi sech géifen zur Sprooch, zur Integratioun, zum Liewen a Lëtzebuerg stellen a wéi si sech d'Liewe géife virstellen, an dat ass eis Jugend. A mir haten hei mat Hëllef vun der ASTI e ganz flotten öffentliche Hearing mat enger 50, 60 jonke Leit, Jongen a Meedercher, aus de Schoulen, déi mat eis dialo-

géiert hunn an eis och hir Suerge matgedeelt hunn, wéi si zurecht kommen hei zu Lëtzebuerg a wéi noutwendeg dass et ass, dass och zum Beispill d'Lëtzebuergesch Sprooch net nëmme bis op Septième instruéiert gëtt, mä och doriwwer eraus am Secondaire misst e Bestanddeel gi vum Schoulprogramm.

Dat war wéi gesot den 2. Mee d'lescht Joer, an op Grond vun deene leschten Erkenntnisser, déi mer gewonnen hunn no deenen Diskussiounen, déi stattfonnt hunn, huet d'Kommissioun da probéiert, en Ofschlossbericht ze verfaassen. Dat war mat Sécherheet keng einfach Aarbecht fir alles dat nach eng Kéier zesammenzebréngen, mä op Grond vun deenen Iwwerleeungen, déi erfollegt sinn, op Grond vun de Kriticken, déi un eis erudedroe gi sinn, virun allem vu Säite vun den Oppositionsparteien, vis-à-vis vun dem ursprénglechen Zwëschebericht wou mer eng ganz Rei Saache mat iwwerholl hunn, hunn ech dann deen Ofschlossbericht zesummegegestallt. Ech hunn der Kommissioun deen de 4. Februar elo presentéiert an et sollt dann do zu enger Diskussioun kommen, an et ass awer och zu enger Ofstëmmung an där Réunionion komm.

Ech wëll awer och festhalen, dass et net richtig ass, wat an engem bestëmmte Moment um Uschloss duerch d'Medie gaangen ass, een Deel vun de Medien, wou gesot ginn ass, dass den Débat d'orientation mat annerhallwem Joer Verspéidung elo géif stattfannen. Dat stëmmt net! Virgesi war, dass deen Débat, dee mer haut féieren den 12. Februar, dass dee sollt am November dat lescht Joer sinn. Mir sinn also just dräi Méint a Verzuch. Ech mengen annerhallef Joer an dräi Méint ass nun awer eng grouss Differenz.

Voilà, Kollegeninnen a Kollegen, mir haten also dann dee Bericht zur Diskussioun an der Kommissioun. Ech hunn e bësse bedauert, dass mer net d'Méiglechkeet hate fir dee Bericht, dee Rapport, duerch konkret Propositionen ze versichen ze verbessern. Mat Sécherheet ass dee Rapport, deen ech presentéiert hunn, net déi lescht Weisheit, och net d'Ée vum Kolumbus, mä mat Sécherheet sinn a manche Punkte vun deem Rapport Nuancen dran enthalen, déi vläicht méi kloer, méi wäit reichend a méi wäit tragend hätte kënne formuléiert ginn. Dat hätt ee kënne maachen an där Réunionion, ech hu bedauert, dass mer dat net gemaach hunn. Et war mat Sécherheet net d'Intention vum Rapporteur a vun der Majoritéit vun der Kommissioun, fir e Rapport dohinzeleeën, Vogel friss oder stirb, entweder Dir huelt deen un oder Dir hat Pech, neen, et sollt doriwwer diskutéiert ginn, dat ass ee Kommentar.

Ech sinn och frou, dass mir eis haut konnten zesummerappe fir eng Motioun ze presentéieren, déi mäi Kollege Patrick Santer hei presentéiere wäert, wou déi grouss Schwerepunkte vun deenen Iwwerleeungen, déi mer getraff hunn, an där Motioun dran enthalte sinn. An ech si frou, dass virun allem och, fir de Moment op jidde Fall emol, d'Kollege vun der grénger Fraktioun, déi mech während deenen annerhallef Joer am kriteschste begleet hunn an dat haut souguer - nach maachen - an ech si souguer frou doriwwer -, dass mir et fäerdeg bruecht hunn, eng gemeinsam Motioun hei virzebréngen, also villmools merci, an ech hoffen, dass d'Kollege vun der sozialistescher Fraktioun sech och kennen iwwerwannen an där Motioun kennen hir Zoustëmmung ginn.

Da wëll ech awer och belobegend nach ervirhiewen, déi Positioun vun der ASTI, wéi mer haut de Muere matgedeelt kritt hunn, déi duerch aus positiv dee Rapport beuerteelt, mat Ausnahm natierlech och vun enger Rei vu Kriticken. Enner ane rem werfe se eis vir, mir hätten ongenügend politesche Mutt bewisen, vläicht net wäit genuch gaangen. Datt d'Meenungen net ëmmer identesch sinn tëschen deenen déi politesch Responsabilitéit ausüben an ze gestalten hunn, vis-à-vis vun deenen déi Virstellungen hunn, do muss e kucken, dass een am permanenten Dialog weider verbleift. An all déi Organisations, déi sech kritesch zu deem Rapport stellen - dat begreissen mer, a mir wäerten nach Geleeënheet hunn an och dovunner profitéieren, fir gemeinsam och kontrovers an nuanciéiert iwwert d'zukünfteg Immigrationspolitik hei zu Lëtzebuerg ze diskutéieren.

Dat gesot, Kollegeninnen a Kollegen, wëll ech kuerz verschidde Saachen aus dem Inhalt vun deem Rapport belichten. D'Zouwanderung kann een an dräi grouss Gruppen opdeelen, dat eent sinn d'Immigranten, déi seasonsweis hei zu Lëtzebuerg liewen, dat sinn déi, déi e Permis A hunn, dann hu mer e Grupp vun Immigranten, déi temporaire hei zu Lëtzebuerg liewen, dat sinn déi mat engem Permis B an dann hu mer dee leschte Grupp vun Immigranten, dat sinn déi, déi sech fest hei nidderloossen an dat sinn déi auslännesch Matbierger mat engem Permis C.

Dann hu mer de Grupp vun de Frontalieren, déi zwee Immigranten, virun allem déi temporaire an déi definitiv, déi sech hei nidderloossen als Frontalieren, an déi sinn natierlech an der Zuel gebonnen an enk verbonne mat der wirtschaftlecher Entwécklung vum Lëtzebuerg Aarbechtsmaart.

An en drëtte Grupp vun Zouwanderung dat sinn d'Flüchtlingen. Ech wëll dann direkt zu de Flüchtlingen e Wuert soen. E Flüchtling, deen op Lëtzebuerg këmt an deen no enger bestëmmter Asylprozedur opgrond vun der Genfer Konventioun de Status vum Flüchtling kritt, dee gëtt zumindest identesch behandelt, wéi all aneren Immigrant aus Drëttlänner. Hien huet d'Méiglechkeet ze schaffen, hie gëtt souguer a bestëmmten Usiichten, wat d'Unerkennung vun den Diplomer ugeet, nach besser a virdeelhafte behandelt, wéi en Immigrant, deen aus wirtschaftleche Grënn op Lëtzebuerg këmt aus engem Drettland.

D'Asylpolitik ass getrennt vun all der Immigrationpolitik ze behandelten, a mir hu bewosst an och absichtlech an der richteger Weis d'Asylpolitik vun der Zouwanderung getrennt, well dat eent mat deem aneren absolut näischt ze dinn huet. Ane Kollegeninnen a Kollege sinn do anerer Meinung - ech respektéieren dat -, mä mir waren awer majoritaire der Meinung, dass mer eis hei sollen op d'Immigrationspolitik beschränken, woubäi Frontalieren, Immigranten a Flüchtlinge mat abezu sinn, an eis net mat der Asylpolitik befaassen, well iwwert déi Problematik hei an der Chamber scho laang a breet bei anere Geleeënheeten diskutéiert ginn ass an zum Schluss nach eng Kéier am Detail diskutéiert ginn ass, wéi mer déi ganz Problemer hei diskutéiert hu vun der Regulariséierung.

Dat gesot, stelle mer also fest, dass bei den Immigrante sech virun allem awer d'Fro stellt vun der Familienzusammenféierung. An dat ass e wesentlecht Kapitel. Well déi jo dann hei zu Lëtzebuerg wëlle verbleiwen an hei wëlle liewen, stellt sech natierlech d'Fro vun der Integratioun an eis Gesellschaft an et stellt sech d'Fro vun Problemer vum Wunnen, vun der Schoul, vun

der Famil, vun der gesondheetlecher Betreuung am aktiven Alter an och herno am Alter, wou een net méi am aktive Liewen ass, et stellt sech d'Fro vun der Aarbecht, vun der Aarbechtszouloossung, vun dem Undeelhuelen un der Gesellschaft an un der politescher gesellschaftlecher Matbestëmmung.

Dat alles, wësse mer, ass net méi ze gestalten an ze steieren, fir all déi Matbierger aus der Europäescher Unioun. Mir hunn nëmmen d'Méiglechkeet déi Immigrationpolitik, déi déi dote Leit betrëfft, iwwert d'Openthaltsenehmungen an iwwer e Permis de travail ze steieren. Dofir war et richtig a gutt, eiser Meinung no - an ech kommen nach eng Kéier dorobber zrëck -, dass mer virun zwee Deeg och décidéiert hunn, fir effektiv déi Mesure de transition vun zwee Joer, vis-à-vis vun der Fräizügkeet vun deenen neie Länner, ze décidéieren.

Et wär eiser Meinung no net gutt gewiescht an et hätt hei zu Lëtzebuerg zu enger onméiglecher Diskussioun an zu gewësse Problemer gefouert, a Momenter wou d'Situatioun um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart méi wéi präkar ass an een haut nach net weesse, wéi laang déi präkar Situatioun unhält, Signaler ze setzen, dass Leit sollen en masse op Lëtzebuerg kommen, mat der Hoffnung hei Aarbecht ze fannen an dann awer musse feststellen, dass se aarbechtslos sinn, mat all deene Problemer, déi domat léiert sinn, war et nämlech gutt a richtig, dass mer hei décidéiert hu fir während zwee Joer vun dem Recht Gebrauch ze maachen an lwwerganksbestëmmunge gëllen ze loosse. No zwee Joer gesi mer wéi d'Entwécklung ass an da wäert mer et jo fäerdeg bréngen, déi noutwendeg Entscheedungen hei ze treffen.

Kollegeninnen a Kollegen, Här President, mir stellen also fest, dass opgrond vum Rapport vun deem statistesche Material, d'Immigration vun deene Leit, déi sech permanent hei wëllen nidderloossen, während deene leschte Jore ganz gewaltig zougeholl huet an dat bedeit eng Schlussfolgerung, an zwar dass et onwahrscheinlech wichtig ass, wéi déi Leit hei emfaange ginn, wéi den Accueil ass a wéi se während virun allem deenen éischte Joren hei zu Lëtzebuerg begleet ginn, fir iwwerhaupt d'Chance an d'Méiglechkeet ze hu fir an eiser Bevölkerung akzeptéiert ze ginn an doriwwer eraus fir och kennen un dem normale Liewen hei zu Lëtzebuerg deelzehuelen.

Dann en anert Kapitel - an de Rapport geet ganz eingehend dorobber an - iwwert d'Bedeutung an de Stellenwäert vun der Zouwanderung fir Lëtzebuerg selwer. A mir ginn do zrëck bis virun 1900 a stelle fest, dass vun 1900 bis nom leschte Weltkrich effektiv d'Situatioun ganz eendeiteg war, dass Lëtzebuerg ouni Immigration, ouni Zouwanderung mat Sécherheet et net fäerdeg bruecht hätt, mat vill Aarbecht, mat villen Entbehungen, dee Wuelstand sech ze schafen, wa mer net déi Frontaliere gehat hätte während där Zäit an och déi vill auslännesch Matbierger, déi mat Undeel geholl hunn un der Entwécklung zu Lëtzebuerg. Déi jéngst Vergaangenheet weist, dass déi Tendenz absolut identesch ass.

Mir hätten et mat Sécherheet net fäerdeg bruecht hei zu Lëtzebuerg de Sprong aus der Wirtschaftskris vun den 80er Jore zu méi Wuelstand, zu enger Erhéijung vum Liewensstandard an zur Festlegung vum sozialen Netz, ze realiséieren, wann net während deenen Joren iwwer 100.000 auslännesch Matbierger op Lëtzebuerg komm wäeren a wann net innerhalb deene Jore ronn 80.000 Frontaliere méi op Lëtzebuerg schaffe komm wäeren. An déiselwecht Tendenz - an dat beweisen eis d'Zuelen - weist ganz kloer, dass déi Tendenz vu virun



1900 an déi Tendenz an den 80er Joren och nach haut identesch ass.

Wann ech déi dräi lescht Joer kucken, stelle mer fest, dass hei zu Lëtzebuerg den Emploi global ëm 29.700, also ronn 30.000 Unitéite gewuess ass, dass d'Lëtzebuenger Bevëlkerung awer an deenen dräi leschte Joren nëmmen ëm 1.300 Unitéiten zougeholl huet, d'auslännesch Bevëlkerung ëm 11.300 an d'Frontalieren ëm ronn 20.000. Ouni déi 11.000 auslännesch Bierger hei zu Lëtzebuerg an ouni déi 20.000 Frontaliere wär et net méiglech gewiescht, fir deen Emploi, deen eis Ekonomie geschaaft huet, mat Liewen ze erfëllen a fir deen iwwerhaapt um Liewen ze erhalen an ze realiséieren. Mat deem Resultat, datt de Moment hei zu Lëtzebuerg d'aktiv Bevëlkerung sech zesummesetzt aus engem Drëttel nach Lëtzebuenger, engem Drëttel Auslänner, déi hei wunnen, an engem Drëttel Frontalieren. Dat huet zur Konsequenz, datt hei an dësem Land de Moment 38,2% Net-Lëtzebuenger, also auslännesch Matbierger, liewen, schaffen an eist Liewen hei mat gestalten. D'Schlussfolgerung vun deem ass ganz kloer: Lëtzebuerg war, Lëtzebuerg ass a Lëtzebuerg bleift een Immigrationsland.

Mat wellecher Entwécklung kënnen mer elo an d'Zukunft kucken a wellech Schlussfolgerunge sinn opgrond vun där Entwécklung ze zéien? Mir hunn an engem bestëmmte Moment am Land Angst an Onrou emfonnt, wéi dat Schlagwuert vun engem Lëtzebuenger Land vu 750.000 Awunner un d'Wand projezéiert ass ginn. Ech wëll elo net nach eng Kéier dorop agoen, mä ech wëll awer be weisen, opgrond vun deem, wat mer an eiser Kommissioun hei gesinn hunn, datt mer éischtens keng Angscht brauche vis-à-vis vun esou engem Lëtzebuenger Land ze hunn, mä datt mer wäit ewech mat Sécherheet wäerte si vun esou enger héijer Zuel vun Awunner am Joer 2050.

An op Grond vun deem wat ee konnt feststellen, wëll ech da folgend Zuelen nach eng Kéier ganz kuerz an Erënnerung ruffen - Dir fannt se ausgiebig a mengem schrëffleche Rapport -: d'Zouwanderung hei zu Lëtzebuerg war an der Moyenne pro Joer während deene leschten zéng Joer eppes iwwer 4.900, ronn 5.000. Vun dem 1. Januar 2002 bis den 1. Januar 2003 ass den Zouwuess nach ëm 3.980. Dat heescht, d'Immigratioun wisst vill manner staark, a si huet eng falend Tendenz.

Den Excédent migratoire, dat heescht de Migratiounszouwuess hei zu Lëtzebuerg war bis 1999 während 15 an 20 Joer an der Moyenne 4.700 pro Joer. Do ware Joren dobäi mat iwwer 6.000, mä an der Moyenne 4.700. Am Joer 2002, dat sinn déi lescht Zuelen, déi eis zur Verfügung stinn, war den Excédent migratoire just nach d'Halschent vun deem, dat heescht 2.649, also drittler manner, esou dass ee ka feststellen, dass effektiv d'Immigratioun no Lëtzebuerg net méi déi Vitesse de croisière wäert déi nächst Joren hunn, wéi dat während 20 Joer de Fall war, a wann ee kuckt wéi d'Wirtschaft sech entwéckelt - an ech kommen zréck op déi Prognosen - wäert et d'Tendenz an d'Tatsach sinn, dass een net méi brauch ze rechner mat esou enger héijer Entwécklung vun Immigratioun hei no Lëtzebuerg.

An da stelle mer interessanterweis och nach fest, dass déi éischte Kéier, säit Joerzénge, vum Juni un, d'Zuel vun de Frontalieren, déi op Lëtzebuerg kommen, ofhëlt. Déi ass haut méi kleng wéi se am Juni 2003 war.

Wéi sinn dann elo déi Prognosen, déi d'Wirtschaft eis konnt liwweren, a wellech Auswierkung kann dat op den Aarbechtsmaart hunn? Virun zwee Joer hate mer eng Aussprooch mat alle Branché vun der

Lëtzebuenger Ekonomie, déi eis da geschwat hu vun hirem grouse Besoin un Aarbechtskräften hei zu Lëtzebuerg. An do si mer, wa mer d'Additioun gemaach hu fir zwee Joer, op ronn 6.000 Unitéite komm. Dat war dat, wat d'Wirtschaft eis als Prognosen als Besoinen duergestellt huet.

Haut, op Grond vun deene leschten Etüden, déi gemaach gi sinn, de leschten Emfroe, ass déi Zuel wesentlech no ënne revidéiert ginn, an ech géif soen, dass se vläicht ëm 1.000 de Moment läit. Mä ech wäert d'Geleeënheet hunn der Regierung dat nach méi konkret virstellen, op Grond vun deem Opdrag, deen ech kritt hunn, fir eng Etüd ze maachen iwwer d'Immigratioun op den Aarbechtsmaart.

Den Emploi hei zu Lëtzebuerg war am Januar 2003 270.639 Unitéiten. Am Dezember 2003 ass en natierlech geklommen, vill méi lues wéi virun, do waren et der 274.575. Dat ass also e Plus vun 3.940 Unitéiten. Wann ech awer elo déi lescht Statistike vum Stateg kucken - an da gesidd Der wat ee mat Statistiken alles ka maachen a wéi onsécher se sinn -, da gëtt gesot, dass dat lescht Joer iwwer 6.000 Aarbechtsplazen hei geschaaft gi sinn. Mir stellen awer fest, dass den Emploi nëmmen ëm 3.900 Unitéiten zougeholl huet. Dat huet dann déi logesch Konsequenz, dass wuel vläicht esou vill Aarbechtsplaze geschaaft gi sinn, mä dass der awer ronn 3.000 ofgebaut gi sinn, déi net méi bestinn. An dat erkläert dann och, dass den Emploi während deene leschte Méint réckleefeg ass. Am Juni 2003 waren et der ronn 275.000, an am Dezember, elo virun zwee Méint, waren et der nëmme méi 274.000.

Mir gesinn also, dass d'Zuelen vum Emploi hei zu Lëtzebuerg zumindest stagnéieren de Moment. A wann ech kucken, wat sinn dann elo d'ekonomesch Prognosen, a wat fir eng Auswierkung kann dat op den Aarbechtsmaart hunn, da stelle mer fest, dass de Moment eng Politik gemaach gëtt, fir dat ze hale wat mer an der Industrie hunn. A wann ech déi jéngst Informatiounen, déi mir kritt hu wat d'Sidérurgie betrëfft, an déi Tribrier, déi ronderëm d'Sidérurgie hänken, kucken, da kann een dovun ausgoen, dass geplangt gëtt, fir nach e ganz gewaltigen Ofbau vun Aarbechtsplazen ze verwickelen.

Mir gesinn op eiser Finanzplaz, datt den Emploi daitlech erofgaangen ass während engem ganze Joer, an esou wäit wéi d'Prognose reechen, an dat wat mer héiere vun deene Leit, gi se zwar dovun aus, dass fir d'nächst Joer mat engem Wuesstum ze rechnen ass, mä mat Sécherheet wäert dat absolut keng Auswierkungen op den Aarbechtsmaart hunn, au contraire, mir kënnen dovun ausgoen, dass den Emploi op der Finanzplaz zu Lëtzebuerg wäert weider ofhuelen.

Am Handwierk ass mat Sécherheet mat enger Zounahm ze rechnen, mä dat si keng zehausenden. Dat hält sech och a Grenzen op Grond vun de leschten Iwwerleeungen, déi mir vu Säite vum Handwierk gemaach hunn.

Wann een erkläerterweis eng Diversifikationspolitik an der Ekonomie mécht, déi drop erausgeet fir an der Informatiounspolitik oder an der Informatiounstechnologie an an der Biotechnologie nei Entreprene op Lëtzebuerg ze kréien, dat si kapitalintensiv Entreprene, och wann do Wuesstum ze verzechen ass, a mat Sécherheet ass mat Wuesstum ze rechnen, bréngt dat absolut keng Verbesserung um Lëtzebuenger Aarbechtsmaart.

A wann een dat dann aus der Vergaangenheet léiert an et gesäit ee wellech Auswierkungen, dass dat op d'Immigratioun huet, da kënt een zur Konklusioun, dass während deenen nächste Joren een dovunner ausgoe kann, dass d'Immigratioun hei zu Lëtzebuerg nach

steige wäert, awer vill méi lues, manner schnell, manner important wéi dat während deene leschte Joren de Fall war.

Awer genausou kloer ass et, dass mir ouni Immigratioun an ouni Frontalieren hei zu Lëtzebuerg op Dauer kee wirtschaftleche Wuesstem, deen noutwendeg ass, kënnen gestalten a realiséieren. An dat heescht och, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dass ouni Immigration och an deenen nächste Jorzénge, an ouni zréckzegräifen op Arbeitnehmer aus der Groussregion eise Liewensstandard hei zu Lëtzebuerg net ofgeséichert ass. A mat Sécherheet ass et och eng Illusion ze gleewen, dass ouni Immigration mir kënnen un eng Emverdeelung zu Gonschte vun de sozial Schwache rechnen. A genausou ass et richtig, dass eng Diversifikation vun eiser Ekonomie net machbar ass, net ze realiséieren ass, ouni eng noutwendeg Zuel vun Immigranten hei zu Lëtzebuerg a mat Sécherheet leeft eist Sozialnetz laangfristeg ouni Immigration Gefor ze zerbréckelen.

Also, Lëtzebuerg bleift een Immigrationsland, Lëtzebuerg ass ugewise op eng gewëssen Immigration, déi mer awer versiche mussen ze steieren am Intérêt vun den Immigranten an am Intérêt vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, an dofir kënt et méi wéi jee drop un, dass de Schwéierpunkt vun eiser Politik geluecht gëtt op d'Integratioun an op d'Zesummeliewe vun deenen dausende vu Mënschen hei zu Lëtzebuerg.

An engem Land, Kolleeginnen a Kolleegen, wou 38,2% Auslänner liewen, do muss eng géigesäiteg Akzeptanz geschaaft ginn duerch d'Lëtzebuenger vis-à-vis vun den Auslänner, fir iwwerhaapt hei a Friden ze liewen, an eis gemeinsam Problemer zu Lëtzebuerg ze léisen.

D'Integratioun kann een net dekretéieren, déi kann een net duerch e Gesetz maachen, mä déi muss erschafft gi mat klenger Schrëtt, an Dag fir Dag a permanent. Si muss ufänke beim Empfang vun Auslänner, wéi e betreit gëtt. Dofir verlaange mer e Livret d'accueil, dass den Auslänner sech kann a Kenntnis setzen iwwer dat wat hei zu Lëtzebuerg geschitt a wat Lëtzebuerg ass.

Fir sozial Spannungen auszeschleissen, ass et evident, dass mer fir all Immigrant, deen hei zu Lëtzebuerg leeft a schafft, säin elementaart Mënschrecht mussen erfëllen, en elementaart Mënschrecht op d'Famill. Dofir ass et noutwendeg a wichtig, dass mer och fördernd awierken, fir dass d'Famillenzesummeféierung zu Lëtzebuerg net e Schlagwuert bleift. An dofir muss mer och deementsprechend - an dat geet och aus eise Propositionen daitlech ervir - déi gesetzlech Basis schaffen, fir d'Famillenzesummeféierung hei zu Lëtzebuerg ze gestalten.

Doriwwer eraus muss et evident sinn, dass all déi dausende vu Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, dezent a mënschewierdeg wunne kënnen. Déi Leit mussen en normalen Zougank zur Aarbecht hunn a si mussen sech iwwer hir Aarbecht kënnen entwéckelen. Si mussen och de Choix kréien hei zu Lëtzebuerg ze schaffen.

Dat setzt eng bestëmmte Politik viraus an eng bestëmmte Méiglechkeet duerch d'Erzéiung, duerch d'Schoul, schonn an der Primärschoul an doriwwer eraus. Et setzt viraus eng adequat Berufsausbildung, eng adequat Weiterbildung, och fir Auslänner. Dat sinn d'Voraussetzungen fir iwwerhaapt d'Chancéglaichheet hei zu Lëtzebuerg ze realiséieren. An och d'medezinesch Betreieung muss hei

fionctionnéieren, esou gutt fir déi Jénger wéi fir déi Eeler. D'medezinesch Betreieung muss och fonctionnéiere wann déi Leit, déi hei liewen, méi al ginn an duerno ugewise sinn op Hëllef, wa se sech selwer net méi kënnen versueren. Dann ass et evident, dass déi sozial Ofsecherung muss garantéiert bleiwe fir jiddfereen.

Virun allem ass et och wichtig, fir d'Integratioun hei zu Lëtzebuerg ze realiséieren, dass mer eng gemeinsam Sprooch hunn, dass mer eis kënnen verstännegen, dass mer kënnen matenee schwätzen, an dat ass d'Lëtzebuenger Sprooch, dat ass déi Sprooch vun der Kommunikatioun. Dofir ass et richtig an noutwendeg, dass mer jiddfereengem, deen op Lëtzebuerg wunnen, schaffen a liewe kënt, d'Méiglechkeet gi Lëtzebuergesch ze léieren, an et geet net, dass mer vun engem verlaangen, deen zéng Stonnen den Dag schafft an dat siwen Deeg an der Woch, dass deen owes no Feierowend, wann en ausgelaut ass, nach soll e Lëtzebuenger Cours besiche fir kënnen Lëtzebuergesch ze schwätzen. Mä da muss mer, wa mer dat wëllen a verlaangen, a mir wëllen dat, deene Leit och d'Geleeënheet an d'Méiglechkeet gi fir duerch e Congé linguistique kënnen d'Lëtzebuenger Sprooch ze léieren. Dobäi ass et evident, dass och Franséisch an Däitsch deene Leit mussen zougängelech gemaach ginn, well soss hu se och keng Chancéglaichheet am Liewen hei zu Lëtzebuerg fir sech um allgemenge gesellschaftleche Liewen ze bedeelegen, wat och eng Voraussetzung ass fir Zougank ze kréien an d'Fonction publique.

Dann ass et evident, dass d'biergerlech Matbestëmmung an d'gesellschaftlech Matbestëmmung vun all Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg leeft, muss realiséiert a muss méiglech gemaach ginn. Et muss een Zil sinn. D'Auslänner mussen also ugereegt ginn, vun deene scho bestehende Méiglechkeeten a Biergerrechter Gebrauch ze maachen. Dat konkretiséiert sech bei de Gemengewahlen a bei den Europawahlen. Dat konkretiséiert sech duerch en aktiv Engagement an der Gewerkschaft, an der Politik, an den Organisatiounen vum öffentlechen a gesellschaftleche Liewen.

Dat muss realiséiert an ugereegt ginn duerch nach méi Engagement an nach méi konkret Schaffen an de Gemengen an duerch d'Auslännerkommissiounen, dat muss ugereegt ginn an nach favoriséiert an ennerstézt ginn och par rapport zu den Aarbechte vun den Auslännerorganisatiounen, déi sech ëm d'Auslänner bekëmmern. D'Auslänner mussen ugereegt ginn, sech an de Gewerkschaften an an de Parteien ze engagéieren fir esou matbestimmen an um gesellschaftleche Liewen Undeel ze huelen. Dat eleng ass d'Voraussetzung fir eng Kohesioun, eng sozial Kohesioun hei zu Lëtzebuerg ouni Spannungen ze garantéieren, an op Dauer och de soziale Friden an de Friden am Allgemengen, dat mënschlech matenee Liewen hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Voilà, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn eng ganz Rei vu Schwerpunkten, déi mer an eisem Rapport festgeluecht hunn, déi haut nach solle méi verfeinert an diskutéiert ginn.

Mä et geet net duer mat der Feststellung. Fir dat ze realiséieren muss mer och strukturell Reformen an d'Wee leeden. Mir mussen de Conseil national pour étrangers a senger Zesummensetzung an a senger Kompetenz reforméieren a mir solle mat deene Leit Kontakt ophuelen. Déi hu wierklech gutt Iddien. An doriwwer eraus ass et noutwendeg, dass mer déi politesch Kompetenzen an déi politesch Responsabilitéiten op Regierungssäit, déi jo ausschlaggebend a maassgebend si fir d'Definitiv, d'Begleedung an d'Exekutioun vun enger Immigrations- an Integra-

tionspolitik, net méi esou zerstreut weiderlaffe loosson, mä dass mer déi sollen zesummebündelen. Mir hunn eis dofir déi Iddi vu praktesch allen Organisatiounen aus dem zivile Liewen zu Eege gemaach, dass et noutwendeg ass, eng politesch Responsabilitéitsstell an der Regierung ze schafen. Wéi déi soll ausgesinn, ob dat soll e Statssekretär, e Statssekretariat, sinn, wou se soll ugesidelt sinn, doriwwer kann een diskutéieren, mä et soll geschéien.

Dann hu mer och eng Alternativ nach dozou ugereegt, nämlech dass een de Comité interministériel soll ëmwandelen an e Conseil supérieur pour l'immigration. Mä wa mer esou e Conseil supérieur pour l'immigration hunn, wat ass dat aneschters wéi e Statssekretariat? Bon, ech mengen, doriwwer kann een diskutéieren, mä et soll wierklech eppes Seriöses geschéien.

Dann ass et noutwendeg a wichtig, dass och d'Parlament responsabiliséiert gëtt, esou wéi mer dat elo gemaach hunn, nämlech et muss mat abezu ginn an déi ganz Entwécklung vun der Immigrations- an Integrationspolitik, an dofir soe mer: Am Parlament soll vun där staatlecher neier Stell, déi soll geschafe ginn, vum Statssekretär, all Joer e Rapport presentéiert ginn, deen an der Chamber soll debattéiert an diskutéiert ginn. Dat ass onbedéngt noutwendeg an engem Land wou et ëm d'Schicksal vun iwwer 40% vun de Leit geet, déi hei zu Lëtzebuerg liewen an Net-Lëtzebuenger sinn.

Doriwwer eraus hu mer och festgestallt, dass eng vun deene Moosnamen, déi am Integrationsfond ass, déi ass, dass ee sech Gedanke mécht iwwer d'Méiglechkeet vun der duebeler Nationalitéit.

Eis Kommissioun ass ganz eendeitig an där Majoritéit. Ganz eendeitig huet si sech ausgescht, dass d'duebel Nationalitéit eng Integrationsfördernd Moosnam ass, déi ee soll realiséieren, woubäi et awer kloer ass, dass d'Konditiounen, wéi déi soll realiséiert ginn, mussen festgeluecht ginn. Do brauchen d'Lëtzebuenger keng Angscht ze hunn et géif hinnen eppes geschéien, d'Identitéit, déi géif kapottgoen hei zu Lëtzebuerg. Mat Sécherheet ass se net kapottgaangen, doduerch dass hei Auslänner kënnen Lëtzebuenger ginn duerch d'Autorisatioun. Firwat sollen dann och déi Mënsche mussen verzichten op hir Identitéit an all Brécken ofbriechen, déi se opgrond vun hirer Kultur an hirer Vergaangenheet mat Stolz sollen droen? Wa mir am Ausland wäeren an do géinge liewen, da géife mer och vläicht déi Nationalitéit gären unhuele vun deem Land wou mer wieren, mä mir wëllten awer net ofbriechen mat Lëtzebuerg. Et muss een nach kënnen Lëtzebuenger bleiwen. An dofir fanne mir et richtig a gutt, dass ee soll an deem Kontext en Débat hei zu Lëtzebuerg féiere fir d'duebel Nationalitéit schnellstméiglech anzeféieren.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, deemzufolge verlaange mer dann - an ech maachen dat ganz kuerz, well Dir kënt dat am Detail noliesen - eng schnellstméiglech Emsetzung vun der europäescher Richtlinn vum 22. November 2003, déi d'Famillenzesummeféierung regelt, an deementsprechend och ee Gesetz.

Da verlaange mer, ech hunn et scho gesot, d'Aféierung vun engem Congé linguistique, doriwwer soll een diskutéieren. Da verlaange mer a mir proposéieren d'Randifizéierung vun der Convention sur la nationalité vum 8. November 1997 beim Europarat. Mir sinn eent vun deene weinege Länner, déi déi Konventioun nach net ennerzeechent hunn. An dann hätte mer gär d'Ofännerung vum groussherzogleche Reglement vum 28. März 1972, wat d'Openthaltsgenehmigung an d'Dispens fir auslännesch Studente bedeit,



dass si hei zu Lëtzebuerg kënnen schaffen.

Dann hätte mer endlech och gären dat groussherzoglecht Reglement, dat virgesinn ass duerch d'Gesetz vum Juli 1993, wat d'Konditiounen, d'Openthalt- an d'Reglementskonditiounen bedéngt an d'Wunnbedingungen definéiert vun deenen Ausländer, déi a staatlech verwalten Heemer, Opfangheemer, sinn, do feelt d'absolut gesetzlech Basis. Mir verlaangen och en vue vun der Kreéierung vun der Universitéit zu Lëtzebuerg eng Schafung vun engem Bureau des Affaires étrangères pour les étudiants étrangers. Et ass ganz wichteg och déi Studenten, déi op Lëtzebuerg kommen, ze betrieien an ze emfänken, fir dass se och d'Méiglechkeet hunn hei zu Lëtzebuerg hir Studien zesumme mat hire Lëtzebuurger Kolleeginnen a Kolleegen ze maachen.

Voilà, meng Zäit, déi ech hei zur Verfügung hunn, ass ofgelaf. Ech wëll dann zum Schluss nach eng Kéier op déi gutt Aarbecht hiweisen, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass. A wann och deen een oder anere vläicht e bësse frustréiert war iwwert de Schluss vun der Aarbecht, mat Sécherheet war dat net schlecht gemengt, a mir hunn haut nach d'Geleeënheet op dëser Plaz hei, fir dee Bericht, dee virläit, an Nuancen ze verbesseren, fir nei Propositionen ze maachen, a wa se wierklech machbar a méiglech sinn, firwat déi dann net och iwwerhuelen? Fir all gutt Iddi si mer frou.

Ech soen also all eenzelne Member merci, a virun allem soen ech deene merci, déi mech während deenen zwee Joer ganz kritesch begleet hunn. Haut de Mëtteg wäerte mer dat och nach héieren. Ech hunn domat absolut kee Problem. Dat war ganz flott, dat huet och dozou bäigedroen, dass mer e seriöse Bericht konnte maachen. Ech soen allen Organisatiounen, Experten a Ministère merci fir hir Kollaboratioun während deem annerhallwe Joer. Laang Stonne vun Diskussioun ware wichteg a mir hu festgestallt, dass mer e gudden Choix gemaach hunn an dass mer mat Sécherheit méi Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg déi Integratiounspolitik ze maachen, déi noutwendeg ass, duerch den Dialog mat alle bedeelegten Organisatiounen. Nach eng Kéier villmools merci. Den Dialog solle mer och weiderféieren.

Ofschléissend wëll ech merci soen dem Sekretariat vum Parlament, wat vill Aarbecht hat, an ech ka mech erënneren, déi éischt sechs Méint hu mer esou oft getagt, dass d'Sekretariat vum Parlament net méi à même war, d'Rapporte rechtzäiteg ze schreiwen. Also nach eng Kéier villmools merci, an dann och menge Mataarbechter an der Fraktioun, merci fir Är Verfaassung vun deem Rapport, an lech alleguerter villmools merci, dass Der mer esou laang nogelasschert hutt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

### Discussion générale

M. Patrick Santer (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, Immigratioun ass zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngten e gradsou wichtegt wéi natierlecht Phänomeen. No laange Jore vun Aarmut, während deenen am 19. Jorhonnert vill Lëtzebuurger hir Heemecht verlooss hunn, fir enzwousch anescht an der Welt Aarbecht a Brout ze fannen, huet d'Opliewe vun eiser Stolindustrie zum Schluss vum 19. Jorhonnert der Lëtzebuurger Wirtschaft nei Perspektive bruecht. Mat der neier industrieller Dynamik kommen déi éischt Immigranten a grousser Zuel an d'Land.

Zënterhier, zënter also iwwer 100 Joer, ass Lëtzebuerg en Awanderungsland. Dat ass kee Projet, mä eng Tatsaach. A mat där Tatsaach, gradsou wéi mat der Aart a Weis, wéi mer an Zukunft d'Immigratioun op Lëtzebuerg wëllen organiséieren an encadréieren, hu mer eis de Mëtten hei ze beschäftegen.

D'Spezialkommissioun huet an hire jorelaanger Aarbecht all Facette vum Awanderungsphänomeen zu Lëtzebuerg belicht, énnert d'Lupp geholl an analyséiert. Énnert dem Impuls vun hirem President a Rapporteur, mengem Fraktiounskolleeg Marcel Glesener, huet si all betreffen Acteuren emfaangen, Statistiken an Zuelen ausgewäert an Zukunftsperspektiven opgezeechent. Fir dee gradsou emfangräiche wéi opschlossräiche Rapport vun eiser Kommissioun, wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun dem Här Glesener merci soen.

D'Kommissioun hat sech zum Zil gesat, Leitlinie vun enger richteger Immigratiounspolitik ze definéieren. Dat hu mer erreecht. An et ze erreche war net einfach, wann ee weess, dass deen zueleméisseger iwwergrossen Deel vun den Awanderer aus dem EU-Ausland kënnen an dese Leit hiert Kommen a Goe gradsou wéineg ze steieren ass, wéi hir Integratiounsbestriewungen zu Lëtzebuerg oder eben de Géigendeel vun esou Bestriewungen. Europäesch Recht gesteeet all Bierger vun der Union de fräien Zougank an Openthalt um Territoire vun alle Memberstaten zou, och mat heiansdo Iwwergangsregelungen. Ze reguléieren huet den nationale Législateur am Besuch op d'Unionsbierger näscht. E ka just offréieren, suggeréieren, ureegen an e ka sech Gedanke maachen, wéi en eng fräiwëlleg besser Integratioun vun den Unionsbierger, déi dauerhaft zu Lëtzebuerg wëlle bleiwen, ka realiséieren. Dat bedeit, dass e sech nawell muss mat den Unionsbierger am Kontext vun der Immigratioun beschäftegen.

Eng weider Kategorie vu Leit, déi net Lëtzebuurger sinn, sech all Dag vu méindes bis freides an eise Land ophalen an dofir suergen, dass Lëtzebuerg dagsiwwer bal iwwer 600.000 Awunner huet, sinn d'Frontalieren. Mä well si net hei wunnen, well si sech net hei dauerhaft niddersloossen a well si zum allergréissten Deel och nach Unionsbierger sinn, kënnen se vun enger Awanderungspolitik net erfaasst ginn. An dach, grad wéi bei de résidenten Unionsbierger muss eng Lëtzebuurger Immigratiounspolitik och d'Frontaliere berücksichtegen, an ustriewe si iwwer hiert professionellt Émfeld eraus besser an der Lëtzebuurger Realitéit a Gesellschaft ze bedeelegen.

De Rapport vun der Spezialkommissioun ass wéineg op d'Asylberwerber agaan. Dat hat säi gudde Grond, well den Asyl Thematik ass, déi mat Immigratioun am eigentleche Sënn vun Wuert wéineg ze dinn huet. Asylante sinn onfräiwëlleg ennerwee, si goufe verdréiwven, vun hiren individuelle Liewensmänn zur Flucht genéidegt a si brauchen Hëllef am humanitäre Sënn vum Wuert. Awanderung am 21. Jorhonnert ass am Géigesaz dozou e fräiwëllegt Phänomeen, wat vill mat besserer Aarbechtsperspektiv ze dinn huet oder mam Zesummeffiere vun enger Famill oder mat anere Facteuren, déi Mënschen dozou bréngen sech an en anert Land ze transportéieren a sech do niddersloossen. Selbstverständlech kann een déi zwee Phänomene net vollständeg vuneneen trennen, an dat ass wuel och de Grond, woufir sech ëmmer nees an d'Kommissiounsdebatten an an déi öffentlech Debatt ronderëm d'Asylthematik ageschlach huet.

Här President, ech wëll elo net op all eenzelne Aspekt vum Rapport

agoen, dat huet den Här Glesener gemaach an et wär onnëtz hei seng Ried ze paraphraséieren. Eng Aktualisatioun vun der Législatioun iwwert d'Aarbechtspersmissen, déi am Rapport virgeschloen ginn ass oder e Regroupement familial an doriwwer eraus eng eenheetlech Regelung an Europa vun der Visasflicht zum Beispill, gehéieren natierlech och an de Kader vun der Diskussioun. An alle Fäll, déi ech elo ugeschnidden hunn, fir all Kategorie - wann een esou daerf soen - vun Awanderer, deene permanenten an deene temporären, déi just dagsiwwer wandere an nuets doheem verbréngen oder emgegréint, ass de Maitre mot vun enger Immigratiounspolitik, déi gräife wëllt, d'Integratioun. Si spillt dofir eng absolut zentral Roll am Rapport. Mä do virdrun ass mer un e puer Aussoe geleeen, den Thema ze encadréieren.

Déi éischt ass, dass, wa mer wëllen der Immigratioun eng politesch Rumm ginn, da muss mer déi illegal Awanderung resolut bekämpfen. Illegal Immigratioun kann net kontrolléiert, net erfaasst a per Definition net gesteeiert ginn. Illegal Awanderer befanne sech an enger rechtsloser Situatioun. Si sinn net sozial verséichert, si hu keng offiziell Wunneng, si schaffe fir en Apel an e Stéck Brout, offiziell gëtt et se eigentlech iwwerhaupt net. Dat ass onméiglech fir déi befräit Leit an et ass och onméiglech fir Lëtzebuerg. Mir kënnen net dauerhaft déi sozial Kohesioun vun eiser Gesellschaft sécherstellen, em déi et primordial geet.

Fir deene legalen Immigranten déi beschtméiglech Conditions d'accueil an eng optimal Integratioun kënnen ze assuréieren, muss mer déi illegal Awanderung ofschrecken. E konsequent Virgoe géint illegal Awanderung bedeit Signaler no banne mä och no baussen. Mir mussen dofir suergen, dass Lëtzebuerg keen Image kritt - leider huet et e schonn deelweis - vun engem Land wou een emol roueg kann ukommen, well am Prinzip do näscht geschitt. Déi Passeursréseauen, déi mer kennen, an déi mam Misär vun de Leit hiert knascht Geld verdéngen, daerfe mer net nach duerch weideren Erfolg vun hirer Aktivitéit sponsieren an esou ureege fir weiderzefueren. Et muss also den Androck entstoën, dass mer zu Lëtzebuerg strikt eis Awanderungsgesetzgebung applizéieren.

Lëtzebuerg ass ze kleng a seng Populationsstruktur ze komplex fir lasch a relax mat illegaler Immigratioun emzegen. Illegal Awanderung soll net nëmme national mä och um europäeschen Niveau bekämpft ginn. Et kann ee jo net zouloossen, dass an der Europäescher Union, déi och eng Union vum Recht wëllt sinn, d'Passeuren déi ënnerschiddlech Ausländerregelungen a -gesetzgebungen an deene 15 a gläich 25 Memberstaten an déi ënnerschiddlech Ausleeunge vun deenen Gesetzter zu hire Gonschte benotzen.

Déi zweet Ausso, déi ech wëll maachen, ass déi, dass ee Land, wat elo scho 40% Ausländer zielt, keent ass wéi all déi aner. Lëtzebuerg weist eng eendeitig Tendenz no nach méi enger héijer Proportioun an Ausländer op eise Territoire aus an dës Tatsaach muss eng politesch Berücksichtigung fannen. Leschten Enns geet et hei em den Zesammenhalt vun eiser Gesellschaft, also där Gesellschaft, déi an eise Land zesummeliift.

A 15 oder 20 Joer kann et sinn, dass méi nei Ausländer bei eis wunnen, wéi Lëtzebuurger. All Joer kommen der e puer tausend dobäi, während d'Zuel vun de Lëtzebuurger zënter Jorzéngten stagnéiert. Dass se net zréckgeet ass och op d'Na-

turalisatiounen zréckzeféieren. Elo scho sinn d'Lëtzebuurger an der Haaptstad an an anere Gemengen, wéi der Fiels, an der Minoritéit. An de Schoule fanne mer plazeweis Klassen an deene kee lëtzebuergesch Kand méi sëtzt. Um Aarbechtsmaart maache mer nach ronn en Drëttel aus; Tendenz falend. Haut ginn dräi Véirel vun allen nei geschafenen Aarbechtsplaze vu Frontaliere besat.

Dës sinn Tatsaachen. Déi mussen eis awer keng Suerge maachen, mä si mussen een zum Handeln inspiréieren. Wa mer wëllen eis Gesellschaft an där net nëmme d'Zuel vun den Ausländer mä och de Fächer vun hiren Hierkunftslander ëmmer méi grousst gëtt, op Dauer zesummen- a beieneenhalen, da brauche mer eng Politik, déi sech deem Zil verschreift. Just komme loosse, wat dann ze kommen huet, ass ugesichts den Zuelen an der wierklecher Welt keng Optioun méi.

An da muss Lëtzebuerg sech och bewusst sinn, dass mer d'Ausländer jo hei hunn, well dat eis, hinnen an dem Land eppes bréngt; an zwar e ganze Pak. Ouni Immigranten, ouni Italiener a Portugisen hätte mer keng formidabel industriell Entwécklung an dem 20. Jorhonnert kann. Hätte mer d'Frontalieren net, déi zu hirer bal 110.000 haut all Dag an d'Land schaffe kommen, da wär e gudden Drëttel vun eise Aarbechtsmaart souzesoen net besat. Da könnte mer elo schonn, an zwar direkt, eise soziale Versécherungssystem mat deene Leeschtungen, déi mer kennen, vergiesen, och wa mer d'Immigratiounspolitik aus der Optik vum Finanzement vun esou enger sozialer Versécherung haut net daerfe gesinn. Immigratioun eleng ka strukturell Problemer net léisen; schlëmmstefalls just op e spéideren Zäitpunkt verleeen.

Ouni d'Ausländer, ouni d'Immigranten, ouni d'Frontaliere géif et ganz einfach dat Lëtzebuerg net ginn an deem mer liewen. Ouni hir Steieren an ouni hire Konsum, deen 768 Millioune ausmécht, géifen et déi Infrastrukturen, déi mer haut hunn an déi mer amgaange sinn ze kréien, net ginn. Ouni si wär Lëtzebuerg aarm, aarm a villen Hilsichten; an dat net nëmme aus strikt materiellem Siicht.

Also en dueble Constat: Mir brauchen Ausländer, déi am Land wunnen, mir hu se ëmmer gebraucht a mir brauche se weider, gradsou wéi d'Frontalieren. Mä mir mussen oppassen, dass mer keng dräi oder méi Parallellgesellschaften zu Lëtzebuerg kréien. D'Lëtzebuurger, déi zu enger ëmmer méi grousser Proportioun an öffentlech-rechtlechen Aarbechtsverhältnissen sinn, d'Frontalieren déi eis Privatbetriber um Liewen halen an déi résident Ausländer, déi sech nach eng Kéier an eenzelne Gemeinschaften erëmfinden a sech vun de Lëtzebuurger ofschotten. Dat daerfe mer net zouloossen, well et den Zesammenhalt vun eiser Gesellschaft futti géif maachen; mat allen negativen Konsequenzen, déi sech aus esou enger Entwécklung kënnen erginn. Dofir ass Integratioun gefrot. Integratioun brauche mer an Integratioun muss mer, mat alle Mëttele, déi d'Politik sech kann dofir ginn, förderen.

Här President, Integratioun huet zu Lëtzebuerg zwee noutwendeg Voleten. Een ergëtt sech aus der Zuel vun den ze integréierende Leit, déi proportionell méi grousst ass wéi bal iwwerall op der Welt. Deen anere betrëfft déi spezifesch Situatioun vun eise Land, engem klengen Land un der Schnëttstell vun zwee Kultur- a Sproochraim, dat säin eegene Wee wëllt weidergoen an deem - fir et emol krass ze formuléieren - esou lues seng eege Leit ausginn.

Fir déi 170.000 Leit mat enger Integratiounspolitik ze erfaassen, ass kee Cadeau. Rechent een hei nach 110.000 Frontalieren derbäi, déi wuel spezifesch mussen berück-

sichtegt ginn, da kënnen een op 280.000 ze integréierend Mënschen zu Lëtzebuerg, fir et emol esou ze soen. Dat sinn der gradsou vill wéi et Lëtzebuurger gëtt an deemnächst méi. Et kënnen ee sech reng arithmetesch gekuckt d'Fro stellen a wéi eng Richtung wuel den Integratiounsprozess stattfënn, wann déi integréierend Gesellschaft scho bal zu mander ass wéi déi, déi se wëllt integréieren? Mä well dat hei keen arithmeteschen Défi ass, mä e politeschen, sozialen a kulturellen, muss déi Lëtzebuurger Gesellschaft deen Défi op d'Schëlleren huelen.

Et muss deemno e grousst ugelechtes Integratiounsprojekt entworf ginn. Mat Gebastels komme mer net weider. Natierlech misst ee ganz vill jonk résident Ausländer eigentlech wum Zilpublikum vun der Integratiounspolitik ewechrechnen, well se hei an d'Schoul ginn oder gaange sinn, well se schonn integréiert sinn an hei wëlle bleiwen an dacks genuch Lëtzebuerg besser kenne wéi d'Heemechtsland vun hiren Elteren. Mä et bleiwen nach méi wéi genuch Leit iwwer, déi hautdesdags niewent der eigentlecher Lëtzebuurger Gesellschaft funktionéieren, mat hire Landsleit a mat de Lëtzebuurger eigentlech näscht ze dinn hunn an et kommen der all Dag derbäi. An deen Zoustand ass integratiounshemmend.

Dës Realitéit muss eis dozou ureege Lëtzebuergesch den Net-Lëtzebuurger hei am Land konsequent méi no ze bréngen. Op Grond vun der Zuel vun den Ausländer, déi hei am Land sinn, huet een hei zu Lëtzebuerg, wat ee kënnert e relativen Integratiounsdruck nennen, dee ganz oder relativ kleng ass. Dacks genuch ass den Undeel vun den Ausländer aus enger Nationalitéit oder esouguer enger Region esou grousst, dass d'Fonctionnëiere vun esou enger Gemeinschaft ausserhalb vum Lëtzebuurger Mainstream zouloosbar ass. Si ginn eleng eens, si ginn an hir Veräiner, op hir eege Fester an an hir eege Restauranten.

An eis Sprooch, nu jee, mir wësse jo all, dass déi am Alldag nach Verwendung fënn, besonnesch an der Privatwirtschaft. A well all Mënsch, deen e Lëtzebuurger Pass huet, franséisch léiert, schwätzt en dann och ëmmer, ouni weider driwwer nozedenken, mat de Leit aus der romanescher Immigratioun franséisch. Datt ee si am Fong dovunner ofhält sech em d'Erléiere vun der Lëtzebuurger Sprooch ze këmmen ass zwar onbestriden, mä am Fong geholl interesséiert et keen. Mä et muss ufänken eis ze interesséieren.

Integratioun hunn ech gesot sur une large échelle an déi Integratioun iwwert d'Vermëttlung vun eiser Sprooch an deem wat Lëtzebuerg als Stat ass, wat e kennzeechent, wéi e fonctionnéiert, woufir et e gëtt a wou en hiwëllt, an dat iwwert d'Abanne vun de Leit vu baussen an eis Gesellschaft, an eis Veräiner, um politesche Liewen an iwwert d'Vermëttle vum deem wat d'Lëtzebuurger gemengerhand vu sech halen. Alles an allem brauche mer also e sproochlechen a soziokulturellen Integratiounsprojekt.

Besonnesche Wäert leeën ech hei, an et geet net anescht, op den zweete Volet vun der Spezifisitéit vun enger Lëtzebuurger Integratiounspolitik, d'Bedeitung vun der Sprooch. Si ass d'Mammesprooch vun all Lëtzebuurger a Kommunikatiounsmittel vun alle Lëtzebuurger. Si ass d'Sprooch vum öffentlechen Liewen an der politescher Auseenansetzung. Si ass d'Ausdrucksform vun eiser Geschicht a Vehikel vun eiser Kultur. Lëtzebuergesch ass dat Element wat all Lëtzebuurger iwwerall an der Welt matenee verbinnt. An dëser Hilsicht ass déi offiziell Dräisproochegkeet irrelevant.

E Lëtzebuurger, deen zum Beispill virun zéng Joer a Kanada ausge-



wandert ass, fillt sech net emotional oder un doheem erënnert, wann ee vu Lëtzebuerg, dee bei e kënn, franséisch mat em schwätzt. Wie mengt, et géif Lëtzebuerg an et géif eng bedeitungsfull, eng emotionsgebonden, eng gefüllsrelevant Acquisitioun vun der Nationalitéit ouni Sprooch ginn, deen iert sech. Lëtzebuergesch ass eng Sprooch, virun allem aneren, esouguer virum Wuelstand an de relativ gesinn héije Léin a soziale Leeschtungen. Esou wohlfahrtsstaatlech Elementer ersetzt keng Identitéit an em si geet et, wa mer de Leit, déi bei eis wunne kommen, wëlle vermëttel wat mir sinn a wat eist Land ass, an esou integréiere wëllen.

Meng Fraktioun an ech selwer sinn deemno der Meenung, datt mer mussen d'Offer vun de Coursen, an deenen den auslännesche Matbierger eis Sprooch bäibruucht gëtt, drastesch vergréisseren. Dat wäert net zum Nulltarif ze kréie sinn. Mä hei geet et em d'Zukunft vun eiser Gesellschaft. Allerdéngs geet et mat de Sproochen eleng net duer, och wa mer méi Enseignanten hätten. Wat mer eigentlech an am Fong brauchen, speziell fir Leit aus Drëttstaten a solcher, déi wëlle Lëtzebuerg ginn, dat si véritabel Integrationscoursen, wéi se an anere Länner, an der Schwäiz, Holland, Dänemark an op anere Plaze mat Succès duerchgefouert ginn. Also Coursen, déi eppes vun der Geschicht vum Land vermëttelen, seng Kultur, seng Sprooch selbstverständlech, an déi d'Identitéit vun de Lëtzebuerg op eng novollzéibar Manéier de Leit aus anere Länner nobrénge. Dat ass net onméiglech, et fonctionnéiert op schrecklech ville Plazen. Et muss een et just wëllen.

Wat een och muss wëllen, dat ass unerkennen, datt et haut an enger Welt vu Reesen, Kommunikatioun a Leit, déi sech an hirem Liewen op e puer Plazen néierloossen, fir do ze schaffen, méiglech ass méi wéi engem Stat loyal ze sinn.

Konkret bedeit dat, datt mer mussen op Dauer eis Nationalitéit zougänglech maache fir Leit, déi och en anere Pass hunn, ouni datt se deen, wéi dat bis elo de Fall ass, mussen ofgi wa se Lëtzebuerg ginn. Et géife méi Ausländer, déi bei eis liewen, Lëtzebuerg ginn, wa se net da missten déi institutionell an organesch Verbindung mat hirem éischten Heemechtsland kappen, fir just nach hirem zweeten Heemechtsland unzegehéieren.

Well mer awer och d'politesch Participatioun vun deene Leit brauchen, déi net Lëtzebuerg ware wéi se bei eis koumen, well des Leit en Apport ze leeschten hunn an eiser Gesellschaft, dee se solle kënnen als vollwäertige Bierger zu Lëtzebuerg abréngen, muss d'Méiglechkeet vun der duebler Nationalitéit geschafe ginn, dést natierlech och ënnert der Bedingung, datt déi nei Lëtzebuerg eis Sprooch beherrschen. Vu politescher Participatioun an engem Land ze schwätze wou d'Politik op Lëtzebuergesch stattfënnt, ouni datt een des Sprooch kennt, dat ass surrealistesch. Hei geet et awer net duer an eise Nationalitéitgesetz de Passus ze sträichen, wou gesot gëtt, datt deen, dee Lëtzebuerg wëllt ginn, seng Nationalitéit fir d'éischt misst ofginn.

Et nëmme dobäi ze loossen, wier emol keng hallef Aarbecht gelescht. D'duebel Nationalitéit bréngt konkret rechtlech Problemer mat sech, déi ee fir d'éischt misst klären. Dat ass och esou.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat ass dach kee Wäertuerteel.

■ M. Patrick Santer (CSV).- Dach, et ass e Wäertuerteel, fir einfach e Saz ze sträichen an engem Nationalitéitgesetz an ze soen, elo hu mer d'duebel Nationalitéit, sief alluerquert frou. Dat stëmmt net. Et ass onrealistescht dat ze denken. Firwat mengt Der dann, datt déi

Belsch oder déi zwee belsch Professoren dem Justizminister fir hire Rapport iwwert d'duebel Nationalitéit bal honnert Säite geschriwwen hunn? Déi hunn dat net als einfach Literatur dohinner geschriwwen, wann et nëmme drëm geet fir ee Saz an engem Gesetz ze sträichen. Dat wier och op enger Sait duergaangen.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Dir sidd fir de Prinzip.

■ M. Patrick Santer (CSV).- Mir si fir de Prinzip. Dat hunn ech och elo grad gesot, op eng verständlech Aart a Weis.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Eenegermoossen, jo. Mä Dir hutt nuancéiert, a ganz nuancéiert doriwuer geschwat, a relativéiert.

■ M. Patrick Santer (CSV).- Dat ass schonn hei laang a breet diskutéiert ginn an den Här Glesener huet dat och gesot.

Am Sënn vun deem wat ech iwwert d'Integratioun als Haaptpillier vun enger zukünftiger Immigratiounspolitik gesot hunn, wäert ech och eng Motioun abréngen. Zu engem perfekte Rapport gehéiert och eng perfekt Motioun, déi ech hoffe vun deene meeschten heibanne gedeelt ze kréien.

#### (Interruption)

Also esou onperfekt wéi Dir, Här Urbany, kann ech laang net sinn, och wann ech mech dru ginn.

#### (Hilarité)

Ech wäert déi Motioun am Laf vun der Diskussioun abréngen, well e puer redaktionell Imperfektionen nach drastinn.

Här President, Immigratioun ass e Phenomeen, wat een nëmme géintwuer Statsbierger vun Drëttstate wierklech ka kontrolléieren a steieren. Si, déi eng Openthaltsan eng Aarbechtsgenehmigung brauchen, kënnen net einfach esou op Lëtzebuerg kommen an hei bleiwen, mä mir brauche se. Et gëtt hei eng Rei vu Beräicher um Aarbechtsmaart, fir déi mer einfach net genuch Lëtzebuerg an esouguer EU-Ausländer hunn a wou mer mussen iwwert des Grenzen eras Leit sichen a fannen, an also och eraloossen. Ob dat Leit aus dem afrikanesche Kontinent, Brasilianer, Rumäne sinn, dat ass eigentlech net wichteg.

Oder mengt een, wann hei e puer éisch Software-Beriber sech géifen niderloossen an e puer Mataarbechter aus Drëttstate géife matbrénge, déi zu Lëtzebuerg kënnen Saache fäerdeg bréngen, déi hei kee kann, da géifen déi puer Leit de Gesellschaftsfridde fundamental perturbéieren?

Loosse mer op deen Niveau mat Serenitéit kucke wie wëllt heihinner kommen a woufir, ouni awer grundsätzlech Appréciatiounen ze hunn, wann emol ee kënn, deen Hindu ass oder eng schwaarz Hautfaarf huet, oder deen net dat ésst, wat mir esou iessen, virausgesat natierlech si hunn oder fannen direkt eng Aarbecht, déi nëmme si kënnen besetzen, well ouni des Viraussetzung mécht Awanderung iwwert de kommunautäre Raum eras kee Sënn. Do hu mer och genuch Leit, déi no Aarbecht sichen, a wann eng Plaz gradsou gutt vun engem Lëtzebuerg oder engem Holländer ka besat gi wéi vun engem Amerikaner, dann hu mer emol eng Préférence communautaire, an da mécht déi och Sënn. Dovunner dierfe mer net ofrécken.

Zum Schluss nach eppes, wat am Fong eng Widderhuelung ass vun deem, wat mäi Fraktiounskolleeg Claude Wiseler virgëscht am Numm vu menger Fraktioun op dëser Tribün gesot huet. Mir applizéieren elo eng Iwwergangszäit vun zwee Joer bei der Fräizügkeet vu Persounen vis-à-vis vun aacht mëttel- an osteuropäesche Staten, déi den 1. Mee an d'Europäesch Unioen kommen.

Dat ass esou an der Rei, well et fënn sech, datt déi aktuell Memberlänner dat bal all maachen, a mir esou wierklech net kënnen „bande à part“ maachen. Den Drock op Lëtzebuerg géif soss iwwerproportionell ginn, wat eisen Aarbechtsmaart an där aktueller gespaanter Situatioun net kéint verkraaften. Mä doriwuer eras soll ee realistesch sinn. Wien des Länner kennt, wien d'Leit aus deene Länner kennt, hir Identitéit an hire Stolz, hir Leeschtungsberéitschaft och, dee weess, datt hei net Horde vun neien Unionsbierger just drop waarden, fir kënnen an de Weste vun Europa auszewanderen. Dat ze mengen, ass d'Leit an deene Baitrittsstate fundamental ënnerschat an eigentlech degradéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Immigratioun mat der Komponent Integratioun ass keng Horrorysioun fir Lëtzebuerg. Integratioun soll een als Chance ugesinn, an déi Chance muss een huelen zum Wuel vun allen an zum Wuel vum Land.

Ech soen lech merci.

Pardon, Här President, d'Motioun ass ukomm mat den Imperfektionen, déi erausgeholl si ginn!

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg est depuis plus d'un siècle pays d'immigration, après avoir connu pendant longtemps la réalité d'un territoire d'émigration, et que le phénomène migratoire fait dès lors partie de la conscience nationale;

- considérant que notre pays connaît toujours une immigration importante qui, bien que se composant essentiellement de citoyens communautaires, est néanmoins une immigration à facettes multiples et variées;

- considérant que le Luxembourg compte d'ores et déjà presque 40 pour cent de résidents qui ne sont pas des nationaux, et que cette proportion ne cessera pas de s'accroître;

- considérant que l'immigration doit être un phénomène contrôlé et régulier, et que l'immigration clandestine doit partant être résolument combattue, dans l'intérêt aussi bien des immigrés réguliers que de la société d'accueil luxembourgeoise;

- considérant que dès lors, il importe de définir une politique de l'immigration cohérente et horizontale, visant à la fois le meilleur accueil des nouveaux venus et leur intégration optimale dans la société du Luxembourg, de manière à en garantir durablement la cohésion et la capacité d'accueil;

- considérant qu'une telle politique doit reposer avant tout sur la compréhension et la communication de l'identité luxembourgeoise aux concitoyens étrangers et à une interaction positive avec ces derniers qui comporte un enrichissement mutuel;

- considérant que l'accès à la nationalité luxembourgeoise est un biais de choix pour favoriser et réaliser l'intégration des concitoyens étrangers dans la société luxembourgeoise et pour garantir un attachement et une identification vérifiables avec le Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à définir une politique globale de l'immigration et de l'intégration, et d'en garantir la mise en œuvre la plus cohérente possible;

- à étudier la possibilité de confier la mise en œuvre de cette politique à un membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la coordination de la politique de l'immigration;

- à maintenir une attitude ouverte à l'égard de l'immigration à partir de pays non membres de l'UE, dans la mesure où le marché de l'emploi peut offrir des perspectives à des immigrés de pays tiers et que ces derniers peuvent donc intégrer dans la société luxembourgeoise;

- à continuer de combattre de manière efficace l'immigration clandestine, donc irrégulière, qui ne peut conduire à l'intégration harmonieuse des personnes concernées dans la société luxembourgeoise et qui peut compromettre le succès de l'intégration des immigrés légaux;

- à promouvoir l'apprentissage de notre langue nationale par le biais d'un renforcement en personnel des structures de l'enseignement du luxembourgeois, afin de pouvoir faire face aussi bien à une demande croissante de cours de luxembourgeois et aux défis d'une véritable politique de l'intégration;

- à étudier la possibilité d'offrir des «cours d'intégration» à l'intention des immigrés non communautaires, comportant l'enseignement de la langue luxembourgeoise, de l'histoire nationale, ainsi que de la culture et de l'identité luxembourgeoises, à l'instar des cours pratiqués au Danemark; la fréquentation de ces cours pourrait en cas de besoin faire partie du processus d'intégration menant à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise;

- à favoriser l'intégration durable dans la société luxembourgeoise par le biais de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, tout en gardant à l'esprit que l'impossibilité légale actuelle de combiner l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise avec le maintien de la nationalité d'origine peut s'avérer dissuasive à l'égard de demandeurs potentiels en naturalisation qui voudraient pourtant conserver, y inclus de manière formelle en en portant toujours le passeport, leurs attaches avec leur pays d'origine;

- à envisager, dans cette perspective, l'abrogation de la disposition contenue actuellement dans la loi sur la nationalité luxembourgeoise selon laquelle le demandeur en naturalisation doit préalablement renoncer à sa nationalité d'origine, rendant ainsi possible la double nationalité, et à permettre un débat démocratique sur l'opportunité d'une telle démarche;

- à étudier la possibilité de l'introduction d'un congé linguistique, pouvant permettre à des immigrés ne disposant pas du temps libre nécessaire pour ce faire, de suivre les cours de langue et de culture offerts en vue d'une meilleure intégration des immigrés;

- à transposer en droit national la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 sur le regroupement familial;

- à signer et à ratifier la Convention sur la nationalité du Conseil de l'Europe du 6 novembre 1997;

- à modifier le règlement grand-ducal du 28 mars 1972 concernant l'autorisation de séjour, afin de conférer une base juridique à la dispense des étudiants de pays tiers de prouver des moyens personnels suffisants pour couvrir leurs frais de séjour;

- à prendre le règlement grand-ducal concernant les conditions du séjour dans les foyers d'accueil de l'État, prévu dans la loi du 27 juillet 1993.

(s.) Patrick Santer, Marcel Glesener, Gusty Graas, Alexandre Krieps, Renée Wagener.

■ M. le Président.- D'Motioun gëtt ausgedeeit, dass jidderee ka Kenntnis dervun huelen.

De Rapporteur, den Här Marcel Glesener, freet kuerz d'Wuert.

■ M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Här President, ech wöllt d'Wuert froen als Rapporteur

an als President vun der Kommissioun.

Déi Motioun, déi den Här Santer elo hei déposéiert huet, déi steet op, fir datt och nach aner Parteien, déi se bis elo nach net ënnerzeechent hunn, dat nach kënnen maachen. Si gëtt fir de Moment ënnerstëtzt vun der CSV, der DP an der grénger Fraktioun.

Merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, eng Motioun kann een natierlech nëmme ënnerzeeche wann ee se gesinn huet. Dat ass nach net de Fall, soudass ech dozou natierlech nach näischt ka soen.

Här President, um Fong vun enger Diskussioun iwwert d'Awanderung steet ëmmer d'Fro no der Gesellschaft, déi ee wëllt. Dofir muss een am Ufank vun dëser Debatt soen, wat fir eng Gesellschaft, wat fir ee Lëtzebuerg ee wëllt, haut, muer an iwwermuer.

Dat Lëtzebuerg kann net grondverschidde si vun deem, wat et säit jeehier war. Ech mengen, mir wëllen alleguer e Lëtzebuerg wat wirtschaftlech gesond ass, ekologesch am Gläichgewicht, sozial gerecht, kulturell op der Héicht. Mir kënnen dat net eleng. Mir kënnen dat nëmme an der Solidaritéit mat der Welt dobaussen a ronderëm ons erreechen. Nationalen Egoismus, national Ofschottung, Iwwerreaktioun vum Nationale sinn do net méiglech. Mir wëllen e Lëtzebuerg, wat an der EU handelt an iwwert d'Europäesch Unioen an der Welt aktiv ass, e Lëtzebuerg, deem säin Horizont och d'Groussregioun ass a wat seng Plaz an der Groussregioun huet. Esou e Lëtzebuerg bedeit säit jeehier automatesch Wanderungen, Awanderung, Auswanderung, en Hin an Hier vu Mënschen a vu Famillje vun de verschiddensten Zorten, Rassen a Reliounen.

Migratioun sinn haut wéi fréier en natierlech Element vun onser Gesellschaft wéi vun all entwéckelter Gesellschaft. A säit dee kleng Fleck Lëtzebuerg besteet, sinn hei déi verschiddenst Leit aus- an agangen, hu sech gekräizt a géigesäiteg beräichert. Lëtzebuerg ass eng Kreatioun vu Migratioun, léif Kolleegen a Kolleginnen. Awanderung heescht, dass Leit aus frieme Länner bei ee kommen an zwar aus de verschiddensten Ursachen. Et gëtt Lëtzebuerg Auswanderer iwwerall an der Welt a mir si jo mächtig stolz drop, wann déi dobausse reusséieren.

Betruechte mer also wann ech gelift, haut wéi gëscht, d'Migratioun als eppes fundamental Positives, als eng Beräicherung an net nëmme als eng Noutléisung, wann et mol zoufälleg net genuch Lëtzebuerg méi géif. A fir dass d'Awanderung positiv ass, dierf ons Gesellschaft d'Awanderer net ausgrenzen, muss se un ons bannen a se participéiere loossen un Liewe vun der Gesellschaft, wirtschaftlech, sozial, kulturell a politesch.

Ech hätt mer mol gären des Astellung iwwert d'Awanderung an onser Aarbecht vun der Chamber gewünscht. Ech fannen se leider am schréffleche Bericht vum Här Glesener net erëm. Hien huet elo éinescht probéiert a sengem mëndlechen Exposé e bësse méi Begeescherung fir Migratiounen zum Ausdrock ze bréngen, wéi dat an dem schréffleche Bericht ass. Ech fannen an deem Bericht ganz oft eng ängschtlech Haltung a virun allem de Wonsch méiglechst schnell aus all Ausländer e perfekte Lëtzebuerg ze maachen.

Här President, firwat komme Leit bei ons? Meeschtens komme se fir ze schaffen a fir e bessert Liewen ze kréien. Heiansdo fir enger Geför ze entgoen. Oft bréngt se hir Famillje mat, well d'Zäit vun den Een-



zelen, déi schaffe koumen an no e puer Méint hirer Wee gaange sinn, ass eriwwer. Erënnert lech, déi déi d'Geschicht e bësse kennen, d'Italiener zum Beispill, déi hu laang bei ons, um Ufank vum Jorhonnert bis an d'30er Joren, wéi Béischte geschafft a gelieft. Als Aarbechtsbéischte si se considéiert ginn an no e puer Méint, wa se net méi gebraucht gi sinn, konnte se dann hirer Wee goen. Dat ass haut glécklecherweis eriwwer. Si kommen alleguer, wa se d'Chance kréien hei hirt Liewe besser ze maachen, a Betriber, öffentlecher oder privater, bei der Arméi - hu mer jo gesinn -, an onse Kliniken, beim Stat, iwwerall.

Et kommen Der well se vun doheem flüchte mussen, well bei hinne Rapp a Klapp ass, well se verfollegt si wéinst hirer Relioun, wéinst hirer Rass, hirer Nationalitéit oder hire politeschen Opfaassungen.

Et kommen Der eng ganz Partie, well mer se ruffen, an déi gehéieren och zu der Immigratioun. Spezialiséiert Kaderen, friem Kapitalbesëtzer, Experten, bekannt a manner bekannt Sportler, Trainer, Professeren a Wëssenschaftler. Ouni si fonctionnéiert ons Wirtschaft net, ons Uni muer wäert net unsi si fonctionnéieren, ons Betriber, ons Veräiner fonctionnéieren net unsi si an unsi si fonctionnéiert Lëtzebuerg net.

Et komme muer Studente vun iwwerall. Vun deene 5.000 Studenten, déi mer op der Uni Lëtzebuerg erwaarden, soll op d'mannst d'Halbschent aus dem Ausland kommen, a vun där Zuel op d'mannst 20 bis 30% aus Dréttländer, also net aus der Europäescher Unioun.

Sécher stellen d'Migratiounen all Land an och Lëtzebuerg viru grous Eerausfuereungen. Meng Iwwerzeugung ass et, dass mer des Eerausfuereung am beschten am Kader vun der Europäescher Unioun ugoe sollen. Sait Joren ass d'Europäesch Unioun amgaangen u Léisungen um Gebitt vum Asyl an der Wanderung ze sichen. Et geet wuel ganz lues virun an deem sou genannten drëtte Pilier, deen zwar am Vertrag vun Amsterdam communautariséiert ginn ass, mä wou mer trotzdeem nëmme ganz lues virukommen, well d'Länner do op hir national Souveränitéit pochen.

Et gëtt eng Proposition iwwert de Statut vu Leit aus Dréttländer. Et gëtt eng Direktiv iwwert de Regroupement familial, déi relativ onze-friddestellend ass. Et gëtt eng Kommunikatioun iwwert d'Awanderung. Et gouf zu Tampere de Versuch fir e Kader fir d'Migratiounspolitik vun der Europäescher Unioun festzeleeën. Et gëtt Propositionen iwwert d'Asylpolitik an esou weider.

Iwwregens muss ech soen, Här President, dass dëst alles relativ wéineg am politeschen Débat zu Lëtzebuerg war. Et ass um Justizminister - a mir si frou, dass en hei ass -, an e wäert eis vläicht hoffentleche e puer Saachen dozou soen, well ech hunn d'Impressioun, dass eis Chamber sech net genuch mat all deenen Aspekter um europäesche Plang befaasst huet, well dat fir muer eis Politik hei zu Lëtzebuerg ganz staark determinéiere wäert.

Här President, de Bericht huet och d'Flüchtlingspolitik ausgeklamert, obschonn d'Migratiounspolitik, wann ech dat emol esou kann allgemeng nennen, an de leschte Jore vun der Flüchtlingsproblematik dominéiert gouf an och influenziert gouf. D'Linne vun där heiteger Politik op deem Gebitt goufe jo bekanntlech an eiser Chamber am März 2001 festgeluecht, an et wär awer wünschenswäert gewiescht, wann am Bericht vun Här Glesener wéinstens probéiert gi wär, eng Evaluatioun vun där Politik ze maachen, déi deemools an der Motioun vun Här Mosar duergeluecht ginn ass, och well dat kann Influenzen op den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg hunn, well et jo do-

ranner geheescht huet fir d'Demandeurs d'asile op den Aarbechtsmaart ze loossen, fir déi, déi fir Raisons humanitaires eng Openthaltsgenehmegung kréien, fir déi och op den Aarbechtsmaart ze loossen. Ech mengen, all déi Aspekter hunn en Impakt op den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg, an et wär interessant gewiescht, dat och am Bericht ze weisen.

Ech bedauern och, dass am Fong geholl näischt am Bericht steet iwwert den Impakt, iwwert d'Interaktioun vun der Awanderung am dem Sozialsystem zu Lëtzebuerg. Den Här Glesener mécht wuel eng Remarque, dass et keng Awanderung an de Sozialsystem däerf ginn, an e mécht domat eigentlech Referenz op en däitschen Débat, deen eng Zäit bestanen huet, well déi eben Immigranté gefaart hunn, déi just géifen no Däitschland komme fir vum Sozialsystem ze profitéieren.

Mä ech mengen, mat esou enger Debatt ass eigentlech näischt geléist. Wa mer an der Finanzéierung vun der Altersversécherung nach elo kee Problem hu fir den Abléck, dann ass et well mer jo eng relativ jonk an aktiv Bevölkerung hunn, an déi jonk, aktiv Bevölkerung ass jo nëmme duerch d'Awanderung ze erklären, a vill vun deene Leit, déi haut bei eis schaffen, déi wäerte jo an der Pensioun fortzéien an hir Pensioun enzwousch aneschtens genéissen. Wéineg wäerten zu Lëtzebuerg bleiwen, well mer, mengen ech, net genuch Efforte gemaach hu fir déi Leit u Lëtzebuerg ze bannen, zum Beispill d'Portugisen, fir hinnen d'duebel Nationalitéit ze erlaben an do duerch hinnen Ursachen ze gi fir zu Lëtzebuerg och an der Pensioun ze bleiwen. Dat si Komponenten, Här President, déi an deem Bericht feelen, an ech wär wierklech frou gewiescht, wann dat dra-komm wär.

Ech wëll och nach eppes soen iwwert d'Manéier wéi mer dese Bericht gemaach hunn. Ech mengen, sécher hu mer eng Aarbecht zuesumme gemaach mat Auditiounen, zweemol, an den Här Glesener war och op fir eng ganz Partie Suggestiounen, dat wëll ech och hei soen, mä et ass awer eigentlech e Bericht, Här President, vun der Majoritéit, well zweemol huet d'DP-CSV-Majoritéit vu sech aus Saachen an de Bericht gesat an déi einfach esou duerchgesat. Dat heescht dee Konsens, deen een eigentlech hätt kënnen do sichen an de Formulatiounen, an den Inhalter, deen ass vun der Majoritéit net gesicht ginn, an dat bedauern ech, well d'Immigratioun ass e sensibelen Thema, deen een objektiv muss ugoen a wou een net däerf Parteipolitik maachen oder d'Opposition géint d'Majoritéit vis-à-vis stellen. An dofir hätt ech wierklech gär gehat wa mer déi Fait-accomplien, déi vun der Majoritéit gemaach gi sinn, ewechgelooss hätten a wa mer an der Manéier wéi mer dorunner gaange si méi objektiv a méi zesummen dru gaange wäeren.

Här President, ech wëll fir d'éischt emol ee Punkt ervirhiewen an deem Bericht, dee wéi en Zauberwuert ausgesäit. E kennt an all Ried erëm, am Bericht vun Här Glesener kennt dat Wuert ganz oft erëm. Et ass d'Wuert Integratioun. Bon, mir sinn alleguer fir Integratioun, dat heescht dass mer gären hätten, dass Leit, déi bei eis kommen, hei an der Gesellschaft sech integréieren. Mä dat gesot hu mer eigentlech nach keng Definitioun vun deem wat Integratioun ass, an et wäert och ganz schwéier si fir eng Definitioun ze gi wou jiddfeeren domat d'accord ass, well Integratioun ass eppes extrem Diverses, geschitt op ganz villen Niveauen an hänkt dovunner of wat een hei schafft, wéi en hei lieft, wat fir Mëttelen een huet fir hei ze liewen, wéi aarm oder wéi räich, dass een ass, vu wou dass ee kennt, wat fir Kontakter, dass een huet. All dat determinéiert d'Integratioun.

Ech mengen, Här President, et gëtt Lëtzebuerg, fir emol e puer Beispiller ze soen, Lëtzebuerg, déi kee Lëtzebuergesch schwätzen, an dann awer Statsbeamte gi sinn zu Lëtzebuerg. Dat ass et alles ginn. Et gëtt och Leit, déi zu Lëtzebuerg säit éiweg liewen, déi Lëtzebuergesch schwätzen a méi echt wéi en echte Lëtzebuerg sinn, an och ni drun denke fir hirer Wee ze goen, an déi net d'Lëtzebuerg Nationalitéit hunn an och net mat stëmme ginn. Et gëtt och Ausländer zu Lëtzebuerg, déi souzeseo keng Relatioun mat der Lëtzebuergescher Gesellschaft hunn an awer d'Liewen zu Lëtzebuerg appréciéieren a gutt Matbierger sinn. An et gëtt och Ausländer, déi hir Sprooch schwätzen, hei schaffen an awer un der Lëtzebuergescher Politik interesséiert sinn an awer wëllen an där Politik matdiskutéieren. Et gëtt also ganz vill Niveauen, an ech géif net soen, dass vun deene Leit keen hei zu Lëtzebuerg integréiert ass. Et gëtt ebe verschidden Zorte vun Integratioun, an deem musse mer och Rechnung droen.

An da wëll ech och soen, dass d'Integratioun en dynamesche Prozess ass. De Wee ass d'Zil, a mengen Aen. An dat ass zum Beispill eppes wat am Nationalitéitgesetz, wat mer 2001 gestëmmt hunn, eigentlech net gekuckt ginn ass. Fir zu Lëtzebuerg Lëtzebuerg ze gi muss ee schonn e fäerdege Lëtzebuerg sinn, a mir kucken eigentlech net, dass et interessant ass fir ee Lëtzebuerg ginn ze loossen an en op déi Manéier och op de Wee vun enger méi déiwer Integratioun ze bréngen. Ech mengen, friem Leit déi bei eis liewe sollen encouragéiert ginn, sech an eiser Gesellschaft esou ze behuelen, dass hirt Liewe gutt ass an de Relatioun mat den Noperen, an de Relatioun mat dem Duerf oder dem Quartier wou se wunnen, an dem dagdeeglechen Émgank. Mä d'Integratioun ass net, mengen ech, alles opzegi wat een ass, wou een hierkennt.

Ech mengen d'Beispill vun den Italiener kann een zu Lëtzebuerg ginn. D'Italiener zu Lëtzebuerg hunn hir Wuerzelen net opgi wéi se sech hei festgesat hunn, weder hir Relatioun mat der éischer Heemecht nach hir Sprooch, weder hir Kichen nach hiren Interessi fir d'italienesch Kichen. Wat géife mer zu Lëtzebuerg unsi d'italienesch Kiche maachen?

#### (Interruptions diverses)

D'Mëschung, Här President, déi do erauskënn, ass eppes méi wéi just d'Erhale vun enger Identitéit, mä et ass eben eng nei Etapp op dem Wee vun engem Vollek, vun enger Identitéit. An ofgesinn dovunner stellt d'Fro sech jo wat iwwerhaupt eng Identitéit ass. Dat ass jo näischt wat ee fir allemol figéiert ass. Eng Identitéit haut an enger Gesellschaft ass eppes aneschtens wéi viru 50 oder 100 Joer. Identitéit ass multiple an divers, an dofir musse mer oppassen, dass mer an där Diskussioun do net laanscht d'Realitéit ginn an dass mer net eng national Ideologie do fleegen, déi, a mengen Aen, esou wéi d'Welt haut ass, dépasséiert ass.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, de Bericht vun Här Glesener ass an där Hisicht am Fong geholl e bëssen enk geréppt, well en d'Immigratiounspolitik haapt-sächlech a bal ausschliesslech op d'Besoinne vun der Ekonomie zentriert. Dat ass enk geréppt soen ech, well et entsprécht net där Réalitéit an där mer liewen.

Éischtens emol, dat ass jo kloer, dat ass jo och gesot ginn, dat wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, ass eng libre circulation des travailleurs am Kader vun der Euro-

päescher Unioun. Bal 80% vun den Ausländer, déi zu Lëtzebuerg sinn, si Ressortissants communautaires, an dozou gehéieren natierlech d'Frontalieren. A wat d'Frontalieren ugeet, do muss ech soen, do war ech terribel erstaunt iwwer verschidde Formulatiounen, déi am Bericht vun Här Glesener sinn, ech considéieren, dass d'Frontaliere fir Lëtzebuerg eng ganz grous Chance sinn, well mir do e Réservoir d'emplois hunn, dee fäerdege forméiert ass, déi brauch een net zu Lëtzebuerg ze logéieren, mä deen hu mer einfach virun der Dier,...

M. Jos Scheuer (LSAP).- Ouni Green Card!

M. Ben Fayot (LSAP).- ...an deene musse mer hei zu Lëtzebuerg keng Haiser oder Wunnenge bauen.

#### (Interruption)

A wann ech dann erëm eng Kéier am Bericht vun Här Glesener dat hei liesen: „L'intégration des travailleurs frontaliers dans la société luxembourgeoise pose énormément de difficultés.“ An nach wieder: „Il s'ensuit que les frontaliers ne peuvent être utilement affectés par une future politique de l'immigration.“ An da gëtt natierlech drop higewisen, dass se ganz grous Schwierigkeeten ervirbréngen, wat d'Circulatioun ugeet. Selbstverständlich kenne mer allegueren déi Problemer, déi mer op den Autobunnen hunn, déi awer dohier kommen, well mer net mat Zäit eng seriö Transportpolitik gemaach hunn, fir déi Leit heihinner ze bréngen an déi, déi mam Zuch kommen...

#### (Interruptions diverses)

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Wann dat stëmmt!

M. Ben Fayot (LSAP).- Wéi mengt Der, Här Glesener?

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Jo, wann dat dote stëmmt, Här Fayot, wie war dann zoustänneg fir déi schlecht Transportpolitik während deene leschten 20 Joer?

#### (Interruptions diverses)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir waart net an der Regierung! Dir sidd säit 20 Joer net méi an der Regierung.

Une voix.- Très bien.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann een lech héiert, da mengt een, Dir wäert nach ni an der Regierung gewiescht. Haalt nëmme op!

#### (Interruptions diverses)

Dir maacht wéi wann Dir nach ni dobäi gewiescht wiert. Dat ass formidabel!

#### (Brouhaha général)

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- ...Saachen, déi net stëmmen.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir sidd fir näischt responsabel, nëmme fir déi gutt Saachen.

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Deen, deen eppes ze soen huet, dee ka sech jo aschreiwe loossen.

#### (Brouhaha général)

Une voix.- Den Här Grethen ass den éischten Transportminister!

M. Ben Fayot (LSAP).- Also ech ka mech erënnere, Här Glesener, dass déi viregt Regierung e Konzept virgeluecht hat, wat BTB heescht a wat et sollt fäerdege bréngen...

#### (Interruptions diverses)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ma sécher!

#### (Interruptions)

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Nach méi? Neen, dat hunn ech och net verstanen.

Une voix.- Dat ass dach fir ze laachen!

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Fayot wëllt gär weiderfuere. Ech géing lech bieden nozelauschteren, wat de Riedner seet.

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Et muss een och kënnen nolauschteren an eng aner Opfaassung hunn, ech mengen dofir si mer hei, fir dann eng Resolutioun ze stëmmen. Abee, mir wësse jo net wat nach alles kennt, de Vote huet jo eréischt ugefaangen an et ass jo keen hei, deen eng virgefaasste Meenung huet - huelen ech un.

#### (Brouhaha général)

Mir hunn alleguer wëlles dat Beschut aus der Situatioun erauszehuelen an dofir appelléieren ech un Är Opmierksamkeet. Lauschtert dem Riedner no an da kennt Der herno och Stellung huelen.

M. Ben Fayot (LSAP).- Ech wollt awer soen, dass déi viregt Regierung e Konzept virgeluecht hat, fir eben déi Leit, déi aus de Grenzgeigenden op Lëtzebuerg kommen, mam öffentlechen Transport esou schnell wéi méiglech...

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dat do ass wierklech net nozelauschteren!

M. le Président.- Fänkt dach net erëm un!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann näischt do war, fir wat hutt Der et da bekämpft, wann näischt do war? Dat ass awer wierklech de Clou! Dir hutt et bekämpft an et war näischt do?

#### (Interruptions diverses)

Une voix.- Eng Fata Morgana!

#### (Brouhaha général)

M. le Président.- Ech fanne, dass den Här Fayot hei kee provoziert huet. Hien huet hei éierlech an offe seng Meenung gesot an Dir sollt elo nolauschteren. Dat Gedeessem do derteschent bréngt jo näischt.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Den Här Fayot huet e Steen an d'Waasser gehäit, hien huet dat bewosst gemaach.

M. Ben Fayot (LSAP).- Also, Här President, ech hunn elo opgepasst, ech sinn elo schonn zwou Minutte mat deem Incident amgaangen an ech wäert jo hoffen, dass mer do large si bei menger Riedezäit.

M. le Président.- Dir kritt déi zwou Minutte bäigeschriwwen.

M. Ben Fayot (LSAP).- Ech wollt also soen, Här President, dass déi viregt Regierung, no laangen Etüden, e Konzept virgeluecht hat - dat war eng CSV-DP...

#### (Hilarité)

...entschëllegt, eng CSV-LSAP-Regierung -, fir d'Leit schnell vun hirem Lieu de domicile op hir Aarbechtsplaz ze bréngen. Dëst Konzept ass virun de leschte Wahle vun der CSV an der Stad, dat wëll ech och rappeléieren, refuséiert ginn, zesumme mat der DP, an dofir ass dat Konzept also net zum Droe komm, sou dass mer elo fönef Joer duerno nach ëmmer näischt hunn an d'Leit, déi aus deene Grenzgeigende kommen,



sech an engem bondéierten Zuch elo musse fortbewegen oder an hirem Auto an de Stauen op den Autobunne stinn.

### (Brouhaha général)

Mä wat mech am Fong geholl am meeschte frappéiert huet, Här President, un deenen Aussoe vum Bericht vum Här Glesener, dat ass, dass do déi Visioun vun der Grande Région komplett feelt. Well mir maachen zum Beispill 2007 Lëtzebuerg Capitale européenne de la culture, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an der Grande Région. Do sinn déi Leit dann net derbäi, dat heescht déi Integratioun vun där Dir schwätzt, Här President, vun där de Rapporteur schwätzt, déi fënnt wuel statt, mä si fënnt natierlech net exklusiv zu Lëtzebuerg statt, mä si fënnt um Niveau vun der Groussregioun statt. A wat soll dat Gespräch, wa mer hei iwwert d'Groussregioun schwätzen, wann dat net en Espace ass fir ze wunnen, fir ze lieven, fir ze schaffen, fir kulturell a politesch tätég ze sinn. An dat, muss ech éierlech soen, bedauren ech an där Manéier, wéi hei de Problem vun de Frontaliere considéiert gëtt.

Dann hu mer natierlech bei verschiddene Frontaliere probéiert - an dat ass glécklecherweis am Rapport erauskomm -, fir si duerch Résidenten ze ersetzen. Nach eng Kéier, ech weess net wéi mer dat géife maachen, wa mer kucke wéi schwéier, dass et ass, fir zu Lëtzebuerg eng Wunneng ze fannen, wéi deier d'Terraine sinn a wéi mer scho souwisou onst Land zersidelt hunn. Dofir fannen ech d'Utilisatioun oder den Emploi vun de Frontaliere fir Lëtzebuerg wierklech eppes Guedes. Selbstverständlech sinn ech mat all deenen d'accord, déi soen, dass déi Leit, déi hei bei ons schaffe kommen, sech am Émgank mat deenen Leit, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, eben upasse sollen a wa se da mateneen a Kontakt sinn an de Klinicken, a Guicheten an esou weider, se dann och Elementer vu Lëtzebuergesch solle léieren.

Iwwert d'Ressortissanté vun den neien États membres, iwwert dat, wat mer do maachen, hu mer de leschten Dënschdeg geschwat, dass mer do de fraie Verkéier vun den Aarbechtskräften während zwee, fënnf oder siwe Joren ënnerbannen, dat wäerte mer jo da mol nach gesinn. Ech hunn de leschten Dënschdeg gesot, dass et wichteg wier, dass mer do sou flexibel wéi méiglech sollte sinn, well et komme jo och muer Studenten, Stagiairen, Experten heihinner an et sinn och scho Leit aus deene Länner bei ons, wou ee sech kann d'Fro stellen ob een, wa mer den 1. Mee déi Länner opgeholl hunn, déi soll als illegal Aarbechter heemschécken oder ob een net soll en Effort maachen, fir déi zu Lëtzebuerg ze regulariséieren.

An deem Bericht, muss ech soen, gëtt sech och ganz staark erëm op déi Demandé vun de Beruffsverbänn: Horesca, Konstruktiv an esou weider vun 2001 beruff. Et war wierklech gutt gewiescht wann een déi e bësse relativéiert hätt, well wéi den Här Rapporteur gesot huet, ass natierlech d'Situatioun um Aarbechtsmaart 2004 eng ganz aner wéi 2001 an ech gleewe kaum, dass déi Demandé vun e puer 1.000 Leit, déi ons deemools gesot gi sinn an der Kommissioun, haut nach gëllen.

Ech hu schonn an dem Rapport vun der Universitét an och vun de Chercheuren, déi bei ons kommen, dovun geschwat, an dat wëll ech ausdrécklech ënnersträichen a guttheeschen, an elo gëtt jo proposéiert, dass Studenten aus Drëttlänner, déi bei ons kommen, och dierfe schaffen, wa se wëllen hir Studien op déi Manéier bezuelen. Dat ass jo gang und gäbe ënner de Studenten an ech mengen dat solle mer och der Regierung mat op de Wee ginn.

Da muss ech awer och nach eng Kéier soen, dass mer all déi Auslänner, déi ausserhalb vun deem wirtschaftlechen Aspekt bei ons kommen, net dierfen aus den Ae verléieren. Ech hu vun de Réfugiéé geschwat an de Regroupement familial ass natierlech eng Konsequenz dovunner. An nach eng Kéier, déi Direktiv vun 2003 ass eng ganz reduktionistesche Direktiv an deem Sënn, dass se wierklech nëmmen e Minimum vu Regroupement familial erlaabt an d'Europaparlament - souwäit wéi ech weess - huet jo och géint déi Direktiv beim Gerichtshaff geklot.

Ech menge bei all deem, solle mer och ons Vergaangenheet un humanitäre Plang net vergiessen. Lëtzebuerg war ëmmer e Land, wat mat ganz vill Generositét Leit opgeholl huet, ob dat an den 30er Jore war oder ob et och duerno Chilenen, vietnamesesch Boat-People an esou weider waren, an dat soll och weider zu Lëtzebuerg esou sinn.

Här President, e wichtegen Deel vun dem Rapport vum Här Glesener sinn eigentlech administrativ Mesuren. Dat heescht, wéi kann een den Accueil vun de Leit, déi bei ons kommen, verwaltungsméisseg besser maachen. Ech ginn do net op den Detail an, mä eppes ass jo grouss an der Press erauskomm, dat ass dee sou genannte Secrétariat d'État aux Immigrés.

Ech muss lech soen, ech hunn eigentlech nâischt dogéint, mä dat heescht awer net, dass wann een elo géif eng Stell weider maachen, dass dann d'Problemer geléist wieren. Mir hunn e bëssen d'Tendenz ze mengen, dass wann ee beim Stat iergendwéi en neie Büro géif organiséieren, dass dann d'Problemer an der Gesellschaft geléist wieren. Ech mengen, dat wier falsch. Ech hu gezielt, dass d'Froe vun der Immigratioun op siwe verschidde Ministère verdeelt sinn. Kënn Der lech virstellen, Här President, wéi een et géif maache fir aus deene Ministère alleguerten déi Kompetenzen erauszehuelen an zesummenzeleeën? Mir hu gëschter hei e Waasserwirtschaftsamt geschafen. Dofir hu mer fënnf Joer gebraucht, oder esouguer nach méi laang, 15 oder 20.

### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Ech wollt am Fong geholl kee provozéieren. Ech wollt nëmmen ee Beispill gi fir lech ze weise wéi schwéier, dass et ass fir d'Kompetenzen aus Ministère erauszehuelen an zesummenzeleeën an eppes Neies ze maachen. Ech gesinn zwar intellektuell wat dohannert stécht, mä politesch hunn ech d'Impressioun, dass et extrem schwéier war fir esou eppes ze maachen an iwwerregens seet jo den Här Rapporteur och, dass wann een dat net géif maachen, da misst een e Conseil supérieur schafen. Do sinn dann nach méi Leit dran an dat géif da vläicht nach besser goen.

An da gëtt och nach zum Beispill gesot, et misst een d'Gesetz vun 1993 evaluéieren an et misst een dann och de Commissariat aux Étrangers iwwerdenken. Also, ech mengen, déi verwaltungstechnesch Approche ass och net ganz ausgegoren. Et ass wuel e bëssen e Slogan. Ech weess, dass vill ONGen dat virbruecht hunn, well se sech vläicht erwaarden doduerch der Verwaltung e bëssen e Kick ze ginn, mä ech mengen, dat ass just en Ufank an et misst ee wierklech och de politesche Wëllen hunn, fir déi Kompetenzen zesummenzeleeën.

Iwwert d'Gesetz vun 1972 steet am Fong geholl am Bericht just, an dat ass natierlech ze begrëssen, dass déi Kritäre solle méi transparent ginn an dass se och sollen allgemeng bekannt sinn. Mä sécher ass, datt e Gesetz, wat méi wéi 30 Joer al ass, och verdéngt op de Leescht geholl ze ginn an do wier ech fro gewiescht, wann eng kloer Deklaratioun an dem Bericht vum Här Rapporteur gewiescht wier.

E weidere Punkt betrëfft den Accueil an d'praktesch Integratioun vun de Leit, déi bei eis kommen. Fir d'éischt emol de Regroupement familial. Ech hu scho vun där Direktiv geschwat vun 2003, déi ganz staark kritiséiert gëtt.

Dann e puer Wuert iwwert d'Lëtzebuergesch. Do muss ech soen, do gëtt et jo an deene leschte Joren enorm vill Deklaratiounen, wéi wichteg d'Lëtzebuergesch war, ugefaange beim Statsminister iwwer allméglech politesch Entscheidungsträger an dat ass e bëssen, wéi ech gelies hunn an engem Avis vun enger ONG, obsessiounell. Well de Problem ass jo net, dass een net dofir war. Dat ass alles an der Rei. Et ass jo och gutt, dass ee soll Lëtzebuergesch léieren, mä parallel dozou gesäit d'Realität awer ganz anescht aus. Ech hunn nach elo virun e puer Deeg eng Fro un d'Madame Kulturministesch gestallt iwwert den Dictionnaire, dee soll gemaach ginn. Dir wësst, dass et e Conseil de la langue luxembourgeoise gëtt, deen 1999 agesat ginn ass an deen huet als Optrag éischters fir e puer Sorten Dictionnaire ze maachen. E soll e populäre Lëtzeburger Dictionnaire maachen. Absolut an der Rei, formidabel. Déi kommen einfach net domat virun, well se keng Mëttele hunn, well se keng Leit hunn. Esou eng Recherche maacht Der net mat e puer Vacatairen oder e puer Studenten an der Vakanz. Dir musst deene Leit Mëttele ginn.

Dann eng zweet Saach, déi och ganz interessant ass. Et solle lëtzeburger-däitsch, lëtzeburger-franséisch, lëtzeburger-portugisesch Dictionnaire gemaach ginn, eppes ganz Schwéieres. Esou eng lexikographesch Aarbecht muss jorelaang vu Wëssenschaftler, vu Linguist gemaach ginn. Déi Leit, déi sech domat ofginn, hunn alleguerte schonn d'Bengele bei d'Tromm gepucht, well se einfach keng Mëttele hunn a well se net virukommen.

An et ass och drëttens dee grousse Dictionnaire vu véier Bänn, deen Der jo alleguerten doheem an Är Bibliothék hutt, esouwäit wéi ech dat weess, dee soll iwwerkuckt...

### (Hilarité et interruptions diverses)

■ M. le Président.- Da loosst dach de Riedner schwätzen! E kënnst gär zum Schluss an Dir loosst en net!

■ M. Ben Fayot (LSAP).- ..., deen also och soll iwwerschafft ginn, an dofir brauch ee wierklech Mëttele a Leit, déi dat als Spezialiste kënnen maachen.

Dir wësst jo och, dass universitär Studien iwwert d'Lëtzebuergesch am Ausland gemaach ginn. Déi sinn zu Sheffield gemaach ginn, déi ginn zu Tréier gemaach an zu Bonn. Zu Lëtzebuerg komme mer vläicht emol nach eng Kéier drun.

Da gëtt ëmmer erëm geschwat dovun, mir misst spezifesch Lëtzeburger Enseignanté forméieren. Ech hunn haut an de Lieserbréier - déi muss ee jo ëmmer liesen - e ganz interessante Lieserbréif vun dräi Professeren, Kollege vu mir fonnt, den Hären Doemer, Hurt a Groben, déi däitsch Bicher fir d'ënnescht Klasse vun dem Secondaire gemaach hunn, an déi ganz richtig doranner schreien, dass se och an deem Däitschen, wat se do enseignéieren, Lëtzebuergesch an enger kontrastiver Optik mat erahuelen. An dat schéngt mir méi wichteg ze sinn, wéi spezifesch Lëtzeburger Enseignanté elo ze forméieren, fir de Sproocheneenseignanté hei zu Lëtzebuerg an der kontrastiver Approche, ob dat Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch ass, pedagogesch Mëttele

len ze ginn, fir de Sproocheneenseignement ze maachen, souwuel am Lëtzebuergesch, wéi och an deenen anere Sproochen. Natierlech ass dat, ech ginn et gär zou, eng ganz spezialiséiert Diskussioun, mä si ass wichteg, fir mol iwwert déi Klischeeën erauszekommen, déi iwwert d'Lëtzebuergesch iwwerall dorëmmer gemaach ginn.

Also, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV an der DP an déi Häre vun der Regierung, wann Der wierklech eppes fir d'Lëtzebuergesch wëllt maachen a mir wëllen dat alleguerten, keen ass hei dergéint, dass eppes fir d'Lëtzebuergesch soll gemaach ginn, da gitt deene Leit Mëttele, da gitt deenen Experten Zäit a Suen, fir dass se déi Aarbecht kënnen maachen, soss hale mer op dovunner ze schwätzen. Soss bréngt et nâischt.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat geschitt um Niveau vum Volontariat an dat ass falsch.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt nach just eppes soen iwwert den Accès zur Nationalitéit, déi Diskussioun iwwert d'duebel Nationalitéit. Ech erënnere mech nach ganz gutt wéi mer deen Débat hei haten iwwert d'Nationalitéitegesetz 2001. Deemools war bal jidderee vun der Majoritéit - et waren e puer Ausnahmen - fir d'duebel Nationalitéit, si hu se awer refuséiert, well do huet d'CSV zum Beispill gesot, mir hu keng Legitimatioun vun de Wieler. Dat war net an onsem Wahlprogramm. Mir sinn dofir net legitiméiert. Et kann ee soen, an hirem Wahlprogramm stong och nâischt iwwer eng Uni Lëtzebuerg. Ech hu genee nogekuckt. Ech kann lech et soen. Si hunn awer eng Uni Lëtzebuerg gemaach. Bon, Klammer zou.

Elo, Här President, hu mer jo eng interessant Etüd vun deene belsche Professeren, déi jo duerch d'Bank extrem positiv ass. Ech wëll elo hei net d'Konklusiounen dovunner opzielen, déi eng ganz Partie interessant a positiv Konklusiounen do zéit an ech wier wierklech fro gewiescht wann am Bericht vun dem Här Glesener e kloert an däitlech Bekenntnis zu där duebler Nationalitéit gewiescht war, well ech mengen nämlech éierlech, dass d'duebel Nationalitéit ganz vill Fonctiounen kann hunn.

Si kann dozou bäidroen, dass d'Leit och um politesche Liewen zu Lëtzebuerg deelhuele, déi elo dovunner ausgeschloss sinn. Ech mengen, d'Wahle fir an d'Chamber. Et kann och dozou bäidroen, dass Leit, déi d'duebel Nationalitéit hunn, zu Lëtzebuerg wunne bleiwen, wa se mol eng Kéier an der Pensioun sinn, dass se doduerch méi staark u Lëtzebuerg gebonne ginn an dass se op déi Manéier eben dann och Lëtzeburger ginn, echt Lëtzeburger, wéi mer dat esou schéi soen. Ech bedauern, dass dat an deem Bericht net dran ass.

Här President, et war nach vill iwwert dee Sujet ze soen, ech kommen awer elo zum Schluss. Fir ofzeschleisse just fënnf Punkten:

- D'Immigratioun ass eng Noutwendegkeet fir Lëtzebuerg, fir seng Wirtschaft, fir seng Demographie, fir säi System vu sozialer Sécherheet, fir seng kulturell Diversitéit;

- Lëtzebuerg muss sech Instrumenter gi fir déi verschidden Aspekter vun der Immigratioun op eng offen an effikass Manéier ze léisen, ob dat Réfugiéé sinn, ob et Immigranté aus Drëttlänner sinn oder Leit aus der Europäescher Unioun, déi bei ons schaffen;

- Net nëmmen de Stat mä och d'Lëtzeburger Gesellschaft muss d'Integratioun vun Zouwanderer op villen Niveaue favoriséieren, an déi Integratioun selwer ass eng ganz villfältig Integratioun, et ass net à sens unique;

- Besonnesch um Plang vun de Sproochen a vun der Erzéiung, ob

dat déi éischt Erzéiung ass oder d'Erwuessenebildung, muss Lëtzebuerg e grousse Effort maachen um materiellen, um finanziellen an um Plang vun de Ressources humaines, fir iwwerhaupt deenen Uspréich ze genügen, déi d'Politik stellt;

- D'Immigratioun muss, Här President, roueg, sensibel an ouni nationalistesch Demagogie approchéiert ginn.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä Virriedner, den Här Fayot, huet e ganz grousse Tour gemaach iwwer vill Froen. En huet zimlech alles ernimmt, en huet just de Kachkéis vergiess.

### (Interruptions)

Ech weess, ech gleewen dat.

"Mir wëlle bleiwe wat mir sinn".

Ech gleewen, dass opgrond vun deser Debatt den Owend déi Feststellung nach net hifälleg ass. Ech woen dat zumindest ze bezweifelen. D'Festung Europa fillt sech belagert. D'Festung Lëtzebuerg geréit a Panik an zitt de Kapp ënnert d'Decken, fir nâischt matzekréien.

Migrationen ginn diskutéiert, wéi säit 15 Joer net méi, nom Fall vun der Berliner Mauer an dem Balkan-krich, wou mir jo selwer an Europa en Deel Schold drun droen. Ech erënnere lech un de Saz: „It's Europe's hour“.

Nom Fall vun der Berliner Mauer ass ons en zweeten Ustuerm à la Dschingis Khan virusgesot ginn. Iwwer 20 Millioune Leit aus dem Oste sollten d'Abendland innerhalb vu kierzester Zäit iwwerschwemmen, an et ass alles vun deem nâischt kommen. Déi gesteiert Immigratioun tëschent den EU-Länner wéckelt sech ouni gréisser Problemer of a si ass gréisstendeels ofhängeg vun Aarbechtsmaart. Oft bleiwen d'Immigranté eng zimlech kuerz Zäit hei - an engem Mënscheliwe sinn 30 bis 40 Joer kuerz - a ginn dann an hir Länner zréck.

Gewéinlech si se hei zu Lëtzebuerg zumindest net ganz onzefridden. Si si fläisseg an hunn onst Ländche gär, well si eng Verwaltung virfannen, déi effikass ass, eng relativ gutt Pai, gutt sozial Versécherungen an eng gutt Krankenversuergung.

E Problem, an e grousse Problem, an deen dierfe mer net verkennen, un deem zu engem Deel onse Stat schold ass, dat ass d'Aschoulung vun den Immigrantekanner iwwert déi lescht 30 Joer, well de Stat d'Gemengen do am Ree stoe gelooss huet. De Xavier Bettel wäert herno dorobber agoen.

An de leschte Jore koumen d'Immigrante vu vill méi wäit hier, aus verschiddene Kultur- a Reliounskreesser. Dobäi bemierken ech och, dass mir mat de Schwäizer an Europa dat Land sinn, dat ni eng Kolonie hat. Dat ass opfalend. Vläch hunn dofir d'Leit Beréierungsängscht. Zu Lëtzebuerg hu mir op kee Fall bis elo eng Traditioun vu Xenophobie gehat. Ech erënnere drun, dass iwwer 120.000 Lëtzeburger vun deenen 276.000 friemt Blut an hiren Odere fléissen hunn.

D'Demokratesch Fraktioun an hir Membere vun der Partei d'obasse ware ganz verwonnert iwwer en Artikel d'lescht Woch an enger erlizeraler Wochenzäitschréft, wéi se genannt gëtt, wou déi keck Behauptung opgestallt ginn ass, ons Partei hätt keen Interessi um Immigratiounsproblem, well mir wäeren net op der Table ronde op der Television vertruede gewiescht. Ech muss do mat Bedauern am Numm



vun onser Partei soen, dass mir guer net invitéiert waren, wat natierlech verwonnerlech ass, wann een iwwer 24% vun de Wilerstëmmen kritt huet.

#### (Interruption)

Ech sinn do zimlech zouversichtlech, Här Huss.

#### (Interruption)

Mat RTL a mat deene 24%.

D'Migratioun ginn an onsem Land dausende Joren zréck. Dëst geet net nëmmen aus der Archäologie an den Iwwerliewerungen ervir, mä och d'genetesche Ofdréck vun deene Migrante si bliwwen. Ee vun onse Migrantekanner, de Professor Di Cato aus dem Centre Hospitalier huet dat bewisen: d'Béta-thalassémie laanscht d'Musel. Dat ware gewéinlech keng Fangerofdréck, an d'Légionnaire vu Roum waren zugläch Besetzer an ons éischt Frontalieren, wéi se laanscht d'Musel vu Metz op Tréier getréppelt sinn an zréck. Iwwer 20 Besatzungsperioden an onsem Land hunn zu der Immigratioun bägedroen.

Ech géif natierlech net esou wäit goen, Här President, wéi ee vun onsen distinguéierten Historiker, dee virun zwee, dräi Joer gefuerdert huet, dass onst Land sech entschëllege sollt - wéi dat den Här Fayot virdu gesot huet - vis-à-vis vun der italienescher Communautéit an deenen Immigrante fir déi Period no 1929. Ech mengen, dat féiert ons e bësse wäit. Ech hu géigendeleg Meenunge vun Italiener, déi vu Lëtzebuurger Noperen 1931 zu Péiteng an der Haaptstrooss gehollef kritt hunn. An et waren esou wéineg Italiener Rescht bliwwen zu Péiteng 1931, dass, wéi eng Damm gedeelt ginn ass, de Paschtouer Pätter an d'Hiefamm Giedel war. De Papp huet an der Galerie geschafft. Dat krut ech net méi spéit wéi geschter gesot. Déi ganz Famill huet sech zu enger vun de Success-stories vun der italienescher Immigratioun zu Lëtzebuerg entwéckelt, wéi et där vill ginn. Ech wëll lech nëmmen drun erënneren. Ech kënnt lech där Beispiller méi wéi eent hei bréngen.

#### (Interruption)

Jo, vun de Portugisen. Dee Problem kenne mer och.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Do wär munches ze soen.

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Schreift lech an, da kommt Der et herno soen.

Ee Problem, dee mer natierlech hunn, ass dee vun den Illegalen an de politeschen Asylanten, mä dat ass e Problem, dee fir ganz Europa géllt an do wäerten och nëmmen europäesch Léisungen déi Problematik an de Grëff kréien. Den Här Fayot huet ernimmt d'Konventioun vun Dublin, de Sommet zu Laeken am Dezember 2001, Tampere 1999. Europa kënnt effektiv an deene Problemer net schnell genuch virun an ëmmer méi Länner huelen dann eegen Initiativen.

Ech verweisen op d'hollännesch Initiativen, wou elo d'Immigranten och d'Sprooch musse léieren, heiansdo schonn an hire Länner ier se do fortginn. D'Abiergerungs-coursen, vun deenen ëmmer geschwat gëtt, mussen erfollegräich ofgeschloss ginn. D'Käschte mussen um Individu gedroe ginn a ginn nëmmen zum Deel zréckbezuelt, wann déi Leit déi Coursé bestanen hunn. Den Alter, wou d'Immigrante sech bestuede kënnen, deen ass eropgesat gi vun 18 op 21 Joer. D'Familljenzesummeleung gëtt conditionnéiert op e Mindestrevenu, deen d'Leit hunn: 120% vun hollännesche Mindestloun. Och mussen déi Interesséiert Steiere bezuelen. Dat sinn also ganz schaarf Mesuren, déi do agefuert ginn. Ech wäert se net bewäerten, mä op alle Fall dat stellt e Problem.

D'Fransousen hunn am leschte Joer dräi déck Rapporté publi-

zéiert an hir Reglementer a Gesetzer verschärfert. De Gros vun hiren Illegalen bleift am Land, nodeem se mat engem Touristevisa erakomm sinn. Mä a Frankräich - mir reegen ons hei op wann d'lescht Joer 1.500 Asylanten en Antrag gestallt hunn - huet déi Zuel sech an de leschte fënnf Joer vervéierfacht. 99% vun hiren Demandé gi refuséiert. An Däitschland sinn et iwwer 90%. Am Frankräich hu se d'Regroupements familiaux limitéiert op fënnf Joer an da mussen déi Familljen hir Integratioun beweisen. Dat ass alles guer net einfach.

D'Mariages de complaisance gi verfollegt. D'Paternitéitsuspréich gi verfollegt. Mariagen am Ausland, wou ee vun de Conjointé Fransous ass, mussen iwwer diplomatesch Circuiten ofgewéckelt ginn. Do si vill Bestëmmungen. Si wëllen - dat ass vläicht eng gutt Iddi - e «Contrat d'accueil et d'intégration» mat Rechter a Flichten aféieren, wou se d'Scolarisatioun, d'Formation professionnelle, d'Ve assosiativ, d'Participatioun definéieren. Dat ass natierlech net einfach. E bësse schued awer noutwendeg sinn déi biometresch Identifikationsmesuren, déi agefuert ginn, Eurodac, fir déi multipel Demanden a verschidde Länner oder Fälschungen ze ënnerbannen. D'Fransousen hunn eng gutt Iddi: Si féieren en Débat annuel iwwert dee Problem vun der Immigratioun an. Dat ass och eppes wat eist Parlament iwwerhuele kënnt, wou een dann den Ist-Zoustand duergeluecht krit.

An da wollt ech och de Minister froen, dass en eis vläicht e puer Explikatiounen gëtt wat da virgeholl gëtt géint déi modern Schlepper, déi Négrieren. Déi Asylante gi jo regelrecht heihinner geféiert. Och wollt ech froe wéi vill Réckféierungsdecisiounen geholl gi sinn an net ausgefuert gi sinn, wéi eng Mesuren an der Legislatioun virgeholl ginn, fir eben deene Gesetzer aus de fréie 70er Joren ënnert dem Eugène Schaus e Facelifting ze ginn, well d'Situatioun effektiv net méi déi nämlecht ass wéi virun 30 Joer. An ech erënneren lech all drun, dass deemools 1972 déi Gesetzgebung geholl ginn ass, well d'portugisesch Regierung sech deemools net un d'Ofmaachunge gehalen huet, wéi si ugefaangen hunn ze dekoloniséieren am Angola, am Mosambik. Déi Leit, déi e laange Verhalt hunn, kënne sech un dat erënneren.

Aner Mesurë muss een natierlech och ergräife fir déi mannerjäreg Immigranten iergendwéi kontrolléiert ze kréien. Dat ass och en europawäit Problem, dat ass kee Lëtzebuurger Problem. An dann och wéi eng Mesurë geholl gi fir déi Prozeduren ze accélérieren. Eist Ländchen hätt och Intérêt fir d'Capacité d'accueil ze definéieren. Ech perséinlech hunn déi Iddi net gären, dass mer Hale baue ginn. Ech géif erwaarden, dass mer déi Leit dezent logéiere kënnten. Mir wëllen also vläicht e multikulturelle Stat, mä mir wëllen doudsécher kee Multi-Minoritéitsstat wéi mer dat momentan gesi sech entwéckelen an zimlech ganz Europa.

Zur duebeler Nationalitéit wollt ech ee Punkt maachen. Mir mussen als Lëtzebuerg, all politesche Parteien, mengen ech, an dësem Haus esou eng Iddi ënnerstëtzen. Dat huet mat der Integratioun guer näischt ze dinn. Dat huet awer mat der Participatioun um öffentleche Liewen doudsécher eppes ze dinn. An dat kann nëmme geholl ginn op réciproque Basis mat europäesche Länner, dat heescht EU-Länner, an enger éischer Phas. An d'Réciprocitéit muss spillen.

Ech hu geschwat vun der Scolarisatioun vun den Immigrantekanner. Do muss wierklech Drock dorobber geluecht ginn, dass déi verbessert gëtt. An dann ass dee faméisen Transfert vu Kompetenzen. D'Demokratesch Partei huet guer näischt dergéint, dass e Statssekretariat sech dorëmmer bekëm-

mert. Mir gleewen zwar net, dass déi Kompetenz solle verdeelt ginn un de Commissariat à l'immigration oder u soss ONGen oder A.s.b.l.en, well ech gleewen, dass d'Steuerung vun der Immigrationspolitik doudsécher um Stat muss virgeholl ginn, vun der gewieltener Regierung a vun der Chamber, egal wéi karitativ oder engagéiert déi ONGen an A.s.b.l.e kënne sinn. Dass se e konsultative Rôle hunn, do kënne mer domadder liewen, mä dass si dat steieren, do si mer dergéint. An d'Demokratesch Fraktioun hat an huet a wäert ëmmer eng legalistesche Approche hunn, a mir gleewen, dass een am Problem vun der Immigratioun hannert de gesetzleche Virlage stoe soll.

D'Vollek dobausse freet sech natierlech och oft, an heiansdo mat Recht, firwat mir Leit zréckféiere mat hire Kanner, déi jorelaang hei am Land waren, wougéint mer op där anerer Säit der eng ganz Rei eralossen. Dat ass also e Problem, en humanen a soziale Problem, dee schwéier ze bekäppen ass dobaussen, a mir géife gutt drun doe fir de Leit dat ze erklären, a mir géifen och vläicht gutt drun doen, déi gesetzlech Virlagen ze änneren.

Mir wëssen, dass eis Regierung Eforté mécht fir mat belschen an hollännesche Regierungsorganisatiounen Réckféierungen ze maachen. Mir hätten och gären, dass déi Projeten, nodeem dass déi Leit réckgefuert gi sinn, weider ënnerstëtzt ginn. Mir froen, dass europawäit Verdeelungsquote kommen, Schlüsselen, beim Ophuele vun deene Réfugiéen an och vläicht beim Zréckféieren, an da wäert mer frou wa mer e Wuert gesot kritt iwwert dat wat mer d'lescht Woch an der Press gelies hunn, dass déi albanesch Regierung refuséiert d'Leit zréckzehuelen. Do wollt ech de Minister och froe wat eis Drockmëttel do sinn, an da wéi wäit et ass mat den Applikatiounen vun den Direktiven, net nëmmen déi vun dem Regroupement familial, mä och vun där vun der Protection temporaire mat engem Droit de travail, déi vun 2001.

Et geet also net duer, an den Här Fayot huet dat och gesot, dass een eng statesch Oplëschtung vun de Problemer mécht, mir mussen hei en dynamesche Suivi kréien an da kucken, fir do, wou de Schong eis am meeschten dréckt, vläicht och d'Gesetzer ze änneren. Wat de Rapport ugeet, do félicitéieren ech d'ailleurs dem Marcel Glesener, well deen huet iwwer zwee Joer mat vill Engagement dee Rapport do versicht zesammenzestellen. Et ass ëmmer einfach alles ze kritiséieren, mä en huet en Effort gemaach. Här Scheuer, Dir braucht net ze laachen, well dat ass...

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Är Formuléierungen, déi sinn immens!

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Neen, déi si ganz gutt. Well hie verdéngt och, dass een hien dofir lueft.

#### (Interruptions diverses)

Mä op alle Fall. Wat mer net an der Kommissioun gekuckt hunn, dat ass wat den Impakt vun der Immigratioun ass. Mir hu gekuckt wat en op d'Ekonomie wär, mä dat ass en zweeschneidegen Deel, well wa mir och nach Spezialisten an d'Ausland, haaptsächlech an Drëttlänner siche ginn, erreeche mir doduerch och eng Veraarmung vun deene Länner, an et ass ganz einfach: Wa se heihinner eis Eltere versuerge kommen oder d'Drecksaarbecht maache kommen, schécke mer se duerno erëm heem.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Oh, oh!

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Jo, esou ass et, Här Jaerling. D'Transferte vun de Suen an déi Länner spillen natierlech och e Rôle, well déi leien anscheinend annerhalleft oder bis zweemol méi héich wéi déi offiziell Kooperatioun. D'Demographie hu mer och net analyséiert am Detail, an et wär eng Iddi an der Uni Lëtzebuerg, do gi jo esou vill Chairen elo gemaach, och eng iwwert d'Demographie anzeféieren, well mir hunn trotz alle familljepolitesche Mesurë réckleefeg Gebuertenzuele säit dräi Joer. 500 Kanner manner si gebuer ginn d'lescht Joer wéi virun dräi Joer. An et ass och bewisen, dass d'Immigratioun net nécessairement d'Populatioun op Dauer méi jonk mécht. Mä op alle Fall, dat sinn alles Saachen, déi misste mer am A behalen.

D'Demokratesch Partei wäert natierlech net zouloossen, dass duerch iergendeng Scharia, eng Loi religieuse oder esou, de Rôle vun der Fra an eiser Gesellschaft ëm Jorhonnerten zréckgedréint gëtt. Do wäerte mer och insistéieren. Souguer eis franséisch Kollege schwätzen an hiren offizielle Rapporté ganz vill vun den Ausnahmen vun der Polygamie; déi gëtt erausgeholl. Ech mengen dat sinn alles Saachen, déi misse mer am A behalen. Mir insistéieren also drop, dass eist Vollek opgekläert gëtt, fir dass et eng propper Prise de conscience erreeche kann a fir déi klischeehaft Virbehalter ofzebauen.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, déi Kommissioun iwwert d'Immigratioun, déi den honorabelen Här Marcel Glesener présidéiert huet, ass geschafte ginn an engem Abléck wou hei am Land ganz vill geschwat ginn ass iwwert de 700.000-Awunner-Stat a wou eis Wirtschaft nach boomt huet, wou mer Croissance vum PIB hate vu 6 an 8%, an haut gesi mer, datt d'Donnéeën, ënnert deene mer sollen hei diskutéieren, ganz aneschtens sinn, an et ass och gutt, dass mer déi zwou Facette vum Problem gesinn, well et ass kloer, datt Immigratioun a Wirtschaft ganz no beienaner leien.

Ech bedauern, datt am Objet vum Rapport eng Problematik erausbliwwen ass, dat ass déi Problematik vun den Asylanten, well dobaussen am Public ganz evidenterweis de Problem vun Immigratioun, vun Awanderung an dee vun den Asylante ganz oft an en Zesammenhang gesat gëtt. Ech hunn och verstanen, woufir d'CSV an d'DP dat net wëllen, well se just ëmmer do ganz vill der Kritik ausgesat sinn.

Dat wat ech wëll ervirsträchen, dat ass, datt historesch gesi Lëtzebuerg ëmmer positiv zur Immigratioun stoung an datt d'Immigratioun, déi mer kennt hunn, der Ekonomie ugepasst war, si war kontrolléiert, sozial encadréiert an dofir och réusséiert. Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn heibannen an eisem Haus, dat ass dat vum Fraktiounskolleg, dem honorabelen Här Jean Colombara. Hie war viru fënnf Joer, e puer Méint ier d'Date li-mite fir den Dépôt vun de Lëschte fir d'Chamberkandidature war, do war hien nach Italiener, an hien ass direkt drop, zwee Méint méi spéit, an d'Chamber gewielt ginn.

D'Geforen entstinn, wann d'Immigratioun net kontrolléiert gëtt, net encadréiert gëtt, da bestit Gefore vu sozialem Dumping, onlauterem Wettbewerf, Chômage a Kriminalitéit. Dofir associéiert d'öffentlech Meenung oft Immigratioun mat Chômage a Kriminalitéit.

Dee Kontext, an deem mir d'Awanderungspolitik gesinn, deen ass wichtig och um Niveau vun der Demographie, a mir hu se och beilicht an dem Kader vun der Kommunikatioun vum 3.6.2003 vun der Europäescher Kommissioun, wou se geschwat huet iwwert d'Tendenz vun der Diminutioun vun der europäescher Populatioun, déi am aarbechtsfäegen Alter ass.

D'Europäesch Kommissioun stellt d'Fro: Ass d'Immigratioun déi eenzeg Léisung, fir der demographescher Entwécklung entgéintzewirken? Se seet: „Maintenir le niveau de la population en âge de travailler et plus encore le taux de dépendance des personnes âgées impliquerait une augmentation massive de l'immigration jusqu'en 2050. (...) Tout boom de l'immigration au cours des prochaines décennies produirait des problèmes démographiques à retardement et amplifierait considérablement le défi de l'intégration.“

Mä d'Noutwendegkeet vun der Immigratioun ass evident. Mä wat fir eng Awanderung? Wann een d'Donnéeë kuckt, déi ons de Staté ginn huet, da menge si, dass d'Populatioun 2050 téschent 600.000 an 700.000 Leit hei am Land wär. Mä et muss een elo scho feststellen, och aus deenen Donnéeën, déi mir kritt hunn, dass iwwer 38% vun de Leit, déi hei am Land liewen, Net-Lëtzebuurger sinn an an der Stad Lëtzebuerg souguer 58%. Mir gesinn och, dass bei de Joergäng 0-4 Joer 51% Lëtzebuurger sinn an 49% Net-Lëtzebuurger, vun deene mir awer wëssen, dass héchstwahrscheinlech e groussen Deel wäert herno mat 18 Joer fir d'lëtzebuergesch Nationalitéit optéieren.

An der aktiver Bevölkerung awer - an et ass déi, déi mir musse kucken -, do gesäit een, dass 2/3 vun de Leit, déi hei schaffen net Lëtzebuurger sinn an och erëm 1/3 Lëtzebuurger. Do ass den Défi, do ass d'Erausfuertung, déi op eist Land duerkennt. Fir dass Lëtzebuerg kompetitiv bleift, fir dass mer onse Wuelfstand behalen a mir als Land iwwerliewen, muss mer kucken, fir ons deem Défi ze stellen.

Ech wëll elo opzielen, wat fir eng Méiglechkeeten et do gëtt: D'Produktivitéit duerch Educatioun an Investitiounen fördern, Immigratioun aus der Europäescher Unioun an ausserhalb vun der Europäescher Unioun, de Réckgrëff op Frontalieren, den Taux de l'emploi vun de Fraen héijen, oder encouragéieren, dass d'Leit méi laang am Aarbechtsprozess bleiwen. An et gëtt de Faktor vun der Natalitéit. Et ass kloer, dass een net kann eenen einzelnen Faktor als dee Punkt gesinn, dee muss gefördert ginn, an deen d'Léisung zu allem géif bréngen, mä et muss e Mix vun deem Ganze ginn.

Wat d'Immigratioun ugeet, muss ee se natierlech och gesinn am Zesammenhang mat der Ekonomie, dem Aarbechtsmaart an dem Chômage. An do gesäit een, wann een e bëssen an déi Nopeschlänner geet, dass ëmmer méi notament an Däitschland an an England, fir elo déi zwee Länner ze nennen, festgestallt gëtt, dass et u Qualifikatiounen notament beim diploméierten a beim qualifizéierte Personal feelt, an dass dofir musse gréng Kaarten an Ähnlechtes ausgeschafft ginn.

Dann ass oft an der Diskussioun: Wat bréngt d'Immigratioun, ob se elo aus der EU kënnt oder vun ausserhalb der EU? Ginn doduerjer Aarbechtsplazen ofgeschafft, oder si se complémentaire dozou? Et ass kloer, dass dat eng Beonrouegung ass bei ville Leit, an et muss ee ganz kloer soen, dass et eng Substitutioun gëtt, dass d'Immigratioun positiv ass, wann et eng legal a kontrolléiert Immigratioun ass, a wann déi illegal Immigratioun bekämpft gëtt. Pardon, et ass eng komplemetar. Wann et eng Substitutioun ass, dann ass et esou, wann d'Immigratioun onkon-



trolléiert ass an illegal Immigratioun Tromp ass.

Lëtzebuerg grad wéi Europa, dierf keng Festung sinn, géint nei Leit, déi wëllen hei an d'Land schaffen kommen, well soss de Risiko besteet vun enger zukünftiger Pénurie vu Kompetenzen. Nach muss een dat awer am A behalen, dass mer net deen Acquis social, dee mir hunn, a Fro stellen, doduerjer dass een allméiglech Praktike géng ennerstëtzen, déi d'ganz Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg an an Europa géngen a Fro stellen.

Am europäesche Kontext op de sukzessive Sommerte vum Amsterdam, Tampere a Sevilla gouf décidéiert, sech bis Enn 2003 op eng gemeinsam Immigratiouns- an Asylpolitik ze eenegen. Déi aner Länner hu gehandelt, well et bleift jo an de Kompetenze vun der nationaler Regierung, mä Lëtzebuerg net.

Ee Punkt, dee muss diskutéiert ginn, ass och dee vun den Universtitéitsstudenten, déi elo op eis nei Uni solle kommen. 5.000 Studente si virgesinn, dovunner 2.000 bis 2.500 Studenten, déi aus der EU sinn oder net aus der EU. D'grouss Majoritéit vun deene Studente wäert an der Stad, um Lampertsbiërg oder um Kirchbiërg, an zu Walfer sinn. An do ass bien entendu och een Integratiounsproblem, dee sech stellt, well mir musse kucken, dass mer déi Studenten hei zu Lëtzebuerg logéiert kréien, an do muss ech bedauern, dass bis elo vun der Regierung aus net ganz vill Konkretes um Dësch läit.

An de Propositione vun der Kommissioun, déi d'Majoritéit also uegoholl huet, do ass een Ablack vun Travail à temps partiel Rieds gaangen, fir déi auslännesch Studenten aus Net-EU-Länner. Wann dat esou ze verstoen ass, dass dat fir Studentenjoben ass, da géng et och emol soe jo, mä wann dat awer ass, fir en neie Wee opzemaachen, fir laanscht déi legal Immigratioun ze kommen, ech mengen da wär et e kloer Neen. An ech bedauern e bëssen, dass an der Motioun, déi ech kuerz konnt nokucken, e gudde Deel vun de Propositionen, déi d'Kommissioun virbruecht huet, iwwerhaapt net zréckbehalde gi sinn, esou dass ech unhuelen, dass d'Regierung also och net wëllt weider op déi Propositionen am Detail agoen.

Da wéi ugekënnegt huet och de Problem vun den Demandeurs d'asile an dës Debatt gehéiert. Mir bedauern, dass dat net ugepaakt ginn ass, well et dobaussen an der Bevölkerung awer staark diskutéiert gëtt. An do muss een, wann een dem Eurostat gleewe kann, feststellen, dass Lëtzebuerg pro dausend Awunner am Joer 2003 dat Land an Europa ass, wat un zweeter Plaz steet, wou déi meeschten Asylanter hikommen. All Schaffdag gi sechs bis siwen Asylanter hei zu Lëtzebuerg virstelleg, 95% vun hinnen - Här Justizminister, Dir hat déi Zuel esou genannt! - sinn net berechtigt, mä sinn also illegal Immigranten.

Zwee bis dräi Joer dauert et bis den Dossier duerch d'Instanzen ass. Am Ufank war e Problem bei de Gerichter, elo ass et e Problem am Ministère. Do geschitt näischt. Den Délai d'instruction läit elo bei engem Joer, an dat ass, wou d'Regierung déi falsch Politik mécht a wou et vläicht gutt wär, wann de Justizminister géng mam Budgetminister schwätzen, fir e bëssleche méi Leit eriwuer ze kréien, och vläicht vun aneren Administratiounen, fir där Aarbecht do Meeschter ze ginn a fir e rasonnablen Délai auszeschaffen.

Wa mer e Problem vun Asylanterentum hunn, vu Leit déi zwee, dräi Joer hei bleiwen, a wou dann den Här Justizminister mueres fréi um sechs Auer se aus de Better geheie geet, fir se heem ze leeden, dann ass et just nëmme, well mir dee Problem falsch ugepaakt hunn, well d'Regierung de Problem falsch ugepaakt huet, vun Ufank

un. Et ass esou, dass se muss kucken, dass se bei den Demanden, déi erakommen, séier agéiert, fir dass innerhalb vun dräi oder vu véier Méint déi Leit eng definitiv Antwort hunn op hiren Dossier. Et ass inadmissibel, wa Leit hei mussen zwee, dräi Joer op eng Décision waarden, dann hu se sech deelweis schonn hei integréiert, an et ass jo och verständlech, dass deen Ablack dobaussen an der Bevölkerung Oprou opkënn. Mä et huet een heiansdo d'Impressioun, dass den Här Justizminister dat doten express mécht, fir et esou ze maachen, fir deen Ablack hinzugeen an ze soen: Gesitt Der, ech hunn eppes gemaach, ech hunn esou vill Leit an e Fliger gesat a se erëm heemgeféiert.

#### **(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)**

Mä d'Aarbecht, déi sollt gemaach ginn, déi ass net gemaach ginn, weder vum CSV-Justizminister nach vun der Familljeministesch vun der CSV. Do läit nämlech den Iertum, dat hätt misse gemaach ginn, an ech bedauern, dass hei de Problem vun der Regierung falsch ugepaakt ginn ass.

Wat een och muss festhalen, Här President, Dir Dammen an Dir Härren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass...

#### **(Interruptions diverses)**

..., dass mer elo héieren hunn, dass d'Regierung wëlles huet, well se de Problem net Meeschter gëtt um Niveau vun de Prozeduren a vun der Aarbecht, eng Aarbecht wou anscheinend souguer a Violation vun der UNO-Konventioun iwwert d'Refugiéen op eng Kéier aacht Deeg de Büro zou war, dass een do muss higoen an déi Problematik ugoe fir d'Délaie méi kuerz ze maachen an deenen d'Demande-d'asile analyséiert ginn a wou d'Jugementer kënnen higoen. An do brauch een net wäit ze goen. Déi Position, déi mir hei verteidigen, baséiert op der Proposition de directive vun der Commission européenne iwwert d'Normes minimales en matière vun Immigration an Asyl. Ech mengen dorobberhin hu mir ons fir eis Attitud baséiert, a mir hunn och gesinn, dass a Frankräich an an Däitschland esou Mesurë geholl gi sinn, notament a Frankräich nach kierzlech, fir ze kucken fir déi Délaie ganz rapide ze kréien, well et net an der Rei ass fir d'Délaie esou laang erauszezogere, well een d'Aarbecht net Meeschter gëtt. Do ass déi falsch Politik gemaach ginn.

D'Familljeministesch huet elo, an den, ech mengen, Här Justizminister, Dir hat et souguer och gesot: Et ass elo envisagéiert fir e grousst Heim ze schafen hei am Land, wou déi Leit géngen opgeholl ginn. Ech froe just nëmme: Wou hutt Der schonn eng Antwort vun enger Gemeng kritt?

#### **(Interruptions diverses)**

Dofir soen ech, ech wëll de Problem opwerfen, ob eng Gemeng deen Dénge kritt huet. Dat dote war schonn alles annoncéiert...

■ **M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.**- D'Demande ass gëschter komm!

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Bei lech ass se vläicht ukomm, ech weess et awer net. Also et ass awer am Public scho länger Zäit, mä peu importe, dat ass jo elo net den Haaptgrond vun der...

#### **(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)**

■ **M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.**- Här President, den Här Henckes stellt hei Behauptungen op, dat ass ganz schlëmm! Hien ennerstëllt dem Justizminister hei Saachen, wou emol en Net-Jurist net géif drun denke fir se ze soen! Här Henckes, em Gottes wëlle bleift dach bei der Wouerecht an ennerstëllt dem Här Justizminister dach net Aktiounen, déi e mat Sé-

cherheet net mécht, dat geet jo net!

An zweetens géif ech och de President bidden, den Här Spautz, dem Här Henckes matzedeelen, dass mer hei net iwwer Asylpolitik diskutéieren, a scho guer net an deem dote Sënn, a scho guer net mat deem doten Hannergedanken, mä hei schwätze mer iwwer Immigratiounspolitik. Hei schwätze mer drëm mat welleche Reforme mer et fäerdeg bréngen, fir dass dausende vu Mënschen, déi hei liewen, wunnen a schaffen, d'Méiglechkeet kréien, sech anstänneg an dezent an eis Gesellschaft anzefügen. An et ass schlëmm, dass deen Débat benotzt gëtt fir populistesch Propaganda ze maachen, populistesch Ennerstellungen ze maachen fir e Minister ze diskreditéieren en vue vun de Wahlen! Dat ass engem Politiker senger net würdeg!

■ **M. le Président.**- Dat stëmmt. Här Henckes, ech muss soen, et ass e bësse staarken Tubak fir dem Minister hei ennerzeschieben, e géif absichtlech Prozeduren an d'Längt zéien. Dat ass jo béiswëlleg! Dat kann een dach net einfach esou hei soen. Dat ass dach onerhéiert! Dat ass dach enert der Gürtellinn!

Här Bettendorf!

■ **M. Niki Bettendorf (DP).**- Här President, ech erlabe mer just eng Bemierkung ze maachen op Grund vun Här Henckes sengen Aussoen. En huet eis hei ugeruff oder ugeschwat mat „léif Kolleeginnen a Kolleegen“. Ech muss lech éierlech soen, ech verzichten op deen Titel „Kolleeg“, wann esou Ausféierungen hei gemaach ginn!

■ **Une voix.**- Ech och!

■ **M. le Président.**- Loosst eis zréck zum Thema kommen.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech hat virdrun de Spracher vun der sozialistescher Partei héieren, deen och gesot huet, dass de Problem vun Asyl normalerweis hei an dës Debatt gehéiert, a fir ons gehéiert en dozou, well et ass eng Aart a Weis fir eng Immigratioun ze féieren...

■ **M. le Président.**- Här Henckes, leet net den Ordre du jour fest.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- ...an dat wat mir dem Här Justizminister virwerfen, dat ass dass en déi lescht Jore permanent gesot huet, dass en alles géng maache fir d'Délaie ze verkierzen. Ech kënnt lech hei eng halfe Dosen där Antworten, där Aussoe vun Här Justizminister soen, a mir hunn en all Kéiers dran ennerstëtzt, wann en dat dote gemaach huet. All Kéiers hu mer him gesot: Här Justizminister, mir stinn hannerun lech, well et net mënschlech ass. Mä ech muss awer feststellen, dass véier an een halleft Joer duerno dat awer net gemaach ginn ass!

■ **Une voix.**- Dir sot: En huet et absichtlech net gemaach, dat ass d'Nuance!

■ **M. le Président.**- Dat ass jo béiswëlleg! En hätt et absichtlech net gemaach! Dat ass jo onerhéiert dat do!

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Ech huelen net un, dass den Här Justizminister, deen e gudde Jurist ass, an da seng Leit, déi ganz vill Connassancen hunn am Domän vun der Immigratioun, dass déi net à même wieren, fir eng vun de Propositione vun der europäescher Direktiv ze iwwerhuelen, déi zum Beispill doranner besteet, fir den zweeten Degré de juridiction ofzeschaffen.

Et ass zum Beispill eng aner Saach wou ech och mengen, dass ee kann d'Délaie awer raccourcéieren, dat ass dass d'Instruction administrative an zwee Méint kann iwwert d'Bühn sinn, an net an engem Joer. Ech mengen dat ass awer dat wat ze maachen ass, dat ass dat wat richteg dobaussen och ëmfonnt gëtt a souguer vun den Asylanter gefrot gëtt. An alle Länner.

Ech brauch hei nëmme dat ze liese wat d'Europäesch Kommissioun zu där Saach seet: Accéléreiert d'Prozeduren! Ech brauch nëmme ze kucken wat déi däitsch Regierung seet: Mir accéléreieren d'Prozedur. Déi franséisch Regierung seet: Mir accéléreieren d'Prozedur, a si maachen eppes dofir. Zu Lëtzebuerg muss ech feststellen, dass mer een Ablack am Mëtelpeloton waren an dass mer elo vir sinn. An et ass verständlech, dass doduerjer Problemer entstinn, an ech fannen et net gutt, dass elo munech Problemer sollen op d'Gemengen ofgewälzt ginn. D'Regierung ass gefuerdert gewiescht an de leschte Joren, fir hir Aarbecht ze maachen. Ech muss feststellen, dass dat net gemaach ginn ass. Point, à la ligne!

Da muss een och kucken, wéi een d'Immigratioun an Zukunft besser encadréiert an der Wirtschaft besser upasse kann. Mir mengen zum Beispill wat d'Immigration saisonnière ugeet, si mir fir eng besser Régulatioun, doduerjer dass pluriannuel Kontrakter en fonction vun de Besoien vun de Betriber vun der Wirtschaft gemaach ginn a se net all Joers mussen erneiert ginn, mat engem Aller-retour an hiert Heemechtsland, esou wéi dat Frankräich an Däitschland gemaach hunn.

Da muss ee kucken, dass mer iwwert déi legal Immigratioun an déi permanent Immigratioun, déi mer wëlle favoriséieren, well mer se op muneche Gebitter brauchen, do wär et gutt wann de Wirtschafts- a Sozialrot zum Beispill all dräi Joer der Regierung an der Chamber géng Avisen zoukomme loossen an deenen e sech géng ausschätzen iwwert dat wat d'Wirtschaft brauch, iwwert déi Aarbechtsplazen, déi zur Verfügung stinn, iwwert déi Modalitéiten, déi musse respektéiert ginn, fir d'Integratioun ze favoriséieren, a wat fir eng Schwierigkeete misste behuewe ginn, fir déi Immigratioun ze encadréieren.

Well et muss ee kloer soen, dass et Problemer gëtt. Ech erënnere mech un déi Debatt, déi mer en Dënschdeg haten iwwert d'EU-Erweiderung, do huet d'Regierung sech engagéiert fir e Gesetz ze déposéieren, wou mer géngen eng Période transitoire vun zwee Joer virgesinn. Ech mengen, dat ass och noutwendeg, well mer do gesinn, dass an allen aneren europäesche Länner esou Période-transitoire virgise sinn, a wa mir et net maachen, kréie mer e Problem. An et muss een elo scho gesinn, dass bei enger Soumissioun, déi gemaach ginn ass am Kader vun der Nordstrooss, fir de Bau vun engem Tunnel, d'Regierung selwer eng Soumissioun écartéiere wollt, wou ee gesinn huet, dass Leit e polnesche Sous-traitant wollten hunn, an dee polnesche Sous-traitant huet du gemierkt, dat ee vun de Soumissionnaires eng Milliard méi bëllig war, wéi iergendeen anere Soumissionnaire aus der EU.

Dat si konkret Donnéeën, an dofir muss ee kucken, dat ee verschidden Ännerungen erbäifeiert. Dat eent ass e Renforcement vun der Inspection du Travail et des Mines, an eng Verbesserung vun dem Marchés-publics-Gesetz op deem Punkt. Mir haten dat ugemahnt, mä et ass leider net geschitt.

Mir mengen och, dat d'Regierung muss den Akzent weider verstärken am Kampf géint d'Schwarzarbeit, an am Kampf géint déi sou genannte Schleiserbanden, wat am juristesche Jargon eng Association de malfaiteurs en vue de

la traite de l'être humain ass. Ech mengen, et ass noutwendeg, dat mer do um nationale Plang méi aktiv ginn an dat mer och versichen um europäesche Plang nei Weeër ze goen.

Mir sinn als ADR fir eng Immigratioun, déi kontrolléiert ass, déi onser Wirtschaft entsprécht, an déi de Gesetzter, déi mir hei am Land hunn, entsprécht. Mir mussen och kucken, wéi mer kënnen den Immigrant, déi an onst Land kommen, hëllef fir sech hei ze installéieren, an och d'Konditiounen festleeën, an deene se sech zu Lëtzebuerg installéiere sollen.

D'Spillregele vun eiser Konstitutioun, déi verfassungsrechtlech Prinzipien, déi hei festgeluecht ginn, musse respektéiert ginn, a bien entendu ass et och wichteg, dat d'Lëtzebuurger Sprooch als Integratiounsfaktor hinnen zur Verfügung gestallt gëtt, dat se déi Méiglechkeet gesinn. Mir si mat all deenen Ausféierungen d'accord, déi d'Kommissioun an och de Rapporteur-President virdrü gesot hunn, dat mer musse kucken fir de Leit, déi op Lëtzebuerg schaffen kommen, d'Lëtzebuurger Sprooch méi no ze bréngen, mä mir gesinn direkt wou de Problem läit.

Ee vun de Problemer ass deen, dat mer net genuch Enseignanté vum Lëtzebuergeschen hunn, esou datt d'Waardezäit, fir iwwerhaapt kënnen a Lëtzebuergeschen-Coursen ze goen, ganz laang ass. Dofir proposéiere mer, dat d'Regierung eng Proposition vun eis soll iwwerhuelen, fir en DVD interaktiv ze schafen, wou een d'Sprooch kann interaktiv léieren, an dat och nach am Zesammenhank mat enger Liaison um Internet, wou och periodesch Kontakter kënnen gemaach ginn. Dat bréngt vill Leit méi séier dozou, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze léieren.

Dann ass et och kloer, dat et wichteg ass fir d'Integratioun ze réuséieren, well se léisst sech net dekretéieren. Si baséiert op engem individuelle Prozess vun engem Immigrant, op sengem perséinleche Wëllen, fir sech an ons Gesellschaft ze integréieren a fir ons Sprooch ze léieren. Et kann ee kee forcéieren. E muss selwer zu deem Wee fannen.

Mir mengen, dat an der Éducatioun d'Äkzenter musse geluecht ginn op d'Integratiounsgeschicht als Kommunikatiounssprooch, a bien entendu, dat mer solle bei den Erweessene verschidden nei Weeër goen, fir de Leit esou séier wéi méiglech an esou vill wéi méiglech d'Méiglechkeet ze ginn, fir ons Sprooch ze léieren.

Dann ee Wuert zu der duebler Nationalitéit. Ech hu gemierkt, dat d'CSV ganz oft Saachen iwwerhëlt vun anere Parteien. Dat wor virdu bei der Uni Lëtzebuerg de Fall. Den Här Fayot huet dat gesot. Mir hunn et gesi bei der Mammerent. Do wor et esou, dat mer als eenzeg Partei dat am Programm hatten. Mir wore frou, dat d'CSV dat elo iwwerholl huet a mat ennerstëtzt huet, mä et muss een awer och soen, dat dee Sinneswandel vun der CSV um Gebitt vun der duebler Nationalitéit zimlech erstaunlech ass, wann ee gesinn huet, dat nach viru kuerzem zu enger Proposition de loi vun der honorabeler Madame Wagener en Avis totalement négatif komm ass.

#### **(Interruptions diverses)**

Elo gëtt als Argument virgestallt, dat op eng Kéier de Professor Delpérée elo dee wier, dee mat sengem ganz importente Bericht d'CSV dozou bruecht hätt, fir op deen neie Wee ze goen.

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.**- Ech hunn als Parteipresident virun iwwer engem Joer um Kongress daitlech zur duebler Nationalitéit geschwat, aner Leit an der CSV och.



M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - A virdu war Der dogéint! Mä ech hunn och d'Impressioun, datt wann ee vun duebler Nationalitéit schwätzt, hei déi eenzel Parteien awer eppes anescht drënner verstinn. An et wär gutt, wann een emol eng Kéier géif driwwer diskutieren, well ech hunn d'Impressioun, déi eng plädéieren dofir, datt een d'Lëtzebuurger Nationalitéit ka kréien, ouni Lëtzebuergesch ze léieren a missen ze kennen, an datt et deen Ablack also zu Lëtzebuerg zwou Zorte vu Lëtzebuurger géing ginn, déi Lëtzebuurger zweeter Klass, déi just nuren dierfe mat stëmme goen, an de Lëtzebuurger éischer Klass, deen och därfer an d'Fonction publique goen, well do gétt jo nach ëmmer behaupt, an dat huet een hei aus alle méigleche Riede konnten héieren, an och an Aussoen an och an der Résolution vum der Kommissioun, wou gesot gétt dat muss op jidde Fall bestoe bleiwen.

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, därfer ech dem Här Henckes eng Fro stellen?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Selbstverständlech, wann dat net ugerechent gétt als Riedezäit.

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, ech versti jo, datt den Här Henckes hei gäre polemisiert iwwert d'duebel Nationalitéit. Ech wëll e just froen, wéi en dann an deem Kontext, well dat gehéiert dozou, erkläert, wann de President vum ADR seet, ech wëll, datt Ausländer kënnen an d'Lëtzebuurger Parlament kommen, ech wëll, datt Ausländer kënnen Minister hei am Land ginn, vläicht kann en de Wee erklären, wéi dat soll goen.

#### (Brouhaha général)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech kann lech dat ganz gutt soen. Et gétt e ganz gutt Beispill. Den Här Colombara ass dat beschte Beispill wéi mir dat verstinn.

Et ass also ganz kloer, datt mer heiansdo d'Impressioun hunn, datt bei Verschiddenen d'duebel Nationalitéit awer net wëllt heeschen zweemol Wahlrecht, kënnen an zwou verschiddenen Administrations publiques virstelleg ze ginn. Et mussen Accorden négociéiert gi mat anere Länner, datt et herno en fait keng duebel Nationalitéit ass, mä eng Nationalitéit principale mat enger Nationalitéit subsidiaire.

#### (Interruptions diverses)

Ech mengen, datt nach munches zur Diskussioun wäert stoen.

Eng aner Saach, déi interessant ass, dat ass wann d'Regierung ons géif e Chiffer soen, wat d'Immigrationspolitik d'Land budgetär kascht. Do gesäit een, datt dat mat verschidde Ministären ze dinn huet. Et ass onméiglech fir do en Total erauszefannen. Duerfir schonn eleng déi aner Proposition, déi festgehale ginn ass fir dat Ganzt ze regruppéieren, a vläicht de Secrétariat d'État oder soss iergendeppes ze schafen, wou déi ganz Immigrations- an Asylpolitik regruppéiert wieren. Dat géing op jidde Fall och emol um budgetäre Plang méi Kloecheit schafen a vläicht méi Effikasitéit an dat Ganzt bréngen. An de Fait, datt esou eppes virgeschloe gétt, ass jo och eng implicite Kritik un dëser Regierung, well se et net fäerdeg bréngt, déi puer Ministären zesummeschaffen ze dinn.

Dann, Här Minister, Dir wësst, datt dobaussen, an déi Televisiounsdebatt, déi d'leschte Kéier war, huet jo och bewisen, datt de Buergermeeschter vu Wolz gesot huet, et wier um Niveau Kriminalitéit kee Problem. Dat mengen awer d'Leit vläicht net grad onbedéngt esou do uewen, dat gétt vläicht anescht emfonnt, an et wier doch wichtig, Här Minister, wann Der ons kënnst hei e puer Données statistiques

ginn, esou wéi Der se kennt, fir ze kucken, ob do eppes drun ass, ob d'Proportioun vun de Leit, déi wéinst kriminellen Dote veruerteelt ginn, bei den Asylanten a bei den Net-EU-Bierger méi héich ass wéi dee Prozentsaz, dee se hei zu Lëtzebuerg representéieren. Dat Wichtigst bei esou Froen ass, datt Transparenz herrscht. An da geet et och. Da kann ee mat Fakten diskutieren a mat Fakten operéieren. A mir bedauern, datt op dësem Gebitt d'Regierung keng Transparenz bis elo virgewisen huet.

Et war gutt, datt mer dës Debatt haten, mä ech géing awer och soen, datt ech léiwer a mir léiwer gehat hätten, wann dat dote gemaach gi wär virun engem Joer. Mir sinn net als ADR responsabel derfir, datt véier Méint virun de Wahlen d'CSV, nodeems se ee Joer laang den Dossier am Tirang leien hat, elo op eng Kéier dës Debatt hei provoziert.

#### (Interruptions diverses)

Ech wëll soen, datt dat net gutt ass. Mir bedauern dat. Ech mierken eppes, datt vun der CSV d'Wourecht net gär gehéiert gétt.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Den Här President vum der Kommissioun a Rapporteur huet d'Wuert.

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur. - Här President, ech schwätzen elo net als Member vun der CSV mä als President vun der Kommissioun.

Et ass falsch, wat den Här Henckes hei seet. Et ass net richtig. Et ass eng Ligen, wann e behaupt, datt mer deen Dossier ee Joer am Tirang leien haten, ier mer deen Débat hei organiséiert hunn. All Member vun der Kommissioun weess, datt dat net stëmmt.

Mir hate Méit vun leschte Joer, nach virun der grousser Vakanz, Hearingen hei organiséiert, well mir konnten dach net dee Rapport presentéieren ouni ofgeschloss ze hunn an déi jonk Leit, déi mer heinner invitéiert haten, viru Faits accomplis setzen. Mir hunn nach am Juli diskutéiert a Form vun Hearingen a probéiert iwwert déi Summerméint dee Rapport ze maachen.

Mat Sécherheet hätt ech och léiwer gehat, mir hätten dee Rapport schonn zwee Méint méi fréi kënnen an der Kommissioun zur Diskussioun stellen, et war dat awer aus zäitleche Grënn net méiglech, Här Henckes, mä mat Sécherheet ass et net richtig, an ech géif lech bieden dat och zrëckzehuelen, datt mer bewosst während engem Joer den Dossier am Tirang leie gelooss hunn. Dat ass eng Gemengheet, eng Frechheet, och un d'Adress vun all deenen anere Memberen aus der Kommissioun.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Et ass eng Tatsaach.

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur. - Et ass keng Tatsaach.

M. le Président. - Den Här Justizminister Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech hat net wëlles de Mëtten an dëser Debatt zur Asylpolitik ze schwätzen, well gesot gi war, et wär eng Debatt iwwert d'Immigratioun a virun allem déi legal Immigratioun.

Déi Aussoen, déi den Här Henckes elo grad gemaach huet a virun allem déi extrem grave Ennerstellungen, wou e gesot huet, ech géing als Justizminister derfir suergen, dass d'Prozeduren extra laang wäeren, fir dann herno kënnen mat grousssem Opwand Réckféierungen ze maachen, dat ass alles einfach inacceptabel a gehéiert am Fong net an eng parlamentaresch Diskussioun. Ech hunn och dofir

den Här Henckes net ennerbrach, géing awer just gären e puer klärend Wierder dozou soen.

Déi Prozedur, déi am Kontext vum Asyl besteet, ass eng komplizéiert Prozedur, déi mer versichen op europäeschem Plang ze harmoniséieren, wat mer bis haut net fäerdeg bruecht hunn, well do brauch een Unanimitéit, an et ass d'Unanimitéit, déi eis bis haut empéchéiert huet, datt mer en Text kréie mat enger richtig harmoniséierter Prozedur. Déi Prozedur, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, an där hir éischt Etapp ass, dass de Justizminister entscheet, an da gétt et zwee Recoursé virun dem Verwaltungsgericht, respektiv der Cour administrative. Et dauert eng gewëssen Zäit.

Mir haten am Bureau d'accueil des réfugiés, wéi ech komm sinn, véier Leit schaffen. Et sinn elo 17 Leit do. Och hu mer déi éischt Prozedur substanzuell reduzéiert kritt. Si geet an der leschter Zäit erëm e bësse méi erop duerch e ganz kloer Phänomeen, nämlech deen, datt Leit aus méi Ursprungsänner kommen. 1999 hate mer 30 Ursprungsänner. Elo hu mer Leit aus 60 Ursprungsänner, wat d'Komplexitéit vun den Dossieré méi grouss mécht a wat selbstverständlech méi Zäit an Usproch hélt.

Mä och d'Prozedur virun de Geriichter, déi duerno kënn an trotz enger Opstockung vun dem Verwaltungsgericht ënnert dëser Legislaturperiod - mir hunn also eppes gemaach, Här Henckes, esouwuel am Büro wéi um Gericht - dauert d'Gerichtsprozedur nach eng Kéier e Joer, well och do eng ganz Rei Rechter sinn, déi vun den Asylbewerber an hiren Affekoten all Kéiers woll ausgenotzt ginn. Wat och hiert Recht ass, mä wat awer zu enger Prozedur féiert, déi am Ganze méi laang ass wéi Dir mengt, well och an der éischer Etapp, an ech kommen zrëck op déi Prozedur am Büro, muss ee fir d'éischt emol d'Identitéit vun de Leit erausfannen. Dat ass eng Aarbecht, déi d'Police an deem Büro mécht. Dat ass extrem komplizéiert bei ganz villen Asylbewerber. Et soll een also net maachen, wéi wann ee kënn eng Prozedur an e puer Deeg iwwert d'Bühn hunn.

Weider muss mer kucken, well dat hätt Dir och ëmmer gären, ob déi Leit net an engem anere Land an enger Asylprozedur sinn no der Dubliner Konventioun. Ass dat de Fall, muss mer eng Demande un dat Land maachen, fir ze kucken, ob dat Land deen zrëckhéit. Dat dauert am Regelfall - et hänt net vun eis of mä vun den Nopeschlänner - och erëm eng Kéier zwee, dräi Méint. An da geet déi Prozedur le cas échéant bei eis weider. Ech soen lech, et ass e bësse méi komplizéiert wéi dat ugeholl gétt a kengesweegs suerge mir derfir, datt et soll extra laang daueren.

An dann den zweete Punkt. Et ass - an dat hunn ech schonn d'lescht Woch gesot, ech soen et dann hei nach eng Kéier - nëmme vun Deel e Problem vun der Längt vun der Prozedur, well wann d'Prozedur ofgeschloss ass, ass de gréisste Problem dee vum Retour vun deene Leit, Retour, deen an enger éischer Phas soll ee fräiwëllege Retour sinn, deen awer oft net e fräiwëllege Retour ass, wat da mat sech ziit, datt d'Regierung muss am Ursprungsland, an der Heemecht vun där Persoun, déi noutwendeg Autorisatioune kréien, wat en äusserst schwierege Problem ass, fir de Retour forcé ze exekutéieren, wat mat sech gezunn huet, datt mer dat musse maachen a Momenter wou sech déi ganz Famill, déi soll zrëckgeféiert ginn, ob enger Plaz zesummefféiert. Dofir och déi Zäiten, déi d'Police bei verschidde Situatiounen ugewannt huet.

Dat ass iwwregens keen typesch Lëtzebuergesche Problem. Wann Der vläicht gekuckt hutt, wat fir eng Debatt dës Woch am hollännesche Parlament stattfénnt: D'hollännesch Regierung huet 26.000 Leit déi se wëllt ausweisen. Asylbewerber, déi déboutéiert gi sinn. Mir hu Gott sei Dank vill manner grouss Zuelen, mä an der Zuel, déi mer hunn, si ganz oft Leit, déi scho längst an der Prozedur fäerdeg sinn, an dofir soen ech, et ass net e Problem nëmme vun der Prozedur, déi mer souwiesou wëllen opgrond vun den europäeschen Diskussiounen kieren - dat hunn ech schonn annoncéiert -, mä et ass och largete e Problem um Enn vun der Prozedur, well et net nëmme an eisen Hänn läit, fir dat ze exekutéieren.

Mir hunn d'lescht Joer 900 Leit ausgewisen. Dat waren der vill méi wéi déi Jore virun. Et bleift e ganz grouse Problem. Et geet em Menschen, et geet jo net em Saachen. Dofir ass et duebel komplex, fir déi Froen do ze diskutieren, an ech géing just bieden, datt wa mer se diskutieren - et war net de Mëtten den Objet vun der Diskussioun -, datt mer se opgrond vun alle Fakten a mat allen Elementer diskutieren, an net mat einfache Solutiounen operéieren, déi zwar gutt kléngen an d'Leit och vläicht acceptéieren. Dofir wollt ech, fir den Débat ze compléetieren, soe wou d'Schwieregkeeten an der Prozedur sinn, mä och wou d'Schwieregkeeten no der Prozedur sinn.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Henckes freet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir erlaabt mer sécher heirop ze reagieren. Dat wat ech hei gesot hunn, baséiert op engem Dokument vun der Europäescher Unioun iwwert d'Prozeduren an d'Aart a Weis wéi d'Prozedur kënnen vereinfacht ginn.

Et ass méiglech, datt et net an aacht Deeg iwwert d'Bühn geet. Däers si mer ons bewosst, mä mir schwätzen awer elo méi wéi véier Joer iwwert de Problem a mir ginn en net meeschter. Et ass dat, wat ech reprochéieren.

Ech mengen de politesche Wëllen, d'Deklaratiounen, d'Problemer, déi den Här Justizminister relevéiert huet, déi sinn zënter véier Joer bekannt. Dat Eenzege wat ass, dat ass, datt een d'Mesuren net ergräift, fir datt dat sech verbessert. Dat ass et, wou et drëm geet.

An ech wëll nëmme drun erënnere, datt mer eng Violatioun vun enger europäescher Konventioun gemaach hunn, der UNO-Konventioun iwwert d'Refugiéieren, wéi mer de Büro vun de Réfugiéieren zougemaach hu pour excès de travail. Dee war aacht Deeg zou an d'Regierung huet sech missen entschëllege goe fir dat, wat do geschitt ass. Mä dat ass, well déi néideg Méttelen net zur Verfügung stinn. Méi wëll ech hei net soen.

M. le Président. - Dir kënn dem Minister awer net virwerfen, hie géing absichtlech d'Saach an d'Längt zéien. Dat ass dat, wat de Schwéierpunkt ass an dat huet nâischt mat der Konventioun ze dinn.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, ech wëll do agräifen.

Mir verbidden eis, datt aner Leit eis virschreiwen, wat mir hei soen. Wann de Jacques-Yves Henckes dat am Numm vun eisem Grupp gesot huet, da war dat d'Meenung vun eisem Grupp. Ech wëll dat ennersträchen. Mir loosse eis net virschreiwe vun iergendwéi engem, wat mir heibannen därfe soen.

Den Här Minister Frieden huet d'lescht d'Joer op der Televisioun selwer gesot, datt e viru véier Joer

eng Initiativ ergraff hätt, fir d'Prozedur ze accélérieren, an datt déi um Instanzeweise iergendwéi net virukomm wär. Also sinn déi politesch Responsabel, an dësem Fall de Justizminister, gefuerdert. A wa se während véier Joer net déi néideg Moosnamen ergraff hunn, datt d'Prozedur sollt méi séier goen, da muss se sech och hei de Virwurf gefale loosse, dass se hir Aarbecht net gemaach hunn.

M. le Président. - Här Gibéryen, et ass keen, deen lech virschreift, wat Der sollt soen, mä et gétt en Éierekodex och an der Politik. Och an der Virwaltzäit därfer et hei net ënnert d'Gürtellinie goen.

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Gast Gibéryen (ADR). - Et war net ënnert der Gürtellinie.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. Madame Wagener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Wéi mer virun enger Woch den Débat an der Kommissioun ofgeschloss hunn, deen d'Diskussioun vun haut virbereet huet, do huet e Kolleg aus der DP zu mir gesot, an dat mat engem lichte ironeschen Ennertoun: Da kënnen mer jo elo enndlech iwwert d'Zukunft schwätzen. Et war dat am Stil: Elo kritt Der déi Zukunftsdebatt, déi Der ëmmer gär gehat hätt.

Ech hu mer dunn d'Fro gestallt, ob et wierklech Leit gétt, déi mengen, dass d'Thema vum Dësch ass, just well d'Chômagezuelen haut anerer si wéi am Joer 2001. Mir Gréng hunn ëmmer, Här President, virun der Angschtzuel 700.000 gewarnt, mä mir hunn awer och ëmmer gesot, dass mer eis haut och scho musse mat der Gestioum vun Zesummeliewen zu Lëtzebuerg befaassen, an dass d'Bevölkerungszuel an deenen nächste Joren a Jorzéngte wäert uweessen, dass dat eigentlech eng Evidenz ass. D'Problematik, Dir Damen an Dir Hären, bleift dëselwech, ob mer muer oder iwwermuer 500.000, 600.000 oder 700.000 Leit zu Lëtzebuerg hunn, mir mussen eis mat deem Zesummeliewe befaassen a mir mussen Instrumenter entwéckele fir dat Zesummeliewe gutt ze organiséieren.

Déi Diskussioun awer ass bäcléiert ginn, an do muss ech och deene Virriedner bäpflichten, déi Kritik un der Aart a Weis geübt hu wéi d'Diskussiounen an der Spezialkommissioun Immigratioun gefouert gi sinn. Ech muss soen, dass et am Ufank eigentlech ganz gutt Usätz gi sinn, dass mer eng Rei vun interessanten Entrevuen haten an Débats gefouert hunn, mä dass awer relativ schnell eng, ech géif emol soen, autistesche Haltung vun de Majoritéitsparteien hei daitlech ginn ass, an déi Aart a Weis wéi scho virun engem Joer den Zwëscherreport gestëmmt ginn ass, wou mir selwer als Gréng iwwer 20 Amendementer bruecht hunn, dat seet jo och schonn eppes doriwwer aus, wat mer vun deem Zwëscherreport gehalten hunn. D'Aart a Weis wéi deen deemools scho gestëmmt ginn ass, déi huet schonn drop higedeit wéi dass et géif virgoen, an ech hat wierklech an deene leschte Wochen d'Gefill, dass hei just nach eng Flichtübung mat engem Joer Verspéidung géif duerchgeze ginn.

Ech wäert dofir, Här President, och net allze vill Hierder zum Rapport selwer verléieren, deem seng Ausrichtung eis insgesamt relativ doutheuse erschéngt a wou ech och meng Kriticken an der Kommissioun zum Deel ausgedréckt hunn, a wou ech mech natierlech awer och un der Form gestéiert hu wéi den Débat do gefouert oder net méi gefouert ginn ass. Ech wëll just zwee Beispiller vu menger Kritik hei eraushiewen, déi awer eng ganz fundamental Ausrichtung hunn.



Dat Éischt ass: Wann ee sech de Rapport ukuckt, wéi mat deenen Zilgruppe vun der Immigrationspolitik ëmgaange gëtt, wéi déi gesi gi vun de Majoritéitsparteien. Mir hunn do dräi Komponenten: d'Frontalieren, d'Leit déi aus der EU kommen an hei residéieren an d'Leit déi aus de Pays tiers kommen. Ech bréngen lech hei dräi Zitate: „Ils échappent à tout effort politique visant l'intégration.“ Dann d'EU-Leit. Zitat: „Ils pouraient faire partie des programmes d'intégration proposés, même si des mesures contraignantes ne sont pas possibles à leur égard.“ An dann déi drëttes Kategorie, d'Leit déi aus de Pays tiers kommen: „La presque totalité des suggestions énoncées dans ce rapport concerne les ressortissants des pays tiers.“ Dat heescht also, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Majoritéit an der Kommissioun meent, dass just déi lescht Kategorie am Fong kënnt déi Zilgrupp si wou ee wierklech kënnt eng Immigrationspolitik maachen.

Ech hu mech emol fir d'Éischt mat den Zuele befaasst fir emol ze gesi wéi een Deel vun der schaffender Bevëlkerung, well hei si jo d'Frontalieren och mat derbäi, dann eigentlech iwwerhaapt nach Sujet vun enger Immigrationspolitik zu Lëtzebuerg kënnt sinn, wann dat doten esou géif ëmgesat ginn. Iwwerengs hat ech do immens vill Problemer, well obwuel jiddereen ongeféier e Meter Dokumentatioun zu deem Dossier hei kritt huet, wann ee sech mat den Zuelen e bësse befaasst huet, dann huet ee gesinn, dass verschidde Lacunen do waren, zum Beispill déi, dass et guer net evident ass erauszefannen, wéi vill vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg residéieren, dann eigentlech elo EU-Leit sinn, a wéi vill Leit net aus der EU sinn. An déi rezente Prozentsatz, déi ech do fonnt hunn, déi sinn ëmmerhi scho vun 1997, also net méi grad ganz aktuell, ech wëll lech se awer trotzdem net virethalen.

Do ass et iwwerengs d'Salariéë gaangen, an et ass festgehale ginn, dass d'Lëtzebuerg quasi 42% deemools vun de Salariéëen ausgemeacht hunn, d'Immigréen aus der Unioun 25% an d'Immigréen, déi net aus der Unioun waren, 2,7%, d'Frontalieren dogéint 30,2%. Mir wëssen, dass déi haut nach méi héich leien, esou dass d'Partéi vun deenen anere wahrscheinlech nach erofgaange sinn. Wann ech dat verbanne mat deem wat ech virun opgeworf hunn, wann d'Kommissioun seet, dass een am Fong just mat de Leit, déi net aus der EU kommen, kënnt eng konkret Integrationspolitik maachen, jo da si mer bei allerhéchstens 3% vun der Bevëlkerung. Dat ass a mengem Ae schonn eleng statistesch gesinn e bëssen eng Absurditéit.

A vläicht e puer Wuert dann och direkt zu de Frontalieren, well dat och ëmmer erëm am Rapport ugeklongen ass, dass do keng Integrationssefforte méiglech wäeren. Et ass sécherlech méi schwierig fir mat de Frontalieren e Kontakt hierzestellen. Et ass eng aner Kategorie Leit, déi vläicht net esou, oder ganz sécher net esou present am Lëtzebuerg Liewe si wéi déi aner net Lëtzebuerg Leit déi hei Résidenté sinn, mä et ass awer trotzdem eng Kategorie, déi een net einfach sollt negligéieren. Et ass ganz sécherlech eng Kategorie vu Leit, déi gutt organiséiert sinn. Wann Der op déi verschiddenen Internetsite kucke gitt, da gesitt Der, dass déi Leit sech haaptsächlech ganz vill Gedanken ëm hiert Schaffen zu Lëtzebuerg maachen, mä awer och ëm alles wat do ronderëm dréint, ëm ganz konkret Problemer, mä awer och ëm méi gesellschaftlech Problemer. Dat ass vläicht eng Kategorie vu Leit, déi méi kritesch ass a méi volatil well se vun engem Dag op deen anere kënnen decidéieren, dass et entwousch aneschters vläicht besser schaffen ass an dass se dann hir Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg erëm

verloossen. Mä op alle Fall schéngt et mir, dass et falsch wär ze mengen, do wär keen Dialog méiglech.

E Beispill ass iwwerengs do d'Representatioun vun de Frontalieren um Niveau vun de Chambres professionnelles. Sécherlech ass do nach villes ze maachen, mä et ass awer eng Fro wou déi Leit sech och domadder ausenaner setzen. Ech konnt zum Beispill op deem Internetsite liesen, dass déi Leit oft Problemer hunn engersäits eise Wahlsystem ze verstoen, anersäits awer och ze gesi wat déi eenzel Kandidaten a Kandidatinne verrieden. Do sinn eng ganz Rei vu regen Debatte ronderëm gefouert ginn.

Dat just fir lech ze weisen, dass et also net grad esou ass, wéi et am Rapport duergestallt gëtt, an ech hu mer e bëssen d'Méi gemaach fir emol ze kucke wat dann an anere Grenzregione vu Mesurë geholl gi fir dat Zesummeliéwen tëschent Frontalieren a Résidenten ze gestalten. An do hunn ech da gesinn, dass un der Grenz tëschent Frankräich an der Schwäiz et eng Maison transfrontalière européenne gëtt. Mir hu jo hei zu Lëtzebuerg méttlerweil et esou en Haus vun der Groussregion. Abee, déi Maison transfrontalière tëschent Frankräich an der Schwäiz déi geet e gudder Krack méi wäit wéi mir bis elo gaange sinn, déi këmmt sech ëm Berodung beim Emploi, bei der Création d'entreprises, beim Logement, bei den Assurances sociales, déi gëtt also eng ganz Rei vu konkreten Hëllefstellungen, mä si organiséiert awer och e kulturellen Austausch. Dat hunn ech ganz interessant fonnt, an et wär sécherlech e Beispill wou ee sech kënnt och fir eist neit Haus vun der Groussregion inspiréieren.

Ech mengen et war den Här Fayot dee virdu méi konkret Problematiken am Beräich vun de Frontalieren opgeworf hat, nämlech den Transport als Beispill bruecht huet. Sécherlech ass dat ee vun den Aspekter wou mir zu Lëtzebuerg am meeschte mat dem Phenomeen vun de Frontalieren negativ konfrontéiert sinn. Et ass awer eng laangjäreg Fuerderung, an et wär sécherlech eng Méiglechkeet fir aus eppes Belaaschtendem eppes Positives ze maachen, wéi zum Beispill e Verbundsystem vum öffentlichen Transport ze schafen. Déi Fuerderung ass bestëmmt scho jorzéngtenal. Leider ass et bis elo ëmmer net dozou komm, an dat weist och wéi schwéier et ass, iwwer national Grenzen och an Europa ewechzekommen an eng gemeinsam Kooperatioun ze schafen.

Ech wollt dann awer och soen, dass ech dem Här Fayot seng Analyse net deele wat d'Frontaliere betrëfft. Hien huet virdu gemengt, dass dat am Fong déi Kategorie vu Leit wär op déi ee sollt setze wann et doréms geet fir nei Aarbechtsposten ze besetzen. Ech mengen, dass dat e grouse Risiko ass, an zum Deel si mer deem jo och scho méttlerweil ausgesat. De Prozentsatz vun de Frontaliere geet jo ëmmer méi an d'Luucht, während dee vun de Leit, déi no Lëtzebuerg immigréieren, relativ gesinn net méi esou staark ass. An de Risiko, deen ech dobäi gesinn, ass einfach deen, dass mer als Gesellschaft dee Wëllen zur Integratioun, deen do ass, awer net méi realiséiert kréie wa mer just nach voll op Frontaliere géife setzen.

Wa mir zum Beispill Betriber hu wou 80% oder méi vun de Leit Frontaliere sinn, da gëtt et schwierig fir do iwwer Integratioun ze schwätzen. Wa mer mat Leit ze dinn hunn, déi mer just als Aarbechtskräften an ni als Mënschen an hirer Fräizäit erliewen, deenen hir Kanner eis Kanner ni kenne léieren, déi sproochlech och vläicht manner Integrationsbedürfnisser hunn, wéi zum Beispill e jugoslawesche Flüchtling, eng portugisesche Schülerin oder e skandinawesche Bankdirekter, dee sech zu Nidderaanwen eng Villa gebaut huet, da gesäit een, mengen ech,

dass et wierklech net esou evident ass, fir voll op d'Kaart vun der Main-d'oeuvre transfrontalière ze setzen, well mer domat vläicht verschidde Problemer kuerzfristeg aus de Feïss ginn, mä laangfristeg dat Zil wat mer, mengen ech, awer all hunn, d'Funktionéiere vun der Lëtzebuergescher Gesellschaft, net hirkreien. An ech mengen, dass dat ee vun de Punkten ass, wou ech och mat dem Rapport eens ginn.

Här President, en zweete Punkt vu Kritik, deen ech awer un deem Rapport wëllt maachen, dat ass dee vun der Form vun der proposéierter Immigrationspolitik. Et kënnt op ville Plazen ëmmer erëm en Toun eraus an deem Text wou Integratioun als Zwang an als Obligatioun duergestallt gëtt. An der Vue vun der Majoritéit vun der Kommissioun schéngt et esou ze sinn, wéi wann d'Leit sech net fräiwëlleg wëllten integréieren, mä wéi wann ee se misst dozou forcéieren. Dat schéngt eis wierklech als Gréng eng äusserst zweifelhaft Approche ze sinn. Dat gesäit een och beim Beispill vun der Lëtzebuergescher Sprooch respektiv herno da bei der Naturalisatioun: Net EU-Ressortissanté sollen obligéiert ginn, d'Lëtzebuergescher Sprooch ze léieren; fir Lëtzebuergesche ze gi gëtt een obligéiert, Integrationscoursen ze suivéieren. D'Kommissioun schéngt wierklech dovunner auszegoen, dass déi Leit eigentlech guer net wëlle sech hei integréieren. Dat ass eiser Meenung no wierklech e falschen Usaz.

Integratioun dann och als Hürd: Ech hu virun elo schonn d'Beispill vun der Lëtzebuergescher Sprooch als Obstacle zur Nationalitéit genannt, an dann d'Integrationscoursen och erëm eng Kéier als eng Barrière, dat ass eng negativ an eng defensiv Approche, déi mir och als Gréng fir kontraproduktiv halen, well mir op Ouverture an op e gemeinsame Wëllen zur Integratioun setzen. Et entsprécht et enger anachronistescher an enger verzerrter Konzeptioun vun der Lëtzebuergescher Gesellschaft, nämlech dass den Net-Lëtzebuergescher muss eng Rei vun Hürden iwwerspringen, fir da kënnen um Schluss dee Privileg vun dem Lëtzebuergescher Pass ze kréien.

Här President, mir mengen, dass een hei d'Welt erëm eng Kéier muss vum Kapp op d'Feïss setzen. Mir brauchen d'Leit vu baussen, fir dass eis Gesellschaft funktionéiert. Mir sollten also alles drusetzen, fir si an eise Krees eranzehuelen, a mir sollten all iwwerflësseg Barrieren, déi dat verhënnern, ofbauen. Esou misst een am Fong eng Integrationspolitik eiser Meenung no ugoen, an da géif een och Integrations- a Sproochcoursen als positiv Mesure asetzen iwwer Obligatiounen ze schwätzen, an et géif een - an dat ass virun och schonn ugeklongen - iwwerhaapt emol eng Offer schafen, ier dass ee vun Obligatiounen schwätzt. Ech wäert herno do och nach eng Kéier drop zrëckkommen.

Här President, ech kéim dann zu där zentraler Fuerderung vun dem Rapport a sécherlech och eng vun deenen interessantesten, dat ass déi vum Stattssekretariat fir d'Immigratioun. Dass mir schonn eng Kéier zu Lëtzebuerg esou e Stattssekretariat haten, dat geet leider aus deem Rapport net ervir, an et kéint ee bal soen et wär eng kleng Geschichtsverfälschung, déi hei gemaach gëtt.

D'Kreatioun deemools an der sozialliberaler Koalitioun an de 70er Joren ass aus der Erkenntnis eraus komm, dass Immigratioun ebe kee Phenomeen wéi d'Wieder wär, mä en Thema fir d'Politik, an dass d'Immigratioun net méi nëmme kéint wéi e Konjunkturpuffer agesat ginn, wéi et am Ufank vun der Stolindustrie nach de Fall war - den

Här Fayot huet virun a méi daitleche Wieder geschildert wéi déi konkret ausgesinn huet -, mä dass Deeler vun der Ekonomie guer net méi kéinten ouni d'Immigratioun funktionéieren, an dass doriwwer eraus och den Apport vun der Immigratioun fir d'Demographie géif gebraucht ginn. Dat war deemools eng Erkenntnis, zu där mer dann elo nach eng Kéier kommen, nodeem dann e grousst Lach dertëscht war vun engem Véirelsjorhonnert.

Et feelt an deem Rapport hei och eng Erklärung dofir, firwat tëschent 1979 an haut et net zu enger reeller Entwécklung vun deem Stattssekretariat komm ass. Mir hunn haut e Commissariat aux étrangers, wou ee wierklech net ka soen, dass et géif politesche Virdenker spillen. Do gëtt eng Gestioum vum Bestehende gemaach, do gëtt sech ganz vill mat der Asylproblematik beschäftegt an doniewent och nach e Conseil national pour étrangers begleet, mä do gëtt eigentlech awer keng reell Immigrationspolitik méi gemaach. An dat war jo awer eigentlech deen Usaz, deen an de 70er Joren entstanen war. Här President, an engem Land wou d'Immigratioun een Hauptstandbeen ass, schonn zënter Jorzéngten, ass dat eigentlech relativ absurd. Et weist och wéi ee Laiser-faire an deene leschte Jorzéngten eigentlech an deem heiten Dossier geherrscht huet.

Wann hei vun engem Stattssekretariat geschwat gëtt, da menge mir als Gréng, mir misste längst schonn un e Ministère denken, e Stattssekretariat geet eigentlech guer net duer. Ech ginn lech och d'Beispiller. Mir hunn am Ausland schonn a ville Länner Ministèreen, et sinn net ëmmer déi beschte Beispiller, wann ech elo bei Dänemark ufänken, mir hunn awer a Kanada e Ministère des Affaires civiques et de l'immigration, a verschidde Länner wéi dem Québec oder Manitoba gëtt et dann och erëm eng Kéier spezifesch Immigrationsministèren, zu Hongkong, zu Myanmar, op der Ile de Réunion, hunn ech alles am Internet fonnt, gëtt et Ministère à l'immigration.

Dir wäert mir elo soen: Dat si Länner, déi net mat Lëtzebuerg komparabel sinn! Wann een awer d'Lëtzebuergescher Sociéité analyséiert, déi sech zesummesetzt aus Autochthonen, Frontalieren, europäesche Funktionären, traditionellen Immigranten, Saisonarbeitsbechter, Demandeurs d'asile, an ech weess net aus wéi vill Nationalitéiten, dass sech déi Gruppen all zesummesetzen, da kéint een d'Fro awer wierklech och ëmdrënen a soen: Wéi ass et méiglech, dass mir hei zu Lëtzebuerg ëmmer nach kee Immigrationsministère hunn? En Immigrationsministère, deen och bestreift wär, där Segmentéierung an deem Éclatement vun der Gesellschaft entgéintzewirken, wou jo awer eng reell Gefor zu Lëtzebuerg besteet.

Dir Dammen an Dir Hären, déi 25 Joer tëschent 1979 an haut, dat sinn natierlech och déi wou d'Reformpartei CSV op d'Brems gedréckt huet. Ech ginn d'Beispill vun der politescher Participatioun, d'Schreckgespenst vum portugisesche Burgermeeschter, d'Beispill vun der Naturaliséierungspolitik, d'Beispill vun der Permissiounspolitik am Aarbechtsberäich, d'Beispill vun der Schoulpolitik, dat sinn alles Beispiller wou ee gesäit, wéi et der CSV mat der Immigrationspolitik während Jorzéngte gemengt war. An dat sinn net nëmmen, Dir Dammen an Dir Hären, verluere Joren, dat si Joren déi et egal gemaach hunn, déi d'Zesummeliéwen oder éischer d'getrennte Liewe vun de verschidde Communautéiten zu Lëtzebuerg gepréigt hunn, an och vläicht Attitude vu Mësstrauen an Désintéret tëschent Lëtzebuergescher an Net-Lëtzebuergescher an ëmgedréint zementéiert hunn. Wann also deen Débat vun haut eppes Guddes kann hunn, dann ass et vläicht fir deen Usaz erëm opze-

gräifen, deen ee Moment do war, a Konzepter vun enger moderner Immigrations- an Integrationspolitik unzedenken.

Här President, ech wëllt dann op eise Modell ze schwätze kommen - ech muss mech schonn e bësse méi kuerz faassen, gesinn ech -, dee vun der Prémisse ausgeet, dass Immigrationspolitik méi ass wéi en ekonomeschen Deal, och wann dat den Ausgangspunkt ass, mä dass aus deem Zesummentreff vu Mënschen a Kulturen eng Valeur ajoutée soll entstoen, eppes wat een an Däitschland géif „Wirkgefühl“ nennen.

Mir baséieren eis bei eise Modell, dee mer iwwerengs scho virun dräi Joer presentéiert hunn, op d'Recommandatiounen vun der EU-Kommissioun, wéi se an der „Communication sur une politique communautaire en matière d'immigration“ ausgedréckt goufen. Ech huele just e puer vun deene Recommendations eraus.

Eng alleréisch, d'Kanäl vun der Immigratioun erëm opmaachen, a se un den ekonomesche Besoinen ausrichten, déi och evolutiv sinn, déi Leit eraloossen, déi eng Aarbechtsoffer kënnen virweisen, déi Leit, déi Demandeur d'asile oder déboutéiert sinn an eng Aarbechtsoffer kënnen virweisen, och zouloossen zum Aarbechtsmaart; Politicken ausschafen, déi souwuel dem Pays d'origine wéi och dem Pays d'accueil wéi och den Immigranten an Immigrantinnen selwer zegutt kommen, dat heescht zum Beispill der Fuite des cerveaux versichen entgéintzewirken - och wann dat keen einfachen Thema ass -: de Konzept vun der Préférence communautaire méi flexibel maachen - dee Kritär soll erfëllt sinn, soubal eng Plaz eng gewësen Zäit ausgeschriwwen an net duerch en EU-Ressortissant besat gouf, fir dass dann eventuell eng Persoun aus engem Drëttland déi Plaz ka besetzen -: Immigratioun och an de Memberstaten esou organiséieren, an dat ass en zentrale Punkt, dass se no den historeschen a kulturelle Liené mam Pays d'origine geschitt.

A wa mir dee leschte Punkt op Lëtzebuerg uwenden, dann ergëtt sech fir eis en Immigrationsmodell op dräi Piliere. Engersäits natierlech déi klassesch EU-intern Immigratioun, zweetens Accords de main-d'oeuvre mat Net-EU-Länner, mat deene mir awer historesch Lienen hunn. Wéi eng kënnen dat sinn? Mä ganz konkret zum Beispill de Cap-Vert, mat deem mir méttlerweil wierklech schonn historesch Lienen hunn, awer och verschidde Balkanlänner, wou mir duerch de Krich an duerch d'Refugiéé Liené kritt hunn, ech denken do u Montenegro. Do sinn iwwerall scho Kontakter a Liené entstanen, déi ee kéint sénnvoll notze fir eng Immigrationspolitik.

Drëttens eng Weiderentwécklung vum Konzept vun der Groussregion, wou nationalstaatlech eegen Interesse laangfristeg géifen enger kooperativer Politik Plaz maachen. Dat ass vläicht dee schwierigste Kapitel an deen, bei deem mir am längste wäerten Zäit brauchen, fir zu enger sénnvoller Politik ze kommen, well dat, wat haut geschitt, do gëtt jo haaptsächlech versicht d'Tatsaach, dass Grenze bestinn op alle Säite vun de Grenze fir eegen Interessen auszenoten, a fir déi ofzebaue wäert et sécherlech nach eng ganz laang Zäit daueren.

Här President, dann deen neie Ministère à l'Immigration, oder à l'Intégration, sou wéi mir en deemools proposéiert hunn, deen dat alles misst ronbréngen, dee misst eiser Meenung no véier Haaptaktionsinstrumenter hunn. Éischters eng Cellule de recherche, zweetens en neie Conseil national à l'Intégration, deen aus dem besteende Conseil national pour Étrangers géif ervirgoen, drëttens eng Administration à l'Intégration, véiertens dezentral Formalitéitszentren, a



fénneftens eng Antirassismus-agence.

Dir gesitt, dass verschidden Id-dien, déi elo am Rapport vun der Kommissioun stinn, mir schonn an eiser Propos vun 2001 ugedeit hatten, a si sinn och net op eiser Méscht gewuuss, mä dat sinn Id-dien, déi an anere Länner schonn an de Konzepter vun Integratiounsprogrammer existéieren. An natierlech sinn déi Inhalter an déi Approchen, déi mir bei esou engem Instrument géife gesinn, zum Deel anerer.

Well, wat heescht Integratioun? Et ass virduu scho versicht ginn, fir Definitiounen zu deem Begrëff ze ginn. Ech wéilt hei de Kofi Annan zitieren aus senger Ried, déi e virum Europaparlament gehalen huet, wéi en de Sakharovpräis virun e puer Deeg kritt huet: „Integration is a two-way street, immigrants must adjust to their new societies and societies must too. The word 'integrate' literally means 'to make whole'.“

Dat heescht also net Assimilatioun à tout prix. Dat heescht net, wéi et an Däitschland diskutéiert ginn ass, Ennerwerfung ënner eng Leitkultur, mä dat heescht d'Schafe vun enger gemeinsamer Basis, op déi sech all Membre vun der Gesellschaft kënne bezéien. Dat heescht souwuel fir d'Immigrante sech ze adaptéieren wéi och fir déi Autochthon, dass dat, wat ëmmer war, oder vun deem si gemengt hunn, dass dat ëmmer war, sech wäert veränneren.

Just e puer Wierder méi zu deem Konzept vun engem Ministère. Ech hu schonn déi eenzel Elementer opgezielt, wéi déi Cellule de recherche et de développement, déi ganz wichteg wär fir d'Besoine vun Aarbechtsmaart festzestellen, déi awer och géif Konzepter vun Immigratiounspolitik entwerfen a Recherchen an Etüden iwwert déi verschidden Zilgruppe respektiv iwwert déi verschidde Problematiken ustellen, déi sech an deem Kontext stellen. Zum Beispill Aarbecht, zum Beispill Schoul, Diskriminéierung oder Frontalieren. Et gétt sécherlech aner Beispiller méi.

An deem Kontext, Här President, wéilt ech iwwregens och eng Motion déposieren, well niewent der Utopie, déi ech hei versichen ze entwéckelen, gétt et natierlech och konkret Weeër fir zu där Utopie ze kommen, an déi bestoend Usätz vun Recherche, déi et haut scho gétt am Beräich vun der multikultureller Gesellschaft, misst een onbedéngt an déi Richtung virunentwéckelen.

### Motion 2

*La Chambre des Députés, considérant*

- que dans le cadre du développement des structures de l'Université de Luxembourg, les centres de recherche publics sont en train de connaître des évolutions importantes;

- que le programme de recherche „Vivre demain au Luxembourg“ qui avait été lancé dans le cadre du Fonds national de la Recherche n'a pas connu jusqu'ici le succès escompté;

- qu'au sein de l'unité de recherche STADE, intégrée à l'Université de Luxembourg, un Centre Interdisciplinaire d'Études sur le Luxembourg (CIEL) avait été annoncé;

- que de telles structures pourraient utilement servir à la recherche sur le modèle luxembourgeois d'immigration et de multiculturalité;

invite le Gouvernement

- à tenir la Chambre au courant des développements en matière de recherche sur les migrations;

- à encourager par tous les moyens la recherche dans ce domaine et à analyser les causes des difficultés de démarrage qui s'y présentent en vue d'y remédier;

- à envisager la création spécifique d'un centre de recherche public sur la société multiculturelle ou alternativement, à formuler une mission précise allant dans ce sens aux structures de recherche existantes;

- à prévoir un rôle clé pour une telle structure dans le cadre de la création d'un ministère, voire d'un secrétariat à l'immigration.

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg.

Deen zweete Punkt vum Conseil national de l'Intégration: Wéi scho gesot misst do eng Weiderentwécklung kommen a méi Kompetenze fir esou ee Conseil, och méi Befugnisse an eng Mat-sprooch iwwert d'Integratiounspolitik.

Dann, d'Häerzstück vun deem Ganzen: Eng Administratioun, déi d'Immigratiounsziler géif festleeën op d'Proposition vun deem Conseil de l'Intégration an an Ofstëmmung natierlech mam Parlament. Eng Administratioun, déi awer ganz konkret Integratiounsmesurë géif huelen, wéi zum Beispill Integratiounscoursen.

Och do wéilt ech nach eng Kéier eis Approche erklären, déi anescht ass wéi déi am Rapport. Mir mengen, dass Integratiounscoursen eigentlech haaptsächlech da Sënn maachen, wann d'Leit an d'Land kommen. Et huet kee Sënn, engem, dee fénnef oder vläicht nach méi Joren zu Lëtzebuerg war, ze soen: Jo, wann s du awer elo wëlls e Lëtzebuurger Pass kréien, da, Männi, da gees du awer elo emol a Coursen an da sees du eis emol déi véier lëtzebuergesch Keeseren op, déi et eng Kéier an der Geschicht gi sinn.

### (Interruptions)

Här President, mir mengen, dass deen Integratiounscours fir d'Primoarrivante soll sinn, dass deen d'Leit soll virbereeden op dat Liewen, wat se hei zu Lëtzebuerg wäerte féieren an net um Schluss vun där Evolutioun soll stoen.

D'Coursé wende sech iwwregens och u ganz verschidden Zilgruppen. Dofir muss se och verschidden Angeboter ginn. Ech ginn lech e Beispill. Ech hunn an deenen Dokumenter, déi mir kritt hunn, en Interview mat enger portugisescher Fra gellies, déi 1993 op Lëtzebuerg komm ass, dat sinn zéng Joer hier. Zënterhier huet sech vläicht Verschiddenes geännert, mä trotzdem huet et mech frapféiert. Si ass gefrot ginn, ob se da Lëtzebuerg scho kennt hätt. Nee, sot d'Fra, si huet net gewusst, wou Lëtzebuerg géif leien, si hätt ni virduu vu Lëtzebuerg gehéiert, ier dass se heihinner komm ass. Dunn huet hir Interviewpartnerin se gefrot: „Jo, hutt Dir dann net op enger Landkaart gekuckt?“ Do huet d'Fra gesot, si haten doheem keng Landkaart.

Sou einfach sinn d'Situatiounen heiansdo an esou ënnerschiddlech kënne se och sinn. Op Lëtzebuerg kommen Akademiker, mä et kommen och Leit aus ganz aarme Verhältnissen, Leit, déi sech emol vläicht net bewusst sinn, wat et heescht ze immigréieren. Dat muss een alles bedenken, wann ee versicht eng Integratioun ze maachen a wann een déi verschidden Angeboter wëllt ausschaffen, déi noutwendig sinn: um Niveau vun der sproochlecher Ausgangsbasis, um Niveau vun Ausbildung a Wëssen, wat déi Leit hunn. Jonk Leit, al Leit, Frontalieren, Résidenten, Laangzäit- oder Kuerzzeitpenthalt, alles dat mécht, dass déi Angeboter, déi een do mécht, net kënnen uniform sinn a mat der Géisskan ausgedeeelt ginn, mä dass se mussen op déi verschidden Situatiounen adaptéiert ginn.

Här President, ech muss e bëssen ofkierzen. Ech wéilt awer drop hiweisen, dass et an deem Kontext och schonn eng Kéier eng Motioun ginn ass, wat Integratiouns-

Sproochecoursé betrëfft. Net nëmmen, dass mir dat deemools, wéi mir iwwert d'Nationalitéit heibanne geschwat hunn, an enger Proposition de loi ageschriwwen haten, mä well mir woussten, dass een op alle Fronte muss schaffen, do hate mir deemools eng Motioun agereecht iwwer e Congé linguistique.

Dat war eng excellent Motioun. Leider ass se deemools ofgelehnt ginn, well den Här Frieden gemengt huet, ech zitieren lech dat: „... dass mir keng nei zousätzlech Congéen och an anere Beräicher géingen aféieren, well et gläich onméiglech gétt fir d'Leit nach iwwerhaapt e Patron ze fannen, dee se wëllt astellen, well se permanent wéinst iergendengem anere gudden Grond Congé hunn“. Mat deem Argument ass deemools de Congé linguistique ofgelehnt ginn. Natierlech hu sech d'Majoritéitsparteien un d'Devis vun hirem Minister gehalen. Dofir fannen ech et ëmsou méi interessant, dass dann haut awer de Congé linguistique an där Motioun, déi herno da wäert diskutéiert ginn, erëm eng Kéier erakomm ass an dass d'Majoritéit do e relativ plötzleche Sinneswandel gemaach huet.

Här President, just e puer Wuert den horizontalen Kompetenz vun esou enger Administratioun. Kontakter zum Ministère wéi deem vun der Aarbecht, vun der Justiz, wat d'politesch Rechter betrëfft, vum Intérieur, wat d'Liewen an der Gemeng betrëfft, vun der Educatioun sinn natierlech noutwendig, fir dass dee Ministère kann effizient schaffen an dofir muss Lieën geschafe ginn an dofir menge mir, dass ee misst d'Délégués à l'intégration aféieren.

Nach ee Wuert zur Problematik vun der Nationalitéit. Och hei stellen ech mat Zefriddenheet fest, dass elo an der Motioun, déi virduu deponéiert ginn ass, gesot gétt, et sollt een awer emol iwwert d'duebel Nationalitéit „un débat démocratique“ zouloossen. Och hei muss mer feststellen, dass mir zënter Joren eng Proposition de loi do leien hunn, dass mer och virun e puer Deeg eng Prise de position vun der Regierung kritt hunn, wou gesot gétt, d'Regierung kënn net op déi Fro agoen, well de Premier eng Kéier 2002 gesot hätt an enger Deklaratioun zur Lag vun der Nation, déi Debatt kann eréischt gefouert ginn, wa sech no Debatten e kloren Opdrag vum Wieler an déi Richtung erauskristalliséiert. Och hei alt erëm e kleng Widder-sproch, dee sech bemierkbar mécht. Mir si frou, datt ëmmerhin dat Émdenke komm ass. Mir wëllen awer doriwwer erausgoen an am Beräich vun der Demokratie drop hiweisen...

### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Ech verstinn et och net méi.

■ M. le Président.- Ech géing lech em e bësse méi Opmierksamkeit bieden.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, mir wëllen drop hiweisen, datt et am Beräich vun der Demokratie net nëmmen d'Fro vun der duebler Nationalitéit gétt, mä datt et eng ganz Rei vun anere Froe gétt: déi vun der Reform vum Conseil national pour Étrangers, déi vun der Reform vum Commissions consultatives communales, och d'Fro vun nationale Wahlrecht, ob dat schonn domat geléist ass, datt mer eventuell eng Kéier eng duebel Nationalitéit aféieren. Och an deem Beräich hu mer eng Motioun preparéiert, fir dass mer kënnen net nëmme bei der duebler Nationalitéit stoe bleiwen, mä och déi aner Débaté féieren.

### Motion 3

*La Chambre des Députés, considérant*

- qu'au Luxembourg, une part de plus en plus importante de la population résidente est exclue du processus de décision au niveau national par le fait de ne pas être en possession de la nationalité luxembourgeoise;

- que le Conseil national pour Étrangers, seul organe officiel à représenter la population non luxembourgeoise au niveau national, ne joue actuellement qu'un rôle limité dans la prise de décision politique;

- que le Luxembourg maintient jusqu'ici ses dérogations en ce qui concerne le droit des personnes non luxembourgeoises à devenir membre d'un conseil échevinal;

- que le fonctionnement des commissions consultatives pour étrangers est actuellement freiné par les dispositions d'un règlement grand-ducal suranné;

invite le Gouvernement

- à lui présenter, après concertation avec le Conseil national pour Étrangers, un projet de loi réformant les structures de cet organe dans le sens d'une plus grande participation de celui-ci au processus de décision politique;

- à donner notamment aux avis du Conseil national pour Étrangers le même statut qu'à ceux des chambres professionnelles;

- à introduire des élections directes pour assurer la représentativité de cet organe;

- à séparer les fonctions de président-e du Conseil de celui de Commissaire aux Étrangers;

- à donner au Conseil national pour Étrangers les moyens financiers et les ressources humaines nécessaires à un fonctionnement efficace;

- à revenir sur le principe que la majorité de ses membres doit être de nationalité luxembourgeoise;

- à abolir les dérogations existantes en matière de droit de vote par rapport aux personnes résidentes non luxembourgeoises;

- à accomplir dans les meilleurs délais la réforme du règlement grand-ducal du 5 août 1989 en y intégrant les propositions élaborées par le Conseil national pour Étrangers;

- à faire analyser par des expert-e-s en droit, en complément de l'étude sur la citoyenneté multiple, la question de l'accès des personnes non luxembourgeoises au droit de vote national.

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg.

Ech kéim dann zum Schluss. Fir esou e Ministère op d'Been ze stellen, brauch een natierlech de politesche Wëllen an dann natierlech och den noutwendige Budget an déi personell Ressourcen dozou. Mir sinn der Meenung - am Ennerscheed zum ADR, deem dat jo virduu hei ukléngelooss huet, datt d'Immigratioun just Käschte géif bedeuten -, datt dat sech op Dauer géif ekonomesch och bezuelt maachen, mä datt et virun allem awer gutt wier fir d'Lëtzebuurger Gesellschaft.

An deem Sënn sinn d'Wierder vum Kofi Annan, ech zitieren en dann nach eng Kéier, net nëmme fir Europa gültig, mä och fir Lëtzebuerg: „The message is clear: Migrants need Europe, but Europe also needs migrants. A closed Europe would be a meaner, poorer, weaker, older Europe. An open Europe will be a fairer, richer, stronger, younger Europe - provided Europe manages immigration well.“ An dann nach ee lescht Zitat, vläicht méi ee geblummelecht.

### (Interruptions diverses)

Jo, vläicht fir deen Débat hei op en aneren Niveau wéi dee vun der

renger wirtschaftlecher Approche ze hiewen.

### (Interruptions diverses)

Neen, ech wëll dat och elo net verallgemengeren. En Zitat vum Salman Rushdie, Gott sei Dank op däitsch. „Um uns zu erklären warum wir an unserem Geburtsort hängen, geben wir uns als Bäume aus und sprechen von Wurzeln. Schauen Sie unter Ihren Füßen nach. Sie werden keine knorrigen Wurzeln finden, die aus den Sohlen sprießen.“

Fortgoen, Dir Dammen an Dir Härren, vun enger Plaz wou ee gär ass, dat mécht een net einfach esou. Et geet ee fort, vläicht well et anzwousch anescht besser ass, vläicht well ee verfollegt gétt oder bedrängt. Vläicht well engem seng Heemecht einfach net méi existéiert. Et geet ee vläicht fort well ee mat senger Famill wëllt zesumme sinn oder aus renger Abenteuerloscht. An all Fall brauch et Courage fir dat ze maachen. Vläicht sollte mer dat och mol eng Kéier honoréieren. Ouni déi Mobilitéit vun deene Leit wier déi modern Welt guer net méiglech.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ M. Serge Urbany (déi Lénk).- Merci, Här President. Wann et esou eppes wéi eng Lëtzebuurger Identitéit gétt, dann ass et déi, déi vu ville Migratiounswellen, esouwuel Immigratiounswellen, wéi och heiansdo Emigratiounswellen - och Lëtzebuurger ware Migranten an der Geschicht -, déi esou staark geprägt ass, wéi wuel a kengem anere Land. Déi Lëtzebuurger Identitéit ass entstanen am Zesummeschaffen an am Zesummeliewen, an heiansdo och Zesummekämpfen a kriteschen Zäiten, an dat iwwer Jorzéngten, wann net esouguer während engem ganze Johonnert.

Déi Identitéit ass och net eesäitig, well wéi vill onsichtbar kulturell an identitär Fiedem verbannen zum Beispill e Lëtzebuurger, deen an Italie reest, mat deem Land mat deem awer een Deel och vun eiser Identitéit verbonnen ass. Dofir gefält mer och déi global Ausrichtung vun deem Bericht hei net, an zwar well en haaptsächlech vun zwou Obsessiounen ausgeet, engersäits eng reng ekonomesch Approche vun der Immigration an anerersäits eng zwangswies Integratioun oder besser Assimilatioun vun den Ausländer un déi sou genannt Lëtzebuurger Identitéit an déi sou genannt Lëtzebuurger Wäerter.

Et gétt zum Beispill an dem Rapport virgeschloen ze ënnersichen, ob een d'Ausländer ka forcéiere Lëtzebuergesch-Coursen ze beleeeën, ier se autoriséiert gi fir heihinner schaffen ze kommen. De Rapport gétt iwwregens zou, dass esou Zwangsmoosnamen als diskriminéierend ugesi ginn an als Hindernis bei der Ausübung vun hirem Recht op fräi Zirkulatiounen. An ech mengen, do läit awer och schonn e gewëssend Zougständnis dran, dass mer hei eppes vun Net-Europäer fuerderen, wat iwwert d'normal Rechter erausgeet vu fräie Bierger an Europa.

An ech si grondsätzlech der Meenung, dass eng opgedrängten Identitéit nëmme eng Oflehnung ka provozéieren. Wann zu Recht am Rapport ënnerstrach gétt, dass et zu Lëtzebuerg, trotz héijem Taux vun Ausländer, keng gréisser Spannung geëtt, hânt dat och vläicht zesumme mat enger gewësser Toleranz, déi bis elo bestanen huet. Mir sinn dofir als „déi Lénk“ géint all obligatoresch Sproochen- an och aner Coursen, fir eis immigréiert Matbierger. Eng



Proposition, déi am iwwrege jo guer net dem énnerschiedleche sozialen a kulturelle Background vun deene Leit Rechnung dréit an och a ville Fäll als sozial diskriminatöresch muss emfonnt ginn.

Mir sinn awer selbstverständlech dofir, dass fräiwëlleg Sproochcourse während der Aarbechtszäit ouni Lounausfall kënnen a sollen ofgehalen ginn. Enner Integratioun verstinn ech niewent esou fakultative Coursen éischer eng Integratioun am Aarbechtsprozess an eng sozial Integratioun am Wunnengsëmfeld. D'Benotze vun Lëtzebuergesche muss éischer e Resultat si vun der Integratioun, wéi eng Viraussetzung fir d'Integratioun.

Viraussetzung vun Integratioun ass a mengen Aen an alleréischer Linn d'Gläichheet. Zum Beispill de gläichen Zougank zu der Schoul oder de gläichen Zougank zu aneren Aarichtungen, zum Beispill Crèche, aner Gemengendéngschtleeschungen an esou virun. Grad op deene Gebidder gëtt awer vill geschwat vu käschendeckende Präisser, déi do missten agefouert ginn. Well mer Steieren nogelooss hu fir déi méi räich Leit, well mer Steieren nogelooss hu fir d'Betriber, muss elo an de Gemengen alles op eemol käschendeckend ginn an dat stellt selbstverständlech grouss Problemer fir déi auslännesch Leit, mä och fir déi Lëtzebuerg, déi mat klunge Paieren an de Gemenge wëlle vun esou Institutionen an Déngschtleeschungen profitieren.

Ech mengen, dat wier méi eng wichteg Viraussetzung, déi ze schafe wier, wéi déi d'Lëtzebuerg Sprooch ze kennen. Just ech fannen am Bericht näischt iwwert déi Aspekter erëm.

Den 13. Juni si bekanntlech Wahlen zu Lëtzebuerg. Mä egal wéi déi Wahlen ausginn, kann ee roueg elo schonn hir Legitimitéit zu engem Deel a Fro stellen, wann ee bedenkt, dass 38% vun der Bevölkerung net un hinne wäerten deelhuefen. Et gëtt zwar déi positiv Roll vun der Immigratioun fir Lëtzebuerg op ville Plazen ennerstrach, mä ech mengen wa se net hir vollstänneg politesch Rechter hunn, déi Leit, déi hire Beitrag awer zu eiser Gesellschaft leeschten, dann ass dat net richtig.

Et gëtt och virgeschloen, d'Méiglechkeet vun der duebeler Nationalitéit anzeféieren. Ech hunn och am Prinzip näischt géint esou eng Fuerderung, mä ech ginn den Androck net lass, wéi wann och do virun allem eng irrational Angscht géif virherrsche virun Abüen. Et gëtt geschwat et misst do e Lien véritable et authentique bestoen. Et gëtt souguer am Rapport geschwat vu Liens d'allégeance zu engem Land. Dat si jo mëttelalterlech Begrëffer, déi do gebraucht gi fir dat ze definéieren wat d'Nationalitéit eigentlech soll sinn, an ech fannen dat och relativ signifikativ, an ech froe mech wéi déi Liens véritables et authentiques dann do solle gepréift ginn. Et kann ee faerten, dass och dat Ulass gëtt zu weidere restriktive Gesetzer. Mir kenne jo d'Naturalisatiounspraxis wéi se de Moment besteet. Ech mengen, dass déi restriktiv ass an dass och zum Beispill keng Recoursmëiglechkeete virgesi si fir déi Leit, déi debutéiert ginn.

Iwwert d'duebel Nationalitéit eraus, mengen ech, misst een awer nach weider Moosnamen aféieren, an ech wëll der do zwou nennen. Dat ass éischters déi vum Droit du sol. Ech mengen wann een hei gebuer ass, soll een och grondsätzlech d'Lëtzebuerg Nationalitéit kënnen kréien. Dat ass eng Institution, déi iwwerholl ass vum franséische Recht, déi och op d'Franséisch Revolutioun zréckgeet an déi, mengen ech, positiv dem Droit du sang géigeniwwersteet. Zweetens mengen ech muss mer endlech um nationale Plang allen Awunner déi politesch Matbestëmmungsrechter ginn, déi se jo scho bei de Gemengewahle kritt hunn an déi souguer

viru kuerzem nach op all net kommunautär Awunner ausgedehnt gi sinn. Mir ginn dovunner aus, dass eng Persoun, déi hei leeft, schafft a konsuméiert, Steiere bezilt an och cotiséiert, och iwwert d'Gestioun vum Land muss kënnen matbestëmmen.

Ech mengen och, dass aner Schrëtt nach mussen ennerholl gi fir d'Participatioun vun den auslännesche Matbierger un de Wahlen um kommunale Plang zum Beispill ze facilitéieren. Ech mengen och et misst do zu enger automatescher Aschreiwung no enger minimaler Residenzdauer an d'Wahlleschte kommen, wann ee wëllt d'Gläichheet mat de Lëtzebuerg hierstellen. Ech mengen souguer, dass dat och eng sozial Fro ass, well besonnesch vill kleng Leit, déi net esou Zäit hu fir sech ze informéieren iwwert d'Politik, géife sech vill méi dofir interesséieren wa se wësst, dass se an de Wahlleschten ageschriwwen wieren an dass se och e Recht hätten, hei mat wilen ze goen.

Da wëll ech op d'Fro vun de Grenzgänger nach agoen. Et gëtt am Bericht vun der wichtiger Roll vun de Grenzgänger geschwat, et gëtt dovunner geschwat, dass se eng onverzichtbar Roll fir eis Ekonomie spillen. Et ass gewosst, dass si e groussen Deel vun de Wäerter duerch hir Aarbecht schaffen, déi hei am Land geschafft ginn an déi och dozou féieren, dass et hei am Land méi héich Tauxe vu Wuesstum gëtt an deene leschte Jorzéngte wéi an deene Länner ronderëm. De Rapport deet awer menger Meinung no ze vill d'Frontalieren esou of, wéi wa si keng richtig Immigrante wieren, well si wiere jo eigentlech net integréierbar.

Elo ass erëm déi Fro vun der Integratioun, déi do eng Roll spillt, an ech wëll einfach emol prinzipiell dat contestéieren, dass d'Frontalier kee Faktor vu soziale Bezéiunge solle sinn. D'Aarbechtsëmfeld ass och e soziaalt Feld, an ech sinn do éischer mam Här Fayot d'accord wéi mat der Madame Wagener. Ech plädéieren dofir, dass een déi sozial Bezéiungen, déi duerch d'Presenz vun de Frontalieren, dat si jo Leit, déi wunnen net wäit iwwert d'Grenz, heiansdo nëmmen e puer Kilometer, dass een déi sozial Bezéiungen op jidde Fall an der Grande Région nach muss ausbauen, an ech mengen och, dass et misst zum Beispill...

**Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Ech mengen, do hutt Der awer eppes falsch verstanen. Ech soen net, dass een déi net soll ausbauen, mä ech mengen, dass et falsch ass, nëmmen op d'Frontalieren ze setzen an ze mengen, d'Immigratioun wier méi problemaresch.

**M. Serge Urbany (dÉi Lénk).** - Ech mengen op jidde Fall, dass d'Frontalier méi no bai wunne wéi vill Leit, déi ee vläicht iwwer Accordé komme léisst vu wäit hier, an dass déi Grande Région esou wéi mer se virfannen awer net nëmmen e wirtschaftleche Kontext ass, mä och e soziale Kontext an deem Frontalieren eng gewësse Roll spillen, déi de Moment vläicht reng ekonomesch ausgeriicht ass, mä déi, mengen ech, awer dru géif gewannen, net nëmmen fir d'Frontalieren, mä och fir eis, wann ee géif déi ausdehnen nach op weider sozial Relatiounen. Ech denken zum Beispill u Conseils de frontaliers, u Matbestëmmungsorganer, wou d'Frontalier kënten hir Leit dran delegéieren, déi géife matdiskutéieren iwwer gewëssen Aspekter vun der Lëtzebuerg Politik.

Am Rapport stellen ech just fest, ginn d'Frontalier meeschtens als en Ëmweltbelaaschtungsfaktor ugesinn. Et gëtt bedauert, dass nëmmen 7% vun hinnen den öffentliche Transport benotzen. Et gi Léisunge virgeschloen mat Bus- an Zuchverbindungen, géint déi ech natierlech net sinn, mä ech be-

dauere just, dass déiselwech Leit déi dat virschloen de BTB-Projet torpedéiert hunn - et ass schonn eng Kéier hei gesot ginn -, deen eng ideal Léisung grad fir d'Frontalier gewiescht wier andeem e se mam Zuch bis an de Stadkär erabruucht hätt.

Dir Dammen an Dir Hären, am Bericht gëtt belicht a wat fir enge Secteure vun der Lëtzebuerg Wirtschaft e Mangel un Aarbechtskräfte besteet. Ech sinn och net géint eng geziilt Immigratiounspolitik, zum Beispill iwwer Accords de main-d'œuvre. Mä ech mengen awer, dass déi da missten - an ech mengen do ass och d'Madame Wagener bestëmmt mat mir d'accord - geziilt a Richtung goe vun deene Länner, wou déi gréisste Besoinen duerno géife bestoen, zum Beispill a Richtung vun Ex-Jugoslawien. An ech fannen de Rapport schweigt sech awer komplett doriwuer aus. Ech fanne kee Wuert am Rapport, an dat ass awer eng wichteg Fro vun der Immigratiounspolitik an Zukunft, mat wat fir Länner dann déi Immigratiounsaccordé solle getraff ginn.

Et ass emol gesot ginn, mat den neie Baitrëtslänner sollen esou Accordé getraff ginn. Dat wier jo dann aux dépens vun deene Länner, déi ech elo just genannt hunn. Duerfir ass och vläicht déi Begrenzung agefouert gi vun der fräier Zirkulatioun vun deene Leit fir kënnen Immigratiounsaccordé mat hinnen ofzeschleissen elo an deenen nächste Jore. Ech weess et awer net. Ech kann nëmmen roden, well - wéi gesot - am Rapport fannen ech kee Wuert doriwuer.

E lescht Wuert nach zur Asylpolitik. Déi ass ausgespuert ginn hei, a wann een esou heikel Themen ausspuert a se net positiv upaakt a versicht se positiv ze léisen, da kritt een natierlech d'Diskussioun heiansdo eragedroen op eng negativ Aart a Weis, an dat ass déi Diskussioun, déi mer elo virdrun hei haten. Ech mengen et ass eng déif Wonnen an der Lëtzebuerg Politik, dass se et net fäerdeg bruecht huet, an deen éischer zaghafte Régularisatiounsbeschloss vun 2001 unzknäppen an de Problem wéinstens vun deene Leit konkret ze léisen, déi zënter Joren hei wunnen an deenen hir Kanner och esouguer no klassesche Sproochekritären, déi méi hei wëllen aféieren, elo schonn eigentlech integréiert sinn.

Ech hunn elo héieren, de Spriecher vun der DP huet virdrun gesot, hie wier och fir eng Léisung vun deem Problem, an ech froen dann hei: Wat geschitt dann elo, wat mécht d'Regierung da fir déi Leit, déi scho jorelang hei wunnen, deenen hir Kanner hei an d'Schoul ginn, wat mécht se fir déi Leit ze integréieren? Ech stellen awer och fest, dass kee Regierungsvertreeder méi op der Bänk dohanne sëtzt.

Zum Ofschluss just wëll ech soen - Här President, ech sinn direkt fäerdeg -, dass dee Bericht hei op fundamentale Froen éischer eng ängschtlech Attitud géigeniwwer vun der Immigratioun beinhalt an och e gewëssen identitäre Repli undeit, net ze schwätze vun där ekonomesch-approcher, déi en huet vis-à-vis vun der Immigratioun, an ech hunn dat Ganzt elo emol nach nëmmen relativ positiv ausgedréckt. Ech mengen nämlech déi Entwécklung huet och villes ze di mat der Wirtschaftskris an där mer sinn, an eis Gesellschaft ginn a Richtung vu méi ongläichen a méi onsolidaresche Bezéiungen, vun deenen och d'Lëtzebuerg wäerte betraff sinn. Ech mengen och d'Lëtzebuerg hätte selwer Intérêt drun, eng positiv an eng solidaresch Haltung vis-à-vis vun der Fro vun der Immigratioun anzehuelen a gutt opzepasst op

déi, déi mat nationalistesche Slogane wëllen operéieren, fir vun deene wichtege soziale Froen, déi hannert deem Ganze stinn, ofzelenken.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Weiler agefroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Santer huet am Numm vun eiser Fraktioun eis Position zum Rapport vum Marcel Glesener duergeluecht. Ech wëll hei nëmmen kuerz op eng Rei vun Aussoen dräi Wieder soen, well meng Fraktioun a meng Partei ëmmer erëm an deem Kontext genannt gi sinn.

Éischters ass de Mëtteg versicht ginn, och hei zum Deel eng Debatt ze féieren iwwert d'Asylpolitik, an den Här Glesener huet virdrun ganz zu Recht gesot, dass dat eng Thematik ass, déi een net onbedéngt kann total trennen vun der Immigratiounspolitik. Mä et ass eng sensibel Thematik an deementsprechend verschléisst kee Mënsch sech enger Debatt doriwuer. Wa mer eng Debatt hei am Parlament wëllen organiséieren, da solle mer dat maachen. Mä virrangeg steet haut am Vierdergrond d'Immigratiounspolitik.

Dann, Här President, wëll ech soen, dass de Spriecher vum ADR hei dem Justizminister eng ongeheerlech Ennerstellung gemaach huet, an deem Sënn, wou e gesot huet, dass de Minister géif wessentlech a wëllentlech d'Prozedur verlängeren. Ech muss lech soen, dass ech am Numm vun eiser Fraktioun den Här Henckes opfuerderen, konkret an am Detail ze bewiesen an hei beim President, um Chambersbüro, ze deponéieren d'Beweiser fir déi...

**(Interruptions)**

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dat ass kee Problem.

**M. Lucien Weiler (CSV).** ...Ennerstellungen. Sot eis, wéi a wou an op wéi eng Manéier de Justizminister wëllentlech a wessentlech hei d'Prozedur verlängert.

**(Interruptions)**

Jo. Dat ass jo ganz einfach. Beweist Är Ennerstellungen oder wann Dir keng Beweiser dofir hutt, dann zitt se zréck. Sou kann een net hei verfuere.

Dann den zweete Punkt. Déi ganz Polemik ëm d'duebel Nationalitéit, déi och vum Här Henckes hei ugeschnidde ginn ass, a wouzou hie gesot huet, mir hätten elo den Här Delpérée gebraucht fir eis eng Position zurechtzeleeën. Hien huet dobäi och nach zitéiert d'Proposition de loi vun der Madame Wagener, déi vun der Regierung negativ aviséiert ginn ass.

Ech wëll lech soen, dass mir an där Fro do keng inkohärent Haltung hatten. Meng Partei an och d'Demokratesch Partei hatten an hirem Wahlprogramm vun 1999 d'duebel Nationalitéit net drastoen. Well dat eng ganz sensibel Matière ass a wëll et eng Matière ass, déi d'Leit dobaussen interesséiert, an déi een net einfach esou kann duerchéien, ware mir net d'accord fir am Kader vum Gesetz, mat deem mer d'Nationalitéitgesetz reforméiert hunn, déi duebel Nationalitéit anzeféieren, well mer gesot hunn, dat doten ass eppes, wat esou wäit geet, dass een dat net einfach esou ka maachen ouni et an engem Wahlprogramm ugesprach ze hunn.

Et ass net, wéi wann ni eng Regierung mol eppes géif maachen, wat net an hirem Programm stoung, mä wann et ëm esou Substanzfroe geet wéi déi doten, da mengen ech wier et fairnesshalber noutwendeg, dass een dat doten am Programm virgesäit an diskutéiert am Kader vun enger Wahlcampagne. Da

wëssen d'Wieler, wou se mat engem dru sinn.

Ech wëll awer hei soen, wann een d'Saache wëllt korrekt duerstellen, dann ass et esou, dass den Här Mosar schonn 2001 am Rapport iwwert d'Nationalitéitgesetz gesot a geschriwwen huet, dass et Zäit géif ginn, dass mer hei zu Lëtzebuerg déi Debatt iwwert d'duebel Nationalitéit seriö sollten ugoen. Mir hunn déi Zäit bei eis an der Partei ugefaangen doriwuer ze diskutéieren a mir sinn am Laf vum Joer 2002 zu där Iwwerzeugung komm, dass d'duebel Nationalitéit e wichteg Instrument kéint sinn a misst sinn, mä dass ee misst virsiichteg sinn an eréischt dann zu definitive Konklusiounen kommen, wann ee genee weisst, wat d'Konditiounen vun der duebeler Nationalitéit wieren an och wat d'Konsequenz um juristesche Plang wier. Wien den Avis vum Här Delpérée a sengem Kolleg gelies huet, dee weess, wéi vill Froen dass sech an där dote Problematik stellen.

De Statsminister huet virun zwee Joer och gesot, dass d'Regierung sech Gedanken an déi Richtung géif maachen, awer keng Décisioun wëllt huelen, well eben des Koalitionsparteien dat net an hirem Programm virgesinn haten, mä en huet dofir déi Etüd an Optrag ginn, fir datt mer en connaissance de cause le moment venu kënnen eis Décisiounen huelen, wa mer elo vu Spezialisten eng Kéier opgelécht kréien, wat d'Konditiounen a wat d'Konsequenz vun enger duebeler Nationalitéit kënn sinn.

Mäi Parteipresident, den Aarbechtsminister, huet scho virun zwee Joer op engem Kongress vun eis gesot - an dat stung an allen Zeitungen ze liesen -, dass mir géifen drun denken an d'Richtung vun der duebeler Nationalitéit ze goen an eis definitiv Haltung festleeën, wa mer dat wësst, wat ech virdrun hei opgelécht hunn. Eise Wahlprogramm wäert deemächst verabschied ginn. Ech wëll deem elo net virgräifen. Mä ech kann lech awer soen, dass mer méi wéi sécher an eise Wahlprogramm an déi dote Richtung ginn.

An dann, Här President, en drëten a leschte Punkt, deen ech uschwätze. Ech hat virdrun dem Här Henckes hei eng Fro gestallt a puncto Aussoe wéi en hei geschwat huet iwwert d'ganz Problematik vun der duebeler Nationalitéit, a puncto vun Aussoe vu sengem Parteipresident, wou dee gesot huet, dass och Ausländer kënnen d'Wahlrecht kréie respektiv Ausländer kënnen Minister hei ginn. Ech hu keng Antwort vum Här Henckes kritt. Mä ech krut awer an engem Zwëscheruff gesot, et misst een hei bei der Wourecht bleiwen. Ech hunn dat nach eng Kéier nogekuckt.

Et ass am „Jeudi“ vum 4. Oktober 2001, wou den Här Mehlen en Interview ginn huet, an ech zitéiere mol nëmmen net dat, well dunn ass deen Interview mat Kommentar a bësselche verméscht ginn. Mä ech zitéieren da mol nëmmen dat, wat am „Quotidien“, wat jo awer ni zréckgezu ginn ass, do als Zitat vum Här Mehlen steet: „Eligibilité oui...“ - fir d'Ausländer - „...“, mais sous certaines conditions, notamment la langue. Ministre? Pourquoi pas? Mais nous devons tout de même encourager l'acquisition de la nationalité, y compris grâce à la double nationalité.“

Wann ech dat analyséieren, Här President, da kann dat do jo näischt anescht heeschen, wéi datt gesot gëtt, jo Ausländer sollen hei kënnen matwiele goen. Si mussen d'Lëtzebuerg Nationalitéit net hunn. Si kënnen Deputéierte ginn. Si kënnen Ministere ginn. Mir mussen awer trotzdem encouragéieren andeem mir verschidde Konditiounen setzen, nämlech datt se Lëtzebuergesch kënnen schwätzen. Minister, firwat net? Mä et muss een awer trotzdem encouragéieren d'Lëtzebuerg Nationalitéit, an dat y compris la double nationalité.



Dat sinn d'Aussoen, déi de President vum ADR gemaach huet. Ech wollt hei nëmme froen, wéi d'Haltung dann dozou wier zu deenen doten Aussoen. Éischtens Auslänner, déi dat dote kënnen maachen, wa se dann d'Sprooch kennen, an obschonn mer se encouragéieren, eis Nationalitéit, mä et wier alles méiglech. A virun allem grâce à la double nationalité.

Wann ech den Här Henckes richteg verstanen hunn, ass den ADR géint d'duebel Nationalitéit. Or, hei seet awer de President vum ADR, Auslänner kënnen dat doten ënner deene Konditioune ginn, notamment grâce à la double nationalité. Dat kann ech awer nëmme esou verstehen, wéi wa gemengt wier, dass een da misst fir d'duebel Nationalitéit sinn, soss kënt ee jo net zu där Finalitéit, déi do gefrot ass.

Här President, dat war eben déi Fro, déi ech gestallt hat, op déi ech keng Äntwert kritt hat an dofir wollt ech dat nach eng Kéier hei soen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Den Här Graas huet d'Wuert.

**M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Fraktiounskolleeg Alexandre Krieps huet scho méi am Detail eis Positioun hei zu deem Rapport vertrat. Duerfir erlaabt mir vläicht nach op e puer punktuell Sujeten anzegoen.

D'Immigratioun ass jo ouni Zweifel en Thema, wat oft mat villen Emotiounen diskutéiert gëtt. Dat hu mer jo och erëm de Mëtten hei erlieft. Et stellt een och fest, dass jo ëmmer méi Leit wëlle virun allem aus wirtschaftleche Grënn hei op Lëtzebuerg kommen. Et ass och aus den Débaten hei kloer ervirgaangen, dass mir auslännesch Matbierger ouni Zweifel brauchen um Aarbechtsmaart. D'Tatsaach eleng, dass jo all Dag iwwer 105.000 Net-Lëtzebuerg an dëst Land schaffe kommen, seet jo och genuch.

Déi auslännesch Matbierger, déi natierlech wëllen definitiv an dësem Land bleiwen, hunn awer munchmol Schwierigkeete sech och richteg ze integréieren, an d'Haapthändernis ass jo a ville Fäll d'Sprooch. Dat ass de Mëtten hei vu ganz ville Riedner schonn ënerstrach ginn. Duerfir si mer als Demokratesch Partei och der Meinung, dass d'Integratioun virun allem sollt natierlech iwwert d'Sprooch geschéien. Dat géllt awer un éischer Linn besonnesch fir d'Kanner. An hei hunn d'Gemengen eng wesentlech Roll ze spillen.

Et ass duerfir wichteg, dass virun allem déi auslännesch Kanner, déi prinzipiell doheem hir Mammesprooch schwätzen, natierlech d'Méiglechkeet gebuede kréie fir d'Lëtzebuergesch och esou fréi wéi méiglech kënnen ze léieren. Si mussen dofir an engem Émfeld sech bewege kënnen, wou se vill mat anere Lëtzebuerg Kanner zesumme kommen. Eng éischt Etapp dovunner ass oft d'Éducation précoce. Duerfir si mer och der Meinung, dass dat e wichtegt Instrument ass, wat soll an deem Sënn weider gefördert ginn. Déi meescht Gemenge bidden dat jo och hautdésdags un, a spéitstens ab dem Joer 2005 si jo d'Gemenge verpflichtet d'Éducation précoce unzébiden.

Da gëtt behaupt, et géingen net genuch Efforten an de Schoule gemaach gi fir d'Lëtzebuergesch ze léieren. Do wëll ech awer hei och op e Bréif zréckkommen, deen där Deeg an der Zeitung war - den Här Fayot huet e scho kuerz erwähnt -, vun den Auteurs, déi dat Buch geschriwwen hunn „Sprachbuch für den Deutschunterricht in Luxemburg“, an ech wëll dat och zitieren, wat si ënner anerem zum Léiere vun der Lëtzebuerg Sprooch geschriwwen hunn: „Et ass awer elo net grad esou, wéi

wann iwwerhaupt näischt fir d'Lëtzebuergesch an eisem Schoulsystem virgesi wier. Aus eegener Erfahrung kënnen mir roueg behaupten, dass op d'mannst eng Partie Enseignanten am Primaire eng gutt Aarbecht geleescht huet a sécher haut och nach leescht, well op Septième souzen ëmmer erëm Kanner, déi zerguttstert Lëtzebuergesch liesen an esouguer ganz passabel schreiwe kënnen.“

Da wëll ech awer och nach op de Wäert vun de sou genannte Classes d'accueil hiweisen, déi jo awer eng wichteg Fonctioun ze erfüllen hunn, a vill Gemenge maache jo awer haut déi noutwendeg Ustrengung, fir, wéi gesot, besonnesch auslännesche Kanner déi Méiglechkeet ze bidden, well mer och der Meinung sinn, dass dat e wesentlech Hëllefsmittel ass, fir dass déi Kanner kënnen esou séier wéi méiglech an eise bestehende Schoulsystem integréiert ginn. Dofir si mer der Meinung, dass ee soll versichen, déi Struktur nach méi flächendeckend auszubauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dem Rapport vun eiser Kommissioun ass jo och d'Propos gemaach ginn, dass sou genannte Guichet-uniqùe vun de Gemenge sollt geschafte ginn, an et gesäit een do un deem Punkt erëm, wat fir nei zousätzlech Aufgaben op d'Gemengen zoukommen, an net méi spéit wéi mer hei den Débat haten iwwert d'Kompetenzopdeeling tëschent Stat a Gemengen huet ee jo scho gespuert, dass ëmmer méi Aufgaben a Missiounen de Gemengen zoufallen.

Natierlech ass d'Asetze vun esou Guicheten awer och direkt verbundene mat dem Recrutement vu spezialiséiertem Personal. Dofir muss een esou Forderungen awer, eiser Meinung no, ganz realistesch gesinn. Elo allgemeng direkt ze ootroyéieren esou Guichet-uniqùen anzeféieren, muss een allerdéngs dann awer mat enger gewässer Virsicht genéissen. Éischer sollt een dat besonnesch am méi ländleche Raum, vläicht um interkommunale Plang an d'A faassen, oder wat ee virun allem awer sollt maachen, déi bestehend Struktur - an ech denken hei besonnesch un de Bureau de la population - nach weider ze optimiséieren. Jiddefalls ass et esou, dass d'Gemenge wäerten och an deem Beräich do an Zukunft nach méi gefuereert ginn.

Well mer schonn um Niveau vun de Gemenge sinn, wëll ech awer och e Wuert iwwert d'Auslännerkommissiounen hei verléieren, well jo do am Rapport d'Opfuerderung komm ass, fir dass de Rôle vun den Auslännerkommissiounen soll iwwerducht ginn, verbessert gi gebenenfalls. Mir kënnen eis där Forderung do uschléissen, dass soll eng gewëssen Evaluatioun vun den Aarbechte vun dëser Kommissioun gemaach ginn. Dat ass mat Sécherheet e luwenswäerten Exercice, well oft ass et jo esou - an dat soen ech awer beileiwen elo net am pejorative Sënn -, dass d'Aktivitéite vun den Auslännerkommissiounen sech op d'Organisatioun vun enger Fête culturelle limitieren.

Obwuel een dat absolut net soll a Fro stellen, ass awer mat Sécherheit hei ze bemerken, dass d'Auslännerkommissiounen ouni Zweifel nach en zousätzleche Rôle kënten spillen. Natierlech hânt dat awer un den einzelnen Acteurs selwer, an als Kommunalpolitiker wësse mer jo awer och alleguer, dass et guer net esou einfach ass, Leit ze gewinnen, auslännesch Matbierger ze gewinnen, déi bereet sinn, eng aktiv Roll an deene Kommissiounen ze spillen.

Här President, fir eis als Demokratesch Partei ass et awer och elementar, dass d'Integratioun iwwert de Wee vun der politescher Partizipatioun geschéie soll, an ech géing awer hei roueg behaupten, dass op deem Niveau grouss Efforten hei zu Lëtzebuerg gemaach

goufen. Ech verweisen ënner anerem op d'Reform vum Wahlgesetz, dat lescht kann een och mat hei considérieren, mä virun allem op dat vum 18. Februar 2003, wou mer jo awer eng Extensioen vum aktive Wahlrecht fir d'Net-EU-Bierger virgeholl hunn. Ech mengen, e Schrëtt deen awer kloer beweist, dass Lëtzebuerg de richtegen...

#### (Interruption)

Oh, Dir nennt dat timide, ech gesinn dat awer alt schonn e bësselche méi wéi timide. Da nennt mer emol nach aner Länner, déi esou e Schrëtt maachen.

**Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Holland.

**M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Holland huet och net deen héijer Auslännerundeel wéi Lëtzebuerg.

#### (Interruptions diverses)

Neen, dat ass awer kloer hei ze ënersträchen, dass dës Regierung, dass dës politesch Majoritéit de richtegen Esprit gewisen huet fir den auslännesche Matbierger e Maximum u Méiglechkeeten ze gi fir se kënnen um politesche Liewen ze bedeelegen.

An der Kommissioun ass natierlech awer och vill iwwert d'Fonction publique Rieds gaangen, do sinn d'Meenungen natierlech ausernee gaangen. Et si Leit, déi wëllen d'Fonction publique nach méi opmaache fir auslännesch Matbierger, anerer sinn do e bësselche méi zréckhalend. Ech wëll just drop hiweisen, dass d'Ugestallten aus dem öffentlechen Dëngscht jo och ënner den Artikel 39/CE falen. Wéi gesot am Prinzip ënnerleie se de Regele vun der fräier Zirkulatioun vun den Aarbechter an der Europäescher Unioun. Natierlech hu jo awer do déi eenzel Memberstaaten d'Méiglechkeet, Plazen ze reservéieren fir hir Bierger, déi direkt d'Ausübung vun den Hohheitsrechter an hirem Land dann och betreffen.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass den 2. Juli 1996 eist Land jo vum Europäesche Geriichtshaff condemnéiert gi war fir säin öffentlechen Dëngscht ebe méi fir d'EU-Bierger opzemaachen. Doropshin ass jo duerch d'Déciouen vum Regierungsrat de 5. an den 10. Juli 1996 den Aarbechtsgrupp „Libre circulation“ agesat ginn, an dës Grupp hat jo u sech och dunn déi Ministère festgehalen wou u sech auslännesch Matbierger kënnen rekrutiert ginn.

Da gëtt et och en neit groussherzoglecht Reglement, wat déi Verwaltungen opléicht an Établissement public, wou d'Kenntnis vun där enger oder anerer administrativer Sprooch u sech net noutwendeg wär. Op Basis vum Gesetz vum 17. Mee 1999 iwwert den Accès vu communautaire Matbierger an d'Lëtzebuerg Fonction publique hu mer du folgend Secteur fir Net-Lëtzebuerg opgemaach: d'Recherche, den Enseignement, d'Gesondheet, de Landtransport, d'Post an d'Telekommunikatiounen, d'Waasser, de Gas an d'elektresch Verdeelung. De Moment schaffen - an ech referéiere mech elo hei op de Rapport - ongeféier 7% Net-Lëtzebuerg an der Fonction publique. Ech wëll awer och hei betounen, dass fir eis awer an Zukunft wichteg ass, dass Leit, déi wëllen an d'Fonction publique kommen an deene classesche Secteuren, dass do awer eng Kenntnis vun deenen dräi administrativen Sproochen muss do sinn.

Zum Schluss wëll ech dann awer och drop hiweisen, dass mer jo en neit Nationalitéitgesetz agefuert hunn, wat awer mat Sécherheit dozou bäigedroen huet fir d'Integratioun hei zu Lëtzebuerg nach ze förderen, well virun allem ass jo awer d'Durée de résidence vun

zeng op fënnf Joer erofgesat ginn, wann een iwwert de Wee vun enger Naturalisatioun wëllt d'Lëtzebuerg Nationalitéit kréien.

Da wëll ech awer nach op ee Punkt kuerz vläicht hiweisen. Natierlech muss mer eis bewosst sinn, dass d'Immigratioun och an Zukunft wäert ganz staark vun der ekonomescher Situatioun ofhänken, mä ech referéiere mech awer elo hei op unerkannte Klimatologen, déi soen, dass, bedéngt duerch de Problem, deen mer mat der Klimaverännerung hunn, dass se dovun ausginn, dass iwwer eng Milliard Leit wäerten an deenen nächste Jorzéngten och zu Immigranté ginn, well se eben net méi an hire Länner de Moment kënnen bleiwen, bedéngt eben duerch déi Konsequenzen, déi duerch d'Aerderung entstinn. Et ass op alle Fall een Element wat een net ka verkennen, a wéi gesot a wëssenschaftleche Kreesser gëtt dat haut ëmmer méi eescht diskutiert.

Jiddefalls, d'Immigratioun ass e wichtegt gesellschaftspolitesch Thema, wat een ouni Zweifel net kann ignoréieren a wat eis och an noer Zukunft wäert ëmmer méi beschäftegen. Ech géing soen, dass mer haut en interessanten, e wichtegen Débat gefuereert hunn. Dofir wëll ech och ofschléissend nach eng Kéier dem Marcel Gleesener e Merci aussprieche fir seng gutt Aarbecht, déi hien an deene leschten zweeanhaleft Joer geleescht huet.

Ech soen lech merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jaerling age droen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och e puer Wuert hei zu där Debatt bäizedroen. Un alleréischer Stell emol ouni iergende plemeschen Hannergedanken, mä et stéiert mech einfach wann hei elo an eisem wirtschaftlechen Opschwonk nëmme d'Immigrant an d'Frontalieren erimmt ginn an d'Lëtzebuerg net. Ech wëll hei emol kloerstellen, dass och d'Lëtzebuerg hiren Deel zu eisem wirtschaftlechen Opschwonk bäigedroen hunn, an dass et falsch ass an d'Lëtzebuerg och net frou doriwwer sinn, dass ëmmer nëmme d'Immigrant an d'Frontalieren hei an d'Gespréich bruecht ginn, wann et hei em de wirtschaftlechen Opschwonk vu Lëtzebuerg geet. Ech wëll dat emol eng Kéier kloer hei gesot hunn, an et gehéiert och zu enger gudder Integratioun wann ee keng Gruppen ervirhieft an dat an Zukunft emol op der Sait léisst.

Ech wëll och nach e puer Wuert soen zu der Immigratioun. Wat hei elo net gesot ginn ass, dass am Fong wou se hierkënt. Firwat hu mer Immigratioun? Mä ech mengen, zum gréissten Deel ass dat duerch dee schnellen ekonomeschen Opschwonk an Europa, deen sech esou schnell entwéckelt huet, mä wou vergiess ginn ass, déi sozial Entwécklung deem unzegläichen. Dat ass ee vun deene Problemer. Wa mer eng normal sozial Entwécklung gehat hätten, niewent där ekonomescher, wou am Fong eng Sozialcharta geschafte gi wär, déi e sozialen Ausgleich geschafte hätt, dann hätte mer vläicht een Deel vun Immigratioun an een Deel vu Migratioun an Europa kënnen vermeiden.

An dann, wa mer vun Europa schwätzen, wat vu 15 Länner elo op 25 gaangen ass, dass dat Europa et net fäerdeg bréngt - dat soll en Europa si vun de Länner -, dass dat Europa et net fäerdeg bréngt, zum Beispill d'Betriber dohinner ze drainéieren wou d'Aarbechtskräfte sinn, an do wou d'Chômeure sinn, fir do d'Betriber ze maachen. Dat wär och eng Méiglechkeet fir déi Immigratioun an déi Migratioun vläicht e bëssen an de Grëff ze kréien.

Et waren och e puer Wuert gesot ginn hei iwwert d'Lëtzebuerg Sprooch. Lëtzebuergesch soll eng Integratiounssprooch sinn. Ech mengen do sti mir voll derhannert. Dat soll och esou sinn. Da wär et awer och net schlecht wann iergendwann emol eng Kéier eis Verfassung géif op Lëtzebuergesch geschriwwen ginn. Ech mengen, och dat gehéiert zu eiser Sprooch.

Den Här Gusty Graas huet virun d'politesch Integratioun ugeschneidden an do kommen ech zu zwou Motiounen, déi ech hei wëll deponéieren.

Déi éischt ass, d'Integratioun geet am Fong geholl e bëssen am Kapp un, an do stéiert et mech scho wa mer elo zum Beispill e Conseil national pour Étrangers hunn, wou ech der Meinung sinn, dass dee kënt emgenannt ginn a Conseil national pour l'Intégration an och alleguer déi Auslännerkommissiounen, déi mer hunn, dass déi sollen an Integratiounskommissiounen emgenannt ginn. Ech mengen, och dat géif dozou bäidroen fir am Fong e bëssen déi Distanz tëschent den Natiounen aus der Welt ze schafen.

#### Motion 5

*D'Volleksverriederckummer,*

- an der Suerg d'Integratioun an eis Natioun vun den net-lëtzebuergesche Matbewunner vun eisem Land ze förderen ;

- stellt fest, dass d'berodend Kommissioun vun de Gemengen, déi sech em d'Problemer vun den auslännesche Matbierger solle këmmen, mä och déi entspreche Kommissioun op nationalem Niveau (Conseil national pour Étrangers), schonn an hire Bezeichnung der Suerg no der Integratioun vun den auslännesche Matbierger net Rechnung droen ;

- ass der Meinung, dass et gutt an nëmme konsequent wier, d'Zilsetzung vun der Integratioun schonn am Numm vun dëse bis elo Auslännerkommissiounen genannten Institutionen festzeschreien ;

fuereert d'Regierung op

- alles an d'Wee ze leeden, fir de „Conseil national pour Étrangers“ a „Conseil national pour l'Intégration“ emzedeefen an och d'Gemengen opzufuerderen hir Auslännerkommissiounen an Integratiounskommissiounen emzebenennen.

(s.) Aly Jaerling, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp.

Déi zweet Motioun ass déi, dass den Här Graas richteg gesot huet hei, dass mer vill Efforté gemaach hu fir déi Leit dozou ze féieren, dass se sech an d'Wielerleschten aschreien, mä de Problem, deen ech domadder hunn ass, dass wa se bis an d'Wielerleschten ageschriwwen sinn, da këmmert kee sech méi drëm bis d'Wahlen. Dat ass an der Praxis esou an dofir sinn ech der Meinung, dass ee soll versichen deene Leit déi sech aschreien eng Unerkennung ze ginn andeem dass ee se a Form vun engem Wielerpass zum Beispill honoréiert, se zesummeriff, e Wielerpass ausstellt an hinnen hir Rechter iwwert dee Wee erkläert a se zesumme mat de Lëtzebuerg Wieler op engem Raum vergläicht an hir Unerkennung an ze soen, doduerch dass mer lech dee Wielerpass ginn, gesi mer lech als gläich Bierger un an ech mengen, dee politesche Schrëtt soll och unerkannt ginn an dofir ass meng zweet Motioun, fir deene Leit vun de Gemengen aus e Wielerpass auszustellen. Dat ass an de Gemenge gemaach ginn, mä et gëtt net méi gemaach.

#### Motion 4

*D'Volleksverriederckummer,*

- begréisst de Wëlle vun net-lëtzebuergeschen Awunner vun eisem Land, sech an d'Wielerleschte fir d'Europa- a Kommunalwahlen androen ze loossen ;

- bedauert, dass dës wichtegen Akt nach ëmmer net, weder vun



enger öffentlecher Zeremonie nach vun engem offiziellen Dokument a senger Bedeitung ennerstrach, jo gefördert gëtt;

- bedauert, datt d'Neiwiler net iwwer hir nei Rechter a Flichten opgeklaert ginn a stellt fest, datt déi ideal Méiglechkeet dofir sech am Kader vun enger offizieller Zeremonie géif bidden;

- stellt fest, datt eng Méiglechkeet fir esou eng Zeremonie ze organiséieren sech mat der formeller Iwwerreechung vun engem „Wielerpass“ un all Neiwiler am Virfeld vun de jeeweilige Wahlen géif bidden;

- ass der Meenung, datt esou eng öffentlech, institutionaliséiert Zeremonie, an där d'Neiwiler och iwwert d'Spezifisitéit vum Lëtzebuurger Wahlsystem an der Lëtzebuurger politischer Landschaft opgeklaert géife ginn, zur Integratioun vun net-lëtzebuergesche Wiler an eist Vollek géif bäidroen;

fuerdert d'Regierung op

- alles an d'Wee ze leeden, fir e Wielerpass ze schafen, deen an enger offizieller Zeremonie vun de jeeweilige Gemengen iwwerreecht ka ginn;

- dofir ze suergen, datt dese Wielerpass mat deenen néidegen Informatiounen iwwer eise Wahlsystem an d'Rechter an d'Flichte vun Wiler begleet gëtt.

(s.) Aly Jaerling, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Ech soen Iech merci.

#### (Interruptions diverses)

D'Lëtzebuurger gi matgeruff an d'Lëtzebuurger hunn an der Zäit zu Esch e Wielerpass kritt an elo solle mer d'Leit alleguer zesummeruffen a jidderengem e Wielerpass ginn, fir ze weisen, dass een esou behandelt gëtt wéi deen aneren.

**M. le Président.** - Als leschte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Den Här Bettel huet d'Wuert.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech waarde bis den Här Krecké nolauschtert. Fir d'éischt, wann Der erlaabt, eng kleng Kritik. Ech si selwer heiansdo konfrontéiert wéinst mengem Beruff mat Immigratiounspolitik an ech wëll just dem Minister eppes Perséinlech un d'Häerz leeën. Ech fannen, dass ee fir Persounen, déi hei zu Lëtzebuerg elo en situation irrégulière sinn a mat engem falsche Pass oder esou, op der Douane gepézt ginn, direkt eng Mesure de placement kréien an op Schraasseg kommen, sollt eng Struktur hunn, wou een déi Leit kënnt halen. Ech fannen, dass de Prisonseng net déi richteg Plaz ass fir Leit, déi näischt Falsches gemaach hunn, ausser mat engem falsche Pass erwëscht ze ginn.

#### (Interruptions diverses)

Ech soe meng Meenung, an ech stinn dozou. Et ass net der Partei hir Meenung, et ass meng perséinlech Meenung. Déi Leit hu just e falsche Pass an déi ginn dann zu Schraasseg mat anere Leit zesummesat, déi net fir näischt ganz oft zu Schraasseg sinn an dofir e Wonsch un de Minister, wann dat kënnt geännert ginn.

Här President, eppes ass fir mech ganz wichteg wann een iwwert d'Immigratioun schwätzt, dat ass d'Chance vun der Réussite a vun der Integratioun vun eise jonke Matbierger. Wéi eng Plaz ass dat, wou dat ka geschéien? Dat ass d'Schoul. D'Madame Brasseur hat sech agesat fir eng École de la réussite, eng École de la chance pour tous an ech wëll iwwert dee Sujet hei schwätzen, well et fir mech ganz wichteg ass.

Wann ee kuckt, esou representéieren eis auslännesch Matbierger 41,7% am Préscolaire, 38,1% am Primaire, 38,5% am Secondaire

technique a 15,4% am Lycée secondaire classique. Firwat vun deene 40 oder 38% nëmme 15% am Lycée classique? Et wäert jo keen heibanne behaapte wëllen, dass eis auslännesch Matbierger keng intellektuell Kapassitéiten hunn oder méi liddereg sinn an dofir net an de Lycée classique kommen. Ech fannen, au contraire, et muss ee kucke fir eis auslännesch Matbierger hei ze integréieren, dass se och Chancen hu fir all Schoulformatioun ze packen.

**M. le Président.** - Här Bettel, d'Madame Wagener freet ob se daerf eng Fro stellen.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Si dierf, Här President.

**Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Merci. Ech wollt Iech d'Fro stellen, ob Der eng Erklärung dofir hutt, datt et am Secondaire classique an der Sproochesektioun, niewent der italescher an der spuenescher Sprooch, net och d'Méiglechkeet gëtt fir d'portugisesch Sprooch als Friemsprooch ze léieren. Esouwäit ech weess, gëtt et dat bis elo nach net, oder wann, da ganz limitéiert. Wäert dat net och eng Méiglechkeet, fir dee Prozentsaz do an d'Luucht ze setzen?

**M. Xavier Bettel (DP).** - Menger Meenung no, Madame Wagener, ännert dat näischt, well et ass net nëmme duerch eng Sprooch, dass een e ganze Premièrsexamen an eng ganz Formatioun an engem Lycée packt. Fir mech ass et au contraire d'Formatioun, déi hei am Moment zu Lëtzebuerg ass, wou alles op dem Däitsche baséiert, déi eng Inegalitéit ass fir lusophone oder francophone Schüler, déi op Septième direkt duerchfale wa se d'Geo, d'Geschicht an d'Mathé mussen op Däitsch maachen, an do net nokommen an dann an de Lycée technique ginn oder, wann d'Elteren d'finanziell Moyenen hunn, da gi se op Metz, op Thionville oder op Arel.

Wann een d'Statistike kuckt, justement iwwer eis portugisesch Schüler, huet een zum Beispill nach ëmmer d'Communauté portugaise en général. Zu Lëtzebuerg hu mer 61.440 Portugisen. Dat sinn ongeféier 13,7% vun der Population totale. 2002/2003 ware 14.115 Schüler hei zu Lëtzebuerg ageschriwwen, dovunner 19,9% am Préscolaire an am Primaire, 22,4% am Secondaire technique a 5% am Secondaire classique. Dir gesitt also, déi Zuele schwätze fir sech. Do ass e Problem.

Ech nennen elo déi verschidde Punkten, déi ech hei opgeschriwwen hunn, fir ze soe wat op jidde Fall d'Madame Brasseur an där Zäit, wou se an der Regierung ass, gemaach huet an déi ech luewenswäert fannen, well dat e Problem ass, dee mer wierklech um Häerz läit.

Éischtens d'Responsabilisatioun vun den Elteren. Et ass ganz laang net, an d'Madame Brasseur huet hei de 6. Februar eppes presentéiert, e ganzen Text op portugisesch, wéi eis Schoul organiséiert ass, wéi d'Fächer sinn, mä dat ass et virun net ginn. Ech hunn et schued fonnt. Ech mengen, wann d'Eltere responsabiliséiert sinn a wësse wat hir Kanner an der Schoul studéieren, ass dat eng Prioritéit, déi hätt scho laang misse gemaach ginn, an dofir soen ech hir fir d'éischt e grouse Merci.

En anere Prinzip ass d'Éducation interculturelle. Et soll een an der Schoul justement vun där Richesse, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, vun deene verschidde Nationalitéiten, d'Friichten erausheulen. Et soll ee profitéieren kënnen, dass een iwwert d'Wëssen, iwwert d'Wunnengewonnechten an iwwer alles wat säin Noper an der Schoulbank weess, an aneschtens vun doheem oder kulturell huet, an der Schoul dat kënnen deelen. An dofir ass et och ganz wichteg, dass

d'Formation continue vun den Enseignanté gemaach gëtt, justement fir se dorobber ze preparéieren an och eng Sensibilisatioun vun de Schüler op deene verschidde Punkten ze bewierken.

Et si Mini-Bibliothèque geschafe gi mat der portugisescher a mat der italescher Ambassade a verschidde Schoulen. Ech fannen dat luewenswäert.

Wann een elo den nächste Punkt kuckt iwwert d'Classes d'accueil, well mer jo iwwert d'Immigratioun schwätzen, do hu mer de Règlement grand-ducal, deen 2003 a Kraaft getrueden ass an zënter dem 15. September 2003 sinn 185 Schüler hei an der Klass, déi a sechs verschidde Lycées techniques fonctionnéieren. Do gëtt et e Groupe de pilotage, dee vum Collège des directeurs vum Enseignement secondaire technique kréiert ginn ass an do wäert dann och a kuerzer Zäit e Rapport kommen.

Zu mengem wichtige Punkt, deen ech awer gesot hunn, iwwert de Rôle vun der Sprooch an der Schoul an iwwert d'Formatioun, sinn dräi wichteg Saache gemaach ginn. Fir d'éischt den Ajustement vun der Formation à la langue véhiculaire française. Wat huet dat e Wäert, een dee wëllt zum Beispill een CATP an der Coiffure maachen, dass dee weess wéi eng Bigoudi op Englesch oder op Däitsch heescht? Dat konnt an enger Fro am Exame gestallt ginn, an dann huet deen net genuch Punkte kritt. Ech fannen dat ridicule.

#### (Interruptions)

Jo, Dir laacht, mä haut ass virgesinn, dass des Formations spécifiques am Cycle moyen oder supérieur, Régime technique, Régime et formation du technicien, Régime professionnel, dass de Programme an d'Épreuves déiselwecht sinn, ausser dass Franséisch oder Däitsch kënnen an engem Programme allégé presentéiert ginn.

Ech ginn Iech e Beispill: Am Régime professionnel den Apprentissage CATP : Aide-soignant, boucher-charcutier, boulanger-pâtisier, coiffeur, cuisinier, installateur de chauffage, métier de la mode, métier de l'électricité, serveur de restaurant, traiteur, vendeur qualifié, apprentissage, mécanicien d'autos, installateur de chauffage, installateur sanitaire. Bei der Formatioun vum Technicien : Division administrative et commerciale, division électro-technique, an am Régime technique: Division administrative et commerciale, division technique générale.

Am Juli 2003 ass déi éischt Promotioun justement op 13ième komm an huet de Bac technique administratif kritt a mat engem ganz gudden Resultat. An ech mengen, dat ass dat wat mir eis jo all wënschen.

Zweetens d'Traduktioun iwwerhaupt vum Matériel didactique. Verschidde Bicher, déi op Däitsch woren, si justement an der Formation professionnelle op Franséisch iwwersat ginn. Instructeur de natation, métier du bâtiment, mécanicien automobile, installateur sanitaire. Mä et ass wichteg emol d'Matériel ze iwwersetzen. Dir kënnt jo net soen, Dir wëllt gär de Cours op Franséisch halen, mä Dir hutt emol kee Buch op Franséisch. Dat heescht, dat ass och elo vum Ministère de l'Éducation nationale geännert ginn, an elo gëtt et eng gewëssen Zuel vu Bicher, déi och op Franséisch sinn.

An elo zu deem Punkt, deen ech als éischten dévéléppéiert hat iwwert d'Zuel vun eisen auslännesche Matbierger. Den Här Weiler huet eng Fro, Här President.

**M. le Président.** - Jo, Här Weiler.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Kann ech nach dem Här Bettel eng Fro stellen? Hie war jo och an der Commission „Immigration“, déi vum Här Glesener presidéiert ginn ass. Dir hätt déi Suggestiounen do kënnen maachen. Esou wéi ech den Här Glesener kennen, wär hie begeeschtert gewiescht, déi an de Rapport mat eranzehuelen.

**M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.** - Jo, ech si wierklech begeeschtert.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Ech si frou, wann den Här Glesener begeeschtert ass, mä déi Zuele sinn eréischt presentéiert ginn d'lescht Woch, Här Glesener. Ech wollt haut iwwer e ganz anere Sujet schwätzen, an dunn hunn ech d'Matériel kritt d'lescht Woch, an dunn hunn ech mer geduecht: Xavier, dat ass d'Occasioun awer ze weisen, wat d'DP-Ministesch, d'Madame Brasseur, an deem heiten Dossier gemaach huet.

#### (Hilarité)

Voilà, an dunn hunn ech dat och haut gemaach.

#### (Interruptions diverses)

Mä leschte Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Projet ALLET. Dat ass justement en Enseignement vum Däitschen als Langue étrangère, deen a véier Lycéee gemaach gëtt, dat ass de Lycée classique vun Dikrech, de Lycée Hubert Clement vun Esch/Uelzecht, de Lycée classique vun lechternach an de Lycée technique vu Bouneweg. Dat heescht et ass eng Couverture régionale do.

Dat ass geduecht fir déi Schüler, déi e ganz gudden Niveau am Franséischen an an der Mathé hunn, awer verschidde Lacunen am Däitschen. An déi kréien dann Däitschcoursé renforcéiert fir justement net gespaltte Weeër ze goen, mä au contraire nees op Quatrième zesummenzekommen, an dass se och Chancen hunn, justement déi éischt Lycéesjoren och ze packen an net direkt op Septième gesot ze kréien, dass se alles mussen op Däitsch kënnen. Et muss een et soen: Wann een doheem Elteren huet, déi keen Däitsch schwätzen an déi just Franséisch kënnen, an et huet ee kee Soutien an et huet ee keng Sue fir kënnen...

#### (Interruptions diverses et hilarité)

Dir wësst ganz genau wat ech mat engem Soutien gemengt hunn. Wann ee keen huet doheem, deen engem kann...

**Une voix.** - Wa keen doheem ass...

#### (Hilarité)

**M. Xavier Bettel (DP).** - Wann ee keen huet, deen engem kann hëllefen, dann ass ee frou wann een d'Méiglechkeet huet, op Franséisch dann eens ze ginn an dann och säi Lycée ze packen. Wa mer wëllen eng demokratesch Gesellschaft hunn, wa mer wëllen eng Chancéglaichheet hu bei de Leit, da muss een eisen auslännesche Matbierger och d'Chance ginn, déiselwecht Studien ze maache wéi d'Leit déi hei wunnen, déiselwecht Chancen, d'Réussite professionnelle, an ech mengen, dass mat där heiter Bildungsoffensiv, wéi mer se heiansdo reprochéiert kritt hunn, hei ass e gutt Beispill. An d'École de la réussite ass eng École de la chance, an ech mengen, dass mer um richtige Wee si mat där heiter Majoritéit.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Lucien Weiler huet virun an engem roue-

gen Toun hei versicht ze äntworten op d'Interventioun vu mengem Kolleeg Jacques-Yves Henckes, an ech wëll dat dann och versichen an deemselwechte rouegen Toun ganz kuerz hei nach eng kéier ze dokumentéieren. Ech mengen den Här Weiler huet gesot, mir solle Beweiser bréngen fir déi ongeheierlech Ennerstellungen, déi hei solle gemaach si ginn. Ech wëll just e puer Remarken hei maachen.

Éischtens, wann d'Regierung oder de Minister decidéiert fir de Bureau d'accueil zuzemaache während enger Woch, fir datt d'Asylante sech net méi kënnen melle goen, dann huet se domadder net nëmme géint eng international Konventioun verstouss, mä si huet och domadder bewisen, datt se d'Matière net méi am Gréff huet. Zweetens huet den Här Frieden an der Televisiounsdebatt d'lescht Woch gesot, datt hie viru véier Joer scho versicht hätt, d'Prozeduren ze beschleunegen, an datt dat Ganzt awer um Instanzewe hänke bliewe wär, um Instanzewe fir deen awer des Regierung selwer zoustänneg ass.

**M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - D'Regierung ass net am Conseil d'État, Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech hat mer net erwaart, datt ee Minister mer géif haut déi doten Äntwert ginn, datt d'Regierung net am Conseil d'État ass, nodeem mer elo viru 14 Deeg erlieft hunn, datt de Conseil d'État schon en Avis zu engem Projet de loi ofginn hat, ier en offiziell deponéiert war. Du war se och net am Conseil d'État, mä et hat se awer fuerchtbar arrangéiert, datt et do esou séier gaangen ass, a wann et dann iergendwéi net esou séier geet, dann huet se näischt méi mam Conseil d'État ze dinn.

Drëtters huet den Här Minister ugekënnegt, datt en elo nach géng wëlle virun de Wahlen iergendwéi e Projet de loi an déi Richtung deponéieren. Also nodeem mer véier, fénnef Joer schaffen, komme mer da kuerz virun de Wahlen. Alles geschitt elo kuerz virun de Wahlen, an et ass jo dat wat eben esou ganz verdächtig bei där Politik do ass, a mir stellen dann och fest, datt d'Regierung elo higeet a seet: Elo muss mer Asylantenheimer oder eent am Land bauen, wou mir och soen, datt et falsch ass fir Ghettoen ze maachen. An d'Regierung schwätzt - an d'Familljeminstesch huet dat d'lescht Woch an engem Interview gemaach - fir eventuell am Land Quoten anzeféieren fir d'Gemengen, datt all Gemeng am Verhältnis zu hirer Populatioun misst Leit bei sech ophuelen.

Dat ass d'Resultat vun enger Politik fir déi virun allem den Här Justizminister verantwortlech ass. Et sinn d'CSV-Ministeren, déi fir den Accueil zoustänneg sinn. Et sinn d'CSV-Ministeren, déi fir déi éischt administrativ Prozedur zoustänneg sinn. Et ass en CSV-Minister, deen zoustänneg ass, fir datt d'Prozeduren um Geriicht kënnen méi séier gemaach ginn, an et sinn och d'CSV-Ministeren, déi zoustänneg si wa Leit déboutéiert ginn, fir datt dann eben herno déi Uerteeler exekutéiert a respektéiert ginn. Dat heescht also, an där ganzer Linn sinn et d'CSV-Ministeren, déi responsabel sinn, déi elo während all deene Jore responsabel waren, an elo fanne mer eng Situatioun vir wou elo bal virun de Wahlen vun deenen CSV-Ministeren den Hochstand mat de Muskelen am Land gespilt gëtt fir ze weisen: Hei mir als CSV, mir suerge schonn hei am Land, datt dat doten an d'Rei geet. Do soe mir einfach, dat ass reng elektoral wou dat gemaach gëtt, well alles ebe verdächtigeweis virun de Wahlen kënnt.

An dofir brauch ee sech och net ze wonnere wa vill Leit am Land soen: Ma mir fäerten och nach, vu datt des CSV-Ministeren elo zënter e puer Méint keng Leit méi aus dem



Land ausgewisen hunn, datt et elo bal emol kéint eventuell sinn, datt och elo nach virun de Wahle géifen erëm méi massiv Leit ausgewise ginn, fir erëm ebe virun de Wahlen den Herkules kënnen hei am Land ze markéieren. Ech mengen also, wann dat Ganzt net op eemol esou konzentréiert virun de Wahle géif kommen, kéint een alles dat gleewen, mä et ass einfach schwéier ze gleewen, well dat doten alles ebe kuerz virun de Wahle kënn.

Ech géif nach weiderfueren, mä eis Zäit ass ofgelaf. Ech wëll nach kuerz iwwert d'duebel Nationalitéit schwätzen. Et ass fir eis als ADR kloer, datt mir géint d'duebel Nationalitéit sinn. Den Här Weiler huet hei de Kolleg Mehlen zitéiert aus engem Interview. Ech wëll dat net kommentéieren, well mir hunn et iwwregens schonn eng Kéier diskutéiert, an dat ass flott. Ech hunn och heiansdo schéin Zitater vum Här Weiler. Den Här Weiler hat och elo hei en Zitat vum Roby Mehlen. Mir hunn dat schonn eng Kéier hei diskutéiert. Ech wëll soen, mir wëllen net d'Journalistë kommentéieren, datt se ee vun eis hätte falsch verstane kënnen hunn. Dat ass éischter e Privileg, deen dem Här Statsminister zoustee. Dee gétt regelméisseg falsch verstane.

Ech wëll just vun eiser Säit aus hei festhalen, datt d'CSV viru Joren och géint d'duebel Nationalitéit ass oder war an datt se eben elo am Laf vun deene Joren eng Korrektur do gemaach huet. Dat ass hiert gutt Recht. Méi ass jo net gesot ginn. Dir waart dergéint, an elo sidd Der bal derfir, dat ass Äert gutt Recht. Mir waren dergéint a mir sinn och elo nach dergéint, a mir wäerten och an eise Wahlprogramm dergéint sinn. Dat ass eis Positioun, an déi wollt ech eben hei nach eng Kéier matdeelen.

Den Här Weiler seet, meng Zäit wier ofgelaf. Här President, ech sinn och fäerdeg.

**M. le Président.** - D'Generaldiskussioun ass elo ofgeschloss an d'Wuert kriit elo den zoustännegen Här Minister, den Här François Biltgen. Den Här Biltgen huet d'Wuert.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, et wär schrecklech vill a schrecklech laang no esou enger Debatt ze soen, well villes gesot gouf an nach villes ze soe bleift. Ech wäert dat awer net maachen. Ech wäert mech hei kuerz faassen. Et bleiwe just e puer kuerz Remarken.

Fir d'éischt muss een emol wesse wann een iwwert d'Immigratioun zu Lëtzebuerg schwätzt, dass mer eigentlech all vun Immigranten ofstamen. Et kann een an der Regel dovunner ausgoen, dass all Lëtzebuerg, wann e seng Grousselteren hélt, d'Chance huet, dass ee vu senger Grousselteren net Lëtzebuerg war. An och dat solle mer net vergiessen, dass d'Immigratioun ëmmer en Apport hei bruecht huet, a wa mer vun der Identitéit schwätzen, kann een d'Identitéit ganz liicht vergläiche mat enger Passfoto. Huel Är Passfoto, virun 20 Joer gesitt Der aneschtens aus wéi haut an an 20 Joer gesi mer erëm all aneschtens aus. Mir sinn awer nach ëmmer déiselwech bliwwen, mir hu changéiert, och dat ass en Element an där ganzer Politik.

Ech wëll fir d'éischt dem Marcel Glesener merci soen, net nëmme fir de Rapport, dee schréfflechen an dee mëndlechen, mä virun allem fir déi Méi, déi e sech gemaach huet, well et war net einfach hei zu engem Schluss ze kommen. Éischtens war de Schantje ganz vaste. Déi Sujeten, déi do ze traitéieren waren, do hätt ee kënnen Enzyklopädien driwwer schreiwe wann ee wierklech hätt wëllen all Aspekt do gerecht ginn, an ech mengen hien huet do versicht dat esou gutt wéi méiglech ze maachen. Well et kënn derbäi dass, wéi d'Kommissioun ugefaangen

huet ze schaffen a wou se opgehalen huet, d'wirtschaftlech Situatioun ganz geännert war. Och dat därer een net vergiessen.

Da schlussendlech gétt et, an dat ass normal an enger Chamberkommissioun, schrecklech vill verschidde Meenungen an do ass et och net einfach déi op een Nenner ze bréngen, well wann ee wëllt alles op een Nenner bréngen, da mécht een och keng kloer Ausso méi. Dofir, mengen ech, gebührt dem Marcel Glesener a senger Kommissioun e grouse Merci, dass se awer hei e wichtegen Input net fir elo, mä och fir an deenen nächste Méint a Joren hei bruecht huet.

Ech wëll och drun erënneren, dass de Statsminister an der Regierungserklärung vum leschte Joer dem Marcel Glesener eng speziell Missioun ginn huet, fir sech nëmme ausernee ze setze mat Immigratioun an Emploi, wat een Deelaspekt ass, wat net deen eenzege Aspekt ass, mä e wichtegen Deelaspekt, iwwert deen et awer och fir déi nächst Regierung wichtig ass eng Partie Donnéeën ze hunn, wa se hir Politik wëllt fixéieren.

D'Immigrationsdebatt ass keng, déi mir zu Lëtzebuerg eleng hunn. Ech géif lech uroden dat Buch „Tendances des migrations internationales“ hei vun der OCDE ze liesen. Déi schreift net nëmme schlecht Saachen, mä och gutt Saachen. Dat Buch ass eréischt erauskomm ass, an et gesäit een doranner, wéi och an der ganzer Welt d'Migratioun sinn a wat d'Ursaache si vun de Migratiounen a wéi ee scho ka virgesinn, wat fir Problemer do kommen. Dofir, mengen ech, solle mer et net nëmme am klengen lofleere Raum gesinn, och net meng mir kéinten elo alles an eise klengen Lëtzebuerg Raum regelen, mä och dat op en aneren Niveau setzen.

Déi generell Remarque gesot, wëll ech zu e puer punktuellen Iwwerleeunge kommen. Éischtens fanne ech et richtig, dass an deem Bericht net d'Asylpolitik esou drageschriwwen war, well d'Asylpolitik eng humanitär Politik ass a keng Immigrationspolitik an de Problem ass, dass d'Asylpolitik och net dierf eng Immigrationspolitik sinn. Déi Asylpolitik - dat soll eng humanitär Politik sinn. Dat soll en Zeeche sinn, dass mer oppe si fir Leit, déi verfollegt sinn, an dat ware mer an der Vergaangenheet - et sinn e puer Beispiller genannt ginn - an dat muss mer och an Zukunft bliwwen. Dofir muss mer och esou kucken, dass déi Asylpolitik dat bleift oder dat erëm gétt, wat se soll sinn no den internationale Konventiounen.

Zweet Remarque: Permis de travail. Do hunn ech e puermol héieren, mir géifen hei net vill Permis de travail ausginn. Ech hunn elo d'Zifferen awer dohanne leie gelooss. Dofir kann ech lech se net soen. Ech ka se awer noreeche an ech soen lech, dass manner wéi 10% vun allen Demanden am Joer refuséiert ginn. Dat heescht 90% ginn accordéiert. Obwuel de Chômage an d'Luucht geet, sinn och d'Permisen, souwuel d'Demandé wéi och d'Permisen, déi mer ausgedeelt hunn, och an d'Luucht gaangen an deene leschte Joren zënter 2000 bis 2003, mat engem klengen Bémol fir 2003. Mä ech kann nach eng Kéier méi am Detail op d'Zifferen agoen, wann ee se wëllt hunn.

Dofir kann een net behaupten, mir géifen hei eng restriktiv Permispolitik maachen. Dat ass net de Fall. Mä d'Permispolitik ass awer eng vun deene weinege Mëttelen, déi mer nach hei hunn, fir och en Afloss op de Chômage ze huelen. Well mer nämlech da kënnen d'Beriber awer forcéiere fir d'éischt mat der ADEM zesummenzeschaffen, fir hei Leit ze fannen, ier dass se aner Leit vun do bausse fannen. Ech fannen, dat ass awer nach ëmmer wichtig.

Well, et dierf een net vergiessen, dass de Chômage zu Lëtzebuerg e Chômage vun den Immigréierten ass. De Chômage vun den Ausländer ass zweemol esou héich wéi de Chômage vun de Lëtzebuerg. An dat huet eng ganz Partie vun Ursaachen. Ech zitéieren ëmmer gären eis portugisesch Frënn: Vun deene Portugisen, déi am Chômage sinn, sinn 80% ouni Qualifikatioun. Dat si souwuel der aus der éischter Generatioun wéi der och nach aus der drëtter Generatioun. D'Zäit feelt elo fir op déi Detailler anzegoen. Mä et si scho verschidde Riedner, déi zum Deel och op déi ganz Problematik Formatioun agaan. Et huet also kee Wäert dauernd ze kucken nei Leit heihinner ze kréien, déi net qualifizéiert sinn, déi duerno erëm an de Chômage falen an déi mer duerno Méi hunn op den Aarbechtsmaart ze kréien, well mer erëm nei Leit no bausse siche ginn. Dat heescht, mir brauchen Immigratioun. Mä mir kënnen d'Grenzen net ganz opmaachen a mir brauchen och an Zukunft Permis-de-travailen.

Well et ass jo esou, an dat ass och richtig esou, dass mer net méi esou verfuere mat der Immigratioun wéi et nach virum Zweete Weltkrich war. Well mer du mat der Immigratioun och de Chômage regléiert hunn. Wann et konjunkturell schlecht gouf, dann hu mer déiselwech Italiener geholl, an déiselwech Zich gesat mat deene se viru vun Italien komm sinn a mir hu se erëm zréck an Italien geschéckt. Domadder hu mer de Chômage erfogé. Dat maache mer haut net méi. An dat ass och richtig, dass mer dat haut net méi maachen.

An haut komme se och net méi wéi nach an de 60er Joren, wéi d'Portugisen als Célébataire komm sinn an d'Famillje dohanne war. Och haut maache mer vill méi séier Familljesummeferéierung, wat awer och vum humanitären a vum soziale Standpunkt aus vill méi richtig ass. Et bleift awer dobäi, dass mer dierf déi Immigratioun och e Problem kréien an dem Chômage. Dat heescht, mir mussen och kucken, dass mer déi Immigréierten, déi mer heihinner komme loosse, net direkt zu Fudder maache fir de Chômage, mä och hinnen hëllef net eranzekommen, virun allem, a wa se dra sinn, och kucke wéi mer se erëm kënnen eraushuelen.

Ee Wuert zu der Studentenaarbecht. Do si mer amgaangen ze schaffe mat der Héichschulministersch iwwer eng nei Regelung. Déi kënn. Et dierf awer net esou sinn, dass Leit sech just als Studenten hei aschreiwe kommen op der Lëtzebuerg Uni fir op de Lëtzebuerg Aarbechtsmaart ze kommen. Sou zum Beispill, dass ech perséinlech der Meenung sinn, dass een emol fir d'éischt muss seng Preuv gemaach hunn, dass ee mol Examé gepackt huet, ier dass een au fur et à mesure och schaffe geet. Mir hunn nämlech do och an der Vergaangenheet net ëmmer gutt Erfahrung gemaach. Mä mir schaffen do un engem Reglement, wat soll d'Uni Lëtzebuerg begleeden. Et ass evident, dass een dat och do muss maachen.

Grad wéi ech et och evident fanne, dass herno Leit, Ausländer, déi op d'Uni Lëtzebuerg kommen, Leit kënnen sinn, déi hei zu Lëtzebuerg zum Deel kënnen schaffen, do wou mer se brauchen. Dofir soll d'Uni och eng gewëssen Ausrichtung do hunn.

Dann zu de Frontalieren. Ech héiere ganz oft déi Fro: Brauche mer Frontalieren oder brauche mer Immigréierter? Dat ass net onbedéngt eng Oppositioun, déi zwee. Well, e Frontalier kann och en Immigréierter ginn. An dat ass eng Fro, déi wäert an zwou Wochen diskutéiert ginn, wann d'Regierung

en IVL presentéiert, den integrative Verkéiers- a Landesplanungskonzept, well nämlech d'Fro ass: Wa mer manner Grenzgänger wëllen, da muss mer kucken iwwert d'Landesplanung méi Wunraum hei zu Lëtzebuerg ze schafen. Mir hunn dauernd iwwregens Frontalieren, déi Immigréierter ginn an dann op Lëtzebuerg wunne kommen, well se et ebe sat si fir esou wäit ze fueren. Also kann een net onbedéngt dat eent mat deem aneren an Oppositioun bréngen.

Dobäi muss ee wëssen, dass mer haut duebel esou vill Aarbechtsplazen - bal duebel esou vill Aarbechtsplazen - am Land hu wéi 1984, also virun 20 Joer. An déi hu mer haaptsächlech dierf Grenzgänger besat. Dat heescht, et ass scho richtig, dass d'Grenzgänger eng Chance ware fir Lëtzebuerg, soss hätte mer déi formidabel wirtschaftlech Entwécklung net kann gehat, mat all deem, wat dat vu Steiere mat sech bruecht huet a wat dat vu sozialer Sécherheet mat sech bruecht huet.

Allerdéngs, de Ben Fayot sot, d'Frontalieren, dat ass e Réservoir de travailleurs formés. Dat ass och e Problem gewiescht, well do dierf dass mer dauernd konnten an d'Groussregioun Leit siche goen, hunn och d'Beriber hei zu Lëtzebuerg d'Formatioun intern an de Beriber vun eegene Leit vernoëlissegt. Mir hunn en Nohuelbedarf, dee mer zënter 1999 amgaange sinn ofzebauen, andeem mer ënnert der viregter Regierung dat Gesetz iwwert d'Formation professionnelle continue gemaach hunn, a mir fueren elo weider mat dem Accès individuel vun der Formation professionnelle continue. D'Madame Bresseur wäert do elo geschwënn de Projet deponéieren, dee mer gemeinsam ausgeschafft hunn. Do hu mer och vernoléisseg, an dat erkläert och erëm en Deel vun eise Chômage vu Leit, déi mer net aus dem Chômage erauskriegen.

Dat heescht, mir dierften eis och net nëmme drop verlossen, dass mer ausgebildete Leit aus dem Ausland kréien. Mir mussen och hei intern eppes maachen. A wann ech soen intern, dann heescht dat Lëtzebuerg an Ausländer, well mir hu schrecklech vill Ausländer heibannen. Wa mer also wëllen och an Zukunft nodenken iwwer Aarbechtsmaartpolitik, da solle mer mol éischens un déi nei europäesch Baitrëttslänner denken. Mir hu jo décidéiert zwee Joer Iwwergangszäit ze maachen. Ech sinn awer der Meenung, dass wann Nout do ass, dass mer awer fir d'éischt deene Leit, déi an Europa kommen, eng Chance loosse, eng Chance ginn, ier dass mer op aner Weeër ginn. Et ass awer e bësselchen hypocritesch, wa mer elo soen: Dir sidd bei eis, mä mir wëllen lech net, dofir huele mer aner Leit. Dat heescht mir sollen och elo schonn awer e Bléck hu fir déi dote Länner.

An zweetens, wa mer wëlle manner Immigratioun kréie respektiv manner Grenzgänger kréien zu Lëtzebuerg, da muss mer kucken den Taux d'emploi hei am Land an d'Luucht ze setzen. Dat zielt fir den Taux d'emploi féminin. Dat zielt fir den Taux d'emploi fir personnes âgées. Also solle mer och déi Sujeten ausdiskutéieren, mat all deem, wat do komplizéiert drun ass a woufir et och keng einfach Léisunge gétt. Déi einfach Léisunge fonctionnéieren net. D'Frënn vun der OCDE bréngen heiansdo einfach Léisungen, mä fir déi sinn ech jo net. Mä mir sollen awer dierf diskutéieren.

Et kann een net soen, an ech héieren dat oft a Versammlung soen, mir brauche manner Ausländer. Jo, da muss mer kucken, wa mer net nei Ausländer eranhuele wëllen - Wuelverstanen! -, dass mer déi Leit, déi heibanne sinn, och kënnen méi laang op den Aarbechtsplazen halen. Da sinn ech och erëm eng Kéier bei der Chômagebekämpfung, well dat mer awer ganz

vill Suerge mécht. Dofir hunn ech e puer Zifferen nach dovunner gesot.

Als Fazit soen ech, dass déi Debatt hei fir mech wichteg ass. Net fir elo, an ech sinn do och e bëssen enttäuscht, dass hei och wahlelektoral Demagogie gemaach ginn ass, well de Sujet ass wierklech méi wäert, an...

#### (Interruptions et hilarité)

Dir gesitt, dass ech mech bei deene richtege Leit inspiréieren.

Et ass richtig, dass och dee Rapport seng Wichtigkeet huet, fir dass no deenen nächste Wahlen och déi Regierung, egal wie se soll bilden, kloer Weiche stellt fir d'Zukunft. An deem Sënn waren de Rapport an des Debatt schonn e wichtige Beitrag zu esou enger uerdentlecher Politik. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

**M. le Président.** - Kolleeginnen a Kolleegen, domadder wär d'Generaldebatt ofgeschloss a mir kënnen zum Vote iwwert d'Motiounen.

Ah, entschëllegt, den Här Justizminister Luc Frieden freet nach d'Wuert. Den Här Frieden huet d'Wuert.

**M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, esoulaang d'Regierung nach kee Staatssekretär fir Immigrationsfroen am Statsministère huet, ass de Justizminister nach zoustänneg fir e groussen Deel vun der Immigrationspolitik, an dofir wollt ech um Enn vun deser Orientéierungsdebatt e puer Wuert soen, wëssend datt et eng Debatt ass, déi virun allem déi nächst an déi iwwernächst Regierung muss an hire Weeër begleeden. Dofir ass et utile wann eng Regierung nolauschert, mä wéi gesot et adresséiert sech un déi zukünfteg Regierungen, well et ass ganz kloer - an dat mierkt een an deenen Debatten, déi mer am Conseil vun de Justiz- a Innenministere hunn -, datt d'Froe vun der Migratioun a Richtung Europa, niwint de Froe vun der Finanzéierung vun der sozialer Sécherheet, déi zwee grouss gesellschaftspolitesch Froekomplexer sinn op déi mer an deenen nächsten 20 Joer an Europa op déi eng oder aner Fassong Äntwerte fanne mussen.

Den Drock vun der Migratioun aus aarme Länner a Richtung Europa, wat wäitass méi räich ass wéi déi meeschten Deeler vun deenen anere Kontinenter, wäert net ofhuelen, mä wäert an deenen nächste Joren a Jorzéngten zouhuelen, och zum Deel - an dat ass dee Punkt, deen de Mëtteg hei oft ugeschnidde ginn ass -, well eisen héich entwéckelten Deel vun der Welt - Europa - och d'Immigratioun zu engem Deel brauch.

Et ass de Mëtteg hei oft gesot ginn, an ech mengen, quasi vun alle Bänken, datt mer déi Immigratioun brauchen aus kulturelle Grënn an aus ekonomesche Grënn, mä ech mengen et ass vläicht net genuch oder net oft genuch drop higewise ginn, datt mer mussen dobäi awer och an eiser Politik an deenen nächste Jore sécher ënnerscheeden téschent der communautärer Immigratioun an der net communautärer Immigratioun. Dat géllt esouwuel fir d'Gesetzgebung, déi mer mussen ausschaffen, wéi fir d'generell Attitud, déi mer do géintwärtig hunn, an de Fait, datt mer Europa erwidere vum 1. Mee un - an dat hutt Dir des Woch hei aprouvéiert.

De Fait, datt Europa an deenen nächsten zéng Joer ganz sécher nach e puermol erwidert gétt, bréngt och eng automatesch nei Immigratioun mat, déi opgrond vum Prinzip vun der fräier Zirkulatioun vun den Arbeitnehmer an der Europäescher Unioun souwisou kënn, an d'ganz Diskussioun iwwert d'Immigratioun vun Net-EU-Bierger, vun Drëttstaten also, muss een also ëmmer an deem dote



Licht kucken an och wéi grouss oder wéi kleng een d'Méiglechkeete mécht, fir dass déi Leit an d'Europäesch Unioun erakomme kënnen.

Fir mech an deene fënnef Joer war ëmmer wichteg, an ech mengen, dat bleift och an der Zukunft e wichtege Prinzip, datt eng Immigratioun op eng geregelt Aart a Weis iwwert d'Bühn gaangen ass. D'Madame Wagener huet hei de Kofi Annan zitëiert. Hien huet a sengem Saz och geschwat zum Schluss vun enger „managed immigration“. Dat ass genau dat wat déi 15 Justiz- an Innenminister an Europa och gären hätten, datt ee versicht dat op eng Fassong ze maachen, datt déi Länner, wou déi Leit hikommen, kënnen entscheeden, wéi vill zu wéi engem Moment a fir wéi eng Wirtschaftssektore kënnen kommen.

Dat ass vläicht eng Approche, déi deem engen oder deem anere kal schéngt, eng Approche déi schéngt wéi wann déi sech just no ekonomesche Kritären oder no Gesetzger géing orientéieren, mä et ass, eiser Meenung no, déi eenzeg Approche, fir datt d'Immigratioun sech kann zu enger Integratioun och weiderentwéckelen an datt se och akzeptéiert gëtt vun deene Leit, déi virdu schonn op enger gewässer Plaz gewunnt hunn an déi sech do virun deenen aneren etabléiert hunn, och wa Verschiedener vun hinne selwer e Resultat si vun der Immigratioun.

#### **(Coups de cloche de la Présidence)**

Dofir géllt et och, datt ee sech den Asylwee net ëmhaue léisst als eng Filière vun Immigratioun, an dofir géllt et och, datt een de Kampf géint déi illegal Immigratioun op eng systematesch Aart a Weis widerféiert. Et ass dofir och, datt mer regelméisseg, erstaunlech oft mussen och zu Lëtzebuerg Leit festhuelen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn ouni déi noutwendeg Autorisatiounen ze hunn. Ech schwätzen also hei net vun den Asylbewerber, mä vu Leit déi mer fanne mat falsche Pabeieren oder ouni Pabeieren, an an eisem Konzept ass et och normal, well mer de Kampf géint d'illegal Immigratioun seriö huelen, datt déi Leit dann agespaart ginn.

Do kann een d'Meenung hunn, wéi den Här Bettel dat hei gemaach huet, d'Meenung, déi vill Leit hunn, datt een déi Leit net soll an eng Struktur setzen, déi innerhalb vun engem Centre pénitentiaire ass, och wann et eng separat Struktur ass. Ech wëll just soen, datt déi sukzessiv Regierungen keng aner Plaze fonnt hunn. Well et ass net nëmme fir een Haus iergendwou ze fannen, dat si jo Leit, déi dann och musse während där Zäit bewaacht ginn, et musse Leit do sinn, déi sech ëm déi Leit bekëmmern. Et ass also e bësse méi komplex an dofir, wann do een en Haus huet, plus nach e Sécherheetsdispositif, plus dat Personal, an dat alles der Regierung ka proposéieren a bezuelen, dann huet d'Regierung dofir oppen Oueren.

Mä et ass e bësse méi schwierig an d'Zuel vun deenen huet zougeholl. Mir haten an deene leschte Méint en moyenne eng 20 bis 30 Leit, déi en situation illégale an deem Centre agespaart waren. Dat ass keng agréabel Situatioun, mä déi Leit gi refouléiert, an déi gi regelméisseg refouléiert, déi ginn net nëmme virun de Wahle refouléiert, soen ech dem Här Gibéryen, weder déi eng, déi déboutéiert gi sinn an der Asylprozedur, grad esou wéi déi aner, déi als illegaler hei zu Lëtzebuerg opgeholl ginn, soss hätte mer déi Diskussiounen och net fënnef Joer gehat, wa mer dat just géinge sechs Méint virun de Wahle maachen.

Dofir, ech kommen op déi Debatten zrëck, dat ass einfach net würdeg fir hei gefouert ze ginn. Et brauch een nëmme d'Zeitung vun deene fënnef Joer ze kucke fir ze gesinn, datt mir net viru Wahlen op eemol en Aktivismus maachen. Wa mer

déi fënnef Joer virdrun ni zu deem Sujet geschwat hätten oder iergenddeppes gemaach hätten, dann hätte mer eis vill Misär an och vill Debatten - och an deem Haus - kënnen an deene leschte fënnef Joer erspueren.

Zwou Observatiounen nach. Déi Froen hei si schwierig Froen, an ech mengen, zum groussen Deel kënnen déi Froen hei nëmme an engem europäesche Kontext eng satisfaisante Antwort fannen. Ech bedauern zudéifst, datt mer déi europäesch Antwort bis haut, trotz ville Stonnen Négociatiounen, net adequat fäerdeg bruecht hunn. Ech hunn dat virdu gesot am Kontext vum Asyl, an där kuerzer Interventioun, déi ech maachen, ech soen dat och fir d'generell Immigratioun. Mir hunn zwar eng wichtige Direktiv virun e puer Méint fäerdeg bruecht, dat ass déi iwwert d'Résidents de longue durée, fir festzehalen ënner wéi enge Konditiounen a wéi e Statut déi Leit hunn, déi aus Drëttstate kommen an déi an Europa legal areesen an och do bei eis wunnen, datt déi an engem nämlechte Statut kënnen liewen.

Ee vun de Grondproblemer ass deen, deen ech och virdu mentionéiert hunn, dat ass, datt mer an der Unanimitéit mussen decidéieren, an dofir encouragéieren ech jiddferen, deen an der Ausaarbechtung vun der europäescher Constitutioun matgeschafft huet, an déi, déi nach dru schaffen - heibanne waren der, déi am Konvent waren, an déi wëssen déi Positioun an déi hunn déi och do verteidegt -, datt mer mussen op d'Majoritéit qualifizéieren an deenen dote Matière iwwergoen, well d'Immigratiounspolitik ass e wesentlechen Deel vun engem europäesche Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht, a wa mer dohinner net kommen an där europäescher Verfassung, da brauche mer eis net ze wonnen, wa mer och an zéng Joer nach keng europäesch Immigratiouns- an Asylpolitik hunn.

E leschte Punkt dann, fir ofzeschléissen. Här President, et ass oft haut hei an och an deem Rapport proposéiert ginn, e Stattssekretariat fir Immigratiounsfroen ze maachen. Onofhängeg dovun, mä ech wëll dat awer am Numm vun der Regierung hei soen, datt d'Organisatioun vun der Regierung selbstverständlech eng Elengkompetenz ass vum exekutive Pouvoir, dat heescht vum Grand-Duc a vun der Regierung, wëll ech just drop hiweisen, datt och wann een e Stattssekretär hatt bei engem Stattsministère, dee sech just géing mat deene Froe beschäftegen, datt dat d'Problemer net géing méi kleng maachen. Et soll een also net d'Impressioun hunn, datt d'Zesummelung vun esou verschiddene Kompetenzen déi Problemer géing léisen, well et muss ee wëssen, datt se selbstverständlech nach ëmmer Inzidenzen op aner Matière hunn.

Kann en Immigratiounsstattssekretär Abstraktioun maache vun der Situatioun um Aarbechtsmaart? Ech mengen net. Kann e Stattssekretär an Immigratioun Abstraktioun maache vun de Problemer vun der illegaler Immigratioun an dem Kampf géint d'Traite des êtres humains? Ech mengen net. An esou ginn et honnertausend Problemer och an der Sécurité sociale, déi selbstverständlech mussen ëmmer nach Ramificatiounen hunn an anere Ministère.

Onofhängeg dovunner wëllt ech soen, datt ech mengen, datt et och aner Pistë kënnen ginn, déi hei vläicht net ervirgestrach gi sinn. Schweden huet e Modell an deem se soen: Den Immigratiounsminister muss och de Minister sinn, dee fir Entwécklungshëllef zoustänneg ass, aus deem ganz einfache Grond, well d'Haaptursaach vun der Migratioun ass d'Aarmutt an der Welt, an dofir muss een och an Zukunft eng aktiv Entwécklungspolitik maachen, well ganz vill vun deene Leit déi kommen, déi soen:

Wa mer doheem méi Perspektiven hätten, méi Aarbechtsplazen hätten, wann do d'Situatioun besser wär, och um mënscherechtleche Standpunkt, da bräichte mer net bei iech ze kommen. An dofir bleift ëmmer e Lien, ob et deen nämlechte Minister ass oder net, e staarken an noutwendegen Lien, a mengen Aen, téschent der Entwécklungspolitik, déi zu Lëtzebuerg jo wierklech vill méi héich ass wéi a villen anere Länner vun der Welt, an de Froen vun der Immigratioun.

Déi hei Fro vun der Immigratioun eleng kucken, mengen ech, wär réducteur, an dofir mengen ech, datt ee sech déi Froen och muss nach eng Keier iwwerleeën, onofhängeg vun der Kompositioun vun der Regierung. All déi Iddien hei, déi gemaach gi sinn de Mëtteg, si fir d'Regierung interessant. Ech hoffen, datt se och fir déi nächst Regierungen interessant sinn. Et si Pisten opgezeecht ginn. Déi eng si méi einfach vläicht ëmzesetzen, déi aner méi schwierig, mä dorunner wäerten déi zukünfteg Regierung sech orientéieren.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Sou, Kollegen, mir kéimen dann elo zum Vote. D'Madame Renée Wagener freet nach d'Wuert zu de Motiounen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

#### **Motions**

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wëllt eppes soen...

#### **(Interruptions diverses et hilarité)**

Dir bréngt mech awer elo wierklech un d'Laachen!

■ **Une voix.** - D'Gecke sinn elo Meeschter!

#### **(Hilarité)**

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Här President, et ass wouer, dass déi net brauche gewielt ze sinn! Ech wëllt eppes zu där Motioun soen, déi vun der Majoritéit virgeluecht ginn ass an déi ech och mat ënnerschriwwen hunn, an ech wëllt erklären, firwat dass ech se mat ënnerschriwwen hunn, well dat vläicht verschidde Leit kënn an Erstaune versetzen. Dat war net well ech mech mam Gedanke gedroen hunn, Stattssekretärin ze ginn,...

#### **(Interruptions diverses et hilarité)**

...mä dat war eigentlech aus zwou Ursachen. Dat Éischt ass, well se e ganz kloer Fortschritt par rapport zum Text vum Rapport selwer duerstellt. Ech hunn elo virdu eng Analys gemaach vun deem Rapport, an un deene fundamentale Kriticken, déi mir dorunner ze üben hunn, an deem Sënn mengen ech, dass hei awer e puer interessant Revirementer sinn, déi ee soll ënnerstëtzen.

An zweetens ass et och fir eis eng strategesch Fro. Mir hätte gär, dass d'Majoritéit déi interessant Iddien, op déi se dann elo endlech komm ass, déi jo vun der Oppositionssäit zum Deel schon zënter Joren a Jorzéngte verlaangt ginn - ech hu virdu schonn d'Integratiouns- an d'Sprochecoursen zitëiert, d'uebel Nationalitéit, och d'Thematik vun de Studenten, fir deenen d'Liewe méi einfach ze maachen zu Lëtzebuerg -, mir hätte gär, dass d'Majoritéit selwer dozou steet an dass se awer natierlech och iwwert déi Motioun hei erausgeet, an dass déi Regierung, hoffentlech déi hei, mä dann eventuell och vläicht déi nächst, déi Saachen och wierklech ëmsetzt. Mat där heiter Motioun hu mer

vläicht e bëssen e klengen Hiwiel an der Hand fir dat ze maachen.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Madame Wagener, wann Der nach e wéineg kritiséiert, da stëmme mer lech se net.

#### **(Hilarité)**

■ **M. le Président.** - Zu de Motiounen huet nach d'Wuert gefrot de Kolleg Ben Fayot.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wëllt d'Positioun vun eiser Fraktioun zu deene fënnef Motiounen hei explizéieren. Mir ënnerzeechnen d'Motioun 1 net a mir stëmme och net dofir. Mir enthalten eis derbäi, well mer net fannen, dass et e ganz grouss Fortschritt ass zum Rapport. Mir fannen, dass een zwar eng Partie interessant Saachen dra fënn, och an de Considéranten, dass et par rapport zu enger éischter Motioun schonn e bësse méi fortschrittlech ginn ass, mä mir fannen awer trotzdem, dass sech zum Beispill iwwert d'uebel Nationalitéit relativ contorsionnéiert ausgedréckt gëtt.

Mir fannen och, dass déi Cours d'intégration, déi sech op Dänemark beruffen, an déi do vun enger rietskonservativer Regierung agefouert gi sinn, mat relativ kloren Zilsetzungen, dass mer dat net esou kënnen matdroen, a mir fannen och, dass d'Transpositioun vun der Direktiv vun 2003 ka gemaach ginn, mä dass een och kritesch zu där Direktiv ka si wat de Regroupement familial ugeet. Dofir stëmme mer des Motioun net.

D'Motioun 2, do enthalte mer eis, well mer eigentlech net fannen, dass erëm e spezifesche Centre de recherche public sur la société multiculturelle vill bréngt. Ech menge mir hu Recherchestrutturen am Kader vun deenen een déi Recherche soll maachen.

Bei der Motioun 3 enthalte mer eis och, besonnesch wéinst deem leschte Paragraph. Ech mengen, mir sinn elo an der Phas wou mer wëlle probéieren, déi politesch Richtung anzuschloen fir iwwert d'uebel Nationalitéiten d'Ausländer zu Lëtzebuerg an d'politescht Liewen eranzubringen, dat heescht iwwert déi duebel Nationalitéit hinnen ze erlaben ze partizipéieren un politesche Liewen an un de Wahle fir de Pouvoir législatif. An ech muss éierlech soen, dat do bedéngt bei eis nach eng Diskussioun éier mer op esou e Wee kënnen matgoen.

Et sinn nach eng Partie aner Saachen, déi mer onkloer sinn. Ech fannen et ëmmer penibel, dass mer déi komplizéiert Motiounen deeselwechten Dag eng Stonn oder zwou Stonne virun dem Vote kréien. Eng intensiv Diskussioun an der Fraktioun ass jo eigentlech net méiglech.

D'Motioun 4 an d'Motioun 5 géife mer matstëmme. De Wielerpass ass eng gutt Iddi, an och fir an deem Wielerpass esou vill wéi méiglech Informatiounen ze ginn. D'Motioun 5 droe mer och mat. Et kann een d'accord sinn, fir de Conseil national pour Étrangers a Commission nationale pour l'Intégration ëmzebennen, obschonn den Term Integratioun u sech e villschichtegen an e vill bedeitenden ass an dat an deem Text net zum Virschäi kënn, a souwisou, wann een eng Kommissioun ëmbenennt, huet een eigentlech nach net vill geschafft. Mä trotzdem wäerte mer dat matstëmme.

#### **Motion 1**

■ **M. le Président.** - Wa kee méi d'Wuert zu de Motiounen verlaangt, da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwergoen. Fir d'Éischt hu mer d'Motioun 1. Sidd Der d'accord, dass mer par main levée ofstëmme?

#### **(Négation)**

Et ass e Vote électronique verlaangt. Mir stëmme of iwwert d'Motioun 1.

#### **Vote**

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalten sech.

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 38 Jo-, 8 Neen-Stëmme an 13 Abstentatiounen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Théo Stendebach), Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. François Bausch, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Serge Urbany.*

*Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanuschi.*

D'Madame Wagener freet d'Wuert nach eng Keier.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech hat am Fong geduecht, mir géifen eng Motioun no där anerer huelen. Da wëllt ech awer zu mengen eegenen zwou Motiounen och nach eppes soen.

Déi éischt, do sinn ech och e bëssen enttäuscht, dass d'LSAP déi net wëllt matdroen, well ech eigentlech awer mengen, dass et sech ëm e kruziale Problem zu Lëtzebuerg handelt. E geet esouguer iwwert den Thema Immigratioun vläicht eraus. Mir hunn einfach e Problem, dass mer eng ganz Rei vu Programmen de recherche hunn a vu Centres de recherche, déi méi am Beräich vun de Sciences naturelles an de Sciences appliquées aktiv sinn, mä am Beräich vun de Sciences humaines an notament an deem heite Beräich hu mer bis elo ganz wéineg, an déi Programmer, déi et gëtt, déi schéngen och Schwierigkeeten ze hu fir ze demarréieren, well déi Gelder, déi an deem Programm „Vivre demain au Luxembourg“ zur Verfügung gestallt gi waren, déi konnten emol net richtig verdeelt ginn, well déi Projeten, déi sech do presentéiert hunn, anscheinend net richtig adaptéiert waren. Also ech denken, dass mer awer hei e Problem hunn, dee mer misste léisen.

Ech hatt mer och kënnen virstellen, dass een da wéinstens an d'Richtung gaange wär fir et nach eng Keier an der Kommissioun ze diskutéieren...

■ **Une voix.** - Da macht dat!

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - ...an ech weisen och drop hin, dass ech an deem Tired, wou et ëm de Centre de recherche geet, jo soen, et kéint een och alternativ bestehend Strukturen huelen, déi déi Missioun do géifen erfüllen.

■ **M. le Président.** - Den Här Ben Fayot freet d'Wuert.



M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech muss wierklech nach eng Kéier déi Remarque maachen, déi ech elo éinescht hei gemaach hunn. Mir diskutéieren hei an Zäit vun zéng Minutte wierklech komplex Saachen, déi mat Recherche zesummenhänken, déi mat der Manéier zesummenhänke wéi mer déi Saachen an der Uni oder ech weess net wou solle situéieren. Ech sinn absolut dermat d'accord, dass mer déi Motioun do, éier mer se ofstëmmen, an d'Kommissioun huelen, mä ech ka wierklech net hei Äre Gedankengang bis zum Leschten novollzéien an Zäit vun zéng Minuten, an dat sinn och Saachen, déi mer an der Fraktioun wëllen diskutéieren. Also, wann Der se wëllt zréckzéien a verweisen an d'Kommissioun, da maacht dat, da si mer dermat d'accord, mä wann Der dat net maacht, dann enthalte mer eis.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Also, Här President, ech hu guer kee Problem fir dat ze maachen. Ech wëllt just drop hiweisen, dass et bis elo ëmmer d'Gepflogenheet war, dass mer d'Diskussioun vun de Motiounen en direct quasi gefouert hunn. Wann d'LSAP d'accord ass, fir dass mer an Zukunft eis all Motiounen am Virfeld ginn, fir dass mer se kënne studéieren, da kënne mir natierlech als Gréng mat där neier Handhab duerchaus averstane sinn.

#### (Interruptions diverses)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann Der lech gutt kënnt erënneren, hat ech eng aner Propos gemaach. Ech hat gesot, bei esou déif gräifende Problemer, wa Motiounen op den Dësch kommen déi virdrun net do waren, soll een net déiselwecht Woch ofstëmmen, mä déi Woch duerno. Da kann een an der Fraktioun doriwwer schwätzen. Dat war meng Propos, déi ech eng Kéier gemaach hunn, well ech fannen, dass een heiansdo iwwerrumpelt gëtt an een awer wëllt Récksprouch mat senger Fraktioun huelen.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, och domadder kënne mer d'accord sinn, wann dat fir alleguerten d'Motiounen da géif gëllen. Den Här Glesener huet...

M. le Président.- De Kollege Marcel Glesener huet d'Wuert gefrot.

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Jo, Här President, Kollegen a Kolleegeen, ech sinn erstaunt iwwert d'Haltung vun der sozialistescher Fraktioun vis-à-vis vun der Motioun 2, déi d'Madame Renée Wagener elo presentéiert huet. Si gräift do e Problem op, wou ech effektiv net ka beuerteelen, ob d'Konsequenzen déi sinn, wou se d'Regierung invitéiert aus deene Konsequenze Schlussfolgerungen ze zéien. Ech kann awer och net géint déi Motioun sinn, esou wéi d'Sozialisten. Dat fannen ech e bëssen ze einfach.

#### (Interruptions diverses)

Ech sinn amgaangen. Et ass net ausgeschloss, dass d'Madame Wagener net Onrecht huet mat hire Behauptungen, an ech mengen et ass schonn derwäert, dass ee sech mat dem Contenu vun där Motioun ausenaner setzt, an dofir plädéiere mir dofir, dass déi Motioun soll an déi zoustänneg Kommissioun zréckgoen, fir dass déi zoustänneg Ministerin ka Positioun bezéien, an dass een da kuckt fir Konklusiounen ze fannen. Dat zur Motioun 2, also mir sinn net dergéint, mir si fir de Renvoi.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wëllt...

#### (Interruption)

Ech sinn och nach net fäerdeg, Här Glesener, ech hu meng dréit Motioun nach net virgestallt.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Ech sinn awer och zudéifst enttäuscht iwwert d'Haltung vun de Sozialisten, dass se d'Motioun 1 net gestëmmt hunn.

Une voix.- Mir sinn elo bei der Motioun 2!

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Dir hutt haut am Débat vill Kriticken ubruecht zum Rapport, awer keng eng konkret Proposition gemaach, wat da sollt änneren,...

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...wéi Dir lech dann eng gutt Imigrationspolitik konkret virstellt. Sou einfach kann ee sech et net maachen. Enttäuschend vun der sozialistescher Partei!

#### (Interruptions diverses et hilarité)

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech stelle fest, dass bei der Motioun 2 awer e grouse Konsens ass, dass mer se sollen an d'Kommissioun zréckschécken.

An ech kéim zur Motioun 3, an déi läit mer am Fong nach vill méi um Häerz, well et hei em méi déif gräifend Punkten nach geet. An ech muss och do soen, dass ech enttäuscht sinn iwwert d'Haltung vun de Sozialisten esou wéi den Här Fayot se elo grad ausgedréckt huet. En huet eis jo virdrun e bëssen de Virwurf gemaach, mir wäeren net fortschrittlech genuch, well mer d'Motioun vun der Majoritéit matgedroen hunn. Ech stellen awer fest, dass d'LSAP net fortschrittlech genuch ass fir och nëmmen eng Analys iwwert d'Fro maachen ze loosse, ob ee vläicht eng Kéier kéint den Accès vun den Net-Lëtzebuerg zum Droit de vote national zouloossen. Dat ass jo awer nach ganz harmlos formuléiert, an dofir erstaune mer eis e bëssen doriwwer, dass mer do dann de Secours vun de Sozialisten net kréien.

An där Motioun stinn awer och nach e puer aner Punkten, déi ech wichteg fannen. Dat eent war eng déif gräifend Reform vum Conseil national des Étrangers, fir deem méi eng wichteg Roll ze ginn, en attendant dass dat nationaalt Wahlrecht dann iergendwann eng Kéier kënnt. Deen zweete Punkt war fir d'Derogatiounen um Niveau communal opzehiewen, wat d'Wahlrecht an och wat déi verschidde Mandater betrëfft, an dat Dréit dat war fir déi Commission consultative communale pour étrangers och opzewäerten, a fir dee Projet de règlement grand-ducal, dee scho méi laang virläit a wou et och konkret Propositionen vum Conseil national pour Étrangers gëtt, emzesetzen.

Voilà, Här President, dat sinn eng Rei vu Mesuren, déi d'politesch Matbestimmung vun den net lëtzebuergesche Matbiergerinnen a -bierger géife verbessern.

M. le Président.- Den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt just ee Wuert soen. Fir d'éischt emol, et deet mer Leed, dass den Här Glesener enttäuscht ass, mä mir hunn eben eng Positioun als Fraktioun, a mir hunn déi hei ausgedréckt, a mir hunn d'Recht fir dat ze maachen, ob den Här Glesener enttäuscht ass oder net. Dat ass mir eigentlech egal, muss ech éierlech soen. Ech wëll och soen, Madame Wagener, Här President, ech hunn och net déi gréng Fraktioun jugéiert, dass si déi éischt Motioun ënnerschriwwen huet. Ech hunn näischt dovunner gesot. Ech hunn einfach ons Positioun duergeluecht. Ech mengen et ass d'Recht vu jiddfer Fraktioun, hir Positioun ze fixéieren

an déi duerchzezéien. Wa mer elo jiddferengem hei soen: Du hues dat dote gemaach, du hues dat dote gemaach, dat ass net gutt, an esou weider, da gi mer net fäerdeg. Dat just dozou.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Wann een awer politesch Konklusiounen doraus zitt!

M. Ben Fayot (LSAP).- Nach eng Kéier: Déi Motioun 3 ass eng ganz komplex Motioun mat enger ganzer Partie Saachen. Mir hu jo net gesot, dass mer dogéint stëmmen, mir hu just gesot, dass mer zum Beispill dee leschten Tiret, dee leschte Punkt vum Dispositif, dass mer domat zu dësem Zäitpunkt Schwierigkeiten hunn, well mer an deem Zäitpunkt si wou mer iwwert d'duebel Nationalitéit schwätzen, fir den Accès zu dem politesche Liewen zu Lëtzebuerg vun den Ausländer ze erméiglechen. Selbstverständlech si mir och der Meenung, dass ee fir d'Résidenten, déi zu Lëtzebuerg sinn, dass een do déi Konditiounen fir den Accès zum Droit de vote méi flexibel soll maachen, dass ee vläicht d'Durée vun der Résidence soll erofsetzen.

Mä nach eng Kéier: Wann Dir déi Motioun do wëllt an d'Kommissioun verweisen, dass ee kann doriwwer diskutéieren, hunn ech kee Problem. Wann net dann enthalte mir eis aus der Ursach, dass mir mat enger Partie Saachen d'accord sinn, awer bei enger Partie aner Saache si mir nach net esou fortschrittlech wéi déi Gréng.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eppes zu der Motioun 2 soen.

M. Alex Bodry (LSAP).- Ah! Dir wäert och enttäuscht sinn.

#### (Hilarité)

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Meng Enttäuschung hält sech a Grenzen, Här Bodry. Wann ech den Dispositif vun der Motioun 2 kucken an ech kucken déi Motioun, déi mer elo grad gestëmmt hunn, déi vun der Majoritéit, déi och déi Gréng ënnerschriwwen hunn, do ass jo e fundamentalen, do géing ech awer soen, e grousen Ënnerschied an eiser Motioun iwwert de Secrétariat à l'immigration. An eiser Motioun schreiw mir dran: „à étudier la possibilité de confier la mise en oeuvre de cette politique à un membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la coordination de la politique de l'immigration“.

Une voix.- Le cas échéant!

#### (Hilarité)

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Voilà! Et ass genau esou. An der Motioun 2 steet: „à prévoir un rôle clé pour une telle structure dans le cadre de la création d'un ministère voire d'un secrétariat à l'immigration“. Ech si perséinlech der Meenung, dass dat en contradiction ass mat deem wat mer elo grad gestëmmt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Dat heescht also, all dat anert vun där Motioun, do steet just nëmmen dran: „à tenir la Chambre au courant, à encourager, à envisager“, an esou virun, alles wat d'Recherche ubelaangt. Wann also déi Gréng d'accord wäeren, dee leschten Alinea ewechzeloosse vum Dispositif, da wäere mir souguer bereet, déi Motioun ze stëmmen.

#### (Hilarité)

M. le Président.- Et ass eng Proposition gemaach ginn. Ech gesinn, d'Saach gëtt ëmmer méi komplizéiert. Den Här Fayot huet proposéiert, et soll een déi zwo Motiounen un d'Kommissioun verweisen, fir dass se Zäit hätt dat an aller Sachlechkeet...

#### (Interruption)

Wëllt Der dat net? Hätt Der gären direkt eng Ofstëmmung? Jo, Här Glesener.

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Här President, zu der Motioun 2 si mir der Meenung, dass déi soll an der zoustänneg Kommissioun eng Kéier duerchdiskutéiert ginn.

Une voix.- Wéi eng ass dat?

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Dat ass d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture. Am Règlement fannt Der dat och erëm. Am Organigramme vun der Chamber stinn d'Zoustännegkeete vun der Kommissioun. Ech huelen un, als Member vun der Commission des Présidents misst een dat wëssen. Also mir si fir de Renvoi.

M. le Président.- D'Madame Wagener freet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Jo, Här President, ech hat jo virdru scho gesot, ech mengen et wär och eng gutt Iddi, well eben nach aner Bedenken do waren, fir se an d'Kommissioun ze verweisen an dann a Rou nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen. Da kann een och iwwert dee leschten Tiret schwätzen.

M. le Président.- Da si mer domadder d'accord: D'Motioun 2 geet zréck an d'Kommissioun.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, mir sinn och net fir de Renvoi an d'Kommissioun, aus där einfacher Ursach, well dee leschten Tiret en contradiction ass mat där Motioun, déi mer elo grad gestëmmt hunn. Also entweder stëmmen mer se ouni den Tiret oder Dir schéckt se an d'Kommissioun ouni de leschten Alinea.

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Wéi esou oft huet den Här Rippinger net Onrecht!

#### (Interruptions diverses et hilarité)

Oh, Här Di Bartolomeo! Bleift e bësse seriö!

#### (Hilarité)

Wann den Här Rippinger sech stéiert un där Ausso an deem véierten Tiret, wat net falsch ass, da géif ech proposéieren, wa mer géife schreiw, dat heescht wann d'Auteurs domadder d'accord sinn: „à prévoir un rôle clé pour une telle structure.“

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Däerf ech? Ech schwätzen iwwert d'Motioun 2. Den Här Rippinger seet: Wann dat dote geännert gëtt, da stëmmen mer d'Motioun. Ech sinn der Meenung am Numm vu menger Fraktioun ze proposéieren, dass mer hannert „la création d'un ministère“ „éventuelle“ schreiw. Da si mer conforme mat eiser Motioun, Här Rippinger, déi Dir gestëmmt hutt, an da mat där Annerung géif ech da proposéieren, se esou ofgeännert an d'Kommissioun zréckzeverweisen.

#### (Brouhaha général)

M. le Président.- Da géff nach ee Mënsch klug!

#### (Brouhaha général et hilarité)

Une voix.- Här President, Dir hutt als Eenzegem nach den Iwwerbléck.

M. le Président.- Jo, d'Madame Stein huet d'Wuert gefrot.

Plusieurs voix.- Aahhhh!

Une voix.- Elo kënnt Licht an dat Ganz!

Mme Nelly Stein (CSV).- Majo, Här President...

#### (Interruption)

Ech schwätzen zéng Minuten. Här President, ech si ganz d'accord fir déi Motioun do an d'Kommissioun ze huelen, wann d'Madame Wagener d'accord ass fir net iwwert dee leschten Tiret do ze diskutéieren.

#### (Brouhaha général et hilarité)

Une voix.- Et ass elo alles kloer, Här President!

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech hoffen, dass mer hei nach kënnen iwwer Inhalter schwätzen, och wa mer ëmmer méi no bei d'Wahl ginn, mä ech hat eigentlech am Virfeld vun deenen heiten Diskussiounen ronderëm d'Motioun vun dem Här Glesener gesot kritizz, si wëllten deen „éventuelle“ baisesen. Dunn hat ech mech averstane erkläert. Dat ass awer elo an der Diskussioun eréischt ganz zum Schluss komm, esou dass et elo ausgesäit, wéi wann déi Motioun ëmmer méi hires Inhalts géif beraubt ginn an dass eigentlech guer keng Bereetschaft méi do wär, iwwert deen Inhalt nach ze schwätzen. Ech géif mer wënschen, dass d'Majoritéitspartei sech kéinten op eng gemeinsam Proposition eens ginn, an ech géif mer och wënschen, dass déi Proposition déi wär fir se an d'Kommissioun ze ginn. Wann herno näischt méi vun där Motioun iwwereg bleift, hu mer natierlech net vill geschafft. Mä ech géif nach eng Kéier dofir plädéieren, dass mer kënnen an der Kommissioun doriwwer schwätzen.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Weiler!

M. Lucien Weiler (CSV).- Also, Här President, ech géif da proposéieren, dass mer zum Vote iwwert des Motioun kommen, an da gesi mer wéi d'Resultat ass, an da kann d'Madame Stein se nach ëmmer an hir Kommissioun huelen, souguer wa se ofgelehnt ass, ka se se nach ëmmer an d'Kommissioun huelen an doriwwer diskutéieren.

#### (Interruptions diverses)

#### Motion 2

M. le Président.- Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 2.

#### Vote

Déi derfir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Esou, d'Affär ass gekläert, d'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 40 Nee-, 5 Jo-Stëmmen a 15 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Marcel Sauber), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler.

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Simone Beissel), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM.



Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombero (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: M. Marcel Glesener;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

M. Serge Urbany.

### Motion 3

Elo komme mer dann zur Motioun 3. Freet do nach een d'Wuert?

### (Négation)

Da stëmme mer direkt driwwer of.

### Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 3 ass verworf mat 41 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent

Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Théo Stendebach), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Claude Meisch), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombero (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi.

### Motion 4

An da komme mer un d'Motioun 4. Ass och do e Vote électronique verlaangt?

### (Assentiment)

Et ass alles erkläert, Dir hutt den Text virun lech leien, et weess jiddereen em wat dass et geet.

### Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 4 ass verworf mat 35 Nee- a 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo,

Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Marcel Sauber), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Théo Stendebach), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Simone Beissel), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

M. Serge Urbany.

### Motion 5

An da stëmme mer of iwwert d'Motioun 5.

### Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, der dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 5 ass verworf mat 36

Nee-, 18 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Zanussi), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Marcel Sauber), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Théo Stendebach), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Simone Beissel), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

M. Jean-Pierre Koepp;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Wat d'parlamentaresch Aarbechte fir déi nächst Woch ubelaangt, huet d'Präsidentenkonferenz haut de Moie Folgendes virgeschloen:

D'Chamber siégéiert en Dënschdeg, de 17. Februar, um dräi Auer, e Mëttwoch, den 18., an en Donneschdeg, den 19. Februar, jee weils um hallwer dräi.

En Dënschdeg steet op eisem Ordre du jour:

1) d'Declaratioun vum Här Minister Charel Goerens iwwert d'Kooperatiounspolitik,

2) de Projet de loi 5235, e Kooperatiounsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Südafrika,

3) de Projet de loi 5108 iwwert den Assurancësecteur,

4) de Projet de loi 5153 iwwert de Finanzsecteur a

5) d'Motioun vun der Madame Renée Wagener iwwert d'Schicksal vun deene Leit, déi am Zweete Weltkrich vermësst gemellt goufen.

E Mëttwoch hu mer eng Debatt iwwert d'Kooperatiounspolitik.

En Donneschdeg steet op eisem Ordre du jour:

1) d'Question avec débat N° 36 vum Här Huss,

2) d'Question avec débat N° 37 vum Här Zanussi,

3) de Projet de loi 5174 iwwert d'Kannerheemer,

4) de Projet de loi 4988 iwwert d'Finanzéierung vun den Dëngschtleeschungen an de Fleegeheemer a

5) d'Chamberkonte vum Joer 2002.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert. An domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 19.38 heures)**

## Ordre du jour

- Dépôt d'une proposition de loi et de deux motions
- Dépôt d'une motion
- Communications
- Ordre du jour

5. Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

6. 5235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Pretoria, le 11 octobre 1999

*(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

7. 5108 - Projet de loi relatif à l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurances et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances *(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

8. 5153 - Projet de loi portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

9. Motion de Mme Renée Wagener relative au sort des personnes portées disparues pendant la Seconde Guerre mondiale

*(Discussion générale - Vote)*

10. Ordre du jour

11. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'instruction des demandes d'asile

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative au refoulement d'étrangers

*(Vote)*

12. Motion de M. Aly Jaerling relative aux jeux de hasard

*(Vote)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres.

**(Début de la séance publique à 15.01 heures)**

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Kommunikatiounen ze maachen?

### (Négation)

Dat ass net de Fall.

Den Här Henckes huet d'Wuert.

1. Dépôt d'une proposition de loi et de deux motions

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, ech wollt just den Dépôt maache vun enger Proposition de loi, déi viséiert fir d'Examens de demandes d'asile ze reforméieren andeem mer d'Prozedure straffen an d'Instance d'appel ofschaffen.

- Proposition de loi 5302 modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile

Dann zwou Motiounen an deene mer d'Regierung opfuerderen déi néideg Mesuren ze huelen, fir d'Demandes d'asile innerhalb vun dräi Méint maximum kënnen ze aviséieren an eng zweet Motioun wou mer d'Regierung opfuerderen, fir d'Exekutioun vun den Décisions judiciaires et administratives méig-

lech ze maachen, doduerch datt weider Accords de réadmission signéiert ginn.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le bureau d'accueil des réfugiés a été fermé pour surcharge de travail et cela en violation avec nos obligations internationales;

- considérant que les demandes d'asile ont plus que doublé en passant de 621 demandes en l'an 2000 à 1.549 en l'an 2003;

- considérant que le délai nécessaire au Ministère de la Justice pour instruire les demandes est excessif alors qu'il est proche d'une année;

- considérant que le délai nécessaire à l'instruction doit être réduit à un maximum de trois mois;

demande au Gouvernement

- à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les demandes d'asile soient instruites dans un délai maximum de trois mois par le Ministère de la Justice.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombero, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que les décisions de refoulement d'étrangers prises par le Ministère de la Justice et par les autorités judiciaires dans le cadre des procédures d'asile ne sont souvent pas exécutées faute d'accords de réadmission;

- considérant que le Gouvernement n'a négocié qu'un nombre



très restreint d'accords de réadmission ce qui se révèle comme insuffisant;

demande au Gouvernement

- de négocier des accords de réadmission permettant d'exécuter seul ou ensemble avec des pays voisins les décisions judiciaires et administratives en matière de refolement d'étrangers.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

**M. le Président.** - D'Chamber hëlt Akt vum Dépôt vun enger Proposition de loi an den zwou Motiounen, déi un déi zoustänneg Instanz weidergeleet ginn.

Den Här Jaerling freet d'Wuert.

## 2. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, ech wollt just eng Motioun hei deponéieren, déi d'Regierung opfuert d'Glécksspiller hei a Lëtzebuerg ze analyséieren.

### Motion

*D'Volleksvertriederkummer,*

- stellt fest, datt et zu Lëtzebuerg keen Zuelematerial iwwert de Phänomeen vun der Glécksspillsucht gëtt, d'Zuel vun de Glécksspillsüchteen awer op 4.500 Leit geschätzt gëtt;

- stellt fest, datt d'Émsätz vun der nationaler Lotteriegesellschaft zënter e puer Joer ferme um klammen ass;

- stellt fest, datt de Stat 2003 Recetté vun iwwer 13 Milliounen Euro am Zesammenhank mat Glécksspiller (Casino, Lotto, etc.) bezunn huet an datt och fir d'Joer 2004 am Statsbudget mat engem Akommen aus dese Spiller an der Héicht vun 13 Milliounen Euro gerechent gëtt;

- stellt fest, datt d'Glécksspillsucht dramatesch sozial an ekonomesch Konsequenzen, net nëmme fir de betraffene Spiller, mä och fir säin Émteled huet;

fuerdert d'Regierung op

- eng onofhängeg Expertekommission ze schafen, mat der Mission de Phänomeen vun der Glécksspillerei zu Lëtzebuerg a besonnesch d'Glécksspillsucht mat all hire sozialen an ekonomesch Konsequenzen ze ënnersichen an entsprechend Recommendationen fir eventuell ubruecht Moossnamen ze proposéieren.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

**M. le Président.** - Mir huelen Akt vun där Motioun, déi och weidergeleet gëtt.

## 3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 13 février 2004, le projet de loi N° 5301 portant approbation:

- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements,

- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers en matière maritime.

3) L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu la première partie de sa session ordinaire de 2004 du 26 au 30 janvier à Strasbourg.

Étaient présents à cette session: MM. Marcel Glesener, Vice-Président de la délégation, et Mme Lydie Err, représentant, Mme Mady Delvaux-Stehres et M. Norbert Hauptert, suppléants, M. le Président Gusty Graas et M. Emile Calmes, suppléants, s'étant excusés.

La première séance étant ouverte par le doyen d'âge de l'Assemblée, M. Josip Torbar, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux représentants, suppléants et invités spéciaux.

Après réélection du Président sortant, M. Peter Schieder comme Président de l'Assemblée, sont élus les 19 Vice-présidents de l'Assemblée, dont M. Glesener, élu deuxième selon l'ordre de préséance; cependant le poste de Vice-Président au titre de la Croatie reste vacant.

Monsieur Gusty Graas a été confirmé dans ses fonctions de Président de la délégation. Monsieur Marcel Glesener a été élu Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille.

L'Assemblée a écouté le mercredi 28 janvier

- le discours de M. Tassos Papadopoulos, Président de Chypre, suivi par un débat sur la situation à Chypre,

- le discours de M. Mikheil Saakachvili, Président de la Géorgie, succédé par un débat sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Géorgie

et le jeudi 29 janvier

- l'allocution de M. Sergio Pérez Verdugo, Président de l'Union interparlementaire.

Lors du débat sur le 3<sup>e</sup> rapport annuel sur les activités du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2002), le Commissaire M. Alvaro Gil-Robles a tenu un discours.

En dehors de la communication de M. Bernard Bot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté

- la communication du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Monsieur Walter Schwimmer, sur l'état du Conseil de l'Europe,

- les interventions de M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense et Ministre de l'Environnement du Luxembourg, et de Mme Aileen Carroll, Ministre de la Coopération internationale du Canada, dans le cadre du débat ayant eu pour sujet d'améliorer les perspectives des pays en développement: un impératif moral pour le monde.

Les autres thèmes à l'ordre du jour étaient, entre autres, les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;

- réaliser le potentiel de Strasbourg, capitale européenne;

- fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan;

- élection d'un juge à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre de la Bosnie-Herzégovine - Mme Liliana Mijovic, a été élue;

- contestation des pouvoirs des délégations parlementaires de l'Irlande et de Malte au motif qu'elles ne comptent pas au moins une représentante du sexe féminin (article 7.1.b. du Règlement), avec ratification des pouvoirs mais suspension des Membres de leur droit de vote à l'Assemblée, jusqu'à ce que la composition des délégations soit conforme à l'article 6.2. du Règlement;

- service public de radiodiffusion;

- respect des obligations et engagements de l'Arménie;

- selon la procédure d'urgence, le terrorisme: une menace pour les démocraties,

- l'accès à l'assistance et à la protection pour les demandeurs

d'asile dans les ports maritimes et les zones côtières en Europe;

- selon la procédure d'urgence: la crise politique en Ukraine;

- aspects économiques de l'élargissement de l'Union européenne: les années cruciales en perspective;

- conséquences de l'élargissement de l'Union européenne pour la liberté de circulation entre les États membres du Conseil de l'Europe;

- candidats à la Cour européenne des droits de l'Homme et

- constitution de la Commission permanente.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Den Här Jeannot Krecké freet d'Wuert zum Ordre du jour.

## 4. Ordre du jour

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, besonnesch Dir Damen an Dir Häre vun der Majoritéit, ech wëll zwee Wuert soen zu der Aart a Weis wéi mer den Ordre du jour zesummegehallt hunn. Ech hat et an der Presidentenkonferenz uklänge gelooss. Ech fannen, dass mer ufänken eng schlecht parlamentaresch Aarbecht ze maachen. Dat hunn ech elo schon zwee-, dräimol gesot. Ech soen et elo nach eng Kéier.

Ech fannen et net normal, dass hei d'Regierung en Accord ënnerzeechent Enn 1999, da brauch se véier Joer fir en ze déposéieren an da muss d'Chamber op eemol an engem Eilverfahre sans pareil den Accord vu Südafrika hei duerchbaatschen à tel point, dass de Rapport iwwert de Weekend de Leit eréischt zougestallt ginn ass, dass e gëschter uegoholl ginn ass, eng Prozedur, déi mir elo awer an all deene Jore probéiert hunn ze évitéieren. Mir hunn zweemol Ausnahmen als Opposition akzeptéiert. Och déi Zäit wéi mer an der Majoritéit waren hu mer dat do net akzeptéiert. Mir hunn dat akzeptéiert wann et virum Juli war a wann et virum Dezember war, viru Chrëschttag.

Mä ech fannen dat do einfach lamentabel. Wann eng Regierung net capabel ass en temps utile hir Saachen ze déposéieren, da fannen ech, dass et net ass, dass d'Chamber hei wirklech muss sech a sechs zerräisse fir hei Accorden unzehuelen.

Ech géing déi zwou Majoritéitspartei bidden, well em déi geet et, elo an deene leschten dräi Méint wu mer nach Aarbecht hei an der Chamber hunn, déi do Prozedur net erëm eng Kéier unzewenden. Wann eng Kéier Urgence ass, huet d'Opposition, op alle Fall eis Partei, nach ëmmer mat sech schwätze gelooss, mä ech fannen dat hei geet awer e bësse wäit an ech wëll net méi, dass dat do sech reproduzéiert.

Ech soen lech merci!

**M. le Président.** - Den Här Jean-Paul Rippinger freet d'Wuert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, ech froen den Här Krecké wat en eigentlech elo finalement wëllt. Freet en, dass dee Projet de loi vum Ordre du jour erof soll kommen? Wann en dat wëllt, sinn ech d'accord.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Här President, ech hunn lech kloer an d'itelech gesot, ech géing dat do net froen, well ech hunn et an der Presidentenkonferenz gefrot, mä ech wollt einfach eng Mise en garde maachen, dass dat do ophéiert, dass mer déi Prozedur anstänneg maachen. Här

President, Dir wësst et, donneschdes ier d'Presidentenkonferenz ass, sollen d'Rapporten uegoholl sinn, sauf en cas d'urgence extrême. Ech gesinn hei net e Cas d'urgence extrême. D'Regierung huet sech véier Joer Zäit gelooss, da kann et also keng Urgence sinn.

**M. le Président.** - Här Weiler.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, fundamental huet den Här Krecké net Onrecht. Mir hunn eng Prozedur hei wat d'Projets de loi ubelaangt, dass mer déi Woch virdrun d'Rapporte mussen unhuelen. Dat ass des Kéier net de Fall, mä ech muss awer soen, e mécht hei aus enger Méck en Elefant. Wann et em e Projet géing goen, deen eng politesch Enverguere hätt, da géing ech dat Ganzt jo verstoen. Mä, vu datt et dee Projet ass, deen et ass, a vu d'Demande expresse vun der Regierung, fannen ech awer fällt eis keen Zack aus der Kroun wa mer dee Projet elo hei huelen, esou wéi d'Regierung et gär gehat hätt. Fundamental ginn ech him Recht, mä an deem präzise Fall awer net.

**M. le Président.** - Den Här Rippinger freet nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Ech ginn dem Här Krecké net fundamental Recht. Ech sinn der Meenung, datt deen Zirkus hei absolut fir näischt ass, wann en net onbedéngt wëllt, dass dee Projet soll vum Ordre du jour geholl ginn. Mir wësse ganz genau, dass dat hei en Accord ass tëschent Südafrika an der Europäescher Communautéit, an dass mir dat lescht Land sinn, wat dat ëmsetzt.

### (Interruptions diverses)

Ech soen lech emol wéi vill där EU-Direktive mir am Tirang fonnt hu vum Här Poos, déi net ëmgesat waren an deene leschten zéng Joer.

### (Interruptions diverses)

Et waren der méi wéi 120. Dofir hutt Dir guer keng Ursaach fir doriwwer esou laang ze diskutéieren. Dat hei ass eng Affär, déi reng am Ministère läit a soss guer näischt a mir wëllen hunn, dass mer net dat allerleschte Land vun der Europäescher Communautéit sinn, dat deen Accord do ëmsetzt an dofir ware mer d'accord, och mir, dass de Projet soll halt op den Ordre du jour kommen a soll evakuéiert ginn.

**M. le Président.** - Mir kommen elo zu eisem Ordre du jour a mir héieren haut de Mëtteg dem Här Minister Charel Goerens seng Deklaratioun iwwert d'Lëtzeburger Entwécklungshëllef. D'Wuert huet elo den Här Minister Charel Goerens.

## 5. Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense

**M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.** - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, aujourd'hui à travers le monde, plus d'un milliard de personnes continuent de lutter pour survivre avec moins d'un dollar par jour. Sommes-nous concernés par ce problème?

Oui, c'est notre problème à nous tous. Même en faisant abstraction de toute considération d'ordre moral, il est dans notre intérêt de coopérer avec les pays pauvres.

Pourquoi? Mais parce que nous vivons désormais dans un village global, marqué par une interdépendance croissante. La pauvreté, la misère, la frustration deviendront très rapidement notre problème. Je

veux dire par là que la coopération au développement n'est pas de la charité. Les maladies ne s'arrêtent pas aux frontières, pas plus que les ouragans, les sécheresses ou les guerres. Il s'agit là d'une responsabilité partagée pour notre avenir commun.

Fin janvier, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a procédé à un débat sur cette problématique - débat auquel a assisté votre collègue Madame Err - sur base d'un rapport très équilibré intitulé 'Améliorer les perspectives des pays en développement: un impératif moral pour le monde'. Ce débat nous a permis de valoriser l'effort particulier que le Luxembourg consent en matière de coopération au développement. Il a également donné l'occasion d'examiner la situation des pays en développement et les rapports Nord-Sud.

Il a montré que la mondialisation n'a pas apporté les fruits escomptés. Certainement pas pour tous les pays en développement. La moitié de l'humanité vit dans la misère. Le fossé entre pays riches et pays en développement se creuse. Il se creuse même avec une rapidité inquiétante. Aujourd'hui 54 pays sont plus pauvres qu'ils ne l'étaient dans les années 1990. Comment ne pas déplorer que l'année dernière 800.000 personnes soient décédées dans des conflits, que 22 millions soient mortes par manque de soins et que 800 millions continuent aujourd'hui même de souffrir de la faim. Plus de 42 millions de personnes sont aujourd'hui affectées par le sida.

Mais ce tableau mérite d'être nuancé. Certains pays en développement sont en train d'émerger. La Chine a réduit la pauvreté de manière sensible. Ce pays, tout comme l'Inde, connaît une croissance économique impressionnante. Mais même en Inde, très nombreux sont ceux qui continuent de connaître le dénuement, la marginalisation, la discrimination sexuelle, la grande pauvreté. Le Chili n'est pas le Népal, le Niger n'est guère à comparer avec la Thaïlande. Sans vouloir verser dans le misérabilisme, c'est assurément l'Afrique qui connaît les retards les plus grands, qui souffre en plus de guerres civiles, de la décomposition de certains États. Et pourtant des progrès vers une plus grande stabilité sont à constater, comme en Angola, ainsi que dans la région des Grands Lacs et au Liberia.

En Amérique latine, nous saluons les efforts des gouvernements, comme celui du Président Lula, visant à éliminer la faim, à réaliser une réforme agraire au bénéfice des sans-terres, à développer des politiques sociales.

La pauvreté humaine n'a rien d'une fatalité. L'histoire nous montre que c'est possible d'y remédier. Au cours des trois dernières décennies, l'espérance de vie dans les pays pauvres a progressé de huit ans, et l'analphabétisme a été divisé par deux.

Nous partageons la conviction affichée par Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies, qui, en rendant publics les Objectifs de développement pour le Millénaire, déclarait que le défi essentiel que nous devons relever aujourd'hui est de veiller à ce que la mondialisation devienne une force positive pour les êtres humains sur toute la planète, et non un phénomène qui laisse des milliards dans la misère.

Lors du Sommet du Millénaire de l'an 2000, tous les membres des Nations Unies ont placé le développement en tête de l'ordre du jour de la communauté internationale. Les Objectifs de développement pour le Millénaire sont des cibles clairement définies que la communauté internationale s'est engagée à atteindre d'ici 2015 pour réduire la pauvreté, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et la discrimination à l'égard des femmes.



Ils ont pour but d'améliorer substantiellement les conditions de vie des personnes les plus pauvres. Pour évaluer les progrès réalisés, quarante-huit indicateurs ont été mis au point comme par exemple le taux de scolarisation, le taux de mortalité infantile ou le pourcentage de femmes enceintes atteintes du sida.

Sept objectifs indiquent ce que les pays pauvres doivent faire pour y parvenir. Le huitième objectif concerne les pays riches et leur engagement à répondre aux réformes politiques et économiques des pays en développement par une aide financière accrue, la promotion des échanges commerciaux susceptibles de profiter aux pays les plus pauvres et la réduction ou l'annulation de la dette.

Pour l'heure, ces engagements ne sont pas tenus.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement prennent pour postulat que la croissance économique ne pourra, à elle seule, réduire la pauvreté de manière significative. Si l'on ne s'attaque pas à des problèmes tels que la malnutrition ou l'analphabétisme, qui sont à la fois cause et symptôme de la pauvreté, les objectifs ne seront pas atteints.

La visite officielle le 12 février dernier de M. Mark Malloch Brown, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a donné l'occasion d'évoquer plus en détail et de rappeler au public et aux décideurs luxembourgeois les enjeux des Objectifs du Millénaire pour le développement.

La lutte contre la pauvreté et le développement durable sont les objectifs de notre politique de coopération au développement que nous menons dans un esprit de partenariat et de développement participatif. Nos différentes activités dans ce domaine contribuent à la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire, surtout dans les pays cibles.

Les défis posés par la faim, la pauvreté, l'absence de systèmes d'éducation, de santé et d'eau sont considérables. M. Mark Malloch Brown l'a rappelé la semaine dernière: au moins 100 milliards de dollars par an sont nécessaires pour faire reculer la pauvreté et améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Or actuellement, seulement 57 milliards de dollars sont dédiés à cette fin.

Afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, il est par conséquent essentiel que les pays industrialisés, et notamment les plus grands, redoublent d'efforts pour augmenter également l'aide publique au développement.

Il y a un an, le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) a procédé à l'examen de notre politique de coopération au développement. Cet exercice, appelé 'examen des pairs', a lieu au sein d'une instance qui réunit tous les pays industrialisés actifs dans la coopération au développement. Il a moins l'objet de contrôler et de juger notre politique en matière de coopération au développement mais plutôt de jeter un regard constructif sur celle-ci en s'inspirant de bonnes pratiques et surtout en formulant des recommandations sur la manière de mieux la poursuivre à l'avenir.

J'ai déjà eu l'occasion de présenter à votre Commission des Affaires étrangères les éléments essentiels du rapport final qui a entre-temps été rendu public.

Le Luxembourg, dit en particulier le Comité dans ses conclusions, a sensiblement augmenté à la fois le volume et la qualité de son aide publique (...). Des efforts ont été déployés pour que la croissance budgétaire soit accompagnée d'un renforcement de la qualité de l'aide. Parmi les réalisations impor-

tantes à mentionner figurent: la mise en place d'un cadre stratégique pour la programmation bilatérale avec la préparation de programmes indicatifs de coopération pluriannuels pour les pays cibles; le déploiement de la présence luxembourgeoise sur le terrain; le renforcement de la collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG); ainsi que la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation.

Les conclusions du Comité d'Aide au Développement sont riches en enseignements. Dans ses recommandations, le Comité nous invite en particulier à

- poursuivre et renforcer notre politique de concentration à la fois géographique et sectorielle,
- renforcer notre système de suivi et d'audit,
- établir des priorités dans le domaine multilatéral,
- renforcer le personnel des capacités notamment analytiques du Ministère,
- renforcer le rôle du Comité interministériel dans le domaine de la cohérence des politiques,
- poursuivre notre rapprochement vers le terrain,
- continuer et partager avec d'autres notre stratégie de désengagement progressif.

Aucune de ces recommandations ne met en cause les fondements de notre politique de coopération. Certaines sont des encouragements, d'autres autant de pistes pour ajuster notre politique. Je m'efforcerai, par la suite, de vous indiquer de quelle manière nous sommes d'ores et déjà en train de mettre en œuvre la plupart d'entre elles.

Monsieur le Président, notre politique de coopération au développement ne peut être durablement mise en œuvre que si elle est largement acceptée par l'opinion publique. A cette fin, le public doit être informé des enjeux et des résultats de cette politique.

Suite aux recommandations formulées par cette Chambre, nous avons lancé une campagne de communication et d'information qui commença en juillet 2002 pour se terminer par une étude d'impact qui fut réalisée fin 2003.

Selon les résultats de cette étude, les Luxembourgeois sont d'avis que la coopération au développement est non seulement utile mais nécessaire. Il est rassurant de voir que 98% de la population luxembourgeoise estiment que notre politique en matière de coopération est importante et que 86% jugent que les fonds déboursés ont été bien investis.

Il est à noter que neuf personnes sur dix ont apprécié le fait que le public ait été informé par une telle campagne. En revanche, l'étude a montré que les connaissances du public restent encore vagues au sujet du rôle de l'État ou encore concernant notre politique des pays cibles. Et surtout que les jeunes, de 15 à 25 ans, sont moins informés sur les questions de coopération au développement; que leur sentiment de solidarité envers les pays moins avancés est beaucoup moins prononcé que celui des populations plus âgées.

Les efforts de sensibilisation et d'éducation au développement, notamment auprès de la jeunesse, devront donc à l'avenir être poursuivis voire même être intensifiés.

En 2000 nous avons atteint l'objectif de consacrer 0,7% de notre revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD).

Depuis lors nous n'avons pas cessé de relever notre effort de coopération pour aboutir pour l'année 2003 à un taux d'aide publique au développement se situant autour de 0,8% du RNB alors que le budget 2004 devrait nous permettre

d'atteindre un taux de 0,84% du même RNB. Permettez-moi toutefois de faire les remarques suivantes quant à l'évolution récente du taux d'aide publique au développement:

- Nous n'avons cessé d'augmenter notre aide publique au développement à la fois en valeur absolue et en pourcentage alors que nombre d'autres pays développés l'ont réduite.

- Le taux d'aide publique est lié aux variations du revenu national brut. Or le revenu national brut est un agrégat qui est d'abord estimé pour faire ensuite l'objet de réévaluations périodiques par le Statec avant de devenir définitif au bout de quelques années. Il en résulte que des révisions à la hausse du revenu national brut au cours des dernières années ont entraîné une légère variation de notre taux d'aide publique au développement.

- Il faut se féliciter de ce que l'objectif ambitieux d'allouer 1% de notre revenu national brut à la coopération n'est remis en question par aucun groupe politique représenté à la Chambre des Députés.

Ce n'est que grâce aux crédits budgétaires que cette Chambre a approuvés année pour année que nous avons pu avancer sur cette voie et je vous en suis reconnaissant, et j'aimerais inclure dans ces remerciements les responsables gouvernementaux et notamment le Ministre du Budget présent ici dans cette salle. J'aimerais maintenant vous présenter le bilan et les perspectives des différentes activités qui ont pu être financées grâce à ces crédits.

La coopération, Monsieur le Président, la coopération bilatérale avant tout reste le principal pilier de notre politique de coopération au développement. Plus de 50% de celle-ci y est consacrée. Les visites de LLAARR au Nicaragua, au Salvador, en Thaïlande et au Laos ont permis de renforcer nos relations avec ces pays. Elles ont en particulier mis en évidence l'importance qui s'attache à notre politique de coopération au développement. Enfin, ces visites ont permis à notre opinion publique de mieux se rendre compte de la justification et des résultats de cette politique.

Afin d'augmenter l'impact et l'efficacité de notre action, nous avons poursuivi notre effort de concentration sur nos dix pays cibles qui sont des pays partenaires privilégiés. En 2002, le Ministère a déboursé pour ces pays et pour les territoires occupés palestiniens 57,6 millions d'euros, soit 16% de plus qu'en 2001.

Cette action de concentration est également soutenue par une réduction progressive du nombre des pays qui ne font pas partie de la liste des pays cibles. Ainsi, nous sommes en train de mettre un terme à notre coopération au développement avec des pays à revenu intermédiaire, comme le Chili ou l'Île Maurice, pays avec lesquels se développe maintenant une coopération, avant tout économique.

En 2003, nous avons signé de nouveaux programmes indicatifs de coopération avec le Mali, le Burkina Faso, le Nicaragua, le Niger et finalement avec le Laos. En l'espace de deux ans, nous avons signé des programmes de coopération avec neuf de nos dix principaux pays partenaires.

Le programme indicatif de coopération (PIC) est un document de nature politique que nous concluons avec nos pays cibles afin de donner une dimension plus stratégique à notre coopération avec ces pays. Ce programme conduit à une meilleure programmation financière de notre coopé-

ration. Il permet surtout au pays partenaire de bénéficier d'une meilleure prévisibilité de l'aide apportée par le Luxembourg. Placé sous le signe de la lutte contre la pauvreté, le PIC permet de s'assurer que les projets proposés sont cohérents par rapport à la stratégie de développement du pays partenaire.

Parallèlement à la conclusion de ces programmes, nous avons mis en place avec nos pays partenaires privilégiés des Commissions de partenariat. Les réunions annuelles de ces commissions permettent de rencontrer régulièrement mon homologue du pays partenaire pour assurer le suivi des programmes indicatifs de coopération et, en même temps, de mener un dialogue sur des sujets politiques d'intérêt commun, y compris en matière de droits de l'homme.

Il convient de souligner que cette approche de notre coopération bilatérale vise à mieux tenir compte des deux principes majeurs qui régissent la coopération internationale: le partenariat et l'appropriation du développement par le pays partenaire.

Le mois dernier, lors d'une visite en Namibie à laquelle ont participé M. Helming et M. Fayot, Président et Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères, nous avons mieux pu connaître ce pays en développement à revenu intermédiaire. Devenue indépendante en 1990, la Namibie reste un des pays les plus inégalitaires au monde. L'espérance de vie à la naissance y est passée de 59 ans en 1995 à 45 en 2002, principalement en raison du fort taux de prévalence du sida. Ce pays n'est donc pas encore en mesure de se passer de la solidarité internationale pour améliorer les conditions de vie de l'ensemble de sa population.

Les activités du Luxembourg se concentrent dans la province de Okavango, région la plus défavorisée du nord du pays, située à la frontière avec l'Angola. Nous avons pu nous rendre compte sur place de la pauvreté qui y prévaut et de la pertinence de nos interventions.

Nous avons trouvé un accord avec les autorités namibiennes amenant celles-ci à participer, de manière accrue, à nos futurs programmes de coopération. De cette manière la diminution progressive de notre enveloppe budgétaire allouée à la Namibie devrait être compensée au fil des ans par une participation financière accrue de la Namibie. Les modalités de ce cofinancement seront définies dans un programme indicatif de coopération entre les pays qui est actuellement en cours de préparation et qui devrait être signé au cours de cette année.

Nous avons convenu d'une forme de participation financière similaire avec le Salvador qui connaît une situation économique comparable à celle de la Namibie.

Le Luxembourg poursuit également un effort considérable de développement dans les Balkans afin de contribuer ainsi à la stabilité d'une région voisine de l'Union européenne.

Depuis la fin du conflit au Kosovo en 1999, nous avons mis en place un vaste programme humanitaire dont ont bénéficié les différentes communautés de cette région. Nous avons contribué à reconstruire de nombreuses infrastructures scolaires et médicales ainsi que plusieurs villages détruits par la guerre. Notre appui conséquent à la FAO a contribué à la relance de l'agriculture dans cette région.

Notre action de la coopération au développement s'est progressivement étendue au Monténégro et à la Serbie, dans la région communément appelée le Sandjak d'où est issue la majorité des demandeurs d'asile venus au Luxembourg. Les projets mis en œuvre visent d'une part à dynamiser

l'économie locale en soutenant notamment les secteurs agricole et forestier, importants pourvoyeurs d'emplois, à renforcer les municipalités et, d'autre part, à améliorer les services sociaux tels que l'éducation et la santé.

Notre action dans cette région est complétée par le partenariat que nous développons avec deux ONG luxembourgeoises qui y ont établi leurs bureaux. Ces activités ouvrent aux plus démunis et aux demandeurs d'asile qui retournent dans la région de nouvelles perspectives notamment à travers des projets de microfinance.

En Albanie, la coopération luxembourgeoise est active depuis 2000 dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Actuellement, des négociations avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) sont en cours pour apporter aux autorités albanaises dans ce secteur une assistance technique dans le cadre d'un important projet géré par la BEI.

En termes financiers, quelque 35 millions d'euros ont été investis en Europe du Sud-Est depuis 1999 et les engagements fermes déjà pris jusqu'en 2006 s'élèvent à plus de 16,5 millions d'euros. En 2003 nous avons déboursé près de 6 millions alors que cette année nous comptons encore augmenter notre apport financier à quelque 8 millions, ce qui correspond à une progression de 30%.

Monsieur le Président, nous continuons à accorder une grande importance à la coopération multilatérale et au renforcement de notre position au sein des institutions internationales. Nous avons soutenu jusqu'à présent une dizaine d'organisations internationales, telles l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF, le PNUD, l'UNRWA ou l'UNFPA et nous contribuons à plusieurs programmes de l'OMS contre les maladies qui affectent plus particulièrement les pauvres. Enfin la coopération luxembourgeoise a continué le financement de nombreux projets de ces organisations, en particulier dans ses pays cibles.

L'année dernière, nous avons développé une nouvelle approche de la coopération multilatérale qui tient compte de nos priorités, des recommandations du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE et des exigences de la coopération internationale. Cette nouvelle stratégie de coopération multilatérale prévoit une plus grande concentration et rationalisation dans ses choix et elle sera axée sur les priorités suivantes:

- tisser des relations privilégiées avec les agences internationales qui répondent le mieux aux objectifs de notre coopération et qui présentent un avantage comparatif;
- mieux définir les secteurs prioritaires et la répartition géographique de la coopération multilatérale luxembourgeoise en tenant compte des priorités de l'agenda international, et notamment des objectifs du millénaire.

L'objectif de cette nouvelle approche est double: accroître l'efficacité de l'action multilatérale ainsi que sa complémentarité par rapport à la coopération bilatérale, et renforcer le rôle et la visibilité du Luxembourg au sein des principaux fora internationaux dans le domaine du développement. Ceci se traduit également par une participation active aux conseils d'administration des agences partenaires, comme par exemple celui de l'UNICEF dont le Luxembourg fut membre à part entière pendant toute l'année 2003.

J'en viens maintenant à la coopération avec les ONG.

C'est un dialogue régulier qui caractérise en premier lieu les relations entre le Ministère et les 77 organisations non gouvernementales actives dans le domaine du développement. Ce dialogue porte sur



la politique de coopération au développement et sur la coopération avec les ONG en particulier. Ces échanges ont lieu dans le cadre d'un groupe de travail qui réunit des représentants des ONG et du Ministère.

En 2003, l'appui financier aux ONG agréées, en progression constante, s'est élevé à environ 23 millions d'euros - soit 14,5% de l'aide publique au développement luxembourgeoise. Cet appui est canalisé principalement à travers deux instruments qui sont l'accord-cadre et le cofinancement. L'accord-cadre, en vigueur depuis 2000, permet au Ministère de financer un programme d'actions d'une ONG sur plusieurs années, élaboré selon une stratégie cohérente et clairement définie. 15 ONG en bénéficient actuellement. Les autres ONG bénéficient de la possibilité de faire cofinancer par le Ministère des projets individuels de développement.

Le Cercle de Coopération des ONG de développement, qui regroupe une large majorité des ONG agréées, constitue le partenaire de choix du Ministère. Il est doté d'un Secrétariat permanent et fait fonctionner, en partenariat avec le Ministère, un Bureau d'Assistance Technique (BAT) et un Service d'Éducation Nord-Sud, appelé SENS.

Le Bureau d'Assistance Technique assiste les ONG, notamment par des formations qu'il dispense en matière de gestion de projet. Il conseille les ONG intéressées pour leur faciliter la préparation de leurs demandes de cofinancement. Fonctionnant depuis 2002, les activités du BAT ont été évaluées pour la première fois en 2003. Les recommandations de cette évaluation ont été intégrées dans la nouvelle convention signée par le Ministère et le Cercle des ONG. Cette évaluation nous a aussi permis de vérifier sa réelle utilité pour les ONG et de tirer des enseignements importants pour son fonctionnement ultérieur. A travers cette action du BAT, nos ONG doivent, en fin de compte, être mieux en mesure de renforcer leur partenariat avec les ONG du Sud, qui jouent un rôle croissant dans le développement, que souligne du reste la Convention de Cotonou.

Le Service d'Éducation Nord-Sud, quant à lui, continue de mettre en œuvre un service d'appui à l'éducation au développement qui doit bénéficier aux élèves et étudiants de l'enseignement primaire et secondaire luxembourgeois ainsi qu'à leurs enseignants. Il complète et facilite ainsi les activités d'éducation au développement et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise, mises en œuvre par des ONG. Le Ministère, quant à lui, a renforcé son appui en faveur de ces activités au cours des dernières années.

Dans les domaines de l'aide humanitaire et de l'aide alimentaire, le Ministère a renforcé sa coopération avec des ONG luxembourgeoises ou internationales ainsi qu'avec les principales organisations internationales, comme le Comité International de la Croix-Rouge, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés ou le Programme Alimentaire Mondial. Nous avons reconduit les accords signés d'année en année depuis 1999 avec ces organisations.

Avec un montant total de 16 millions d'euros, le budget réservé à cet effet en 2003 équivaut à près de 10% de l'APD. Grâce à ce budget, le Ministère a pu soutenir des programmes en Afrique de l'Ouest, dans la Région des Grands Lacs, dans la Corne de l'Afrique, en Afghanistan, en Iran, en Algérie, au Caucase, en Corée du Nord et dans les territoires occupés, mais aussi dans la République tchèque et au Portugal. En tout, le Ministère a contribué à près de soixante programmes différents. Nous avons consenti un effort particulier et ex-

ceptionnel en faveur de la reconstruction de l'Irak.

Depuis le début des années 1990, la coopération luxembourgeoise s'est ainsi montrée sensible au sort de millions d'êtres humains qui souffrent chaque jour dans l'indifférence générale des médias. Dans le cadre de cette politique dite «des conflits oubliés», déjà engagée par le Gouvernement précédent, le Ministère a continué à privilégier des initiatives susceptibles d'améliorer le sort de ces laissés-pour-compte.

En matière de gestion civile des crises, je tiens à souligner que notre action porte sur les deux axes suivants:

- d'une part la mise sur pied d'une équipe d'intervention en cas de catastrophes naturelles. La participation luxembourgeoise à l'effort de solidarité internationale lors du tremblement de terre en Algérie en mai et plus récemment lors du tremblement de terre en Iran en décembre a été pertinente, rapide et concertée. Qu'il me soit permis de rendre hommage au dévouement et à l'engagement des équipes de la Protection Civile, de la Croix-Rouge et de Luxembourg Air Rescue, ainsi qu'aux responsables du service humanitaire du Ministère des Affaires étrangères. Les personnes engagées dans les opérations de sauvetage nous rappellent que l'on peut être à la fois prudent et audacieux, solidaire et indépendant, souple et rigoureux, très professionnel et profondément humain. Le cadre futur pour les opérations de sauvetage sera précisé en tenant compte des enseignements tirés des interventions en Algérie et en Iran.

- d'autre part, nous devons nous engager encore davantage dans la prévention des crises et notamment leur aspect civil. A ce propos, un projet en cours de finalisation, en coopération avec le Ministère de l'Enseignement supérieur, vise à accorder des bourses à des étudiants originaires de pays cibles de la coopération luxembourgeoise leur permettant de suivre un enseignement supérieur à l'Université de Luxembourg. En revanche, les boursiers s'engageraient à travailler durant les dix années subséquentes soit dans leur pays d'origine dans le domaine du développement soit pour une organisation internationale active dans le domaine de la gestion des crises.

Chers collègues, depuis 1998, le Ministère n'a cessé de développer une politique systématique d'évaluation et d'audit afin d'améliorer les modes de gestion, les procédures et les pratiques de la coopération luxembourgeoise. La création en 2001 d'une cellule d'évaluation et d'audit a contribué au renforcement du programme d'évaluation externe des actions de coopération au développement. Elle a ainsi posé les bases d'une revue plus systématique et plus articulée des impacts de nos actions sur les conditions de vie des populations dans nos pays partenaires recevant notre appui. Ainsi cinq exercices d'évaluation externe ont été menés en 2003, incluant notamment une première évaluation pays, celle de la Namibie, ainsi qu'une première évaluation secteur, celle de l'eau et de l'assainissement au Nicaragua.

Cette action est menée en collaboration étroite avec Lux-Development ainsi qu'avec les autres acteurs impliqués dans la conception et la mise en œuvre de notre coopération, au Luxembourg comme dans les pays partenaires.

Un effort particulier a été engagé en 2003 pour améliorer le suivi et l'évaluation des programmes indicatifs de coopération en mettant en place un processus de revues à mi-parcours. Ces revues à mi-parcours doivent permettre une meilleure définition des axes d'intervention de la coopération luxembourgeoise en les cadrant mieux avec les objectifs du plan de déve-

loppement national que chacun de nos pays partenaires s'est fixé.

Les enseignements de toute cette action d'évaluation sont discutés lors des commissions de partenariat. Ils influent directement sur l'évolution des programmes indicatifs de coopération en cours ainsi que sur les négociations des programmes futurs.

Soucieux d'améliorer l'efficacité et la visibilité de notre coopération dans nos pays partenaires privilégiés, nous avons poursuivi nos efforts de décentralisation en renforçant notre présence sur le terrain. Suite aux recommandations du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE et sur base de l'évaluation des activités réalisées par notre première mission de coopération que nous avons ouverte en 2001 à Dakar, nous avons mis en place un bureau de la coopération à Hanoi en août l'année dernière. La mise en place d'un tel bureau en Amérique centrale est en préparation. Le bureau de la coopération à Hanoi, qui vient d'être inauguré, est également chargé du suivi de la coopération luxembourgeoise de notre deuxième pays cible en Asie, le Laos.

La présence permanente dans un pays bénéficiaire de la coopération luxembourgeoise nous permet d'intensifier les contacts et de participer au dialogue de plus en plus intense avec les autorités de nos pays cibles et les autres acteurs de la coopération bilatérale et multilatérale sur place ainsi qu'avec la société civile et la population locale. Nous sommes également mieux à même d'assurer un suivi approprié de notre coopération bilatérale avec nos pays partenaires. Plus de proximité devient ainsi synonyme de meilleures connaissances des réalités sur le terrain. On est mieux informé sur place qu'à cinq mille kilomètres de distance. Enfin, nous observons une nette tendance auprès des autres pays industrialisés vers une plus grande décentralisation de leur coopération vers le terrain.

Alors que nous sommes devenus un acteur non négligeable de la coopération dans nos pays partenaires privilégiés, nous sommes de plus en plus souvent invités à participer aux discussions régulières que les différents acteurs de la coopération organisent ensemble avec le gouvernement du pays partenaire. Celles-ci portent sur la stratégie de développement de ce pays, sur les activités sectorielles et sur l'harmonisation des procédures. L'organisation à terme d'une présence permanente de notre coopération dans chacun de nos pays cibles, que suggère du reste aussi le Comité d'Aide au Développement, mérite dès lors considération sérieuse.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de passer maintenant aux nouveaux défis, à commencer par l'élargissement de l'Union européenne.

L'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux membres va entrer dans les faits le 1<sup>er</sup> mai prochain. Comme le récent débat de votre Chambre sur la ratification du Traité sur l'élargissement l'a montré, les nouveaux membres, et parmi eux huit pays de l'Europe centrale, sont tenus de reprendre tout l'acquis communautaire. Cela vaut en particulier pour la politique de coopération au développement de l'Union européenne. Le défi est de taille, étant donné que leur capacité financière ne les met guère en mesure de répondre d'ores et déjà à toutes les situations de détresse.

Afin de permettre aux nouveaux membres de jouer pleinement leur rôle dans ce domaine, il m'a semblé opportun de proposer, lors d'une réunion informelle des Mi-

nistres de la Coopération, qui a eu lieu l'année dernière à Salonique, de lancer avec ces pays un nouveau type de collaboration appelée coopération Nord-Nord-Sud. La coopération Nord-Nord-Sud, ou encore coopération triangulaire, associe un pays de l'Union européenne à un nouveau membre pour un projet dans un pays en développement. Elle devrait faciliter un transfert de savoir-faire et permettre aux futurs membres de participer à des actions et des projets concrets de la coopération au développement.

Lux-Development s'apprête d'ailleurs à lancer les premières opérations de ce type. Nous avons aussi pu accueillir des délégations de plusieurs nouveaux pays venus se renseigner sur le fonctionnement de notre coopération et explorer des domaines susceptibles de faire l'objet d'une telle coopération Nord-Nord-Sud.

Durant le premier semestre 2005, le Luxembourg exercera à nouveau la Présidence de l'Union européenne.

Il s'agit là d'un honneur et d'un privilège exceptionnel pour notre pays qui aura à présider les affaires d'une Union élargie à vingt-cinq pays qui ne comptera pas moins de 420 millions d'habitants.

La Conférence diplomatique, qui s'est tenue en janvier dernier, a été consacrée pour l'essentiel à la préparation de la Présidence 2005.

Les élections d'un nouveau Parlement européen en juin prochain et la mise en place d'une nouvelle Commission constituent, outre l'élargissement, d'autres données susceptibles de modifier sensiblement le panorama politique de la nouvelle Europe.

Dans ce contexte, il convient de s'interroger sur la place de la politique de coopération au développement dans la nouvelle Commission et dans l'Union européenne de demain. Cette politique est à renforcer et ne saurait, en aucun cas, être subordonnée à d'autres politiques. Ses spécificités sont à pleinement respecter et notamment la priorité réservée à la lutte contre la pauvreté. Dois-je rappeler dans ce contexte que l'Union européenne et ses États membres assument 55% de toute l'aide publique au développement du monde.

Aussi la nouvelle Commission devra-t-elle confier les prérogatives en matière de coopération au développement à un Commissaire à part entière. Toute dilution du statut de la coopération, que ce soit au niveau du Conseil ou dans le cadre de la nouvelle Constitution, serait de nature à affaiblir le premier acteur de développement du monde.

La lutte contre la pauvreté devrait constituer l'objectif central du programme de notre Présidence. Une attention nouvelle est à réserver aux causes de cette pauvreté et aux politiques aptes à éliminer celles-ci. Il devrait s'efforcer en même temps à rendre la globalisation plus sociale et plus humaine afin que les fruits en soient mieux répartis.

Quant aux actions à développer au cours de notre Présidence, elles vont devoir s'appuyer sur le programme pluriannuel 2004-2006 mis au point par les six prochaines Présidences: Irlande, Pays-Bas, Luxembourg, Royaume-Uni, Autriche, Finlande. Parmi les priorités de ce programme figurent la lutte contre la pauvreté, le suivi des objectifs de la déclaration du Millénaire, la lutte contre le sida, la cohésion sociale, la cohérence des politiques et le respect des engagements de la conférence de Monterrey. A cet égard, il convient de rappeler que l'Union européenne veut atteindre une Aide Publique au Développement correspondant à 0,39% du RNB en 2006.

La Convention de Cotonou établit un partenariat entre l'Union européenne et 77 pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). La révision à mi-parcours

de cette Convention a commencé et pourrait se prolonger au cours du premier semestre 2005. Les négociations avec les pays ACP sur les échanges commerciaux et sur la conclusion d'accords de partenariat économiques, qui entreront en vigueur en 2008, vont passer à une nouvelle phase.

La Commission européenne a proposé de financer la coopération future avec les pays ACP par des ressources provenant du budget communautaire, alors que jusqu'ici, ce financement s'est fait à partir d'un fonds séparé, le Fonds Européen de Développement (FED). Cette question de la budgétisation du FED ainsi que celle de la négociation d'une nouvelle enveloppe quinquennale pourrait coïncider avec la négociation d'un nouveau paquet financier dont la phase finale est à l'ordre du jour de notre Présidence.

Voilà les défis majeurs dans le domaine de la coopération au développement que le nouveau gouvernement qui sortira des élections du 13 juin prochain aura à maîtriser au cours de la Présidence de 2005.

Un autre domaine dans lequel le Ministère s'est beaucoup investi au cours de l'année dernière est le renforcement des relations avec l'Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement, appelée Lux-Development. Cette agence est chargée par le Ministère de formuler, puis de mettre en œuvre, à quelques exceptions près, l'ensemble de nos projets de coopération bilatérale. A la demande de la Commission européenne, le Ministère a dû mettre les relations entre l'État et Lux-Development en conformité avec la législation communautaire. Il a donc été amené à redéfinir et à clarifier ces relations avec Lux-Development en précisant les statuts et en élaborant une nouvelle convention ainsi qu'un protocole d'exécution.

Lux-Development reste une société anonyme ce qui lui assure le maintien d'une gestion flexible. Mais l'État est désormais tenu à exercer sur l'agence un 'contrôle analogue à un de ses services'. Il deviendra actionnaire à pratiquement 100% et sa présence au Conseil d'administration sera renforcée, même si la présence des différents membres non étatiques pourra être maintenue.

Aussi les travaux de reconstruction tiennent-ils dûment compte des recommandations faites à l'issue de l'audit organisationnel et financier de Lux-Development réalisé en 2002, conformément au souhait de votre Chambre. Ainsi de nouvelles procédures financières, similaires à celles en vigueur auprès d'autres services de l'État, ont été intégrées dans la nouvelle convention.

Permettez-moi de souligner que ces travaux ont été réalisés en étroite collaboration avec Lux-Development ainsi qu'avec les services de la Commission européenne. Fin octobre, le Conseil de Gouvernement a approuvé provisoirement les nouveaux projets de statuts et de Convention qui ont ensuite été transmis à la Commission à Bruxelles. En attendant le feu vert de la Commission européenne avant l'adoption définitive de ces nouveaux textes, nous avons procédé avec Lux-Development à une mise en œuvre provisoire de la nouvelle convention.

La question de la cohérence des politiques, Monsieur le Président, fait désormais partie de l'agenda de toutes les instances européennes et internationales s'occupant de la coopération au développement. Lors de l'examen du Comité d'Aide au Développement (CAD) en mars de l'année dernière, un chapitre particulier a été réservé, pour la première fois, à cette question. Le CAD a souhaité vérifier, à cette occasion, les dispositions prises au sein de la direction de la coopération au développement, sur un plan institutionnel et



sur le fond, pour assurer que les intérêts des pays en développement soient dûment pris en considération dans la définition des politiques nationales et européennes dans des domaines aussi divers que l'agriculture, le commerce, la pêche, l'environnement et les finances.

Les États membres de l'Union européenne réservent une attention accrue à cette question, notamment dans le cadre des négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Lors de leur réunion informelle qui s'est tenue à Trieste en octobre dernier, les Ministres du Développement ont examiné le bilan des négociations de l'OMC à la suite de l'échec de la ministérielle de Cancun.

Ce sujet est régulièrement abordé dans le cadre du dialogue sur des questions politiques avec nos différents pays cibles.

Conscients de l'importance qui s'attache à cette question, un desk 'Cohérence des politiques' a été créé au sein de la Direction de la coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères. Nous coopérons également avec les autres pays membres de l'Union européenne dans le cadre d'un réseau informel de correspondants en charge de cette question qui a été mis en place en octobre dernier.

Monsieur le Président, notre Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a eu, à plusieurs reprises, l'occasion de s'expliquer sur le déroulement des négociations en cours au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. Elle a pu souligner à quel point le Luxembourg souhaite que le Doha Round devienne effectivement un cycle de développement.

Lors de sa session du 26 janvier dernier, le Conseil des Affaires générales et des Relations extérieures s'est prononcé pour une relance de ces négociations. Priorité, a-t-il été précisé, devrait être donnée à l'obtention de bénéfices réels pour les pays les plus pauvres et plus particulièrement les moins avancés par des progrès sur des questions d'importance particulière pour eux.

S'agissant de la question du coton, le Luxembourg est sensible à l'action que plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, et notamment le Burkina Faso, le Bénin, le Mali, le Tchad, ont lancée à l'OMC pour obtenir la suppression des aides à la production de coton dont bénéficient en particulier les producteurs américains, ce qui produit un effet de dumping sur les prix mondiaux du coton. Ainsi le Mali, pays cible de notre coopération, retire 40% de ses revenus extérieurs de ses exportations de coton dont les prix ont connu des baisses dramatiques. Il s'agit donc d'une question vitale pour ces pays. La Commission européenne a fait une proposition visant à améliorer l'organisation de marché sur le coton. Lors des travaux à l'Union européenne, le Luxembourg adoptera une position qui tient compte des intérêts des pays africains. Il se propose de participer dans un esprit similaire aux travaux sur la proposition de la Commission concernant le nouveau régime commercial pour le sucre.

Concernant la question de l'allègement de la dette, des progrès ont été accomplis dans le cadre des pays pauvres très endettés. Compte tenu de l'importance de la question pour les pays en développement et surtout les pour les pays les moins avancés, ces négociations devraient être poursuivies et accélérées. Le Luxembourg a soutenu les efforts du Fonds International au Développement Agricole pour réduire la dette de deux de nos principaux pays partenaires, le Mali et le Niger.

Les négociations du Doha Round ont montré que c'est l'agriculture qui présente pour les pays en dé-

veloppement le sujet le plus important. L'ouverture de nos marchés aux produits agricoles et la suppression des subventions à l'exportation et des aides agricoles fait partie des demandes qui sont formulées par nombre de pays en développement et en particulier ceux qui, comme le Brésil, disposent d'une certaine capacité d'exportation. Ces demandes sont-elles réalistes et constituent-elles bien la panacée aux problèmes, comme d'aucuns le font croire avec insistance?

1,2 milliards d'habitants, soit la moitié de la population active sur la planète, vivent en milieu rural et de l'agriculture. Les 3/4 des pays les plus pauvres et de ceux qui souffrent de la faim - ils sont 800 millions - se retrouvent dans cette population. Pouvons-nous lutter contre la pauvreté tout en nous désintéressant du sort de cette population?

Voici ce que conclut une étude publiée en 2003 par l'Université de Tennessee - je cite: «Aujourd'hui, les agriculteurs dans le monde entier font face à une crise agricole d'une étendue et d'une gravité immenses. Les prix internationaux ont suivi l'exemple des États-Unis, où les prix à l'exportation des produits agricoles bruts - maïs, blé, soja, coton et riz - ont baissé de plus de 40% depuis 1996. Les producteurs américains continuent à être forcés de quitter la terre malgré l'injection de primes gouvernementales massives, censées compenser la faiblesse des prix. D'Haiti au Burkina Faso, des Philippines au Pérou, ces prix bas sans précédent ont réduit à néant les revenus et produit une moisson de désespoir, de faim et d'émigration.»

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution:

- la suppression des politiques de régulation de l'offre au nord et l'introduction, à pas forcés, de politiques de libéralisation dans les pays en développement, ainsi que
- l'explosion des écarts de productivité entre les agricultures du nord et du sud.

Il est donc devenu évident que ce n'est pas le marché qui assurera la régulation nécessaire. Et ce n'est pas en abolissant les aides qu'on arrivera à résoudre le problème. Les aides ne sont que le symptôme d'un problème plus profond, l'absence de mécanismes de régulation du marché.

Il est donc urgent que tous les pays industrialisés et les pays en développement exportateurs agricoles rétablissent de tels mécanismes permettant une stabilisation des prix et leur maintien à un niveau équitable, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.

Dans ce contexte, il convient de se féliciter de l'initiative récente de la Commission européenne visant à assouplir les modalités de recours à l'instrument 'Flex'. Cet instrument permet de compenser financièrement l'impact des fluctuations à court terme des recettes d'exportation des États ACP.

Les pays en développement et notamment les moins avancés devraient également avoir le droit - et même être encouragés - d'organiser et de protéger leur marché comme le demande l'état actuel de développement de leur pays. De même, la création au Sud de marchés agricoles régionaux, regroupant des agricultures à productivité comparable, serait de nature à favoriser l'obtention de prix plus justes et une protection vis-à-vis de la concurrence du Nord. Les dispositions nécessaires à cet effet devraient être prévues à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Le Luxembourg continuera son dialogue sur cette question avec les gouvernements des pays partenaires, la Commission Européenne, avec des experts internatio-

naux, les organisations paysannes, comme le réseau des organisations paysannes africaines, appelé ROPPA, les ONG nationales et internationales intéressées.

La coopération luxembourgeoise s'efforce de contribuer à l'amélioration de la situation des femmes dans le monde. La question de l'égalité hommes-femmes est incluse dans tous les programmes indicatifs de coopération comme un des thèmes transversaux. Lux-Development est invitée, selon la nouvelle convention, à traiter cette question dans la formulation et la mise en œuvre de tous les projets.

En février 2005, dans le cadre de notre Présidence de l'Union européenne, le Gouvernement, et notamment le Ministère de la Promotion féminine, organisera une conférence ministérielle à Luxembourg au cours de laquelle la communauté internationale fera le bilan, dix années après la conférence de Beijing, des résultats et défis concernant l'action en faveur des filles, des femmes et de l'égalité des genres.

Enfin, nous continuons de financer des projets qui se concentrent plus particulièrement sur les besoins des femmes en matière d'éducation, de santé, de sécurité, sur leurs droits, ou encore sur leur place dans la société. Dans ce contexte, nous avons décidé de soutenir le Ministère des Femmes en Afghanistan à travers un projet du PNUD. Nombre des projets de l'UNFPA que nous appuyons développent la planification familiale, favorisent la santé reproductive ou encore encouragent l'abolition de l'excision au Mali.

Monsieur le Président, même si la coopération luxembourgeoise accorde une grande importance à la lutte contre les maladies moins connues touchant les plus pauvres, il est impossible d'ignorer les millions de décès annuels causés par ce qu'on appelle les trois grands fléaux: la tuberculose, la malaria et, la plus redoutable d'entre elles, le sida.

Nous nous félicitons qu'en 2003, le Fonds global de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria ait enfin commencé à financer des projets de grande envergure pour lutter contre ces trois maladies. Cette même année, nous avons décidé de doubler notre contribution à ce fonds.

Nous contribuons aussi à la lutte contre le sida en soutenant l'ONUSIDA et en réalisant divers projets bilatéraux et multilatéraux. Nous voulons donner à notre action une dimension globale qui, pour être efficace, doit s'attaquer à tous les aspects du problème: la prévention, la recherche, mais aussi l'accès au traitement. Cette approche globale se trouve résumée dans le projet ESTHER (Ensemble pour la Solidarité Thérapeutique Hospitalière En Réseau) que le Luxembourg réalise au Rwanda. Axé autour d'un partenariat entre deux hôpitaux luxembourgeois - le Centre hospitalier de Luxembourg et l'Hôpital du Nord d'Ettelbruck - et deux hôpitaux rwandais, ce projet permet déjà de traiter plusieurs centaines de patients. Le traitement se trouve au centre d'une approche et d'un dispositif qui commence avec la prévention et le diagnostic, et qui continue avec la recherche et la prise en charge psychosociale et communautaire des malades. Des synergies ont été créées avec le Fonds global, qui devra financer les médicaments.

Dans ce contexte, il convient de saluer également l'importante décision de l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'accès aux médicaments génériques pour les pays en développement, ainsi que l'initiative « 3 by 5 » de l'Organisa-

tion Mondiale de la Santé visant à fournir un traitement à trois millions de personnes infectées par le sida d'ici 2005.

Face aux statistiques inquiétantes sur les ravages du sida, le risque existe que cette maladie ne continue de se propager et de réduire le niveau socioéconomique de nombreux pays en développement, comme nous pouvons, hélas, déjà le constater dans plusieurs pays africains. Il est donc indispensable que la communauté internationale renforce son action.

C'est aussi pour cette raison que le Ministère a décidé de convoquer une réunion ministérielle à Luxembourg, le 15 mars prochain. Il est prévu d'y inviter, en particulier, notre Ministre de la Santé, nos hôpitaux, nos ONG actives dans le domaine de la santé, les pays partenaires de l'initiative ESTHER ainsi que plusieurs autres pays et organisations intéressés à y participer. Nous aurons ainsi l'occasion d'établir un premier bilan de cette action pilote et les possibilités de la renforcer, notamment en y associant d'autres pays.

Avant de conclure, Monsieur le Président, permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier et rendre hommage à tous nos acteurs de la coopération et de l'action humanitaire. Admiratif devant leur dévouement inlassable en faveur de la cause des plus démunis, je remercie chaleureusement tous les membres des ONG, les coopérants, les agents de la coopération ainsi que les fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères, à commencer par ceux de la Direction de la Coopération au développement, ainsi que les agents de notre agence d'exécution Lux-Development. Je n'ai pour ainsi dire rencontré que des femmes et des hommes passionnés par ce qu'ils font.

On peut dire que la contribution du Luxembourg à l'effort international de solidarité va au-delà de la seule valeur absolue de ses contributions à l'aide publique au développement, qui s'élèvent en 2003 à 0,8% du revenu national brut et nous placent ainsi au quatrième rang mondial.

En effet, ce n'est pas seulement la quantité de l'aide qui importe, mais aussi et surtout la qualité. Ainsi, nous continuons à concentrer notre coopération sur un nombre limité de pays cibles, dont la plupart comptent parmi les plus pauvres de la planète.

La gestion cohérente et efficace de nos projets et programmes dans les secteurs sociaux, et notamment l'éducation de base, la formation professionnelle, la santé de base, l'accès à l'eau potable et assainissement, ainsi que le développement rural, génèrent des effets salutaires à long terme.

En donnant l'exemple, notre politique de coopération et d'action humanitaire nourrit l'ambition de pouvoir entraîner d'autres pays industrialisés à contribuer davantage à l'aide publique au développement internationale et à apporter leur contribution à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. Au niveau des pays bénéficiaires, notre politique poursuit résolument le principe d'appropriation nationale. L'effet de levier ainsi engendré se fera percevoir dans les pays en développement et à l'égard des autres pays de l'Union européenne.

La coopération au développement luxembourgeoise a, en effet, comme objectif de développer, au niveau des pays partenaires, les capacités de penser, de choisir et de gérer eux-mêmes leur développement, de concevoir et de gérer eux-mêmes leurs programmes et projets. L'objectif est d'aider ces pays à réduire graduellement leur dépendance de l'aide publique au développement, voire à ne plus dépendre du tout des contributions des pays donateurs.

En même temps notre coopération au développement, ensemble avec notre aide humanitaire, contribue également à prévenir et à gérer les conflits. Cette prévention ne peut réussir que dans la mesure où nos partenaires sont écoutés et entendus.

Sachant que les progrès seront lents et difficiles à réaliser, il est impérieux et indispensable de faire appel à la créativité, à l'engagement, à la persévérance et à la mobilisation plus forte de nous tous.

Comment développer? L'historien burkinabé KI ZERBO nous le rappelle: «On ne développe pas, on se développe.»

En effet, pauvreté n'est pas synonyme de sous-développement. Nous étions plusieurs à nous en rendre compte à Dakar lorsqu'une dame travaillant et vivant sur la décharge municipale nous invita à prendre un café dans sa baraque construite à partir de débris.

La fierté d'avoir réussi seule à assurer sa survie, sa dignité, son côté accueillant, bref toute sa personnalité a été une leçon de vie dont nous ne pouvons que nous inspirer.

Les femmes de cette trempe nous redonnent espoir. Alors donnons-lui des moyens de lutter contre la pauvreté et la misère!

Ajoutons que l'approche comptable des études d'impact ne sera jamais en mesure de nous faire découvrir cet aspect humain de la coopération.

Certes, les statistiques nous renseignent utilement sur l'évolution des indicateurs essentiels et notamment le taux de mortalité des moins de 5 ans (TMM5), le revenu per capita, le nombre de médecins par tranche de 100.000 personnes, le taux d'alphabétisation, le nombre de femmes ayant accès à l'eau propre, le pourcentage de malnutrition, le nombre de personnes porteuses du virus du sida, les ravages causés par la malaria, la tuberculose entre autres, l'espérance moyenne de vie, le nombre d'orphelins, et j'en passe.

Mais convenons-en: La seule vue statistique des choses ne nous fait guère avancer. Elle risque de déplacer le curseur du côté des sceptiques qui plaident en faveur d'une plus grande libéralisation du commerce au détriment des interventions dans les secteurs sociaux de base selon la formule très réductrice: „TRADE OR AID“ (Commerce ou aide au développement).

Or, ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un et l'autre.

Les approches malthusiennes et les lignes Maginot ont fait leur temps. Aussi avons-nous peu de circonstances atténuantes pour rester indifférents face à des situations de détresse, et dans les pays en développement et chez nous. La solidarité n'est pas sélective. Elle doit continuer à répondre aux attentes des Africains et des Luxembourgeois. C'est de notre capacité de répondre à l'ensemble de ces situations certes très différentes que dépendra l'acceptation de l'effort de coopération par l'opinion publique.

La Chambre des Députés nous autorise à allouer 0,84% des richesses produites au cours de cette année à la solidarité avec les pays en développement. Des moyens considérables sont ainsi mis en œuvre pour lutter pour un monde moins dur, moins menaçant, plus prévisible et plus humain.

Il nous reste 99,16% de nos ressources pour contribuer à rendre notre propre société plus juste, plus équilibrée, plus libre, basée sur le modèle de la cohésion sociale.

Ainsi, les deux dimensions interne et externe de la solidarité sont inséparables. Elles sont l'expression concrète d'une stratégie du gagnant-gagnant.



Or, rien n'est jamais définitivement acquis. Mais avec la passion qui anime tous les acteurs de la coopération ainsi que votre Chambre, j'aimerais conclure avec une citation de Saint-Exupéry: «Ce qui sauve, c'est de faire un pas. Encore un pas. C'est toujours le même que l'on recommence.»

Je vous remercie de votre attention.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Chamber hëlt Akt vun der Deklaratioun vum Här Minister Charel Goerens. D'Diskussioun iwwert den Exposé fënnst statt an der Sitzung vu muer Mëttwoch, den 18. Februar.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5235, en Ofkommes tëschent der Europäescher Unioun an der Republik Südafrika. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Emile Calmes.

## 6. 5235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Pretoria, le 11 octobre 1999

### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir hunn et bei deem Projet de loi mat engem Accord ze dinn, wou et ëm Handel, Entwécklung a Kooperatioun geet tëschent der Europäescher Communautéit an hire Memberstaaten an der Republik Südafrika. Deen Accord ass den 11. Oktober 1999 zu Pretoria ënnerschriwwen ginn. Am Juli 2003 huet de Statsrot e kritt fir en Avis ze ginn. Deen Avis koom de 27. Januar vun deem Joer eran. Gëschter ass dee Rapport dann an der zoustänneger Kommissioun festgehale ginn, esou datt et awer emol kloer ass, datt et net un der Chamber louch, datt et esou laang gedauert huet, bis deen Accord hei konnt ratifizéiert ginn.

Mat der Republik Südafrika hu mer et mat engem Land ze dinn, wat 44 Milliounen Leit huet. Et ass dat Fënnftgréisst vum afrikaneschen Kontinent. Vun der Populatioun si 76% Schwaarzer, nëmmen 11% Wäisser, 9% Mischlingen a 4% Asiaten.

Och wann d'Land op den éischte Bléck mat praktesch alle modernen Infrastrukturen ausgestatt ass, ass et awer esou, datt et schrecklech Ennerscheeder gëtt an deem Land beim Verdeele vum Räichtum. Et gëtt nämlech 14 Milliounen Leit an deem Land, déi iwwerhaapt kee Revenu hunn, schrecklech aarm sinn. 60% hunn iwwerhaapt keen Zougank zum flëssende Waasser, 30% hu keen Elektrésch. Dësen Aarmutt betrëfft haaptsächlech déi schwaarze Populatioun. D'Ursaach ass déi, datt bis 1994 den Apartheidsregime a Südafrika gegollt huet, wou een dann och weider keng Explikatiounen muss ginn.

Zënter der fräie Wahle vun 1994, an zënterdeem datt den Nelson Mandela deemools un de Pouvoir koom ass, schéngt et awer biergop ze goen. Trotzdeem huet dat Land mat enorme Problemer ze dinn, mat enger onkontrolléierter Immigratioun. Den Haaptproblem ass och dofir de Chômage mat 40%.

En zweete Problem, dee ganz grouss ass, ass dee vum Aids. Et gëtt net manner wéi 5 Milliounen

Séropositiver a Südafrika. Et si 600.000 Weesekanner doduerch betroff. Et sinn also 11% vun der Populatioun, déi heirenner falen. Et gëtt och eng Millioun krank Leit, déi net kënne behandelt ginn, well net genuch Infrastrukturen do sinn, fir dat ze maachen.

Wann een d'Geschicht vu Südafrika kennt, da weess een, datt deen Accord den Aboutissement ass vun der Normalisatioun vun de Relatiounen tëschent Europa a Südafrika, déi 1990 mat der Fräilossung vum Mandela ugaangen ass, a wou et och duerno am Joer 1994, no de fräie Wahlen, zu dem éischten Accord tëschent der Europäescher Gemeinschaft a Südafrika konnt kommen.

Wann een d'Situatioun a Südafrika kennt, esou wéi ech se elo beschriwwen hunn, da versteet een och, datt deen Accord hei e Caractère mixte huet, dat heescht, op där enger Säit geet et ëm kommerziell Aktivitéiten, fir déi d'Europäesch Communautéit kompetent ass, an op där anerer Säit geet et ëm Entwécklung a Kooperatioun, wou dann déi eenzel Länner zoustänneg sinn. Et ass och deen éischten Accord vun deem Genre, deen net fir en zukünfteg europäesch Adhäsionsland gëllt, respektiv fir e Land wat am Mëttelmeerraum läit.

D'Zil vun deem Accord ass et eng fräi Handelszon an der europäescher Gemeinschaft an a Südafrika anzeriichten, déi natierlech asymmetresch ass, dat heescht, Europa mécht säi Maart éischer op wéi Südafrika. Et soll progressiv virgaange ginn, an déi lwwergangszäit, maximal zéng Joer, ass fir op de südafrikanesche Maart ze kommen. Emgéiert gëllen allerdéngs zwee Joer, fir esou Südafrika méi laang Zäit ze ginn, fir sech der Situatioun unzepassen.

Haut scho mécht den Handel tëschent der Europäescher Communautéit a Südafrika 40% vun den Importer an den Exporter tëschent Südafrika an Europa aus. 70% vun allen auslänneschen Investitiounen, déi a Südafrika getäteg ginn, kommen aus europäesche Länner. Domadder ass Südafrika dann och dee fozzengtréissten Handelspartner mat der Europäescher Gemeinschaft, an 2/3 vun allem Handel, dee mat Südafrika bedriwwen gëtt, maachen den Undeel aus vun deem Handel, dee mat den AKP-Staate gemaach gëtt, wou Südafrika dat 71. Land ginn ass zënter 1998.

Deen Accord begräift praktesch all wirtschaftlech Domänen, virun allem awer och déi vun der Landwirtschaft. 75% vun alle landwirtschaftleche Produkter falen ënnert deen Accord, 13% net, an op een Hoer no wier deen Accord dunn nach 1999 gescheitert, wéinst engem Net-Accord um Niveau vum Wäin an de Spirituosen. Et ass hei nämlech ëm de Gebrauch vun den Nimm wéi Porto, Grappa, Sherry an esou weider gaangen, déi Südafrika bis dohinner gebraucht huet an och um internationale Maart vermaart huet, an d'Länner aus Südeuropa hu gefaart, datt hei e Prezenzfall géif virliege bei zukünftegen internationale Verhandlungen an dofir verlaangt, datt Südafrika des Nimm net dierf gebrauchen. Et soll dorop dann en neien Accord fonnt ginn, dat heescht de Sträit ass bis op Weideres bäigeluecht ginn.

Den Accord begräift natierlech och eng Partie Hëllefë säitens der Europäescher Gemeinschaft fir Südafrika, esouwuel um Niveau vum Programme européen de reconstruction et de développement op där enger Säit. Op där anerer Säit kann dat Land dann awer och vum Prête vun der Banque européenne d'Investissement profitéieren, wat haaptsächlech fir den Ausbau vu Servicer gëllt, virun allem am Gesondheitsberäich, an op där anerer Säit awer och fir Basisinfrastrukturen ze maachen um Niveau vum Waasser a vum Stroum.

D'Struktur vun deem Accord ass, datt en 109 Artikelen huet, 10 Annexen, 2 Protokollen, en Acte final,

14 gemeinsam an unilateral Deklaratiounen, a begräift natierlech all Prinzipien, ënner anerem och, datt déi demokratesch Prinzipie musse respektéiert ginn. Et ass och e Conseil de Coopération, deen deen Accord hei begleet. Deen Accord ass op onbegrenzt geschriwwen ginn, allerdéngs kann en no fënnf Joer iwwer eng Clause d'examen ënnersicht a verbessert ginn. Niewent där Clause do ginn et awer och nach eng Partie aner Clausen, notament d'Clause de non-exécution, dat heescht, wann ee vun deenen zwee eng Dispositioun net géif respektéieren, wou dann dee ganzen Accord erëm kënnt diskutéiert ginn. Och eng Clause sur le développement future, wou u sech d'Konditiounen geregelt sinn, ënner wat fir enger Form déi nei europäesch Länner dann hei matmaachen.

Lëtzebuerg huet och Relatiounen mat Südafrika. Am Joer 2002 huet Lëtzebuerg a Südafrika fir 15 Milliounen Euro exportéiert, a mir hu fir annerhallef Millioun aus Südafrika a Lëtzebuerg importéiert, virun allem awer si mer aktiv um Niveau vun der Kooperatiounspolitik. Am Kader vun enger bilateraler Kooperatioun ënnerstëtz Lëtzebuerg eng Partie Gesondheitsprojeten a Südafrika. Enner anerem bedeelege mir eis mat 1,7 Milliounen an der Renovéierung an um Ennerhalt vun engem Spidol. Mir ënnerstëtzten och eng Géigend a Südafrika fir véier Milliounen wat d'Gestioun an d'Planifikatioun vun engem ganze Gesondheitssecteur uegt.

Da bedeelegt sech Lëtzebuerg un engem Projet vun engem landwirtschaftleche Lycée fir zwou Milliounen an net zulescht ënnerstëtz Lëtzebuerg eng ONG, déi do ënnen d'Wärter vun demokratesche Prinzipien a Mënscherechter verteidegt.

Ech mengen, all dës Dispositiounen si ganz sécher am Sënn vun deem Accord an en deem Sënn géif ech lech invitéieren deem Projet de loi Aren Accord ze ginn, wat ech dann och maache fir eis Fraktioun, an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

### Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech hunn nach d'Ried an den Ouere vum Nelson Mandela am Juni 1990 virum Europaparlament, kuerz nodeem datt den Apartheidsregime a Südafrika ofgeschaaft gi war, an datt dat Land ugefaangen huet sech eng demokratesch an och eng villrassesch Struktur ze gi fir eben an en neien Zäitalter anzetrieden. Deen Accord hei vun der Europäescher Unioun mat Südafrika ass de Beitrag vun Europa fir Südafrika ze hëllefen, en demokratesch Land weiderzuentwéckelen, wirtschaftlech a politesch Stabilitéit ze kréien a sech no Normen ze dévelloppéieren wéi mir se kennen. Dofir ass deen Accord hei en äusserst wichtege.

Ech ginn net op Detailler an, de Rapporteur, den Här Emile Calmes, huet ganz prezis a gutt duergeluecht wat an deem Accord dran ass, mä et muss ee vläicht awer déi eng oder déi aner Saach rappéléieren.

Éischtens emol ass dat deen éischten Accord, deen d'Europäesch Unioun mécht mat engem Land wat weder Kandidat ass fir d'Accessioun nach e Land aus dem Bassin euroméditerranéen. Et ass wierklech en Accord dee ganz wäit geet, mat engem Land wat ganz wäit ewech vun eis ass a mat deem mer eigentlech eng Zone de libre échange wellen opbauen. Dat ass eng ganz grouss Partikularitéit

vun deem Accord. Mat kengem anere Land an der Welt hu mer esou eng Zort Accord. Vläch kommen der nach no. Mä ech mengen dat ass och duerch déi Spezifitéit vu Südafrika, duerch déi Geschicht vu Südafrika, vun dem Wee aus der Apartheid an d'Demokratie an an d'Stabilitéit.

En aneren Aspekt, dee wichtege ass an deem Accord, dat ass, dass mer vun enger ganz asymmetrescher Situatioun ausginn, dat heescht dass Europa a seng Exporter an Importer vill méi wichtege si fir Südafrika wéi Südafrika fir Europa. Et ass also eng Situatioun wou deen ee Partner, d'Europäesch Unioun, riseg vill méi Gewiicht huet wéi deen anere Partner Südafrika, obschonn ee muss soen, dass dat Südafrika do ganz vill Potenzialitéiten huet, ganz vill Méiglechkeete vun Entwécklung, an dass natierlech net nëmmen de politeschen Aspekt zielt, mä och de wirtschaftlechen Aspekt. Dat do gétt eng Kéier e ganz wichtege Wirtschaftspartner vun Europa. Mä ech mengen schon, dass ee ganz wichtege Aspekt eben deen ass vun der politescher Stabilitéit a vun der Hëllef fir d'Demokratie a Südafrika ze dévelloppéieren.

Et muss een och soen, dass jo Südafrika an Afrika eng regional Muecht ass an dass se sech selbstverständlech och ebe mat deene Länner ronderëm ophält, mä dass dat Südafrika an Afrika selwer ëmmer méi eng grouss Roll spillt andass och déi Diplomatie vu Südafrika an der ganzer Welt eng wichtege Roll spillt.

Ech erënnere drun, dass zum Beispill d'UNO e Sommet a Südafrika am Joer 2000 iwwert den Aids organiséiert huet, dann e Sommet am Joer 2001 iwwert de Rassismus, dann e Sommet iwwert d'Afrikanesch Unioun am Joer 2002 stattfonnt huet, an dann erënnere ech och un de Weltssommet iwwert d'Äerd zu Johannesburg am Joer 2002. Dat si markant Etappen an der Geschicht vun der Globalisatioun a vun der globaler Regulatioun, déi d'UNO an deem Land ebe lokalisiert huet. Dat ass net fir näischt gewiescht, well Südafrika eng gewëssen Autorité morale huet vis-à-vis vum Rescht vun der Welt, eben duerch déi Geschicht, duerch dat lwwerwonne vun der Apartheid an duerch dat Opbaue vun enger toleranter, multirassescher Gesellschaft. Dat ass, mengen ech, e wichtege Hannergrond fir dee ganzen Accord hei, dee mer sollen am Kapp behale wa mer deen Accord stëmmen.

Selbstverständlech ass dat hei, wat mer an der Chamber soen, ech well net se Moutarde après diner, mä et ass eigentlech alles gelaf. Den Accord, wéi gesot, ass 1999 ënnerschriwwen ginn. En ass schonn zu engem gudden Deel am Joer 2000 a Kraaft getratt, op jidde Fall dat wat d'exklusiv Kompetenz vun der Europäescher Unioun am Handel uegt, an et ass trotzdeem, ech well dat nach eng Kéier wéi mäi Fraktiounsresident hei soen, erstaunlech, dass mir elo déi Lescht si fir deen Accord ze ratifizéieren. Ech géing wierklech en Appel maachen un den Ausseministère, dass mer awer déi Saachen net esou laang trëlle loosse, well et ass keng Ursaach fir dat esou laang sinn ze loosse. Dat hei ass am November 2003 déposéiert ginn. De Statsrot huet relativ schnell säin Avis gemaach, en Avis vun zwou Säiten, an d'Chamber huet jo och Diligence gemaach. Ech versti wierklech net, firwat dass dat bis den November 2003 gedauert huet fir deen Accord hei ze déposéieren. Ech mengen, do misst ee sech am Ausseministère vläch emol Froe stelle wéi ee mat esou Texter emgeet.

Dat gesot, Här President, wëlle mir selbstverständlech deem Accord hei zoustëmmen. Mir fannen, dass et e wichtege Accord ass an dass en och fir Lëtzebuerg ka ganz interessant ginn, well Lëtzebuerg kann och en interessanten Handelspartner ginn. Mir hu jo och eng

Kooperatioun mat deem Land. Et verbënt eis also munches domat, a mir droen heimat als Europäesch Unioun wéi och als eenzelt Land zu dem Développement an der Demokratie a Südafrika bei.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV).- Merci, Här President, et war u sech just fir ze soen, dass dat hei effektiv e besonneschen Accord ass, e besonnesch wichtege Accord, net well en eppes anescht beinhalt wéi eng ganz Rei Accorden, déi d'Europäesch Unioun scho gemaach huet, mä ganz einfach, wéi et elo scho gesot ginn ass, well Südafrika och eng besonnesch Geschicht huet. Och an deene leschten 20, 30 Joer konnt een déi Geschicht an den Zeitungen, op den Norichte verfollegen, a si huet einfach dee symbolträchtege Charakter a sech, well mer eben de Wee vun der Apartheid bis zu enger Demokratie, déi eng gewësse Stabilitéit elo um afrikanesche Kontinent huet, suivéiert hunn, well mer dee mat noverfollegt hunn. Dofir ass et iwwert dat ganz Technesch vum deem Accord eraus e symbolträchtege Accord, deen eng Wichtege huet.

Zweetens, wéi den Här Fayot e richtig erkläert huet, well et och ee vun deenen eenzegen Accorden ass, déi d'Europäesch Unioun iwwer Europa, iwwert d'Beitrittslänner eraus selwer mécht. Ech well also net op dat Technesch agoen, well dat huet den Här Calmes an allen Detailler richtig hei op der Chambertribün erkläert, grad esou wéi et a sengem Rapport steet. Dofir soen ech him villmools merci an ech gi selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Accord.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert gefrot.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech well och dem Rapporteur félicitéieren a merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht, deen hien huet missen a ganz rapider Zäit fäerdeg bréngen. Et ass ee vun deenen zahlräichen, awer och vun deene ganz wichtege Accorden, dee mer haut sollen aviséieren an iwwert dee mer sollen ofstëmmen. Ech bedauern, datt mer als Land dat leschte Land si wat deen Accord do ratifizéiert, a jiddferree weess, datt d'Accorden nëmmen dann hir Gültgeet hunn, wann déi 15 Länner se mat ënnerschriwwen hunn. Doduerjer datt mer dat esou spéit ugaange sinn, ass et evident, datt den Accord vill méi spéit zum Droe kënnt wéi dat de Fall hätt kënne sinn. Ech hoffen, datt an Zukunft, wann d'Madame Ausseministerin an d'Ausland geet, datt se net deen Abléck eréischt kuckt, wat fir eng Accorden nach duerch d'Chamber sollen a musse goen.

M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Da ka se lech mathuelen. Da geet et besser.

### (Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech kann lech op jidde Fall soen, ech géing kucke fir an deem Stadium awer éischer roueg ze sinn, wollt ech dem honorablen Här Ripinger soen, well ech mengen et wär awer besser, d'Madame Ministerin géing hir Aarbecht maachen en temps utile.

### (Brouhaha général)

Dat wat een hei muss festhalen ass, datt deen Accord ganz wichtege ass fir Europa. Et war och, menger Meinung no, keen Accord deen ee lichtsens konnt fäerdeg bréngen, well um Niveau vun den



Agrarprodukter munech Länner hei an Europa hir Bedenken haten, mä et muss een och ervirsträchen, datt Südafrika eent, wann net dat Land ass, wat wirtschaftlech gesinn am wäitste fortgeschritt ass, an et muss een hoffen, datt duerch deen Accord, dee mer elo stëmme wäerten, deen Abléck wou deen Accord och um ganzen europäesche Plang duerchgezu ka ginn, datt dee Phénomène d'attraction, dee Phénomène phare vu Südafrika nach weider amplifiéiert gëtt, an datt déi aner afrikanesch Länner sech dorunner kënnen inspiréieren. Dat gesot, ginn ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deemem Rapport.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet nach gefrot den Här Serge Urbany.

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dir Dammen an Dir Hären, während Jorzéngten ass a Südafrika e schlussendlech erfolgräiche Widerstand géint den Apartheidsregime gefouert ginn. Den Nelson Mandela gouf éischte President vun deem neie Südafrika, nodeem en am Joer 1990, no jorzéngtelaanger Haft wéinst angeblech terroristeschen Aktivitéite géint d'Herrschaft vun deene Wäissen, fräigelossgouf.

Endlech huet déi schwaarz Majoritéit vu 76% vun der Bevëlkerung d'Wahlrecht kritt. Si huet déi wäiss Minoritéit dorobberhin net ennerdréckt. A Südafrika ass ee Stéck Geschicht vum 20. Jorhonnert geschriwwen ginn. D'Kontributioun vun Europa a besonnesch vu Lëtzebuerg zum Fall vun der Apartheid war net ëmmer op der Héicht vun den Erfuerdennissen an och net op der Héicht vun de Sanktiounen, déi vun der UNO verhaange goufen, an déi vun der Majoritéit vun de Südafrikaner selwer an och vun der Anti-Apartheidsbewegung an der ganzer Welt ënnerstëtzt goufen.

Esou huet d'Bankeplaz Lëtzebuerg eng wichteg Roll beim Vergi vu Kreditter un den Apartheidsregime während laanger Zäit gespilt. Lëtzebuerg war och ee vun deene wichtegsten europäeschen Handelszentren mat südafrikanesche Goldmënz, dem sou genannte Krügerend. Dee gréisste südafrikanesche Konzern, tätég ënner anerem am Gold- an Diamantenhandel, huet d' Holding Minorco zu Lëtzebuerg gegrënt, fir seng Auslandsinvestitiounen ze koordinéieren. D'ARBED huet den Import vu südafrikanescher Steekuel nach 1987 vervéierfacht. D'Luxair huet mat Apartheid-Kapital eng extra Firma, d'Luxavia, gegrënt, fir bëlleg a Südafrika ze fléien, an och Uebst an aner Liewensmëttel si während där Zäit an Hülle a Fülle heihinner importéiert ginn.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Minister Charel Goerens.

■ **M. Charles Goerens, Ministère de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur merci soe fir säin ausféierleche Bericht, seng schréffleche a seng mëndleche Aarbecht, ugeräichert vun de Remarken a Suggestiounen, déi gemacht gi si vun de Riedner duerno an iwwregens all Commentaire.

Ech wollt just eppes soen zum Rétablissement vun der Wouerecht, Lëtzebuerg ass net dat enzegst Land wat net ratifizéiert huet. Ech kréie grad aus enger Note signaliséiert, déi op den 3. Februar zréckgeet, datt och nach Frankräich net ratifizéiert huet. Et ass awer gutt, dass d'Chamber dem Wonsch vun der Regierung nokomm ass, fir déi Aarbechten hei schnell ze maachen. Ech wollt hir duerfir merci soen an och recommandéiere fir dee Vote hei positiv ausgoen ze loossen.

■ **M. le Président.** - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5235 a stëmme driwwer of.

d'Schafung vun engem wettbewerbsfrëndlechen Émfeld garantéieren, grad esou wéi d'Aschränkung vun öffentlechen Hëllef. E versteet an der Entfaltung vun deene Wirtschaftspoliticken ausdrécklech dee wichtigste Bättrag zur Entwécklungshëllef.

Dobäi weist de Rapport vun eiser Kommissioun awer zu Recht drop hin, dass a Südafrika d'Aarbechtslosegkeet haut 40% bedréit, dass 60% vun de Stéit keen Zougank zum fléissende Waasser hunn an 30% vun de Stéit keen Zougank zum Elektreschen. E weist och op de gravé Problem vum Aids hin. De Statsrot ënnersträicht och, dass bis elo innerhalb vun der Welthandelsorganisatioun den Zougank vun den afrikanesche Länner zu bëllegen Anti-Aids-Medikamenten net konnt gesécheren an net konnt geregelt ginn, an dat bleift wouer, och wa kierzlech e beschränkten aussergerichtlechen Accord zwëschen enger Partie Länner an enger Partie Konzern an där wichtiger Fro konnt getraff ginn, deen awer bäi wäitem net wäit genuch geet.

Et ass fir eis kloer, dass de Wirtschaftsliberalismus net nëmme all déi Problemer, déi bestinn, net léise kann, mä wäitgehend zum Entstoen an zur Verdéiwung vun deene Problemer bäidréit. Ech wëll net soen, dass et sech hei ëm Neokolonialismus handelt. Mä et handelt sech op d'mannst awer, Här President, ëm äusserst ongläich wirtschaftlech Bezéiungen, un deenen allerdéngs och a Südafrika gewesse Schichten en Interesse hunn. Ech mengen awer, dass nëmme eng Politik vun der gläicher Entwécklung, déi d'Aarmutt op der Plaz selwer ofbauen hëllef, och am Interesse vun eise Länner hei ass. Ongläich Entwécklungen, ervirgeruff duerch international Kapitalstréim, provozéieren a verschäerfen och zum Beispill d'Migratiounen aus ekonomesche Grënn.

Ech wëll soen, dass ech dee Projet hei net wäert stëmme. Ech wäert mech dobäi enthalen, well ech fanne, dass dee Projet hei déi Efforten, déi zum Deel bestinn an déi och noutwennig sinn...

#### **(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)**

..., wat eng wierklech Kooperationspolitik ugeet, wéi se elo virdru vum Minister a senger laanger Ried iwwert d'Kooperatioun hei ëmress ginn ass, dass dee wirtschaftlechen Accord hei zum Deel riskéiert déi wichteg an nätzlech Efforten erëm eng kéier a Fro ze stellen. Ech wëll also nach eng kéier betounen, dass ech mech bei deemem Projet hei enthalte wäert.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Minister Charel Goerens.

■ **M. Charles Goerens, Ministère de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur merci soe fir säin ausféierleche Bericht, seng schréffleche a seng mëndleche Aarbecht, ugeräichert vun de Remarken a Suggestiounen, déi gemacht gi si vun de Riedner duerno an iwwregens all Commentaire.

Ech wollt just eppes soen zum Rétablissement vun der Wouerecht, Lëtzebuerg ass net dat enzegst Land wat net ratifizéiert huet. Ech kréie grad aus enger Note signaliséiert, déi op den 3. Februar zréckgeet, datt och nach Frankräich net ratifizéiert huet. Et ass awer gutt, dass d'Chamber dem Wonsch vun der Regierung nokomm ass, fir déi Aarbechten hei schnell ze maachen. Ech wollt hir duerfir merci soen an och recommandéiere fir dee Vote hei positiv ausgoen ze loossen.

■ **M. le Président.** - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5235 a stëmme driwwer of.

#### **Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme an enger Abstentioun.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weller et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Mars Di Bartolomeo) et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.*

*S'est abstenu: M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5108 iwwert den Assurancésektor. Et si bis elo agedroen déi Häre Krecké a Graas. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupt.

#### **7. 5108 - Projet de loi relatif à l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurances et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**

#### **Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

■ **M. Norbert Haupt (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, dee mer hei virleien hunn, gesäit d'Emsetzung vun drai euopäeschen Direktive vir.

Un éischer Stell transposéiert de Projet een Deel vun der Direktiv iwwert d'Autoshafflicht. De gréissten Deel vun där Direktiv hu mer jo schon am Gesetz vum 16. Abrëll 2003 iwwert d'Haftpflicht vun den Autoen emgesat. Deemoos hu mer awer gesot, datt deen Deel iwwert déi Direktiv, wat de Représentant

vun enger Gesellschaft, dee sech am Ausland iwwert d'Regelung vun de Schied misst bekëmmen, an en allgemengt Gesetz iwwert d'Versécherunge misst emgesat ginn. Mir hunn deen also am Gesetz vum 16. Abrëll net mat emgesat. Hei ass eng Geleeënheet fir en an dat allgemengt Gesetz iwwert d'Assurancen emzesetzen.

Den zweeten Deel vun dem Projet gesäit d'Emsetze vun der Direktiv 2002/83 iwwert d'Liewensversécherunge vir. Dës Direktiv ass en Text coordonné vun drai aneren europäeschen Direktiven iwwert d'Liewensversécherungen. D'Europaparlament huet vun der Koordinatioun vun deenen Texter profitéiert fir zwou Modifikatiounen unzëbréngen, eng éischt iwwert d'Confidentialité beim Austausch vun Informatiounen tëschent deenen eenzelne Länner an eng zweet Modifikatioun iwwert de Marché réglementé. Déi zwou Modifikatiounen ginn dann och mat deemem Projet an eis Gesetzgebung emgesat.

Eng drëtt Direktiv, déi hei emgesat gëtt - dat ass d'Kärstéck vun deemem Projet -, ass déi iwwert d'Realisatioun an d'Sanéierung vu Versécherungsgesellschaften, déi d'Prinzip vum der Universalitéit an der Unicitéit vun de Liquidatiounsprozedure vun den Assurancégesellschaften etabléieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter der Aféierung vum Bannemaart kann all Assurancégesellschaft aus engem EU-Land seng Servicer an all Land vun der EU ubidden, ënner der exklusiver Kontroll vun den Autoritéite vun deem Land wou déi Gesellschaft etabléiert ass. Dat huet als Corollaire, datt all Versécherungsgesellschaft d'Recht an d'Fräiheet huet säin Deckungskapital, dat heescht, déi Gidder, ënner anerem Immeublen oder Wäertpabeieren, déi d'Engagementer vun der Assurance vis-à-vis vun den Assuréeen ofsécheren, an egal wellechem Land vun der EU ze lokaliséieren.

Well de Regime vun der Exklusivitéit a vun der Kontroll vun den Autoritéite vun dem Pays siège awer nëmme fir d'Assurancégesellschaften während hirer Aktivitéit déngt, an net am Fall vun enger Liquidatioun, wieren d'Autoritéite vun all EU-Land gezwongen am Fall vun enger Liquidatioun, dat heescht, vun enger Faillite, eng Procédure secondaire bei sech ze entaméieren, fir d'Rechter vun den Assuréeen, déi an hirem Land wunnen, ze wahren.

An deem Fall sinn d'Assurée vun deem Land wou d'Assurancégesellschaft de Gros vun hirem Deckungskapital lokaliséiert huet, virkomme, datt eng Gesellschaft de Gros vun hirem Deckungskapital an deem Land ugeluecht hätt, wou se déi mannsten Assurancen ofgeschloss huet. An deem Fall géingen d'Assurée vun deem Land integral entschiedegt ginn an d'Assurée vun deenen anere Länner géingen eventuell eidel aus enger Faillite erausgoen. Fir dat ze verhënnen an all Assurée gläichermoossen ze behandelen, huet d'Direktiv de Prinzip vun der Unicitéit a vun der Universalitéit festgeluecht. Unicitéit bedeit, datt nëmme d'Autoritéit vun deem Land, an deem d'Gesellschaft etabléiert ass, d'Kompetenz huet fir eng Liquidatiounsprozedur ze entaméieren. An Universalitéit bedeit, datt d'Liquidatioun, déi vun den Autoritéite vun deem Land, an deem d'Gesellschaft hire Sätz huet, gepsprach gëtt an all anere Land vun der EU oni weider Formalitéit muss unerkannt ginn.

Niewent deenen zwee Prinzipie gesäit d'Direktiv och nach vir, datt all Land de Prinzip vun dem Privileg vun den Assuréeen op Deckungskapital vun der Versécherungsgesellschaft aféiere soll. Well bei eis am Land schon zënter Joren den absolute Privileg vun den Assuréeen op dem Deckungskapital besteet, hu mer

dee Prinzip net méi brauchen emzesetzen. Anerersäits geet de Projet awer méi wäit wéi d'Direktiv, well en d'Prinzip vum der Unicitéit an der Universalitéit och op Drëttlänner virgesäit. An deene Fall kënnen awer d'Lëtzebuurger Autoritéiten op Ufro vun dem Commissariat aux assurances eng Procédure secondaire de liquidation entaméieren.

Här President, de Projet gesäit Deetailer vun de Liquidatioun an de Sanéierungsprozedure vir, op déi ech hei net wëll agoen. Hie lëscht eng Rei vu Situatiounen op, déi der nationaler Gesetzgebung vun dem Pays siège vun der Gesellschaft ënnerworf sinn. Fir awer d'Sécherheet vun den Transaktiounen an anere Länner ze protegéieren, gesäit de Projet och eng Rei vun Ausnahmen vun de Prinzipie vir, esou zum Beispill d'Dispositiounen iwwert de Contrat de travail oder d'Réserve de propriété vum Verkeefer.

Well bei eis am Land awer de Prinzip vun dem absolute Privileg vun den Assuréeen op d'Deckungskapital vun de Versécherungsgesellschaft besteet, a fir ze verhënnen, datt auslännesch Gesetzer dese Privileg kënnen affektéieren, verbiit e Règlement grand-ducal, datt Gidder, déi mat enger Garantie oder engem Privileg behaft sinn, an en Inventar vun Deckungskapital vun enger Gesellschaft kënnen opgeholl ginn. Dofir huet de Commissariat aux assurances och en Ofkomme mat de Banken, déi Dépositaire vun Deckungskapital vu Versécherungsgesellschaft sinn, dee virgesäit, datt des Banken dem Commissariat d'Existenz vun esou Garantien, respektiv Privilegie musse signaléieren.

Här President, niewent deenen allgemengen Dispositiounen iwwert d'Liquidatioun an d'Sanéierung vun den Assurancégesellschaften iwwerhëlt de Projet och d'Dispositiounen iwwert de Sursis de paiement an d'Liquidatioun, esouwuel déi fräiwëlleg Liquidatioun wéi och d'Liquidation judiciaire, esou wéi se am Gesetz vum 1991 scho virgesi war.

Et sief nach ze ernimmen, datt d'Direktiv déi fräiwëlleg Liquidatioun net virgesäit, déi an eisem Gesetz iwwert d'Versécherungsgesellschaften awer scho festgeluecht war.

D'Chambre de Commerce an de Statsrot hunn hiren Avis zu deemem Projet ofginn. Niewent e puer Bemierkungen, deenen d'Chamberkommissioun wäitgehend Rechnung dréit, hunn d'Chambre de Commerce an de Statsrot hiren Accord zu deemem Projet ginn.

D'Kommissioun huet majoritär dese Rapport ugeholl a schléit der Chamber vir, de Projet esou wéi e virläit ze stëmme.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. le Président.** - Als éischte Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen.

#### **Discussion générale**

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Här President, no den Ausféierung vum Rapporteur a vu dass mer schon Identitéit de vue haten iwwert d'Approche vun der Regierung an där doter Matière, kann ech och den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

■ **M. le Président.** - Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et hei mat engem ganz technesche Projet ze dinn, deen awer trotzdem eng gewëssen Importenz fir e wichtige Piller vun eiser Ekonomik huet, an zwar den Assurancésektor. De Projet beweist virun allem awer och ëmmer méi, datt d'Europäesch Unioen zu engem Ganzen zesummewiisst, well jo awer villes harmoniséiert gëtt. Besonnesch d'Afféiere vun



dem Prinzip vun der Universalitéit, dat heescht, datt den Assainissement oder d'Liquidatioun vun enger Assurancëgesellschaft, déi vun engem EU-Stat prononcéiert gëtt, automatesch och Effeten huet an deenen anere Staten, ënnersträicht u sech jo awer, datt mer do ëmmer méi zesummeréckelen.

D'Décisioun vun engem Lëtzebuerger Tribunal an dëser Matière huet also deemtspriechend dann och Gültgkeet an der ganzer Communautéit. Ëmgedréint ass et natierlech d'selwecht. An d'Tatsaach, datt och d'Administrateurs vun enger Assainissements- oder Liquidatiounsmoossnam kënnen déiselwecht Pouvoire bei eis am Land ausüben wéi am Originalstat, ass en zousätzleche Bewäis, datt den Aktionsradius vun deenen EU-Autoritéiten an dësem Domän immens grouss ass. Dofir fanne mer et normal, datt déi Administrateurs sech awer mussen, wa se hei zu Lëtzebuerg operéieren, natierlech och un déi Lëtzebuerger Gesetzgebung konforméieren. Ech denken hei virun allem un d'Informatioun vun de Salariéen, déi jo awer muss respektéiert ginn, wann et zu enger Liquidatioun vun enger Entreprise am Assurancësektor sollt kommen.

En anere wichtige Volet vun dësem Gesetzesprojet ass natierlech de Sursis de paiement. Dat erlaabt u sech enger Assurancëgesellschaft, déi a Schwierigkeeten ass, eng gewëssen Otempaus bei hire Bezuelungen ze kréien. Dës Prozedur ass och genee detailléiert festgehalten an de betreffende Jugegment muss a mindestens dräi Lëtzebuerger oder auslänneschen Zeitunge festgehale ginn. Ech wëll do just drop hiweisen, datt mer net méi spéit wéi de Moien an der Kommissioun vun den Affaires intérieures d'Diskussioun haten iwwer Publikatiounen, déi an Zeitung mussen virgeholl ginn, dat am Kontext wann e PAG ëmgeännert gëtt. Do hu mer festgehalten, datt an Zukunft net solle méi déi Publikatiounen an zwou Zeitunge gemaach ginn, mä a véier Zeitungen.

Dowéinst an deem Kontext hei einfach emol d'Fro, ob een net an Zukunft soll iwwerhaapt dat alignéieren a Publikatiounen an Zukunft d'office a véier Lëtzebuerger Zeitung virgesinn.

Mir haten dann op dëser Plaz jo och de leschten...

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Do si mer awer elo voll am Sujet.

**M. Gusty Graas (DP).** - Do si mer voll am Sujet. Et ass awer keen onwesentlechen.

Ech wëll dann nach op e leschte wichtige Punkt zrëckkommen, wat u sech en Zousaz ass zu deem Gesetz, dat mer den 18. März vum leschte Joer hei diskutéiert an och ofgestëmmt hunn, dat war de Projet 5030. Do kritt jo elo dee Représentant eng legal Basis. Dat ass virun allem wichtig, wann een en Accident am Ausland huet, datt direkt Leit op der Plaz si mat deenen ee sech ka konzertéieren.

Onofhängeg vun deene puer zousätzlechen Iwwerleeungen ass et awer selbstverständlech, datt mir als Demokratesch Partei d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Ech soen lech merci!

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Jacques-Yves Henckes.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt de Rapporteur och félicitéieren fir säi Bericht an den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet bréngen, wou notament eng Direktiv, mengen ech, ganz wichtig ass, vun deenen dräi, déi mer haut diskutéieren. Dat ass déi iwwert d'Liewensversicherung, wou endlech eng Koordinatioun an där Réglementatioun virgeholl gëtt. Dat nach eng Kéier gesot, den Accord vun eiser Fraktioun zum Gesetzesprojet.

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Budgetminister Luc Frieden.

**M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, bei esou vill Unanimitéit bleift mir just der Finanzkommissioun, hirem Rapporteur, dem honorablen Här Hauptert, an nach hire Membre merci ze soe fir déi gutt Aarbecht, fir sech hei duerch en technesche Projet duerchgeschafft ze hunn. Domadder setze mer erëm eng weider Direktiv ëm, mä do gesitt Der och heiansdo firwat dat e bësse méi laang dauert, well déi Direktiven ëmsetzen ass eng héich technesch Matière, mä se muss seriö gemaach ginn, an dofir si mer frou, dass mer hei kënnen op Är Eestëmmegeket zielen, fir dësem Projet säin Accord ze ginn.

Merci.

**M. le Président.** - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5108.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme an 1 Abstentiuon.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Marc Zanussi), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.*

*S'est abstenu: M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vun dem Projet de loi 5153 iwwert d'Établissements de crédit. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement.

**8. 5153 - Projet de loi portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liqui-**

**dation des établissements de crédit**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

**M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut de Gesetzesprojet 5153, mat deem d'EU-Direktiv 2001/24/CE vum 4. Abrëll 2001 ëmgesat gi soll. An dëser Direktiv geet et ëm d'Sanéierung an ëm d'Liquidatioun vu Kreditinstituter. Dës Direktiv huet u sech awer schonns eng méi laang Geschicht. Schonn 1985 gouf se vun der Europäescher Kommissioun virgeschloen. Et huet awer bis 2001 gedauert, bis se vum Europäesche Rot dunn och ugeholl gouf. An d'Ursach dovunner war, well Spunien a Frankräich iwwer laang Joren d'Direktiv blockéiert hunn, einfach dofir well se sech net eens goufen, wéi Gibraltar am Sënn vun dëser Direktiv ze behandelen ass oder wär.

Dëse Gesetzesprojet gouf den 20. Mee 2003 vum Budgetminister déposéiert a gouf souwuel vun der Chambre de Commerce wéi vun Statsrot dunn och aviséiert. D'Finanzkommissioun hat sech an hirem Sitzung vum 14. November 2003 fir d'éischt mat dësem Projet befaasst an huet dunn och zwee Amendementer ugeholl, déi viru kuerzem positiv vum Statsrot aviséiert goufen. An hirem Sitzung vum 9. Februar 2004 huet d'Finanzkommissioun hir Aarbechten zu dësem Projet ofgeschloss, andeems se de Rapport, deen lech selbstverständlech alleguerte virläit, ugeholl huet.

Här President, d'Direktiv 2001/24/CE ass eng wichtig Direktiv am Hibleck op déi weider Realiséierung vun engem europäesche Bannemaart fir Finanzdëngschtleeschungen. Net Onrecht huet den europäesche Bannemaartkommissär Bolkestein wann e seet, dass d'Potenzial vun deem grenziwwerschreidenden Handel mat Dëngschtleeschungen net richtig ausgeschafft ka ginn, wann d'Investisseuren net richtig oder net gutt genuch geschützt sinn. Bis elo gouf et awer nach keng europawäit harmoniséiert Regele wat geschéie soll wann e Finanzinstitut opgeléist gëtt, aus wat fir engem Grund och ëmmer. Esou konnt bis elo e Kreditinstitut a jiddfer EU-Memberstat, an deem et vertraued ass oder wou et eng Succursale ënnerhält, eng separat Prozedur opmaachen. Dat konnt dann zu massiv Problemer féieren, well déi eenzel Geriichter aus deene verschidde Länner hu jo net missen onbedéngt zesummeschaffen. D'Konsequenz dovunner war eng däitlech ongläich Behandlung vun deenen eenzelne Créancier.

Esou kënnt zum Beispill e Finanzinstitut e groussen Deel vu sengem Verméigen an engem Land déposéiert hunn, wou et weider awer keng Scholden huet. Déi Personnen, déi an dësem Land doheem oder an der Prozedur implizéiert sinn, haten deemno zolidd Chance a kruten, bedéngt duerch dësen Émstand, de gréissten Deel vun hire Suen dann och zrëck. Honnertprozenteg ëmgekéiert ass et, wann dat Finanzinstitut an engem Land e gudd Batz Scholden huet awer kaum Verméigen: Hei geet déi entsprechend Person, déi am Fall vun enger Liquidatioun nach Geld ze kréien huet, mat zimlech eidelen Hänn dann och heem.

Här President, dës ongläich Behandlung vun de Persoune bannent der EU soll mat där haut ëmzusetzender EU-Direktiv der Vergaangenheet ugehéieren. Egal wou e Finanzinstitut an der EU an Zukunft sanéiert oder liquidéiert gëtt, sollen d'Prinzipien vun der Unitéit an der Universalitéit gëllen.

Konkret bedeit dat, dass de Memberstat, wou d'Finanzinstitut säi Sëtz huet, déi exklusiv Kompetenz fir d'Exekutioun vun de Sanéierungs- oder de Liquidationsprozedure fir déi ganz Europäesch Unioun huet.

Et gëtt och an Zukunft eng Zesummenaarbecht tëschent de Verwaltungs-, Justiz- an Iwwerwachungsauctoritéiten, fir dass déi dann am Fall vun enger Liquidatiionsprozedur matenee kooperéieren mussen. Doduerch sinn d'Rechter vun de Créancier an alle Memberstate gläich gutt geschützt. De Sënn, oder besser gesot de Wëllen, ass net eleng d'Harmoniséierung vun de Prozeduren, mä och déi géigesäiteg Unerkennung vun de Prozeduren aus dem Sëtzstat wéi och d'Garantie vun där néideger Zesummenaarbecht vun den Autoritéiten.

D'Direktiv ass bis de 5. Mee 2004 vu Lëtzebuerg ëmzesetzen, dat heescht, mat deem heitege Vote leie mer ganz gutt am Délai. De Lëtzebuerger Gesetzesprojet, deen eis haut virläit, huet am Verglach zu der EU-Direktiv zwee beidende Ennerscheeder, zwou Dispositiounen, wou Lëtzebuerg u sech méi wäit geet wéi d'Direktiv dat virgesäit. Dës Ennerscheeder bewisen den internationale Stellenwäert, dee Lëtzebuerg senger Finanzplaz bäimësst, bewisen awer och, dass déi bestehend Lëtzebuerger Législatioun schonns elo méi wäit geet wéi den Text vun der Direktiv dat u sech virgesäit.

Den éischten Ennerscheid betrëfft den Uwendungsbereich vum Gesetzesprojet. Et sinn net nëmmen d'Kreditinstituter heivunners viséiert, mä och d'Investitiionsentreprisen, déi d'Habilitatioun hunn, fir Fongen oder Finanzinstrumenter vun Drëten ze halen oder ze geréieren.

Firwat geet Lëtzebuerg hei méi wäit? Déi ablécklech Lëtzebuerger Législatioun a puncto Sanéierungs- a Liquidatiionsprozeduren huet genee dës méi wäiten Uwendungsbereich. Wa mer, wéi dat och vun der Chambre de Commerce gefuerdert ass, den Uwendungsbereich op dee vun der Direktiv beschränke géifen, da géife mir en neie Vide juridique schafen, well da wär fir dës Investitiionsentreprisen nâischt virgeschriwwen fir de Fall wou déi eng oder aner Prozedur misst entaméiert ginn.

Den zweeten Ennerscheid zur Direktiv ass déi territorial Dimension vum deem Gesetz. Dëst Gesetz soll net nëmmen Uwendung fannen op d'Finanzinstituter an d'Investitiionsentreprisen aus den EU-Memberstaten, mä doriwwer eraus soll se och fir Drëttlänner gëllen, also fir Länner, déi net oder nach net an der EU sinn. Dat stellt am Lëtzebuerger Recht keng Innovatioun duer, well schonns haut kennt de Lëtzebuerger Législateur keng ënnerschiddlech Prozedure jee nodeem wou d'Finanzinstitut doheem ass. Dës weltwäit Dimension dréit selbstverständlech och der internationaler Bedeutung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg Rechnung.

Här President, d'Kommissioun huet duerch en Amendement dofir gesuergt, dass den Ennerscheid tëschent der „liquidation volontaire“ an der „liquidation judiciaire“ méi däitlech am Gesetzestext niddergeschriwwen gouf, esou wéi dat dann och vum Statsrot a sengem éischten Avis gefuerdert gouf. Et gëtt hei ganz däitlech festgeluecht, wéi a wéini en Etablissement sech „en liquidation volontaire“ setze kann. Och den Artikel 61-5 hält op Grund vum Avis vum Conseil d'État eng Ännerung vir. E gesäit vir, dass d'Gericht vum Créancier eng Iwwersetzung vun engem Schrëftstéck iwwert d'Créancen an enger vun den offizielle Sproche vum Grand-Duché verlaange kann.

D'Kommissioun huet a Conformitéit mam Avis vum Statsrot dofir gesuergt, dass dëst op d'Fräe vum Créancier ze geschéien hätt, well soss ënner Émstänn eng ganz zolidd Käschtelawinn kënnt lassgoen, besonnesch ënner dem Aspekt,

well dësse Projet sech jo net nëmmen op EU-Länner beschränkt, mä och op de Rescht vun der Welt. Et wäert jo kaum e Lëtzebuerger Riichter hei zu Lëtzebuerg chinesesch Schrëftstécker liese kënnen.

Här President, am Resumé: Mir hunn hei e gudden Projet, dee fir de Fonctionnement vun de Finanzdëngschtleeschungen innerhalb der EU sécherlech net onwichtig ass - eng Feststellung, déi d'Lëtzebuerger Finanzplaz hirersäits an deem nämlechte Mooss betrëfft. Dofir fält et mer sécher net schwéier fir d'Chamber ze bieden dësse Projet ze stëmmen. Selbstverständlech wëll ech dann och vun dëser Plaz aus den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Jeannot Krecké.

**Discussion générale**

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Här President, ech hunn zwar mengem Kolleg Bodry déi Aarbecht hei wëllen iwwerloossen, mä wann Dir mech scho frot, da ginn ech lech den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch keen ze froe fir lech den Accord vun eiser Fraktioun ze ginn. Mir sinn all unanimement domadder averstanen, an ech géif ganz besonnesch dem Rapporteur, dem Här Clement, merci soen, well en op déi Punkten agaangen ass, wou dësse Projet de loi méi wäit geet wéi d'Direktiv, an och déi Ursachen uginn huet, fir an deem finanztechnesche Projet hei och op d'Répercussione fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg hinzeweisen. Et ass also kee Problem, fir dass mir dësse Projet de loi stëmmen.

**M. le Président.** - Den Här Jacques-Yves Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen, dee munech Innovatiounen bréngt an notament déi, datt de Champ d'application vum Gesetz erweidert gëtt op d'Sociétés d'investissement, op d'Investmentgesellschaften, déi Sue vun Drëtte verwalten. Dofir nach eng Kéier den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Budgetminister Luc Frieden.

**M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, mir bleift just dem honorablen Här Clement an der Finanzkommissioun och bei dësem Projet merci ze soe fir déi gutt Aarbecht.

**M. le Président.** - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5153 a stëmmen driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 bis 11 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme an enger Abstentiuon.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri*



Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. John Schummer), MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Jean-Paul Rippinger), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehes (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vun der Madame Renée Wagener hiner Motioun iwwert déi Leit, déi am Zweete Weltkrich vermësst gemellt gi sinn. Dem Auteur vun der Motioun, de Fraktiounen an der Regierung sti fénnef Minutte Riedezäit zur Verfügung, d'Sensibilités politiques hunn e Recht op zwou Minutten. Et si schonn ageschriwwen déi Häre Meyers a Fayot.

D'Wuert huet elo d'Madame Renée Wagener als Auteur vun dëser Motioun.

### 9. Motion de Mme Renée Wagener relative au sort des personnes portées disparues pendant la Seconde Guerre mondiale

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG).- Merci, Här President. Déi heite Saach ass eng al Geschicht, net nëmme well de Wee vun där Motioun, déi Dir haut virleien hutt, schonn am Dezember 2002 ugefaangen huet, wéi mer heibannen iwwert de Centre de documentation et de recherche sur la Résistance ofgestëmmt hunn, mä och, well de Sujet u sech een ass, dee mat der Opaarbechtung vun der rezenter Lëtzebuurger Geschicht ze dinn huet.

Ech hat dofir och am Januar 2003 e bëssen am Kader vun der Wehrmachtausstellung déi Diskussioun, déi mer deemools gefouert hunn, nach eng Kéier opgegraff an an enger Motioun festgehalten. Méi konkret ass et am Fong ëm déi vermësste Lëtzebuurger Enrôlés de force gaangen, déi am Zweete Weltkrich haaptsächlech aus Russland net méi erëmkommen sinn. Den Här Statsminister hat deemools proposéiert, mir sollten d'Motioun zrëck an déi zoustänneg Kommissioun, also an d'Institutionskommissioun huelen, an do nach eng Kéier mat senger Leit iwwert déi Thematik diskutéieren. Mir haten doropshi gemengt, da sollt een och nach aner Leit erunzéien. Mir haten dunn och am Oktober d'lescht Joer eng ganz interessant Diskussioun an der Institutionskommissioun, wou déi Häre Scuto an Dostert dobäi waren an eis als Historiker och Ried an Äntwert iwwert déi Fro do gestanen hunn.

Aus deenen Erkenntnisser, déi sech aus där ganz interessanter Diskussioun erginn hunn, hunn ech dunn och eng Rei vun Ännerungen

a menger Motioun gemaach a se och komplettéiert. Ech gi just nach eng Kéier ganz kuerz dorop an, wat dat ass. Éischtens hélt se nach eng Kéier déi konkret Iddi erëm, fir am Intérêt vun deene betraffene Familljen d'Assistenz bei der Recherche no vermësste Persounen ze verbesseren an och méi kloer ze maachen, wou d'Leit sech an esou Fäll kënnen hiwenden, well dat och e Problem war, deen an der Öffentlichkeet opkomm ass, datt déi meescht Leit am Fong net esou richtig wëssen, wéi se sech do sollen uleeën.

Doriwwer eraus proposéiert déi Motioun awer och am Intérêt vun der Geschichtsfuerschung, net nëmme där vun haut, mä vläicht och där zukünfteger, eng Kopie vun deem russesche Fichier oder vun deene Fichieren, wou et ëm Lëtzebuurger geet an déi eben hei och zur Diskussioun stoungen, ze maachen an déi Kopie hei zu Lëtzebuerg ze versuergen. Et ass zwar esou, datt eng Auswärtung vun deem Fichier schonn eng Kéier op der Plaz gemaach ginn ass an dass et entre-temps och e Computerfichier gëtt, wou déi Donnéeën evaluéiert gi sinn an ausgewäert si ginn. Mä mir hunn awer - oder dat war mol meng Meinung an der Kommissioun - et wichtig fonnt, dass d'Originalfichieren zumindest géife kopéiert ginn, fir wann ee vläicht nach eng Kéier iwwert deen heite Stand eraus wëllt goen an aner Recherchen op deene Fichiere wëllt maachen.

Doniewent - an dat ass eng vun deene méi neien Erkenntnisser, déi ech hei verwäert hunn an där Motioun - steet elo awer an där Motioun dran, datt ee sech vläicht net nëmme op dee Fichier soll konzentréieren, mä dass et zum Beispill och Fichieren an Däitschland, den USA oder England gëtt, déi fir d'Geschichtsfuerschung zu Lëtzebuerg kéintens interessant sinn, an dass ee vläicht do och méi eng systematesch Evaluatioun soll maachen.

#### (Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Dann och nach en neie Punkt, dee mer och ganz wichtig schéngt: Dat ass deen, fir e Projet de loi auszeschaffen iwwert d'Archiv- a Konservéierungspflicht vun de staatlechen a kommunale Verwaltungen. Dir wësst, dass do an der Vergaangenheet ganz vill gesënnegt ginn ass, dass mer leider eng ganz Rei vun Dokumenter an Dokumentatiounen, och Archiven a Fichiere méttlerweil verluer hunn, well sech während Jorzéngte vläicht net esou bewusst gi war, dass dat wäertvoll Ennerlage waren, sou dass déi also och net weidergaange sinn an d'Nationalarchiven. Hei proposéiere mer an där Motioun also, dass e Projet de loi gemaach gëtt, wou déi Archivpflicht an och den Transfert an d'Nationalarchive géif geregelt ginn, sou wéi dat an anere Länner schonn de Fall ass.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Paul-Henri Meyers huet d'Wuert gefrot.

#### Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers (CSV).- Här President, d'Madame Wagener huet déi Motioun hei explizéiert. Déi gëtt och sénnegeméiss dat erëm, wat an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, wat zrëckbehale ginn ass. Si huet och bäigefügt - e leschten Tirez -, dass ee Projet de loi soll ausgeschafft ginn iwwert d'Vepflichtung fir déi staatlech a kommunal Verwaltungen fir hir Donnéeën an d'Archiven ze ginn. Déi Obligatioun besteet haut schonn eigentlech, wann et och net ënnert deem formalen Text vun engem Gesetz besteet. Ech mengen do ass keng Schwierigkeet, dass een dat och an déi Motioun mat era gefé huelen, sou dass mir kee Problem hunn, fir déi Motioun do ze stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech fannen dëst eng interessant Motioun, an ëmsou méi interessant, well se et erlaabt fir op eng Partie Saachen anzegoen, déi mat der Geschicht vum Zweete Weltkrich ze dinn hunn. Ech war net an der Kommissiounssitzung op déi d'Madame Wagener sech beriff, d'institutionell Kommissioun huet sech heimat ofginn an huet och déi zoustänneg Historiker gehéiert.

Et gi jo an dëser Motioun dräi Problemer ugesprach. Den éischte Problem ass deen, deene Familljen ze hëllef, Noriichten oder Tracé vun deene Jongen, déi an d'Wehrmacht agezu waren an a Russland vermësst goufen oder ëmkommen sinn, ze fannen.

En zweete Problem ass dee vun der Behandlung vun der Geschicht am Zweete Weltkrich. An den drëtte Problem ass dee vun der Behandlung vun den Archive vun de Gemengen a vum Stat insgesamt. Et ass also eng relativ vaste Entreprise mat där d'Madame Wagener sech hei ofginn huet.

Wat deen éischte Problem ugeet, ass et selbstverständlech keng Fro, dass ee soll probéieren esou vill wéi méiglech Informatiounen iwwert déi vermësste Lëtzebuurger Jongen a Russland ze kréien. Bekanntlech war et jo bis 1990, bis d'Sowjetunioun eigentlech opgehale huet, relativ schwéier, fir aus deem Land eppes gewuer ze ginn iwwert déi Lëtzebuurger Jongen, déi an der Wehrmacht waren an do gefaange geholl ginn oder gestuerwe si respektiv vermësst gi sinn.

1990 wéi dat Land dunn opgaangen ass, wéi d'Sowjetunioun sech opgeléist huet, du si jo och eng Partie vun den Archiven opgaangen, an du sinn zum Deel nei Erkenntnisser komm, obscho virdrun déi meescht vun den Nimm vun deene Lëtzebuurger, déi an der Wehrmacht a Russland waren, säit de 60er Jore bekannt waren.

D'Historiker soen ons, dass déi 1.342 Fichen, respektiv perséinlech Dossierer, déi et apparement a russeschen Archive gëtt, wuel net wäerten esou ergebeg sinn, wéi vläicht deen een oder deen aneren dat kënn mengen. Ech weess elo net wéi vill Stéchprouwen an deenen 1.342 perséinlechen Dossierer gemaach gi sinn. Menger Asiicht no ass dat noutwendeg, ier een elo alleguerten déi 1.342 Dossierer vum Russeschen iwwersetzt. Wéi et schéngt ass dat jo keng esou eng einfach Aufgab. Dat gëtt eng relativ opwändeg Aufgab.

Mä dat gesot, schéngt et mir selbstverständlech, dass een deene Familljen, wann et de Wonsch ass, soll hëllef iwwert de Centre national de la Résistance, fir eventuell Informatiounen aus deenen 1.342 perséinlechen Dossierer ze kréien.

Wat déi zweet Fro ugeet iwwert den Traitement vun der Geschicht vum Zweete Weltkrich, ass et selbstverständlech interessant, fir esou vill wéi méiglech Archiven opzedreiwen. Natierlech muss ee se fir d'éischt emol fannen. Et muss ee wësse wou der sinn, an dat ass eng relativ schwierig Aufgab, déi een net ka vun haut op muer maachen. Jiddereen, deen emol an Archive geschafft huet, weess, dass et heiansdo ganz komplizéiert ass fir déi an der ganzer Welt opzedreiwen. Do sinn der heiansdo op enger Plaz, wou ee sech net kann dreemen, dass der sinn.

Selbstverständlech wäerten der wuel an England sinn, et wäerten der och an Amerika sinn, et wäerten der a Frankräich sinn, an héchstwahrscheinlech och nach eng ganz Partie an Däitschland. Vun anere Länner wëll ech hei net schwätzen. Dat ass eng Entreprise de longue haleine. Leider hu mer

menger Usiicht no, esouwuel um Plang vun den Archives nationales, wéi um Plang vum Centre de documentation vun der Résistance net genuch Mëttelen, fir déi Aarbecht ze maachen. A wa mer de Wonsch hei ausdrécken, ass dat selbstverständlech e Wonsch un d'Regierung, fir méi Ressourcen, esouwuel materiell Mëttelen, wéi och Ressourcen humaines zur Verfügung ze stellen.

Wat den drëtte Punkt ugeet, nämlech d'Archive vum Stat a vun de Gemengen, maachen d'Archives nationales natierlech grouss Efforten. Si sinn awer ugewisen op d'Kollaboratioun vun de Gemengen a vun de Statsverwaltungen, respektiv vun de Ministären. Meng Erfahrung ass, dass do heiansdo Saache verluer ginn, an dass een och an der allgemenger Approche vun den Archiven e bësse méi Rigueur bei onsem Stat a bei onse Gemenge misst kréien. Natierlech ass net jiddfer Gemeng esou gutt outilléiert wéi d'Gemeng Lëtzebuerg, déi hir extra Archiven huet, déi wierklech e Genoss si fir ze konsultéieren. Mä wann dat ebe bei deenen eenzelne Gemengen net méiglech ass, da misst ee schonn an den Archives nationales dat och virgesinn.

Dat gesot, Här President, wäerte mer selbstverständlech och déi Motioun hei stëmmen, mat deene Remarken, déi ech elo gemaach hunn.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun den Diskussiounen, déi den 19. Dezember 2002 hei stattfonnt hunn zu dem Projet de loi iwwer d'Kreatioun vun engem Centre de documentation et de recherche sur la Résistance, hat ech d'Geleeënheet am Numm vun eiser Fraktioun déi ganz Problematik, déi hei an der Motioun ugeschwat ass, ze développéieren, an zu gläicher Zäit och op dee geschichtleche Rapprochement tëschent eiser Partei an der Resistenz ze insistéieren. Ech wëll an ech brauch och elo an dësem Kontext net méi dorobber zrëckzekommen.

Wann ech dat richtig verstane hunn, ass déi Motioun hei eng Motion de synthèse vun zwou anere Motiounen, déi virdrun déposéiert gi sinn am Januar 2003, a si ass och, ech wëll net soe verbessert ginn, mä et sinn awer nei Elementer dra komm, nodeem den Direkter vun dem Centre de recherche et de documentation sur la Résistance an e Lëtzebuurger Historiker an der Kommissioun gehéiert gi sinn, an och eng Entrevue mat deene stattfonnt huet, an et ass à la lumière vun deenen Informatiounen, déi déi ginn hunn, wou dës Motioun verbessert ginn ass, verännert ginn ass, an déi eis haut an deem Wortlaut, wéi se hei virläit, ënnerebreet gëtt, fir se ze stëmmen.

Compte tenu vun deem wat ech elo gesot hunn, hu mir dann och kee Problem, fir dass eis Fraktioun géing dës Motioun stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géing der Chamber soen am Numm vun der Regierung, datt mir déi Motioun kënnen unhuelen.

M. le Président.- Kënnen mer par main levée ofstëmmen?

#### (Assentiment)

#### Vote

Déi dofir sinn, si gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, datt déi Motioun eestëmmeg ugeholl ass.

Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert.

### 10. Ordre du jour

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, den Här Jaerling huet haut de Mëtteg hei eng Motioun déposéiert, an den Här Henckes huet zwou Motiounen iwwert d'Asylproblematik déposéiert. Vu dass de Justizminister haut hei ass, an déi nächst Deeg net hei ass, well en am Ausland ass, géif ech proposéieren, dass mer déi elo nach géifen op den Ordre du jour huelen, fir se direkt ze diskutéieren an och ofzestëmme.

M. le Président.- Sidd Der all domadder d'accord?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Motioun 1 vum Här Jacques-Yves Henckes. Den Här Henckes huet d'Wuert.

### 11. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'instruction des demandes d'asile

#### Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative au refoulement d'étrangers

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, déi éischt Motioun viséiert, datt mer gäre vun der Regierung hätten, datt déi néideg Moyenen dem Justizministère zur Verfügung gestallt ginn, fir datt d'Demandes d'asile innerhalb vun engem Délai vun dräi Méint sollen aviséiert kënnen ginn an datt eng Décisioun ka geholl ginn.

Mir hu gesinn, datt dat an der Vergaangenheet méiglech wor, mä datt duerch den Afflux vun Demanden an iwwert den Doublement eraus innerhalb vun de leschte Joren d'Délai ganz staark zrëckgaange sinn, datt doduerch natierlech och déi Leit, déi Demandeur d'asile sinn an déi net wëssen, ob se d'Recht kréie fir am Land ze bleiwen oder net, an enger Situation d'incertitude sinn, déi vill ze vill laang ass. Mir mengen, datt do de Justizminister muss mat senger Kolleegen zesumme kucken, datt déi Délaien do respektéiert ginn a sech d'Moyene gëtt, fir dat uerdentlech ze maachen.

Dat bedéngt bien entendu och e Changement, eng Modification législative. Mä et ass awer och evident, datt en attendant all Moyene solle genotzt gi vun der Regierung fir sech an d'Situatioun ze setze fir an engem rasonablen Délai eng Décision administrative duerchzezéien.

Déi zweet Motioun concernéiert d'Situatioun deen Abléck wou eng Décision administrative rechtskräfteg ass respektiv wou eng Décision judiciaire de refoulement, dat heescht eng Ausweisung muss duerchgezu ginn. Do hu mer a leschter Zäit dräi Accords de réadmission gestëmmt, mä et gesäit een, datt an anere Länner vill méi där Accords de réadmission gestëmmt ginn, datt och d'Kooperatioun tëschent den Autoritéiten ëm villes méi grouss ass. Beispillsweis huet Frankräich en Accord de réadmission mat sämtlechen Nopeschlänner, sauf mat Lëtzebuerg, duerchgezunn, wat hinnen erlaabt fir verschidden Accords de réadmission groupés ze maachen. Ech wëll nëmme op deen hiweisen, dee se mat Italien a mat der Schwäiz hunn, dee ganz nützlich ass. Ech weess, datt mat der Belsch den Accord méi schwéier war, dofir si se elo Richtung Holland gaangen. Mä iergendwéi hu se awer gekuckt fir verschidden Accorden ze hunn a fir deen Abléck och déi Refoulementer gemeinsam kënnen duerchzezéien.

Där Initiative sinn der e puer elo gemaach ginn, dat erlaabt, wann d'Kooperatioun gutt ass ënnert deenen eenzelne Länner, fir déi Décisiounen och méi liicht rechtskräfteg ze maachen. A fir datt se rechtskräfteg ginn, fir datt d'Prozeduren net müssen all Kéiers bei all



Transfert nei erfonnt ginn, ass et natierlech gutt, datt een esou Accords de réadmission huet. Ech mengen och, datt deen Abléck wou een en Accord de coopération huet, oder wou ee verschidden aner Accorden am Kader vun den Aides au développement négociéiert, datt een do bien entendu och soll kucke fir Accords de réadmission mat an deemselwechte Kontext ze négociéieren. Ouni Accords de réadmission ass et evident, datt et fir d'Regierung schwierig ass fir verschidden Décisions de refoulement duerchzeziehen.

Dofir menge mer, datt d'Regierung gutt berode wär, fir elo d'Zäit nozehuele fir ze kucken där Accorden esou vill wéi méiglech ze négociéieren, entweder eleng oder a Kooperatioun mat aneren europäesche Länner, notament mat den Nopeschlänner vu Lëtzebuerg. An deen Abléck kënnen mer och effikass dofir suergen, datt déi Décisionen, déi geholl gi si vun eise Gerichter, och kënnen exekutiéiert ginn.

**M. le Président.**- Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

**M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.**- Här President, ech géing gär zu deenen zwou Motiounen kuerz schwätzen. Wat déi éischt ubelaangt, wou den Här Henckes freet, datt déi Prozedur solle méi kuerz ginn, esou muss ech soen, datt dat gutt kléngt, mä onrealistes ass. Mir maachen, dat kann ech lech hei nach eng Kéier soen, datt hunn ech bei x Debatten iwwert d'Asylpolitik gesot, all Efforten, fir datt déi Prozedur an där éischer Phas esou kuerz wéi méiglech ass. Déi Prozedur war méi kuerz ginn. Ech hunn d'lescht Woch hei gesot, datt se erëm méi laang ginn ass, well d'Zuel vun den Ursprungslänner méi grouss ginn ass a méi diversifizéiert ginn ass, wat selbstverständlech fir déi Beamten, déi déi Dossieren traitéieren, eng zousätzlech Aarbecht ass. Mir hunn dofir decidéiert, datt mer zousätzlech Leit an deen Asylbüro setzen. Ech hat lech schonn d'lescht Woch hei gesot, datt an deser Legislaturperiod dee Büro, deen am Ufank véier Leit hat, der elo 17 huet. Dee baue mer nach eng Kéier aus fir op méi e kuerzen Délai am éischen Traitement ze kommen.

Déi zoustänneg Leit soe mer awer, datt dräi Méint absolut onrealistes wäeren. Si hätten et am léifsten an enger Woch, dat geet awer net, well bei deene meeschten ass schonn eleng d'Veriffikatioun vun der Identitéit an d'Veriffikatioun ob se net an engem anere Land an der Asylprozedur wäeren eng Etapp, déi oft kann zwee bis dräi Méint daueren, well dat mat den auslänneschen Autoritéiten zesumme gekuckt gëtt. Eist Zil ass et selbstverständlech, ech mengen do si mer eis énnert all de Fraktiounen och heibannen eens, déi éischt Etapp esou kuerz wéi méiglech ze maachen. Mä eng Motioun unzuhuele wou drasteet, et misst een et innerhalb vun dräi Méint maachen, an d'Leit, déi dat maachen, soe mer, datt dat absolut net méiglech wär, mengen ech, wär net rasonnabel.

Wat déi zweet Motioun ubelaangt, esou huet den Här Henckes elo grad a senger mëndlecher Presentatioun zimlech alles duerchene gehäit, well an der Motioun geet et ëm Accords de réadmission an en fait huet en hei plädéiert fir Accords de coopération fir gemeinsam Refoulementer ze maachen. Mir hunn an Europa decidéiert, datt do wou et méiglech ass, zwee oder méi Länner zesumme solle Réckféierunge maachen. Mir hunn um leschte Conseil vun de Justiz- an Innenministeren decidéiert, datt mir um Benelux-Niveau elo mol probéieren ob mer dat op verschidden Destinatioune gemeinsam fäerdeg bréngen. Doriwwer lafe fir de Moment Gesprécher téschent deenen zoustännege Beamte vun deenen dräi Länner. A

wat d'Accords de réadmission ubelaangt, do brauch ech keng Motioun fir encouragéiert ze ginn dat ze maache wat d'Regierung mécht, entweder direkt oder um europäesche Plang. Mir hunn Accords de réadmission oder ähnlech Arrangementer mat enger Rei Länner gemaach. Ech erënneren un déi Négociatiounen, déi ech gefouert hunn am Numm vun der Regierung a Serbien-Montenegro, ech erënneren un déi Négociatiounen, déi ech gefouert hu mat Bulgarien, wat zweemol Négociatioune waren, déi zu engem Resultat gefouert hunn.

Ech féieren och aner Gesprécher, woubäi een och muss wëssen, datt d'Prioritéit, no leschten europäeschen Décisionen, am Fong ass, datt d'Europäesch Kommissioun déi Accords de réadmission soll verhandelen, well d'Europäesch Kommissioun am Numm vun Europa méi Poids huet fir mat verschiddene Länner ze verhandelen. Mä do wou d'Europäesch Kommissioun dat net mécht, a wou mir awer zugläich Problemer hunn a Leit zréckféieren hunn, maache mir dat selbstverständlech op bilateralem Plang. Dat mécht d'Regierung, an dofir mengen ech ass eng Motioun, déi dat mécht, déi dat seet, wat mir schonn amgaange sinn ze maachen, am Fong iwwerflësseg.

**M. le Président.**- Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, ech weess, datt mer e puer Meenungsverschiddenheeten hunn, mä ech mengen awer just nëmmen, datt mer hei eppes musse festhalen, dat ass, datt an anere Länner wéi an Italien den Dossier administratif an 21 Deeg ka gemaach ginn, dat steet an hirem Gesetz an dat halen se an. Et gesäit een, datt wat d'Accords de réadmission ugeet, mer do mussen natierlech op déi néideg Gesetzesprojete waarden, déi d'Regierung hei soll déposieren, an da gleewe mer och der Regierung, datt se aktiv ass wa se déi Gesetzesprojeten déposiert huet, dofir hale mir eis zwou Motiounen oprecht.

**Une voix.**- Très bien.

#### Motion 1

**M. le Président.**- Da stëmme mer elo fir d'éischt of iwwert d'Motioun 1. Gëtt e Vote électronique verlaangt?

#### (Assentiment)

#### Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 35 Nee-, 7 Jo-Stëmmen a 17 Abstentiuonen.

*Ont voté oui:* MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

*Ont voté non:* Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

Mme Lydie Err;

M. Serge Urbany.

*Se sont abstenus:* MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Marc

Zanussi), M. Mars Di Bartolomeo, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

#### Motion 2

Da komme mer zur Motioun 2.

#### Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 2 ass verworf mat 53 Nee- a 7 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

*Ont voté non:* Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Jean Asselborn), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Marc Zanussi) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Da komme zur Motioun vum Här Jaerling. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

## 12. Motion de M. Aly Jaerling relative aux jeux de hasard

**M. Aly Jaerling (ADR).**- Här President, ech mengen et ass net fir d'éischt wou ech op dee Malaise hiweisen, dee mer hei am Land lues a lues ëmmer méi kréien am Zesummenhang mam Glécksspill, an ech mengen, ech hu schonn eng Kéier drop higewisen, wéi deemools an elo op eemol och erëm an de Bistrotéi déi Spillautomate komm sinn, déi d'Leit regelrecht dozou opfuere fir ze spillen, a wann do Leit mat e bésse schwaachem Charakter sinn, déi falen dann dorobber eran, an do ass awer festgestallt ginn, dass am Zesummenhang mat deenen neien...

#### (Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...Spillméiglechkeeten dann awer och de Misère, wéi dat schonn an der Zäit war deemools mat deene Spillautomaten, ier dass de Casino opgaangen ass, an de Familljen doduerch, dass Leit hir Spillsucht net an de Grëff kréien, sech erëm ëmmer méi heeft.

An ech hat do och an enger Question parlementaire d'Regierung gefrot, ob dat iwwerhaapt am Zesummenhang mat deem Gesetz, wat mer deemools iwwert de Casino

gestëmmt hunn, ob dat iwwerhaapt kompatibel ass. Also, duerf d'Loterie nationale iwwerhaapt higoen an dat maachen? Do hat d'Regierung keng Bedenken. Si hat vläicht keng rechtlech Bedenken. Mä haut si mer awer an enger Situatioun, wou net nëmmen ech, mä wou och nach aner Leit sech Suerge maachen. Do huet sech eng A.s.b.l. Anonym Glécksspiller gegrënnt, déi och hir Bedenken hunn an déi sinn net vun ongeféier gegrënnt ginn, déi hunn déiselwecht Bedenken an dofir ass déi Organisatioun entstanen.

Mir wëssen, dass am Zesummenhang mat der Sucht all Kéiers, wann esou eng Organisatioun entsteet, dann e Malaise do ass. Mir hu jo gesinn, wat am Zesummenhang mat der Drogensucht am Fong an deem Zesummenhang vun Organisatiounen hu missen an d'Welt gesat gi fir haut, wou mer haut nach net à même sinn, déi Sucht an de Grëff ze kréien. Hei entwéckelt sech eng Sucht, déi grad esou schlëmm ass, déi grad esou vill Misère mécht, a wou ech och soen, dass och eng Rei vu Suiden domadder zesummenhängen, dass Leit net méi an nach aus wëssen an dass dat do awer e Phenomeen ass, an dee mer onbedéngt mussen agräifen, a mir bedauerlecherweis awer - an dat gëtt d'Regierung och zou an enger Antwort op eng Question parlementaire - och keng, weder Donnéeën nach Statistiken hunn doriwwer, wat hei am Land am Zesummenhang mat der Spillsucht, mat der Glécksspillsucht besteet.

Et gëtt geschat vun där Organisatioun anonym Glécksspiller, dass 4.500 Leit där Spillsucht solle verfale sinn, dass déi vill Misère hunn. Dofir ass déi Motioun hei geduecht, fir dass d'Regierung soll einfach higoen a mol eng Etüd maachen, novollzéien, wat dann am Endeffekt am Zesummenhang mat der Glécksspillsucht hei am Land geschitt, fir eng Etüd ze maachen an dann och Analysen ze maachen an ze kucken, wéi een dee Phenomeen do Meeschter gëtt. Mä eng éischt Approche, déi mol ze maache wier, wier awer - dat steet zwar net hei an der Motioun -, mä dat wier awer kloer fir mech, dass se mol nach eng Kéier soll bedenken, ob déi vill Spillautomaten, déi elo erëm an de Bistrotéi stinn, wierklech rechtens do stinn oder ob se net a Kontraktioun stinn zu deem Gesetz, wat mer gestëmmt hunn iwwert d'Glécksspillerei, wéi mer deemools dee Casino do agefouert hunn. Dofir géing ech lech bieden am Interesse vun deene Familljen, déi heivunner betraff sinn, des Motioun ze stëmmen.

**Une voix.**- Dir gitt jo erëm e Samschdeg spillen?

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Justizminister Luc Frieden.

#### (Interruptions et hilarité)

**M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.**- Här President, déi Motioun ass vläicht gutt gemengt, mä ech weess net, ob mer fir all Iddi oder all Problem, déi mer an der Gesellschaft hunn, ëmmer sollen eng Etüd maachen, déi mat engem relativ oppenen Enn ass.

Et gëtt zu Lëtzebuerg eng Gesetzgebung iwwert d'Spiller. Dat ass e relativ kontrolléierte Secteur, deen Agrémenten an Autorisatiounen ënnerläit, souwuel vum Justizminister wéi, a fir verschiddenen Aspekter, vum Finanzminister.

Ech mengen, datt een där heiter Problematik net mat Etüden an Expertise besser bäikënn an ech géif och net wëssen, wien esou eng Etüd an Expertise kënn maachen. Dofir géing ech éischer d'Chamber bieden des Motioun net unzehuelen.

#### (Interruptions)

**M. le Président.**- Den Här Jaerling freet nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR).**- Jo, wann den Här Minister mengt, dass ee mat deem Gesetz, wat mer deemools gestëmmt hunn, dat doten an de Grëff kréien, da maacht Der lech awer wierklech Illusiounen. Also mir hunn iwwerhaapt keng Donnéeën iwwert d'Spiller hei am Land. Wou kënn Dir dann heihinner kommen a behaupten a soen, Dir hätt iwwert dat Gesetz dat doten am Grëff?

Ech weess net, wéi vill Leit heibannen eng Ahnung hunn, wat iwwerhaapt mat der Spillsucht zesummenhängt. Ech kann lech soen, ech weess et, an dofir soen ech lech: Sidd ganz virsichteg! Et wier net schlecht, wa mer hei géingen effektiv eng Kéier analyséieren, wéi déif gräifend dass dee Problem hei am Land ass, an da géif Dir nach staunen. Ech géing lech och vläicht bieden, dann lech emol mat Aren Nopeschlänner a Verbindung ze setzen, déi dee Problem do ganz anescht uginn an déi Etüd gemaach hunn, an déi kënnen lech da soen, wien Dir dann do kënn ruffe fir déi Etüden ze maachen, fir dass mer mol eng Kéier kloer um Dësch hunn, wat fir ee Misère mat deem Problem do zesummenhängt, anstatt elo einfach ze soen, Dir géift déi Motioun hei oflehen, ouni einfach emol an d'Déift vum Thema agaangen ze sinn.

**M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.**- Ech proposéieren, datt d'ADR-Fraktioun, déi jo dann all déi Elementer huet, déi an engem Dokument zesumstellen an der Chamber dat zur Verfügung stellt.

**M. le Président.**- Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme also elo of iwwert déi virleidend Motioun.

#### Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 32 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 20 Abstentiuonen.

*Ont voté oui:* MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

*Ont voté non:* Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

*Se sont abstenus:* MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Marc Zanussi), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer, den 18. Februar, a fänkt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.38 heures)**



## Ordre du jour

1. Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire
2. Dépôt d'une résolution
3. Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire  
(Suite - Motions - Votes)
4. Résolution de M. Camille Gira relative à la mise en place d'une commission spéciale "Aviation civile"  
(Discussion générale - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

### 1. Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire

Da komme mer zu eisem Ordre du jour. Dorop steet haut de Mëtteg als Hauptpunkt d'Debatt iwwert d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef, zu där gëschter den Här Minister Goerens en Exposé gemaach huet. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Mosar, d'Madame Err, déi Häre Calmes, Henckes an Huss. Als éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäin éischte Merci geet an dëser Debatt am Numm vu menger Fraktioun un de Kooperationsminister, deen eis gëschter op déi gewinnt engagiert Aart a Weis e kompletten, mä virun allem awer en impressionanten Iwwerbléck iwwer eis Entwécklungspolitik ginn huet. Seng Deklaratioun déngt eis haut als interessante Ophänker fir dës Debatt ze féieren. Doriwwer eraus läit eis och en detailléierten Aktivitéitsrapport fir d'Joer 2002 vir, wou ech allerdéngs bedauern, dass mer deen elo eréischt debattéieren, wou mer e jo awer schonn am Summer vum leschte Joer haten. Wuelwëssend, dass dëst net an d'Responsabilitéit vum Minister fällt, denken ech, dass mir déi nächste Kéier um Niveau vun der parlamentarescher Aarbecht besser organiséiert mussen sinn.

D'Entwécklungspolitik ass en Thema wouriwwer et zu Lëtzebuerg e breede Konsens gëtt, och wann am Detail sécherlech zu deem engen oder aneren Deelaspekt aner Usiichten an deenen eenzelne Fraktiounen bei der konkreter Émsetzung bestinn. Och wa mer um Niveau vun deenen eenzelne Parteien oder Fraktiounen e grouse Konsens virfannen, sou mussen mer awer feststellen, dass dat kloert Bekenntnis zur Entwécklungshëllef net vun alle Schichten aus eiser Gesellschaft gedroe gëtt, virun allem an Zäite wou eis Wirtschaft net méi an deem Mooss dréint. Et gëllt deemno och de Stamminet ze iwwerzeegen, dass mir en Eegenotzen aus eiser Entwécklungshëllef zéien. Dat muss virun allem duerch Sensibiliséierung an Opklärung geschéien, wéi dat jo och scho vum Ministère am Kader vu senger Campagne vum leschte Joer gemaach ginn ass.

Här President, eis Entwécklungshëllef ass haut zu engem festen a wichtege Bestanddeel vun eiser Aussepolitik erugewuess. Op ville Punkte si mer eisen Objektiv an

de Joren 1999 bis 2003 méi no komm. Eis Entwécklungshëllef ass dofir aus zwee Grënn zu enger richteger „success story“ ginn: Zum enge well mer en net onwesentleche Prozentsatz vun eisem PIB fir d'Kooperatioun consacréieren, an zum anere well eist Land iwwer en unerkannten Know-how an dësem Domän verfügt, wat sech virun allem bei der professioneller Émsetzung vun de Projete bemierkbar mécht. Den Erfolleg vun eiser Kooperatioun huet virun allem dozou gefouert, dass eist Land haut an dësem Domän eng Virreideroll spillt, un där sech aner Länner orientéieren. D'Stëmm vu Lëtzebuerg gëtt haut an deene concernéierten internationale Gremië gelauschert, well mir eis um Gebitt vun der Entwécklungspolitik näischt méi mussen virmaache loosse.

Den Erfolleg vun dëser Politik wär net denkbar ouni den Engagement vun deene politesche Responsable bien entendu, mä awer och vun deenen onzielege Mataarbechter, déi an deene villen ONGen op dësem Gebitt scho säit Jorzéngten aktiv sinn. En Engagement, wat haut an enger Welt, déi ëmmer méi vun de Wäerter wéi Egoismus a Materialismus geprägt ass, net selbstverständlech ass. Och un dës Leit, déi onermiddlech dagan dagaug am Déngscht vun der gudder Saach stinn, geet de Mëtteg hei a mengem Numm an och an deem vu menger Fraktioun e grouse Merci.

Här President, an Zäite wou dat konjunkturrell Rad méi lues dréit, flaamt d'Diskussioun iwwert d'Opportunitéit vun der Entwécklungshëllef ëmmer erëm gären op. A ville Länner sinn d'Finanz- an d'Budgetsministeren tentéiert fir an esou Zäite fir d'éischt bei der Entwécklungshëllef de Spuerstéft unzesetzen. De Gruef tëscht Aarm a Räich gëtt awer net méi kleng, an dofir muss och d'Entwécklungshëllef an deemselwechte Mooss weidergefouert ginn. Et gëllt virun allem fir déi absolut Noutwendegkeet vun der Entwécklungshëllef net aus den Aen ze verléieren. Mir dierfen net vergiessen, dass mer allegueren dovunner profitéieren, wa mer eis mat der Drëtter an der Véierter Welt solidaresch weisen, an dëst net nëmmen aus altruistesche Beweggrënn, mä well et ganz einfach am Interessi vun eis all ass, dass mer déi betraffe Länner op hirem Wee an eng besser Zukunft ënnerstëtzen. D'Aarmut ass d'Ursaach Nummer 1 fir d'Migratiounsstréim vun der südlecher an déi nördlech Hallefkugel, wéi mer um Beispill vu Westafrika a Lëtzebuerg am Moment selwer materielleven. Op de Lien tëscht der Flüchtlingsproblematik an der Kooperatioun kommen ech spéider nach zrëck.

De Minister Charles Goerens huet eis gëschter am Detail d'Eckwäerter vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef virgestallt. Et huet deemno kee Wäert fir dëst nach eng Kéier duerzeleeën a grouse kommentéieren. Ech wëll vun der Geleeenheet profitéieren fir e puer

Feststellungen ze maachen an e puer vereenzelt grouse Voleten ze behandelen, fir och am Kontext vun deenen eng Rei Froen un den zoustännege Minister ze stellen. Erlaabt mer dofir, dass ech meng Interventioun a verschidde Voleten andeelen, déi sech an der Haaptsaach fir d'éischt mat e puer méi generellen Iwwerleungen zu der allgemenger Entwécklungshëllef befaassen. Duerno wëll ech e bës-selchen op de Lien tëscht der Entwécklungspolitik an der Flüchtlingsproblematik, op de Prinzip vun der „bonne gouvernance“, op d'absolut Nécessitéit vun der Reform vun internationalen Institutione wéi d'Weltbank, d'OMC oder den FMI, op humanitär Aktiounen, op d'Entwécklung vu Lux-Development souwéi op d'Problematik vun der Kannerarbecht agoen.

Här President, de Koalitionsaccord vun 1999 hält fest, dass d'Regierung gewëllt ass fir den Objektiv vun 0,7% vum PIB am Joer 2000 op ronn 1% eropzeschrauwen. Mir sinn haut bei engem Taux vun 0,84% ukomm, en Taux deen d'Plaz vun eisem Land weltwäit gekuckt an d'Féierungskintett mat Dänemark, Holland, Schweden an Norwegen konsolidéiert. Dëst huet ouni Zweifel och Signalwierkung fir aner Länner. Esou hat de Minister Charles Goerens bei senger Deklaratioun vum Joer 2003 ugekënnegt, dass beispillsweis EU-Memberlänner wéi Irland, Frankräich a Belgien gewëllt wäeren, hiren Taux op 0,7% eropzeschrauwen. Ech ginn an dësem Kontext och nach eng Kéier ze bedenken, dass et méiglech wär, d'Aarmut bis 2015 ganz ze eliminéieren, wann all OECD-Member seng Entwécklungshëllef op 0,7% vu sengem PIB géif eropschrauwen.

Et ass kloer, dass Lëtzebuerg net bei deenen 0,84% stoe ka bleiwen. Deen 1%, deen am 1999er Koalitionsaccord festgesat gouf, muss an deene kommende Jore vun deenen zukünftege Regierungen weiderhin am A behale ginn, och wann et sécherlech virun allem emol wäert drëm goen, fir d'Entwécklungshëllef um heitegen Niveau ze konsolidéieren. Den Impakt vun eiser Entwécklungshëllef ass awer nëmme begrenzt, wann eis europäesch Partner an der Unioun net matzéien. Mir stelle mat Besuergnis fest, dass et um Niveau vun aneren EU-Länner zu enger Stagnatioun oder carrément souguer zu engem Réckgang, wat déi finanziell Ressourcë fir d'Kooperatioun ubelaangt, komm ass. Et ass dofir och u Lëtzebuerg an deenen zoustännege Ministeren, fir hir europäesch Partner méi fir dës Problematik ze sensibiliséieren. Wéi kann elo déi lëtzebuergesch Regierung op hir europäesch Partner awierken, fir deeselwechte Kraaftakt ze vollbréngen? Ech wär frou, wann eis vläicht de Minister herno dozou seng Iwwerleunge kéint duerleeën.

Am selwechten Otemzuch wëll ech och d'EU-Erweiterung évoquéieren, wou mer bekanntlech vum nächsten 1. Mee un zéng nei Memberlänner kréien. Och si mussen an déi gesamteuropäesch Entwécklungspolitik mat agebonne ginn. Aus dësen Ursaache stellt sech dann natierlech och d'Fro vun hirem finanzieller Contributioun an der Kooperatiounspolitik. Hei ass et natierlech ganz kloer, dass dës Länner net direkt kënnen op déiselwecht Pourcentage komme wéi zum Beispill Lëtzebuerg; nach muss een awer och, mengen ech, kucken, um Niveau vun der Europäescher Kommissioun, dass een dës Länner grouse Richtlinie virgëtt, déi se dann och mussen am Laf vun deenen nächste Joren erfellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lëtzebuergesch Regierung ass säit zéng Joer op de Wee gaange fir hir Entwécklungspolitik no der Philosophie vun de sou genannte Pays-ciblen auszeriichten, fir an enger begrenzter Zuel vu Länner an der Welt e Maximum vu positivé Retombéen erauszuschloen, eng Politik an eng Démarche, déi vun de spezialiséierten internationale Gremien unerkannt sinn, wéi beispillsweis dem Comité d'aide au développement vun der OECD, an déi an de kommende Joren och solle bäibehale ginn.

D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dës Optioun, mä plädéiert awer och dofir, dass eis Pays-ciblen enger stänneger Évaluatioun sollen ënnerzu ginn. De Kooperationsminister huet a senger Deklaratioun verséichert, dass et bei dëser Politik bleiwe wäert an en huet an deem Kontext bemierkt, dass verschidde Länner besser gestallt wäere wéi aner. Esou wäere beispillsweis Namibia an El Salvador méttlerweil an der Lag fir eng gewëssen Émverdeelung vum Räichtum, deen natierlech ëmmer relativ ass, an hirem Land virzehuelen. Aus dësem Grond gëtt och vun dese Länner verlaangt, sech méi staark un der Finanzéierung vu Projeten ze bedeelegen. Op dës Aart a Weis kënn Lëtzebuerg säi Réckzuch aus deene betraffene Länner organiséieren, natierlech net vun engem Joer op dat anert, a kënn duerno seng Efforten op nei Pays-ciblen konzentriieren. Eng Fro, déi ech deemno an dësem Kontext wollt opwerfen, betrëfft den Entwécklungsgrad grad vun eisen aktuellen zéng Pays-ciblen. Wat fir Länner hunn haut en Entwécklungsgrad erreecht, deen et der Regierung kënn zumindest méttelfristeg erlaben, sech hei zrëckzéien, a wat fir Länner bleiwe méttelfristeg op der Lëscht erhalen?

Déi Fro, déi sech dann natierlech am selwechte Kontext opdrängt, ass deemno och déi iwwer potenziell nei Zillänner vun der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik. An an dëser Fro, Här President, denke meng Fraktioun an ech, dass mer aner Prémisse beim Choix vun den Zillänner un den Dag misse leeën. Ouni d'Debatt elo vun deene leschten Deeg a Wochen erëm wëllen nei unzeheizen denke mir, dass mer dese Choix missten ënner anerem och en fonction vun der Situatioun vun de Flüchtlinge bei eis am Land ausrichten.

Ech ginn nach eng Kéier ze bedenken, dass Aarmut, Feele vun demokratesche Strukturen a Perspektivlosigkeit an de Länner an der Drëtter a Véierter Welt d'Ursaache sinn, firwat d'Migratiounsstréim zouhuelen. D'Reckféierung ass dann och aus dese Grënn schwéier, well déi déboutéiert Asyl-demandeuren hiert Land an deemselwechten desastréisen Zoustand ermëffannen, wéi se et verloos hunn. Eis Entwécklungspolitik muss an dese Länner usetzen, andeems mer d'Demokratie emol fir d'alleréisch mat hëllefen opbauen an andeems mer selwer hëllefen, Projeten ze initiéieren, déi et deem Land och erlaben, um sozialen an um infrastrukturellen Niveau den Uschluss ze fannen. Dat ka scho bei eis geschéien, andeems mer deenen Demandeurs d'asile eng Formation ubidden, déi an hirem Heemechtsland kann zur Uwendung kommen. Mir kënnen doriwwer eraus awer och Hëllef bei der Existenzgrënnung vun onofhängege Betriber duerch beispillsweis déi sou genannte Mikrokreditter leeschten. Um Terrain aktiv ONGen an déi, déi bei eis aktiv sinn, kënnen a missten och an dësem Domän zesummeschaffen.

Eis Entwécklungshëllef soll also an Zukunft virun allem och an deene Länner wierke wou mer déi allermeeschte Flüchtlinge hierkréien. Och hei hat de Kooperationsminister a senger leschter Deklara-

tioun Projeten um westleche Balkan ervirgehewen, déi och bis op weideres jo bestoe bleiwen. Grad awer an dese Regionen ass et onerlässlech duerch eis Hëllef dozou bäizedroen, fir erëm eng politesch a sozial Stabilitéit an deene Regionen hierzustellen an domadder och d'Demokratie vun deenen Nationen ze verstärken.

Ma dës Politik ka sech net nëmmen op Südosteuropa bezéien. Mir verzechnen, an ech hunn et virdu scho gesot, am Moment och ëmmer méi e groussen Zouwuess vu Flüchtlingen aus dem westlechen Afrika. Och hei gëllt et fir déi politesch a sozial Situatioun an deene Länner ze analyséieren, fir eventuell do den Hiewel unzesetzen, fir nei Projeten ze initiéieren a fir leschten Enns eventuell grad dës Länner och an de Krees vun de Pays-ciblen opzehuelen. Esou eng Kooperatioun besteet jo scho säit ganz ville Jore mam Cap-Vert, wou mer méttlerweil eng grouse Communautéit bei eis am Land hunn. Et ass dëst eng Kooperatioun wou ech dervunner iwwerzeegt sinn, dass se der Integratioun och vun deene kapverdianesche Bierger, déi hei am Land sinn, zoudréiglech ass.

De Justizminister Luc Frieden huet d'lescht Woch an der Debatt iwwert d'Immigratioun de Verglach mat Schweden gezunn, wou de Minister vun der Entwécklungshëllef och dee Minister ass, dee fir Immigratiounsfroen zoustänneg ass. Och wann de Minister d'Iddi vun engem eegestännege Staatssekretariat fir Immigratiounsfroen net grondsätzlech ausgeschloss huet, esou denke mer awer, dass d'Usiedlung vun der Immigratioun am Kooperationsministère eng aner Optioun duerstellt, déi ze exploréieren wär, well dës zwee Voleten, zesumme mat der Asylpolitik, gemeinsam Schnëttstellen hunn.

Här President, dese Punkt erlaabt mer op en anere wichtege iwwerzeegen, deen onmëttelbar mat der virdu beschriwwener Situatioun zesummenhängt. Et geet ëm d'Konditiounen, déi eng staatlech Struktur muss matbréngen oder garantéieren, fir déi ekonomesch Ressourcen ze verwalten a gerecht ze verdeelen. Ech schwätzen an dësem Kontext vum Konzept vun der sou genannte „bonne gouvernance“, déi laut dem Programme des Nations Unies pour le Développement, kuerz PNUD genannt, folgendermoossen ëmschriwwen ass: „La gouvernance peut être considérée comme l'exercice des pouvoirs économique, politique et administratif pour gérer les affaires des pays à tous les niveaux. Elle comprend les mécanismes, procédés et institutions par lesquels les citoyens et leurs groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits légaux, remplissent leurs obligations et gèrent leurs différences. La bonne gouvernance est, parmi d'autres choses, participative, transparente et responsable. Elle est aussi efficace et équitable. Et elle fait la promotion du cadre de la loi. La gouvernance a trois piliers: économique, politique et administratif. Elle englobe l'État, mais le transcende en incluant le secteur privé et les organisations de la société civile.“

Ech denken, dass dës Definitioun kloer duerleet wat gemengt ass. Fir dass eis Hëllef an den Entwécklungslänner kann effektiv sinn, mussen och dese betraffe Länner stabil Strukturen opbauen. Mir mengen, dass mer kengem Land dësen Imperativ kënnen opdrängen, d'Völkerrecht verbitt eis dat. Mä mir mussen eis Entwécklungshëllef verstärkt op déi Länner ausrichten, déi d'Konzept vun esou enger „bonne gouvernance“ an hire Strukturen verënnerecht hunn. Do wou dëst net de Fall sollt sinn, mussen mer kucke wéi a wat fir eng Projeten zur politescher Stabilitéit vun engem Land bäidroen. Eis



Entwécklungspolitik ass zum Scheitern verurteilt wann d's Prinzipië vun der „bonne gouvernance“ an eisen Zillänner net respektéiert ginn. Fir d'CSV-Fraktioun ass dann och de Respekt vun dese Kritären déi fundamental Basis vun all Entwécklungszesummenaarbecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Entwécklungshëllef steet a fällt mat der Organisatioun awer och mat der Strategie vun deene groussen internationale Gremie wéi d'Weltbank, de Fonds Monétaire International (FMI) oder d'Organisation Mondiale du Commerce, kuerz OMC genannt. Dës Organisationsion sinnen an deene leschte Joren zu regelrechte Mammutorganisationsionen erugewuess, déi duerch hir Ontransparenz an hir Bürokratie un Handlungsspillraum souwéi awer och besonnesch u Flexibilitéit agebeisst hunn. Eng grondleeënd Reform vun deenen Organisationsionen ass an de kommende Joren dréngend noutwendeg, an et ass kloer, dass dese eenzel Reforme mussen parallel verlafen. Well déi generell Ausrichtung vun der Politik am Kader vun deenen Organisationsionen entsprécht net de Besoine vun de Länner an der Drëtter Welt.

Ech konnt mech vun der Noutwendegkeet vun enger grondleeënder Reform vun deenen Institutionen um Beispill vun der OMC op der leschter interministerieller Konferenz zu Cancun selwer iwwerzeugen. Den Haaptobjekt vun deser Konferenz war jo d'Ouverture vun weltwäiten Handel mat de Besoinen an de Méiglechkeete vun den Entwécklungslänner an Aklang ze bréngen. Eng Léisung am Beräich vun de Subventionspraktiken an der gemeinsamer Agrarpolitik oder de verbesserten Zougank zu de pharmazeutesche Produktéier fir déi ärmst vun deenen ärmste Länner an der Drëtter Welt ware wichteg Verhandlungsfreen, déi op eng Léisung gewaart hunn a leider eng fonnt hunn. Ouni elo an de Credo vun den Mondialisationsgégner eranzefalen, muss een awer feststellen, dass dese Konferenz monumental échouéiert ass, an an deene groussen wichtegen Dossiere keng zefridde stellend Léisung fonnt konnte ginn. Mangel un Transparenz souwéi ondemokratesch a veraalte Verhandlungspraktike si mat d'Haaptursache vun deem Échec.

Ech wëll den Notze vun enger Organisatioun wéi d'OMC heimaddeer grondsätzlech net a Fro stellen. Bilateral Verhandlung feieren zu Chaos an droen de Bedierfnisse an de Méiglechkeete vun den eenzelne Memberstate keng Rechnung a stellen deemno keng seriö Alternativ zur WTO duer. D'Welt handelsorganisatioun bleift dofir den eenzege valable Wee fir op engem multilateralen Niveau d'Ouverture vun Welthandel ze regelen. Mä Lëtzebuerg, e Land wat mëttlerweil trotzdeem e gewëssene Poids an der Entwécklungshëllef erlaangt huet, muss sech och am Kader vu senger sécherlech begrenzter Méiglechkeete mat fir eng grondleeënd Reform vun esou enger Mammutorganisatioun wéi d'OMC staark maachen.

Ech si frou, dass mer Enn Januar heizou eng Debatt an der Chamber haten, wou sech eng Rei interessant Pisten opgedoen hunn, op déi ech net méi wëll am Detail zrëckkommen. Et geet virun allem natierlech drëm, d'Verhandlungsmechanisme méi transparent ze maachen, andeem besonnesch déi national Parlamentar besser a Verhandlungen agebonne ginn. Dës Verhandlung mussen sech dann och an der Haaptsaach op dräi Piliere festsetzen. Fir d'éischt dee vun der Equitéit an dee vun der Solidaritéit, a schlussendlech dee vun der Justiz. Ech hat a menger Interventioun vum 29. Januar an der Chamber virgeschloen, fir den Entwécklungslänner de sou genannten asymmetrische Benefiss vun den Négocia-

tionen zouzestoen. Et muss ee sech nämlech hei d'Fro stellen, ob een an de Verhandlungen den Entwécklungslänner onbedéngt muss opzwéngen hir Mäert fir d'Produkt aus den industrialiséierte Länner opzemaachen, wann ee weess, dass de Poids vun esou Länner nëmme en onwesentlechen Deel souwiesou an der Balance commerciale ausmécht. D'Verhandlung kënnt wesentlech vereinfacht ginn, andeem een einfach deenen ärmste Länner emol géif de Benefiss vun deene Fortschreiter zougestoen, déi vun der OMC duerchgesat gi sinn, ouni vun hinne gläichzäitig ze verlaangen, hir Mäert fir Produiten aus den industrialiséierte Länner opzemaachen.

Här President, ech hat virun d'Reform vun der Weltbank oder dem internationale Währungsfond ugeschwat. Den Objektiv muss heibai einfach sinn, dass mer den Entwécklungslänner déi Infrastrukturen an Equipement zur Verfügung stellen, déi hinnen et erlauben, fir déi primär a wesentlech Besoine vun hirer Bevölkerung ofzedecken. Ech hat an der Debatt iwwert d'OMC schonn erwähnt, dass et och fir dese Länner wichteg ass, fir selwer e Modell ze développieren, dee virun allem op hir eege Mäert adaptéiert ass, an déi primär Besoine vun hirer Bevölkerung emol virun allem ofdeckt. An deem Geescht schéngt et mer dann och noutwendeg ze sinn, fir iwwert d'Afëierung vu Sozial- an Ëmweltklauselen nozedenken, déi och vun dese Länner mussen erfëllt ginn. Och hei ass et sécherlech schwéier, fir sech an déi intern Statsgeschäfte vun engem anere Land anzeméischen, an trotzdem denken ech, dass mer da mussen e Wee fannen, fir dese Länner a biwéi multilaterale Gespréicher den Notze vun esou Klauselen kloer ze maachen.

Well wa mer op d'Afëierung vun esou Klauselen géife verzichten, sti mer jo och als Europäer a krassem Widdersproch mat eis selwer. Et kann nämlech net sinn, dass mir eis selwer hei en héije Standard bei der Produktioun vu beispillsweis Liewensmëttelen imposieren, awer deene Länner an der Drëtter Welt fräistellen, wéi a mat wat si produziere sollen. Ech denken, dass och si sech un e minimale Produktionsstandard hale mussen, dee sech an eischer Linn aus deenen Ëmwelt- a Sozialklauselen zesummesetzt, fir hir Produiten och op eise Marché ze verkafen.

Als Illustratioun wëll ech kuerz op dee sou genannte fairen Handel agoen. An der Drëtter Welt liewe vill kleng Baueren a gréisster Aarmut, well se jo justement hir Produiten um Weltmarkt zu Schleiderpräisser verkafe mussen. Schold dorunner sinn d'Strukture vun Welthandel, déi ech jo och scho virun erwähnt hunn. Si produziere also nëmme a kleng Quantitéiten a brauchen dofir Internédiairen, déi hinnen net vill fir hir Wuere bezuelen.

D'Sensibilisierung fir de fairen Handel muss also scho vu fréister Kandheet an der Schoul ugoen, och duerch eng geziilt Formatioun, déi sech interdisziplinär op all Schoulfach beziit.

A ville Länner an och hei zu Lëtzebuerg hu sech Associatiounen fonnt, déi sech dofir asetzen, fir dese archaisch an anachronesch Strukturen ze duerchbriechen. Och zu Lëtzebuerg, an dat ass en äusserst positiven Trend, dee mir begreissen, hu sech Organisationsionen zesumme fonnt, fir dese der Mission unzehuelen. Mir mengen awer och, dass am Kader vun dem fairen Handel een um Niveau vun den Agrémenten éischer misst op Produktéier wéi op Associatiounen setzen, an do wär et ebe wichteg, dass ee géif gewësse Kritären definieren, énnert deenen esou Produktéier kënnen hei zu Lëtzebuerg énnert dem Sigel „fairen Handel“ verkaaft ginn.

Mir mengen och, dass ee mat esou engem System d'Aarbecht vun de Gemenge géif méi einfach maachen, déi jo iwwer öffentlech Ausschreiwunge ganz vill deser Produktéier kafen, an déi et eigentlech méi einfach hätten, wa se wësst, wat fir eng Produiten eben do gewësse Kritäre vun fairem Handel géife respektieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wär bei mengen Ausféierungen net komplett, wann ech net op een Aspekt géif agoen, dee fir meng Fraktioun a mech selwer ee vun deene gréisste Fléauen am Moment ass, nämlech dee vun der Kannerarbecht. Laut den Zuele vun der International Labour Organization, kuerz ILO genannt, sinn am Moment 211 Milliounen Kanner ënner 15 Joer ekonomesch aktiv, 186 Milliounen dovunner sinn Affer vun Ausbeutung. Déi gréisste Verbreedung vun der Kannerarbecht ass südlech der Sahara, wou elo scho bal all drëtt Kand schaffe muss. An Asien ass et all fenneft an a Latäinamerika all sechst Kand. Zum Vergleich wëll ech just prezisieren, dass an Europa nëmme all 50. Kand eng Aarbecht verrichte muss. Erschwéierend kënt dobai, dass dese Kanner meeschtens am informelle Secteur vun der Wirtschaft beschäftigt sinn, dat heescht an deem Secteur, wou et weder Aarbechtsvertrag nach sozial Leeschtunge gëtt.

Véier vu fenneft Kanner kréie guer kee Lohn fir hir Aarbecht, well se entweder fir hir Famill schaffen, oder der Sklaverei ënnerleien. D'Haaptursach läit hei bei der krasser Aarmut, well se hir Elteren doranner mussen ënnerstetzen, fir Dag fir Dag iwwert d'Ronnen ze kommen. Och wa sech e Land oder eng Region wirtschaftlech erhëlt, ass dat net gläichbedeutend mat mander Kannerarbecht. Dat muss een emol eng Kéier ganz genau hei ënnersträchen.

D'Aarmut ass awer net déi eenzeg Ursach vun der Kannerarbecht. Esou geet „Terre des Hommes“ beispillsweis dovunner aus, dass d'Kannerarbecht d'Aarmut verschäerft, well a ville Regionen an a ville wirtschaftleche Secteuren Erwuessener aarbechtslos ginn, a wou d'Kanner mussen aspringen, fir zu engem Hongerloun ze schaffen. Dobai komme Kanner, déi ni eng Schoul vu banne gesinn hunn, ni d'Chance kréien, fir iwwert de Statut vun engem sou genannten Tagelöhner oder enger Hëllefskraft erauszekommen. Lëtzebuerg muss sech kloer géint d'Kannerarbecht ausschwatzen an a senger Projekte verstärkt op schoulesch Infrastrukturen an op Formatiounen fokusieren, well heira leien d'Chancen, fir dass dese Kanner besser Zukunftsperspektive kréien. D'Zuelen aus dem Aktivitéitsrapport schwätzen hei eng däitlech Sprooch, wann ee bedenkt, dass bal 1/5 vun de Gelder fir d'Kooperatioun an Educatiounsinfrastrukturen an a Formatiounsprojete gestach gëtt. Mä och um internationale Plang ass et wichteg, dass eis politesch Responsabel hir Stëmm ëmmer erëm erhéien, wann et drëm geet Kannerarbecht ze condemnieren. Fir d'CSV-Fraktioun a fir mech selwer muss dat och an de kommende Joren eng absolut Prioritéit vun eiser Entwécklungshëllef sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lux-Development ass säit dem März 2002 am Embroch. An deem Mount krut eis Regierung eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun zougestallt, wou dra monéiert gëtt, dass eis national Entwécklungsagence eng Monopolpositioun bei der Ausschreiwung vu Projete bekleet, an deemno de Prinzipië vun engem fraie Bannemaart widdersprieche géif. D'Kommissioun huet d'Regierung virun d'Alternativ gestallt, fir

entweder d'Optrag öffentlech an domadder och europawäit auszuschreien, oder awer komplett d'Kontroll iwwert d'Agence ze iwwerhuelen. Den zoustännege Minister huet sech bekanntlech fir déi zweet Optioun decidéiert. Domadder gëtt net onbedéngt eng nei Ära bei der Lux-Development agelaut, mä et ass awer och kloer, dass et zu Verännerungen an der Gestiou vun der Agence wäert kommen, déi sech an der Démissioun vun alen an dem Amstntrët vum neien Direkter erëmispigelt.

D'Agence huet doriwir eraus an de leschten zwee Joer strukturell Transformatiounen duerchgefouert, déi sech duerch den Emzuch an de Stadkär vu Lëtzebuerg esou wéi duerch Dezentralisierung vun hiren Aktivitéiten a Pays-cible, wéi beispillsweis um Cap-Vert, dem Vietnam an am Burkina Faso illustrierte loosse. D'Lux-Development huet sech dann och an der Vergaangenheet ëmmer duerch Flexibilitéit an duerch e schnell Reaktionsvermögen ausgezechent. Aus deem Grond kann een duerch verschidden Ängschten novollziehen, déi virun allem duerch eng verstärkte Bürokratisierung ervirgeruff ginn.

De Minister huet am Mee vum leschte Joer an engem „Tageblatt“-Interview garantéiert, dass weder d'Flexibilitéit nach d'Reaktionsfähigkeit duerch dese Changementer an eiser nationaler Kooperationsagence géife beeinträchtigt ginn. Et muss ee sech awer an deem Kontext d'Fro stellen, ob déi notoresch personell Ennerbesetzung, esouwuel um Niveau vun der Agence wéi och um Niveau vun Ministère, d'Handlungsfähigkeit vun der gesamter Entwécklungspolitik net aschränkt, e Sachverhalt, dee bekanntlech och vun eise Rechnungshaff a sengem Rapport iwwert den Entwécklungsfong épingléiert gouf. Ech hoffen, dass den zoustännege Minister eis herno a sengen Antworten Opschluss ka ginn iwwert déi zukünftige Ausrichtung vun der Lux-Development, an dass een déi uewen ugefouert Ängschten och kann entkräften, no den Annerungen, déi d'Agence an deene leschte Méint ze verkraften hat.

Här President, Enn vum leschte Joer huet e schrecklech Äerdbiewen déi historesch Stad Bam am Iran dem Äerdbuedem gläichgemaach. Esou Naturkatastrophe maachen eis ëmmer erëm drop opmierksam, dass déi international Solidaritéit schnell an effektiv spille muss, och wa mer um politesche Plang net ëmmer enger Meinung sinn. Hëllefsequipen aus der ganzer Welt waren op der Plaz, och vu Lëtzebuerg, déi besonnesch duerch hir Kompetenz an hire Savoir-faire ervirgestach hunn. Mir wëllen an deem Kontext nach eng Kéier déi beispillshaft Hëllef op der Plaz ervirhiewen, fir déi Lëtzebuerg och eng beispilllos Publicity dobausse kritit huet, an ech wëll och hei am Numm vu menger Fraktioun a mir selwer deene Leit e ganz grouse Merci fir hiren Asaz op der Plaz ausdrécken. Et war fir si sécherlech net ëmmer einfach, dat Erlieftent ze verkraften an ze verschaffen. Et si si, déi duerno, wann d'Aarbecht ënner schwierigste Konditiounen erfëllt ass, mat hiren Erliefnesser ganz oft eleng sinn, fir erëm eenegermoossen an den Alldag zrëckzefannen.

Wéi esou oft sinn dese Hëllefsmoosname während enger knapper Wech iwwert déi international Fernsehchainen iwwerdroe ginn. Wéi CNN, FOX a BBC bis ofgezu waren, blouwen awer d'Affer hirem Schicksal iwwerloos. Och RTL huet déi Lëtzebuerg Kooperationsion während e puer Deeg an den Norichte belicht. Aus deem Grond ass et awer wichteg, dass op internationalem Plang d'Solidaritéit oprechterhale gëtt andeems gekuckt muss ginn, wéi een den Erëmopbau vun der historescher Stad Bam erëm schnell erreeche kann, mä virun allem dem Vollek,

dem noutgeprüfte Vollek, während der Zäit vum Erëmopbau kann hëlfelefen.

Wéi gesot ass Bam nëmme ee Beispill wou sech humanitär Hëlfeprojete mat Lëtzebuerg Bedeelegung ofgewéckelt hunn. Ervizehiewe wär beispillsweis och nach d'Äerdbiewen an Algerien vum leschte Joer. Dass mer eise Bäitrag leeschte mussen, ass selbstverständlech, mä et muss een, Här Minister, awer och kucken, ënner wat fir enge Konditiounen an Zukunft déi humanitär Hëllef wäert oflafen, a meng Fraktioun an ech gesinn do haaptsächlech dräi Prinzipien, déi hei misse respektéiert ginn. Fir d'alleréisch kann et jo net esou sinn, dass Lëtzebuerg sech un allen humanitären Aktiounen bedeelegt. Hei muss ganz einfach gekuckt ginn, bei wat fir enger humanitären Aktiounen mir kënnen mat eiser Kompetenz eng Plus-value erabréngen.

Zweetens: De grouse Prinzip ass, et muss ee ganz kloer Kritäre festleeën, laut deenen do bei esou humanitären Aktiounen ka matgehollt ginn. Dës Konditiounen mussen sech haaptsächlech natierlech op déi néideg Qualifikatiounen an Equipementer bezéien, déi mir dann och op deene Plazen asetzen. En drëtten Prinzip, dee fir eis ganz wichteg ass, ass deen, dass ee soll versichen, bei esou humanitären Aktiounen a Kooperatiounen zesummeschaffe mat fir d'alleréisch natierlech de Länner vun Benelux respektiv aneren europäesche Länner, well ech mengen, mir ganz eleng sinn do och relativ verluer. Mir kënnen eis och net virstellen, dass Lëtzebuerg ganz eleng bei esou humanitären Aktiounen intervenéiert. Ech wär dofir och frou, vläicht herno vum Minister eng Rei Explikatiounen ze kréien, no welleche Kritären och an Zukunft esou humanitär Aktiounen wäerten ausgefouert ginn.

Ech wëll mer awer och hei just ganz kuerz eng kleng Kritik erlaben, déi sech mander un den zoustännege Minister adresséiert, mä déi iwwert déi Mediatisation vun deenen Hëlfeaktivitéiten geet. Mir hunn do während enger Rei vun Deeg eng intensiv Medieberiesung kritit, déi och positiv ass, well jo da vill vun deenen Aktiounen geschwat gëtt. Leider Gottes gëtt do e bësselche vergiess, dass ganz vill Leit an deem Land, sief dat um Niveau vun der Protection civile, um Niveau vun de Pompjeeën, um Niveau vun den ONGen, quasiment all Dag humanitär Aarbecht leeschten, hei um Terrain an dobaussen um Terrain. Vun deene Leit gëtt net geschwat, déi hunn och net ëmmer sechs Kameraen, déi hannert e lafen. Ech wëll hei och vun der Geleeënheet profitieren, eng Kéier déi Aarbecht vun deene Leit ervirziewen, déi et net ëmmer ganz einfach hunn an déi, wéi gesot, net ëmmer am Mëttelpunkt vun de Medie stinn.

Här President, ech wëll schlësse mam Kapitel iwwert d'ONGen, déi, ech hat et virun schonn erwähnt, eng exemplaresch Aarbecht verrichten, ouni déi d'Entwécklungshëllef net dat wär wat se haut ass. Si bréngen och den néidegen Input bei der Konzeption vun de Projeten, well se um Terrain aktiv sinn an am beschte gesinn, wou eis Entwécklungshëllef fir d'éischt muss usetzen. Dat maache se och andeems se a Virwahlzäiten, an deene mer eben elo sinn, an deenen eenzelne Fraktiounen, an de Parteisekretariater virstellig gi fir deenen eenzelne Wahlprogrammer hire Stempel opzedrücken.

Ech froe mech allerdéngs, an dat ass eng Fro, déi ech schonn des Öfteren am Kader vun der entwécklungspolitescher Debatt an deem Haus gestallt hunn, ob eis Hëllef net nach méi effektiv wär, wa mer déi bal 80 ONGe géife regruppieren fir iwwert dese Wee un administrativem Opwand ze sparen, virun allem am Dräieck Ministère, Lux-Development an ONGen. Ech weess, dass dës en delikate



Uleies ass, geet et dach hei drëm fir gemeinsam Nennenen ze fannen a kengem op d'Féiss ze tréppelen. Et huet een awer an dëser Fro e bëssen den Androck, wéi wann de Ministère vläicht net ëmmer deen néidege Courage hält fir emol e Konzept op den Dësch ze leeën, wéi ee sech der Saach mëttelfristeg kënn unhuelen. Mir mengen awer, dass et am Interessé vun enger erfollegräicher Kooperationspolitik wär, wa mer géife versichen op dese Wee ze goen, fir d'Kompetenzen an d'Intéréte vun deene verschiddenen ONGen ze regroupéieren.

Här President, ech hunn an de leschte Joren ëmmer de „round up“ vun der Entwécklungspolitik gemaach. Meng Fraktioun an ech hunn awer dëst Joer drop verzicht fir bal um Enn vun dëser Legislaturperiode nach eng Kéier déi Froen opzeweieren, déi eis an der Vergaangenheet ëmmer erëm um Härz louchen a wou mer mengen, dass och déi kommend Regierung Antwerten drop misste fannen. Onofhängeg dovunner kënnen mer awer dem Kooperationsminister fir déi lescht véieranhalft Joer nëmmen eng gutt Zensur ausstellen. Eis Entwécklungspolitik ass haut en Aushängescheld vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, e Sachverhalt, deen net zulescht op déi gutt Aarbecht vum Charel Goerens an dem Lydie Polfer zréckzeféieren ass. Grad an Zäite vun enger onstabiler a prekärer Weltpolitik a wou d'Grief tëschent Aarm a Räich méi breet ginn, muss d'Entwécklungshëllef weider als Instrument vun der internationaler Solidaritéit oprechterhale ginn. Ech hoffen, dass an der spéiderer Diskussioun de Minister mer nach ka verschiddene Antwerten op meng Froe ginn, déi ech a menger Interventioun opgegraff hunn.

Ech soen lech merci fir Är Opmerksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. D'Madame Err huet d'Wuert.

Mme Lydie Err (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech wollt lech just aganks soen, dass ech mech gefreet hunn, dass de Wirtschaftsminister hei zesumme mam Kooperationsminister op der Bänk souz, souzesoen als wichtige Beweis vun der Cohérence des politiques en matière de coopération zu Lëtzebuerg. Ech verstinn awer, dass en net de ganze Mëtting hei konnt bleiwen; ech sinn och iwwerzeegt, dass de Minister Goerens där Debatt hei eleng och gewuess ass.

Entwécklungsarbecht, Zesummenaarbecht, Dir Dammen an Dir Härren, ass net nëmme wichteg, et ass esouguer iwwerliewenswichtig fir déi Länner, déi an der Entwécklung stiechen. Entwécklungszesummenaarbecht ass och méi wéi den Ausdrock vun enger Noutwendegkeet oder vun enger Generosität, vun enger B.A., mat där mer eis vun Zäit zu Zäit, besonnesch wa méiglech am Ausland, bretze kënnen, am Club vun den 0,8%-Länner Member ze sinn. Entwécklungszesummenaarbecht ass fir e räicht Land wéi Lëtzebuerg den Ausdrock vun enger Verantwortung, där eist Land sech net entzéele kann an, ech sinn iwwerzeegt, net entzéele wëllt. No de Berechnunge vum PNUD géifen all Joer 80 Milliarden während zéng Joer gebraucht ginn, fir d'Aarmut an der Welt auszerotten a fir déi Basisbesoine vun der ganzer Weltbevölkerung kënnen ze erfëllen. De Schätzungen no vum Minister geschter a senger Ried wier dee Montant 100 Milliarden, wat eng relativ substanziiell Differenz mécht. Loosst mer eventuell eng Moyenne huelen a feststellen, ob et deen een oder aneren dann elo ass, dass et mat deene 57 Milliarden Entwécklungshëllef, déi an der Welt gespent ginn, souzesoen egal

wéi net duergeet fir déi Objektiv vum Millénaire ze erfëllen.

D'Objektiv fir 2015 sinn esou wichteg, dass se och am Zesummenhang mat eisem Gesetz an an dëser Debatt derwärt si fir eng Kéier hei ganz kuerz resüméiert ze ginn. Den éischten Objektiv ass, fir den Honger an déi extrem Aarmut op der Welt verschwannen ze dinn. Den zweeten, fir all Kand op der Welt eng Primärschoul, eng ganz Primärschoul ze erméiglechen, dat heescht also, dass d'Primärschoule misste gratis sinn. Den drëtten Punkt ass, d'Égalitéit tëschent Männer a Fraen, an, fir mat de Wieder vum PNUD ze schwätzen, d'Autonomisatioun vun de Fraen an der Welt ze errechen, dat heescht och, dass d'Defiziter, wat d'Éducation ubelaangt tëschent de Mee dercher an de Jongen, soll opgefëllt ginn.

Eng kleng Remarque just dozou ass, dass d'Éducation vläicht eng *Conditio sine qua non* ass fir d'Autonomisatioun vun de Fraen, mä a sech alleng net duergeet. Ech sinn och der Meenung, dass d'Promotioun vun der Égalitéit weder um internationale Plang, wat d'Meenung vum PNUD ubelaangt, nach an der Lëtzebuerger Kooperationspolitik prezis dee Stellwärt huet, dee se eigentlech misst hunn, well ganz kloer bewisen ass, dass déi Investissementer op verschiddene Pläng, wa se mat de Frae gemaach ginn, e Facteur multiplicateur hunn, dee vill méi héich ass wéi wann indifferentiell vum Sexe an d'Éducation, an d'Gesondheet oder an aner Ziler investéiert gëtt.

De véierten Objektiv vum Millénaire ass d'Erofsetzung vun 2/3 vun der Stierflechkeet vu Kanner bis fénnef Joer. De fénneften eréischt ass d'Augmentatioun oder d'Verbesserung vun der Gesondheet vun de Mammen am Kader vum *Accouchement*; de sechsten ass d'Lutte géint de Sida, an dee siwenten ass d'Durabilitéit vun de Ressourcen a vum *Environnement*. Den aachte Punkt, a vläicht ass dat dee wichtigsten, op dee mir haut e bësse kéinten agoen, ass, dass de *Partenariat mondial pour le développement* e *Pacte pour vaincre la pauvreté* mécht, wéi de Rapport vum PNUD fir d'Joer 2003 heescht, a genau dorës geet et am Endeffekt och hei zu Lëtzebuerg.

Wann een d'Aarmut wëllt iwwerwannen, da wär et vläicht wichteg ze wëssen, wéi een déi Aarmut soll definéieren. An ech mengen, dass et eng Definitiou gëtt ouni op Zifferen zréckzegräifen, déi objektiv ass a komplett, déi seet, dass d'Pauvretéit, also d'Aarmut, e *Cumul* ass vun dräi Defiziter: deen ekonomeschen, deen sanitären an deen éducativen. Do kënn een och nach viruieren an d'Ursaachen sichen, wou déi dräi Defiziter hierkommen, mä ech mengen, dass déi Ursaachen déiselwech si wéi déi Moyenen, déi ee muss asetzen, fir d'Objektiv vum Millénaire ze erfëllen, sou dass ech mir se elo hei wëll erspieren.

Fir d'Aarmut ze moosse gëtt et och, an ech adresséiere mech do haaptsächlech och u mäi Virriedner, e Moosinstrument vum PNUD, den *Indicateur de développement humain*, deen d'Liewenswaardung beispillsweis, d'Kannerstierflechkeet, d'Éducation an d'Waasserversuergung als Referenzen huet. Dat ass am Fong dat Moosinstrument, no deem zu Lëtzebuerg sengerzäit, haaptsächlech jiddefalls, déi Pays-ciblen definéiert gi sinn. Déi Iwwerleung, déi hei erabruucht ginn ass, fir ausserhalb vun deem Moosinstrument vum PNUD eventuell d'Hierkunftsänneren vum eise Flüchtlingen zu Lëtzebuerg a vun eisen Demandeurs d'asile zu Lëtzebuerg a *Considération* ze huelen, ass eng interessant, mä ech mengen net, dass et kann duergoen temporaire Kritären eranzehuelen, déi an der Zäit changéieren an déi am Fong missten all Joer no engem anere Kritär erëm eventuell ofgeännert ginn.

Ech géif dofir suggéieren, bei de Kritären vun der Aarmut a titre principal ze bleiwen, an a Bezuch op d'Iwwerleung vu mengem Virriedner, wat d'Hierkunftsänneren vun de Flüchtlingen zu Lëtzebuerg ubelaangt, déi eventuell op dem Niveau vun de Pays à projets ze traitéieren, ouni lo eppes an der Notion oder an der Justificatioun vun de Kritären vun eisen Zillänner ze änneren.

Vun 1972 un ass den 0,7-Prozentsaz fixéiert ginn, an haut, 30 Joer drop, sinn nëmme véier Länner op der Welt, déi dat Zil hei errecht hunn. Lëtzebuerg ass mengen ech houfreg drop, ënnert deene véier do ze sinn, a bedauert anerersäits, dass innerhalb vun der Europäescher Unioun nach hu missen zu Monterey Délaien accordéiert ginn, fir d'Halschent vun deem Prozentsaz ze errechen, deen 1972 fixéiert ginn ass. Dat ass sécherlech ze bedauern. Et kann ee sech anerersäits vläicht och driwwer freeen, dass do ferm Engagementer komm sinn.

Jiddefalls krit Lëtzebuerg d'nächst Joer an der Présidence eng Chance fir drop ze halen, dass déi Versprechen, déi gemaach gi sinn, och agehale ginn. An ech denken, dass et och kloer ass, an de Représentant vum PNUD huet dat d'lescht Woch zu Lëtzebuerg ganz kloer gemaach, dass se domadder rechnen, dass Lëtzebuerg während der Présidence seng Roll spillt, fir ze probéieren, déi Versprache vun 1992 an déi vun deene leschten zwee Joer um Niveau vun der EU weinstens ze erfëllen. A sief et soumat méiglech, déi Objektiv vum Millénaire awer eventuell nach ze errechen!

De Conseil de Coopération ass informell während der Lëtzebuerger Présidence erëm an d'Liewe geruff. Ech mengen, dass dat eng wichteg Geschicht ass. Ech géif et och eng interessant Iddi fannen, fir no der Erweiderung vun Europa dee Conseil erëm opliewen ze loossen, well déi laangjäreg Erfahrung vun deenen aktuellen europäeschen Uniionsmitglieder kéint sécherlech wäertvoll si fir déi nei Memberen, déi op deem Gebitt hei weineg Erfahrung hunn, an déi, wa se da wëllen, a gudder Gesellschaft, wat d'Entwécklungshëllef ugeet, missten ugeléiert ginn. Ech denken, dass Lëtzebuerg do e Geste maachen an och vläicht aner Länner dozou bréngen kéint, mat op dee Wee hei ze goen.

Dass trotz Entwécklungshëllef d'Differenzen zwëschen dem Akommes op deene verschiddene Plazen op der Welt méi grouss gi sinn, dat ass relativ kloer. Wat awer och kloer ass a wat manner oft gesot gëtt, ass, dass trotzdem Progrésen ze verzeche sinn. Progrésen um Niveau vun der Alphabetisatioun, vun der Kannerstierflechkeet, vum *Accès* zum Wasser - och wann ee muss éierlechkeetshalwer soen, dass dat net onbedéngt direkt de Mérite ass vun der Entwécklungszesummenaarbecht, mä haaptsächlech dee vun de Selbstentwécklungscapacités vum zwee grouse Länner an Asien, fir se net ze nennen, vu China an Indien.

Vläicht ass et nach, ier ech u méi prezis Saachen aus Lëtzebuerger Siicht erukommen, wichteg fir ze soen, dass eng Kooperationshëllef och am Kader vun enger Kohärenz vun alle Politike muss gesi ginn, an och am Kader oder a Relation causale als Moyeen géint den Terrorismus, well et ganz kloer ass, dass wann d'Entwécklungszesummenaarbecht op der Welt zënter 1972 besser funktionéiert hätt wéi dat de Fall war, da wär d'Situatioun, wat den Terrorismus ubelaangt, sécherlech net déiselwech, well kloer ass, dass Aarmut e fruchtbar Buedem ass fir d'Entwécklung vum Terrorismus.

E puer Zifferen am Verglach: 0,11% vum PIB ginn an Amerika zurzäit an Entwécklungszesummenaarbecht investéiert. Zu Lëtzebuerg ass de Moment, nodeem et e bëssen erop- an erofgaangen ass an deene leschte Joren, op engem Projéit vun 0,84%. Ech mengen, dass dat e Montant an och e Prozentsaz ass, dee sech ka weise loossen, besonnesch dann, wann ee weess, dass d'Regierung aus Amerika erkläert huet, d'nächst Joer an Afghanistan fir d'Rekonstruktioun 1,2 Milliarden Dollar ze investéieren, an och, dass de Krich vum leschte Joer iwwer 11 Milliarden kascht huet. Da, mengen ech, gëtt et relativ einfach, déi Saache mateneen ze vergläichen a feststellen, dass dee Wee, dee Lëtzebuerg decidéiert huet ze goen, sécherlech en akzeptablen ass. Et ass jo och net par hasard, dass d'Opinion publique zu Lëtzebuerg och während oder virun deene Sensibilisatiionscampagnen hannert der Lëtzebuerger Politik steet.

D'Demographie huet contrairement zu allen Erwaardungen oder laut Wëssenschaftler keng Explosioun ze erwaarden; sief et an Afrika, wou an Zäit vu 50 Joer ugeholl gëtt, dass d'Populatioun sech vu 600 Milliounen Awunner op 1,2 Milliarden wäert verduebelen. Dat heescht, dass also d'Populatioun sech verduebelt an deem Kontinent, wou d'Aarmut am gréissten ass.

Dat bréngt mech dozou, Här Minister, fir feststellen, dass Lëtzebuerg richteg läit, wa 45% vun eiser bilateraler Hëllef an Afrika investéiert ginn, an et misst ee sech iwwerleeën, ob ënnert deene Gegebenheeten, déi mir eigentlech elo kennen, net nach déi Zouwendung un Afrika misst accentuéiert ginn.

D'Aide vu Lëtzebuerg, déi an Afrika geet oder och an déi aner Länner, huet doriwier eraus de grouse Mérite fir net liiert ze sinn a fir relativ konzentriert ze sinn. Dozou wëll ech ee Wuert soen; ech komme ganz kuerz herno beim Pakt nach eng Kéier dorobber zréck. Zéng Zillänner huet Lëtzebuerg an et ass elo hei schonn ugeschwat ginn, dass eng Revisioun vun deene Länner do misst méiglech sinn. Ech denken och, dass dat wünschenswäert wär an dass et logesch ass, well nëischt op der Welt ass stabil an et ass nëischt esou permanent wéi de *Changement*. Also misst ee geleeëntlech kucken, periodesch jiddefalls, fir déi Lescht vun deene Pays-ciblen do unzepassen.

Et misst ee sech, an dat - mengen ech - wär méi wichteg wéi d'Déterminatioun vun deene Länner, eens ginn iwwer d'Kritären, déi ee soll fixéieren. Dass déi Indicateuren, déi vum PNUD ausgeschafft gi sinn, do mussen dobäi sinn, dass Relatiounen mat eis als Land eventuell Froe vun der Gréisst vum Land mussen a *Considération* geholl ginn, bleift ganz kloer. Ech denken och, dass d'Geographie e wichtige Facteur ass an ech kann hei nëmme begréissen, och wann ech en général géint eng Hëllef a ville Länner sinn, wéi dat zu Lëtzebuerg leider nach ëmmer de Fall ass, dass d'Akzeptioun vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht an deene Länner vum Balkan sécherlech als positiv ze bewäerten ass.

Wéi gesot, déi aner Reflexiounen iwwer d'Hierkunftsänneren vun de Flüchtlingen zu Lëtzebuerg ass eng Reflexioun, déi ech op jidde Fall géif trenne vun der Diskussioun iwwer d'Pays-ciblen, mä an eng aner Kategorie ophuelen. Méi prezis: op 2002, respektiv op 2003 hinzogoen. 2002, well dat de Rapport ass, dee mer an den Hänn hunn, an 2003, well dat am Fong dat ass wat eis interesséiert, sinn e puer Highlights unzeschwätzen, an zwar d'Opmaachung vun enger Kooperationsmissioun zu Hanoi an d'Ukënnung vun där drëtter, déi néideg war, an Zentralamerika. Eng Fro vläicht heizou: D'Dezentra-

lisatioun ass wichteg an ass néideg, mä wier et, sou wéi d'ekonomesch Situatioun ass an d'Entwécklung vun den Zuele wäert sinn, net logesch, wann ee géif probéieren och mat verschiddene Missiounen, mat verschiddenen Aufgaben, déi Missiounen vum Ministère méi no un déi vun der Lux-Development erunzebréngen, fir d'Fraisé vun deene Missiounen op e Minimum ze reduzéieren?

Dat zweetwichtig Argument d'lescht Joer war den Examen vum CAD an ech wëll herno e bësselche méi am Detail dorobber zréckkommen. Den Audit vun der Lux-Development, den neien Direkter, eng nei Konventioun, en neie Programm, bref, vill Neies wat an d'Haus steet an och dorobber wëll ech am Detail nach e bësselchen zréckkommen.

D'Sensibilisatioun, déi op Héichtouren gelaf ass, nodeem dräimol eng Motioun an der Chamber net ugeholl ginn ass, déi vun deene Grénge koum, ugeholl ginn ass an näischt gemaach ginn ass. Finalement ass se dat Joer wou se refuséiert ginn ass, voll zum Droe komm an ech denken och, dass deen Zesummenhank tëschent deem éischte Volet vun dëser Campagne an deem zweeten, deen nach amgang ass, a mengem Ae jiddefalls e rationellen ass an e verständlechen ass. Ech mengen, dat jiddereen, dee sech wëllt fir d'Kooperatioun interesséieren, an deem zweeten Deel vun der Campagne wierkech d'Basismaterial fénn, wou e sech kann informéieren.

Déi éischt Evaluatioun vum Bureau d'assistance technique war och - dat hunn ech mat Erstaune geschter héieren - dass Programmes individuels de coopération generaliséiert si ginn am Laf vum leschte Joer. D'Accords-cadres sinn ausgeweit ginn an och Evaluatiounen vun deenen éischten Accords-cadres si scho gemaach. Evaluatiounen internen lafen innerhalb vum Ministère vis-à-vis vu verschiddene Länner, vu verschiddene Projeten, transversal a geographesch. Bref, et ass e ganze Koup geschitt, wat een op jidde Fall a priori emol als positiv ka bewäerten.

Ech wëll just op e puer Punkten, déi ech ugeschwat hunn, e bësse méi detailléiert zréckkommen. Éischstens op d'Lux-Development, zweetens op den Examen vum CAD, méi prezis op de Ciblage géographique, deen ugeschwat ginn ass an och de Ciblage sectoriel, well do, mengen ech, wier nach munches ze verbessern. Drëtters iwwer d'ONGen a fir ofzeschléissen e Wuert iwwer Evaluatioun, Sensibilisatioun a ganz zum Schluss eng Analys vun de Motiounen, déi hei an dëser Legislatur ofgi gi sinn, ofgestëmmt gi sinn an de Suivi, dee se am Ministère haten.

D'Lux-Development war am Audit an der Chamber gefrot ginn. Den Audit ass exekutéiert ginn an en huet, mengen ech, interessant Saache bruecht. Éischt Konklusioun vun den Auditeuren wier déi, d'Kooperatioun tëschent dem Ministère an der Lux-Development ze verbessern. Dat kann een ëmmer nach maachen, denken ech, och da wann ee muss wëssen, dass déi Kooperatioun natierlech nëmmen eng vun enker Natur ka sinn.

Den Auditeur interne, deen exklusiv soll an der Lux-Development mat Auditaufgabe befaasst ginn, ass eng Evidenz, déi eigentlech net dierft zur Diskussioun stoen.

D'Dezentralisatioun ass gefrot ginn. Ech mengen, dass et déi och ginn ass an do wëllt ech nach eng Kéier op meng Propositionen vu virun zréckkommen, ob et net eng Méiglechkeet gëtt fir déi dezentral Stelle vun der Lux-Development an déi vum Ministère an eisen Zillänner eventuell zesummen ze setzen.

Dann ass monéiert gi vum Audit de *Système de rémunération*, deen e



festen Prozentsatz von den fixen Dépense war, deren 8% war an den Leiden, an der neuer Konventionen und blieben. Das System vom Prozentsatz diskutiert ginn ass, ass am Fong fir ze soen, wann d'Lux-Development rémunéréiert gëtt op Basis vum engem Prozentsatz, ass et evident, dass se en Intérêt huet fir grouss Projete ze maachen, déi vill Sue kaschten, fir méiglechst vill Suen eranzekriegen. Dass dee System bäibehale ginn ass elo wou d'Lux-Development exklusiv dem Stat gehéiert ass nach méi onlogesch, well et ass net logesch, dass de Stat sech selwer anescht finanziéiert wann en an der d'Lux-Development handelt, wéi wann e vun enger Administration oder vum engem Stat schwätzt. Ech mengen, dass et logesch wier wann de Stat vum der Lux-Development 99% vum den Aktie selwer huet, 1% vum der SNCI, dass et eng normal Saach gewiescht wier und dee Statsbetrieb do, deen e bëssen eng aner Form huet, aus Ursachen, op déi ech net wëll weider agoen, d'selwecht ze finanzéieren wéi eng aner Administration, dat heescht mat engem Finanzement vum de Frais de fonctionnement au fur et à mesure vum de Besoinen, fir dass och net d'Idi opkennt, dass theoretisch jiddefalls en Intérêt do wier, fir wichtig, deier Projete esou schnell wéi méiglech auszuféieren.

Nei Projete vum engem neien Direkter sinn erkläert ginn an engem Artikel, an ech wëll der e puer vum deenen hei opgräifen, well se mer interessant erschéngen a well ech denken, dass et och an der Chamber derwärt wéi déi Propositione vum deem neien Direkter vum der d'Lux-Development eng Kéier gemeinsam ze diskutéieren.

Éischtens d'Kooperatioun vum alle Ministère, déi vum der Kooperatioun profitéieren. Do ass schonn e Progrès ze verzechnen, well déi Kooperatioune vum deenen anere Ministère alleguerten elo am Rapport stinn. Ech mengen net, dass d'Kooperatioun mat deenen anere Ministère wäit genuch geet an et schéngt mer eng Evidenz ze sinn, dass déi ze verbessere wier.

Wat wichtig wier an deemselwechten Kontext, dat wier e permanente Comité interministériel, fir de Mainstream duerch sämtlech konzernéiert Ministère en matière de coopération ze maachen, a vläicht kennt jo dann och dee Mainstream, deen hei géif praktizéiert ginn, iwwert d'Fraen, iwwert d'Dimensioun vum Genre als Virbild gellen, well deen ass leider, mengen ech ze wëssen, och net méi effikass wéi deen heite schéngt ze sinn.

Déi zweet Suggestioun, déi vum neien Direkter ugeschwat ginn ass, ass d'Fro, an ech ginn déi just hei an där Form weider, ob de Syvicol net am Numm vum de Gemengen eventuell e Fonds commun sollt maachen, fir eege gemeinsam Projete ze realiséieren. Ech hale mech aus der Diskussioun iwwert d'Opportunitéit dovun eraus. Ech stellen awer fest, dass ganz vill Gemenge souwisou Projete hunn an dass och de Syvicol net iwwert déi Saachen do eraus gehait wier, well och de Syvicol, och wann e keng ONG ass, sécherlech kennt zréckgräifen op déi utile Dingschter vum BAT, fir bei där technescher Aarbecht bei der Élaboration vum engem Projet ënnert d'Äerm gegräff ze kréien, esou dass et mir a priori net abwegeschéngt an eng Diskussioun jiddefalls derwärt wier innerhalb vum deene Responsable vum de Gemengen.

Eng drëtt Missioun, déi den Direkter ugeschwat huet, sinn d'Cofinanzement a „Schwelleländer“, wann ee se esou kann nennen, dat heescht Länner, déi eigentlech esou gutt dru sinn, dass ee se net méi soll op der Lëscht vum de Pays-cible behalen - dat sinn der de Moment mindestens zwee a mengen Aen -, wéi dat ka vir sech goen, well do si mer op engem Gebitt wou absolut keng Expérience ass a wou et sécherlech ganz

schwierig ass ze kontrolléieren an ze koordinéieren.

D'Évaluatioun vum der Durabilitéit ass ugeschwat ginn an ech mengen wierklech, dass iwwer all déi Initiativen um Niveau vum der Évaluatioun hei en neit Wuert ugeschwat ginn ass, wat wichtig ass, net nëmme Partenariat, net nëmme Appropriatioun, mä Durabilitéit, onofhängeg vum Geberland an der Zäit, an déi implizéiert natierlech dass d'Länner, déi Pays bénéficiaires domadder implizéiert gi wieren, well dat sinn déi eenzeg, déi menger Meenung no effektiv kennen iwwert deen Aspekt vum engem Projet sech ausdrécken.

E virleschte Punkt, dee mir perséinlech immens gutt gefall huet, ass och proposéiert ginn. Dat ass eng Plattform ze schafe vum allen Acteuren vum der Kooperatioun. Ministère, Lux-Development, ONGen, Experten, esouguer d'Firmen, déi op de Projete schaffen, si mat ugeschwat, Personalitéiten an och Deputéierten - et si mer zwou verschidde Rubricen opgefall -, a Wëssenschaftler vum der Uni, fir also och zu Lëtzebuerg en Know-how opzebauen, deen net nëmme an der Praxis, mä och an der Theorie sech mat där Fro hei kennt auseruesetzen. Ech denken, dass dat dote kennt dee Forum gi wou déi Saachen, déi mir all an der Chamber net diskutéieren, kënnen diskutéiert ginn a wou am Fong d'Sensibilisatioun net nëmme bei den Acteuren, mä och an der Populatioun am Ganzen iwwert d'Publikatioun vum deene Reflexiounen kennt verbessert ginn.

De Conseil de Développement an d'Coopération Nord-Sud hat och de Minister gëschter ugeschwat, esou dass ech, mengen ech, kann iwwert déi wichtig Detailer ewechgoen, well déi Notioune scho vir drun ugeklonge sinn.

Dann zum Examen vum CAD. Dräi Recommendationen si komm. Éischtens, an dat ass natierlech den diplomatesche Langage vum esou internationalen Organisationsen: „Continuez la concentration des pays cibles et augmentez l'approche projets!“ Dat heescht, domadder gëtt gesot: Dir hutt scho ganz vill gemaach, mä et kennt nach besser sinn. Déi zweet Recommendation vum d'Cohérence des politiques. Déi drëtt, fir ze resüméieren, war déi vun der Koordinatioun vum deene verschiddeenen Instanzen, déi Entwécklungszusammenaarbecht zu Lëtzebuerg maachen, a mir rejoignéieren also do d'Préoccupatioune vum sämtlechen Acteuren vum der Lëtzeburger Kooperatioun, esou dass ech denken, dass een déi Saachen, déi Konklusiounen do, misst eescht huelen.

Ech wëll net op déi Manéier zréckkomme wéi dee Rapport an déi Recommendation vum CAD zustane komm sinn. Jiddefalls ass et kloer, dass och beim CAD appréciéiert gëtt, gesot gëtt, d'Lutte contre la pauvreté wär als Objektiv an der Rei an d'Moyenen, fir op dee But hinzeschaffen, wärend grosso modo och an der Rei a si wärend konform zu den Objectifs du millénaire.

Dofir wëll ech och nach eng Kéier - ech war elo kuerz an der Introduction schonn op des Prioritéiten agaangen - zwee Wieder verléieren iwwer zwou Zorte vum Cible: éischtens de Cible géographique. Ech denken, dass iwwert d'Kritären eraus d'Zuel vum de Pays cibles misst ugepasst ginn, an zwar net nëmme an net forcément nëmme no ënnen. Ech sinn awer virun allem der Iwwerzeugung, an dat huet de CAD net direkt, mä implizit awer gesot, dass et net normal ass fir ze behaapten: Mir cibléieren eis Kooperatiounspolitik, well mir hunn nëmme zéng Pays cibles, wa mer doruwwer eraus 20 Pays à projets hunn. Wa mer, mengen ech, déi Lëscht vum de Pays cibles wëlle reduzéieren an do e Régime transitoire aféiere vu 50/50 à la rigueur,

jiddefalls am Ufank vum de Projete, da mengen ech, misst een an déi Reflexioun mat abezéien deen nämlechte Raisonement fir déi Pays à projets, wou och onbedéngt misst d'Zuel erfogesch ginn, well mir sinn eis sécherlech alleguerten eens, dass et net déi bescht Manéier ass fir méiglechst vill verspreet kleng Montanten dorëmmer ze verginn. Dat ass, mengen ech, e Luxus, deen ee just den ONGe soll virbehalen, well de wichtigsten Aspekt fir mech jiddefalls bei den ONGen ass net deen vum der Effektivitéit an der Visibilitéit um Terrain, mä ass deen, dass dat déi bescht Sensibilisatioucampagne ass, déi kann zu Lëtzebuerg organiséiert ginn, a si kaschten net emol e Frang fir d'Kooperatioun, si kaschten am Fong just dat wat an d'Projete selwer investéiert gëtt, an dofir, mengen ech, wär dee Luxus do ze justifiéieren.

En ass kengesfalls ze justifiéieren wann e vu Säite vum der Regierung kennt, an ech wëll och dofir eng Motioun erabréngen, déi an déi Richtung geet. Et ass eng vun deene Saachen, déi ech schonn e puermol hei gesot hunn a wou vum Ufank un, vum 2000 un, de Minister versprach huet, déi Zuel géif ofhuelen an do géif e Régime transitoire agefouert ginn. Weder bei de Pays cibles nach bei de Pays à projets ass dat bis elo geschitt. Dofir wollt ech et eng Kéier schreiwe fir dass et net an de Vergiess geréit.

Den zweete Punkt, deen ech wollt uschwätze beim CAD, ass de Cible sectoriel. Déi éischt Prioritéit vum der Lëtzeburger Entwécklungszusammenaarbecht ass «Infrastructures et services sociaux». Dorunner ass och guer nâischt auszesetzen. Eise Prozentsatz ass do um Pabeier jiddefalls genial: 70% vum der bilateraler Hëllef ginn an des Domänen, dovunner 20% an d'Éducatioun an 30% an d'Santé, wat och e Prozentsatz ass, deen absolut akzeptabel ass. Wat am Kader vum Prozentsatz vum der Santé bedauerlech ass a mengen Aen, an net nëmme a mengen, ass, dass nëmme 1,32% vum deem Domän vum der Santé cibléiert sinn op d'Demographie, d'Populatioun an d'Santé reproductive. Déi Meenung, déi deelt och d'IPPF, dat heescht d'International Planned Parenthood Federation, déi d'Lëtzeburger Kooperatiounen ënnert d'Lupp geholl huet, wat méi spezifesch deen dote Aspekt ubelaangt, an ech wëll herno kuerz dorop zréckkommen.

Ech wëll vir drun nach just an deemselwechten Zusammenhang bedauern, dass - vum 2002 sinn déi Zifferen, déi eenzeg, déi aktuellst, déi mer elo virleien - zwee Domänen, déi an eisem Gesetz mat drastinn, ganz schlecht ewechkommen, an zwar den Environnement mat 1,63% an d'Frae mat 0,45%. Dat ass wierklech eng Schimmt, an et ass mer opgefall, dass d'lescht Woch de Minister probéiert huet sech do ze rattrapéieren, oder de Ministère, andeems dass en e grouse Projet iwwert de PNUD finanziéiere gelooss huet, dee sech essenziell un d'Fraen adresséiert, an zwar ee Projet vum 100 Milliounen Euro an Afghanistan an en anere vu 420, mengen ech, wann ech dat elo richtig am Kapp hunn, am Mali, esou dass d'Zuele fir 2004, jiddefalls wat d'Fraeprojeten ubelaangt, e bësse besser missten ausgesinn, mä ech mengen dass och do nach Sputt wär fir eng Verbesserung, a sief et nëmme fir déi Déficiences vum 2002 ze kompenséieren, well déi sinn op jidde Fall am Rapport evident.

E Wuert zur Gesondheitspolitik wat méi speziell d'Santé reproductive ubelaangt. Ech mengen, dass et evident ass, dass mer en Nohuelbedarf do hunn, an dat be-

dauern ech zesumme mat der IPPF, déi iwwregens, an dat bedauern ech och, ëmsoss probéiert huet hir Konklusiounen beim Minister selwer virzestellen. Ech wëll dann dofir probéieren, déi Konklusiounen, déi si an hirem Rapport hunn, ganz kuerz ze resüméieren. Ech wëll fir d'éischt awer och soen, dass et kee Präzedenzfall gëtt wann de Ministère géng zesummeschaffe mat enger internationaler ONG, well am Senegal schafft Lëtzebuerg jo och mat enger internationaler ONG zesummen, an zwar der ENDA. Mir hunn also e Präzedenzfall, deen et géng méiglech maachen, zesumme mat der IPPF, déi iwwregens an allen zéng Zillänner, déi Lëtzebuerg huet, um Terrain present ass, Projete ze maachen, déi sech méi prezis mat Santé reproductive, Planification familiale an Ähnlichem beschäftegen.

Dat géif natierlech besonnesch, Här Minister, an Afrika Sënn maachen, wa mer déi lescht Reflexiounen do am Hannerkapp oder am Vierderkapp behalen, déi do soen, dass Afrika, deen ärmste Kontinent vum der Welt, seng Populatioun an Zäit vu 50 Joer soll verduebelen. Ech denken, dass een dofir sektoriell kennt soen, dass eis Prioritéit richtig sinn, mä dass richtig net heescht, dass et net nach kennt besser sinn. An ech géif där Reflexioun am Domän vum der Santé en zweeten Aspekt zoufügen an zwar deen, dass et néideg wär net nëmme d'Santé reproductive prezis an eise Gesetzer oder an eise Programm, an eise Kritären, an eise Richtlinnen ervirzestrichen, mä och d'Lutte contre le sida. Wat dee leschten Domän ubelaangt ass et kloer, dass de Programm ESTHER, deen, mengen ech, 2002, an d'Welt gesat ginn ass, a Programm, déi a verschidde Länner ganz geziilt lafen, weisen, dass Lëtzebuerg do dat mécht wat ee soll maachen, mä déi Texter an d'Richtlinne vum der Kooperatioun weisen et net. Et wär eng gutt Geleeënheet, mengen ech, fir déi zwee Aspekter vum der Santé méi an der Theorie an och an der Praxis ervirzestrichen wéi dat bis elo de Fall war.

Ech kommen dann zu den ONGe fir ze soen, dass mer nach ëmmer 76 ONGen hunn, déi aktiv sinn a plus ou moins 50 Länner. Ech hunn net genee gekuckt, mä ech hoffe just, dass bei deene 50 Länner der derbäi sinn, déi och Pays cibles sinn, an ech weess, dass verschiddeener jiddefalls dat sinn. Ech denken och, an ech hunn et scho gesot, dass déi Aarbecht vum den ONGen um Terrain déi beschte Sensibilisatioun ass, déi kann zu Lëtzebuerg passéieren, an ech perséinlech hunn dofir guer keng Bedenken, dass iwwert d'Accords cadres 85% vum den Dépense vum den ONGen, déi dann do en Accord cadre kréien, finanziéiert ginn. Dobäi gëtt gesot: D'Kriticker soen, d'ONGe maachen nëmme méi Administratioun, an deem Fall vum de Projete nëmme Élaboration, si brauche keng Sue méi opzehiewen, an de Sensibilisatiounseffekt géif erofgoen. Ech sinn net där Meenung an zwar aus där Ursach, well déi Montanten, déi am Accord cadre concernéiert sinn, vill méi héich si wéi déi an de Projete waren, an dass 15% vum engem Accord cadre aus eegene Moyenen opbréngt sécherlech haut weinstens grad esou schwieereg ass wéi et fréier war, am Kader vum engem einfache Projet e Prozentsatz opzedreiwien, dee méi héich wär.

Um Punkt vum de ONGen ass vläicht och ze soen, dass Evaluatiounen do geschitt sinn, och vum deenen éischten Accords cadres. Ech mengen, och dat ass ze begréissen, iwwerhaupt d'Envergure, déi d'Évaluatioun do geholl huet. 2002 notamment sinn d'Mikrofinanz vum der ADA evaluéiert ginn. Dat ass derwärt ze soe well Lëtzebuerg wierklech en Expert en matière de microfinances ass. Ech wëll en zweeten Audit ernimmen,

an zwar dee vum de Guiden, Scouten a vun der FNEL. Deen ass besonnesch interessant, well et fir d'éischt e Konsortium vum ONGe ginn ass fir vum engem Accord cadre kënnen ze profitéieren, an dee vum Raoul Follereau, well dat an deemselwechte Joer dee leschte war deen auditéiert ginn ass an deen de Projet concernéiert iwwert d'Stroossekanter aus dem Mali.

Ee Wuert nach, Här Minister, zum Cercle vum den ONGen. Dir wësst all - ech hunn dat hei scho gesot -, dass ech et gutt fannen, dass den Träger vum Projet Bureau d'assistance technique de Cercle des ONG ass. Et bleift haut menges Wëssens jiddefalls nach ëmmer e formelle Problem bestoen, andeem dass de Cercle vum den ONGe keen Agrément huet an dass dat theoretisch net geet. Ech denken, dass dat misst ze regulariséieren sinn an ech mengen och, dass et ze begréisse wier.

Egal wéi begréissen ech, dass de Cercle vum den ONGen d'Joer fir d'éischt ee Memorandum eraging huet, ee Memorandum, zu deem villes ze soe war. Mä et ass virun allem prinzipiell ze begréissen, dass d'ONGe sech melden am Ufank vum enger Wahlcampagne, fir net nëmme um nationale Plang, mä och um europäesche Plang eis Suggestiounen ze maachen an ech wëll der hei e puer erëmhuelen: Déi weider Augmentatioun vum Budget global op 1%; d'Augmentatioun vum Budget Sensibilisatioun - an do huelen ech un, dass mer nach zu enger Motioun kënnen Stellung huelen -; d'Implicatioun vum de Communen - wat och eventuell interessant ass -; d'Bäibehale vum engem Ministère respektiv vum engem Stattssekretariat, wat speziell kompetent wier fir Kooperatiounsfroen; d'Kohärenz vum de Politicken; den Désendettement; d'Place financière an ähnlech wichtig Froe sinn do ugeschwat.

Interessant a vläicht méi spektakulär wéi déi heite Saachen, déi alleguerten Sënn maachen, ass, dass hei suggeréiert gëtt, dass um Niveau vum der Europäescher Gemeinschaft e Commissaire européen au développement sollt ernannt ginn. Vu dass mer dann elo sou vill méi solle kréien, misst et jo relativ einfach sinn, jiddefalls vum der Zuel hier, dat heiten ze realiséieren. Néideg wier et sécherlech och duerch d'Erweiterung, well mer do Memberlänner kréien, déi mat der Kooperatioun sécherlech nach net grouss Erfahrungen hunn an déi sech eventuell ganz gäre géife berode loosse vum engem europäesche Kommissär vum der Kooperatioun.

Ech selwer géif nawell gären op des Lëscht dobäisetzen, fir um Niveau europäen de Conseil de coopération erëm anzeféieren aus deeneselwechten Ursache warscheinlech wéi d'ONGe proposéiert hunn, e spezielle Kommissär ze kréien.

#### **(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)**

E Wuert zur Évaluatioun a Sensibilisatioun, ier ech zum Schluss kommen. D'Projete vum den ONGe sinn an enger éischter Phas evaluéiert ginn. D'Lux-Development huet en Audit fonctionnel gehat. De BAT, deen et eréischt zënter 2001 gëtt, ass schonn evaluéiert ginn an d'Accords cadres sinn evaluéiert ginn, sou dass ech denken, dass dat alles drop hiweist, dass d'Évaluatioun dat Instrument ass, mat deem d'Qualitéit soll gemooss ginn. Ech denken duerfir, dass et och wichtig ass op eng Motioun zréckzekommen, déi ech dat lescht Joer hei scho presentéiert hunn, an zwar déi, déi den Audit vum Haaptacteur vum der Lëtzeburger Kooperatioun betrëfft: de Ministère.

D'lescht Joer, Här Minister, ass déi Motioun zréckgezu ginn, well Dir gesot hutt an den Diskussiounen hei an der Chamber, et wier wichtig fir den Examen vum CAD ofze-



waarden, well en Audit vum Ministère duerno méi Sënn géif maache wéi virdrun. Dat ass en Argument, wat mer agelicht huet. Dat ass och d'Ursaach, firwat ech haut déiselwecht Motioun erëbréngen.

Ech wëll da ganz zum Schluss déi aner Motiounen, déi am Laf vun der Legislatur hei abruecht gi sinn, eng Kéier kuerz huelen an och do kann ech schonn am Virfeld soen, dass dat sech um Pabeier als e ganz akzeptabel Resultat erausstellt. Ech bekëmmere mech natierlech haaptsächlech ëm meng Motiounen, ech huelen un, dass déi aner Parteien dat fir hir maachen. 2000 ass hei an enger Motioun, déi ech selwer eragereecht hunn, d'Missioun zu Dakar gefrot ginn. Déi ass dat Joer drop ageweit ginn. Ech huelen un, dass ee méi schnell wahrscheinlech net schéisse konnt, a mir hunn dat natierlech begréisst.

Déi zweet Motioun hat manner Succès. Ech denken awer och, dass déi grad esou wichteg war wéi déi éischt, an zwar war dat déi iwwert den Accès vun deene jonke Leit zu Programmer a Projeten an Developpementsprojeten zu Lëtzebuerg an och am Ausland, den Encadrement vun deene jonke Leit an och d'Prise en charge vun de Fraisé vun deem Volontariat en général a vun deem heite méi prezis. Ech denken, dass dat heiten, Här Minister, wann Dir et géift an d'A kënne faassen, och eng Manéier wier vu Sensibilisatioun vun eiser Opinion publique, well déi jonk Leit sécherlech de beschte Facteur multiplicateur wieren, dee mer eis kënnt virstellen. Ech bedauern dofir, dass an där heiter Hisiicht, esouwäit wéi ech lech jiddfalls héieren hunn, nach näischt geschitt ass. Ech wëll se net formell nach eng Kéier presentéieren. Ech wier awer frou, wann Dir géift dozou Stellung huelen.

Ech hunn 2001 eng Motioun hei presentéiert fir d'Augmentatioun vun de Ressources humaines am Ministère. Ech weess, dass iwwert de Statut vun den Agents de la coopération munches geschitt ass, obschonn dat jo och nach ëmmer net esou terribel evident ass, wann nach Evaluatiounen vun eiser Kontrollinstanz hei dobaikommen. Ech denken, dass et eng Léisung muss ginn, déi och méttelfristeg a laangfristeg valabel ass fir d'Zuel vun Personal am Ministère proportiounéiert ze halen zum Chiffer vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht. De Moment mengen ech kënne ze soen, dass zënter 1984 an elo déi Proportionen a kenger Hisiicht gewahrt sinn an dass d'Augmentatioun vun den Effektiven um Ministère natierlech och iergendwéi am Zesammenhang wier mat enger Garantie vun der Qualitéit vun der Aarbecht, déi muss weidergoen, och wann de Montant méi grouss gétt.

2001 war och en Audit fonctionnel vun der Lux-Development gefrot ginn; deen hate mer och, an ech hunn e jo analyséiert. De BAT ass gefrot ginn. Och dat ass an der Rei. D'Évaluatioun vun de PIC, Programmes individuels de coopération, déi menger Meenung no e ganz grouse Progrès an eiser Entwécklungszesummenaarbecht duerstellen, huet scho stattfonnt.

Eng fënneft Motioun vun 2001 war iwwert den Afghanistan. Den Accord vun der leschter Woch beweist, dass och déi Saachen e bësse spët, mä ëmmerhi prezis exekutéiert gi sinn.

Den Audit vum Ministère ass also deen eenzegen, mat dem Projet vun deene jonke Leit, deen nach net exekutéiert ginn ass. Och do, mengen ech, kann ee soen, dass dat keen all ze schlecht Resultat ass, mä dat wëll net heeschen, dass et net nach besser kéint sinn. Dofir géif ech lech, Här Minister, bidden déi Motioun, déi Dir d'lescht Joer net ugeholl hutt an déi ech zrëckgezunn hunn, dëst Joer unzehuelen an lech och ouni Motioun weider Gedanken ze maa-

chen doriwwer, wéi ee jonk Leit kënnt a Projeten hei zu Lëtzebuerg an am Ausland abannen. Ech denken, dass an deem Kontext och do eng Verbesserung vum Congé de coopération - an ech soen dat zënter Joren - misst an d'Ae gefaasst ginn. Dat ass iwwregens och eng Revendicatioun, an eng justifiéiert, vun den ONGen. Ech géif also eng Motioun ofginn iwwert den Audit an der Direktioun vun der Kooperatioun.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant l'augmentation constante de l'aide publique au développement,*

- *considérant que la charge de travail du Ministère des Affaires étrangères en matière de coopération au développement augmente substantiellement d'année en année, sans que le personnel concerné ne soit renforcé en conséquence,*

- *vu que certains projets des ONG ont été évalués dans un premier temps,*

- *vu qu'un audit externe de la société Lux-Development a été effectué en 2003,*

- *considérant que le BAT, créé en 2002, a été évalué à son tour en 2003,*

- *considérant qu'au sein du Ministère cinq exercices d'audit d'évaluation externe ont été réalisés en 2001 parmi lesquels une première évaluation concernant un pays (Namibie), ainsi qu'une première évaluation par secteur (à savoir le secteur de l'eau au Nicaragua),*

- *constatant que tous les acteurs de la coopération luxembourgeoise ont été évalués à l'exception de l'acteur principal,*

- *considérant que le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) a remis son rapport en 2003,*

- *estimant, à cet égard, qu'après l'examen du CAD, l'évaluation du fonctionnement de la Direction compétente pour la politique de coopération au sein du Ministère des Affaires étrangères s'impose,*

- *soucieuse d'une efficacité optimale de l'organisation de ladite Direction, ainsi que de la qualité de son action, étant entendu que ces deux éléments sont tributaires non seulement de la qualité, mais aussi de la quantité des ressources humaines tant au ministère que sur le terrain,*

*invite le Gouvernement*

- *à entreprendre dans les meilleurs délais un audit fonctionnel de la Direction de la coopération et de l'action humanitaire au Ministère des Affaires étrangères.*

(s.) *Lydie Err, Alex Bodry, Lucien Lux, Georges Wohlfart, Marc Zanussi.*

Ech géif eng zweet Motioun wëllen ofginn, déi ech och ugekënnegt hunn, iwwert d'Erofsätzen net nëmme vun der Zuel vun de Pays cibles, mä och vun de Pays à projets a gläichzäitig fir déi zwou Zorte vu Länner d'Asetz vun transitoiré Perioden, wou Lëtzebuerg kënnt virufuere prozentual maximal 50% weider ze finanzéieren.

### Motion 2

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que les dix pays cibles et les Territoires palestiniens bénéficient près d'un tiers de l'aide publique de développement bilatérale;*

- *constatant que parmi les pays cibles au moins deux pays ne font plus partie des pays les plus pauvres selon le dernier classement de l'indice du développement humain;*

- *considérant par ailleurs que la coopération luxembourgeoise est encore présente dans une vingtaine*

*d'autres pays dits à projets, absorbant près de 25% de l'APD bilatérale;*

- *vu que l'impact de la coopération est marginal, lorsque son volume financier est réduit;*

- *constatant que le rendement de l'aide publique distribuée selon le principe de l'arrosage est faible et sa visibilité réduite;*

- *vu que le rapport du CAD recommande en premier lieu une plus grande concentration de l'aide sur un nombre plus limité de pays cibles;*

- *considérant que cette recommandation doit s'appliquer à plus forte raison aux pays à projets;*

*invite le Gouvernement*

- *à privilégier la réduction du nombre de pays cibles;*

- *à limiter à un strict minimum le nombre de pays à projets;*

- *à envisager dans les deux cas la mise en place de périodes transitoires pendant laquelle le Luxembourg financera à hauteur de 50% au plus des réalisations convenues avec les autorités bénéficiaires, dans le respect tant des priorités nationales de celles-ci que des objectifs de la coopération luxembourgeoise.*

(s.) *Lydie Err, Alex Bodry, Lucien Lux, Georges Wohlfart, Marc Zanussi.*

Eng drëtt Motioun hunn ech hei. Et ass déi, déi d'ONGen eis suggéiert huet, mä déi ech e bësschen emgénnert hunn. An zwar sinn ech der Meenung, wann ech d'Chiffre vun den Actions de sensibilisation kucken, dass deen 1%, deen d'ONGe gäre gehat hätten, wierklech vill ass par rapport zu deem, wat bis elo ausgi ginn ass, an dass ech duerfir am zweeten Alinéa formuléiert hunn op d'mannst 0,5% vun der Aide publique. Och dat wier vill méi wéi dat, wat 2002 a wahrscheinlech och 2003 do investéiert ginn ass a wat een net empéchéiert, dass och dee Prozentsaz déi Joren duerno kéint eropgoen.

### Motion 3

*La Chambre des Députés,*

- *considérant les écarts croissants entre les riches et les pauvres de la planète;*

- *considérant la responsabilité des pays riches pour le développement durable;*

- *considérant les changements qui devront nécessairement intervenir auprès des habitants riches de cette planète par rapport à leur comportement de consommation afin qu'ils portent un plus grand respect au développement durable;*

- *considérant les besoins de cohérence entre les différentes aires des politiques étrangères et nationales en vue d'une meilleure prise en compte des défis d'un développement solidaire;*

- *considérant finalement que la solidarité n'est pas un luxe réservé aux années fastes, mais doit être pratiquée en toutes circonstances, félicite le Gouvernement pour son effort continu dans le domaine de la coopération internationale et demande au Gouvernement*

- *de continuer dans la voie choisie et de mener l'effort de l'aide publique au développement (APD) au moins jusqu'à 1% du Produit Intérieur Brut (PIB);*

- *de réserver au moins 0,5% de l'aide publique au développement (APD) aux projets de sensibilisation du public du Luxembourg et aux activités d'éducation au développement.*

(s.) *Lydie Err, Alex Bodry, Mady Delvaux-Stehres, Georges Wohlfart, Marc Zanussi.*

Merci, Här President, a merci deenen, déi mer nogelauschtert hunn.

**M. le Président.** - Merci, Madame Err. Den Här Gira wëllt en Dépôt maachen, mengen ech. Da kommt Dir séier!

## 2. Dépôt d'une résolution

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der grénger Fraktioun eng Resoloutioun déposéieren, wou mer froen, dass d'Chamber eng Commission spéciale «Aviation civile» asetzt. Ech wier frou, wa mer entweder haut oder muer nach iwwert déi Resoloutioun kéinten diskutéieren an och driwwer ofstëmmen. Merci.

### Résolution 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant l'évolution des révolutions et discussions à la suite du rapport technique sur l'accident Luxair du 6 novembre 2002;*

- *considérant que des discussions et analyses approfondies s'imposent notamment en ce qui concerne les procédures de validation des licences pour pilotes;*

- *considérant qu'il faudra discuter de façon générale sur l'opportunité d'une mise à jour de la législation sur l'aviation civile;*

- *considérant les déclarations des responsables de Luxair relatives à un système occulte de certains pilotes responsables en matière de gestion de la sécurité aérienne auprès de leur société;*

- *considérant que ces déclarations mettent clairement en doute l'efficacité du système de contrôle mis en place par le Ministère des Transports;*

- *estimant qu'il importe dans ce dossier d'apporter au plus vite un maximum de transparence;*

- *considérant la technicité et la complexité du dossier,*

*décide*

- *conformément au règlement interne de la Chambre des Députés, de mettre en place une commission spéciale «Aviation civile».*

(s.) *Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.*

**M. le Président.** - Merci. Den nächste Riedner ass den Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

## 3. Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire (suite)

**M. Emile Calmes (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: „La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat.“ Dat si Wieder vum Kofi Annan, déi en am Joer 2001 gesot huet. Dës Wieder huet op d'mannst Lëtzebuerg sech scho laang virdrun zu Häerz geholl, well am Joer 2000 hu mer schonn d'Marque vun 0,7% vun Revenu national brut, déi un d'Aide publique au développement ginn, erreecht a souguer iwwerschritt, zu där eist Land sech jo 1992 zu Rio verpflichtet hat. Domat zielt eist Land dann natierlech och zu deem Peloton vu Länner, déi d'Engagementer vu Rio konsequent ëmsetzen. Am Joer 2001 sinn 0,76% vun eisem nationale Räichtum erreecht ginn. Am Joer 2002 0,8%; 2003 0,82% a fir 2004 sinn et 0,84%.

Domat misste mer an der Zwëschenzäit net wäit vun der zweeter Plaz ewech sinn, hannert Dänemark, wat iwwer ee Prozent erauskënn, zesumme mat Norwegen, Holland a Schweden, déi och zu deem Peloton zielen, wäit virun anere Länner, virun allem och

grouse Länner, wéi zum Beispill d'Veereenegt Staten, déi mat 0,11% um Schlusslicht vun deene Länner leien, déi vum Comité d'Aide au Développement ënnersicht gi sinn.

Et gesäit een also aus deenen Zuelen, wéi progressiv den Undeel vun eisem Revenu national brut an d'Luucht gaangen ass an deser Legislaturperiod, och an deene leschte Joren, an dat obschonn et wirtschaftlech méi lues geet. En chiffres absolum kann ee soen, dass zënter 1994 d'Aide au développement sech praktesch verviefacht huet. 1994 huet Lëtzebuerg fir d'Entwécklungshëllef 41 Milliounen Euro ausginn. D'lescht Joer hu mer 170 Milliounen ausginn, wat, mengen ech, en impressionante Chiffer ass. Mä d'Entwécklungspolitik vun deser Regierung huet sech an deene leschte Joren awer net eleng duerch d'Progressioun a puncto Entwécklungshëllef ausgezeent. Et ass och a virun allem an deser Legislaturperiod der Opklärung vun eise Matbierger eng besonnesch Opmierksamkeit geschenkt ginn, fir hinnen emol ze soe wat déi Lëtzebuerger Entwécklungspolitik och konkret bewierkt. Déi Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagne, vun där ech schwätzen, déi am November 2002 ugelaft ass, sollt an enger éischter Phas dem Public déi grouss Secteuren, an deenen eis Entwécklungspolitik itäeg ass, méi no bréngen. D'Secteur si bekannt. Et sinn d'Éducatioun, d'Santé, d'Waasser, de sou genannte Wëssenstransfert, awer och de Basistransfert. Dat ënnersträicht och déi Approche, déi Lëtzebuerg an der Entwécklungspolitik gewielt huet.

An enger zweeter Phas sollen dann déi konkret Projete gewise ginn, déi an deenen eenzelne Secteure realiséiert ginn. An enger drëtter Phas sollen déi national an international Acteure vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef virgestallt ginn. No der zweeter Phas ass ee Suivi gemaach ginn, deen dann och erginn huet, an dat ass positiv -, dass 98% vun eiser Populatioun d'Kooperatioun wichteg fannen. A 86% sinn och der Meenung, dass d'Geld richtig ausgeglaach ass. Ech mengen, dass ass virun allem de Mérite vum Kooperatiounsmi- nister sengem Asaz vun deene leschte véier Joer, fir eise Matbierger dobaussen dat, wat mer an der Entwécklungspolitik maachen, méi no ze bréngen. Dat wat de Leit méi onbekannt ass, ass u sech déi Roll, déi de Stat spillt op där enger Säit an op där anerer Säit awer och, dass se sech näischt prezis ënnert deem kënne virstelle wat mer konkret an deene Länner, wou mer aktiv sinn, maachen.

Wat och opgefall ass, dass ass virun allem, dass déi Jonk ee manner héicht Solidaritéitsgefëll hu wéi déi Eeler. Dat ass fir d'Zukunft keng gutt Entwécklung, an dofir mengen ech, muss déi Sensibiliséierung ëmmer a virun allem an de Schoule gemaach ginn, esouwuel an de Primärschoulen, wéi dat och an de Lycéen de Fall ass. Et muss ebe bei deene Klengsten ugefaange ginn, désen déi Politik esou fréi wéi méiglech nozebréngen, a well dat esou ass, wäerte mer an Zukunft dann och net derlaanscht kommen, d'Gemenge méi intensiv an d'Actioun mat anzubannen, d'Gemengen, deenen hir Kompetenz jo och d'Schoul ass.

Well en Defizit bei de Leit dobaussen besteet, wat den Detail vun de Projeten ubelaangt, déi um Terrain selwer geschéien, mengen ech, muss mer dann och versichen op deem Niveau d'Leit méi mat anzubannen. Dat geschitt haut jo schonn zum Deel iwwert d'ONGen. Dat kann awer och wéi gesot iwwert d'Gemenge geschéien. Dat muss sech allerdéngs net op d'ONGen an op d'Gemenge selwer beschränken. Dat kënnt och mat aneren Organisatiounen an eiser Zivilgesellschaft geschéien, a wann ech vun aneren Organisatiounen schwätzen, da mengen ech do zum Beispill d'Gewerkschaften,



ech menge Verbänn, ob dat Industrie-, Handwerks- oder Geschäftsverbänn sinn, et kënnen och Lycées sinn, et kënnen Klinicke sinn. Et kënnen och Betriber sinn, et kënn e Centre de recherche sinn. Ech mengen, do fënnt een allerehand Méiglechkeeten. Dese Wee géif och praktesch enger méi grousser Dezentraliséierung vun der Entwécklungspolitik heiheem gläichkommen. Et géif och dozou féieren, datt déi, déi eis Hëllef kréien, fir déi, déi d'Hëllef ginn, net méi esou anonym wieren. Dat géif enger méi grousser partizipativer Entwécklungshëllef gläichkommen an doduerch kréichen d'Leit och eng méi prezis Virstellung vun deem wat Entwécklungshëllef u sech heescht.

Dat, mengen ech, hätt niewent dem Fait, datt mer de Leit d'Entwécklungshëllef méi no géife bréngen, andeem datt mer hinnen se géife weisen oder se sech och konkret kënnen u Projekte bedeelegen, dat och méi e positiven Afloss um finanziellen Niveau, well doduerch, datt d'Leit méi sensibiliséiert wieren, d'Leit och méi motivéiert wieren an doduerch, mengen ech, dann awer och méi géifen an d'Entwécklungshëllef eraspennen.

Ech hunn u sech déi Erfahrungen am Klänge gemaach. Mir hu viru Joren, esou wéi aner Gemengen dat och gemaach hunn, nämlech décidéiert, 0,5% vun eisen ordinäre Recetté vum Gemengebudget der Entwécklungshëllef zoukommen ze loosse. Dat hu mer jorelaang a Form vu Subside gemaach, maache mer iwwregens ëmmer nach, mä well mer eis Bevölkerung awer méi wollte mat abezéien, net nëmmen eis Bevölkerung eleng, mä och eis Schoulen, a se u konkrete Projekte wollte bedeelegen, si mer higaangen, well jo d'Gemengen dat bedéngt duerch déi Restriktionen, déi mer um Niveau vum Intérieur hunn, net därfer maachen, a mir hunn eng A.s.b.l. gegrënnt, wou mer dee Wee da gaange sinn an d'Leit an d'Schoule mat agebonnen hunn. Mir konnten an der Zwëschenzäit den Undeel, den d'Gemeng hei mat erabréngt, verdräifachen. Ech mengen, dat ënnersträicht dat wat ech och hei gesot hunn.

Wann een op de Wee geet, d'Entwécklungszesummenaarbecht hei am Land méi ze dezentraliséieren, setzt dat natierlech eng zentral Koordination viraus. Do ass d'Basis geluecht ginn an deem Sënn iwwert d'Arichte vun engem Bureau d'Assistance Technique, déi den ONGen hëlleft hir Projete ze formuléieren, mä och hire Memberen eng Formation ubitt an hinnen och déi néideg Informatiounen liwwert, wéi se déi Projete do solle géréieren. Wéi gesot, dat gétt vum Cercle de Coopération vun den ONGe gefouert. Ech mengen, datt dee Volet ganz sécher kënn ausgebaut ginn. Dat kënn awer och geschéien andeem datt Lux-Development hei eng Hand matupaakt a sech ëm d'Emsetzung vun dese Projete kënn bekëmmere. Et ass jo momentan esou, datt Lux-Development sech haaptsächlech ëm d'Emsetzung vu staatleche Projete bekëmmert. Dat hei géif u sech hir Aufgab erweideren andeem datt se sech och kënn Projete vun de Gemengen, respektiv aneren Organisationsunhuelen.

Wéi gesot wier domadder d'Basis geluecht, fir datt an Zukunft dese Volet vun der Entwécklungspolitik sech net méi géif op d'ONGe beschränken, an doduerch géif dann d'Verantwortung fir d'Virbereedung an d'Duerchféierung vun Entwécklungsprojeten och méi breet gestreet ginn. Allerdéngs misst dat natierlech och dozou féieren, datt op där anerer Säit de Stat sech méi op seng Strukturpolitik géif beschränken, a selbstverständlech dann och op seng Koordinationsaktivitéiten, Aktivitéiten, déi u sech elo scho vun den ONGe gemaach ginn.

Wat d'Kollaboration mat den ONGen ubelaangt, sou wéi se elo gemaach gétt, mat deene 77 ONGen, déi hei zu Lëtzebuerg agréiert sinn, ginn déi natierlech och an Zukunft an en attendant ausgebaut. Am Joer 2003 konnten diesen Organisationsunhuelen iwwert de Wee vum Fonds de la Coopération au Développement 23 Milliounen Euro ausbezuelen, wat ëmmerhi 14,5% vun eiser Entwécklungshëllef ausgemaach huet. De Gros vun deene Projeten - an d'Virriedner hunn dat schonn hei gesot - geet gréisstendeels iwwer Accords cadres a Cofinanzement. 15 ONGe profitéieren momentan vun den Accords cadres.

Et ass och ze begrëssen, a meng Virriednerin huet dat scho gesot, datt am Virfeld vun de Wahlen de Cercle de Coopération vun den ONGe sech Gedanke mécht, wat an Zukunft kann an der Entwécklungspolitik verbessert ginn. Si sinn un eis erugetruede fir eng Motioun ze deponéieren. Meng Virriednerin huet schonn eng Partie Motiounen deponéiert. Ech weess net ob déi derbäi war, mat där se un eis erugetruede sinn. Väicht net an där Form.

Ech déposéieren se nach eemol hei, Här President. Ech hu meng Ennerschreft drënner gesat a loosse se natierlech op, fir dass all déi aner Fraktiounen heirop kënnen ennerschreiwene.

#### Motion 4

*La Chambre des Députés,*

*- considérant les écarts croissants entre les riches et les pauvres de la planète;*

*- considérant la responsabilité des pays riches pour le développement durable;*

*- considérant que les habitudes de consommation des populations riches de cette planète sont loin d'être compatibles avec les exigences du développement durable;*

*- considérant que la cohérence des politiques concerne à la fois la politique intérieure et la politique des affaires étrangères et doit prendre en compte les défis du développement durable;*

*- considérant que la solidarité internationale est indispensable et doit s'inscrire dans la durée;*

*- rappelant les efforts des gouvernements successifs dans le domaine de la coopération au développement et de la promotion des valeurs inhérentes à cette solidarité;*

*- considérant le niveau élevé de compréhension du grand public en général pour les questions de la coopération, mais l'insuffisance d'information, de compréhension et de sensibilité des jeunes de quinze à vingt-cinq ans pour ces mêmes questions,*

*demande au Gouvernement*

*- de continuer dans la voie choisie et de mener l'effort de l'aide public au développement (APD) au moins jusqu'à un pourcent du Produit intérieur brut (PIB) ;*

*- de doter les crédits budgétaires voués à l'éducation au développement de moyens supplémentaires afin de pouvoir répondre au manque d'information et de compréhension auprès des jeunes pour les questions de la solidarité internationale.*

*(s.) Emile Calmes.*

Mä niewent deser Intensifikatioun vun der Informatiouns- a Sensibiliséierungspolitik huet d'Lëtzebuerg Entwécklungspolitik awer och op aneren Niveaue hir Strategie verfeinert.

Mat der Kooperatioun mat de Pays cibles ass a puncto bilateral zesummenaarbecht vun enger Approche, déi eenzel punktuell Projeten ënnerstëtzt huet, op eng Approche eriwergewieselt ginn, déi op engem pluriannuelle Programm baséiert. An deem Kontext sinn

dann och déi sou genannte Programmes indicatifs de coopération ausgeschafft ginn, déi als Objektiv hunn, d'Realisatioun vun de Projete méi kohärent, transparent a méi prévisibel an de Pays cibles ze gestalten. Déi Programmer erstrecke sech iwwer véier bis fënnf Joer, nieft der Tatsaach, datt déi PICen déi prioritär Secteure festhale wou d'Lëtzebuerg Entwécklungshëllef aktiv soll sinn. Si huet politesch Dokumenter, déi sech vun den Objektiver, dem allgemenge Kader vun der Kooperatioun bis zu dem Engagement vun deenen zwou Regierungen an dem Suivi, dat heescht der Evaluatioun a miparcours vum Programm, erstrecken. Déi Initiativ sinn och ausdrécklech vum Comité d'aide au développement begrësst ginn.

Et ass och ouni Zweifel wichteg fir d'Visibilitéit op dem internationale Plang, datt mer mat enger Partie vun eise Budget, dee fir d'Entwécklungshëllef geduecht ass, un den internationalen Organisationsunhuelen participéieren. D'Coopération multilatérale muss als complémentaire zu eise bilaterale Eforten ugesi ginn. Déi international Gremien an d'Organisationsunhuelen erlaaben eis, datt mer do wou mer nach iwwer manne Erfahrung verfügen, ënner d'Äerm gegräff kréien, dat besonnesch um Terrain selwer. Mir kënnen um Terrain vun den Infrastrukturen, de Kontakter an dem Echange vun den Experienze profitéieren, déi eis eise Membership an deene groussen internationalen Organisationsunhuelen erlaabt. An deem Engagement vu Lëtzebuerg um multilaterale Plang gétt och doduerch illustréiert, datt eist Land am Joer 2002 fir d'eische Kéier um Conseil d'administration vum PNUD, dem Programme des Nations Unies pour le Développement, deelgeholl huet. Och war Lëtzebuerg fir d'eische Kéier am Conseil d'administration vum FNUAP, dem Fonds des Nations Unies fir d'Populatioun, vertrauden. Gläichzäitg ënnerstëtze mer och d'UNRWA, d'United Nations Relief and Works Agency, tatkräfteg mat finanzieller Mëttele fir am Noen Osten déi kritesch Situatioun, esouwäit wéi een dovunner ka schwätzen, mathëllefene ze maistréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zukunft - meng Virriedner hunn dat ugedeit - wäert d'Emweltpolitik um Niveau vun der Entwécklungspolitik eng méi grous Roll ze spille kréien; dat géllt ganz sécher och fir d'Energiepolitik. Doduerch datt d'Entwécklungslänner Signataire vum Kyoto-Protokoll sinn, awer ouni Engagement, d'Industrialänner par contre sech engagéiert hunn, net nëmmen hir Emissiounen bei sech ze reduzéieren, mä och d'Méiglechkeet kritt hunn, iwwert déi sou genannte flexibel Mechanismen, awer méi speziell d'CDMen, dat och nach an den Entwécklungslänner ze maachen, ginn theoretesch, a wa se richtig ugewannt ginn, fir des Länner enorm Chancen op, iwwert de Klimaschutz nei Kooperationsweeër ze goen. Ech sinn der Meenung, mir sollen eis där Méiglechkeet do absolut net verschléissen. Dat wär op jidde Fall am Sënn vun deem wat zu Johannesburg decidéiert ginn ass, wou jo festgehale ginn ass, bis 2012 der Halschent vun der Populatioun aus den Entwécklungslänner den Zougank zur Energie ze erméiglechen, virun allem opgrond vun erneierbaren Energien.

Op där anerer Säit géif dat, mengen ech, awer och dem Stat grad esou wéi den Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg zegutt komme fir hiren Obligatiounen wat d'Reduktioun vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen ugeet besser nozekommen an dëst zu engem bessere Präis. Si erméiglechen nämlech a Länner ze investéieren an d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen ze reduzéieren wou den Invest net esou héich ass wéi bei eis, well prozentual méi Resultater ze erreeche sinn. Et ass natierlech selbstverständlech, datt déi Projeten, déi an anere Länner gemaach ginn, sech am Kader vun der nohalter Entwécklung vun dese Länner mussen ofspillen. Et ass och kloer, datt d'CDMen, dat heescht d'Investitiounen, déi mir an Entwécklungslänner maachen, nëmmen zousätzlech zur Entwécklungshëllef kënnen sinn an a kengem Fall derzougerechent kënnen ginn. Ech mengen och, datt mer gutt équipéiert si fir deser Fuerderung nozekommen oder se unzegoen. Mir hunn nämlech eng Agence, déi sech ëm d'Entwécklungshëllef këmmert. Dës nämlech Agence kënn sech, meng Virstellungen no, och ëm d'Promotioun vun dese CDMen këmmere.

Här President, ech wéilt dann nach zum Schluss ee Wuert iwwert d'Europäesch Union verléieren. De Conseil «Développement» ass jo wéi gewosst am Kader vun der Restrukturatioun vum Conseil européen dem Conseil «Affaires générales» ënnergeuerdnet ginn. Lëtzebuerg huet sech deem widdersat gehat, well mer gefaart hunn, datt d'Coopération au développement nëmmen nach eng ënnergeuerdnet Roll um europäeschen Niveau géif spillen. Dofir kann een och am Rapport d'activités vum Kooperationsministère vun 2002 noliesen: „Depuis lors le Luxembourg s'efforce de contribuer au renforcement de la cohérence des politiques au sein de la nouvelle structure.“ Dat wat d'Europäesch Union awer bis elo wierklech u Signifikativem erreecht huet an där Matière, ass déi sou genannt Initiative „Everything But Arms“ vum Joer 2001. 48 vun deenen ärmste Länner vun deser Welt hunn doduerch en Accès op den europäesche Marché kritt an dat u sech ouni Quoteregulung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wéll ech festhalen, datt an deene leschte Jore vill Efforte gemaach si ginn an der Lëtzebuerg Entwécklungspolitik, sief dat um Niveau vun der Aide publique au développement, e bessere Ciblage vun de Projeten an där domat verbonnener Strategie um Niveau vun der Sensibilisation vun der Opinion publique, oder nach wat eist Engagement an den internationalen Organisationsunhuelen ubelaangt. Nach ass et awer esou, datt mer net noloossen dierfen an eisen Eforten, sief dat um nationale Plang, sief dat awer och um multinationale Plang. Besonnesch elo wou mer zu deene gehéieren, déi am Peloton vun deene Länner sinn, déi d'Objektiver vu Rio erreecht hunn, muss mer eis eiser Responsabilitéit bewosst si fir eis verstärkt Gehéier ze verschaffen an nei Impulser ze gi wéi déi, déi ech elo schonns grad opgezielt hunn, fir datt déi Äermst vun deenen Äermsten déi Hëllef kréien, déi hinnen och zousteet, an domat géif ech lech merci soe fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Nächste Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Nächste Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, lëtzebuergesch Entwécklungshëllef bedeit, datt 0,84% vun deem Kuch, dee mer all Joer hei erwirtschaften, an d'Entwécklungshëllef gestach ginn. Et si Bestriewungen do um Niveau vun den ONGen an och um Niveau vun der Regierung fir dee Prozentsatz op 1% ze héijen. Mir hunn als ADR ëmmer an der Vergaangenheet gesot, datt dat soll en Zil sinn, an dofir si mer och bereet, déi Motioun mat ze ënnerzeechen, déi virun den honora-blen Här Calmes hei deposéiert huet. Et ass natierlech evident, datt mer mussen op dee Wee goen, well mer aus Solidaritéit mat dee-

nen ärmste Länner mussen handelen. Dat ass an eise Interesse, mä et ass och aus humanitärer Sicht eng Noutwendegkeet. Déi Suen, déi mer als Land an d'Entwécklungshëllef stiechen, ginn zur Halschent a bilateral Ofkommene an Pays cibles an zur anerer Halschent an international Organismen, déi um selwechte Gebitt schaffen. Et ass evident...

M. Ben Fayot (LSAP).- Ech mengen, Dir stéiert d'CSV, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech gesi schwaarz wann ech se stéieren, mä si sinn dat heiansdo esou gewinnt.

M. Ben Fayot (LSAP).- Si hunn eng Fraktiounssitzung.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Fuert Dir weider, Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, an der Populatioun ass et evident, datt d'Akzeptanz vun deene Montanten, déi mer an d'Entwécklungshëllef stiechen, e wichteg Element ass fir no bause kënnen an där Politik widerzegoen. Mä et ass awer och esou, datt ee muss soen datt, wa Kriticke kommen, datt et och hei zu Lëtzebuerg aarm Leit ginn an och deene soll gehollef ginn, dann ass dat eng berechtigt Kritik. Mä déi riicht sech net un d'Chamber an un de Prozentsatz, dee mer an d'Entwécklungshëllef solle stiechen, mä méi un d'Regierung, well se hei am Kampf géint d'Mindestrenten a géint d'Armut net déi richteg Akzenter am Budget gesat huet. Do leien déi richteg Verantwortung, an ech mengen et ass och do wou muss kritiséiert ginn. Et muss een och ervirsträchen, datt eng etlech vun deene Montanten, déi mer investéieren, eleng a Gehälter ginn a lëtzebuergesch Unternehmen zegutt kommen, déi um Terrain schaffen. An deem Kontext muss een natierlech och soen, datt Lëtzebuerg, wann et esou vill Suen investéiert, datt den Abléck natierlech och muss en Encadrement sur place sinn.

Do ginn et Leit, dat sinn Junior Professional Officers, JPOe genannt, déi vun der UNO ausgebild ginn. Ech hat d'lescht Joer drop higewisen, Här Minister, datt et wichteg wär, datt mer géinge bei deenen hei zu Lëtzebuerg an eise Schoule kucke fir Leit ze fannen déi sech där Profession gänge widmen. Ech wollt froen: Wéi ass et mam Recrutement? Fanne mer genuch Leit, déi esou enger Profession wellen nogoen, esou enger Formation och wellen nogoen? Well et ass evident, datt ouni Leit um Terrain muenches net esou klappt wéi mir et gären hätten.

Da wéll ech e Problem uschneiden, deen Der och an Ärem Rapport ugeschneiden hutt, dat sinn d'Problemer a Relatioun mat de Pays cibles. Mir hu verschidden Accorden - CPI-Accorde mengen ech heescht dat am technesche Jargon -, déi mer mat deene Pays cibles ofmaachen. Wat ech mengen, wat netzelech wier, datt den Ablack wou mer aus deene Länner Asylbewerber hunn, déi en fait méi aus wirtschaftleche Grënn hei op Lëtzebuerg kommen, ee kucke soll, datt an Zukunft d'Regierung net nuren Accorden um Niveau vun der Entwécklungshëllef ofschléisst, mä och bei darselwechter Geleeenheet kuckt fir Accords de ré-admission derbäizezéien. Ech mengen, dat ass eng Aart a Weis wéi um Niveau vun der EU ëmmer méi négociéiert gétt. Dat heescht, datt, wa mir bereit sinn an engem Land ze hëlfe, si ons och hëlfe, datt déi Leit, déi aus hirem Land kommen an déi Asyl net accordéiert kruten, nees an hirem Land opgeholl ginn. Datselwech géllt fir d'Accords de coopération au niveau européen. Just nure fir déi ze mentionéieren.



Wou mer vläicht ee klengen Désaccord kéinten hunn, an et ass deen eenzeggen, Här Minister, dat ass bei der Politik, déi mer deelweis an de Balkanländer verfolgegen. Et ass esou, dat déi Leit, déi d'Asylrecht net kritt hunn, déi refuléiert ginn an an hiert Heemechtsland iwwerwise ginn, dat déi eng Prime kréie fir de Retour, an dat se och nach ganz oft gehollef kréie fir an hirem Land eng Microentreprise opze-riichten. Dat féiert dann dozou, dat an deem Land selwer déi Leit, déi versicht hate fir legal an eist Land ze immigréieren an e Refus kritt hunn, op eng Kéier agesinn, dat wa se géingen illegal op Lëtzebuerg immigréieren, se eng Hëllef kréichen. Ech mengen, dat ass e schlechten Akzent gesat. Et ass wichteg, dat mer do ëmdenken a kucke fir mat engem Consul sur place ze verstoen ze ginn, dat au contraire Lëtzebuerg ganz kloer deene Leit prioritär hëllef, déi an hirem Land bleiwen an do eng kleng Entreprise op d'Bee setzen. Ech mengen, dat ass de Message deen erauskomme muss, an dofir des Ergestioun vun onser Sait.

Dann e Problem, dee mer d'lescht Joer diskutéiert haten a wou ech gäre wësst, Här Minister, wou mer dru sinn. Dat ass dee Problem mat Lux-Development. Et ass monéiert gi vun europäescher Sait aus, dat Lux-Development, well et iwwer 50% mat öffentleche Gelder géing finanziéiert ginn, sech misst dem Marchés-publics-Gesetz ënnerwerfen. Mir hunn déi zoustänneg Direktiven d'lescht Joer an onst Recht ëmgemat, an dofir wollt ech froen, wéi d'Situatioun mat Lux-Development au niveau vun de Marchés publics an Zukunft ass, fir dat mer dee Problem endlech aus der Welt schafe kënnen.

Dat gesot, wëll ech ervirsträchen, dat mir mat deenen Aussoen, déi Der gemaach hutt iwwer de Welt-handel, iwwer d'Liberaliséierung, déi gemaach ginn ass, iwwer d'Globaliséierung, d'accord sinn, d'autant plus dat d'Weltbank an hirem Bericht iwwer d'Weltentwickelung am Joer 2003 betount huet, dat d'Bekämpfung vun der Aarmut an de Schutz vun den natierleche Ressourcen net eleng dierft dem Spill vun de Maarkkräften ënnerleien. Noutwendeg si Regeln an Institutiounen fir stabil Rahmbedingungen ze garantéieren. Wichtig ass, dat d'Aarmutsbekämpfung an d'Ekologie an engem ëmfaassende Konzept vun Nohaltegkeet zesummegefuert ginn. An onser Iwwerzeugung no muss et esou sinn, dat wann een d'Ëmwelt an d'natierlech Ressourcë vun der Welt wëll schützen, een och muss d'Aarmut bekämpfen. Et sinn haaptsächlech d'Industrielänner, déi am Zuch vun hirer wirtschaftlecher Entwécklung déi global Ëmwelt- a Klimaproblemer verursaacht hunn an déi dowéinst sech der Verantwortung musse stellen. Dat ass de Prinzip wéi mir d'Hëllef an deene Länner gesinn.

A wann ee méi am Detail kuckt wéi et ëm déi wirtschaftlech Gegebenheeten an den Entwécklungslander steet, da gesäit een, dat 60 bis 90% vun der Bevölkerung an deene Länner vun der Landwirtschaft liewen, an e groussen Deel vun Sozialprodukt aus der Landwirtschaft kënnt. Des werft eng etlech Problemer op. D'Entwécklungslander befanne sech nämlech bal alleguerten an den Tropen. D'Landwirtschaft an den Tropen stellt awer e ganz grouss Problem duer, well muenech vun deene Biedem net fir eng intensiv Landwirtschaft géegen sinn. Och muss ee feststellen, dat obwuel Progrès gemaach gi sinn an de leschten 30 Joer wat d'Ertrag ugeet an d'Produktioun an deene Länner sech global ëm 30% erhéicht huet, notament a Südostasien, awer an Afrika déiselwecht Produktioun ëm 20% gefall ass. Dat si Chifferen déi interpelléieren d'autant plus dat ee gesäit, dat am selwechten Ablack d'Bevölkerung an deene Länner ganz staark ugestiegen ass. Do ergëtt sech ee vun den Haaptpro-

blemer, dat trotz der Entwécklungshëllef, trotz der Aart a Weis wéi d'wirtschaftlech Zesummenhang an deene Länner sinn, all déi Efforten, déi gemaach ginn, souzesoe ganz opgefriess ginn duerch d'Bevölkerungsexplosioun.

Ee vun den Haaptproblemer, déi sech an deene Länner stellen, ass d'Heespréngerplo. An der Lutte antiacridienne - fir den technischen Ausdrock ze gebrauchen - geet et drëm, fir déi Heespréngerplo ze bekämpfen. An onsen Ae muss awer méi e groussen Akzent dorop gesat ginn, well et ass ganz schlëmm wann a Regioun wéi dem Niger oder op anere Plazen déi ganz Aarbecht vun de Baueren am Nu komplett zerstéiert gëtt. Ech wollt den Här Minister froen, ob e wëlles huet do en Akzent méi ze setzen, fir eng total Prioritéit op deem Gebitt unzestriewen, well ech héieren hunn, dat anscheinend do e puer Problemer wieren, dat vläicht dat net méi als Hauptprioritéit géing ugesi ginn. Ech mengen awer, dat dat e ganz wichtegt Element ass.

A well ech de Problem ugeschwat hu vun der Entwécklung no uewe vun der Weltbevölkerung, notament an den Entwécklungslander, wëll ech awer och mäi Bedauern a mäi Protest doruwwer ausschwatzen, dat Amerika higaangen ass a sai Bäitrag vu 34 Milliounen Dollar am Kampf géint déi Iwwerbevölkerung gestrach huet, an dat notament d'Madame Obaid, déi mer de Plésier haten hei ze ëmfänken, gesot huet, dat déi Décisioun - ech zitieren - dozou géing féieren, dat Fraen a Kanner massiv wäerte stierwen. Ech géing dofir d'Lëtzebuurger Regierung bidden, fir mat hire Kolleegen um europäesche Plang ze intervenéieren, fir ze kucken, fir där Absence vun deenen amerikanesche Fongen ze palliéieren, fir där entgéint ze trieden a fir och bei der amerikanescher Regierung ze intervenéieren, dat se vläicht nees op hir Décisioun sollt zréckkommen.

E wichtegt Element an där ganzer Problematik, déi mer diskutéieren, ass natierlech och d'Aidsbekämpfung. Ech weess, dass d'Regierung munch Programmer do ënnerstëtz, wou ech mer just d'Fro stellen, ob déi Programmer alleguer effikass sinn. Et gesäit een, dass téschent den ONGen an deenen eenzelnen Dokter, déi sech doranner spezialiséiert hunn, et verschidde Methode gëtt, déi vläicht an eenzelne Länner oder Regiounen besser gräifen. Ech wollt do d'Regierung froen, wéi si hir Aidsbekämpfung virhëlt, no wat fir enge Methode si schafft, ob mer do net sollte kucke fir vläicht Vergleichsstudien ze maachen an déi beschtméiglech Elementer duerchezéien.

Et geet beispillsweis drëm ze wëssen, ob een investéiert a Laboratoire fir Blutanalysen ze maache bei Transfusiounen, fir ze évitéieren, dat Fraen oder Männer, déi gesond sinn, sech nach iwwer dee Wee do infizéieren, oder ob een nëmme d'Aidsbekämpfung als sollech ugeet.

Dann ee Punkt, deen eis wichteg schéngt, ass d'Aarbecht à l'égard vun de Fraen, haaptsächlech an de musulmanesche Géigenden. Et gesäit een, dat déi meescht Frae siwe bis aacht Kanner kréien an dass se meeschtens illétréiert sinn. Eis schéngt et wictheg ze sinn, dat muss en Akzent gesat ginn, dat Fraen an d'Schoul ginn, dat mer do sollen hëlfehen, well dat ass eng vun de Base fir dat d'Frae sech kënnen ëm d'Éducatioun vun hire Kanner këmmeren, dass se och d'Méiglechkeet hu fir déi ganz Kontrzeptioun besser ze verstoen an duerchezéien an dat se op jiddefall doduercher, dat si d'Kannererzëiung realiséieren, dat se do net an déi islamesch Schoulen eraginn, wou munch Iddie verbreet ginn, déi méi no beim fundamentalen Islamismus sinn, a wou et drëm geet fir dat ze bekämpfen. Ech weess, dat esou e Projet gelaf ass

an Afghanistan, an ech wär frou, wann d'Regierung och kënnt esou Initiativen ënnerstëtzen.

Da begrëisse mer, dat d'Regierung higeet an de Prinzip selwer vu Microentreprises a verschidde Länner ënnerstëtz. Ech weess awer och, dat mer eng aner Initiative am Laos gemaach hu vun enger Microbanque, wann ech dat esou kënnt nennen, wou d'Bevölkerung d'Méiglechkeet huet fir iwwer e kuerzen Zäitraum dat eent oder anert Déier, wat zur Landwirtschaft gehéiert, oder eng Persoun kënnen auszeléien, bis dat se hire Problem geléist huet. Dat schéngt vläicht, hei vu Lëtzebuerg aus gesinn, eng Initiative ze sinn, déi net méi zäitgeméiss ass, mä an deene Länner ass se awer fundamental wichteg, an ech wär och do frou, wann d'Regierung kéint des Initiative staark ënnerstëtzen.

Dann e puer Saachen, Här Minister, mat deenen ech lech all Joer ploe. Dat eent ass de Salon du chocolat vu Paräis, dee fir mech en absolut Musterbeispill ass. Do gesäit een, dat een der Bevölkerung d'Entwécklungshëllef ganz gutt ka méi no bréngen, do kann ee gesinn, dat een der Bevölkerung an der Akzeptanz munches ka bäibréngen vun der Entwécklungshëllef, wann een do déi ganz Efforté mécht. An hei zu Lëtzebuerg schéngt dat mer nach ëmmer am embryonale Stadium ze sinn. Ech wär also och do frou, wa verschidde Efforté gemaach ginn.

Wat mer och wichteg schéngt an deemselwechte Kontext, fir méi eng grouss Akzeptanz vun der Bevölkerung ze kréien, dat ass, wann een e Salon du développement oder du Tiers Monde, oder egal wéi een e wëllt nennen, géing maachen, wou mer alleguerten de Pays cibles, déi mer hunn, géingen d'Méiglechkeet ginn ze weisen, wat hir Produktioun sinn, wéi se dat realiséieren, an dat och d'Leit d'Méiglechkeet hätten déi Produkter ze kafen. Ech mengen, dat ass eng Aart a Weis, wou een eng Sensibilisatioun ka maachen an och weise kann, dat déi Hëllef, déi mer ginn, positiv ass an zum Wuell vun de Leit bäidréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren déi puer Bemierkungen, déi ech wollt zu deser Debatt bäidrogen am Numm vun ADR. An nach eng Kéier: Mir si mat de Grondlinn vun der Politik d'accord, an och fir e substanzuelle Bäitrag ze leeschten, sou wéi eist Land dat muss maachen als eent vun deene räichste Länner op der Welt.

**M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Dir kënnt och vläicht Äre Leit soen, si sollen hir Fraktiounssetzung entzousch aneschters halen.

Den nächste Riedner ass den Här Huss.

#### (Interruptions diverses)

Wann ech glift! Mir lauschten elo dem Här Huss no. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President!

Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wéill ech haut just ganz kuerz Stellung huelen zu deser Déclaration sur la politique de coopération, de développement et de l'action humanitaire du Luxembourg, esou wéi se gëschter hei vun Här Goerens presentéiert ginn ass. Bei eiser Stellungnahm wëll ech awer och kuerz agoen op en zweet Dokument, dat um Cercle des ONG du développement ënnert dem Titel „Ein entwicklungspolitisches Memorandum für die Zukunft“ am November 2003 presentéiert gouf, en Dokument, an deem niewent enger Partie vu Luef, awer och eng

Partie wesentlech Afstellungen a Kriticken un d'Adress vun der Lëtzebuurger Regierungspolitik ze liesen waren.

Ech hu gesot ganz kuerz. Firwat? Éischtens, well vu menge Virriedner natierlech scho ganz viles zu deser Deklaratioun gesot ginn ass, mat deem ee kann d'accord sinn, zum Beispill ass dat meescht, wat vun der Madame Err hei virdru virgedroe ginn ass, Saachen, iwwer déi een am Detail kann diskutéieren an och domadder d'accord sinn.

Zum Zweete wëll ech och dat haut méi kuerz maachen, well an der offizieller Deklaratioun vun Här Goerens vum Deskriptive vun der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik hier eigentlech eng excellent Presentatioun vun den Donnée gemaach gouf, souwuel vun eise bilaterale wéi multilaterale Efforten a Saache Kooperatioun. Als fënnefte Riedner gesinn ech et op jidde Fall net méi als meng Roll nach eng Kéier am Detail op all des eenzel Punkten anzegoen, net iwwer d'Orientierungslinnen an iwwer d'Secteur vun der Hëllef, iwwer d'Efforté vu qualitative Verbesserung vun deser Entwécklungshëllef an nach eng Rei vun anere Saachen, déi hei opgezielt gi sinn. Ech mengen, et huet kee Wäert dat hei nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech gesinn éischer eis Roll bei dem Débat fir e kritesch-konstruktiven, mä virun allem méi e global-politesche Beitrag zu deser Debatt hei ze leeschten an dobäi och déi wichtegst Kriticken a Fuerderunge vun den Net-Regierungsorganisationen opzepräifen an hei mat an d'Debatt anzebezeien. Ech mengen, dat dat nach kaum bis elo gemaach ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Entwécklungshëllef an d'Kooperatiounspolitik sinn national, europäesch an international vu grousser Bedeutung. Et gëtt doruwwer, virun allem zënter de 70er Joren, intensiv diskutéiert. Deemools, 1972, ass dat internationaalt Zil vun 0,7% vum PIB als international Leitlinn fir d'Entwécklungshëllef geholl ginn. Lëtzebuerg huet mat 0,84% dat Zil erreicht an dépasséiert a mir wëllen anscheinend schnell a Richtung vun 1% fir d'Entwécklungshëllef goen. Dat ass an eisen Ae ganz positiv. D'Akzeptanz queesch duerch d'Partei schéngt do ze sinn. D'Akzeptanz an der Bevölkerung schéngt och zu engem groussen Deel do ze sinn, wann ech mech net ieren.

Mä an Europa an international, virun allem an den USA, bleiwe mer ganz wäit ewech vun den 0,7%. A ville Länner ass d'Entwécklungshëllef souguer réckleefeg - wat absolut ze bedauern ass -, sou dat insgesamt gesinn haut de Constat a Saachen Entwécklung vun Tiers-Monde en zimlech düsteren ass. An zwar esouwuel, wat d'Bekämpfung vun der Aarmut, wéi och, wat den Développement durable nom Modell vu Rio, ubetrëfft.

E puer rezent Zuelen oder Zitater dozou. Sou huet zum Beispill virun e puer Deeg nach den James Wolfensohn, President vun der Weltbank, virum franséische Senat zu Paräis Folgendes festgestallt, ech zitieren: „Les objectifs de l'ONU dans l'impasse. Les Objectifs du Millénaire lancés en 2000 par l'ONU pour d'ici 2015 réduire de moitié la pauvreté dans le monde, pour promouvoir l'égalité des sexes, pour améliorer la santé et assurer un développement durable sont dans l'impasse. A ce rythme nous n'y arriverons jamais“. An den Här Wolfensohn seet virun, et ass e flott Zitat wat hien hei mécht: „Si un martien venait sur terre, il verrait que les terriens s'autodétruisent. Chaque année 1.000 milliards de dollars sont dépensés dans l'armement, 350 milliards de dollars dans les subventions agricoles et 57 milliards dans l'aide au développement.“

An e puer aner Zitater am selwechten Zesummenhang vun Här Mark Malloch Brown, dem Administrateur vun Programme des Nations Unies pour le Développement, deen an deem selwechten Zesummenhang vum Kampf géint d'Aarmut a fir en Développement durable Alarm schléit an an engem Interview folgend onmëssverständlech Aussoe mécht op d'Fro: «A-t-on tiré les leçons des échecs passés et a-t-on les clefs pour un réel développement? En partie, oui. Le monde n'a jamais eu autant les moyens de lutter contre les pandémies, la faible productivité, le manque d'énergie propre, le déficit de services basiques comme l'accès à l'eau, à l'éducation ou à la santé. Lorsqu'on a lancé les objectifs du millénaire, on a eu les deux cents meilleurs spécialistes de chaque question qui ont brossé des solutions potentielles: agronomes, économistes, médecins, enseignants, scientifiques etc». An da kënnt e wichtige Saz: «On connaît les solutions, même s'il peut y avoir un débat sur la façon d'y parvenir. Mais, il manque toujours ce Graal qui ouvre les portes», an e mengt domadder, «la volonté politique». Dese leschte Saz ass kloer. D'Leisunge si bekannt, mä et feelt ganz einfach de politesche Wëllen.

An op d'Fro: «La situation actuelle du développement semble donc tout sauf durable», ass d'Änwert och knallhaart: «2005 ne sera pas uniquement la revue cinq ans après leur lancement et à dix ans de leur terme, des objectifs du millénaire de réduction de la pauvreté. Ce sera une année décisive, révolutionnaire ou apocalyptique pour les siècles à venir. Soit les dirigeants du monde comprennent qu'il faut enfin se donner les moyens de lutter contre les inégalités et à accélérer l'inclusion des plus démunis, soit ils abdiquent et optent pour le laisser-faire, ouvrant la voie à la déstabilisation globale et à une forme de néoterrorisme.»

D'Alternative leien international also och kloer um Dësch. Développement durable oder global Destabilisatioun, Biergerkriicher, Kriicher, Völkerwanderungen an nach méi Terrorismus. An de Choix misst vernünftegerweis liicht ze maache sinn. An deeselwechten Här Malloch Brown setzt dann um Schluss vu sengem Interview trotzdem e klengen Hoffnungsschimmer, wann e seet: «Je ne peux pas croire que les leaders des pays riches, les Blair, Chirac ou Bush n'aient pas conscience des enjeux actuels et qu'ils ne finiront pas par dire: On ne résoudra nos problèmes nationaux (l'immigration, par exemple) qu'en s'attaquant à leur racine, le développement.»

D'Ausso derbäi, dass mer als räich Länner eis national Problemer wéi d'Immigratioun, mä datselwecht géillt zum Beispill och fir d'Asylpolitik an aner Problemer am Kontext vum Développement durable, net méi kënnen léisen, ouni d'Iwwel vun der Wuerzel unzegräifen an d'Wuerzel ass Aarmut, Ennerdréckung an Ennerentwécklung. Des Ausso ass an eisen Aen op jidde Fall kloer, a si ass evident.

Mä wann een awer déi konkret Praxis vun der internationaler Politik aus deene leschte Méint a Jore genau kuckt, da muss een allerdings ganz grouss Zweifel drun hunn, ob déi Häre Blair, Chirac, Bush an anerer wierklech en anert Bewusstsin kritt hunn. Wann nämlech wierklech an där Bezéiung en Emdenken do wier, da misst dat sech net nëmme ausseren an der Bereitschaft kuerzfristeg oder zumindest mittelfristeg déi international Entwécklungshëllef op 0,7% ze héijen, wat eleng scho géing hëlfehen e groussen Deel vun de Problemer ze léisen, mä da misst dat och kloer bedeiten, an dat soe säit Joren och d'ONGen, dat déi Leit endlech bereet wiere fir d'Länner vun der Drëtter Welt aus där total ongerechter Verschëldungssituatioun ze entloossen, zum Beispill



duerch eng wäit gehend Reduktion oder selektiv Annulatiounen vun dese Scholden. A wa se endlech wierklech bereet wieren zu engem Emdenken, da géif dat och bedeiten, datt d'Europäesch Unioun an d'USA am Kontext vum Welthandel a vum Scheitern vu Cancún, endlech bereet wiere fir aus der sou genannter Entwécklungsronn vun Doha eng wierklech Entwécklungsronn zu Gonschte vum Tiers-Monde ze maachen.

Als Gréng behale mir weiderhi staark Zweifel dorunner, ob an awéiwäit d'Europäesch Unioun an den Här Lamy wierklech bereet sinn den aarme Länner aus dem Süden entgéintzekommen an des Zweifele ginn et och beim Cercle vun den ONGen, déi an deem Kontext nach an hirem Dokument vum 23. November 2003 mam Fanger weisen op eng méi wéi zweifelhaft Kohärenz vun der Lëtzebuurger Regierungspolitik. D'Lëtzebuurger ONGe soe berechtigterweis, datt et zwar luewenswäert wier, datt mer an der Entwécklungshëllef elo bei 0,84% leien an a Richtung 1% wëllte goen, mä si soen awer och, datt op enger Rei vun anere Regierungspolitikfelder net déiselwech Konsequenzen a Saachen Développement durable gezu géife ginn. A si schwätzen an hirem Dokument vum 23. November virun allem d'Problemer u vun der Verscheldung vum Tiers-Monde vun där ech elo just geschwat hunn, wou Lëtzebuerg sech an hiren Ae méi staark misst asetzen a Saache Reduktion an Annulatioun an allen internationale Gremien, wou dat beschwat gëtt.

Am Sënn vun der Kohärenz vun der Regierungspolitik schwätzen se och zum Beispill d'Fro u vu Steuerflucht a Kapitalflucht aus de Länner vum Tiers-Monde op déi international Bankeplazen, dorënner och op Lëtzebuerg. A si kritiséieren, datt et zum Beispill beim Gesetz iwwert d'Marchés publics, dat mer virun e puer Méint oder virun engem Joer hei ofgestëmmt hunn, net méiglech war zum Beispill an de Marchés publics ekonomesch Kritären, sozial Kritären a Kritäre vum fairen Handel mat dran ze verankeren, fir och op déi Aart a Weis kënnen Fortschreiter ze erzeugen.

#### (Interruption)

Awer net expressis verbis, Här Scheuer.

A schliesslech kritiséiere se am Kontext vun der noutwendeger Kohärenz och d'Haltung vun der Lëtzebuurger Aussepolitik a Saache Verhandlungsmandat vum EU-Kommissär Lamy am Virfeld vu Cancún, an nom Échec vun deser Konferenz. D'Lëtzebuurger Politik gëtt do zum Beispill an der leschter Nummer vum Forum, vum Michel Pauly, folgendermoosse kritiséiert. Ech zitieren: „Schwachpunkt der Kooperationspolitik bleibt ihre Kohärenz mit anderen Politikbereichen in der Luxemburger Regierung. Obschon Goerens auch beigeordneter Außenminister ist, scheint die Außenministerin die Belange der armen Welt etwa auf EU- oder WHO-Ebene kaum zu berücksichtigen, wie noch die Haltung der Regierung etwa in Sachen Agrarpolitik in Cancún oder bei den Verhandlungen zwecks Liberalisierung des Welthandels mit Dienstleistung gezeigt hat.“

Laut OECD-Gutachten befürwortet Luxemburg zwar auf EU-Ebene eine Öffnung des europäischen Marktes für Produkte aus Entwicklungsländern und setzte eine Arbeitsgruppe ein, um die Folgen der EU-Agrarpolitik für den Handel dieser Länder zu analysieren, doch nach dem Scheitern der Konferenz von Cancún meinte Außenministerin Lydie Polfer ungeniert in einem wox-Interview, die G21-Staaten könnten schliesslich nicht erwarten, dass wir Zugeständnisse machen und auf einen Abbau der EU-Subventionen für europäische Bauern bestehen, ohne selbst etwas anzubieten. Von einer Kritik an EU-Kommissar Lamy, dessen sture

Haltung und Anpassung an die USA weit gehend verantwortlich war für das Scheitern der Konferenz, war aus Luxemburger Politikermund auch nichts zu hören“. Souwäit dat Zitat vum Michel Pauly, stellvertretend fir aner Stëmmen, déi d'Regierungspolitik a Saache Welthandelspolitik kritiséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, well ech virun e puer Wochen hei op deser Plaz an engem Rapport detailléiert Stellung bezunn hat zu den Ursache vum Échec vu Cancún an dobäi och iwwert déi nei Verhandlungsstrategie vum Här Lamy a vun den USA geschwat hat, wëll ech dat hei net widderhuelen, ausser nach eng Kéier den Appel un d'Lëtzebuurger Regierung, datt se an der Europäesch Unioun nach méi däitlech wéi bis elo dofir misst antrieden, datt dem Här Lamy säi Mandat bei dese Verhandlungen am Welthandel vill méi prezis misst definéiert ginn.

Engersäits prezis definéiert, fir datt d'Europäesch Unioun endlech a schnellstens ophéiert, datt Exportsubventionen an Dumpingpräisser um Weltmarché am Agrarbereich déi Präisser um Weltmarché an de Keller dreien a vill Tiers-Monde-Bauern an de Ruin. An zweetens misst dem Här Lamy säi Verhandlungsmandat kloer ageschränkt ginn am Bereich vun de sou genannte Singapur-Themen, dat heescht de Froe vun den Investitionsregeln zu Gonschte vun de groussen transnationale Konzernern an zu Laaschte vun enger eegestänneger wirtschaftlecher Entwécklung an de Länner vum Süden.

Dréttens misst d'Europäesch Unioun och bereet sinn, fir zumindest e Moratoire ze akzeptéieren a Saache Liberaliséierung vun öffentleche Servicer an de Länner vum Tiers-Monde, zum Beispill wat de Problem vun der Waasserversuergung ubetrëfft. Dat war bis elo leider net de Fall, well d'Europäesch Unioun a grad d'Europäesch Unioun am Kader vun de GATS-Verhandlungen vill Länner vum Tiers-Monde opgefuerdert huet zum Beispill hir Waassermarché fir auslännesch Entrepreneuren opzemaachen, wouvu just e puer grouss Privatkonzerner à la Lyonnaise des Eaux, RWE, Suez an esou viru géife profitéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, 0,84% si gutt a luewenswäert. Mä et gëtt op där anerer Säit awer och de Problem vun der mangelnder Kohärenz vun de verschiddene Regierungspolitiken an hei steet Lëtzebuerg leider bäi wäitem net esou brillant do an dat werft insgesamt awer och e gewësse méi däischtere Schiet iwwert déi positiv quantitativ a gréisstendeels och positiv qualitativ Entwécklungspolitik, déi vum Ministère selwer, vu Lux-Development a vun den ONGen an de leschte Jore geleescht gouf an déi wierklech ënnerstëtzenswäert ass.

Dat gesot, wëll ech just nach kuerz op ee Problem hiweisen, dee vum Cercle des ONG opgeworf ginn ass, wou och schon e puer Virriedner drop higewisen hunn, a wou se an enger Motioun versicht hate sech an all Fraktiounen ze wenden, fir eng gemeinsam Motioun ze maachen. Et geet dobäi em d'Fuerderung fir am Kontext vu Projeten, fir hei am Land selwer méi fir d'Sensibiliséierung an d'Bewosstsäinsförderung an der Bevölkerung mä virun allem vun de Jonken ze maachen, fir dofir op d'mannst 1% vun der Aide publique au développement zur Verfügung ze stellen, fir hei zu Land op eis Verantwortung a Saachen Drétt Welt an a Saache Respekt vun engem Développement durable opmierksam ze maachen.

Wann ee munch Aussoen op der Strooss, grad och vu Jonken an Interviewen héiert - dat war nach gëschter Owend de Fall -, dann ass nach vill Onverständnis vun de globalen Zesummenhäng an et bleibt nach ganz villes ze maachen. Dofir d'Fuerderung vun 1% min-

destens fir déi Sensibiliséierung. Vum Prinzip hier menge mir, datt dat eng Fuerderung ass, déi richtig ass.

Mir ënnerstëtzen dat. Mir si bereet déi Motioun, déi an enger éischer Form bei eis virläit a wou mer 1% als Zuel virgesinn haten, zréckzeleeën, d'Fuerderung vun 1% also ewechfält a méi eng allgemeng Formulierung gewielt gëtt, eng Formulierung, déi virdru vum Här Calmes a senger Motioun presentéiert ginn ass. Mir si bereet déi Motioun ze ënnerstëtzen a se mat ze ënnerschreien.

Ech kommen zum Schluss. Entwécklungshëllef ass sécherlech eppes, wat e Land wéi Lëtzebuerg net méi aarm mécht. Och net déi 0,84% an och net den 1%, wa mer an déi Richtung géinge goen, maache Lëtzebuerg méi aarm, am Géigendeel, des Entwécklungshëllef ass absolut noutwendeg net nëmmen aus ethesche Grënn, aus moralesche Grënn, si ass noutwendeg fir deene Länner ze hëllefen aus hirer Aarmutt, aus hire Problemer erauszekommen.

A wann dat de Fall ass, wann et hinne geléngt d'Kéier ze huelen a wierklech aus dem Bulli erauszekommen, wéi een op Lëtzebuerg geschéif soen, da kann dat och nëmmen eis selwer profitéieren, well da wäeren déi Länner a Stand gesat mat enger eegestänneger Wirtschaft ze operéieren, an da wierklech och méi gläichberechtigt Handlungsbeziéunge mat de räiche Länner aus der Europäesch Unioun anzegoen, och mat eis, an da géif dat selbstverständlech alle Partner op alle Säiten, am Norden an am Süden, zegutt kommen, souwuel wat d'wirtschaftlech Entwécklung ubelaangt, d'Schaffung vun Aarbechtsplazen, de soziale Fortschreitt an esou virun. Gläichzäitig géif doduerch den Drock ewechfälen, deen de Moment besteet um Niveau vun der Immigration an um Niveau vun der Asylpolitik.

Et ass ganz kloer, datt d'Leit aus deene Länner fortlafen, ob dat aus politesche Grënn, wirtschaftleche Grënn oder soziale Grënn ass. Déi maachen dat net well onbedéngt de Klima zu Lëtzebuerg oder a Westeuropa hinne besser gefällt, neen, déi maachen et, well dohannen näischt ass, well se keng Liebenschancen do hunn. Dofir muss deene Länner gehollef ginn, datt se eng Entwécklung kënnen maachen, fir datt se an hirem eegene Land kënnen eng Zukunft fir sech selwer a fir hir Kanner fannen. Dofir kann d'Entwécklungspolitik e kleng Mosaiksteen, e wichtege Mosaiksteen sinn.

Dat geet allerdings net duer. Mir mengen, datt wierklech an allen europäesche Länner an och um europäeschen Niveau vill méi eng kohärent Politik misst gemaach ginn, eng Politik, déi net nëmmen op Entwécklungshëllef setzt, mä déi op e gerechten a fairen Handel insgesamt setzt. Wann dat géif geschéien, da géife mir op jidde Fall vill besser do stoen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président. - Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den Här Urbany.

■ M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dir Dammen an Dir Hären, et ass ëmmer schwéier d'Politik vun der Kooperatioun isoléiert ze kritiséieren, wéinstens wann een déi Berichter kuckt, déi driwwer geschriwwen sinn an déi och bis elo ni öffentlech a Fro gestallt gi sinn. Ech wëll hei soen, dass ech selbstverständlech déi Motioun ënnerstëtzen, déi virläit an d'Erhéijung vun der öffentlecher Entwécklungshëllef vun 0,8% elo op 1% vum geschafene Räichtum fuerdert.

Mä et ass nun eben esou, dass ee leider ëmmer manner d'Kooperationspolitik isoléiert ka kucken, well all Berichter halen et fest an de Minister seet et och offen a sengem Rapport vu gëschter Mëtteg, d'Mondialisierung, wéinstens an där Form wéi se gemaach ginn ass bis elo, huet de Gruef tëschent räichen an aarme Länner grosso modo nach verdéift, an et misst een derbäi soen, se huet och de Gruef verdéift an deene räiche Länner tëschent Aarm a Räich. D'Mëttele, déi weltwäit missten agesat ginn, fir den Aarmutt zréckzedrängen, gi bäi Wäitem net duer. Dat seet de Rapport ganz däitlech. Si gi besonnesch dann net duer, wann ee bedenkt, dass all déi wirtschaftlech Accorden an Décisiounen, déi gläichzäitig négociéiert a geholl gi weltwäit, regional an och op europäeschem Niveau, och mat Lëtzebuurger Bedeelegung, de Misère erëm hëllefe vergréisseren an dat Lach tëschent Aarm a Räich erëm hëllefe méi grouss maachen.

Bekanntlech hu mir am Juli 2002 hei an der Chamber den Accord vu Cotonou gestëmmt mat Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik. Ech hunn net fir dee Vertrag gestëmmt, Här President, well ech d'Ausriichtung vun deem Accord kritiséiert hunn, deen déi Länner schutzlos un d'Regele vun der Welthandelsorganisatioun bënnt an ausliewert, déi jo bekanntlech liberal Fräimaartsregele sinn.

Ech hunn och gëschter leider, mengen ech, als Eenzegem net d'Fräihandelsafkommen mat Südafrika gestëmmt, dat ganz genau an déiselwech Richtung geet, ob schon dat Land insgesamt net zu deenen ärmste Länner gehéiert, mä awer intern riseg sozial Diskrepanzen a batteren Aarmutt kennt.

Ech hunn haut de Mueren am UNO-Weltbericht iwwert d'menschlech Entwécklung fir d'Joer 2003 konnten noliessen zu wat fir desastreiese soziale Konsequenzen zum Beispill d'Privatisierung vun Waasser a Südafrika, an déi domat verbonnen Erhéijung vun Waasserpräis fir d'Stëit dohanne gefouert huet. Ech weess net, ob dat eng direkt Konsequenz vun deem Vertrag ass, dee mer gëschter hei gestëmmt hunn, mä op jidde Fall weist dat Beispill awer a mengen Aen zu wat fir enge Konsequenzen déi Entwécklungen do, déi d'Liberalisierung an d'Privatisierung zum Zil hunn, féiere kënnen.

De Bericht vun der Kooperatiounsminister geet net genuch op déi ekonomesch Aspekter an hirer ganzer Breet a Brisanz an, och wann ee muss soen, dass en Aspekt dovunner, an zwar dee vun dem landwirtschaftlechen Deel vun de Verhandlungen kuerz belicht. E mécht dat, andeem en zum Beispill betount, dass den Hauptproblem an der Agrarpolitik, an ech fannen dat ass eng bemierkenswäert Feststellung, bei der Deregulierung vun de Mäert läit. Et gëtt och an deem Bericht derfir plädéiert, fir d'Méiglecheit vu protektionistesch Moosnamen a vu geschützte Regionalmäert zum Beispill an den Entwécklungslänner, an d'Aen ze faassen. Ech hoffe just, dass Lëtzebuerg sech an deem Sënn wäert bei deenen internationale Verhandlungen asetzen.

Aner wichtege Froe vun deene Verhandlungen schneit de Bericht net un, déi awer mat enger ganzer Retsch vu ganz bedenklechen Aspekter ze dinn hunn. Déiselwech Aspekter sinn iwwregens och Géigestand an där aktueller Verhandlungsronn mat de Länner vum Vertrag vu Cotonou, deene sou genannten ACP-Länner, vun deenen ech virdru geschwat hunn. Et handelt sech virun allem em déi sou genannten nei Froen, och nach Singapore Issues genannt, déi de rechtliche Schutz vun de privaten Investitiounen a privaten Interessen iwwerall op der Welt wëllen organiséieren, den Ofbau vun de Services publics regelen an och dat generell Opmaache vun de Mäert, speziell vun de Mäert an

esou Beräicher wéi Waasser, Gesondheet oder Bildung.

Ech fannen, dass leider d'Interesse grad vun deenen ärmste Länner an deenen do Froe bei der Europäescher Kommissioun ganz schlecht opgehuewe sinn, well d'Kommissioun fuerdert weiderhin, dass déi Froe sollen diskutéiert ginn op allen Niveauen, ob schon 70 Memberlänner vun der Welthandelsorganisatioun formell an engem Brëif zu Cancún wësse geden hunn, dass si net bereet wäeren, Diskussiounen iwwert déi Sujeten ze féieren.

An engem Communiqué vun de lëtzebuergeschen ONGen, déi sech mat der Kooperatioun befaassen - ech mengen et war am November d'lescht Joer -, ginn déi sechs Strategie vun der Europäescher Unioun opgezielt, fir Drock op d'Entwécklungslänner am Besonneschen auszuüben, direkt an indirekt, duerch éischters d'Beaflossung vun den EU-Bäitrittscandidaten, zweetens duerch Drock op déi Länner, déi vun Hëllef vun der EU ofhänken, dréttens duerch Versprieche vun ekonomeschen Avantagen, besonnesch u gréisser Länner, déi an hire Géigenden erëm eng Kéier aner Länner kënnen beaflossen - genannt gëtt do iwwregens Südafrika -, véiertens politesch an ekonomesch Pressiounen, fénneftens Versprieche, dass géifen d'Scholden nogelooss ginn - wat jo besonnesch wirksam ass bei ganz aarme Länner -, a sechstens Aussiche vu Médiatoren, déi den EU-Länner nostinn.

Wéi gesot, et sinn net ech, deen dat seet, ech zitieren dat hei quasi aus engem Artikel vun deene Lëtzebuurger ONGen, déi zu Cancún vertrat waren a konnten op der Plaz beobachten. D'Kommissioun, offensichtlech mam Apui vun den europäesche Regierungen, versicht bei de Verhandlungen ganz speziell mat den ACP-Länner, net nëmme Verhandlungen an der OMC, an der Welthandelsorganisatioun, mä speziell mat den ACP-Länner, dat heescht haaptsächlech mat afrikaneschen aarme Länner, d'Interesse vun deene groussen europäesche Wirtschaftsgruppen duerchzusetzen.

Nodeem et wéinst dem Widerstand vu villen afrikaneschen Länner bis elo net méiglech war de Cotonou-Accord ze erweidern, gëtt elo verstärkt Gewiicht geluecht op sou genannt Accords de partenariat économique: „Les accords de partenariat économique visent des zones de libre échange où les économies faibles des pays les moins avancés seront confrontées sans protection particulière à la superpuissance économique et commerciale de l'Union européenne“, schreift de Cercle des ONG an engem Communiqué.

Här President, ech hunn an enger kierzlecher Matdeelung vum Grupp vun der Gauche unitaire européenne am Europaparlament konnte liessen, dass leschte Samsteden, de 14. Februar, zu Addis Abeba op der Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE mat grousser Majoritéit eng Motioun ugeholl ginn ass, déi vun den Delegierte vun den Entwécklungslänner grad esou wéi vun europäesche Lénken, Gréngen an engem Deel vun de Sozialiste gestëmmt ginn ass an déi freet, dass d'Europäesch Unioun drop verzichte soll Négociatiounen zu den elo grad genannte Singapore Issues weiderhin ze fuerderen an ze féieren.

En anerem Amendement vun der lénker Fraktioun am Europaparlament ass och ugeholl ginn, dee freet, dass aus deene Liberalisierungsdemanden, déi jo regelméisseg vun der Europäescher Unioun un d'Drétt-Welt-Länner ginn, sollten ausdrécklech d'Beräicher Gesondheet, Waasser a Bildung erausgeholl ginn. Dat ass eng ganz interessant Entwécklung, dass esou Anträge konnten op där Plaz majoritaire ugeholl ginn. Si huet just een



Hoken, an dat ass deen, dass de Vertrieder vun der Europäescher Volkspartei, där och d'CSV ugehéiert, ganz onzefridde war iwwert dee Vote, deen do majoritaire geholl ginn ass, a gedreet huet e Vote séparé ze froen no EU-Länner an no ACP-Länner, wat erëm eng Kéier déi Resolutioun zu Fall bruecht hätt. Dorobberhin hunn d'Entwécklungsänner proposéiert, dass déi Saachen, déi där Partei net gefalen, sollten aus deem Antrag erausgeholl ginn, obschonn déi Saache grad déi gewesch wieren, déi hinne ganz staark gehollef hätten an deene Verhandlung mat der Europäescher Unioun.

Ech mengen dofir, dass et esou lues Zäit gëtt, dass och an Europa sech eng breet Front vu Kräften opmécht fir déi Entwécklung vu Liberaliséierung a Privatiséierung, déi sech op allen Niveauen deet, ze bremsen an ze stoppen, an déi och an eise Länner déi Leit, déi schaffe ginn, mä och d'Benotzer vun de Services publics zum Beispill, déi Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen an esou weider, op eng ëmmer méi grave Aart a Weis an hiren aldeeglechen Aarbechts- a Liewenskonditiounen bedreet.

Ech wëll just nach ee Beispill gi wéi verschidde Kreesser ëmmer méi fuerdernd ginn an ëmmer méi wéle Saachen duerchsetzen, net nëmmen an den Entwécklungsänner mä och an eise Länner. Viru kuerzem huet d'FEDIL, d'Industriellevereenegung zu Lëtzebuerg, jo net de Culot gehat fir ze froen, et misst een emol eng Kéier d'Competitivitéit vun der Lëtzebuurger Wirtschaft vergläiche mat där vun asiatische Länner. Gemengt bei deem Verglach ass natierlech virun allem ouni Zweifel e Lounverglach an och e Verglach vun der sozialer Protektioun. Ech hunn nach keng Stellungnahm vun der Regierung héieren zu deem Communiqué vun der FEDIL. Vläch wäert och keng kommen! Et ass üblech ewell zu Lëtzebuerg wéi och an anere Länner, dass Vertrieder vun de Patronen, vun deene grouse Wirtschaftslobbyen, an esou weider, elo scho kandidéieren op Lëscht vu grouse Parteien. Dat beschte Beispill ass jo den Direkter vun der Bankevereenegung, deen op der Lëscht vun der CSV kandidéiert.

Ofschléissend wëll ech nach aus de Fuerderunge vum Cercle de coopération zu de Wahlen vom Juni 2004 e bëssen zitieren. Déi Fuerderunge si jo och schon ugeschnidde gi vu mengem Virriedner an ech fannen se och ganz interessant. De Karsaz schéngt mer folgenden ze sinn: „Es reicht nicht wenn Luxemburg sich im Bereich der Entwicklungshilfe besonders hervortut. Es ist unabdingbar, dass die gesamte Luxemburger Aussen- und Wirtschaftspolitik sich den Bedürfnissen der globalen nachhaltigen Entwicklungspolitik verpflichtet“. Gefuerdert gëtt dann eng massiv Entscholdung vun de Länner vun der Drëtter Welt no neie Kritären, a gefuerdert ginn och konkret Moosname géint Steuerhinterziehungen. Ech zitieren nach eng Kéier: „Steuerhinterziehungen, Kapitalflucht gegenüber einem Staat, dem die nötigen Mittel zu einer von innen wachsenden Entwicklung fehlen, ist ein Verbrechen. Der Luxemburger Finanzplatz und die von Luxemburg mitgestaltete Finanz- und internationale Steuerpolitik trägt zu dieser Steuerhinterziehung bei“.

Ech fannen, et wier emol eng Kéier interessant festzustellen, wéi den Impakt vun der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik am Verglach zu esou wirtschaftlechen Auswierkung wier.

A ganz zum Schluss, Här Präsident, wëll ech nach ee Wuert soen zur Lëtzebuurger Flüchtlingspolitik, déi och scho vun anere Säiten hei ugeschnidde ginn ass. Bei der Debatte vun Joer 2001, déi ech nogelies hunn, huet den André Hoffmann et en inacceptable Paradox genannt, an ech zitieren en, well

ech fannen dat ganz flott ausgedréckt: „...dass mer esou wéi eist Asylrecht am Moment do steet, beschtefalls deem Asyl ginn, deen a sengem Land seng politesch Meenung net ka veröffentlechen, awer deem net, deen a sengem Land erhéngert oder erdiischtert“.

An deem Zesammenhank wëll ech just soen, et wier e schwaachen Trouscht a mengen Ae fir déi menger Meenung no schlecht Flüchtlingspolitik vun der Regierung, wann als Kompensatioun dofir am Balkan, a verschiddene Länner, wou mer déi Leit elo heemschücken, géif Entwécklungshëllef, Geldleeschungen also, geleescht ginn, fir se da vläch erëm anere Länner, déi se och brächten, wéi Länner an Afrika oder a Südamerika, ewechzehuelen. Dat géif ech eng ganz schlecht Politik fannen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Urbany. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister Goerens, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt alle Virriedner merci soen iwwert déi interessant Diskussionsbeiträg, déi se gellwert hunn am Kader vun deser Debatte.

Déi Remarken, respektiv Suggestiounen a Froen dréinen em d'Beräicher Volume vun der Aide, de Choix vun den Zillänner, d'Sensibilisatiounscampagne, d'Relatioun mat Lux-Development, d'Dezentralisatiounsproblematik, de Rôle vun de Gemengen, d'Evaluatiounsproblematik, den humanitäre Beräich, d'Relatioun mat den ONGen, de Ciblage sectoriel, all déi Froen déi ronderëm de Beräich Institutiounen, Rapporté mat der Europäescher Unioun, der UNO, der internationaler Handelsagentur an esou weider, de Sida. Dat sinn och déi wesentlech Beräicher op déi ech kuerz wollt agoen.

Ech freeë mech, dass all d'Riedner ouni Ausnahm d'Zil à moyen terme vun 1% vun den öffentlechen Zouwendunge par rapport zum Revenu national brut ënnersträchen. Dat ass politesch immens wäertvoll, well esou hu mer d'Garantie, dass an där Zäit, déi eis bis den 13. Juni trennt, deen doten Acquis net dobaussen zerriet gëtt. Ech wëll lech dofir ausdrécklech alleguer merci soen. Dat do iwwerschnéit sech och mat der Perception, déi déi meescht Leit hei hunn, och wann et Onverständnis gëtt, wat ech zum Deel ka verstoen, well een, dee seng Aarbecht verluer huet oder dee sosswéi Problemer huet, schwätzt net vu Kooperatiounsproblematik, deen huet de Kapp an d'Häerz esou voller Problemer, dass en dee Moment net drop uspreechbar ass. Duerfir hunn ech gëscht zum Schluss vu menger Interventioun gesot, wann ee wëllt solidaresch sinn, da muss ee wëssen, dass dat net nëmme kann eng extern Solidaritéit sinn oder eng intern. Et ass souwuel dat eent wéi déi dat anert. Net dat eent oder dat anert. Et sinn déi zwee mateneen.

Mir mussen d'Kapassitéit hunn an der Lëtzebuurger Politik fir esouwuel Äntwerten ze ginn op déi Défiën, déi sech hei am Land a puncto Détresse stelle wéi och am Ausland, wëssend dass mer am Ausland manner Moyenen engagéieren an eis do orientéieren no deene Virgaben, déi schon an de 70er Jore vun der internationaler Communautéit acceptéiert goufen.

Wat de Choix vun de Pays cibles ubelaangt, do hunn eng Partie Virriedner, d'Madame Err, den Här Mosar, och den Här Henckes an aner, sech ganz intensiv domat ofginn. Ech hu keen neit Land identifizéiert, wëll ech ausdrécklech betounen an ech soen lech och firwat. Ech hunn och gemengt, et wier net opportun, well eng ganz

Partie Länner, déi mer als Zillänner féieren, eréischt viru ganz kuerzem dee Label kritt hunn, an et een net 1998 e Land eranhuelen an et 2002 erëm opginn. Entweder gëtt ee sech eng strategesch Dimensioun an der Démarche vun der Kooperatioun mat deem Land, an dann ass ee praktesch do engagéiert fir eng Rei vu Joren, déi jiddefalls iwwert den Zäitraum vun enger Legislaturperiod erausginn. Ech ginn dovunner aus, dass déi, déi d'Décisiounen virdru geholl hunn, fir déi Ziler ze identifizéieren, gutt inspiréiert waren. Ech hunn och kee Grond gehat, fir déi Entschéedungen a Fro ze stellen.

Néanmoins sinn eng Partie Länner, déi an der Tëschenzäit Fortschréiter gemaach hunn. Dozou gehéiert Namibien, dozou gehéiert de Salvador. Dat si Länner, déi kommen ëmmer méi no un dat erun, wat an der internationaler Terminologie heescht Pays à revenu intermédiaire. An deene Länner hu mer gemengt, et wär gutt, wa mer géifen eng Politik vum Phasing out maachen, progressiv eis zrëckzéien, andeems dass mer net méi d'Projeten zu 100% finanzéieren a charge vum Ministère des Affaires étrangères, mä dass mer do lues a lues erfoginn, an au fur et à mesure wéi mir eis Contributions financières zu deene Projeten zrëckschrauwen, invitéiere mer aner Länner fir hir Contributionen an d'Luucht ze hiewen.

Dat hu mer viru kuerzem och ënner der Matwirkung vum Paul Helminger an dem Ben Fayot an Namibien gemaach, wou mer eis natierlech inspiréiert hunn un der Situation inégalitaire an deem Land: E puer Leit, déi ganz räich sinn, déi dann och no baussen eng relativ héich Prosperitéit suggeréieren, déi awer an der Praxis um Terrain nëmme just an der Hauptstadt Windhoek begéint gëtt, par contre am Norden, wou de Gros vun de Leit wunnt, do fënnst een eng terribel Aarmutt vir. Dat, wat mer do maachen, huet am Fong zum Zil fir Namibien dozou ze bewegen, dass si selwer méi e groussen Effort maache fir intern Richessen ze redistribuéieren, dass déi sech net konzentréieren bei deenen, déi scho genuch hunn, respektiv ze vill, mä dass si selwer e gréisseren Effort maachen iwwert de Wee vun hirer Fiskalpolitik fir Suen duerch d'Statskeess ze drainéieren dohinner, wou se am néidegste gebraucht ginn.

Déiselwecht Politik hu mer och am Prinzip schon akzeptéiert kritt vun dem Salvador. Ech wollt lech just drun erënneren, dass déi Manéier, wéi mer elo an Namibien wëlle virgoen, en immensen Effet d'entraînement op d'intern Redistributioun huet. Mir wëllen eis elo progressiv all Joer em 5% désengagéieren, dass heescht no fénnef Joer hu mer 25% manner Contributione finanziéiert zu Gonschte vun Namibien wéi dat am Duerchschnéit vun deenen dräi leschte Joren de Fall war. En revanche muss Namibien all Joer 10% dropleeën. Am Ende des Tages bezuele mer also manner an d'Enveloppe, déi am Ganze vu Lëtzebuerg plus der Contribution vun Namibien op den Dësch geluecht gëtt an déi 50% méi héich ass, wéi dat, wat mer an deene leschten dräi Joer als Duerchschnéit haten. Dat hu mer och bei der OCDE erkläert während der Evaluatioun. An d'OCDE huet wëlls dat do als e Modell unzeerkennen an och virun ze propagéieren fir aner.

Ech si gefrot ginn, ob nach Länner an déi do Géigend kommen. D'Diskussioun huet virun zwee Joer gedréint iwwert d'Opportunitéit, ob een de Cap-Vert soll aus der Forderung eraushuelen. Eenzel Länner hunn d'Décisioun geholl fir sech aus dem Cap-Vert zrëckzéien. Elo héieren ech awer hei

widdersprécklech Messagen. Déi eng soen, et soll een d'Immigratioun vill méi enk un d'Kooperatioun ubannen, och doraus en Élément de conditionnalité maachen, de Choix vun eise Pays cible ganz staark ofhänke losse vun dem Degré de dépendance, dee mer feststellen a puncto Immigratioun vun deene Länner op Lëtzebuerg. Ech sinn der Meenung, dass een do awer soll extrem virsiichteg sinn. Déi eng soen, et soll een aus deene Länner, déi wierklech Fortschréiter gemaach hunn, sech lues a lues zrëckzéien. Dat géing heeschen, da misste mer d'Logik verfolgegen, déi Holland zum Beispill vis-à-vis vum Cap-Vert praktizéiert.

Or, elo ass de Cap-Vert e Land, mat deem mer ganz enk verbonne sinn, ënner anerem well een Deel vun hirer Diaspora sech hei zu Lëtzebuerg scho gutt agelieft huet. Et sinn och nach Leit, déi de Wunsch ausdrécke fir heihinner ze kommen. Wa mer eis elo zrëckzéien, dann amplifiéiere mer jo dee Mouvement, dee Flux migratoire vum Cap-Vert heihinner. Et ass awer net aus deene Grënn, dass mer do bleiwen. Et ass och aus deem Grond, wou mer do bleiwen, awer net nëmmen, wëll ech soen, well beim Cap-Vert kënnst nach spezifesch derbäi, dass et e Land ass, wat eng immens Fragilitéit huet wéinst senger staarker Dépendance alimentaire, déi 85% vun deem ass, wat op hirem eegene Marché gebraucht gëtt. Dernieft ass et ee Land, wat ugefaang huet immens Fortschréiter ze maachen a puncto Gouvernance, a puncto bonne conduite démocratique. Et wär also falsch fir dat Land elo à ce stade falen ze loossen, mat dem Risiko, dass een duerno eng Inversiou vun der aktueller Situatioun hätt. Aus deem Grond hale mer un deenen dräi Zillänner viru fest mat deene Restriktiounen, déi ech lech elo grad gesot hunn.

Eng Revisioun muss natierlech méiglech sinn. Et ass och evident, dass mer eis à terme aus Länner wéi Namibien an dem Salvador zrëckzéien. Menger Meenung ass et elo prematuréiert fir elo schon en Datum ze nennen. Mir sinn elo an der éischter Period vum Phasing out an au fur et à mesure wéi mer do gesinn, dass déi intern Redistributiounsmechanisme sech développéieren, kann een och méi wäit gesinn. Mir droen do also wesentlech duerch déi virsiichteg Politik zur Stabilisatioun vun der Situatioun an deene Länner selwer bäi.

Da wëll ech och op dem Här Mosar seng Remarken ze schwätze kommen, wat de Balkan ubelaangt. De Balkan ass zwar keen Zilland, mä de Balkan ass awer vum Volume hier absolut vergläichbar mat deenen Zouwendungen, déi mer am Duerchschnéit fir eis Zillänner opbréngen. Mir intervenéieren an de Beräicher Agriculture, notamment duerch de Financement vun enger Molkerei, och duerch de Financement vun engem Programm iwwert d'Gestion forestière am Montenegro.

Am Kosovo si mer am Spidolsberäich tätég. Mir hunn och um humanitäre Plang an enger éischter Phas do ganz vill gehollef, fir duerno an d'Rehabilitatioun an op d'Rekonstruktioun iwwerzegoen. Ënner anerem si mer amgaang d'Spidol vu Prizren de Moment ze rehabilitéieren. Wat d'Rekonstruktioun vun den Dierfer ubelaangt, do sinn déi Programmer de Moment ofgeschloss, a mir hunn och am Montenegro eng ganz Rei vu ganz kleng Projeten ënnerstëtzt, déi mer duerch d'Caritas respektiv d'Rout Kräiz am serbeschen Deel vu Sandjak ofwéckele gelooss hunn - zwou ONGen, déi och allen zwou e Büro an där Géigend hunn.

Elo kann ee gedeelter Meenung sinn, ob ee soll selektiv déi betreien, déi zrëckkommen, oder déi, déi do bleiwen. Mir hu gemengt, d'Fro géing sech net esou stellen. Si géing sech och esou stellen, mä et géing een awer net wäit kom-

men, wann ee sech an deene enke Carcan géif apresse loosse. An der Praxis ass et esou, dass, wann een nëmme just där enger Kategorie hëllef, déi diskriminatoresch, positiv diskriminatoresch, ass fir déi, déi Bénéficiaire si vun der Aide, a se gëtt als negativ Diskriminatioun emfonnt vis-à-vis vun deenen aneren, déi näischt kréien.

Dofir hu mer gemengt, et wär méi sennvoll, et géif ee carrément deene Gemengen, ënner anerem Berane - wat d'Käruertschaft ass an dem Sandjak, op jidde Fall am montenegreschen Deel -, et géif een deene Gemengen hëllef Programmer opstellen, déi souwuel deene Réfugiéien, déi zrëckkommen, hëllef wéi deenen, déi op der Plaz sinn. Dat, wat gutt ass fir déi eng, ass och gutt fir déi aner. Dat, wat gutt ass fir d'Stabilisatioun vun der Regioun, ass och gutt fir déi aner.

Dat, wat mer ni midd gi sinn ze betounen an ze stigmatiséieren, dass ass d'Faiblesse vum Engagement vun der internationaler Communautéit an där doter Géigend. Mir bedauern dat, well Lëtzebuerg mat ëmmerhin Zouwendunge vun 8 Milliarden Euro am Joer 2004 dee Misière do net alleguer eleng kann droen. Do muss och en zoliddan Engagement komme vun der Europäescher Unioun, dee muss nach weider ausgebaut ginn, an och déi complémentaire Aide vun deenen anere Länner sinn absolut wëllkomm.

D'Sensibilisatioun - Dir hutt mir eng Motioun hei presentéiert, déi d'Ënnerschrëften, mengen ech, dréit oder d'Accordé fënnst vu sämtleche Fraktiounen. Ech géif déi Motioun och unhuelen an och ënnersträchen, dass, an der Perspektiv gesinn, d'Efforté fir d'Sensibilisatioun an deene leschte Jore konsequent an d'Luucht gaang sinn. Sait 1998 ass se mat mindestens fénnef multipléiert ginn. Den eenzegen Aspekt, deen zrëckgaangen ass, dass ass dee vun der Sensibilisatiounslinn, déi de Ministère am Departement vun der Kooperatioun hat, déi ass d'est Joer erfogusat ginn op mai Wunsch, well ech an enger Period vu budgetärer Schwierigkeet wollt den Akzent leeën op d'Projeten, déi mer do-bausse realiséieren, engersäits, an dofir si mer 300.000 Euro an eiser Sensibilisatiounslinn erfogaangen, fir kënnen den ONGen anerersäits an och der Coopération bilatérale absolut Prioritéit ze ginn.

Mir hunn eis iwwregens iwwerall wéigedoen am Ministère, besonnesch bei den Dépenses courantes, a mir hunn och d'Sensibilisatioun mat erageholl, fir kënnen eben déi zwou Prioritéiten ze zerwéieren, déi ech elo grad ugeschnidde hunn.

D'Sensibilisatioun ass noutwendeg. Et geet jo och aus Ärer Motioun ervir, dass Dir lech bewosst sidd, dass besonnesch d'Tranche d'âge vu 15 bis 25 Joer muss vill méi intensiv bearbecht ginn, well do d'Launen och opgrond vun där Bewäertung, déi mer maache gelooss hunn, am gréisste sinn. Dofir ass et normal, dass een do muss méi e cibléierten Effort maachen, dass schéngt och vu kengem vu mengem Virriedner hei a Fro gestallt ginn ze sinn.

Wat d'Kooperatioun mat Lux-Development ubelaangt, do hunn och praktesch sämtlech Virriedner sech domat ofginn, den Här Mosar, den Här Henckes, d'Madame Err. Ech wëll prinzipiell dat hei soen: Mir waren an enger Situatioun, déi net agréabel war, well mir hunn eng Mise en demeure kritt vun der Kommissioun vu Bréissel. Déi Mise en demeure ass e béise Fanger, deen d'Kommissioun eis gemaach huet, well si gemengt huet, mir wieren net kohärent mat de Regele vum Marché unique. Dat si mer och net.

Mir hunn awer gemengt, mir wiere kohärent mat de Regele a mat de Prinzipien vun der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik. Elo kann een



net dat engt an dat anert zu gläicher Zäit sinn, a mir hu mat der Kommissioun Négociatiounen gefouert a gesot: „Lauschtert mol, mir kréien en décke Problem, wa mer elo all Formulatiounsprojet mussen ausschreiwen, dann hu mer zu Lëtzebuerg ausser Lux-Development praktesch keen, deen amstand ass déi ganz Gamme vu Projeten, déi mer als Ministère kënnen erausginn, ze formuléieren. Also hu mer en Intérêt drun, datt mer viru kënnen op d'Expertise vun enger spezialisierter Agence zielen.“ Aus deem Grond hu mer e Modus Vivendi fonnt a gesot: „Wann Dir scho mengt, mir wieren net kohärent mat de Marchés publics, well hei eng privat Gesellschaft, eng privat Sociétéit, déi awer no beim Stat ass, awer an Ären Aen net no genuch, da musse mer kucken, wéi mer déi Rapporten nei gestalten.“

Am Ende des Tages kouw dobäi eraus, datt mer Lux-Development praktesch musse betruuechte wéi wa se en „inhouse service“ wier. Mir wollten dat awer och net maachen op Käschte vun hirer Flexibilität, déi si selwer wellen an och brauche fir kënnen hir Aarbechte weiderzuentwéckelen, an dofir hu mer déi meescht Undeeler verstaatlecht. Lux-Development war schonn am Besëtz vum Stat. Si ass et elo nach méi. Et ass no bausse méi kloer veranschaulicht ginn. D'Lux-Development huet schonn de Monopol gehat virun. Mir kréien elo vun der Kommissioun hoffentlech an den nächsten Deeg dat unerkannt. Mir si jo elo schonn, wéi ech gëschter a mengen Ausféierung gesot hunn, amgaangen déi Konventioun, déi natierlech eréischt da rechtskräfteg ass, wa mer och den Accord vun der Kommissioun vu Bréissel hunn, provisoersch ze applizéieren. Ech gesi keen anere Wee, éierlech gesot, fir déi Flexibilität ze erhalen.

D'Madame Err huet nach d'Fro opgestallt vun de Kommissiounen. Ech sinn doriwwer offen. Fir mech ass dat, wat mer elo praktikéieren, keen Evangelium. Mir hu gemengt, et wier vläicht méi soupel, wa mer elo kënnent mat Kommissiounen fieren, déi sech orientéieren no deem wat d'Lux-Development brauch iwwer ee Joer. Mir kënnen dat periodesch upassen. Mir kéinten awer och op dee Wee goen, ech wëll dat nach eng Kéier iwwerpréife loosse. Toujours est-il, datt mer fir dese Wee den Accord fonnt hunn och vun der Inspection générale des finances, well gemengt ginn ass, dat wier awer dee gangbarste Wee, deen engersäits d'Impératif vum der Flexibilität an och d'Nécessitéit vun engem strikte Contrôle matenee konnt conciliéieren.

Wat d'Dezentralisatioun ubelaangt, dat heescht d'Ausstelle vum Ministère, bei der Entwécklung, gi mer net grad esou séier viru wéi mer dat eis virgeholl haten, well mer och do wollten am Ministère spueren, fir d'Prioritéit erëm eng Kéier de Programmer an de Projeten ze ginn an dofir dat do, wat och zum Deel zu de Frais de fonctionnement vum Stat gehéiert, an der Zäit e bëssen ze strecken. Mä mir sinn awer ëmmerhin an der Lag gewiescht fir 2003 de Büro vun Hanoi opzemaachen. Och do komme mer engem Wonsch vun der Madame Err entgéint, fir do Synergieeffekten ze siche mat den Ausstelle vu Lux-Development. Dat maache mer och mat hinnen zesammen. Ech mengen, datt ass och e gutt Beispill, wat eis inspiréiert fir déi aner Kooperatiounen, déi an deem Zesammenhang sech nach annonciéieren a puncto Dezentralisatioun.

Den Här Calmes huet gefrot, wéi et ass mat der Implicatioun vun de Gemengen. Ma gutt, kéint ech him äntwerten. Mir hu jo allerdéngs ëmmer mat de Gemengen, ech wëll net soen e schwierge Partner, mä d'Relatioun sinn net evident mat de Gemengen, well d'Gemengen am Fong keng ONGe sinn a well se net direkt kënnen Cofinanzementer

kréie vun eis. Dofir gëtt et eng Partie Gemengen, déi selwer eng ONG gegrennt hunn. De Cercle ass amgaangen den Agrément ze kréien, Madame Err.

#### (Interruption)

D'Gemengen ënnerstinn net menger Tutellé. A mir hu mat de Gemengen e Modus Vivendi fonnt, datt, wa si wëlle Projeten ënnerstëtzen, kënnen si iwwert de Wee vun enger ONG fieren. Et si jo Gemengen, déi ONGen suscitéiert hunn, d'Grënnung vun ONGen encouragéiert hunn, a wann d'Gemengen deenen ONGe wëlle Fonge ginn, déi mir am Ministère als Eegefonge vun ONGe kënnen betruuechten, da kréie se och Cofinanzementer. Wou e Wëllen ass, ass och e Wee, fir d'Gemenge matanzebannen. Mir sinn...

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ech mengen, den Här Innenminister schwätzt net oft genuch mam Kooperatiounsminister, soss géif e wëssen, wéi wichteg d'Kooperatioun och vun de Gemengen aus ass.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*. - Den Innenminister ass sech dees och bewusst. Den Innenminister muss natierlech och oppassen, datt d'Regele vun der Kontabilitéit vun de Gemenge respektéiert ginn. Ech mengen, hei ass e Kompromëss, dee valabel ass. Dir sidd jo Meeschter vun enger Gemeng, déi esou fonctionnéiert. Dir mengt net, datt mer Schwierigkeete mat lech hunn.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Mir hu keng Schwierigkeeten. Mä aner Gemengen, déi wëllten, kréie vum Innenminister gesot, si solle sech op zentral Missiounen konzentréieren. Mir mengen, dass d'Kooperatioun eng zentral Missioun vun de Gemengen ass.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*. - Mir hu jo fäerdeg bruecht zesammen, fir dat no bausse ze veranschaulichen. An et sinn iwwregens Buergermeeschteren hei an Ärer Partei, déi si gutt engagéiert op deem Wee, an och iwwer déi aner Parteien, mengen ech, kann ech mech nëmme belobend ausdrécken. Et ass ganz flott, datt ee gesäit, datt doduerch och d'Gemengen an de Rôle vun engem Multiplicateur erawuessen.

Wat d'Evaluatioun ubelaangt ass vu ganz ville Riedner de Wonsch ausgedréckt ginn, fir eis virun an nach méi op d'Pays cibles ze konzentréieren. Ech mengen, d'Evolution vun de Chifféré weist och an der Perspektiv, datt, jiddefalls wat de finanziellen Aspekt ubelaangt, dat sech och konkretiséiert.

D'Kohärenz vun de Politicken ass dee Beräich, deen doudsicher déi allerdéngssten an approfondéierten Diskussioun hei am Haus verdéngt. Ech mengen kënnen ze soen, datt mer eis éierlech beméien an alle Regierungsstellen op dee Wee ze goen. Mir hunn en Instrument, dat heescht Comité interministériel. Den Direkter vun der Kooperatioun rufft deen oft zesammen, an do ginn och praktesch sämtlech Aspekter vun der Politik diskutéiert. Et ass also net esou, wéi wann d'Vertrieder aus dem Gesundheitsministère, aus dem Ministère de l'Agriculture, aus alle Ministären net d'Méiglechkeet hätten en Abléck ze fannen an eis Aarbechten - ofgesinn dovunner, datt mer och am Regierungsrat zimmlech oft iwwert déi ganz Problematik schwätzen, déi kann ausgebaut ginn an och ausgebessert ginn. Dat réit och de Comité d'aide au développement eis.

Ech sinn net grad d'accord, wa gesot gëtt, mir hätten an der OMC zwou Haltungen iwwert déiselwecht Froen. Dat ass net grad richtig, well ech weess, datt d'Ma-

dame Polfer an hirem Discours direkt reagiert huet op eng Doléance, déi de President vun Benin op Lëtzebuerg presentéiere komm ass, notament iwwert d'Problematik vum Kotteng, fir d'Subventionen an de Vereenegte Staten an och an Europa ofzeschaffen. Si huet dat direkt an hir Ried agebaut. Ofgesinn dovunner, datt se och itérativement drop higewisen huet an hire Stellungnahmen als Minister vum Commerce extérieur, datt mer mussen aus Grënn vun der Kohärenz aus deenen OMC-Verhandlungen e Sommet du développement ze maachen.

A loosse mer awer och déi Resultater, déi awer reell sinn, net ënnert den Dësch kieren, well wann den Accès zu de Medikamenter, besonnesch zu de Génériques haut Realitéit ass, dann ass et, well et eis gelongen ass zu Doha en éischte Schrëtt ze ënnerhuele fir déi Obstacle ze eliminéieren. Et huet laang gedauert bis et a Kraaft getrueden ass, a mir hunn och intervenéiert an op allen Niveaue drop higewisen. Ëmmerhin ass et eis gelongen, fir déi do Obstacle aus der Welt ze raumen.

Wa mer iwwer Kohärenz vu Politicke schwätzen, ass dat natierlech eppes, wat am Ministère ugeet a wat bei deem Einzelnen ophält. Dofir hunn ech och déi Kritik zu der Lëtzebuurger Haltung, wat de Marché public ubelaangt, e bëssen exzessiv fonnt. Ech versti se awer. Well et ass net bekannt, datt am Moment eng Circulaire vum Ministère des Travaux publics erausgaangen ass, wou e sech u sämtlech Departementer, déi am Marché public kënnen aktiv ginn adresséiert - an ech wëll lech dorauer just e puer Sätz virlesen.

An där Circulaire steet zum Beispill dran - ech zitéieren: „Les administrations publiques doivent également donner l'exemple en achetant des produits respectueux de l'environnement et fabriqués dans des conditions respectant la dignité humaine.“ Weider heescht et méi wäit: „Un label du commerce équitable offre la garantie de non-discrimination, puisque tout acteur économique respectant certains critères peut apposer ce label sur ses produits.“ Domadder ass also en décke Obstacle aus der Welt geraumt ginn, fir rechtlech dem fairen Handel hei am Land entgéintzekommen.

Ech wollt lech dat just à toutes fins utiles soen. Dat hei ass eng Circulaire, déi de Moment wéi gesot déi eenzel Departementer virun hir Responsabilitéit stellt. Ech fannen, et ass och eng Äntwert op dat, wat beim Marchés-publics-Gesetz hei an der Chamber vun enger ganzer Partie Riedner gesot ginn ass.

Iwwert den humanitäre Beräich huet den Här Mosar mer e puer Froen gestallt, an huet och selwer e puer Kritären opgestallt, déi misste respektéiert gi bei engem Asaz. En huet zum Schluss och kritiséiert, datt déi humanitär Asätz oft iwwermediatiséiert ginn. Dat ass net ganz falsch, wann ee gesäit wat haut Agank fënnt an d'Noriichte vun aacht Auer owes. Dat sinn éischer humanitär Asätz wéi méi beharrlech Efforten, déi sech an der Zäit hincéien an déi näischt Spektakuläres u sech hunn. En zolidd Erdbebe gëtt méi mediatiséiert wéi de Bau vun engem Spidol, oder eng Preventiounscampagne géint de Sida. Esou ass et och mat deenen zwou Interventiounen, déi d'Lëtzebuurger gemaach hunn. Ech wollt awer soen, datt d'Linn vum Departement déi war, fir eis zréckzehalen a just déi Informatiounen weiderzeginn, déi hu misse sinn, an d'Leit, déi an deem Asaz waren, hunn natierlech kënnen hir Experienze dem Lëtzebuurger Public matdeelen, wat ech net esou exzessiv fannen, a wat ech normal fannen.

Wat elo d'Kritären ubelaangt. Dir hutt gesot, éischstens soll een net dans tous les cas de figure intervenéieren. Dee Kritär erfëlle mer. Mir hu bis elo zwee Asätz gemaach mat zwou Hondsstaffele bei Erdbeben. Do ass esouwuel beim Roude Kräiz wéi och bei der Protection civile e gudden Know-how, et si Leit do, si hunn Équipement, si kënnen och intervenéieren. Dat ass zweemol gemaach ginn, eng Kéier an Algerien an eng Kéier am Iran. Wa mer do allerdéngs een drëtten Kritär ugewannt hätten, nämlech fir dat am Kader vum Benelux ze maachen, da wäre mir net dohinner gaangen, well mir si méi rapid gewiescht wéi déi aner.

Mir hätte kënnen mat „BFast“ eppes ënnerhuelen. D'Hollänner waren iwwerhaupt net do. Mat Däitschland hu mer Diskussioune gehat, notament mam THW, Technisches Hilfswerk Deutschland. Och wa mer eis hätte wëlle mat deenen déplacéieren op Bam, da wiere mer net dohinner gaangen, well mir wollten dat nämlech mat der Protection civile maachen, an déi si sonndes owes um aacht Auer fortgefollt, zu engem Zäitpunkt wou d'UNO an den UNDAC op der Plaz gesot hunn, schéckt keng Hondsstaffele méi, well mir hunn der schonn ze vill hei.

Also, ech géif virschloen, mir sollen do pragmatisch virun den humanitäre Secteur entwéckelen. Mir sollen dat maache wou mer gutt dra sinn. Mir hunn elo e puer Acteuren. Dat ass wéi gesot d'Rout Kräiz, d'Caritas, dat ass och Air Rescue, déi bereet sinn hir Transportlogistik zur Verfügung ze stellen, ouni datt dat op d'Käschte geet vun deene Servicer, zu deene se sech hei am Land engagéiert hunn. Dat wëll ech ganz kloer ënnersträichen. Mir schléissen do näischt aus. Mir hunn der Protection civile den Optrag gi fir eis matzedeelen a wat fir enge Beräicher, datt si menge kënnen ze intervenéieren, a si hunn eis och eng Lëscht vun Équipement eraginn, déi se brauchen, an déi hu mer a charge vun engem Budgetskredit vum leschte Joer hinne kaaft. Et soll een op d'Potentialitéiten an deem doten Domän hiweisen, ouni awer d'Limiten ze vergiessen.

En zweeten Aspekt ass, fir déi Intervention humanitaire à plus long terme. Dat ass carrément Gestion civile des crises. Do hu mer am Prinzip Accordé fonnt mat dem Ministère de l'enseignement supérieur, mat der Madame Hennicot, fir e puer Bourssen ze offrierte fir Studenten, déi aus Pays cibles kommen. En revanche, fir déi Bourssé missten déi akzeptéieren, datt se hir Expérience zéng Joer laang hirem Land zur Verfügung stellen, respektiv enger UNO-Agentur, déi an der Gestion civile des crises tätig ass.

Déi zwee Elementer vu Conditionalitéit misse beméit ginn, soss ass et net ze rechtfäertegen, datt mer déi Suen iwwert de Budget vun der Kooperatioun ausginn.

Wat d'ONGen ubelaangt, hu mer der 76. Den Här Mosar mengt, et géif um Courage feele fir der e bësse manner draus ze maachen. Et feelt un der Bereitschaft fir der e bësse manner draus ze maachen, Här Mosar. Ech wollt dee Problem iwwerhaupt net upaken.

Meng Iddi ass déi - et ass méiglech, datt se falsch ass -, datt een et am ONG-Beräich mat 76 individuellen Acteuren ze dinn huet. Déi eng si grouss a professionell, déi aner schaffen op enger reng volontärer Basis. Fir déi, déi dee professionellen Touch net hunn, deen d'Kooperatioun erliichtert, hu mer e Bureau d'assistance technique gegrënnt. Mir hunn deen un de Cercle des ONG ugegiddert, a mir hunn der Assistance technique gesot, Dir hëlleft deene klengen ONGen hir Projeten esou ze finaliséieren, datt se relativ schnell duerch de Ministère kënnen behandelt ginn. Et besteet och d'Méiglechkeet, fir sech als kleng ONG

enger anerer unzeschléissen, et gi Regruppement. Et gëtt zum Beispill e Konsortium vun ONGen, déi zesammen en Accord-cadre maachen. Déi ginn dann zu 80% finanziéiert an net zu 85%. Dat schéngt och déi Gréisst ze si vu Cofinanzement fir d'Accord-cadren, déi sech an Zukunft wäert duerchsetzen, well mer och lies awer sécher u Limitéit stoussen.

Beim Cercle des ONG huet d'Madame Err bemängelt, datt en nach net den Agrément huet, mä et ass awer amgaangen ze geschéien. Ech sinn och frou wann dat fäerdeg ass. Da fällt déi Suerg ewech, déi Der hei expriméiert hutt, déi reell ass a mir sinn och frou wa mer do eng geregelt Situatioun hunn.

Iwwert de Ciblage sectoriel hutt Der eng Rei vun Ausserunge gemaach, déi an d'Richtung gi fir eis opzefuerdere méi ze maachen an där Hinsicht. Ech mengen, mir hunn e Kommunikationsproblem, well jiddefalls bei lech ass dat net alles ukomm, esou wéi mer et maachen. Ech sinn der Meinung, datt, wann et drëm geet fir d'Situatioun vun de Fraen ze verbesseren, een do muss eng strukturell an eng strategesch Approche hunn. Déi ass awer an alle Projete present, ob dat elo am Sida-Beräich ass, an der Alphabétisation fonctionnelle, Projeten, déi Dir nach selwer ugefaangen hutt, ob dat den Accès à l'eau ass. Elo kann ee soen, wat huet den Accès à l'eau mat de Fraen ze dinn? Mä vu datt d'Fraen déi sinn, déi am Fong d'Ekonomie gestalten an engem Stot, hu mer zum Beispill am Burkina Faso ginn, datt déi, déi Accès zum Waasser hunn, moies zwou Stonne méi Zäit hu fir sech mat hire Kanner ofzeginn. Dat ass am Fong e Fortschrëtt. Do kann een iwwert deen Emwee an engem d'Situatioun vun der Fra verbesseren.

Dir hat d'Méiglechkeet fir lech mat der Madame Obaid vum Fonds des Nations Unies pour les populations ze ënnerhalen. Mir hunn déi systematesch an de leschte Joren ënnerstézt, notament wéi se an déi Schwierigkeete komm sinn, bedéngt duerch den Ewechfall vun der Kontributioun vu 34 Milliounen Dollar, op déi den Här Henckes hei higewisen huet. Mir fannen et net richtig, datt d'Amerikaner aus fadenscheinege Grënn sech aus deem Finanzement erausgezunn hunn. Et ass inadmissibel, well dat wat de Fonds des Nations Unies pour les populations mécht, dat ass eng pertinent Hëllef. Et ass esou elementar, datt ee sech scho bal muss schummen, wann een eng Politik vum Retrait misst praktikéieren.

Accès aux soins de santé ass och direkt op d'Fraen axéiert, an deen Accord, dee mer mam Programme des Nations Unies pour le développement fonnt hunn elo viru kuerzem, fir de Ministère de l'Égalité des Chances am Afghanistan ze ënnerstëtzen. Et ass iwwregens den zweete grouse Projet, dee mer mat der UNO zesumme finanziéieren. Deen éischte war 2001, wou mer e Projet hate vu 4,5 Milliounen Dollar, notament fir Assistance prénatale an Assistance postnatale an en Début de planning familial bei den afghanesche Fraen ze förderen. Also, Dir erkennt awer aus enger Serie vun Aktiounen, datt mer déi Suerg droen, déi d'Madame Err hei geäussert huet.

Ech kommen zu deene leschte Punkten. Wat eis Relatiounen mat der Europäescher Union oder innerhalb der Europäescher Union ubelaangt, wëll ech just drun erënnere, datt mer en Intérêt drun hunn, datt déi zéng Länner, déi der Europäescher Union ab 1. Dee formal bäitrieden, och hir Responsabilitéit en matière de développement huelen. Mir wëssen awer, datt aacht vun deene Länner enorm Schwierigkeeten hunn, fir selwer hir sozial Problemer ze meeschteren. Et gëtt e ganz héijen Taux de précarité an deene meeschte vun deene Länner. Et ass och net erkennbar, datt déi eenzel iwwer 0,7



Promill à terme erausgi vun öffentlechen Zouwendunge par rapport zum Revenu national brut fir d'Entwécklungshëllef.

D'Madame Err huet de CAD ugeschneidden, de Comité d'Aide au Développement vun der OCDE, a gemengt, mir missten d'Effektivitéit am Ministère erhéijen. Ech weess dat, mä et feelt vir an hannen u Leit. Ech mengen awer, mir hätten eis esou organiséiert, datt mir dee Volume vun Aarbecht, dee mer kréien, op eng relativ rasonnabel Manéier hikeréien. Ech soen och menges Mataarbechter merci, datt jidderee méi schafft, wéi normalerweis eng 40-Stonnewoch ka vun hinne verlaangen. Vill sinn der samschdes do an owes sinn nach dacks Sitzunge bis siwen, aacht Auer. Dir kennt dat och aus Är Praxis. Mir hunn en Numerus clausus null dést Joer. Mat Ausnahm vum der Police an der Éducation, sinn alleguer déi aner Beräicher forcéiert gi mat deenen Effektivitéit auszukommen, déi se hunn.

Ech wëll lech och direkt äntwerten op Är Motioun, fir en Audit ze maache vum Departement vun der Kooperatioun. Do wëll ech drun erënneren, dass mer amgaang sinn d'Présidence vun 2005 virzubereeden. Ech gesi wierklech mam beschte Wëllen net an, wéi mir elo nach kënnen à ce stade de Ministère belaaichte mat engem Audit. D'Fuerderung ass berechtigt, mä et soll een dat duerno maachen. Dir hutt och net prezis drageschriwwé wéini dat misst gemaach ginn, mä ech mengen, et misst een no der Présidence déi Fro attackéieren. Ob et d'Form vun engem Audit hält oder wéi, dat muss ech awer och nach mat menger Kollegin am Ministère selwer ofschwätzen. Et ass jo net nëmme just den Departement vun der Kooperatioun, deen engagéiert ass, mä déi aner Direktiounen hu jo och domat ze dinn. Dofir géing ech déi Motioun haut net wëllen unhuelen.

D'Programmes indicatifs de coopération, do gëtt begréisst, dass mer déi verallgemengeren. Deen eenzegen, deen nach net ausgehandelt ass, ass dee mat Namibien, an dat aus deene Grënn, déi ech lech gesot hunn.

Sida: Do ginn ech gefrot vum Här Henckes wéi eis Politik, wéi eis Konzepter do sinn. Do soe mir am Prinzip, mir refuséiere fir et an enger Formule réductrice unzegoen, déi Preventioun oder Therapie heescht. Déi zwee gehéieren zesammen, oder sot mir, wou den Intérêt ass vun enger Persoun fir en Aidstest ze maachen an engem Land, wou et keen Espoir de thérapie gëtt. Däerf ech drun erënneren, dass wann et keen Espoir de thérapie gëtt, de positiven Aidstest dann engem Doudesuerteel gläichzestellen ass. Wien huet en Intérêt fir en Test maachen ze goen, wann e weess, dass et iwwerhaupt net dee geringste Schän vum Hoffnung gëtt, fir gehollef ze kréien? Dofir si mir der Meinung, dass et arrogant wär, fir nëmme just d'Preventioun ze präconiséieren an net aktiv ze ginn an der Therapie. Et fänkt un eng al Leier ze ginn.

ESTHER: Ech hunn lech et schon honnertmol gesot, dat ass e Réseau vu Spideeler aus dem Norden an dem Süden, wou d'Spideeler d'zentral Acteure sinn, fir den Accès zu den Traitementen ze facilitéieren.

Mir wollten déi véier Länner, déi schon d'Konventioun ESTHER, „ensemble pour la solidarité thérapeutique hospitalière en réseau“ ënnerschriwwen hunn, beleneebriengen an déi Initiativ och nach erweideren op aner Länner. Däitschland an d'Belch ënner aneren hunn hiren Intérêt gewisen. Bei Éisträich sinn Hoffnung berechtigt, dass se och där Struktur bäitrieden. Mat Schweden a Groussbritannien hate mir Gespréicher. Ech hoffen, dass d'Europäesch Union iergendwann an deem ganze Gebahren hir Responsabilitéit iwwerhëlt, soss sinn allegueren déi Gespréicher, déi mer féieren

iwwert d'Initiativ „three by five“, dat heescht 3 Milliounen Aidspatienten Accès ze ginn zu den Antirétroviraux am Joer 2005, just eidel Phrasen.

Wa mer et also eescht menge mat där Initiativ, da muss mer a puncto Accès zu den Traitementen an de Medikamenten er déck Stéck virkommen. An dofir, Här Henckes, ënnerstézt mer den Dépistage, dofir hu mir Laboratoire, och Laboratoire fir d'Charge virale am Blut feststellen, fir herno kënnen d'Therapie festzeleeën, fir kënnen ze determinéieren wéi engem Moment un d'Patiente mussen Accès kréien zu den Antirétroviraux. Et muss ee wëssen, dass déi zu prezisen Zäiten an an determinéierten Dosen administréiert ginn. Dat ass alles net einfach.

Mir mengen awer, mir hätten eng Formule am Ruanda au point, déi sech weise léisst. Et ass och eng Lëtzebuergerin, déi op der Plaz de Projet zesumme mat de ruandeschen Autoritéite a mat Vertrieeder vum Centre hospitalier vu Lëtzebuerg betreit, an anerersäits ass eng Kooperatioun mam Centre hospitalier vun Ettelbréck amgaang sech zu Rwamagana ze verwierklechen. Dee Projet ass méi wäit zréck, well mer do am Ufank praktesch keng Dokteren haten an d'Infrastrukturen hu missen à niveau gesat ginn.

Ofschléissend, Här President, soen ech sämtleche Vertrieeder merci, déi sech hei geäussert hunn, wann och kritesch. Emmerhin hunn ech léiwer een dee kritesch matdenkt a kritesch hannerfreet, wat an der Kooperatioun geschitt, well mat Kopfnicker alleng komme mir hei net virun. D'Kooperatiounspolitik ass eng, déi sech muss op Schrack an Tratt kënnen bewähren. Se muss waméiglech ouni Pannen, souwuel um Niveau vun den ONGe wéi och am Ministère auskommen. Wann eng kleng Panne géng virkommen am Beräich Finanzement a se géif reguléiert ginn, da wär dat eng Preuve, dass de System, dass de Contrôle funktionéiert. D'Kontrolle si multipel. Intern am Ministère gëtt sech beméit, fir ze kucken, dass d'Kierch am Duerf bleift. Et ginn Audite gemaach, souwuel bei den ONGe wéi och bei de bilaterale Programmer. D'OCDE kontrolléiert eis. D'Cour des Comptes kontrolléiert eis. Dir kontrolléiert eis, an d'Leit dobaussen hu selbsterständlech d'Recht fir transparent Informatiounen ze kréien.

Et ass nach zum Schluss relevéiert ginn, dass mer eis net dierfen zum Complice maache vun der Steierflucht vun Entwécklungslänner op eis Plaz. Ech erënneren do un all déi Efforten, déi gemaach ginn a puncto „lutte contre les crimes organisés“ zu deenen och déi organiséiert Steierflucht gehéiert. Et ginn, souwuel um Niveau vun den Acteure wéi um Niveau vun der Regierung, Efforte gemaach fir deem lwwel bäizekommen.

Et ass e ganz staarkt Bekenntnis vun der Chamber gemaach ginn zum Multilateralismus. Ech kann dat nëmme begréissen. Wann och net dat erauskomm ass zu Johannesburg, wat mir eis alleguerde gewënnscht haten, dann ass dat drop zréckzeféiere, dass eenzel grouss Acteuren net wollten hir Responsabilitéit iwwerhuelen. Emmerhin ass et awer fäerdeg bruecht ginn, dass um Niveau vun der UNO sech ka viru begéint ginn, an dass do besonnesch déi kleng Acteuren eng gréisser Kohärenz an hirer Démarche kréien duerch déi Analysen, déi um Niveau vun Programme des Nations Unies gemaach ginn, fir dës an hir lwwerleeungen afléissen ze loossen.

Dem Här Urbany wëll ech soen, dass mer iwwer villes mussen nodenken, villes vläicht mussen iwwerdenken, mä no deene véier Joer wou ech d'Veantwortung an deem Beräich droen, mengen ech awer kënnen ze soen, dass d'Lëtzebuerg Kooperatiounspolitik, wéi se vun den 80er Joren u gemaach ginn ass bis haut, awer

wierklech déi Kooperatiounspolitik ass an der Europäesch Union, déi mat deenen allermannst Hannergedanken auskënn. Ech géing souguer soen, „elle est dépourvue de toute arrière-pensée“.

Et si souguer Leit, déi eis Blauäugigkeit virwerfen, well mir net op Schratt an Tratt „éléments de conditionnalité“ an déi Politik abauen. Mir wär et och léiwer, mir kéinten einfach spontan intervenéieren ouni missten ze erklären, firwat dass mir et maachen. Leider kënn een ouni Recours op méi utilitaristesche Formelen net aus. Wann een de Leit bis erkläert kritt, dass dat, wat mir maachen, an hirem ureegensten Interesse ass, well se op laang Siicht „en termes de stabilité“ dat erëmkreien, wat se kuerzfristeg „en termes de dépenses budgétaires“ erausginn, dann ass d'Akzeptanz méi grouss wéi wann een déi Explikatiounen net ka liwweren.

Dat gesot wollt ech lech merci soe fir Är laang Gedold an Är héichgeschätzten Attentionen.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir hunn nach verschidde Motiounen virleien. D'Motioun 1 ass vun der Madame Lydie Err déposiert ginn.

#### Motion 1

Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen?

#### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn a mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

#### Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 31 Nee-Stëmme, 19 Jo-Stëmme a 7 Enthaltungen.

**Ont voté oui:** MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Lydie Err) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);  
M. Serge Urbany.

**Ont voté non:** Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes (par M. Théo Stendebach), Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber, Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

**Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Simone Beissel), Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch) et John Schummer.**

**Se sont abstenus:** MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

#### Motion 2

Mir kommen zur Motioun 2, déi ebenfals vun der Mme Err abruucht ginn ass.

#### Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 34 Nee-Stëmme bei 24 Jo-Stëmme.

**Ont voté oui:** MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jos Scheuer) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

**Ont voté non:** Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes (par M. Théo Stendebach), Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Marcel Sauber, Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

**Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Emile Calmes), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Paul Helminger) et John Schummer;**

M. Serge Urbany.

#### Motion 4

Wat d'Motioun 3 ubelaangt, esou ass déi vun der Madame Err zéckgezu ginn. Déi Motioun ass ersat ginn duerch eng Motioun 4 vum Här Emile Calmes, déi vu sämtleche Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Ennerschriwwen hunn dës Motioun: d'Madame Lydie Err, souwéi d'Hären Henckes, Huss a Mosar. Den Här Minister huet gesot, e kéint déi Motioun unhuelen.

Sidd Der d'accord, fir mat Main levée ofzestëmme?

#### (Assentiment)

#### Vote

Wie fir d'Motioun 4 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 4 ass eestëmmeg uegoholl.

Mir si mam Débat iwwert d'Kooperatioun an d'Action humanitaire um Enn, hunn awer nach eng Resolution vun där grénger Fraktioun virleien, wou eng Commission spéciale „Aviation civile“ gefrot gëtt. Zu där Resolution huet den Här Gira d'Wuert gefrot. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

## 4. Résolution de M. Camille Gira relative à la mise en place d'une commission spéciale „Aviation civile“

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Publikatioun vum technesche Rapport iwwert d'Luxair-Accident iwwerschloen d'Evenementer sech.

All Woch, all Dag geschwënn, jo bal all Stonn kommen nei Elementer op den Dësch, a wat méi Elementer um Dësch sinn, wat d'Situation méi onkloer gëtt. Et ginn och Appel a Bire matenee verglach, den technesche Rapport mat deem juristeschen, de Kollektivvertrag mat den Entloossungen, an d'Responsabilitéit vun der Direktioun vun der Luxair mat deene vum Transportministère.

Déi Gréng sinn der Meinung, Här President, dass et héich Zäit gëtt, dass d'Parlament sech endlech mat deem Dossier befaasst, dass et héich Zäit gëtt, dass en neutralen Acteur, ech betounen en neutralen Acteur, deen eiser Meinung no d'Parlament ass, an deem Dossier derfir suergt, dass d'Kaarten allegueren endlech op den Dësch kommen, en Acteur, deen et fäerdeg bréngt déi politesch Responsabilitéit festzeleeën, wann der festzeleeë sinn, a mir sinn der Meinung, dass der eng Rei do sinn, awer virun allem, Här President, déi néideg politesch Konsequenzen a Recommendationen fir d'Zukunft erauszuschliessen an esou engem sensibele Secteur am Intérêt vun der Luxair selwer, am Intérêt awer och vum Image vu Lëtzebuerg dobaussen, mä virun allem am Intérêt vun de Passagéier an den Equipagen, déi an der Aviation civile zu Lëtzebuerg evoluéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 6. November 2002 ass e Pilot mat 100 duerch eng rout Luucht gefuer, an déi Froen, déi mir als Parlament musse stellen, si folgend:

- Hat deemools den Transportministère genuch Poliziste fir opzepasst, dass keen duerch Rout géif fueren?

- Hate mir deemools genuch Polizisten, fir ze kontrolléieren, ob déi Leit hannert dem Steier déi néideg Qualifikatiounen a Lizenzen haten?

- Hu mer haut, Här President, genuch Polizisten, fir dee staark expandéierende Secteur seriö ze iwwerwaachen, ze kontrolléieren a fir eng Sécherheetskultur am ganze Secteur ze suergen?

- Wéi vill Polizisten a Radare wëllen déi bereet stellen, déi de Findel nach weider wëllen ausbauen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Luxair-Accident ass als eng national Tragédie duergestallt ginn, da mengen ech, muss mer awer och déi richtig an néideg Konsequenzen aus dëser Tragédie zéien. Mir sinn der Meinung, dass dëst Parlament kann dozou bäidroen, an dass et soll a muss seng Roll iwwerhuele fir déi richtig politesch Léieren aus dëser nationaler Tragédie ze zéien. Mir sinn awer dann och der Meinung, dass mer eis mussen déi néideg Moyene ginn, fir ze deem dote Resultat ze kommen. Mir sinn zur lwwerzeugung kumm, vu d'Komplexitéit vun deem Dossier, vu den Ordre du jour chargé vum der Economie-, Energie- an Transportkommission, wann ee kuckt, wat déi nach fir e Programm huet bis d'Wahlen, dass et nëmme ee Moyaen ka ginn, nämlech deen, dass mer eng Spezialkommission mat deem komplexen Dossier befaassen a kucken esou séier wéi méiglech zu Konkusiounen ze kommen. Dat wéi gesot am Intérêt vun alle concernéierten Acteuren.

Mir sinn der Meinung, dass um Niveau vun der Luxair schon eng Rei Léieren aus dëser Tragédie gezu gi sinn, an ech géing lech bidden, Här President, an lech allegueren, Kolleginnen a Kollegen, dass mir dës Spezialkommission géngen asetzen, fir dass och mir als Parlament an d'Politik déi richtig Léieren aus dëser Tragédie zéien.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Ech hu bis elo zwou Wuertmeldungen. Den Här Jean-Paul Rippinger an den Här Weiler. Den Här Krecké mell sech och nach. Här Rippinger, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn, kann ech mer virstellen, mat eise Kollege vum der grénger Fraktioun, an ech kënn mer esouguer och virstelle mat sämtlechen Deputéierten hei aus dem Parlament der Meinung, dass...



**(Interruption)**

...an deen Dossier do Transparenz soll kommen, an dass en neutralen Acteur muss do si wéi d'Chamber, fir sech ëm deen Dossier ze këmmen. Et ass am Intérêt vun eiser nationaler Fluggesellschaft. Et ass och den Intérêt an d'Sécherheet vun all deenen, déi mat der Luxair fléien.

Ech muss allerdéngs och soen, dass d'Démarche vun de Grénge fir eng Spezialkommissioun an der Chamber an d'Liewen ze ruffen, e politeschen a wahlaktische Manöver 116 Deeg virun de Wahlen ass. Mir sinn nämlech en pleine période suspecte, fir genau esou eng Kommissioun an d'Liewen ze ruffen.

**(Interruption)**

Mir sinn eis alleguerten, an ech ré-pétéieren dat, mir sinn do net aneschters wéi och aner Kollegen hei, mir sinn eis an der Zilsetzung eens. Mir wëllen eent an datselwecht, mir wëlle Kloerheet an Transparenz an den Dossier kréien, a mir wëlle virun allem awer och Rou an d'Entreprise kréien. Ech mengen, déi brauch dat, fir kënnen am Intérêt vun der Sécherheet vun hire Fluggäste ze fléien, an awer och fir dee ganze Froekomplex, dee sech elo gestallt huet, ze léisen.

Ech sinn der Meenung, dass mir dat net mat enger Commission spéciale solle maachen, well mir eng Kommissioun hunn, wat d'Transportkommissioun ass, déi momentan mat deem Dossier befasst ass. Ech hat de Moien ee vu menge Kollegen aus der Fraktioun do remplacéiert. De Minister war do. En huet voll a ganz Transparenz spille gelooss. De Minister huet och gesot, e géing der Chamber all Dokument, all Rapport, alles wat nëmme méiglech ass, zur Verfügung stellen, wou d'Chamber Asiicht kritt, a wou d'Chamber Kommunikatioun kritt. En huet och gesot, dass hie selwer all Fro géing beantwären an zu all Moment an déi Kommissioun, also an d'Transportkommissioun, géing kommen, fir der Chamber an den Deputéierte Ried an Antwort ze stoen. En huet och gesot, e géing zum Beispill Leit vun der Aviation civile an esou virun, wann dat géing gefrot ginn, matbréngen.

Eppes ganz Wichtiges daerf een awer net verkennen, dat ass, dass an deem Dossier d'Conférence des Présidents schonn eng Kéier diskutéiert huet a mer der Meenung waren, dass no dem Dépôt vun dem Rapport, dee virdu vun Här Gira hei ugesprach ginn ass, an op Demande vun der Associatioun vun de Piloten, mer der Meenung waren, a souguer der Transportkommissioun virgeschloen hunn, si sollen déi Piloten héieren, net iwwer d'Licenciement, well dat eng intern Affär ass vun där Entreprise an déi d'Chamber sech net anzeméschen huet, wou eventuell herno och d'Gerichter mussen doriwier befannen, mä iwwer de Rapport, well d'Associatioun vun de Piloten gesot huet, si géife gären zu deem Rapport Stellung huelen. Si hu schonn en éischten Deelrapport eraginn an hunn dem President vun der Transportkommissioun gesot, si géingen och nach en zweeten Deel verfaassen, dee se och géingen der Kommissioun zur Verfügung stellen, fir da vun der zoustänneger Kommissioun gehéiert ze ginn.

Mir hunn awer och gesot an der Conférencé des Présidents, dass fir net esäiteg ze sinn, och d'Direktioun vun der Luxair da soll geruff ginn, fir och zu deem Rapport Stellung ze huelen. A wann et dann noutwendeg ass, an et missten nach aner Leit geruff ginn, da läit dat am Ermiesse vun der Transportkommissioun. Mir hunn do absolut kee Problem. Ech gesi just net an, dass zu deem Zäitpunkt soll eng aner Kommissioun wéi d'Transportkommissioun, an där eigentlech Spezialiste setzen, well et si jo all déi Deputéiert, et si jo keng aner, kann ech mir virstellen, déi an der Commission spéciale wäere wéi déi,

déi an der Kommissioun vum Transport sinn, well dat si jo Spezialisten, déi vum Transport eppes kennen, dofir hu se sech jo gemellt fir an där Kommissioun ze délibéréieren. Dass et e komplexen Dossier ass: Also fir déi Deputéiert, déi an der Spezialkommissioun wäeren, ass en net méi komplex wéi fir déi, déi an der Transportkommissioun sinn.

Dat lescht Argument war, déi Kommissioun hätt vill Aarbecht. Ech si frou, dass gesot gëtt, Dir hätt vill Aarbecht. Dat ass en Zeechen, dass dës Regierung vill schafft. Dat hënnert dës Kommissioun awer net, esou oft wéi méiglech zesammenzokommen. Dat Engagement hu mer geholl. De Minister huet d'Engagement geholl, esou oft an déi Kommissioun ze komme wéi e geruff gëtt. Ech gesinn also zu deem Zäitpunkt net an, firwat dass eng aner Kommissioun wéi déi zoustänneg Kommissioun vun der Chamber soll mat deem Dossier beoptraagt ginn an déi zoustänneg Kommissioun net hir Aarbechte viruféiere soll wéi dat bis elo de Fall war. Dofir kënne mir als Fraktioun net mat enger Commission spéciale d'accord sinn.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - En zweete Fanger, deen ech gesinn hunn, war dee vun Här Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, de Jean-Paul Rippinger huet elo kloer an däitlech gesot ëm wat et hei geet a firwat mer eng gewëssen Attitud anhuelen. En huet och d'Argumenter dofir opgezielt.

Un der Zilsetzung si mir eis alleguerten eens. Jidderee wëllt eng lückenlos Opklärung, jidderee wëllt Transparenz a jidderee wëllt gegebenenfalls, wann dat noutwenneg ass, Recommandatioune maachen.

Dass d'Chamber en neutralen Acteur an dëser Affär ass, ka sinn a soll sinn, dat ass sécher, mä mir sollen dat op eng responsabel Aart a Weis maachen. Ech muss ganz éierlech soen, ob mir dat elo am Kader vun enger Transportkommissioun oder vun enger Spezialkommissioun maachen, d'Differenz gesinn ech hei net an.

De Jean-Paul Rippinger huet elo just gesot, et sinn an der Transportkommissioun Spezialisten dran, déi sech zënter Méint mat deem komplexen Dossier ofginn, déi deen Dossier kennen. Wa mir eng Spezialkommissioun maachen, wie schécke mir dann an déi Spezialkommissioun. Mir kënne jo nëmme praktesch déiselwecht Leit doranner schécke wéi déi, déi de Moment an der Transportkommissioun sinn. Ech gesi bei mir an der Fraktioun keng aner Leit, déi ech kéint an eng nei Kommissioun schécke wéi déi, déi de Moment an der Transportkommissioun sinn. A wann da sollt e Grupp heibanne sinn, dee mengt, en hätt nach e supplementäre Spezialist, dee gutt an esou enger Kommissioun wär, mä da brauch nëmme ee Member vun der Kommissioun remplacéiert ze ginn, dann ass dee supplementäre Spezialist dran.

Déicemment gesinn ech wierklech net, dass déi Demande hei och nëmme ee Millimeter kéint un eiser Intentioun änneren, fir an deem Dossier virunzokommen, an et och kee praktesche Mehrwärt huet, wa mir eis elo en neien Numm ginn an en fait fuere mir mat deeneselwechte Leit weider.

Loosse mer eis Aarbecht maachen. Loosse mer se do maachen, wou mer se ugefaangen hunn. Loosse mer de Minister héieren. Loosse mer all déi Leit héieren, wou mir eis driwwer eens waren, an da maache mir eng zolidd an eng seriö Aarbecht. Mech interesséiert den Numm net, de Moment ass et d'Transportkommissioun. Déi Leit, déi do dra sinn, déi kennen den Dossier. Loosse mer déi hir Aarbecht maachen.

Dofir an aus deene Grënn, déi mäi Kollege gesot huet, si mir net d'accord fir déi Proposition unzehuelen.

**M. le Président.** - Den Här Krecké huet d'Wuert.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, den Exposé vun Här Gira kann ee gréissten-deels deelen, wa mir och Punkten hunn, dat wëll ech ënnersträichen, wou mir net grad senger an och net grad senger Partei hirer Meenung sinn, mä ech mengen dat géing jo den Débat weisen zu deem Zäitpunkt.

Mir bedauere grad wéi de Gros vun de Leit heibannen déi Entwécklung, déi sech gemaach huet, well déi huet net dozou bäigedroen, dass d'Vertraue méi grouss gëtt an déi Gesellschaft, déi awer, mengen ech, jiddferengem vun eis um Häerz läit, dofir hu mir schonn Intérêt, dass esou schnell wéi méiglech Kloerheet kënnt.

Woumat mir eis haaptsächlech mussen ofginn ass e bëssen ze kucken, wat déi Statsvertrieder u sech gesot hunn, wat d'Division de l'aviation civile fir eng Roll gespillt huet. Ech ginn dovun aus, dass dat den Hauptpunkt ass, dee soll gekuckt ginn.

Ech hätt u sech kee Problem mat der Démarche vun de Majoritéitsparteien, mä ech muss soen, hir Virgeschicht ass net grad gutt. An der Conférencé des Présidents, déi den Här Rippinger ernimmt huet, wann een do zréckblidert, Här Rippinger, da waart Dir éischer retizent deemools scho fir iwwerhaapt d'Piloten ze héieren.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Dir wësst dass ech retizent war, fir dass déi Leit, déi entlooss gi sinn, a vun deene loung d'Demande vir, sollte kommen. An dunn huet dat sech jo emgedréint an et ass eng Demande formelle komm vun der Associatioun. Du war ech d'accord.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Ech hu jo gesot, Dir waart e bësse retizent.

**(Interruption)**

Jo, Dir hat d'Kéier e bëssen anescht geholl, Här Rippinger. D'CSV, déi hat e puer Stonnen duerno eng Kéier geholl. Wéi den Här Weiler e bëssen Ouverture d'esprit gewisen hat, hunn d'Vertreieder sech e bëssen zougemaach an der Kommissioun. Kommt mir maache Schwamm driwwer.

Ech muss soen, Här President, ech sinn awer zum Deel och enttäuscht a meng Fraktioun op alle Fall iwwer d'Démarche, déi bis elo gemaach ginn ass. Den Här Zanussi an ech hu mat Datum vum 21. Januar gefrot en Exemplaire ze kréie vun Audit de l'organisation de l'aviation civile et internationale iwwer d'Direction de l'aviation civile du Luxembourg. Deen ass vum März 2001. Mir hunn doropshi gefrot och den Audit de suivi ze kréien. Sait dem 21. Januar hu mir näischt virfonnt. Ech hunn de Moien héieren, dass eise Vertreieder de Minister drop ugeschwat hätt, an de Minister geäntwert hätt, en hätt dee Bréif ni krut.

Ech hunn du missen nofuerschen, wou dee Bréif dann hänke bliwwen wär. En ass beim President vun der Transportkommissioun hänke bliwwen. Ech muss soen, Här Schummer, ech hoffen, dass Dir méi Ouverture d'esprit weist fir déi Kommissioun, déi Dir presidéiert, hir Aarbecht maachen ze loossen, well soss misste mir effektiv där Demande nokommen, an dat ass och e bëssen eise Gedanken, well mir hunn eng ganz schlecht Erfahrung do mat lech gemaach. Dir

hutt manifestement dat net weiderginn. Dir hätt et solle weiderginn. Dir wësst dat. Den Här Minister huet haut och nach näischt vun lech kritt. Dat ass net déi fein Aart a Weis vis-à-vis vun der Opposition. Ech géing mengen, dat wär och dat, wat eis e bësse beweegt ze soen, eng Commission spéciale wär vläicht gutt zu deem Zäitpunkt, well wann de President vun der Transportkommissioun e bësse blockéiert, hätt mir gären, dass dat anescht funktionéiert.

Ech muss scho soen, den Ennerscheid tëschent enger Commission spéciale an enger normaler Kommissioun ass deen, dass mir meeschtens der Commission spéciale e speziell Sekretariat ginn hunn. Mir hu se besser ausstafféiert wéi dat soss de Fall ass. Dat muss jiddferen, deen derbäi ass, effektiv agestoen. Dat ass deen eenzegen Ennerscheid, deen ech bis elo dora festgestallt hunn. Wann déi aner Kommissiounen en uerdentlecht Sekretariat kritt, kéint een domat d'accord sinn, mä vu dass dat net de Fall ass, muss ech soen, dass mir fir déi Commission spéciale stëmmen.

**M. le Président.** - Den Här Schummer huet d'Wuert.

**M. John Schummer (DP).** - Här President, ech sinn ugeschwat gi vum Fraktiounschef vun de Sozialisten iwwer de Bréif vum 21. Januar.

**(Interruption)**

D'accord, ganz léif. Ech äntwären och ganz léif. Ech sinn och guer net béis. De Minister huet dat deelweis de Moien erkläert. Mir hunn en fait vun zwee Rapporte geschwat. Ech hu wuel dee Bréif vum Här Zanussi gehat an nogefrot wéi wäit dee Rapport wär, mä de Ministère huet geduecht et wär de Rapport vum McKinsey, wou den Här Grethen eis de Moie gesot huet e géing am Abréil kommen, an net vun deem aneren. Do ass iergendwéi eppes schief gelaf, mä dat erkläert et. Ech hunn de Mëtteg de Bréif ënnerschriwwen un den Här Grethen, dass den Här Zanussi sofort déi Dokumenter zougestallt kritt, déi bis elo sinn.

Den Här Zanussi an och d'Madame Delvaux, déi an der Kommissioun sinn, kënne ganz kloer bestätegen, dass all Bréif, dee bis elo erakomm ass, praktesch an der Sitzung duerno traitéiert ginn ass. Et sinn zwou Etüden déi lafen, a mir hu vun där enger geschwat, an net vun där anerer. C'est tout!

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Et war kloer.

**M. John Schummer (DP).** - Neen, et war net kloer.

**M. le Président.** - Den Här Mehlen huet d'Wuert.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, eis Fraktioun ass der Meenung, dass och nodeem de Rapport virläit a wann een e gelies huet, nach eng Partie Froen opstoe bleiwen. Dat si manner Froen iwwer technesch Ursaachen an iwwer den Oflaf vun deem Accident wéi Froen haaptsächlech iwwer de Fonctionnement vun Ministère, respektiv der Direktioun vun der Aviation civile, an notament wat eng gewësse Personalpolitik ubelaangt.

Ech weisen drop hin, an dat kënnt net vun eis, dass an der Lëtzebuerger Press x-mol Froen opgeworf gi sinn, wat d'Verbindungen ubelaangt, d'Neutralitéit vun enger Partie Leit, well ee gesäit, dass net ëmmer déi néideg Trennung, déi absolut noutwendeg gewiescht wär, tëschent engersäits der staatlecher Instanz, déi d'Surveillance ze maachen huet, an anersäits der Fluggesellschaft, déi d'Exploitation gemaach huet, war. Et bleift eiser Meenung no och ze ënner-

sichen, awéifern et an der Direktioun vun der Aviation civile eng wierklech Sécherheitskultur ginn ass an awéifern déi konsequent duerchgezu ginn ass.

Mir sinn och net der Meenung, fir dat kuerz hei ze ernimmen, dass een onbedéngt misst iwwer déi aktuell Problematik vun deene Licenciementen schwätzen. Dat ass wahrscheinlech eng Thematik, déi op enger anerer Plaz jugéiert gëtt, esou wéi dat sech hei am Land gehéiert.

Elo d'Fro: Woufir eng Spezialkommissioun? Do kënnt een natierlech gedeelter Meenung sinn. Mir fanne awer, dass genuch Froen opstinn, pertinent Froen opstinn, dass et sech géing lounen eng Spezialkommissioun anzesetzen, déi natierlech nëmme als Optrag huet sech mat deem Problem hei ze beschäftegen. Do läit jo awer d'Haaptursach dran, woufir een eng Spezialkommissioun asetzt.

Ech äusseren och hei de Wonsch, dass mer deene Spezialkommissiounen, wa se dann eng Enquête ze maachen hunn, ähnelch wéi dat zum Beispill an der Budgetkontrollkommissioun de Fall ass, eigentlech d'Présidence solle prinzipiell engem Deputéierte vun der Opposition iwwerdroen. Dat ass an et wäert och wahrscheinlech e fromme Wonsch bleiwen. Mä och dat géing där Spezialkommissioun en anere Charakter an en anere Stellwärt ginn. Mir wäerte jiddefalls fir dës Motioun stëmmen.

**M. le Président.** - Da komme mer elo zum Vote vun der Resolution. De Vote nominal ass verlaangt.

**Vote**

Déi fir d'Resolution si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Resolution ass ofgelehnt mat 34 Nee- a 25 Jo-Stëmmen. Et gëtt keng Abstention. Also, et sinn am Ganzen 59 Stëmmen ofgi ginn.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Mars Di Bartolomeo) et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);*

*M. Serge Urbany.*

*Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes (par M. Théo Stendebach), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nancy Arendt), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Emile Calmes) et John Schummer.*

Domadder sinn eis Aarbechte vun haut ofgeschloss. Eis Sëtzung geet muer weider ëm hallwer dräi.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 18.07 heures)**



## Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Question avec débat N° 36 de M. Jean Huss relative à l'élaboration d'un plan national „enfants - environnement et santé“ en vue de la Conférence ministérielle environnement-santé à Budapest en juin 2004
3. Question avec débat N° 37 de M. Marc Zanussi concernant le projet de règlement européen relatif aux obligations de service public dans les transports de passagers
4. 5174 Projet de loi portant organisation des Maisons d'enfants de l'État

(Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 4988 - Projet de loi autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit

(Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

6. 5282 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2002

(Rapport de la Commission des Comptes - Discussion générale - Vote d'une résolution)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Henri Grethen, Carlo Wagner et Charles Goerens, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Den Här Minister Wagner wëllt eng Kommunikatioun maachen. D'Regierung huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, duerch Arrêté vum 13. Februar dëses Joers sinn ech autoriséiert, den Dépôt ze maache vum

- *Projet de loi N° 5303 relatif aux soins palliatifs et à l'accompagnement en fin de vie.*

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vum dësem Projet de loi. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

Als éischte Punkt um Ordre du jour hu mer d'Question avec débat N° 36 vum Här Jean Huss iwwert d'Opstelle vun engem nationale Plang «enfants - environnement et santé».

Här Huss, Dir hutt fënnf Minutte fir Är Fro plus Är Zousazfro. Duerno huet d'Regierung zéng Minutte fir ze äntweren.

Dir hutt d'Wuert, Här Huss.

2. Question avec débat N° 36 de M. Jean Huss relative à l'élaboration d'un plan national «enfants - environnement et santé» en vue de la Conférence ministérielle environnement-santé à Budapest en juin 2004

M. Jean Huss (*DÉI GRÉNG*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Numm vun der grénger Fraktioun dës Ques-

tion avec débat ugefrot, fir drop opmierksam ze maachen, datt elo am Juni zu Budapest déi véierten Umwelt- a Gesondheitsministerkonferenz stattfënnt am Kader vun der Regioun Europa, vun der Weltgesundheitsorganisatioun, an datt an deem dote Kontext och eis Regierung gefuerdert ass.

Wéi aktuell an zum Deel brisant de Problem vun deenen ëmmer méi zahlräiche chronesch degenerativen Emwelterkrankungen duerch d'Emweltaaschtung an eise Länner ass, dat goung zum Beispill nach virun e puer Deeg aus engem offiziellen Experterapport ervir, deen de franséische President Chirac am Januar 2003 mat engem Diagnostik vun der Situatioun a Frankräich vun der Santé environnementale chargéiert hat, an deen elo viru ronn aacht Deeg der franséischer Regierung doriwwer en alarmante Rapport vun 246 Säiten ofgeliiwert huet.

Här President, hei ass dee Rapport. Ech hunn e matbuecht, fir lech ze weise wat a Frankräich doriwwer geschitt ass. Et ass also e Rapport, dee brisant ass wat d'Realitéit vun de Gesondheitschied ubetrëfft, déi duerch eis be- laaschtend Umwelt ageleet ginn. An der bekannter franséischer Zeitung „Le Monde“ vum leschte Samschdeg waren doropshin d'Schlagzeilen op der éischter Säit ganz kloer, ech hunn och déi Ausgab vum leschte Samschdeg vum „Monde“ matbuecht. „En France, la pollution nuit gravement à la santé. 21 experts s'inquiètent des dégâts sanitaires de la dégradation de l'environnement“, an dat war op der éischter Säit am Monde d'lescht Woch. Datt heescht, dat huet zimlech ageschloen a Frankräich, wéi eng Bomm.

Am Detail ginn an dësem offizielle Rapport, deen d'Basis ass vun engem auszeschaffenden nationale Plan d'action en santé-environnement, déi wichtegst Problemer vun den zounehmenden Emwelterkrankungen opgeléicht, déi virun allem duerch déi chronesch chemesch Belaaschtung am sou genannten Niddregdosisberäich, an duerch d'Loftverschmutzung an de Stied

an duerch de Verkéier ausgeléist ginn. Ootemweeerkrankungen, virun allem Asthma, virun allem och bei Kanner, Kriibs, Häerzkrankungen, Allergien, Problemer vu Sterilitéit, Doutgebuerten a Malformatiounen vu Bébéen an esou virun. Frankräich wëllt elo op der Basis vun dësem alarmante Rapport, esou wéi dat op der Londoner Konferenz vun 1999 vun 43 Länner vereinbart gi war, säin nationalen Aktionsplang „Umwelt a Gesondheet“, den engleschen Term ass NEHAP, National Environmental Health Action Plan, ausschaffen, an am Juni zu Budapest bei der Konferenz virstellen.

Zu Budapest steet d'Gesondheet vun eise Kanner, déi duerch d'Emweltaaschtung am stäerksten touchéiert ass, am Mëttelpunkt vun der Konferenz, mä den Ordre du jour begräift insgesamt véier Kapitelen oder Frostellungen.

Éischtens, wat hunn déi 43 Staten, déi do waren, u Positivem opzewiesen zënter der Konferenz vu Frankfurt vun 1989, mä besonnesch zënter där leschter Konferenz zu London vun 1999?

Datt zweet Kapitel beschäftigt sech mat de politeschen Instrumenter a Saachen Umwelt a Gesondheet, den Informatiounssystemer doranner, dem Principe de précaution, an dem Schutz vun der Zukunft vun eise Kanner.

Beim drëtten Kapitel geet et ëm d'Problematik vu méigleche Belaaschtungen vun der Gesondheet an den Häiser, duerch sou genannete Wunngefäer, ëm d'Energieproblematik, ëm den Développement durable, an ëm de Risque vu méigleche Gesondheitsimpakter, duerch e méigleche Klimawandel, deen amgaangen ass ze kommen.

An am véierten a leschte Kapitel geet et ëm Aktionspläng, Umwelt a Gesondheet, méi speziell fir, wéi gesot, d'Kanner ze schützen. An et geet dobäi och ëm eng Déclaration ministérielle als Ofschloss.

Dëse kuerze Résumé, Dir Dammen an Dir Hären, firwat déi grouss Ministesch- an ONG-Konferenz zu Budapest ass, an ëm wat et do am Juni 2004 geet, féiert mech dozou, un eise Regierungsverantwortlech folgend Froen ze stellen.

1. Op wéi eng Aart a Weis sinn déi konzernéiert Lëtzebuurger Ministeren, Santé an Environnement, implizéiert gewiescht an déi Konferenz vu London vun 1999?

2. Wat fir eng Konklusiounen sinn aus den Aarbechte vun der Konferenz vun 1999 gezu ginn? A wat fir en eventuell positive Bilan kann d'Lëtzebuurger Regierung zu Budapest am Juni 2004 virstellen?

3. Wéi versichen den Umwelt- an de Gesondheitsministeren dës Konferenz zu Budapest ze preparéieren?

4. Wat fir eng Elementer vun engem Plan national „enfants - environnement et santé“ wëllen déi zoustänneg Ministeren op der Konferenz zu Budapest presentéieren? Wat sinn d'Zilsatzungen um Niveau vum Schutz vun de Kanner?

5. Sidd Der net der Meenung, datt et sënnavoll wär, och déi zoustänneg Kommissiounen mat dësem Dossier ze betrieien. Et ass zwar eng Ministeschkonferenz, déi do ofleef. Et sinn och ONGen do, mä ech géif et awer net onwichtig fannen, datt zumindest eng Kéier eng Réunion jointe vun der Commission de la Santé an der Commission de l'Environnement wier, fir doriwwer ze schwätze wat an Ärem Ministère geplangt ass, fir zu Budapest ze presentéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. D'Regierung huet elo d'Wuert. Här Minister Wagner.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech ka confirméiere wat den Här Huss elo grad gesot huet, dat heescht, datt am Juni zu Budapest déi véiert Konferenz vun deem dote Genre ass, no 1989 zu Frankfurt, 1994 zu Helsinki an 1999 zu London, wou wéi gesot 1999 Lëtzebuerg vertruede war duerch en héije Fonctionnaire aus dem Environnement, wou och zënterhier déi Dossiere louchen, déi awer elo de Ministère vun der Santé vun dësem Joer an iwwerholl huet, nodeem datt mir iwwerhaupt opmierksam gemaach gi sinn iwwert dat wat géif lafen.

Ech kann och déi Haaptthematike confirméieren, déi den Här Huss hei opgezielt huet, mat vläicht just der Restriktioun, datt wat déi betreffend Memberslänner am Beräich Santé-environnement vun 1989 u gemaach hunn, datt do awer haaptsächlech Länner aus dem Kaukasus, dem südöstlechen Europa, an Zentralasien viséiert sinn, an ech wäert och duerno kuerz dorobber zrëckkommen.

Ech luewen déi Initiativ vu Frankräich selbstverständlech, si ass awer net, géif ech soen, am Sënn vun deem wat zu Budapest geduecht ass, well zu Budapest geet et haaptsächlech drëm emol e Plan d'action pour l'environnement et la santé des enfants en Europe opzestellen. An et ass ausdrécklech gesot ginn, datt et do net géif drëm goe fir e Bilan ze maache vun deem wat elo schonn an de Länner geschitt wär, mä haaptsächlech fir ze kucke wat an Zukunft ze geschéien hätt.

An dee sou genannten CEMAPE, de Plan d'action, huet en fait als Haaptobjektiver éischtens emol d'Reduktioun vun der Morbiditéit bei de Kanner bis fënnf Joer, zweetens d'Prevention vun all Zorte vun Accidenter, drëttens d'Reduktioun vun de Krankfäll, an dat geet e bëssen eran an dat wat Dir gesot huet, Krankfäll vum Appareil respiratoire. Véiertens finalement, d'Expositioun vun de Kanner vis-à-vis vu géftege chemeschen a biologesche Substanzen.

Ech muss soen, datt hei net nëmmen de Ministère de la Santé an de Ministère de l'Environnement gefuerdert sinn, mä dat heiten ass wierklech kompetenzuwergräifend an ech wëll d'Definitioun huelle vun der Organisation mondiale de la Santé, wat eben d'Definitioun vun der Santé publique ubelaangt.

Ech zitieren: „Le bien-être d'une personne ne dépend pas seulement de ses caractéristiques physiques, mais il est aussi lié étroitement aux conditions de la vie quotidienne. Il dépend des conditions économiques, sociales et politiques, c'est-à-dire alimentation, logement, éducation, travail, environnement, loisir, paix, justice sociale“ an esou weider. Et ass och aus där Ursach, wou ech e Groupe de travail interministériel op d'Bee gestallt hunn, dee soll bestoen aus Vertrieeder vum Ministère de la Santé, Environnement, Transport, Familljen an och den Éducatiounsministère, fir déi Konferenz vu Budapest kënne beschtens ze presentéieren.

Ech muss och soen, datt awer déi Mesuren, déi am Kader vun deenen dote Konferenz geholl ginn, haaptsächlech Länner betreffen, wou d'Qualité de vie an de Standard de vie net esou héich si wéi an eise Länner. Dat heescht, haaptsächlech déi Länner si geziilt aus Zentralosteuropa an och Zentralasien, wat natierlech net wëllt soen, datt mir hei an eise Länner trotz dem héije Standard de vie net och Problematiken hätten, wou jus-

tement deen dote Groupe de travail invitéiert ass, fir ze analyséieren a fir datt mer kënne dee Moment effectivement Stellung huelen zu Budapest, wou mer selbstverständlech wäerte mat engem Vertrieeder derbäi sinn.

Ech muss och soen, datt mir fest wëllen hunn an datt menger Meinung no näischt sech opposéiert fir d'Déclaration finale vun där doter Konferenz ze ënnerschreien. Mir wëllen allerdéngs vu Lëtzebuerg aus nach eng Ajoute maachen an zwar den nächste Mount zu Malta op enger Réunion préparatoire, wou Lëtzebuerg drop hale wäert, datt soll d'émweltmedezinesch Formatioun och als eng verpflichtend Aufgab festgehal ginn.

Wat Är lescht Fro ubelaangt betreffend d'Matabezie vum Parlament, esou sinn ech der Meenung, datt et an dësem Moment nach verfréit ass, fir esou eppes ze maachen. Et soll ee Step by step goen. Fir d'éischt, mengen ech, musse mer ofwaarden, wat konkret elo erakéint bei deem Plan d'action européen pour la santé des enfants. Dorobber baséierend selbstverständlech soll all Land esou e Plang opstellen, an do mengen ech effectivement wär et vun deem Moment u richtig, wann d'Parlament ënnert där enger oder där anerer Form géif mat abezu ginn. Ech ka mer virstellen, datt et relativ schwéier wär, fir ëmmer Réunions jointes ze maache vu fënnf oder sechs Kommissiounen vun der Chamber. Ech géif et dofir besser fannen, wa géif vläicht eng Spezialkommissioun fir déi dote Problematik agesat ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruption)

Jo, mä Dir hutt Är Zäit schonn erschöpft. Wann d'Chamber d'accord ass, da gi mer dem Här Huss nach eng Minutt d'Wuert.

M. Jean Huss (*DÉI GRÉNG*).- Här President, ech wëll just eng kuerz Zousazfro stellen.

Här Minister, Dir hutt vun der ëmweltmedezinescher Weiterbildung vun den Dokteren, déi Der wëllt zu Malta scho presentéieren, geschwat. Ech fannen dat ganz positiv. Wiert Der och bereet am Sënn vun enger offensiver Umweltmedizinpolitik dee Projet, deen Der jo elo selwer un d'Spideeler erausgeschéckt hutt, vun enger ëmweltmedezinescher Klinik fir déi schwéier Patienten, dann och duerzestellen, datt et esou schwéier Patiente gëtt, déi e stationären Openthalt bräichten?

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Honorablen Här Huss, ech kënnt mer virstellen, datt mir net nëmme géifen zu Budapest eng Proposition maachen, mä datt mer effectivement déi Proposition géifen ënnermaueren duerch dat, wat hei zu Lëtzebuerg de Moment schonn als grouse Projet um lafen ass a puncto Emwelkllinik. Ech mengen op alle Fall, datt dat dem Land a senger Renommee géif gutt kommen. Mir wëllen also do net optrieden als Leit, déi einfach nëmmen e Virschlag maachen, mä mir wëlle beweisen, datt dat, wat mer proposéieren, effectivement op d'Efforté vu Lëtzebuerg baséiert.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Als nächste Punkt hu mer d'Question N° 37 vum Här Marc Zanussi iwwert d'Obligatiounen vum Service public bei dem Passagéiertransport.

Här Zanussi, Dir hutt d'Wuert.



### 3. Question avec débat N° 37 de M. Marc Zanussi concernant le projet de règlement européen relatif aux obligations de service public dans les transports de passagers

M. Marc Zanussi (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir waren am Juli vum Joer 2000 mat enger Diskussioun konfrontéiert, déi ausgeléist ginn ass iwwert d'Europäesch Kommissioun, well et offensichtlech e Projet de règlement ginn ass am Europaparlament, deen als Zil hat, datt sämtlech Déngschtleeschungen, wat de Personentransport ubelaangt, sollten ausgeschriwwen ginn.

En deemtsprechend Reglement hätt selbstverständlech als Konsequenz gehat, datt allegueren déi öffentlech Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg den öffentlechen Transport maachen, an eng Situatioun komm wieren, déi et hinne ganz schwéier erlaabt hätt ze konkurréieren mat aneren Entrepreneuren. Et ass awer och e Reglement gewiescht, wat de privaten Entrepreneuren, déi hei zu Lëtzebuerg um Marché aktiv sinn, Problemer hätt kënne maachen, well et vis-à-vis vun der auslännescher Konkurrenz wahrscheinlech och fir si schwierig gewiescht wär an der Kompetitioun mat hinnen ze bestoen.

Dat Reglement ass blockéiert ginn um Rot vum den europäeschen Transportministere, an den Transportminister Grethen huet jo hei op der Tribün och gesot, datt hien zu deene Ministere gehéiert, déi verhéieren hunn, datt déi dote Form vu wäit gehender Liberaliséierung an Europa kann organiséiert an duerchgefouert ginn.

Elo stellt een awer fest, op jidde Fall sinn dat meng Informatiounen, datt et an der Europäescher Gemeinschaft awer weiderhin Tendenze gëtt, fir an d'Richtung vun esou enger grousser Liberaliséierung hinzugeen an et gëtt och grouss Tendenzen, déi där dote Liberaliséierung positiv géintwärtig stinn. D'iresch Présidence huet och, mengen Informatiounen no, wëlle dat dote Thema erëm zu enger vun hire Prioritéiten ze maachen an op enger Sëtzung Ufank Mäerz soll dat nach eng Kéier, vu datt et eng Prioritéit vun der irländescher Présidence ass, zur Diskussioun kommen.

Ech wollt hei op dëser Plaz nach eng Kéier den Transportminister froen, ob et weiderhin d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung ass, fir sech géint déi dote Ausdehnung vun der Liberaliséierung ze wieren? Ob dat d'Positioun och ass op deem Treffe vun den europäeschen Transportministere Ufank Mäerz an ob de Geescht vun där dote Positioun, déi den Transportminister an d'Lëtzebuurger Regierung jo d'lescht Kéier ageholl hunn, och deen ass, deen an Zukunft d'legislativ Aarbecht vun de Gesetzer, déi den öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg solle regelen, weiderhi soll duerstellen?

M. le Président. - D'Regierung huet d'Wuert. Här Minister Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*. - Monsieur le Président, je n'ai pas besoin de rappeler que les principes relatifs à la création d'un marché commun des transports au sein de l'Union européenne comportent pour les transporteurs le droit du libre établissement et le droit de la libre prestation de services à des conditions non discriminatoires.

La Commission européenne ayant appliqué ces principes également à l'organisation des transports en

commun, nonobstant la forte connotation de service public que révèle ce secteur, il s'avère cependant que les intérêts en jeu pour les États membres ne se limitent pas au seul plan national, mais concernent également le niveau régional et local. Aussi la crainte pour la pérennité des structures d'organisation en place a-t-elle conduit à une grande hésitation des présidences consécutives pour faire avancer le dossier.

Il reste néanmoins que même en l'absence de réglementation communautaire, les structures nationales et l'organisation locale des transports publics sont censées répondre aux exigences fondamentales du Traité des Communautés européennes et que tout transporteur qui juge ses intérêts lésés par l'impossibilité d'avoir accès au marché à des conditions équitables est en droit de requérir les juridictions européennes pour faire reconnaître l'application des règles de droit communautaire à une situation de fait ou de droit qu'il juge discriminatoire à ses dépens.

Ce fut le cas dans l'affaire Altmark qui a fait l'objet d'un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes, le 24 juillet 2003, où il était question de la compatibilité de compensation pour un service de transport public avec les dispositions communautaires sur les aides publiques.

Je rappelle que, pour qu'une intervention publique puisse selon la Cour de Justice être qualifiée d'aide incompatible avec le Traité, elle doit constituer un avantage consenti à l'entreprise bénéficiaire que cette dernière n'aurait pas obtenu dans les conditions normales de marché. Par contre, pour que la compensation soit considérée comme compatible avec le Traité, les quatre conditions suivantes doivent être réunies:

1. L'entreprise bénéficiaire doit effectivement être chargée de l'exécution d'obligations de services publics et ces obligations doivent être clairement définies.

2. Les paramètres sur la base desquels est calculée la compensation doivent être préalablement établis de façon objective et transparente.

Troisièmement, la compensation ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de services publics, en tenant compte des recettes qui y sont liées ainsi que du bénéfice raisonnable.

Quatrièmement, quand la sélection de l'entreprise prestataire de services publics se fait en dehors du cadre de procédure de marché public, le niveau de compensation doit être déterminé sur base d'une analyse des coûts qu'une entreprise de transport moyenne aurait à supporter.

Point n'est besoin d'ajouter qu'appliqué à la situation luxembourgeoise, c'est surtout le quatrième des critères identifiés par la jurisprudence communautaire qui a de quoi inquiéter les entreprises publiques qui sont actives sur le marché luxembourgeois des transports en commun. En effet, suite à l'option de la ville de Luxembourg de sous-traiter la majorité des prestations d'autobus à des entreprises privées assurant les transports pour son compte, le coût des prestations de transport municipales s'est aligné sur celui du RGTR.

Pour ce qui est du prix de revient mis en compte par les CFL et le TICE, le niveau s'écarte par contre sensiblement du prix RGTR. Aux CFL, le surcoût payé par l'État représentait en 2003 suivant des comptes provisoires 7.443.583 euros, soit 73,71% du prix RGTR qui était de 10.099.140 euros. Le surcoût assumé par les communes affiliées au TICE représente en 2002 57,97%, soit 4.680.772 euros, par rapport à l'indemnisation garantie par l'État de 8.075.142 euros, qui est identique à celle valable pour

les entreprises d'autobus actives dans le cadre du RGTR. Ce dernier montant s'élève à 8.995.706,4 euros pour l'année 2003.

Ceci étant, je puis apaiser les appréhensions de l'honorable député quant à une éventuelle ouverture du Gouvernement luxembourgeois en faveur de la libéralisation des transports publics demandée par la Commission européenne. La délégation luxembourgeoise maintiendra ses réticences antérieures face à la proposition de la Commission et nonobstant l'arrêt Altmark. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de présenter ces vues en la matière à la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports de la Chambre des Députés le 7 février 2001.

Pour ce qui est de l'évocation du dossier lors du Conseil Transport du 8 mars prochain, il ne sera probablement question que d'une communication officielle de la part de la Commission européenne que celle-ci souhaite faire en guise de commentaire de l'arrêt Altmark, en vue de guider la Présidence irlandaise dans ses choix en ce qui concerne la gestion future du dossier dans le cadre des travaux du Conseil Transport.

J'en viens maintenant au deuxième volet de la question que l'honorable député m'a posée. Il y est question du reflet des aspects communautaires ci-avant dans les initiatives législatives que j'ai prises sur le plan national. Je puis admettre qu'à cet égard il fait référence au projet de loi sur les transports publics que j'ai déposé le 6 mai 2003. Conscient de l'hypothèse que l'initiative précitée de la Commission européenne pourrait faire peser sur la refonte souhaitée de la législation en place, j'ai expressément renoncé à toute anticipation sur l'évolution future du droit communautaire. L'exposé des motifs est d'ailleurs explicite à cet égard en ce qu'il comporte un chapitre spécial qui a trait aux références communautaires et qui conclut de la façon suivante, et je cite: „Il a paru prématuré d'intégrer dans une forme ou dans une autre la proposition de la Commission européenne, alors qu'il est à l'heure actuelle impossible de prédire ni les orientations, ni la portée, ni l'échéancier des suites que le Conseil et le Parlement européen seront appelés à réserver dans un avenir plus ou moins proche à cette proposition.“

Neuf mois et demi après le dépôt du projet de loi, et nonobstant l'arrêt Altmark de la Cour de Justice des Communautés européennes de juillet 2003, je maintiens ce point de vue.

Reste la critique de certains milieux syndicaux à laquelle l'honorable député semble faire allusion et qui tient à la possibilité de la future autorité organisatrice en charge de l'organisation des transports publics de faire dépendre l'attribution des prestations de transport en question du résultat d'une soumission publique.

Il n'y a aucune relation entre cette disposition et le contexte communautaire que je viens d'évoquer. Tout au contraire, cette disposition ne fait que reprendre un principe qui se trouve inscrit dans la législation nationale depuis l'adoption de la loi sur les transports routiers du 12 juin 1965, dont l'auteur était mon prédécesseur, le ministre Albert Bousser. Il m'est dès lors difficile de comprendre les apparentes inquiétudes suscitées par le transfert d'une disposition légale d'un texte à un autre. En effet, dans les 40 années qu'elle fait partie intégrante de la législation sur les transports, cette disposition n'a jamais donné lieu à des problèmes et sa raison d'être n'a jamais au fil des modifications consécutives de

la loi de 1965 fait l'objet d'une proposition de modification ou de suppression ni de la part d'un ministre en charge du ressort, ni de la part des députés appelés à se prononcer sur les amendements gouvernementaux qui étaient soumis à leur approbation.

Merci.

M. le Président. - Här Zanussi, wann ech gelift. Eng Zousazfro.

#### (Interruptions diverses)

Bei enger Question mat Débat huet den Deputéierten d'Recht op eng Zousazfro. Här Zanussi, Dir hutt d'Wuert.

#### (Interruptions)

M. Marc Zanussi (LSAP). - Ech waarde bis den Här Grethen erëm op der Plaz ass.

#### (Interruptions diverses)

Madame Stein, Dir wäert jo net ufänken ongedelleg ze ginn.

#### (Interruptions)

Ech hunn dann den Ausféierung vum Transportminister intensiv nogeluescht, an ech begrëssen dann, dass d'Regierung an hie bei hirer Positioun am Zesammenhang mat deenen europäeschen Diskussiounen wëlle bleiwen.

Effektiv, deen zweeten Deel vu menger Fro bezitt sech op déi Suergen, déi a Gewerkschaftskreesser iwwert déi zukünfteg Méiglechkeete vun der Liberaliséierung hei zu Lëtzebuerg mat deem Projet iwwert d'Organisation vum öffentlechen Transport kéinte bestoen. An déi Texter, déi déposéiert gi sinn, an eenzel Extraiten aus deenen Artikelen, an ech wëllt se eng Kéier ganz kuerz zitieren, loosse dat opkommen. Dat wär den Artikel 1, dee seet, dass déi zukünfteg Organisation vum Transport public „à des conditions économiques et sociales les plus avantageuses pour la collectivité“ sollten organiséiert ginn, an am Artikel 12 steet, dass déi Dargorganisatioun RGTR „de droit privé“ sollt organiséiert ginn a ses engagements sont réputés commerciaux.

Déi Texter do loosse menger Aschätzung no d'Interpretatiounsméiglechkeet zou, dass an Zukunft hei zu Lëtzebuerg all zukünfteg Déngschtleeschungen, déi am öffentlechen Transport solle gefouert ginn, iwwert de Wee vun enger Soumission publique organiséiert ginn, wat selbstverständlech an de Betriber vum öffentlechen Transport zu enger Rei vu Suerge féiert.

Sollt déi Interpretatioun, déi ech an den Artikelen 1 an 12 liesen, falsch sinn, da wär ech frou, wann den Transportminister mir dat hei nach eng Kéier kéint confirméieren respectivement infirméieren, well déi Texter, sou wéi se do stinn, bei den interesséierte Kreesser eng Rei vun Zweifelen oplössen.

M. le Président. - Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*. - Här President, ech hunn e Projet de loi am Numm vun der Regierung hei déposéiert, dee Projet de loi ass am Moment an der Consultatioun beim Conseil d'État a bei de Chambres professionnelles. D'Chamber wäert d'Gleeenheet kréien, ech hoffen nach an dëser Legislaturperiode, fir sech en long et en large iwwert dee Projet auszedrécken an dann deem Projet zouzestëmmen oder net.

Et kann een natierlech, wéi den honorabelen Här Zanussi dat elo gemaach huet, soen e Glas ass hallef voll oder hallef eidel. Fir den Här Zanussi ass an dësem Fall, well e vun enger besonnenescher Suerg gedriwwen ass, d'Glas hallef eidel; fir eis ass et hallef voll. Dat, wat ech elo just op der Tribün gesot hunn, soen ech erëm: Mir maachen, codifiéiert just dat, wat bis elo bestanen huet. Mir hunn hei keng Legislatioun op den Instanzewe

bruecht, déi soll fundamental Ännerungen an eiser Organisatioun bréngen. Et sief dann, mir géife vun aussen eraus dozou gezwongen ginn, eng Attitud, déi d'Lëtzebuurger Regierung awer net deelt, weder hei nach am Europäesche Conseil.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5174 iwwert déi staatlech Kannerheemer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorable Madame Ferny Nicklaus-Faber. Dir hutt d'Wuert, Madame Rapportrice.

### 4. 5174 - Projet de loi portant organisation des Maisons d'enfants de l'État

#### Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), *rapportrice*. - Merci, Här President!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet gesäit vir d'staatlech Kannerheemer mat engem eegestännege juristesche Kader auszestatten. Obschonn dës Kannerheemer säit dem Ufank vum 19. Jorhonnert ënner d'äerger oder där anerer Form existéieren, feelt et dach bis haut un engem autonomen Text, deen de Fonctionnement, d'Missioun an d'Struktur vum Personal vun dësen Institutiounen definéiert. Dëst ass op d'Tatsaach zréckzuführen, datt während engem Jorhonnert eng eenzeg Struktur fir den Opfaang, souwuel vu Kanner - am Ufank waren dat prinzipiell Weesekanner, spéiderhin och Kanner a Jugendlecher an Nout - wéi och vun Erwuessener zoustänneg war.

Den Ettelbrécker Hospice, deen 1855 geschafte ginn ass, huet bis 1884 Weesekanner an aarm Leit opgeholl. Duerno goufe si am neien Hospice du Rham ënnerbruecht, deen haut Centre du Rham heescht. Méi spéit, am Joer 1893, huet den Hospice du Rham och ugefaangen erwuessen, behënnert Leit unzehuelen.

Et ass eréischt zënter 1981, datt d'Kanner vun den Erwuessene getrennt goufen. Deemools sinn d'Kanner an déi aktuell méi kleng Foyer vu Schëffleng an Diddeleng ënnerbruecht ginn. Dësen Transfer an déi spéider Trennung vun den Aktivitéite vum Centre du Rham an zwee verschidde Secteuren weisen, datt d'staatlech Kannerheemer sech stänneg un aner an nei Bedierfnesser vu Kanner a Jugendlechen ugepasst hunn.

1984 gëtt de Centre du Rham komplett reorganiséiert. Wéi ech et schonn ugedeit hunn, entstinn zwee verschidde Secteuren, deen ee betrëfft den Encadrement vun de Kanner, deen aneren den Accueil vun den eelere Leit. Theoretisch bleiwen dës zwou Sectione matenee verbonnen, praktesch awer wäerten se vun Ufank un no enger kompletter onofhängeger Aart a Weis fonctionnéieren. D'Gesetz vun 1998 huet dëser Situatioun en Enn gesat. De Centre du Rham, sou wéi de ganze Plateau du Rham gëtt am Kader vun engem neien Etablissement public regroupéiert.

D'Gesetz vum 23. Dezember 1998 huet den Text vun 1984 wäitgehendst abrogéiert bis op e puer Bestëmmungen, déi de Statut vum Personal vun de staatleche Kannerheemer uginn. Or, dësen Text definéiert ënner anerem net ganz kloer d'Missioun vun dëse Strukturen. De Gesetzesprojet, deen an der Chamber haut zur Ofstëmmung virläit, definéiert ebe just dës Missiounen an differenziéiert se vun deenen anere supplementäresche Strukturen, wéi zum Beispill vun de Centres socio-éducatifs vum Stat.



Den Text gesäit och vir d'staatlech Kannerheemer mat engem eegene Personalkader auszustatten, e Kader, deen d'Entwécklung vum Placement vu Kanner erëmispigelt an deen et dem Stat via d'Kannerheemer wäert erlaben, sech den neien Erausforderungen an deem Beräich ze stellen.

Et ass also vu grousser Wichtigkeet, datt e juristesche Kader geschaf gëtt, deen et de staatleche Kannerheemer erlaben wäert, adequat ze funktionnéieren. D'Schafung vun engem autonome Statut, deen dem Besoin vun haut a vu muer Rechnung droe kann, ass émsou méi wichtig, well d'Kanner an déi Jugendlecher ëmmer méi schwierige Situatiounen ausgesat sinn. Et geet net duer d'Kand ze placéieren, och wann de Placement, sief en definitiv oder nëmme provisoresch, a ville Fäll néideg ass. D'Kand muss spezifesch encadréiert ginn, virun allem, an dat ass oft de Fall, um psychologesche Plang.

Besonesch wichtig ass et hei, datt d'Elteren net vergiess ginn. Si mussen och encadréiert ginn, fir datt se enges Dags nees kënnen hiren elterleche Verpflichtungen nooen an domat och hir Dignitéit erëmfinden. Och wann d'Famill net perfekt ass, muss hir dach mat deem gréisste Respekt begéint ginn. D'Aarbecht, déi déi verschidde Strukture vun de Kannerheemer leeschten, entsprécht genau dëser Optik. Et gëtt versicht den Dialog tëscht dem Kand a senger Familljen esou gutt wéi méiglech erëm hierzestellen. Och gëtt versicht zesumme mat de Kanner a mat den Elteren eng Léisung ze fannen. Et ass wichtig, all betraffe Leit an den Hëllefprozess anzubannen.

Souwuel d'Berufschambere wéi och de Statsrot hu sech positiv iwwert de Gesetzesprojet ausgeschwat, och wann déi eng oder aner Dispositioun vum Gesetzesprojet Ulass ginn huet fir eenzel kritesch Bemierkungen. D'Kommissioun huet wäit gehend den Iwwerleung vum Statsrot Rechnung gedroen. Den initialen Text hat virgesinn, datt d'Attributioun vum Personal an de staatleche Kannerheemer iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal sollt geregelt ginn. Dës Dispositioun, déi géint den Artikel 36 vum eiser Verfassung verstéisst, ass dann awer aus dem Text erausgeholl ginn.

Eng weider Dispositioun, déi erausgeholl ginn ass, ass déi, déi virgesinn hat, datt d'Indemnitéite vum Directeur adjoint a vun de Responsablé vun de Kannerheemer vum Regierungrot sollte fixéiert ginn. E Gesetz an net de Regierungrot soll elo dës Indemnitéite festsetzen an dat konform zum Artikel 103 vum der Verfassung.

Den Artikel 1 vum Projet de loi définiert d'staatlech Kannerheemer. E gesäit ausserdem speziell d'Méiglechkeet vir fir dës Institutionen, nei Opfaangstrukturen ze schafen oder bestoend Strukturen ze iwwerhuelen. Dësen Artikel definiert och d'Attributioun vum de Kannerheemer. Staatlech Kannerheemer si geduecht fir Kanner opzehuelen, déi net méi kënnen am Kader vun hirer Familljen erzu ginn, zum Beispill, wann d'Eltere mat der Erziehung vun de Kanner iwwerfuert sinn oder déi extra encadréiert musse ginn.

Am Géigendeel zu de Centres socio-éducatifs de l'État sinn d'staatlech Kannerheemer net verpflichtet d'Kanner, déi vum Geriicht aus placéiert ginn, unzehuelen. Si funktionnéieren op Basis vun deeneselwechte Regeln a Prinzipie wéi privat Opfaangstrukturen, déi sech d'Recht virbehale e Kand net unzehuelen, wann et riskéiert d'Harmonie vum Grupp ze zerstéieren oder wann effektiv keng Plaz do ass. An deem Fall kënnen d'Kanner provisoresch am Kader vun de Fadepden, Foyer d'accueil et de dépannage, ënnerbruecht ginn, bis datt eng Plaz fräi gëtt.

Dësen Artikel gesäit och d'Méiglechkeet vir, datt Jugendlecher kënnen iwwer 18 Joer eraus weider vum Encadrement an den Opfaangstrukture vun de Kannerheemer profitéieren. De Statsrot war der Meenung, et misst een eng Limite virgesinn an hat als Altersgrenz 21 Joer virgeschloen. Mir sinn an der Kommissioun net op dee Wee gaangen, well et wichtig ass, datt déi Jugendlecher, déi een Deel vun hirem Liewen an enger encadréierter Struktur gelieft hunn, d'Méiglechkeet solle kréien och no 21 Joer vum Encadrement an den Opfaangstrukture vun de Kannerheemer profitéieren ze kënnen an zwar an individuelle Wunnengen. Meng Kolleegin Nancy Arendt wäert herno nach méi genau op dee Problem zrëckkommen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.** - De Gesetzesprojet prezisiéiert och fir déi éischte Kéier d'Missioun vum de staatleche Kannerheemer. Nieft der Opfaangmissioun gehéieren och d'Erzéiung, d'Bildung an déi berufflech Ausbildung vun de Kanner wéi och hir pedagogesch Begleitung dozou. Den initialen Text hat och nach eng weider Missioun virgesinn, déi den Akzent op d'Innovatioun, op d'Sich no neie Léisung setzt. Vu datt d'Missioun vum de Kannerheemer innovatiivt Denken an Handele souwiso viraussetzt, ass d'Kommissioun der Meenung, et sollt een dës Viraussetzung net extra opzielen.

Den Text, dee mir haut zur Ofstëmmung virleien hunn, prezisiéiert och net méi, datt d'Programmer vun orthopedagogesche Klassen dem Ministère de l'Éducation nationale ënnerstallt sinn. Si hänke schonn haut vun deem Ministère of. Et mécht also weineg Sënn, dat nach eng Kéier ze prezisiéieren. Den initialen Text hat ausserdem virgesinn, datt d'Commission administrative, esou wéi se schonn am Gesetz vum 1984 festgehale war, weider bestoe géif.

De Statsrot huet a sengem Avis drop higewisen, datt esou eng Kommissioun an deem Kontext keng Daseinsberechtigung hätt. D'staatlech Kannerheemer sinn ënner der Tutelle vum Familljeministère. Et brauch een an deem Fall keng administrativ Kommissioun. De Statsrot huet aus dese Grënn proposéiert eng Commission consultative an d'Liewen ze ruffen an eis Kommissioun huet dem Avis vum Conseil d'État Rechnung gedroen. Si huet awer net d'Meenung vum Statsrot gedeelt, et misst een och Leit aus dem Erziehungsministère an aus dem Service Protection de la Jeunesse vum Parquet an dëser Kommissioun integréieren. Et dierf een net vergiessen, datt d'Kommissioun, déi de virleien Text an d'Liewe rufft, nëmme eng berodend Fonctioun um Niveau vun der Gestiou an dem Fonctionnement vun de Kannerheemer huet.

Den Text vun den Artikelen 3 bis 5 ass vum Statsrot iwwerholl gi bis op de Punkt vun der Opstellung vun der Kommissioun. An deem Kontext ass ze bemierken, datt d'Kommissioun den initialen Artikel 4, dee sech op den Encadrement an d'Formation continue vum Personal bezunn huet, erausgeholl huet, well et e generelle Kader fir all staatlech Servicer gëtt. Dese Kader applizéiert sech och op d'Personal vun de Kannerheemer.

Wat d'Beamte vun de Kannerheemer ugeet, ass nach ervirzehuelen, datt d'Fonctioun vum Édicateur-instructeur net méi am Text ze fannen ass. De Statsrot hat dorober higewisen, dass dës Fonctioun net an der Nomenclature vun de Fonctiounen, wéi se aus den Annexé vum Gesetz vum 22. Juni 1963 ervirgeet, virgesinn ass. D'Artikele 6 a 7 sinn och nei strukturéiert ginn.

De Rescht vun den Dispositiounen vum Gesetzesprojet huet zu ken-

ger gréisserer Diskussioun gefouert ausser den Artikel 12, fréieren Artikel 13. Wéi ech dat scho vir drun ugedeit hunn, ginn d'Indemnitéite vum Directeur adjoint a vun de Responsablé vun de Kannerheemer net méi iwwert de Wee vun engem Règlement fixéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee klengen Historique, deen ech am Ufank vu menger Ried iwwert d'Evolution vun de Kannerheemer gemaach hunn, beweist, datt den Accueil an den Encadrement vu Kanner a Jugendlecher schonn zënter laanger Zäit wichtig Elementer vun der Lëtzebuerger Politik sinn an datt ëmmer nees versicht gëtt nei Léisungen ze fannen, fir de System nach besser ze gestalten.

Den Text, dee mer virleien hunn, ass e wichtigen Text, well en erlaabt dem Stat iwwert de Wee vun engem autonome Kader vun de Kannerheemer senge Missiounen am Interesse vun eise Kanner an eise Jugendlechen nach besser nozekommen.

Ech géif dowéinst am Numm vun der Familljekommissioun d'Chamber bidden diesen Text unzehuelen.

Ech soen Iech merci!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Nicklaus. Als éischt Riednerin ass d'Madame Nancy Arendt agedroen. Dir hutt d'Wuert, Madame Arendt.

#### Discussion générale

■ **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Aen ass dee virleien Text en immens wichtigen Text, well et em Kanner geet an d'Kanner eis Zukunft sinn. An eiser heiteger Gesellschaft soll a muss enorm opgepasst gi wat mat eise Kanner geschitt a virun allem wat mat deene Kanner geschitt, deenen et net esou gutt geet, déi d'Chance net hunn Elteren ze hunn oder Elteren ze hunn, déi direkt zur Verfügung sti wann e Problem do ass oder awer och Elteren ze hunn, déi selwer oft perséinlech Problemer hunn an dowéinst vläicht an hirer Roll als Mamm oder Papp iwwerfuert sinn.

Bis haut fonctionnéieren d'staatlech Kannerheemer ouni en autonomen Text. Dëst ass och, wéi d'Rapportrice scho gesot huet - an ech wëllt der Madame Nicklaus villmools merci soe fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport -, op d'Tatsaach zrëckzeféieren, datt während engem Jorhonnert eng eenzeg Struktur esouwuel d'Kanner wéi och eeler erwuesse Leit opgeholl huet.

De Gesetzestext, dee mer haut an der Chamber ofstëmmen, gesäit vir d'staatlech Kannerheemer mat engem autonome Personalkader auszustatten. Och wann d'Feele vun engem eegestännege Statut d'Kannerheemer net ofgehale huet während all dese Joren ze funktionnéieren an hire Missiounen am Interesse vum Kand nozegoen, ass et awer elo Zäit ginn deem juristesche Vakuum en Enn ze setzen. De Stat kritt elo en Instrument zur Verfügung gestallt, dat et erlaabt sech den Erausforderungen am Beräich vu Kannerplacementen ze stellen.

Mir mussen et fäerdeg bréngen all Kand an all Jugendlechem d'Méiglechkeet ze gi seng Problemer ze léisen a sech a senger Individualitéit ze entfalten an dat am beschten och mat der Hëllef an der Zesummenaarbecht an Ennerstëtzung vu senger eegener Famill.

Virun e puer Méint hate mir an der Chamber eng grouss Orientierungsdebatte iwwert den aktuellen Hëllef- a Schutzsystem vun eiser

Jugend. De Rapport vun der Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ ass am Kader vun dëser Debatte presentéiert an diskutéiert ginn. Ech erënneren drun, datt dës Kommissioun am Abrëll 2000 op Initiative vun der CSV an d'Liewe geruff ginn ass, nodeem d'Chamber festgestallt hat, datt eis Jugendhëllef an eise Schutzsystem net ëmmer de Besoin vum eise Kanner ugepasst sinn. Dat soll awer net heeschen, datt mir vergiess hätten eis Instrumenter ze ginn, déi als Zil hunn d'Kanner adequat ze encadréieren. Wann dës Strukturen a Mëtzel virun allem aus dem soziale Milieu als inadquat oder als net ausräichend kritiséiert gi sinn, dann ass dat och dorobber zrëckzeféieren, datt an deem spezifische Beräich den Encadrement permanent evolueert an d'Politiker sech, esou wéi och selbstverständlech d'Erzéier, ëmmer erëm frësch deenen neie Problemer stelle mussen, nei Iddien a Léisunge fanne mussen, fir sech op eng nei Entwécklung anzustellen.

D'Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ huet och eng Partie Propose gemaach, wéi ee kennt den aktuelle System optimiséieren an et sinn och zwou Motiounen ugeholl ginn, wou d'Regierung ënner anem opgefuert ginn ass bestoend Systemer ze verbessere. Si huet zum Beispill proposéiert, datt d'Riichter, esou wäit den Dossier et erlaabt, an Zukunft op d'Mediatiounsstrukturen zrëckgräife mussen, well ebe ganz oft eng Léisung am Dialog fonnt gëtt. Dës Aart vu Kommunikatioun, vum Zesummeschwätzen an d'Problemer ze diskutéieren war bis haut fakultativ.

D'Kommissioun huet och ënner anem fir eng besser Koordination tëscht de verschiddenen Acteuren um Terrain an der Justiz plädéiert. Si huet sech fir d'Schafung vun engem Zentraliséierungsorgan ausgeschwat, datt déi verschidden Dossiere géif iwwerwachen an d'Aarbechte koordinéieren.

Dëst si just zwee Beispiller vu ville Proposen, déi vun der Rapportrice Marie-Josée Frank zum Dossier „Jeunesse en détresse“ gemaach goufen, fir den aktuellen Hëllefssystemer ze verbessere.

Dee virleien Gesetzestext dréit deem Objektiv zu engem groussen Deel Rechnung. E stellt fir déi Leit, déi zum Thema Jugend a Gesellschaft, déi vum Familljeministère an dem Service national de la Jeunesse virun zwou Woche virgestallt goufen, déi praktesch Emsetzung vun Regierungswëllen, der Jugendpolitik en neien Impuls ze ginn, duer. D'Jugendpolitik soll un d'Bedürfnisser vun de Jugendlechen ugepasst ginn. Et ass eng Tatsaach, datt d'Bedürfnisser vun eise Kanner an eise Jugendleche sech am Laf vun de Joren an de Jorzéngte verännert hunn. Esou sinn och d'Bedürfnisser vun de Kanner an Nout haut aneschtens gi wéi virun 20 oder 30 Joer.

D'Problemer, mat deenen déi verschidde Kanner geplot sinn, ginn ëmmer méi komplex a fanne gréisstendeels hir Wuerzelen an eiser sech ëmmer nees wandelnder Gesellschaft. Mobilitéit an Innovatioun kennzeichnen d'Gesellschaft vum 21. Jorhonnert. Dës Entwécklung bréngt vill Opportunitéite mat sech, mä si stinn och fir vill Contrainten. Upassungsfäegkeet, Flexibilitéit an Autonomie sinn an ëmmer méi engem gréisseren Mooss gefrot, mam Resultat, datt virun allem déi Jonk, mä och d'Elteren, sech iwwerfuert fülle an de gesellschaftleche Fuerderungen net méi gewuess sinn. Dës Entwécklung bréngt leider och de Verfall vu verschidde chrëschtliche Wäerter.

Si verleeden d'Kanner dozou dat Wichtigt op der Welt, nämlech Éierlechkeet, Toleranz, Respekt virun aneren an Zefriddenheet duerch aner materialistesche Wäerter leider ze oft ze remplacéieren.

Wa fréier déi meeschte Kanner, déi placéiert goufen, aus sozial schwache Famillje koumen, oder wou d'Eltere gewalttätig oder alkoholsüchtig waren, esou ginn elo ëmmer méi jonk Leit, och aus gutt integrierte Familljen, an dese verschidde Strukturen opgefaangen. D'Destrukturatioun keenzeechent oft dës Kanner, déi ni geléiert hu Regeln ze respektéieren a Schwierigkeeten hu sech an der Gesellschaft erëmzefannen an ze integréieren.

Well d'Familljeliewen oft ze kuerz kennt, spillt d'Aarbecht vun den Erzéier an deem Kontext eng enorm wichtige Roll. Och wann e Placement a verschidde Fäll déi eenzeg Léisung ass fir engem Kand an Nout ze hëllefen, ass mat engem Placement net alles gedoen. E modernen Hëllef- a Schutzsystem muss och kënnen esouwuel d'Kanner wéi d'Familljen encadréieren an ennerstëtzen, virun allem um psychologeschen Niveau.

Ech wëllt kuerz nach op e Punkt vum Projet goen, dee fir eng Diskussioun gesuergt huet. De Gesetzestext gesäit d'Méiglechkeet vir, datt Jugendlecher iwwer 18 Joer eraus kënnen vum de Strukturen an dem Encadrement vun de Kannerheemer profitéieren. Ech begrësse selbstverständlech dës Positioun vun der Familljekommissioun, déi der Propos vum Statsrot, eng Alterslimite virzugesinn, net Rechnung gedroen huet. D'Hëllef an den Encadrement vu Kanner an Nout kënnen net op eemol einfach esou ophalen, just well d'Kanner groussjäreg gi sinn. Et dierf een net vergiessen, datt vill Kanner d'staatlech Heemer als hir eenzeg Heemecht ugesinn, wou oft een deen aneren als Brudder oder Schwëster gesäit, an och d'Erzéier een Deel vun hirem Liewe gi sinn. Si mussen d'Méiglechkeet kréien och nom Alter vun 18 Joer weider encadréiert ze ginn, wa si dat wëllen.

Dës Méiglechkeet dréit och enger Propos vun der Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ Rechnung. D'Spezialkommissioun huet, nodeem se festgestallt huet, datt net an all Fall e Placement oder eng Erziehungsmaassnam néideg ass, an hirem Rapport virgeschloen, et soll ee Strukture schaffen, wou Jugendlecher, déi net méi bei hirer Famill wëlle bleiwen, ënnerbruecht kéinte ginn. An deem Kontext erënneren ech drun, datt d'Kannerheemer verschidden individuell Wunnenge geréieren, wou méi al Jugendlecher wunne kënnen. Dëst schéngt mer och eng gutt Léisung ze sinn, wou déi, déi d'Chance net hunn op eng harmonesch Familljestruktur zrëckgräifen ze kënnen, d'Méiglechkeet kréien hir Zukunft ze plangen, an dat mat der Ennerstëtzung vu qualifizéierte Leit.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wär frou, wann dës wichtigen Text eng breet Zoustëmmung am Plenum géif fannen, an ech wëllt domadder och den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech villmools merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Arendt. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll eiser Rapportrice merci soe fir hire Rapport.

Ech deelen allerdings hir Feststellung, déi se haut an engem Zeitungsinterview gemaach huet, nëmme bedingt. Si huet bedauert, dass dee Statut esou spéit kennt a gemengt, dass dat vläicht drop zrëckzeféiere wär, dass d'Kanner an eiser Gesellschaft keng Prioritéit hätten. Ech géif do mengen, dass vläicht d'Madame Rapportrice kéint dozou bäidroen, dass déi



Prioritéit geschafte géif ginn. An der Madame Familljeminister huet se e ganz gudden Interlocuteur. Et hätt jo keen d'Madame Nicklaus dru gehënnert, fir eng flott Proposition de loi an deem heite Beräich ze maachen, wat e ganz interessante Beräich ass, well en aacht staatelech Kannerheemer oder Kannerfoyeré betrëfft, déi ausschliesslech zu Schëffleng an zu Diddeleng implantéiert sinn, wou bis zu 70 Kanner kënnen en zweet Doheem fannen.

Et handelt sech ëm duerchwees Eefamilljenhaiser, déi gutt integréiert sinn an deenen traditionell gewuessene Quartieren. Et kann een deene verschiddene Foyeren e Kompliment maachen, an et ass wuel dat schéinste Kompliment dat een deenen Haiser ka maachen, dass se an deenen traditionelle Strukturen, an deenen traditionelle Quartieren iwwerhaupt net opfalen, dat heescht, et gesäit een hinnen net of, dass et Kannerheemer sinn. D'Zesummeliwen an deene Quartieren ass duerchwees och esou positiv an esou problemlos, dass et bal net ze ënnerscheeden ass vun deenen aneren.

#### (Interruption)

Et muss een net ëmmer alles reglementéieren, wann déi mënschlech Wäermt derbäi ass.

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Dir laacht vläicht doriwwer, mä dat hei si Strukturen wou déi mënschlech Wäermt gefrot ass a wou se méi néideg ass wéi op anere Plazen.

#### (Interruptions)

Ech gi jo dovunner aus, dass Dir aus geregelte Verhältnissen kommt, an dass déi Kanner d'Chance...

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Bei deene Kanner, ëm déi et geet, handelt et sech gréisstendeels ëm ganz staark benodeelegt Kanner, déi aus zerrüttete Verhältnissen kommen, an déi ganz staark dru wanne kënnen, wann deen Encadrement vum Häerz kennt a manner aus den Texter eraus.

Et kann ee sech direkt am Ufank d'Fro stellen, firwat et esou Struktur just am Süde vum Land gëtt, a firwat et se just zu Schëffleng an zu Diddeleng gëtt. Vläicht well déi Gemenge sech als ganz gaaschtfreundlech ugesinn hunn, mä vläicht och well dat nach net thematiséiert ginn ass.

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Et gëtt nach eng ganz Partie esou Servicer a Foyers d'accueil, wou de Fonctionnement vun ONGe gelescht gëtt.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Et wär trotzdeem net schlecht, wann d'Demande do ass, an ech mengen, et ass jiddefalls net esou, dass d'Demande ofhëlt, wann dru geduecht géif ginn, net well mir se net gär bei eis hunn, si si ganz häerzlech wëllkomm, een och an anere Regiounen kéint un Implantatiounen vun esou Strukturen denken.

Wéi gesot déi Kanner, déi hei versuergt ginn oder déi hei liewen, kommen aus ganz schwieerege Verhältnissen, wou d'Emstänn ganz villfältig sinn. Et ass net méi esou, dass ee ka soen, dass et Kanner sinn, déi aus deene sou genannte strukturell schwache Famillje kommen, oder iwwer Generatiounen eraus schwache Famillje kommen. Et ass villméi gemëscht. Si kommen aus deene verschiddene Gesellschaftsschichten a si kommen aus deene verschiddens-ten Ursachen, wou awer meesch- tens keng ganz besonnesch schéin Emstänn derbäi sinn: Trennung, Aarmutt, Alkohol, Gewalt bis zum Abus sexuel, Drogen, vernoléisst Kanner, wou sech net méi drëm gekëmmert gëtt, Placementer vun der Justiz, awer net nëm-

men. Et ass wuel eng gutt Proportion, wou Placementer déi vun der Justiz gemaach ginn.

Et muss ee jiddefalls soen, dass déi Kanner, ier se an déi Haiser komm sinn, net op der Sonnesäit vum Liewe waren, wat och e Faktor ass, dee se wesentlech beaflosst a se psychesch belaauscht. Also e wichtige Faktor, op deen an deenen Haiser muss reagéiert ginn, Haiser wou se liewen, wou se encadréiert ginn, wou se an oppe Strukturen an d'Schoul ginn. Déi meeschte Kanner ginn an deene jeeuweilige Gemengen an d'Primärschoul, an d'Spillschoul, ginn her- no an de Postprimaire, mat Ausnahm vun der Classe orthopédagogique, déi zu Schëffleng fonctionnéiert, wou Kanner aus deenen zwee Haiser kommen, mä awer och vun anere Plaze kommen, an och schonn der aus deenen zwou Gemengen erakomm sinn.

Et ass wichtig ze ënnersträichen, dass et oppe Structure sinn, déi net ze verwiessele si mat anere Strukturen, och net ze verwiessele si mat Schraasseg an Dräibur.

Et muss ee soen, dass déi Kanner, ech hunn et virdru vun den Institutionen gesot, net méi an net manner opfalen an deene Strukturen, wou se ënnerdaach sinn, an de Schoulen, an de Veräiner, wéi déi aner Kanner och. Et sinn heiansdo Problemer do, mä wou gëtt et se net. An deenen anere Familljen tauchen och méi oder manner problematesch Fäll op.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet dem Personal e ganz grouse Merci soe fir hiert Engagement. Et muss een deenen betraffene Veräiner, wou d'Kanner iwwert déi normal Zäiten eraus betreit ginn, en häerzliche Merci soen. Et gëtt och Veräiner, déi esou zesummege- wuess si mat Kanner aus deenen Strukturen, dass se sech d'Méi ginn, fir deene Kanner heiansdo eng flott Iwwerraschung ze maachen. Et soll een dat erwähnen, well et féiert vläicht derzou, dass aner Veräiner Ähnlech maachen. De Fëscherclub vun Diddeleng, dee seng Weieren zu Beetebuerg huet, invitéiert d'Kanner eemol d'Joer op de Kannerdag. Dat ass vill Gaudi.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

**M. le Président.** - Wann ech gellift, loosst dach den Här Di Bartolomeo schwätzen.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - D'Forainé maachen ähnlech Initiativé bei den traditionelle Kiermessen. Dëst Joer fir d'éischte Kéier fir d'Kanner aus de staateleche Kannerheemer och um Chrëschtmaart. Et ass eng ganz gutt Initiativ, well se de Kanner d'Méiglechkeet gëtt fir Iwwerraschungen ze kréien, déi an de staateleche Strukturen net ëmmer esou evident sinn.

Da kommen ech zu deene Punkten, déi am Gesetz zwar geregelt sinn, mä wou ee vläicht an zukünftigen Iwwerleeungen a Richtung vun e bësse méi Flexibilitéit kéint goen. De Gesetzesprojekt, dee mer haut ofstëmmen, wäert net zu zousätzlech Personal féieren, mä wäert de Kader regléieren. De Projet wäert och näscht dorunner änneren, dass d'Kanner, déi an deenen aacht Haiser opgeholl ginn, am Duerchschnëtt also normalerweis tëschent 4 an 18 Joer al sinn, mat Grenzen no uewen, mä awer och mat Grenzen no ënnen, wéi zum Beispill am Mäertenshaus, wou se kënnen ab zwee Joer opgeholl ginn.

Et wäert och näscht dorun änneren, dass de Stat iwwert de Budget déi hei Infrastrukture finanzéiert, wou mer da bei deem éischte Problem sinn, dee mer um Rand diskutéiert hunn. Et ass de Statsbudget, dee finanzéiert. Dat huet seng Avantagen, huet awer och seng Désavantages, wat d'Flexibilitéit ugeet. Et war eng ganz flott Iwwerleeung am Avis vun der Chambre

des Fonctionnaires, wou drop higewise ginn ass, dass een hätt kënnen vun der Geleeënheet profitéieren fir de staateleche Kannerheemer d'Flexibilitéit vun engem Projet d'établissement ze ginn.

Bei der aktueller Budgetiséierung ass et esou, dass vill Ausgaben iwwer Bonge geschéien, soudass d'Kanner net gesinn an net direkt mat Geld ausginn, Geld spueren, Geld upaken, konfrontéiert sinn. Dat ass och eng wichteg Missioun, déi een an esou engem Haus, wou d'Kanner de ganzen Zäit liewen, kann iwwerhuelen, fir de Kanner den Émgank mat Geld ze léieren.

Madame Minister, do sinn och Kanner, déi aus Famillje stamen, wou d'Émgang mat Geld e seriöse Problem ass, dofir d'Suggestioun, dass ee sollt no Weeër kucken, och wann dat net an engem Gesetzestext dran ass, fir gewëssen Ausgaben oder gewësse Kreditter kënnen zur fréier Verfügung vun den Haiser ze stellen. Et muss ee sech soss iwwerleeën, ob een dann op de Wee vun A.s.b.l.e geet oder muss goen. Et wier vläicht besser, wann een dat um direkte Wee kéint maachen, well dat och eng konkret éducativ Missioun fir d'Kanner ass.

Dann deet et mer e bësse Leed, dass d'Kommission op de Wee gaangen ass vum Statsrot bei deene Missiounen, déi Innovation a Recherche betreffen. Bon, et kann ee sech froen: Wat ass Innovation et recherche bei staateleche Kannerheemer? Een, deen net mat de Situatioun konfrontéiert ass, stellt sech déi dote Fro vläicht. Mä wann ee mat der Situatioun um Terrain konfrontéiert ass, wou dat net eng stalesch Situatioun ass, wou d'Kanner ëmmer déiselwecht bliwen, no iergendengem bestëmmte Raster, mä wou ëmmer nei Problematiken op déi Haiser zoutreffen a wou et wichtig ass, dass déi Leit d'Méiglechkeet hu fir op nei Situatiounen och nei Äntwerten an deenen dote Strukturen ze entwéckelen, stellt ee sech déi Fro net.

Ech wëll allerdéngs soen, dass ee mat där noutwendeger Flexibilitéit a mat deenen noutwendegen budgetäre Mëttelen och Sputt ka kréie fir Pilotprojeten, a Pilotprojeten ass et der eng Rei an deenen Haiser ginn. Ech erwähne just de Projet Treffpunkt, dee ganz wichtig ass, well an deenen Haiser jo och versicht gëtt d'Kanner mat hiren Elteren zesummenzebréngen. Och wann déi emotionell Bezéiungen zwëschen de Kanner an hiren Elteren extrem gespaant, extrem problematesch sinn, dann ass et awer net esou, dass een déi Eltere verdrängt, dass een d'Eltere culpabiliséiert, dass ee se verdaamt oder dass een de Lien zu de Kanner ofschneit. Mä et ass ganz am contraire esou, dass an de staateleche Kannerheemer probéiert gëtt fir dee Lien mat de Kanner ze erhalen, dass jiddefalls d'Bréck bestoe bleibt an dass, wann de Wëlle vun deenen zwou Säiten do ass fir iwwert déi Bréck ze goen, déi Lienen net verluer ginn. Do hunn also déi staatelech Kannerheemer ganz flott Initiative geholl.

Et muss ee soen, dass se och schonn a méi wäit zréckleieder Vergaangenheet Pionéiermissiounen iwwerholl hunn. Et war an de staateleche Kannerheemer, wou déi éischt Assistante-socialen agesat gi sinn. Ech mengen, et war och an de staateleche Kannerheemer, wou fir d'éischte Kéier eng Commission médico-psycho-pédagogique ausprobéiert ginn ass, an dat kann ee weiderféieren.

Dann e leschte Punkt, dee vläicht och bei dëser Geleeënheet nach erwähnt soll ginn: De Versuch oder jiddefalls d'Éventualitéit - et ass an der Praxis och realiséiert ginn -, dass d'staatelech Kannerheemer eng Rei vu Kanner aus Réfugiésfamilljen opgeholl hunn, wou et

schwierig war, déi an anere Strukturen ënnerdaach ze kréien. An och an deem dote Beräich hunn d'staatelech Kannerheemer eng ganz grouss Öffnung gewisen.

D'Diskussiounen iwwert déi staatelech Kannerheemer, grad wéi virdru d'Diskussioun iwwert d'Zentre vu Schraasseg an Dräibur, hunn awer och drop higewisen, dass mer an eenzelne Beräicher, wat d'Opfaangstrukture fir e bësse méi problematesch Kanner ugeet, Lücken hunn - ganz seriö Lacunen hunn. Et ass heiansdo esou, dass, wann extrem Problemer optauchen och an de staateleche Kannerheemer, kaum nach eng aner Alternativ bleift, wéi d'Kanner zu Schraasseg oder zu Dräibur ze placéieren oder am Ausland ze placéieren. D'Gerichter hunn heiansdo och keng aner Alternativ, wann et net geet an de staateleche Kannerheemer, wéi zu Schraasseg oder zu Dräibur ze placéieren, oder wéi dat a ville Fäll, ze ville Fäll de Fall ass, an d'Ausland ze goen.

Souwäit meng Informatiounen richtig sinn, hu mer ëm 100 Kanner a spezialiséierten Zentren am Ausland placéiert. Et misst ee sech vläicht awer eng Kéier Gedanke maachen, net alles zu Lëtzebuerg ze schafen - dat ass net dran -, awer méi. Et sinn heiansdo esou spezifesch Situatiounen, dass et een oder zwee Kanner sinn an engem Beräich an dass een da besser huet an d'Ausland ze goen. Mä et feelen Tëschestrukturen, déi mer eis sollten iwwerleeën opzebauen.

Ech brauch net nach eng Kéier op déi eenzel Punkten anzegeen. Dat ass am Rapport excellent gemaach ginn. Mä ech wollt just zum Schluss nach soen, dass an de staateleche Kannerheemer, dat ganz kleng dezentral Struktur sinn, eng excellent Aarbecht gelescht gëtt, dass déi Haiser voll an deene Gemengen a Stied akzeptéiert, integréiert sinn, an et zu enger flotter Zesummenaarbecht kënn mat der Société civile, wat de Verdéngscht ass vun engem engagéierte Personal, dat e gudden Statut mat kloer definéierte Missiounen verdéngt, an och mengen ech vläicht an Zukunft déi Flexibilitéit, déi seriö schaffend Leit verdéngen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci villmools. Den nächste Riedner, deen ageschrieben ass, ass den Här Bettel, wann ech glift. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ëmmer schwéier, wann een als véierten Orateur iwwer esou ee Sujet schwätze soll, well déi meescht schonn dat Gréisst vum Projet de loi presentéiert hunn. Am Fong kéint ech och soen, dass et einfach hei eng Clarificatioun vun engem Flou juridique ass an dass et héchst Zäit ginn ass, dass en Text an eng Base légale fir déi Kannerheemer geschafte gi sinn, an da kéint ech mech schonn direkt elo sätze goen. Mä ech hunn lech awer verschidde Saachen hei matzedeelen iwwert de Sujet.

Fir d'éischt, wat wichtig ass, dat ass Dräibur, Schraasseg a Kannerheemer net an een Déppen ze gehéien. Verschidde Leit verwiessele dat Ganzt an et dierf een dat net verméschen. E Kannerheem ass net e Placement vun engem Richter fir eng Sanktioun vis-à-vis vun enger Strofdot oder esou eppes. Déi Kannerheemer sinn do fir d'Leit, an ech zitieren hei ee vun den Avisen: Eng „Mission d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement pédagogique, de formation scolaire et professionnelle, d'innovation et de recherche“; eng „Mission éducative et sociale“. Et soll een net alles duerchernee gehéien. Ech hat awer der Madame Minister...

#### (Interruption)

Jo, et sinn awer Leit, Madame Stein, déi alles duerchernee gehéien. Ech kann lech et awer soen.

#### (Hilarité)

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Ech wollt just soen, datt och déi Kanner zu Schraasseg an Dräibur net alleguerten do sinn, well si eppes verbrach hunn. Mä si ginn och heiansdo zu hirem Schutz dohinner placéiert.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Ech kommen elo dorobber. Ech fannen et schued - d'Madame Ministesch huet mer dat och confirméiert an der Commission de la Famille -, dass eng gewëssen Zuel vu Kanner, déi placéiert misste ginn an engem Heem oder an enger anerer Struktur, net kënnen an där Struktur emfaange ginn, well déi de Weekend zou ass oder eben net zu enger Auerzäit op ass, wou et net méiglech ass, an dass se dann op Dräibur ginn. Ech wëll net soen, dass dat absolut schlecht ass, also besser fort wéi wa se wierklech an enger schrecklecher Situatioun doheem sinn. Mä awer Dräibur ass fir mech, Madame Ministesch, wierklech net déi Plaz fir déi Situatiounen, déi et gëtt. Et gëtt am Moment keng aner Méiglechkeet. Mä zu Dräibur maache se op jidde Fall net hire beschte Carnet d'adresse.

Mir schwätzen hei, Här President, Madame Ministesch, iwwer Problemer vu jonke Leit an hei läit mer ee Problem besonnesch um Häerz, well ganz vill Leit mengen hei zu Lëtzebuerg, dass et de Leit jo esou gutt geet, dass et de jonke Leit sou gutt geet an dass et jidderengem hei am Land jo esou super geet, well an der Zeitung näscht dovu steet, dass et de jonke Leit kënn schlecht goen. Mir gesi Reportagen op der Tëlee vu jonke Leit, déi op der Strooss sätzen, Strummerten, Toxicöen, déi einfach net méi wëllen doheem eragoen an déi da keng Struktur méi fannen, fir iwwerhaupt en Ënnerdaach ze fannen, déi op der Strooss wunnen. RTL huet vill Reportagen driwwer gewisen. Ech erfanne guer näscht.

Ech wëll hei der Madame Minister merci soen, well si huet mer eng ganz komplett Äntwert op eng Question parlementaire virun dräi Woche ginn, iwwert d'Suicidé bei deene jonke Leit an dee Sujet läit mer och besonnesch um Häerz, fir lech einfach ze beweisen, dass et och aner Problemer gëtt.

An de Joren 1968 bis 1977 hu sech 42 jonk Leit suicidéiert, dat heescht Leit bis 24 Joer. Tëschtent 1978 an 1987 56. Tëschtent 1988 an 1997 53 an tëschent 1998 an 2002 31. Dir gesitt also, déi lescht Period bedréit fënnef Joer. Déi aner dat sinn der zéng. Vun 1968 bis 2002 ass den Taux de mortalité op 100.000 bei dem Suicide bei deene Jonke vu 5,4 op 8,2% eropgaangen. Dat ass eng Augmentatioun vun 50%. Dat ass net näscht.

Bei de Jongen ass deen Taux vu 7,6 op 12,4% eropgaangen. Dat ass eng Augmentatioun vun 63%, a bei de Meedercher ass den Taux vun 3,2 op 3,8% eropgaangen. Dat ass eng Augmentatioun vun 18%.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt et jo selwer. Gitt einfach op d'Strooss, gitt einfach op d'Place d'Armes, gitt bei d'Post, da gesitt der ganz Gruppe vu jonke Leit, déi meeschtens keen Doheem hunn an déi sech einfach a kenger Struktur méi erëmfinden. An dofir fannen ech et wichtig, dass déi Haiser fir d'Kanner geschafte ginn, net nëmme fir d'Kanner, well et ginn och nach Leit déi Ënnerstützung brauche wa se keng 15, 16 Joer méi hunn, mä scho méi al sinn, 18, 20 oder 23, wa se nach eng Formatioun haten.

Mä op jidde Fall ass et ganz wichtig déi Leit, déi net d'Chance hu fir en Encadrement ze hunn, net déiselwecht Chance vun der Réussite hunn, ze encadréieren. Ech mengen, et ass eng Missioun, déi de Stat muss respektéieren. A selbstverständlech wäert dofir och



d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dëse Projet de loi stëmmen.

**M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den Här Aly Jaerling huet d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Merci, Här President. Nodeem datt ech beim Här Di Bartolomeo a senger Ufanksried gemengt hunn, et wier him eng Bibel op de Kapp gefall, well esou häerzhaft huet en hei geschwat, wëll ech awer och der Madame Rapportrice félicitéiere fir deen ausféierleche Rapport, dee se gemaach huet an eng Rei Virriedner virdrun hunn och hei schonn zum Thema geschwat, esou dass ech mech am Fong net méi esou déif gräifend mam Projet de loi selwer wäert befaassen.

Här President, wéi krank eng Gesellschaft ass, kann een an der Zuel vun den Heimer feststellen, déi ee muss baue fir verlossen oder verstosse Bierger ënnerzebréngen, sief et Kannerheemer, Fraenheemer oder och Alters- a Fleegeheemer. Besonnesch bei Kanner läit de Malaise oft an hirer Famill, also bei deenen, déi se am Fong solle beschützen. Gesellschaftlech Contrainté mat deenen déi Erwuessen net eens ginn, net kloer kommen an net domat fäerdeg ginn, gi ganz oft op d'Kanner iwwerdroen, wou et dann och net verwonnerlech ass, dass d'Kanner dat, wat se doheem matkréien, dann och dobaussen op aner Kanner iwwerdroen a mengen, dass dat wat d'Elteren hinne virliwen, dat ass wat si an hirem Liewen am Fong solle maachen.

Mir hunn elo hei geschwat vun de Kannerheemer, wéi wichtig et ass, dass mer esou Heemer bauen. Et ass kloer, dass et wichtig ass, mä et soll awer och emol driwwer geschwat gi wat ee ka maachen, fir ze verhënnere dass mer iwwerhaupt nach weider Kannerheemer oder soss Heemer musse bauen, an do läit menger Meenung no de spréngende Punkt an der Opwärtung vun der Famill.

Soss war d'Famill ëmmer eng Unitéit, déi vum Kand bis bei den Urgrousspapp gaangen ass, also eng geschlossenen Unitéit, wou am Fong Generatiounen zesummegeleift hunn a Generatiounen zesummen een deen anere beschützt hunn. Déi Aart vu Famill ass leider haut um ënnergoen.

Dat ass ee vun de Problemer, dee mer an eiser Gesellschaft hunn, well einfach de Partikularegoismus oder einfach de finanzielle Besoin d'Leit dozou zwéngt, dass d'Famill ausernee gerappt gëtt, dass zwee Elterendeeler musse schaffe goen, eleng scho well se et net fäerdeg bréngen déi héich Loyerer ze bezuelen, a well mer dann och hei an eiser Gesellschaft permanent drop aus sinn an einfach soen, dass d'Fraen alleguerle solle mat op den Aarbechtsmaart goen. Ech mengen och dat ass net onbedéngt dee richtige Wee an dofir läit eis Approche éischer doranner, dass ee soll d'Famill opwäerten, dass d'Famill sech kann esou zesummesetzen, dass se déi finanziell Contrainten net méi huet an dass se ka wielen...

#### (Interruptions diverses)

Madame Wagener, Dir kënnt eng Famill grënne wéi Dir wëllt. Mir halen awer drop, dass déi Famill, wéi se bis elo déi traditionell...

#### (Interruptions diverses)

Loosst jidderee gewärde wéi e wëllt. Et ass just dat wat ech wëll soen.

Et si just verschidde Leit heibanen, déi anere Leit wëlle virschreien, dass se musse schaffe goen an do läit de Problem. Mir soe ganz kloer, dass de Malaise doranner läit, dass eis Familljen net méi déi néideg Moyenné kréien, fir kënnen ze wile wat se maache sollen, dass se kënnen wielen, dass d'Frae kënnen doheem bleiwen oder schaffe goen. Dat muss der Famill

hir Wiel sinn an och dem Mann seng.

#### (Hilarité et interruptions diverses)

Ech freeë mech driwwer, Här Gira, dass Dir an Är Partei dat hei an d'Lächerlecht zitt. An alle Familljen hei am Land, déi lech nolauschten...

#### (Brouhaha général)

An ech soen nach ëmmer, an eis Partei seet dat och: D'Famill ass nach ëmmer d'Kärzell vun der Gesellschaft a soll et och bleiwen.

#### (Interruptions diverses)

**M. le Président.** - Ech géif drëm bieden, den Här Jaerling schwätzen ze loosse.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - An ech verbidde mer och an ech ginn och kengem d'Recht hei fir mech op meng perséinlech Familljesituatioun unzeschwätzen, well soss ginn ech bei verschidden aner Leit och emol e puer Lächchen an de Keller sichen an da sinn ech net deen, deen am dommsten aus der Wäsch kuckt.

#### (Interruptions diverses)

Dofir wëll ech nach eng Kéier widerhuelen, dass et net duergeet, dass mer ëmmer begreissen, dass mer hei Heimer an do Heimer schafen, mä dass mer eis och musse Gedanke maache wéi mer déi Heimer kënnen finanzéieren a wéi mer déi Heimer kënnen begrenzen, an do läit eben eiser Approche no d'Opwärtung vun der Famill, wou d'Generatiounen, déi ëmmer zesummegeleift hunn an enger Famill, een deen anere schützen an da kéime mer och op de Wee, dass mer net esou vill Heimer bräichten.

Als Ofschloss wëll ech soen, en Invest an d'Famill bedeit fir d'Zukunft en Erspuernis un Heimer. Mir wäerten trotz allem dee Projet hei stëmmen, well en awer seng Wichtigkeet huet.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Dagmar Reuter.

**Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Rapportrice merci fir hiren ausféierleche Rapport. Natierlech wäerte mir Gréng dëst Gesetz och stëmmen, well et, wéi et hei schonn esou oft gesot ginn ass, e Lach am Gesetzestext stoppt.

Ech wëll och nach eng Kéier op den Historique vun dëse Kannerheemer agoen. Et huet gedauert bis an d'lescht Jorhonnert bis déi Situatioun vun dëse Kanner an d'Rei bruecht ginn ass, dass mënschlech a sozialpedagogesch a sënnavoll mat de Kanner konnt ëmgaange ginn.

Et ass wichtig, dass de Stat an dësem Beräich weider seng Responsabilitéiten hélt a se net erfroschrauft, mä nach weider ausbaut. An dofir sinn awer sécher och e puer kritesch Gedanken hei ubruecht. Mir mengen, dass een dëst Gesetz soll och am Kader gesi vun där Debatt vum Kanner- a Jugendschutz, déi mir virun e puer Méint hei gefouert hunn. An zwar stousse mer hei erëm op deen Deel vun de Problemer, déi mer schonn deemools gesot hunn, vun deenen e gewëssenen Deel ënnert den Dësch gefall ass.

Ënnert den Dësch gefall ass zum Beispill eis Fuerderung, dass endlech seriö Etüde solle gemaach ginn, fir endlech iwwer seriöt Zuelematerial ze verfügen a sech endlech en detailléiert Bild kënnen ze maachen, wat mat verschiddene jonke Leit lass ass a wéi hir wierklech Situatioun ass, fir dann och geziilt kënnen virzegoen.

D'Erfahrungen, déi an de staateleche Kannerheemer an och an de konventionéierte Kannerheemer

gemaach ginn, si vu grousser Bedeutung. An dësem Zesammenhank bedauere mir et, dass am Artikel 2 vum Gesetz, an deem d'Missionen definéiert sinn, net déi fënneft Missioun, déi vun der Innovatioun a vun der Recherche, bäibehale gouf. Ech hat deemools als Eenzegen dergéint gestëmmt, dass dat sollt erausgeholl ginn.

Ënner anerem wéinst dem Avis vum Statsrot gouf déi Missioun fale gelooss. De Statsrot huet gemengt, dës Missioun wär konsequenterweis an deene véier anere Missiounen enthalen, a wier dofir keng Missioun a part. Dat kann een esou gesinn, mä mir fannen, dass dat eng Missioun a part ass. Mir huelen un, dass d'Auteure vum ursprüngeleche Projet de loi wuel hir Grënn haten, fir d'Innovatioun an d'Recherche expressis verbis bei de Missiounen vun de Kannerhaiser opzezielen. Wann d'Missioun nämlech esou däitlech formuléiert do steet, da muss ee sech och drun halen an hir permanent Rechnung droen. A wann een dat mécht, da kritt een noutwendegerweis eng aner Approche an deem Sënn, dass een traditionell Weeër ëmmer erëm hannerfreet an no neie Weeër sicht.

Et ass awer hei ugeklonge vum Här Di Bartolomeo, dass déi staatelech Kannerheemer schonn no villen neie Weeër gesicht hunn. Ech sinn och ganz frou driwwer, dass hien dat elo hei gesot huet, mä ech bleiwen awer bei där Positioun, dass d'Innovatioun an d'Recherche e wichtige Deel sinn.

Wann dës fënneft Missioun am Gesetz géif festgeschriwwen ginn, dann hätt se jo och den néidege Poids fir d'Innovatioun virunzedriewen an esou nei Impulser ze integréieren. Datt dëse Punkt ewechgelooss gouf ass fir eis erëm symptomatesch, dass am Endeffekt net no neie Methoden a Weeër gesicht gëtt, mä datt alles ëmmer soll schéi brav beim Ale bleiwen. Et ass komesch, dass um ekonomesche Plang dauernd vun der Bedeitung vun der Recherche an der Innovatioun geschwat gëtt, mä wann et an de soziale Beräich geet, da gëtt d'Bedeitung vun der Recherche an der Innovatioun erfrogespillt.

Mir Gréng werfen der Majoritéit vir, dass se prioritär ëmmer nëmme no de Juristen engersäits an no de Finanzen anerersäits kuckt, an datt si net genuch Leit héiert, déi um Terrain schaffen. Hei ass einfach e Malaise, deen een net doeruech aus der Welt schafft andeem ee mécht wéi wann näischt wier. Sécher, hei geet et virun allem elo emol drëm, d'Situatioun vun de Kannerheemer juristeschem ofzesécheren, mä mir Gréng fuerderen, dass och iwwert d'Schafung vu weidere staateleche Kannerheemer ngeduecht gëtt. Ënner anerem erënnere mer un eis Fuerderung vun engem sou genannte Weglaufhaus, deem seng Noutwendegkeet sech permanent am Alldag beweist.

A wa mer schonn dobäi sinn iwwert d'Kannerhaiser ze schwätzen, da sollte mer och iwwert d'Kanner selwer schwätzen, déi an deenen Haiser hei liewen. Mir sollten awer och e puer Gedanken verwenden iwwert déi Leit, déi hei schaffen a gläichzäiteg ëmmer erëm zur Debatt stellen, wéi et ëm d'Eltere steet, deenen hir Kanner an dësen Haiser sinn. An do gëtt a leschter Zäit ëmmer erëm déi Fro opgeworf, déi mer och scho bei der Debatt iwwert d'Jeunesse en détresse ugefouert hunn, nämlech de Problem vun Transfert vun der Autorité parentale, deen am Moment vill ze schnell a vill ze automatesch geschitt.

Viru kuerzem ass dës Problematik erëm am Zesammenhank mat de Kannerhaiser an engem héichinteressanten Artikel vum „Lëtzebuerger Wort“ zur Sprooch komm. An

och wa mir hei an der Chamber viru kuerzem anescht decidéiert hunn, bleift de Problem bestoen a vill Elteren, déi guer net an de Klischee vu Rabenelteren erapassen, hu weiderhi keng Méiglechkeet, fir hir Responsabilitéit ze droen. Mir Gréng wäerten eis op deem Plang net ginn, bis datt d'Leit vum Terrain massiv gehéiert an dës ondifferenziéiert Praxis vum Transfert vun der Autorité parentale aus der Welt geschafe gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Madame Reuter. Et ass kee Riedner méi ageschriwwen. D'Regierung huet dann d'Wuert. Madame Minister Jacobs wann ech glift.

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géng fir d'éischt wëllen der Madame Rapportrice merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport, esou wéi och all deene Riednerinnen a Riedner, déi heizou Positioun bezunn hunn.

Eigentlech ass dat richtig, wat de Xavier Bettel emol gesot huet, dass dat heite Gesetz viles wat mer diskutéiert hunn, iwwerhaupt net beinhaltet. Dat hei Gesetz schafft d'legal Basis vun de staateleche Kannerhaiser. Net méi an net manner.

D'Kanner, déi gëschter zu Schëffleng an zu Diddeleng waren, déi gi muer no dem Vote vun deem heite Gesetz grad d'selwecht gutt versuergt an et gëtt weider gutt no hinne gekuckt wéi bis elo. Et ass also falsch ze mengen, wann elo déi legal Basis geschafe wier, dann hätte mer e schreckleche Fortschritt gemaach wat d'Kannerrechter ubelaangt a wat d'Prioritéit vun de Kanner wären. Do ännert et keen hallwe Millimeter.

#### (Interruption)

Dat wier wierklech ze vill einfach, an ech denken, dass et net esou laang gedauert hätt bis dat Gesetz do gewiescht wier. Et ass also eng legal Basis fir d'Institutiounen a fir d'Servicer, déi geschafe ginn a soss näischt.

Dat verhënnert awer net, dass mer net nach eng Kéier hei eng Diskussioun féieren, an et ass och déi, déi bis elo haaptsächlech gefouert ginn ass, iwwert d'Jeunesse en détresse. Do denken ech, dass jidder-een, deen dozou geschwat huet, och dat mat Recht gemaach huet. An deene bestehenden Haiser gëtt et Servicer, un déi d'Leit sech kënnen wenden.

Ech sinn net dermat d'accord, Madame Reuter-Angelsberg, wann Der sot, dass mer näischt géife maachen, a wann Der sot, dass net géng mat deene Leit um Terrain geschwat ginn. Et gëtt ganz vill mat deene geschwat, well soss wiere mer net esou wäit wéi mer sinn. Et wier vläicht och gutt, wann déi Leit och mat lech géinge schwätzen, dass Dir och géingt héieren, wat se ze soen hunn, well et ass wichtig, dass deen een an deen aneren déiselwecht Messagé kritt.

Datt et ganz vill Schwierigkeeten an de Famille gëtt, doru besteet guer keen Zweifel, an datt déi Kanner, déi dohinner kommen, vill méi Schwierigkeete mat sech bréngen, wéi dat déi Zäit war, wéi richtig Weesekanner dohinner komm sinn. Och doru besteet keen Zweifel. Datt dat fir d'Personal alles vill méi komplizéiert gouf a vill méi vun hinnen haut erwaart gëtt, wéi fréier, dat ass och ganz kloer.

Ech war elo kuerz eng Kéier an engem Haus, wou den Direkter mer gesot huet, mir hunn hei kee Kand wou d'Mamm net an iergendenger Dépendance, enger Sucht, ass. Alkohol oder Drogen. Dat muss ee sech virstellen. Kanner, déi op d'Welt kommen, musse fir d'éischt emol eng Entwöhnung gemaach kréien, entweder mat der Mamm zesummen oder eleng. Datt déi Kanner natierlech aner Virausset-

zunge brauchen, dass ass ganz kloer, an et ass och kloer, dass dat fir d'Personal ganz aner Erausforderunge sinn, wéi wa se Kanner hunn, déi eigentlech en normale Wee gaange sinn a wou duerch een Ongléck d'Elteren op eemol net méi do sinn.

Ech mengen, dass deem alles an der Zwëschenzäit Rechnung gedroe gouf. Datt een ëmmer nach kann zousätzlech Personal derbäisetzen, nach ëmmer zousätzlech Formatiounen ka mat de Leit maachen, dass ass alles an der Rei, mä ech denken, dass sech esou viles do geännert huet, dass et gutt wier, wann ee géif gesinn, wat dat alles heescht.

Bei deenen Haiser a Servicer kënnen d'Famillje selwer froen, fir datt e Kand dohinner kënnt. Et sinn awer och d'sozial Servicer, déi kënnen froen, fir datt Kanner dohinner kommen. Leschten Enns selbstverständlech kann d'Jugendgericht Kanner dohi placéieren.

Mir hätten eis och kënnen virstellen, dass dee fënnefte Punkt, wat d'Innovatioun an d'Recherche ubelaangt, an dësem Projet drastoe bliwwen wär, mä ech ka mer awer och virstellen, an ech gesinn eigentlech kee Problem doran, dass ee Recherche an Innovatioun mécht. Mir schreibe souwisou, hunn ech heiansdo d'Gefill, vill ze vill an d'Gesetz drin, well et steet jo néierens geschriwwen, wann eppes net do steet, dass een et dann net därerf maachen. Quitte datt ee ka soen, dann ass ee vläicht méi derzou obligéiert, well den Treffpunkt, dee stong och net an de Missiounen vun de staateleche Kannerheemer, en ass awer gemaach ginn. E gëtt gemaach mat héich qualifizéiertem a motivéiertem Personal. Dat heescht also net automatesch, dass eppes net ka gemaach ginn.

Den Här Di Bartolomeo hat gesot, staatelech Kannerheemer géif et zu Schëffleng an zu Rémeleng, mä mir hunn awer eng ganz Partie aner Organisatiounen, déi selbstverständlech och Kanner bei sech ophuelen, well soss wiere mer am Fong gutt eraus wa mer der nème 70 oder 75 am Ganzen hätten. Ech erënnere nëmme un d'Jongenheem, un d'Kannerschlass, un d'Kannerland, d'Caritas, d'Croix-Rouge, d'Mierscher Kannerduerf, déi allegueren iwwert d'Land verdeelt sinn. Ech wëll net soen, dass ech domadder se allegueren genannt hunn, mä et gëtt der eng ganz Mass, déi sech Gott sei Dank doréms këmmere an ech denken och, dass dat wichtig ass, dass se iwwert d'Land och verdeelt sinn an och e bëssle gekuckt gëtt, aus wéi engem Eck déi Kanner kommen, déi och selbstverständlech éischer musse kënnen an deene Regiounen bleiwen, wat sécher fir si och besser ass.

Investitiounen an d'Familljen, dass ass ouni Zweifel ee vun deene wichtige Punkten. An ech bewonneren ëmmer déi Leit, déi esou Bescheid wëssen. Neen. Jidderee seet, et misst méi investéiert ginn. Mä wann een dat seet, wat soll een da maachen? Ech kann och grouss Artikel doriwwer schreien, wéi Leed et mir deet, dass 50% vun de Mariagen zu Lëtzebuerg gescheet ginn. Domadder ass awer net erëm een Eenzegen, deen erëm bei deem aneren ass. Et muss ee just wëssen, wann ee grouss Theorie schreift a schwätzt a seet: Wat sinn déi konkret Hëlfe, déi mir de Leit kënnen ginn? Dat ass d'Fro. Et ass net jiddereen. Dat Lamentéiers do, dofir keeft keen...

#### (Interruptions)

Ma jo, dass géng mech wonnere. Da fale mer wahrscheinlech all schwach.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll lech just soen, dass mir eng ganz Partie Servicer hunn, déi mer de Familljen ubidden, sou gutt fir mat hire Kanner dohinner ze goen, wa Problemer bestinn - ob



dat Kanner sinn, déi eng Behënnung hunn, ob dat Kanner sinn, déi verhalensgestéiert sinn, ob dat ass, wann an der Koppel selwer Problemer dra sinn. Ech denken awer, datt vill Leit net ëmmer wësen, wat et alles gëtt.

Op där anerer Säit hu mer an deene leschte Joren zesumme mat dem Kannerschlass vu Suessem dat, wat een nennt eng Eltereschoul, ageriicht, wou mer wellen deenen Elteren, ob se bestuet sinn oder net bestuet sinn, d'Méiglechkeet ginn, datt se eng Plaz hunn, wou se sech kënnen informéieren goen, wou se mat anere Leit kënnen driwwer diskutieren, wat fir Problemer sinn, a wou mer domadder hoffen deene Leit eng Äntwert ze ginn, ier et ze spéit ass. Well, wa bis eng Kéier d'Familljen ausernee gebrach ass, dann ass kee Service méi, dee se beienee kritt. Mä ech denken, datt et méi wichtig ass, datt een am Virouser kuckt, datt een dat e bësselchen do vläicht ka verënnern. Wéi gesot, ech wëll elo net mer Illusiounen iwwer esou eppes maachen. Mä et soll ee weinstens probéieren och Hëllefstellung an deem Sënn ze ginn.

Dann ass geschwat gi vun engem Weglaufhaus. Ech wëll drun erënnern, datt mer e Meederchershaus hunn, wat een och kann, wann ee géing wellen, als Weglaufhaus kënn an engem wäite Sënn...

#### (Interruption)

Jo, et ass eppes anescht. Mä de Problem vun all deenen Haiser ass: Wien ass dann zustänneg, wa Jugendlecher ënner 18 Joer kommen? An et kritt een e bësselchen Erfahrung vum deem Meederchershaus, datt dat am Ufank grouss Problemer ware mat de Geriichter, déi gesot hu mam Jugendschutz: „Wéi ass dat da méiglech, datt Dir op emol Kanner do ophuelt? Dir hutt keng Autoritéit fir déi Kanner.“ Kanner, déi zum Beispill och fortgelaf sinn zu Schraasseg an Draibur. Dat ass alles e bësselche méi komplizéiert wéi esou. Dat verënnert...

#### (Interruptions)

Mir fänke se néierens op. Well et ass kee komm.

■ **Une voix.** - Jo dach, et sinn der awer do komm. Also...

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Neen, et ass keen Eenzeg komm. Mir hunn...

■ **Une voix.** - Da sinn d'Informatiounen vum Terrain falsch.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Jo. Also ech hu gesot kritt, bis elo wier keen do gewiescht. Well, wéi gesot, dat ass jo dann eppes anescht wéi eppes, wou een da ka soen, punktuell während dem Wenter kann een esou Saache maachen, mä ouni datt een awer all Mënsch an all deenen do ëmmer ka Satisfaktioun ginn, wat vläicht gutt mengt ass, mä, wéi gesot, wat méi komplizéiert awer anzeiichten an och juristescht ofzesécheren ass wéi dat doten.

Ech géing virun allem wëlle vun der Plaz aus all deenen Direkteren an all deene Leit, déi doranner schaffen, e grouse Merci soen, well et ass eng ganz schwéier Aarbecht, déi doranner gemaacht gëtt. Et ass eppes, wou ee muss 24 Stonnen op 24 schaffen. Déi Leit sinn net samschdes a sonndes fräi. Déi kënnen net, wa se heem ginn, all hir Suergen do loossen, déi se se erlieft hunn. An dofir denken ech, ass et och wichtig, datt mer déi Formations continues maachen, fir eben och ze verënnern, datt dat Personal ze fréi an de Burn-out kënn. Dann denken ech, datt et richtig ass, datt mer spezifesch Angebote brauchen, wat och verschidde schwierig Fäll ubelaangt.

Mir kënnen net fir jiddereen a fir all eenzelne Fall an eenzel Krankheet an eenzel Verhalensstéierung an eegent Haus schafen. Mä ech denken, datt et wichteg ass, datt mat deene Leit, déi doranner schaffen, esou Formatiounen gemaach ginn, datt se eng ganz Partie vu Problemer awer kënnen opfänken op där enger Säit an op där anerer Säit, et och méiglech ass, datt mer vereenzelt zousätzlech Strukturen awer schafen, déi méi spezifesch sinn, fir eben och Kanner mat Problemer an déi verhalensgestéiert sinn, kënnen opzefänken.

Domat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mer wäit ewechkomm vun deem, wat mer de Mëtteg wéi gesot sollten hei maachen. Mä ech denken, datt et eben eng gutt Geleeënheet ass, fir awer nach eng Kéier op déi Problemer, déi d'Kanner hunn, virun allem opmierksam ze maachen. Do kann ech jidderengem versécheren, datt et bei mir net de Problem ass och fir deenen eenzelne Leit déi Fräiheeten ze ginn, déi se brauchen, fir kënnen do déi Aarbechten ze maachen, ob dat an der Innovatioun, an der Recherche ass oder och fir ze léiere mat de Suen ëmzegen an och mat anere Saachen, datt se och léieren Haushalt ze féieren an ze maachen, well et dat ass wichteg. Wann een dat net kann, dann hëlleft et och nach näischt, wann ee mat de Sue kann ëmgoen. Dann huet een der senger Liewen net genuch.

An deem Sënn géing ech lech wierklech merci soen, datt mer dat awer haut géinge gestëmmt kréien a mech drop freeën, datt dann domadder dee Schrëtt och fir déi staatlech Kannerheemer gemaach ass.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5174 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Niki Bettendorf)

D'Artikelen 1 bis 15 si gelies an uegholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwer dee virleiende Gesetzesprojet.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmme uegholl mat 59 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes (par M. Théo Stendebach), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanuschi;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;*

*M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann un den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 4988 iwwer d'Käschten am Beräich vun de Fleegeheimer. D'Riedezäit ass och hei nom Modell 1 festgeluecht a fir d'éischt kënn de Rapporteur. Als Rapporteur ass virginn den honorabelen Här Deputéierte Jean-Marie Halsdorf. Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

### 5. 4988 - Projet de loi autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit

#### Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4988 ass e Projet de loi, dee grad esou vill Unanimité bruecht huet an och bréngt an der Kommissioun, wéi dee Projet, dee mer elo grad diskutéiert hunn. Ech géif och dofir, wat den Detail vun deem Projet ueget, mengen, sollt een am schrëftleche Rapport oder am Rapport parlementaire an och an den Avisé vun de Berufskummeren nollisen.

Et sollt een, wann een deese Projet kuckt, am Fong geholl deen hellege Grondprinzip, dass den Accès vun deene villen Alters- a Fleegeheimer ëmmer muss no soziale Kritäre méiglech bliwen, ëmmer virun Aen hunn. An ech géif och mengen, deese Projet géif an déi Richtung goen. Deese Projet ass am Fong e Stéck vun aktiver Sozialpolitik, wat de Leit Rechter a Garantie schaaft, déi mer och musse fir d'Zukunft garantieren.

D'Erfahrungen, déi an de leschte puer Joer gemaach gi sinn, sinn an deese Projet agefloss, an deese Projet muss een an der Komplementaritéit gesinn zur Fleegeversécherung, zum Lëtzebuerg Modell, dee sech finanziell bewährt huet. Dat hu mer jo gesinn am Kader vun der Fleegeversécherung, wou mer 1% vun de Revenuen ofginn a wou mer mat 0,81% géifen auskommen an och um Terrain sinn hei wéineg Problemer.

Deese Projet soll d'Gesetz vum 23. Dezember 1998 abrogieren. Dat Joer 1998 ass jo dat wou ganz vill an deem Beräich sech zu Lëtzebuerg gedoen huet. Do hate mer fir d'éischt d'Gesetz vum 19. Juni 1998, wou d'Fleegeversécherung agefouert ginn ass. Duerno hu mer den Établissement public unique gemaach fir d'Maisons de soins an och fir d'Centres intégrés fir Personnes âgées an datselwecht Joer hu mer och dat berühmten ASFT-Gesetz hei an der Chamber gestëmmt. Dat war deemools den 8. September.

Am Fong geholl hu mer mat deem Gesetz eng wichteg Mesure vu sozialer Solidaritéit. Mir ginn deem

eenzelen eelere Bierger eng Garantie, dass en, och wann en ofhängeg gëtt, eng Prise en charge kritt, wou d'Qualitéit am Mëttelpunkt steet. Deese Beräich sollt ee wierklech net vernoléisseg. Deese Beräich - ech hunn am schrëftleche Rapport Chiffere bruecht - muss ee sech virstellen. Do si 4.500 Better, déi op den 1. Juli 2003 hei am Land geschafegoufe vum Ministère. Dat ass en décke Batz. Mat 63.140 Leit, déi méi wéi 65 Joer haten, mécht dat eng Kapazität vu 7,13%. Do si mer vill vill besser wéi déi aner Länner an der EU. Dat sollt een och emol eng Kéier op deser Tribün soen.

De Statec seet, mir bräichte fir 2010 5.480 Better. Wann ee weess, dass elo iwwer 1.350 Better nees an der Maach sinn, wann ech dat daerf esou soen, da géif een op 5.855 Better kommen. Et gesäit een also, dass déi Politik, déi vun deem Familljeministère gemaach ginn ass, no vir kuckt a Garantie gëtt, fir dass mer do sécherlech keng Beschränkungen oder keng Problemer an den nächste Jore kréien.

Wat de Projet als solchen ueget hu mer fir d'éischt an der Kommissioun vill iwwer den Intitulé diskutiert an do ass och da festgehalleginn, dass déi Terminologie vu Centres socio-gérontologiques a Foyers de jour psychogériatriques net zréckbehale gëtt. Dofir ass en neien Term an den Intitulé komm, nämlech dee vun Établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit. Dat ass och ee vun deene stationäre Beräich, deen heimat ofgedeckt gëtt. Déi aner zwee, dat ass dee vun de CIPA, vun de Centres intégrés pour personnes âgées an dee vun de Maisons de soins. Des Weidere spillt dëst Gesetz och am Kader vum Hébergement an engem Spidol an dat nom Artikel 17 vum Code des Assurances sociales.

En anert Element, dat an deem Gesetz hei ugaange gëtt, ass dat vun den Akten, déi musse preséiert ginn. Wéi eng Akte sinn elo obligatoresch? Do gëtt sech baséiert op déi zéng Akte vum Accueil, déi jo 1999 an enger Broschür, déi de Ministère erausginn hat, zréckbehale goufen. Ech wollt der e puer nach eng Kéier opzählen: d'Hôtellerie, d'Sécherheet, d'Gesondheet, d'Santé, déi soziokulturell Animatioun an och déi philosophesch a spirituell Assistenz an d'Qualitéit vum Encadrement. All des Elementer sollen elo hei obligatoresch an engem Forfait festgeluecht ginn an dann am Basispräis abegriff sinn an dat soll geschéien iwwer e Règlement grand-ducal. Dat war am Gesetz vum 1998 net esou prezis. Hei soll dat dann esou sinn an dat ass dorraus entstanen, well verschidden Haiser zousätzlech Leeschtungen bruecht hunn, déi se am Forfait hatten, déi aner net dran hatten, zum Beispill d'Opstelle vun Dossieren, wann d'Patienten opgeholl si ginn oder och d'Dränkwaasser ass a verschiddenen Haiser am Forfait dran, an aneren net. Dofir gëtt hei versicht eng transparent a konsequent Haltung ze hunn.

Och d'Qualitéitskritäre si verschidden. Wat ass zum Beispill e Confort bei enger Wunneng? Wéi ass et mat der Animatioun an deenen eenzelnen Haiser? Wéi ginn d'Kompetenzen vum Eenzelne Institutionen oder wéi geschitt déi sozial Integratioun am aktiven an am passive Sënn vun Eenzelnen? Et gëtt also vill Modeller de Moment, déi sech entwéckelt hunn a verschidden entwéckelt hunn an all Richtungen an hei gëllt et elo am Fong geholl kloer Linnen ze zéien, Kritären ze schafen, a Mindeststandarde festzeleeën.

Da ginn och Kritäre mat deem Gesetz fir de Complément festgeluecht. Do gëtt d'Héicht festgeluecht vun engem maximalen a vun engem minimale Saz an dee muss dann esou festgeluecht ginn en

fonctioun vu gemeinsame Mindestkritären oder Mindeststandard, wat ech elo grad gesot hunn, an des Leeschtungen, déi geschafeginn an déi gi ginn, musse qualitative Mindestkritären entsprechen. Déi mussen och évalabel sinn, si mussen also novollzéierbar sinn en fonctioun vun deese Standarden.

Sécher muss et och esou sinn, dass déi Leeschtungen sech am Fong geholl normal mussen aus der Missioun vun enger Maison de soins oder vun engem CIPA eraus erginn an déi mussen dann dee Moment an deem Basisfait sinn. An de Geescht vum Gesetz wëllt och, dass déi sozial Subventiounen, déi niewent der Allocation vum Fonds national de solidarité an Usproch geholl ginn, mussen ausgeschloss ginn.

Et ass de Moment och esou, dass d'Leeschtungen net ëmmer d'selwecht sinn. Doduerch gi verschidde Supplémenté bei deenen enge verrechent, bei deenen aneren net. Doraus entsteet eng gewësse Concurrence déloyale. Et gëllt déi ofzeschaffen. Ech géif soen, d'Stéchwuert muss sinn, dass muss eng gewëssen Transparenz si wat de Pensionspräis ueget. D'Famill oder dat soziefamiliaalt Émfeld muss kënnen novollzéien a gesi wat do geschitt an och de Stat als Kontrollorgan, dee jo hei cofinanzéiert, muss d'Konditiounen, ënnert deenen des Soiné gemaach ginn, kënnen novollzéien.

Dann en anert Element wat mat deem Gesetz och an Ugrëff geholl gëtt, ass, dass et en neie Modus gëtt fir de Complément festzeleeën. Dat ass virdrun iwwer d'Budgetsgesetz geschitt mat engem maximale monatleche Referenzbetrag. Wann d'Servicer natierlech erofginn, no verschiddene Qualitéitskritären, déi vun Infrastrukturen oder vun den Effektiver oder och vun der Qualifikatioun vum Personal, da geet deese Montant natierlech och erof. Mat deem Gesetz hei ass et esou, dass e monatleche Basispräis festgeluecht gëtt. E steet am Gesetz ënner Montant minimum en soins de référence, also e Mindestreferenzbetrag pro Mount.

Dee gëtt als Rechebasis geholl, fir dann eben e Montant maximum festzeleeën, dat heescht, e maximale Betrag fir d'Leeschtungen am Kader vum Accueil, also am Kader vun der Participatioun vum Fonds national de solidarité, an dee monatleche Referenzbetrag läit bei 248,48 Euro, Index 100 an do derzou gëtt da fir de Complément ze rechnen - dat steet am Text ënnert dem Numm: montant immunisé - en immuniséierte Betrag, e sou genannt Täschegeld errechent. Dat ware bis dato 35 Euro Index 100.

Do war d'Iddi opkomm fir en zweete Montant festzeleeën, well festgestallt ginn ass, dass des Suen oft gebraucht gi fir Entretien vun der Wäsch oder fir perséinlecht Gezei, fir d'Begleedung vum Dokter oder fir administratif Démarchen, déi net am Prix forfaitaire waren. Dofir war am Originalgesetz och e monatleche Supplément fir individuell Kompetenz dran.

De Statsrot war awer net d'accord mat deser Approche an d'Kommissioun huet deem och noginn, esou dass am nächste Règlement grand-ducal, deen dëst soll regelen, wahrscheinlech déi zwee Betrag dann an engem Betrag, an deem Montant immunisé sinn. Dat wäerte 35 Euro si fir de Montant immunisé an 22 Euro fir de fréieren individuelle Kompetenzsupplément. Dat wäerten dann 57 Euro sinn. Dat heescht d'Täschegeld vun deem Eenzelnen geet méi an d'Luucht. Et ass ganz wichteg dat hei ervirziewien. Déi eenzel Persoun, déi dëst Täschegeld kritt, kann dat huelen. Wa se déi Leeschtungen selwer mécht, da kritt se déi Sue fir sech. Wa se se vun enger tierce Persoun maache léisst oder vun hirem Émfeld, da kréien déi déi Suen, respektiv wann dat Haus, an



deem se dran ass, dat mécht, da kritt dat natierlech déi Suen.

Wat och nei ass an deemem Gesetz, dat ass, dass e Complément festgeluecht gëtt bei Koppelen, also bei zwee Partner. Wann ee vun de Partner an der Institutioun ass an deen anere bleift doheem, am 98er Gesetz ass et keng esou Dispositioun ginn, an deemem Gesetz ass eng Dispositioun dran an dat ass aus der Erfahrung erauskomm, dass d'ëst oft an der Realitéit de Fall ass, besonnesch a Maisons de soins ass et esou, dass ee Partner doheem bleift an deen aneren an d'Institutioun kënn. Dofir gëtt hei e Splitting mat deemem Gesetz agefouert, deen am Fong geholl d'Recettes oder d'Einkünfte vum Stot opdeelt, wou déi finanziell Chargen dann, déi eventuell kënnen existéieren, abezu ginn, an da gëtt e Mindestbetrag par analogie zum RMG fir dee Partner festgeluecht, deen doheem bleift. Dat ass och e wichtegt neit Element a schlieslelech ginn och all dës Betrag no der Evolutioun vum Index ugepasst.

E leschten Aspekt, deen och am Originaltext war, war dee vun der Immuniséierung vun den Aktiva bei de Successione fir déi direkt lerwen. Hei sollt och par analogie zum RMG eng Immuniséierung geschéie vun 29.747 Euro Index 100. Do war de Statsrot awer net domat d'accord, esou dass déi och erausgeholl ginn ass. Kloer ass et awer ëmmer, wann Hypothéiken op Immeublé sinn, esou laang ee Partner an deem Immeuble wunnt, kann den FNS, de Fonds national de Solidarité, seng Rechter net akloen.

D'Avisé vun de Beruffskummeren, hat ech gesot, sollt een noliesen. Et kann een héchstens soen, dass dee vun de Fonctionnaires deen eenzege war, dee méi restriktiv war.

Ech wollt nach kuerz op zwee Avisen agoe vun der COPAS an och vun dem Conseil supérieur des personnes âgées. D'COPAS ass net d'accord mat där 60-Deeg-Klausel fir verschidde Leit auszuschléissen. Si ass och net d'accord - doriwwer kréie mer och herno eng Motioun vum Här Lux, wou eng grouss Unanimitéit war -, dass am Fong geholl déi Qualitéitskritären, déi hei sollte mat deemem Projet festgeluecht ginn, dass déi sollten an en neie Gesetzestext gesat ginn, respektiv an d'ASFT-Gesetz. Dat soll och esou geschéien. Do war eng Unanimitéit mam Statsrot, mat der COPAS, mat allen Institutiounen, déi gemengt hunn, et misst een an déi Richtung goen.

Et gëtt och bedauert vu Verschiddeenen, dass déi Leeschtungen ebe vum Accueil obligatoresch sinn. Do gëtt gemengt, do kënn de Maart net spillen. D'Prestatiounen géife keng absolut Garantie bréngen op där enger Säit fir sécherlech d'Prestatairen, mä et wär keng Autonomie méi do an dat wär net gutt. Nun, et muss een elo kucken, wat d'Realitéit do bréngt. Dat sinn e puer Wieder zu deem, wat d'CO-PAS seet.

Wat de Conseil supérieur des personnes âgées seet, dee war d'accord fir déi 60-Deeg-Klausel anzeféieren, déi mer herno nees erausgeholl hunn. Mä si waren der Meenung, et misst een onbedéngt eng sozial Tarificatioun kréien an engem Gesetz, en Dispositif, fir déi finanziell Hëlfelefen aneschtens ofzeweckelen. Dat muss een elo kucken, wéi de Ministère domat eens gëtt. Kloer ass, dass déi 60-Deeg-Regel, géint déi de Statsrot eng Opposition formelle wollt maachen, dass mer déi erausgeholl hunn. 60-Deeg-Regel, dat heescht, et war esou geduecht, dass nëmme Leit kënn vum FNS profitéieren, wa se mindestens 60 Deeg an esou enger Institutioun wäeren.

Do ass awer dann déi Opposition formelle komm vum Statsrot, dee gemengt huet, doduerch géifen och ganz vill Leit dann an d'Spideeler goen, fir en Hébergement ze kréien. Dat wär net de Sënn vum

Gesetz an et wär och net de Sënn vum Gesetz fir administrativ Argumenter ze huelen. Et ass nämlech gesot ginn, et wär administrativ ze vill opwändig bei kuerze Séjournen a stationäre Statiounen fir dat esou duerchezéien an dofir missten déi 60 Deeg agefouert ginn. Och do war de Statsrot net d'accord. Hien huet gesot, dass jiddferee gläich wär virum Gesetz. An dofir huet d'Kommissioun dann och d'ëst esou gestëmmt, dass jiddferee vum éischten Dag u vum FNS ka profitéieren.

Wat de Qualitéitsprinzip ugeet, war de Statsrot och der Meenung, et sollt een also d'ëst an engem Gesetz maachen, doriwwer kënn herno d'Motioun vum Här Lux, an d'Uwendungsfeld, dat mer jo op d'Maisons de soins an d'Centres intégrés limitéieren, do wollt och de Statsrot keng Ausweidung, wat mer och net gemaach hunn.

Esou dass ech muss soen, dass dese Projet e gudder Projet de loi ass am stationäre Beräich. Et kënn een och vläicht ähnlech Iwwerleeunge eng Kéier am ambulante Beräich uféieren. Do gëtt et jo och sozial Tarificatiounen, déi sinn och nach net esou konsolidéiert an och hei kënn ee vläicht eng Konventionéierung an d'A faassen. Kloer ass et, dass dese Projet de loi e Plus bréngt. E wäert eng grouss Unanimitéit heibanne fannen an en huet déi grouss Unanimitéit schonn an der Kommissioun fonnt. Dofir géng ech lech och bieden dese Projet ze stëmmen. Ech géif an engem och den Accord vu menger Fraktioun, der CSV, bréngen.

Ech soen lech merci fir d'Opmierksamkeet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Halsdorf. Als éischte Riedner ass den Här Lux geschriwwen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

■ **M. Lucien Lux (LSAP).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur, deem ech merci soe fir déi Aarbecht, déi souwuel an der Kommissioun wéi och an deem schréfflechen an an deem mündleche Rapport gemaach ginn ass, de Kolleeg Halsdorf, huet drop higewisen, dass dat hei e Projet ass, wou et eng grouss Unanimitéit an der Kommissioun an eisen Aarbechte gouf. Ech mengen, dat kann ee bestätegen. Unanimitéit och, well mer eis hei an engem Kader bewegen, wou sech dach an de leschte Joren an der politescher Szen eng Befriedigung gemaach huet no deenen oft polemischen Diskussiounen, déi mer an de Joren 1997 bis 1998 zu eenzelne Sujeten hatten. Ech war frou ze liesen am Rapport vun der Kommissioun, dee jo unanime ugeholl ginn ass, also och vun deenen, déi deemools polemisiéiert hunn, dass d'Joer 1998, wann ech et gutt am Kapp hunn, als eng Année charnière dohinnergestallt gëtt, do, wou u sech véier Projeten zesummeffléissen, déi dann dorausere grouss Pillier vun eiser Alterspolitik maachen.

Déi véier Projete ware jo haapt-sächlech de grouss Pivot vun der Fleegeversécherung. Mä ech mengen och déi Projete ronderëm d'ASFT-Gesetz, also all déi Regeln, déi d'Relatiounen tëschent dem Stat an den Organisme behandelte wéi och den Établissement public, dee geschaaft ginn ass fir all déi staatlech Institutiounen an ee Kader ze vereenegen, a schlussendlech dann och eben dat Gesetz, wat mer haut emännere vun 1998 aus dem Dezember, wou de Fonds national de solidarité d'Autorisatioun kritt huet, fir beim Pensionspräis am Prinzip vun der Solidaritéit matzehliefen.

E Konsens ass et vläicht awer och, well mer müssen definitiv gesinn, dass säit der Méit an Enn der 70er Jore sech en demographesche Wandel mécht, deen engersäits

d'Entwécklung huet, dass eis Gebuerterat stänneg niddreg ass - doriwwer, mengen ech, de Mëtten anzegoen ass net Plaz -, mä op där anerer Säit och de Fait, dass d'Liewenserwaardung steigt. Ech mengen, et ass, wat d'Liewenserwaardung ubelaangt, eng erfreeslech, eng positiv Entwécklung, et soll een dat net pejorativ dohinnerstellen. Dat bréngt natierlech vill Problemer mat sech, mä ech mengen, et ass awer eng formidabel Réussite vun eiser Gesellschaft, dass mer alleguer d'Chance kënnen hu fir méi al ze ginn.

Ech mengen, déi erfreeslech Entwécklung féiert awer dozou, dass de Prozentsaz vun den iwwer 60-Jähregen op iwwer 30% amgang ass ze steigen. Wann een dat an den Zuele kuckt vun der Europäescher Unioun, deenen heitege 15 Länner, dann hu mer 70 Millioune Leit, déi 60 oder iwwer 60 Joer al sinn. Dat mécht haut, wéi gesot, schonn ee Fénneftel vun der Bevölkerung aus. Wann een daerf déi Entwécklung do weiderkucken, da gesäit een, dass d'Zuel vun den 80-Jähregen, déi, déi also hei wierklech an d'Situatioun komme flegebedürftig ze sinn an op eng Solidaritéit ugewise sinn, och enorm wäert an d'Luucht goen. Am Joer 2020 gëtt gerechent, dass d'Zuel vun den iwwer 80-Jähregen innerhalb vun der Europäescher Unioun schonn iwwer 20 Millioune Persounen wäert leien, wat en Ustieg ass - fir déi lescht Zuel ze soen - säit 1960 vun 300%.

Ech mengen, dat weist also drop hin, dass mer hei gefuerdert sinn. Déi Strukturen, déi geschaaft si ginn, wéi gesot 1997 an 1998, an dann Ufank 1999 a Kraaft getratt sinn, ware scho wichteg. Ech hu gesot, hei ass e ganz wesentlechen Akt vu Solidaritéit vun der Gemeinschaft, dee spillt par rapport zu deene Leit, déi eng Hëllef kréie fir de Pensionspräis, fir deene kënnen eng Ennerstëtzung ze fannen.

Ech ginn net méi nach eng Kéier an op déi eenzel Detailler, déi an der Kommissioun an och de Mëtten hei e grouss Konsens wäerte fannen. Si schafe virun allem vill méi Kloerheet, si schafe vill méi Transparenz. Doduerch schafe se och vill méi Méiglechekeete besser ze kontrolléieren, souwuel, wat de Stat ubelaangt, wéi awer och déi betraffe Leit respektiv hir Familjen an déi Leit, déi sech ronderëm këmmen. A mir wësse jo, dass et oft vill Diskussiounen, onnëtz Diskussiounen, ronderëm d'Pensionspräisser, d'Hëllef, d'Täschegeld an esou viru goufen, wou ee kann hoffen, dass mer hei elo duerch déi Kloerheeten an duerch déi Transparenz zu enger besserer Situatioun kommen.

Ech wollt ee Punkt just eraushuelen. Den Här Halsdorf huet dat scho gesot, an et gëtt och eng Motioun, déi erfreeslecherweis vun deene fénneft Fraktiounen mat ënnerschriwwen ginn ass an déi u sech dat erëmgëtt, wou mer an der Kommissioun eis driwwer eens waren. Et ass gewosst, dass am Projet initial vun der Regierung virgesi war fir de Critère de qualité an dat heite Gesetz anzesetzen - de Critère de qualité, deen eenzel Organisme scho praktesch op fräiwëlleger Basis amgaange sinn ze maachen, ech mengen, dat wär gutt, a mir waren eis a villen Diskussiounen eens. Ech ka mech erënneren un d'Diskussioun iwwer d'Fleegeversécherung, déi mer 2002 hei gefouert hunn, wou mer u sech och eis driwwer eens waren, dass mer an déi Richtung misste goen.

De Conseil d'État war - an en hat net Onrecht, muss ee soen - der Meenung, dass dat hei vläicht awer net déi richteg Plaz wär, fir de Critère de qualité anzeféieren. Ech mengen, et ass e Gesetz, wat awer

relativ prezis sech just em déi Autorisatioun dréint, fir um Pensionspräis de Leit kënnen ze hëlfelefen. Dofir ware mer d'accord, fir et erauszehuelen an der Kommissioun. An ech mengen, de Rapport schwätzt dovunner, dass mer d'Regierung géife suivéieren an deenen Aarbechten, déi se op deem Gebitt géif maachen.

Mir géifen also de Mëtten zu fénneft Fraktiounen d'Regierung bieden, fir iwwer de Critère de qualité e Projet ze deponéieren, sief et ee Projet à part oder sief et e Projet innerhalb vum ASFT-Gesetz. Ech mengen, dat war och dat, wat de Conseil d'État als zwou méigleche Pisten operluecht hat. Am Avis vun der COPAS waren, mengen ech, d'Organismen och der Meenung, dass dat hei vläicht net déi richteg Plaz wär an och dass een et iwwer dee Wee soll maachen.

Mat der Ministesch wäerte mer de Mëtten net streiden iwwer déi Formule „dans les meilleurs délais“, déi an der Motioun steet. Dass déi Délaien net méi gëlle bis den 13. Juni, schéngt eis evident ze sinn. Ech mengen, hei ass eng Aarbecht, déi dann déi nächst Regierung sollt virhuelen. Ech mengen, et wär gutt, dass mer awer eng Kéier och déi Lacune an deem Mosaik do géifen zoumaachen. Ech mengen, dann hätte mer wierklech e Bild um Niveau vun deem Deal vun der Alterspolitik, wat wierklech an der Chamber hei vun alle Fraktiounen géif gedeelt ginn. Dat wär jo sécherlech wünschenswäert, wa mer dohinner géife kommen.

Merci.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant le projet de loi 4988 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;*

- *considérant que l'introduction d'un critère de qualité a été retirée du projet de loi 4988 comme suite à l'avis du Conseil d'État du 4 avril 2003 qui, « tout en approuvant le principe même de l'amélioration de l'assurance qualité (...) » estime « que la loi qu'il est proposé de modifier ne constitue pas le cadre adéquat pour ce faire. »;*

- *convaincue qu'une prise en charge globale de qualité des personnes âgées ou dépendantes est d'une importance primordiale;*

- *estimant dans ce contexte qu'une définition de critères de qualité des prestations*

*devra être consacrée dans un texte législatif;*

*invite le Gouvernement*

*- à déposer dans les meilleurs délais un projet de loi portant introduction d'un critère de qualité en matière de prestations de soins, respectivement de déposer un projet de loi modifiant la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (dite loi ASFT) dans le sens voulu.*

(s.) *Lucien Lux, Xavier Bettel, Jean-Marie Halsdorf, Aly Jaerling, Dagmar Reuter-Angelsberg.*

■ **M. le Président.** - Merci, Här Lux. Als nächste Riedner ass geshriwwen den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'alleréisch dem Rapporteur, dem Jean-Marie Halsdorf, merci soe fir säi schréfflechen a säi mündleche Rapport.

■ **Plusieurs voix.** - Méi haart.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech hunn dem Här Halsdorf merci gesot.

Mir liewen hei zu Lëtzebuerg an engem Sozialstat. Dat heescht, dat genee wéi och an deenen anere westeuropäesche Länner zu Lëtzebuerg eng Sozialpolitik gemaach gëtt, där hiert Haaptzil et ass, méi sozial Gerechtegkeet an eiser Gesellschaft ze schafen. Dat soll ënner anerem duerch Emverdeedungsmaassnamen erreecht ginn. De soziale System, dee mir hei am Land hunn, soll verhënnere, datt Leit oder bestëmmte Gruppe vu Leit duerch dat soziaalt Netz falen.

Ech denken do un de Chômage, deen ee bezuelt kritt, wann ee seng Aarbecht verluer huet, d'Invalidérent, déi ee bezuelt kritt, wann een aus gesondheetleche Grënn net méi ka schaffe goen, oder nach d'Krankeversécherung, geneesou wéi d'Fleegeversécherung, wat alles wichtig Bausteng vun eise sozial System hei zu Lëtzebuerg sinn. D'ëst alles si bäitragsofhängeg Leeschtungen.

Nach méi eng grouss Emverdeedungswirkung hunn awer déi reng sozialpolitisch Instrumenter, wéi den RMG oder de Fonds national de solidarité, iwwer déi mir haut hei schwätzen. Si si wirkungsvoll Instrumenter, déi dozou bäidreie sollen, fir sozial Ongläichgewichter e bëssen auszegläichen. D'Existenz vun deenen Instrumenter ass fundamental, si sinn déi elementar Bausteng vun eise sozialstat.

Här President, et ass net fir d'éischt, datt hei op deeser Tribün iwwer dese Sujet geschwat gëtt, deen ënner anerem mat der demographescher Entwécklung hei zu Lëtzebuerg ze dinn huet, an et wäert och sécher net fir d'Lescht sinn, wou mer deen heite Sujet abordéieren. Mä et ass nun emol e Fait, dass d'Bevölkerung hei am Land ëmmer méi al gëtt. Déi logesch Konsequenz dorausere ass dann och, datt ëmmer méi eeler Leit an eiser Gesellschaft liewen an d'Pyramide des ages huet ee Bauch kritt. Dat huet natierlech dann och déi bekannte Répercussiounen op eise soziale Sécherungssystem. Des Konstellatioun bréngt et mat sech, datt d'Nofro no Plazen an den Altersheemer oder Fleegeheemer ëmmer méi klëmmt. Fir där steigender Nofro nozokommen, ass et wichteg, dass gemench Infrastrukturen do si fir d'Demandeuren opzehuelen.

An där Hisiicht ass scho viles geschitt. De Stat, d'Gemengen an och d'Privatbidder hunn an deene leschte Jore vill nei Infrastrukture gebaut. Trotzdeem daerf een net elo op hallwer Stréck stoe bleiwen. Am Rapport vun der Kommissioun steet dann och, datt mir am Moment eng 4.500 Better hei hunn an dass d'Etat dovunner ausgeet, dass mir bis 2010 mindestens eng 1.000 Better méi brauchen. Déi Eforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, müssen also weidergefouert ginn. Elo ass awer gewosst, dass d'Capacitéiten dat Eent sinn, d'Finanzéierung awer eppes aneschtens. Et geet net duer, datt genuch Better do sinn. Mir müssen och kucken, ob d'Leit déi iwwerhaupt bezuele kënnen, a wann dat net de Fall ass, da muss mer dofir suergen, dass si et bezuele kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Aspekt, deen an der ganzer Diskussioun hei besonnesch wichteg ass, ass de Qualitéitsaspekt. Et geet net duer, dass vun den Altersheemer Leeschtungen einfach nëmme erbruecht ginn, mä dës Services müssen engem gewëssene Qualitéitsstandard entsprechen. Fir datt des Qualitéit awer méiglech gëtt, si bestëmmten Equipementen néideg, wat deelweis komplizéiert technesch Apparate sinn, déi net grad bëleg sinn. Ausserdeem ass d'Qualitéit vum Personal, wat d'Leeschtung erbréngt, en zentrale Punkt fir héich Qualitéitsstandard. Dat heescht, datt d'Qualitéit vun de Leeschtungen insgesamt mat der Qualitéit vum Erbrénger vun där Leeschtung steet a fällt.



Dës Qualitéit u Personal ubidden ze kënnen, kascht natierlech och vill Geld. Dat Personal muss eng gutt Ausbildung hunn an och de Facteur Formation continue spillt hei eng wichteg Roll. All dës Käschte spigele sech natierlech an dem Präis erëm, deen een als Pensionnaire an engem Heem bezuele muss. Fir also elo d'Pensionnaire finanziell net ze vill ze belastschen, iwwerhëlt d'Fleegeversécherung en Deel vun de Käschten. Deen aneren Deel awer muss de Pensionnaire aus senger eegener Täsche bezuelen. An do komme mer un de Kär vun der Saach.

Well et an eiser Gesellschaft vill Leit gëtt, deenen hir finanziell Ressourcen net duerginn, fir dat ze finanzéieren, ass agefouert ginn, datt an deene Fäll de Fonds national de solidarité asprange kann. Esou gëtt och finanziell net esou gutt situéierte Leit d'Méiglechkeet gebueden, fir a qualitativ héichwärtigen Altersheemer ze wunnen. Dofir stoung 1998, wéi dës Regelung agefouert ginn ass, och Folgendes am Exposé des motifs - an erlaabt, dass ech zitieren: „Le prix de pension d'un tel centre intégré, destiné à couvrir le coût total du fonctionnement, serait alors pris en charge par le pensionnaire même et par son assurance dépendance et cela selon son degré de dépendance. C'est à ce niveau qu'il apparaît inévitable de prévoir encore un autre mécanisme assurant à un pensionnaire incapable de supporter sa part du prix de pension un support financier lui garantissant son admission dans chaque centre intégré et maison de soins étatique, communale ou privée. (...) A cette fin, il a été préconisé de recourir au Fonds national de solidarité.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der aldeeglecher Praxis am Émgank mat dëser Législatioun huet et sech awer elo gewisen, datt et néideg ginn ass dëst Gesetz nach eng Kéier ze iwwerschaffen an domadder besser ebe just un dës Erfahrung aus der Praxis unzupassen. Den neien Text gesäit eng Rei Neierunge vir, déi den Här Halsdorf eis ausféierlech a sengem Rapport duergestallt huet, sou datt ech net nach eng Kéier eng Répétitioun vun deem Ganzen maachen. Mä de wichtegste Punkt ass sécherlech d'Festschreiwung vu bestëmmte Servicer, deenen hir Prestatioun am Basispräis muss mat abegraff sinn.

Esou huet et sech an der Praxis effektiv erausgestallt, datt Servicer, déi vun den Haiser ugebueden ginn, net all no deemselwechte Prinzip behandelt ginn. A munchen Haiser huet ee fir bestëmmte Servicer bezuele mussen an aneren net. Fir dat méi ze vereenheetlechen a méi transparent ze maachen, huet de Ministère eng Rei Servicer opgestallt, fir déi de Pensionnaire net méi extra bezuele muss. Dës Mesure ass geholl ginn, fir sécherstellen, dass gewësse Servicer an domat och e bestëmmten Niveau Qualitéit bei allen Etablissementer virzefanne sinn.

En plus huet dës Mesure nach den Effet, datt den Niveau vum Prix de pension fir d'Pensionnaire an hir Familljen an de ganzen Entourage méi transparent gëtt. Si kënnen also méi einfach novollzéien, wat fir eng Servicer hinne gratis mussen zur Verfügung gestallt ginn a fir wat fir eng Servicer ee Supplément muss bezuelen ginn, wa se gären dee Service hätten.

Als besonnesch positiv emfannen ech et, datt bei der Opstellung vun der Lëscht net nëmmen Experte befragt gi sinn - och wann et, wéi am Exposé des motifs gestanen huet, auslännesch a lëtzebuergesch Experte waren, déi sécherlech e gutt an approfondéiert Wëssen an där Matière do hunn -, mä datt bei der Élaboration vun där Lëscht och d'Meenungen an d'Suerge vun de Pensionnairen an hirem Entourage mat berücksichtegt gi sinn. Dat huet bei der Opstellung vun der Lëscht sécherlech dozou bäigedroen, datt déi Servicer, déi en fin de compte op der Lëscht stinn, wierklech Servicer sinn, déi deene Leit, fir déi se jo och geduecht sinn, och wierklech wichteg sinn.

E weidere Punkt, op deen ech nach kuerz eng Kéier wëll agoen, ass de Complément selwer. Och hie gëtt, mir hunn dat schonn héieren, mat dësem Gesetz verännert. Verännert an deem Sënn, datt d'Berechnung aneschters wéi bis elo gehandhabt gëtt. Ech wëll elo hei awer net op déi technesch Einzelheiten agoen, wéi de Complément elo genau ausgerechent gëtt. Ech wollt méi prezis eppes iwwert d'Auswirkunge soen.

An der Praxis huet sech nämlech gewisen, datt de Montant, deen d'Pensionnairen zu hirer Verfügung haten, méi genee dat sou genannt Täschegeld, ëmmer dann net duergeet, wann zousätzlech Käschten op si duerkomm sinn. Esou steet dann och am Exposé des motifs: „Le montant destiné à couvrir les besoins personnels est insuffisant à chaque fois que l'institution facture des suppléments pour des actes indispensables au vu de la situation de l'utilisateur.“ Domadder sinn zum Beispill d'Belegung vun de Pensionnaire bei den Dokter, d'Wäsche vun de Kleeder, d'Hëllef bei administrativen Démarchen an esou weider gemengt. Fir dës Situation entgéintzekommen, gesäit de Projet de loi eng Augmentation vum Montant mensuel immunisé vir. Dës Schrëtt ass besonnesch wichteg, well et de Pensionnairen erlaabt méi autonom an hiren Décisiounen an Émgank mat hire Suen ze ginn. Esou brauche si net op d'Leeschtung ze verzichten, déi si awer eventuell brauche kéinten.

Natierlech hätt een dës Leeschtungen och an d'Lëscht vun den obligatoresche Servicer opuehle kënnen. Vill Pensionnaire sinn awer nach en mesure, fir esou munch Saache selwer ze erleedegen. Dofir sinn hei och aner Vuë wéi nëmmen déi finanziell vu Bedeutung. Et soll een nämlech dem Pensionnaire d'Méiglechkeet ginn, sech selwer em bestëmmte Saache këmmen ze kënnen, wou hien nach dozou amstand ass. Domadder ennerstëtze mir d'Autonomie vun de Pensionnairen.

Ausserdeem verhënnere mer och domadder, datt déi eeler Leit d'Impressioun kréien, elo géif souwiso alles fir si gemaach ginn a si bräichte sech em näischt méi ze këmmen. Dat ass sécherlech fir déi Leit richteg a gutt, an et soll och esou sinn, déi komplett op friem Hëllef ugewise sinn. Mä déi Pensionnairen, déi sech och selwer nach em hir Saache këmmere kënnen, mussen mir ennerstëtzen, fir dass se dat och selbstverständlech selwer maache kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well et esou wichteg ass, datt all Matbierger an d'Altersheem oder an eng Maison de soins vu sengem Choix ka goen, a fir datt en de Choix onofhängeg vu sengem finanzieller Situatioun maache kann, ass et esou wichteg, dass dës Ännerungen hei un de Prestatioun vum Fonds national de solidarité gemaach ginn. Fir all Mënsch d'Méiglechkeet ze ginn, fir an engem qualitativ héichwärtigen Entourage kënnen eng nei Heemecht ze fannen, wäert och d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dës Projet de loi stëmmen.

Ech soen lech merci!

**M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling.

**M. le Président.** - Dir hutt d'Wuert, Här Jaerling.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Merci, Här President! Dem Här Rapporteur wëll ech och félicitéiere fir säin ausféierleche Rapport, dee ganz kloer d'Iwwerleeungen an déi gutt Aarbecht vun der Kommission erëmispigelt. Ech mengen, et

ass wichteg, dass besonnesch bei der Fleg an der Betreiwung vun eelere Leit d'Bedéngunge vum Accueil kloer definéiert ginn, fir dass vu vir erop Abüen esou wäit wéi méiglech écartéiert kënnen ginn.

Wat awer bei esou Projeten ëmmer erëm kloer zum Virschäi kéint, ass dat, wat mir als ADR säit eiser Presenz hei am Parlament ëmmer erëm widderhuelen, nämlech dass et nach ëmmer e seriöse Malaise am Rentewiese gëtt, an dass nach ëmmer Hongerrente bestinn. Wann eng Persoun, déi hiert Liewe laang geschafft huet, sech et net kann erlaben, sech unhand vun hirer eegener Rent ouni staatlechen Zouschoss an engem Alters- a Fleegeheim anzequartéieren, dann huet déi Persoun fir mech eng Hongerrent. D'Präisser fir Kascht a Logis an den Alters- a Fleegeheimer beewege sech tëschent 70.000 an 90.000 aler Frang, an do leien déi meeschte Leit aus dem Privatsecteur mat hirer Rent wäit drënner. D'Rente missten also vläicht esou adaptéiert ginn, dass jiddferree sech eng Plaz an engem Alters- oder Fleegeheim ka leeschten, an och nach eppes fir sech Rescht behält. Oder d'Präisser an deenen Heemer missten esou ugepasst ginn, dass jiddferree sech dat senger Rent selwer ka leeschten.

Och wann ee kann domat d'accord sinn, dass jiddferreen, deen en Zouschoss vum Stat kritt, och muss deen zréckginn, wa seng finanziell Situatioun sech verbessert, esou schéngt et awer net ubrecht, dass och d'Kanner kënnen belaangt ginn, wann een Elterendeel oder allen zween an engem Fleege- oder Altersheim ennerbruecht sinn. Ech sinn einfach der Meenung, dass eng Persoun, déi hiert Liewe laang geschafft huet, eis esou vill wäert muss sinn, dass mir hir kënnen en Zouschoss zoukomme loossen, ouni dass deen direkt zréckbezuelen ass oder dass d'Famillje muss mathëllefe bezuelen, wa mir hir keng anstänneg Rent kënnen garantéieren. Well, och wann eng Persoun zum Beispill 1.500 Euro monatlech Rent huet, wat jo dorop schlësse léisst, dass hire Revenu am aktive Liewen nach net vill méi héich war, sech en Haus vum Mond ofgespuert huet, dierf dat net dozou féieren, dass dat bëssen Hab a Gut ze hypothekéieren ass, well se d'Käschte vun Fleege- an Altersheim net ka mat där Hongerrent droen.

Här President, d'Gesetz leet och fest, wat alles ënner Revenu ze verstoen ass, wann en Zouschoss vum Stat soll erfuenderlech sinn, fir d'Käschte vum Fleege- an Altersheim ze droen. Do stellt sech eng Fro, vun där ech muss zouginn, dass ech se hätt kënnen an der Kommissioun stellen, awer wat ech leider verschweest hunn: Gëtt d'Mammerent och als Revenu ugesinn an och vum Zouschoss ofgezunn, oder ass dat eng Allocatioun, déi der Mamm integral zougestoe bleift, virausgesat, dass se iwwerhaupt eng kritt, wat jo bei iwwer 5.000 Mammen net de Fall ass? Ech mengen, d'Mammerent ass eppes, wat eng Fra kritt, well se hir Kanner erzunn huet, an do ass meng Fro, ob dann elo déi Mammerent och zum Revenu gehéiert, oder ob déi Mammerent och dann nach bei d'Täschegeld dobäikëent.

Här President, da wëll ech awer och nach agoen op deen Deel, dee vum Revenu immuniséiert gëtt, fir den Zouschoss ze berechnen - dat, wat mir allgemeng als Täschegeld bezeichnen. Do war am ursprénglechen Text virgesinn, fir en zousätzlechen immuniséierten Deel ze schafen. De Statsrot war awer der Meenung, dass een dat net soll maachen an einfach eng Majoratioun vum bestoenden immuniséierten Deel an d'Gesetz soll schreiwen, wat dann och geschitt

ass. Dat Täschegeld, wat deem Einzelnen zoustee, ass iwwer e Règlement grand-ducal definéiert an och indexéiert. Den initialen Deel war op 35 Euro Index 100 festgeluecht, wat beim heitegen Index vu 620,75 217,26 Euro oder 8.764 al Frang ausmécht. De proposéierten Zousaz soll 22 Euro Index 100 ginn, also bei Index 620,75 wären dat 136,56 Euro - 5.509 aler Frang. Zesumme ginn dat 353,82 Euro, also 14.273 Frang, also eng Augmentatioun vu ronn 61% - eng Augmentatioun, déi och déck noutwenneg ass, an déi mir als ADR och scho gefuerdert hunn, an heimat och begrëssen.

Mat dësem Gesetz kënnen sech déi betraffe Leit elo e Stéck Liewensqualitéit méi leeschten. Wichteg ass awer fir eis och, dass dat groussherzoglecht Règlement vum 6. am Ouschtermount 1999 kuerzfristeg de Bestëmmunge vun dësem Gesetz ugepasst gëtt, fir dass déi Betraffen och nom Akraafttriede vun dësem Gesetz direkt kënnen dovunner profitéieren.

Wichteg ass awer virun allem, dass dee Montant vun deenen emgerechent 353 Euro, deen ursprénglech virgesi war, iwwert de Wee vun engem Zousazcomplément och am groussherzogleche Règlement, wat soll laut dësem Gesetz geschafe ginn, niddergeschriwwen gëtt.

Dozou hunn ech awer nach eng Versteesdemech-Fro: Am Artikel 21 vum Gesetz steet, dass déi Montanten, déi an den Artikelen 5, 7, 12 a 15 vum Gesetz agesat sinn, der Indexevolutioun ennerwurf sinn. D'Täschegeld awer gëtt am Artikel 4 festgeschriwwen, mat der Optioun, et iwwer e groussherzoglecht Règlement festzeleeën. Am groussherzogleche Règlement vum 6. am Ouschtermount 1999 am Artikel 12 steet wuel, dass de Montant indexéiert ass. Bleift dat och am neie Règlement esou, wann am Artikel 21 vum Gesetz den Artikel 4 net ernimmt gëtt am Zesammenhang mat der Indexéierung vun deene Montanten?

Här President, wann ech déi Opklärungen hei kritt hunn, da kann ech menge Parteikollege sécherlech recommandéieren, dëst Gesetz, wat an déi richteg sozial Richtung geet, och ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Ech hat elo um Programm d'Madame Wagener stoen, mä vu dass si just net heibannen ass, géif ech den Här Urbany froen. Här Urbany, wann ech gelift.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Géigestand vu Kritik an och ee vun de Beweggrënn vun dësem Gesetzesprojet, Här President, ass ouni Zweifel dat ongenügend Täschegeld, wat bis elo an den Institutionen vum Drëtten Alter bezuelen ginn ass. D'Täschegeld, dat ass jo eppes, wat net direkt bezuelen gëtt, mä d'Täschegeld ass eppes, wat vum Akommes net dierf ewechgeholl ginn, eppes, wat d'Leit um Enn vum Mount vun hirem Revenu muss behalen, wann hire Revenu ganz geholl gëtt, fir de Pensionspräis vum Altersheim ze bezuelen, wann en net duergeet. A wéi gesot, et kommen och nach do heiansdo Saachen dobäi, déi de Stat och nach muss iwwerhuelen am Altersheim selwer, wa Käschten ufalen.

Wann ee bedenkt, dass d'Pensionspräisser haut duerchschnëttlech wäit iwwer 60.000 aler Frang wäerte leie fir een Einzelzimmer de Mount an iwwer 100.000 Frang fir en Duebelzimmer, a wann een op där anerer Säit weess, wéi vill ganz kleng Renten, dass et nach gëtt, da kann ee sech virstellen, wéi vill Leit eigentlech an der Lag sinn, eventuell eng Kéier op esou eng staatlech Bedeelegung ugewisen ze sinn.

Mir haten als déi Lénk am Abrëll 2001 un d'Madame Ministerin d'Fro gestallt wum ongenügenden Täschegeld am Zesammenhang

mam Altersheim vun Zolwer. Do hat de Gemengerot eestëmmege beschlossen, dass dat Täschegeld, wat do bezuelen gëtt vum Stat, net duergeet, dass déi 7.500 Frang, déi et deemools ware gesetzlech, net duerginn an dass misst e kommunalen Zouschoss kommen, deen op 2.500 Frang deemools fixéiert ginn ass, sou dass am Prinzip déi Leit dann am Altersheim vun Zolwer en Täschegeld vun 10.000 Frang kritt hätten. Esou ass dat awer net gesi ginn am Ministère, an d'Resultat war dat, dass de Ministère déi 2.500 Frang vun der Gemeng Suessem de Leit als Supplément de revenu ugerechent huet, sou dass se en fin de compte ëmmer nach op hire 7.500 Frang bliwwe sinn, just nëmmen dass d'Gemeng Suessem en Deel Aufgabe vum Stat iwwerholl huet.

Op Initiativ vun eis am Gemengerot ass deemools d'Regierung opgefuerdert ginn an enger Motioun d'Täschegeld ze erhéien, op 10.000 Frang mindestens ass deemools gemengt ginn. Dat sinn awer elo schonn dräi Joer hier, Dir Dammen an Dir Hären, an zënterhier ass näischt geschitt, esouwäit ech weess.

Am Exposé des motifs vum Projet de loi, dee jo am Juni 2002 déposéiert ginn ass, ass nach um ale Montant festgehalleg gi vum Täschegeld. Et ass just gesot ginn, et soll e Supplément dobäikommen, dee genannt ginn ass Supplément mensuel de compétence individuelle, fir déi Leit mat sou genannte Kompetenzmängel. Zum Beispill Leit, déi noweilech hir Wäsch net méi selwer kéinte maachen, géifen dann ee Supplément bäikréien. Et muss ee bedenken och iwwregens, dass den Altersduerschneitt an den Altersheemer immens héich ass - iwwer 80 Joer - an dass et jo ganz evident ass, dass do déi meeschte Leit verschidde Saachen net méi selwer kënnen maachen.

Dee menger Meenung no technokratesche Mechanismus, deen do agefouert ginn ass, dee méi Problemer ervirgeruff hätt wéi en der geléist hätt, ass zwar an der Tëschenzäit aus dem Text verschwonnen, mä ech wëll nach eng Kéier soen, mengem Wëssen no läit nach ëmmer d'Täschegeld bei deem Montant, bei deem et och schonn deemools loung, just dass et mam Index an d'Luucht gaangen ass, an dass no menger Rechnung de Moment bei ongeféier 8.500 Frang de Mount läit.

#### (Interruption)

Jo, just do wëll ech awer och nach soen, am Gesetz selwer, Madame, steet awer och näischt dran.

Da misst ech awer och soen, vläicht kréie mir dann och emol vun autoriséierter Säit an herno an Ärer Interventioun ze héieren, wéi vill dann am Règlement grand-ducal dee Montant soll bedroen.

Also, ech war nach net bei deenen Aarbechten an der Kommissioun dobäi, well ech och net Member do sinn. Ech héieren hei vu verschiddeenen...

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Dir hätt awer kënnen kommen.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech hätt kënnen kommen, selbstverständlech. Ech kann iwwerall goen. Ech ka mech awer net an ech weess net wéi vill opsplécken. Ech weess net wéi vill Kommissiounen, dass et gëtt a wou ech als eenzegene Deputéierten hei iwwerall da soll vertratt sinn.

Mä lenkt mech elo net of vun deem of, wat ech wollt soen.

#### (Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Ech froen iwwregens nach direkt Riedezäit bäi, well soss geet et mir awer elo wierklech net duer, well ech si schonn op véier an eng hallef Minutt, an ech hu fënnef an eng hallef Minutten. Dat wëll ech awer



nach eng Kéier hei betounen, wou et drëm geet fir zu esou engem wichtege Thema hei ze schwätzen.

#### (Interruptions)

Ech mengen also, dass et wichteg ass, dass dee Montant erhéicht gétt. An ech freee mech och, wann en effektiv erhéicht gétt. Ech soen dann awer nach eng Kéier, ech géif dann och gären héieren, op wéi vill dass e soll dann am Règlement grand-ducal festgesat ginn. Well ech mengen, zu deem wat hei gesot ginn ass, zu deenen Ausgaben, déi op d'Leit zoukommen, sinn och nach aner Ausgaben, déi op d'Leit zoukommen, wéi zum Beispill d'Participatiounen u Medikamenter, déi net iwwerholl ginn, zum Beispill vun der Assurance dépendance an esou weider. D'Leit mussen jo och bei de Coiffer goen. Si hunn och nach aner Ausgaben, déi se ze maachen hunn. Et ass evident, dass déi 8.000 Frang awer elo nach ëmmer bestinn, nodeems scho jorelaang reklaméiert ginn ass - Dir hätt se jo och scho kënne duerch de Règlement grand-ducal erhéijen an der Zwéschenzäit, Madame Minister! Dat hutt Dir net gemaach. -, an ech mech selbstverständlech freeën, dass dann d'Leit sollen eppes bäikréien.

De Projet hei regelt och nach op eng nei Aart a Weis d'Limité vun der Participatioun vum Stat un de Käschte vum Openthalt vu Leit, déi en ongenügende Revenu hunn. Et gétt e Minimum vu staatlecher Participatioun hei festgeluecht bei 62.220 Frang ëmgerechert fir een Einzelzëmmer an 107.708 Frang fir en Duebelzëmmer. Alles wat doruwwer erausgeet, an och e gewesene Maximum, dee soll agefouert ginn, gétt och alt erëm eng Kéier iwwer Règlement grand-ducal geleist, grad esou wéi och iwwer Règlement grand-ducal sollten déi Leeschtungen opgezielt ginn, déi zu de Prestatiounen gehéieren, déi déi Institutiounen mussen leeschte fir dee Pensionspräis, dee se froen.

Ech fannen och do hätten déi Saache missen iwwer Gesetz geregelt ginn. Wann een nämlech d'Praxis kuckt, a wann een esou verschidde Saache liest, wat do passéiert a gewessenen Institutiounen, da gétt ee gewuer, dass do - et géif mech och emol iwwregens interesséieren, wou dat de Fall war - jo souguer d'Drénkwaasser un d'Leit extra verrechent gi wär, wat jo wierklech absolut abusiv ass a wat drop hiweist, wat fir rau Sitten an deem Secteur, dee jo 1999 deelweis liberaliséiert ginn ass, nach ëmmer virherrschen. Ech mengen, da kann een och net virsichteg genuch sinn. Wann een net wëllt hunn, dass et herno Altersheimer mat zwou Vitessé gétt, da muss et esou sinn, dass een do äusserst virsichteg ass a verlaangt, dass eng parlamentaresch Kontroll och virgesinn ass, zu deem, wat do soll geschéien.

Ech stellen iwwregens och fest: De Statsrot huet Statistiken doruwwer verlaangt, wéi vill Pensionnairen net genuch Akommes hunn, fir hiren Openthalt kënne ze bezuelen. Et kann een och zum Beispill froen op wat fir Institutiounen, dass se verdeelt sinn, ob se op all d'Institutiounen verdeelt sinn, ob et elo scho verschidde Kategoriën vun Institutiounen gétt an ob de Stat intervenéiert bei de Placementer vun deene Leit mat engem klengen Akommes, wa se Schwierigkeete sollten hunn an iergendengem vun deenen Altersheimer ënnerzokommen.

Ech wëll also schléissen, andeem ech soen, dass ech zimlech retizent sinn, well ech gesinn, dass mer hei wahrscheinlech awer eng Kaz an engem Sak kafe wäerten an eng Form, déi nach gréisstendeels onni Inhalt ass, wou just verschidde Saache ganz pingelech a ganz exakt dra geregelt sinn. An dat ass, wat d'Kontroll vun de Leit ugeet, d'Kontroll vum Revenu, d'Zréckbezuele vum Revenu, geriichtlech Prozeduren an esou weider. Ech

wëll net soen, dass dat komplett onsënneg ass, sou Saachen ze maachen, mä ech stelle just fest, hei gétt dat äusserst pingelech geregelt...

#### (Interruption)

Ech sinn direkt fäerdeg, Här President!

..., während awer wichteg Froen vun der Economie vun deem Secteur do, dee jo ëmmer méi eng grouss Bedeutung an eiser Gesellschaft kritt, an deemem Projet net geregelt ginn. An dat ass och d'Ursaach fir wat ech mech dobäi wäert enthalten.

■ **M. le Président.** - D'Regierung huet elo d'Wuert. Madame Minister, wann ech gelift, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Ech géing och wëllen dem President an dem Rapporteur vum Projet, dem Här Jean-Marie Halsdorf, merci soen, fir déi Vitesse, mat där en och hei dee Projet presentéiert huet. Virun allem wëll ech awer och der Kommissioun merci soe fir déi ëmmer äusserst konstruktiv Aarbecht, déi mir do gemeinsam konnte maachen.

Fir mech ass dat heiten e wichtege Projet...

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

..., deen haut gestëmmt gétt, well en et prezisiéiert, dass de Stat ka bei deene Leit hire Pensionspräiser bäileeën, déi an engem Centre intégré sinn, déi an engem Fleegeheim oder déi an engem aneren Haus sinn, wou medezinesch a fleegeresch Aarbecht gemaach gétt.

Ech wëll dann déi Montanten nennen, bis zu deene mir bäileeë kënne. Ech fueren nach ëmmer an deenen ale Lëtzebuurger Frang. Ech sinn e bëssen almoudesch doranner, mä ech denken, dass vläicht dann den Här Urbany dat och versteet, vu dass en dat mat deenen Euroen och net schéngt esou richtig ze beherrschen, wat mir awer dodra stoen hunn.

Mir kënne iwwert dat heite Gesetz elo bis zu engem Maximum vu 75.000 Lëtzebuurger Frang bäileeën. Mir mengen, mat deene 75.000 Frang hei geet et ëm den Accueil gérontologique, dat heescht eigentlech dat, wat de Pensionspräis ass. Mir schwätzen hei net iwwert d'Fleegeversécherung, dat wëll ech eng Kéier prezisiéieren. Mä Dir hat gesot, d'Fleegeversécherung géif net alles bäileeë bei de Medikamenter. D'Fleegeversécherung leet näischt bei Medikamenter bäi, dat mécht d'Krankekeess. Et ass komplizéiert d'Sozialwiesen zu Lëtzebuerg, mä et ass awer heiansdo wichteg, wann ee weess...

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Et gétt Participatiounen, déi d'Leit mussen bezuele mat hirem Täschegeld. Méi wollt ech net soen.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Et ass gutt. Ech wollt nëmmen awer soen, dass een net grad alles sou kann duercherneen do gehéien.

Et ass also fir eis wichteg, dass an all déi verschidden Haiser, déi en Agrément hunn - en anert dierft jo eigentlech net méi funktionéieren hei zu Lëtzebuerg, all déi Haiser mussen jo no dem ASFT-Gesetz en Agrément kréien - mir et also méiglech maachen, dass jiddferee muss kënne erakommen, egal ob e vill Suen oder wéineg Suen huet, well mir net fir räich Leit a fir aarm Leit Haiser wëlle schafen. Op där anerer Säit maache mir et do an deenen Haiser esou - dat ass eppes, wat mir eng Suerg ass -, dass mir jiddferengem kënne soen, dass kee weess, wien eppes

dobäigeluecht kritt a wien näischt bäigeluecht kritt. Heiansdo genéieren d'Leit sech jo, wa se eppes sollen iwwert de Fonds de solidarité kréien - net ëmmer, dat gesi mir bei der Mammerent, mä op deenen anere Plazen ass dat jo dann ëmmer eppes wéi wann dat eppes wär...

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

..., wat schiedlech a schändlech wier.

Jiddferee kann déi Sue kréien, wann en se zegut huet. Do gétt och verfuert no deenen übleche Kritäre vun dem Fonds de solidarité respektiv och vum RMG-Gesetz, do ginn ëmmer erëm déiselwecht Saache bei jiddferengem gefrot. Et ass net, dass mir hei méi froen, wéi an anere soziale Gesetzer, déi bestinn.

D'Täschegeld - Här Jaerling, Dir sidd jo och heiansdo fir gutt Saachen ze gebrauchen. Dir hat hei genau jiddferengem erkläert.

#### (Interruptions)

14.200 Frang, wollt ech dem honorablen Här Urbany soen, géifen d'Leit an Zukunft kréien, esou dass Dir also genau wousst, wéi vill dass dat ass. An dat ass alles also indexgebonden, och déi zwou Prestatiounen. Ech denken, dass dat da jo och de Leit d'Berouegung gétt, an dass se domadder och kënne wëssen, dass se domadder rechne kënne, an dass se dann och dat Gesetz kënne stëmmen.

En anere wichteg Punkt ass een, dee mir bis haut net geregelt haten. Et geet ëm déi Leit, déi doheem bleiwen a wou ee vun de Partner doheem ass, wou et bis haut keng gesetzlech Regelung gouf a wou mir elo soen, et muss ee weinstens en Akommes behalen an der Héicht vun dem RMG, wou ech denken, datt dat eent vun deem aneren jo och eng logesch Konsequenz ass, wann ee seet, deen, deen doheem bleift, muss jo kënne mat eppes rechnen a muss jo kënne mat eppes liewen, et ass net nëmmen deen, deen am Heim ass, nodeem da ka gekuckt ginn.

An dem Accueil gérontologique ass virgesinn, dass eben déi Gesen, déi gebraucht ginn, och ofgeséichert sinn. Et ass schwéier fir alles an engem Gesetz ze schreiwen, wann all eenzel Fläsch Waasser muss drastoen, wann ee se zegut hat, dat féiert natierlech enorm wäit. Dobäi kënnt, datt awer eng ganz Partie vu Saachen ëmmer erëm nei kommen, sou dass ech mengen, dass déi Lëscht besser gemaach gétt iwwer e Règlement grand-ducal, wou dat festgeluecht gétt, an ech denken, dass dat wierklech wichteg ass, well soss awer Situatiounen entstinn, wou deen een dat eent verrechent an deen aneren eppes aneschtens verrechent, wat dozou ka féieren, dass d'Leit och nach mat deem Akommes, wat se dann hunn, net auskommen an erëm mussen op d'Gemengen heesche goen, fir ze kucken, fir déi Suen nach bäigeluecht ze kréien.

D'Qualitéit an d'Qualitéitskontroll wollt mir iwwert dat heite Gesetz zousätzlech aféieren. De Conseil d'État hat gemengt, dat wär keng gutt Aart a Weis, ech sinn dofir total d'accord, fir déi Motioun kënne unzehuelen. Och wann ech se net méi kann ëmsetzen, dann ass dat awer eppes, wat wichteg ass, well iwwerall och an der Zukunft an deene Servicer, bei deenen eelere Leit esou gutt wéi bei deene Behënnerten oder och bei de Kanner, gétt an der Zukunft ëmmer méi op d'Qualitéit Wäert geluecht, an eng Qualitéit, déi muss kënne och gemooss ginn an déi muss kënne kontrolléiert ginn. A vun dohier mengen ech wierklech, dass et wichteg ass, dass een dat entweder iwwert deen neien ASFT-Text

mécht, oder och iwwer en aneren Text, wou een dovunner muss profitéieren, fir dat kënne ze maachen.

Et ass och vun eenzelne Leit reklaméiert ginn, dass mir nëmme géifen hei den Accueil vun Dag an Nuecht à charge huelen. Mir hunn awer dorobber verzicht an och an der Kommissioun war jiddferee domadder d'accord, well mir gesot hunn, et sinn awer komplizéiert Prozeduren, wann dat iwwert de Fonds de solidarité muss goe mat enger Hypothék, déi muss ageschriwwen ginn, an alles, wat dozou gehéiert, fir domadder net onnéideg Situatiounen do ze schafen, déi net bräichten ze sinn, an dass mer do géinge weiderfueren iwwert den Tarif social ze bezuelen, wann et Leeschtunge sinn, déi och zum Beispill net vun der Assurance dépendance kënne iwwerholl ginn.

Well gemengt gétt, mir hätte schrecklech vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi dat net kéinte bezuelen, ass et vläicht interessant awer och ze héieren, wéi vill Leit dass vun dem Accueil gérontologique profitéieren. 2002 waren et 720 Persounen, mat engem Gesamtkäschtepunkt vun 200 Milliounen där aler Frang. 2003 sinn et 670 Leit gewiescht, mat ongeféier 180 Milliounen Lëtzebuurger Frang, déi de Stat do bäigeluecht huet. Ech denken, dass dat beweist, dass awer eng ganz Partie vu Leit, Gott sei Dank och, net brauchen dovunner ze profitéieren a selwer genuch eege Mëttel hunn, ouni mussen op de Fonds de solidarité zréckzegräifen.

Wichtig ass awer fir mech och, dass mir net nëmmen iwwert den Accueil gérontologique an d'Fleegeversécherung nodenken, mä nach op villen aneren Niveauen aktiv sinn. Ech denken an déi ganz Rei vu Projeten, déi nach an nächster Zäit wäerten an Ärem Haus hei sinn, iwwert déi mir ewell an der Kommissioun diskutéiert hunn - nei Haiser, déi gebaut ginn, wou mir iwwer 1.350 zousätzlech Better schafen, déi mir och bei déi aner dobäikréien, a wou mir ewell méi héich leie wéi soss iergendee Land an Europa.

Och do wär et vläicht interessant ze héieren, wat mir kéinte maachen, fir dass d'Leit méi kéinten doheem an hire Famillje bleiwen. Vläch huet den Här Jaerling och nach iergendeng Zauberkart am Aarm, fir ze weisen, wéi een do d'Famille nombreuse erëm beienee kritt, mat deene verschiddene Generatiounen.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Alt erëm eise Programm liesen!

#### (Hilarité)

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Mir waarde mat Spannung drop. Da muss mer och nach kucken, ob en dann ëmzesetzen ass. Mä ech denke wéi gesot, dass dat wichteg ass, well awer pro Zëmmer 8,5 Milliounen där aler Frang investéiert ginn. Bei Haiser, an deenen iwwer 100 Zëmmer dra sinn, komme mir iwwer eng Milliard. Alles dat muss ee sech och virstellen. Wann ëmmer gesot gétt, mir hätte besser mir géingen an esou Haiser investéiere wéi a Muséeën, da muss ee gesinn, dass mir dat an engem héije Mooss an dëser Legislaturperiod och gemaach hunn.

Mä awer och net nëmme fir déi Leit, déi fleegebedürftig sinn, mä awer och fir déi Leit, déi nach valide sinn, hu mir eng ganz Partie vu Servicer geschafen. Ech denken un d'Club-Senioren, ech denken nach un den RBS, wou d'Leit, déi valide sinn, eng uerdentlech an eng sënnvoll Fräizäitgestaltung maache kënne, an déi Cyberstufen, déi ageriicht goufen, fir och deenen eelere Leit den Zougang zu deenen neien Technologien ze erméiglechen, déi also do kënne dovunner léieren an dovunner profitéieren, fir net an de Risiko ze kommen, fir aus eiser Gesellschaft ausgeschloss ze ginn.

D'selwecht wéi bei de Kanner ass selbstverständlech an deem heite Beräich d'Formatioun an d'Formation continue vum Personal vun enger enorm grousser Wichtigkeet. Ech denken an dee groussen Erfolleg, deen d'Aides socio-familiales haten, wou mir an deene leschte Joren honnerte vu Leit haten, déi hiren Zertifikat kritt hunn, bis zu dem Master an der Gérontologie, deen an der Universitéit agefouert ginn ass, deen och soll dozou hëllefen, dass d'Leit net nëmmen do opgehuewe sinn, mä dass se wierklech och seriö do gefleegt ginn, seriö à charge geholl ginn, an net de Risiko hunn, wéi et och emol op anere Plaze scho virkomm ass - ech hoffen net bei eis -, dass do engem ale Mënsch Gewalt an deenen Institutiounen ugedoe gétt, well eben och eng Iwwercharge vun Aarbecht do ass an och beim Personal.

Zum Schluss sinn ech an engem schreckleche Gewëssenskonflikt hei, well den Här Jaerling den Här Lux iwwerholl huet an iwwert d'Mammerent geschwat huet. Lux, Lulling und Jaerling, dat ass esou dee Mix, dee sech dorëmmer këmmert an doranner mëscht, an ech iwwerloossen de Leit dat ze jugéieren, ob se dat esou terribel fannen oder wéi se dat fannen.

Ech wëll jiddefalls dem Här Jaerling als konkret Antwort heirobber soen: Selbstverständlech ginn déi 3.000 Frang matgerechert, sou wéi dat och beim RMG gerechert gétt, Här Jaerling! Ech wëll just alles dat, wat ëmmer geschriwwen gétt a gesot gétt iwwert déi Ongerechtheet, widderleeën: Et gétt kee Gesetz - an elo soen ech dat fir d'siwent hei an ech weess awer, dass keen dat wëllt zur Kenntnis huelen - et gétt kee Gesetz, dat méi gerecht ass wéi dat doten. Et gétt kee Gesetz, wou all Mënsch hei ka vun deene Sue profitéiert. Wann Dir mir ee kënnt bréngen, deen net op iergendeng Aart a Weis déi 3.000 Frang kritt huet, da weist mir deen, dee se net op eng Aart a Weis kritt huet.

Ech weess, dass der vill sinn, déi se gären zweemol hätten, mä där kennen ech ganz vill. Ech weess där och nach, déi nach gare ganz aner Saachen hätten. An dat fannen ech schlëmm, dass Dir lech an deene Leit vergräift, fir deenen eppes virzemaachen, wou Dir Bescheid wousst, als e bëssen ausgebilte Sozialpolitiker, fir ze soen, déi géifen ongerecht behandelt ginn. Dat ass eppes, wat ech schlëmm fannen, wat ech och net kann acceptéieren.

Dofir mengen ech, wann een eppes aneschtens wëllt maachen, da muss ee soen, mir féieren zousätzlech 3.000 Frang a fir déi dote Leit, an da kréien déi se zweemol. Dat ass eppes, dat kann ee maachen, mä da muss ee sech froen, ob et dann net méi richtig wär fir ze soen, mir mussen den RMG eropsetzen, oder ob et net méi richtig ass fir ze soen, da mussen mer d'Mindestrent eropsetzen. Dat ass eng ganz aner Diskussioun. Mä wéi gesot, alles aneschtens ass net richtig.

Ech wëll och soen, dass ech haut iergendwou e Lieserbréif gelies hunn, deen emol vu kengem vun lech zwee oder vun lech dräi komm ass, mä vun engem Mann, dee sech beschwéiert huet iwwert déi Mammen, déi dout sinn. Déi, déi gestuerwe sinn an déi d'Mammerent zegutt haten, kréien déi selbstverständlech ausbezuelt. Et si 6.000 Dossieren, déi nach net féierdeg sinn, an dat sinn net déi eischt, déi do behandelt goufen. Ech géing also ëm Verständnis bidden. Wann ee vun deene Fonctionnairen aus dem Fonds de solidarité sech do net gutt beholl huet, dann entschëllegen ech mech selbstverständlech dofir. Mä ech wëll awer soen, dass déi Leit selbstverständlech hir Suen zegutt hunn a se kréien an Zäite wéi déi Dossiere behandelt sinn.

Merci villmools.



Plusieurs voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling (ADR).- Madame Ministesch, ech mengen, Dir hutt e seriöse Problem bei der Mamerent mam Ennerscheid tëschent effektiv a fiktiv.

M. le Président.- Här Jaerling, wann ech gelift, et hat elo keen lech gefrot.

**(Interruption et hilarité)**

D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen elo zur Lecture vun den Article vum Projet de loi 4988 a stëmmen doriwier of. Den Text steet am Document parlementaire 4988-10.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Niki Bettendorf)**

D'Article 1 bis 23 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi 4988 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Jeannot Belling), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

**(Négation)**

Dat ass net esou.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

**Motion 1**

Dann hu mer nach hei eng Motioun virleien, déi vun de fënnf Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Kënne mer dat dem ale Wee no ofstëmmen?

**(Assentiment)**

Da bieden ech ëm en Handzeechen.

**Vote**

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden d'Hand ze hiewen.

Wien ass dogéint?

Wien enthält sech?

Domadder wier déi grouss Majoritéit fir d'Motioun an domat d'Motioun 1 ugeholl.

Mir fueren dann elo mat eisem Ordre du jour vun haut weider, dat ass de Punkt 6: les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés fir den Exercice 2002. De Rapporteur vum Projet de loi ass den honorabelen Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

**6. 5282 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2002**

**Rapport de la Commission des Comptes**

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, dass d'Kontekommissioun eng kloer Missioun huet, nämlech d'Kontabilitéit vun der Chamber ze iwwerpräiwen, zesumme mat engem Réviseur d'entreprise, an doriwier hei e Rapport ze maachen un de Plenum.

Wann ech lech haut scho kann de Rapport iwwert d'Konte vum Joer 2002 virleien, dann ass dat de Mérite vun de Leit aus dem Service Comptabilité vun der Chamber, deenen ech och hei wëll direkt am Ufank häerzlech merci soe fir hir exakt, effikass a schnell Aarbecht.

Dës Konte presentéiere sech an zwee Dokumenter, eng Kéier de Bilan an eng Kéier de Compte des revenus et charges. Ech wëll lech déi honnerten an déi dausenden Zuelen hei erspueren - déi kënn Dir am detailléierte Rapport noliessen. Mä ech kommen awer net do laanscht, déi wichtegst Zuele ganz kuerz hei ze ernimmen, fir dass een awer och an den Dokumenter vun der Chamber eng Kéier déi wichtegst Zuele vum Exercice 2002 zréckfënnit.

Ech géing ufänke mam Bilan. Do hu mir am Actif circulant Créancé vum 314.121,55 Euro. Mir haten op den 31.12.02 op de Banken an an der Keess 5.319.082,68 Euro. Mir haten um Compte de régularisation actif 936.191,40. Dat ass en Total vum Actif vum 6.569.395,63.

Dann de Passif. Fonds propres, excédent budgétaire cumulé: 2.557.217,76; Provisions pour risques et charges - dat ass de Fonds de réserve Assurance accident -: 49.578,70. Dann eng Rei Detten: 1.200.292,22. Dépôt de garantie fir d'PCen: 10.411,53; Frais de photocopieur à payer: 9.182,76; Frais mobilier de bureau à payer 49.154,12; a Frais de publication à payer: 14.924,70, plus dann den Excédent des revenus sur les charges vum 2.678.633,84, sou dass den Total vum Passif dann d'selwecht ass wéi dee vum Actif, nämlech 6.569.395,63.

Dann d'Comptes des revenus et charges. Bei de Revenuen: Crédits budgétaires, déi mir vun der Regierung kritt haten: 24.137.562; Zënzen, déi mir kritt hunn, well mir awer eng relativ gutt Reserv hunn, Zënzen also vum 455.747,82; aner kleng Recetté vum 465,78 Euro; Produits exceptionnels 322.343,91. Dat mécht en Total des revenus vum 24.916.119,51.

Bei de Chargen, déi sech op den Exercice rapportéieren: 22.223.296,68 Euro; Charges exceptionnelles 14.188,99; an den Total vun de Chargen dann 22.237.485,67. Da fanne mir och hei erëm de Benefiss zréck mat 2.678.633,84, fir dat Ganzt an den Équilibre ze bréngen.

Wat ëmmer spannend ass, dat ass eng Kéier ze vergläichen, wéi d'Évolutioun vun engem Exercice op deen aneren ass. Dofir ganz kuerz de Verglach vun 2002 vis-à-vis vun 2001. Do sinn insgesamt d'Dépenses an der Chamber ëm 6,72% an d'Luucht gaangen. Déi si séier erkläert, eng Kéier duerch eng Indexbranche, eng Kéier duerch den Accord salarial vum 22. Juli 2002, deen natierlech och fir d'Chamber gëllt, an déi drétt Mehrausgab ass, well am Joer 2002 de Fernseh ugefaangen huet ze funktionéieren hei an der Chamber. Ech kommen herno awer nach eng Kéier op d'Fräen insgesamt vun deem Beräich zréck.

Grad esou spannend ass et och ëmmer ze kucken, wat am Budget stoung a wat mir schlussendlech als Chamber dann um Enn vum Joer ausginn hunn, an do ass och schon no mehreren Exercicen dëst Joer eigentlech och erëm eng gutt Nouvelle ze vermelden, dass mir nämlech fir 2002 8,98% ënnert dem Budget bliwwen sinn. Dat wär vläicht eppes, wat och d'Regierung sech eng Kéier kéint als Zil setzen. Op jidde Fall, mengen ech, gi mir domat als Chamber mam gudden Beispill vir a bréngen et fäerdeg awer ënnert de Budgeten ze bliwen.

Ech géing da ganz kuerz nach op déi eenzel Sektioonen agoen, lech den Total matdeelen, a just vläicht déi eng oder aner spannend Zuel relevéieren. Eng Kéier an der Sektiooun A vun den Deputéierte sinn



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

**www.chd.lu**

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live



am ganzen Dépensé vun 8.515.352,51 Euro.

Wéi gesot, do spillt den Accord salarial vun 2002 mat eran. Och nach vläicht gutt ze relevéieren ass, dass, wat de Congé politique ubelaangt, en un aacht Employeuré geet, dat heescht mir hunn u sech aacht Députés salariés hei, an da geet en u 26 Députés, déi entweder Indépendant sinn oder Hausfra oder Hausmann. Nach eng Kéier, fir ze betounen, dass dat Bild, dat heiansdo dobaussen duergestallt gëtt, dass hei an deem Haus lauter Statsbeamte géinge setzen, net richtig ass. Mir hu méi Leit, déi Salarie am Privatsecteur respektiv Indépendant oder Hausfra an Hausmann sinn wéi Statsbeamten. Dat geet ganz kloer aus dem Congé politique eraus.

Dann d'Section B, dat ass Institutions parlementaires internationales: 571.258,46. Do gëtt et net villes ze vermelden, ausser dass et liicht méi héich ass, awer wierklech an engem klengen Ausmooss. D'Section C, Groupes politiques, 1.799.844,53 - och do näischt Aussergewöhnlech. Beim Personal, dat ass d'Section D, 3.632.211,99.

Just als Rappel nach eng Kéier, dass déi Chamber hei awer mat relativ wéineg Personal, nämlech am Ganzen nëmmen 48 Fonctionnaires, awer e ganz gewaltege Pensum pro Joer erleedegt. Och fir nach eng Kéier ze betounen, dass mer eigentlech wéineg Personal hei hunn. Ech hu mer soe gelooss, dass anscheinend eleng eng Chambre des Métiers 20 Leit hätt, fir hir Avisen zu de Gesetzer ze schreiwen. Ech weess net, ob déi Informatioun richtig ass. Sollt se stëmmen, da muss ee sech awer wierklech froen, ob mir nach mat 48 Leit insgesamt hei richtig leie fir déi ganz gesetzgeberesch Aarbecht ze maachen.

■ **Une voix.**- Also, ech kann lech soen, dat stëmmt net.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), rapporteur.**- Wësst Dir dann, wéi vill dass se der hunn?

■ **La même voix.**- Ech weess, wéi vill Leit dass se hunn.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), rapporteur.**- Soit, ech bleiwen awer bei der Meenung, dass mer mat 48 Leit wierklech e relativ klengen Staff hunn, fir déi gewaltig Aarbecht, déi hei Joer fir Joer muss erleedegt ginn.

Sektioun E, administration, dat si 6.401.117,23 Euro. Och do gëtt et net schrecklech vill ze berichten.

Da sinn ech scho bei der leschter Sektioun, der Section F, dem Compte rendu. Dat sinn 1.317.700,95 Euro. Do si vläicht déi gréisste Changeementer, déi am Exercice 2002 komm sinn. Do hu mer nämlech am Oktober de ganze System vum Compte rendu geännert, wou mer net méi den ale System haten, mä a véier Dageszeitungen ebe vill méi effikass, vill méi schnell de Compte rendu kënnen maachen.

Hei ass vläicht eng spannend Statistik, déi eis als Kontekommission um Häerz louch, an zwar hu mer ëmmer verlaangt, dass et awer misst méiglech sinn, dass, wa mer schonn de System vum Compte

rendu géingen änneren, d'Fräen awer fir den neie System vum Compte rendu, vum Internet-Site a vun der Televisioun net däreft méi héich leie wéi vir drun d'Fräen eleng fir den ale System vum Compte rendu. An dat ass eis wierklech gelongen. Ech mengen, do muss een ee Kompliment maachen un all déi Responsabel, ugefaange beim Büro, och vläicht un all déi Beamten a Beamtinnen, déi duerno derfir gesuergt hunn, dass dat effikass ëmgesat ginn ass.

### **(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

Et dierft lech awer vläicht ganz e bëssen als Member vun deem héijen Haus interesséieren, wann ech lech folgend Statistik duerleeën, fir lech ze soen, dass eis dat do ganz gutt gelongen ass. Nämlech, am Joer 2000 hunn den ale Compte rendu plus den Internet ronn 1.900.000 Euro kascht. Am Joer 2001 huet den ale Compte rendu, Internet an den Ufank vun der Chamber-TV 2.700.000 Euro kascht. Do hu mer et scho fäerdeg bruecht an deem Exercice, deen ech haut hei rapportéieren, erofzogen am Joer 2002 op 2.100.000 Euro, a mir hunn e provisoereschen Décompte, wou zwar nach vläicht déi eng oder aner Rechnung kann nokommen, mä déi net méi ganz grouss wäert sinn, vun 1.600.000 Milliounen Euro fir den Exercice 2003, sou dass ee ka soen, dass mer vun 2,7 Milliounen erofgaange sinn op 1,6 Milliounen mat enger méi effikasser Manier, mengen ech, d'Débaté vun deem Parlament méi schnell ënnert d'Leit ze bréngen mat op där anerer Säit der Live-lwwerdrong plus den Internet-Site, sou dass een hei awer ka soen, dass dat erfollegräich ëmgeändert ginn ass.

Mir bleift lech zum Schluss nach just ze soen, dass och de Réviseur d'entreprise der Meenung ass, dass déi Konte korrekt sinn an dass d'Kontabilitéit korrekt gefouert ginn ass an ech wëllt zum Schluss lech da froen, ob Dir folgend Resolutioun kënnt stëmmen:

### **Résolution**

*La Chambre des Députés,*

*vu le rapport de sa Commission des Comptes,*

*approuve les comptes de l'exercice 2002 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.*

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Gira. Als eischte Riedner ass den Här Stendebach agedroen. Här Stendebach, Dir hutt d'Wuert.

### **(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)**

#### **Discussion générale**

■ **M. Théo Stendebach (DP).**- Här President, merci. Wa kee mech ënnerbrécht, da profitéieren ech net vun eisen 30 Minuten. Da maachen ech et méi kuerz.

### **(Interruptions diverses et hilarité)**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der CSV-Fraktioun erlaabt mir, dem honorablen Här Camille Gira ze félicitéieren

an him merci ze soe fir säin excellente mëndlechen a schrëftleche Bericht, bezunn op d'Konte vum Joer 2002. Déiselwecht Wierder ginn an deem Sënn gericht un d'Madame Ginette Biasini an hir Mataarbechter...

■ **Plusieurs voix.**- Ah!

■ **M. Théo Stendebach (CSV).**- ..., deenen hir Aarbecht afirméiert gouf vun der Fiduciaire.

D'Mission vum der Kontekommission gëtt definéiert am Artikel 155 vum Chamberreglement. Laut Artikel 155, Ofsaz 1, ass d'Vérificatioun, wat d'Kontabilitéit vun de Fonge vun der Chamber ubelaangt fir all Sessioun enger Spezialkommission, genannt Commission des Comptes, uvertraut. Dës Kommission ass ënnerstëtzt vun engem Revisor, dee jährléich vum Büro gestëmmt gëtt. Opgrond vun dëser Kommission hirem Rapport erkennt d'Chamber laut Artikel 155, Ofsaz 4, d'Richtigkeet vum Kont un. Dësen Entschëed gëtt der Cour des Comptes zougestallt fir enregistriert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Här Gira huet am Detail d'Konte virgedroen. Et mécht deemno wéineg Sënn, fir him seng ausféierlech Ausféierungen ze widderhuelen. Dofir ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **Une voix.**- Du hues awer guer net vill gesot.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Stendebach.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech fir eng Kéier nëmmen dem Riedner vun der CSV an der DP uschlëssen.

■ **Mme Maggy Nagel (DP).**- Mir hunn nach net geschwat!

### **(Interruptions et hilarité)**

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dir hutt d'Nuance net matkritt, Madame Nagel.

Also, ech ka mech fir eng Kéier nëmmen dem Spriecher vun der CSV an der DP uschlëssen. Ech géif dem Chamberpersonal, un der Spëtzt der Madame Biasini, mer soe fir déi excellent Aarbecht...

### **(Interruptions)**

...a selbstverständlech déi vum Här Gira presentéiert Resolutioun matstëmmen am Numm vun eiser Fraktioun. Merci.

■ **Une voix.**- Dat do war schnell.

■ **Une autre voix.**- Jo, voller Nuancen!

■ **M. le Président.**- Ech wollt lech nach just eng Précisioun soen. Et war agedroen fir d'LSAP den Här Fayot, mä dat do war net den Här Fayot. Dat war den Här Di Bartolomeo.

### **(Interruptions)**

■ **Une voix.**- Et war kengem ofgefall.

■ **M. le Président.**- Vun der Demokratescher Partei ass den Här Calmes ageschriwwen.

### **(Interruptions et hilarité)**

■ **M. Emile Calmes (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech gëtt et nach méi liicht wéi fir meng Virriedner. Ech géif och am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur hei félicitéieren fir säi gudde schrëftlechen an och säi mëndleche Rapport, deen en hei

gemaach huet. Ech géing mech selbstverständlech deene Mercien uschlëssen un déi, déi fir déi gutt Konten hei verantwortlech sinn. An deem Sënn kann ech dann och den Accord vun der eiser Fraktioun zu där Resolutioun hei bréngen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Här Greisen, wann ech gelift.

■ **M. Fernand Greisen (ADR).**- Merci, Här President! Dir Dammen an Dir Hären, vun eiser Säit och merci all deenen, déi un deene Konten hei matgeschafft hunn. Ech wëll awer virun allem dem Här Frieseisen a senge Leit félicitéieren fir déi gutt Aarbecht, déi se gelescht hunn, an den Accord vun eiser Fraktioun zu de Konte matbréngen. Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

### **(Interruption diverses)**

■ **M. le Président.**- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss.

Esou wéi den Artikel 155 vum Chamberreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwer d'Resolutioun of, déi d'Kontekommission virgeschloen huet, an déi folgende Wortlaut huet. De Berichtstatter Camille Gira huet se scho virgedroen, mä wéi et Virschrëft ass

droen ech se nach eng Kéier vir, fir dass jiddfereee genee weess wat do drasteet: „La Chambre des Députés, vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2002 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.“

### **Résolution**

Sidd Dir dermat d'accord, dass mer iwwer d'Konte mat Handpohiewen ofstëmmen?

### **(Assentiment)**

Da géif ech ëm een Handzeeche bieden.

### **Vote**

Wie fir d'Resolutioun ass, ass gebieden d'Hand ze hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Domadder sinn d'Konten 2002 eestëmmege ugeholl.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech wënschen lech eng schéi Vakanz fir déi, déi an d'Vekanz ginn, an domadder ass d'Sitzung fäerdeg.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.32 heures)**

## Sommaire des séances publiques

Retrait du rôle du projet de loi 4950 modifiant la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers page 402

4999 - Débat d'orientation sur la politique d'immigration pages 402-419

Dépôt d'une proposition de loi et de deux motions pages 419-420

Dépôt d'une motion page 420

Communications page 420

Ordre du jour page 420

Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire pages 420-424

5235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Pretoria, le 11 octobre 1999 pages 424-425

5108 - Projet de loi relatif à l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurances et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances pages 425-426

5153 - Projet de loi portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit pages 426-427

Motion de Mme Renée Wagener relative au sort des personnes portées disparues pendant la Seconde Guerre mondiale page 427

Ordre du jour page 427

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'instruction des demandes d'asile et

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative au refoulement d'étrangers pages 427-428

Motion de M. Aly Jaerling relative aux jeux de hasard page 428

Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire pages 429-439

Dépôt d'une résolution page 433

Résolution de M. Camille Gira relative à la mise en place d'une commission spéciale «Aviation civile» pages 439-440

Dépôt d'un projet de loi page 441

Question avec débat N° 36 de M. Jean Huss relative à l'élaboration d'un plan national «enfants - environnement et santé» en vue de la Conférence ministérielle environnement-santé à Budapest en juin 2004 page 441

Question avec débat N° 37 de M. Marc Zanussi concernant le projet de règlement européen relatif aux obligations de service public dans les transports de passagers page 442

5174 - Projet de loi portant organisation des Maisons d'enfants de l'État pages 442-446

4988 - Projet de loi autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit pages 446-450

5282 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2002 pages 450-451

## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

### **Supplément commun aux quotidiens:**

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

### **Contenu rédactionnel:**

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

### **Conception, saisie de texte et mise en page:**

Polygraphic SA, Luxembourg

### **Concept et coordination générale:**

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 10 / 2003-2004

## Sommaire des questions parlementaires

| Question N°  | Auteur                   | Objet   |
|--------------|--------------------------|---|
| 2439         | Robert Mehlen            | Financement du "Musée d'art moderne Grand-Duc Jean"   |
| 2452         | Jacques-Yves Henckes     | Impôt commercial des communes   |
| 2454         | Robert Mehlen            | Soumission pour l'aménagement de la Place de l'Europe   |
| 2455         | Gusty Graas              | Recensement fiscal annuel   |
| 2480         | Mars Di Bartolomeo       | Bilan des mesures fiscales d'un régime d'imposition temporaire spécial plus favorable pour les contribuables (Loi du 30 juillet 2002) |
| 2481         | Robert Mehlen            | Subventions aux agriculteurs  |
| 2501         | Jean Huss                | Études systématiques sur la population des demandeurs d'emploi  |
| 2505         | Mars Di Bartolomeo       | Régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables   |
| 2511         | Aly Jaerling             | Foyer pour demandeurs d'asile à Esch-sur-Alzette  |
| 2514         | Marc Zanussi             | Principe de la portabilité des numéros de téléphone   |
| 2515         | Aly Jaerling             | Calcul des pensions d'invalidité des ouvriers de l'État   |
| 2518         | Jean-Pierre Koepp        | Pension d'invalidité des salariés   |
| 2521         | Lucien Lux               | Plans d'organisation du travail   |
| 2525         | Laurent Mosar            | Installations d'écrans antibruit à la sortie du Kirchberg   |
| 2532         | Aly Jaerling             | Décompte individuel concernant le calcul des différents éléments constitutifs de la pension   |
| 2534         | Aly Jaerling             | Organisation de navettes en cas de retards des trains   |
| 2535         | Mars Di Bartolomeo       | Interventions chirurgicales O.R.L.  |
| 2536         | Mars Di Bartolomeo       | Subsides aux communes pour la construction d'infrastructures dans l'intérêt de l'éducation précoce                                    |
| 2541         | Marco Schank             | Accès des lieux publics aux chiens accompagnant les personnes handicapées et les non-voyants  |
| 2543         | Marc Zanussi             | Programme "Culture 2000"  |
| 2547         | Gusty Graas              | Cours d'entraînement pour le maintien de l'ordre  |
| 2556         | Gusty Graas              | Participation de la "Luxembourg Air Rescue" au "Plan nombreuses victimes"   |
| 2558         | Mars Di Bartolomeo       | Institut de recherche musicale  |
| 2561         | Jean-Pierre Koepp        | Réaménagement d'un carrefour dangereux se trouvant au croisement de la E420 et de la N7   |
| 2562         | Aly Jaerling             | Retransmission de données personnelles des caisses de maladies au Ministère des Transports  |
| 2565         | Jean Colombero           | Rythme horaire de l'Institut pour infirmes moteurs cérébraux  |
| 2573         | Emile Calmes             | Statistiques sur le divorce   |
| 2577         | Laurent Mosar            | Acquéreurs d'immeubles bénéficiaires de taux hypothécaires réduits  |
| 2578         | Gast Gibéryen            | Autoroute A13 fermée pour le tournage d'un film   |
| 2579         | Aly Jaerling             | Agrandissement du Centre socio-éducatif de l'État   |
| 2582         | Marc Zanussi             | Pharmacie supplémentaire dans le canton de Capellen   |
| 2583         | Gast Gibéryen            | Projets d'organisation de cours de luxembourgeois   |
| 2587         | Dagmar Reuter-Angelsberg | Fermeture du bureau d'accueil des demandeurs d'asile  |
| 2590         | Gast Gibéryen            | Licenciements chez Luxair   |
| 2592         | Robert Mehlen            | Principe de l'égalité devant la loi   |
| 2604         | Xavier Bettel            | Chambres sécurisées au Centre Hospitalier de Luxembourg   |
| 2610         | François Bausch          | Fonds de l'Aménagement et d'Urbanisation du Kirchberg   |
| 2613 urgente | Xavier Bettel            | Mesures de prévention contre la peste aviaire asiatique   |
| 2614         | Aly Jaerling             | Commissariat du Gouvernement aux Étrangers  |
| 2616         | Ben Fayot                | Dictionnaires du luxembourgeois   |
| 2617         | Ben Fayot                | Installations sportives dans les écoles secondaires   |
| 2624         | Mars Di Bartolomeo       | Surveillance des locaux de l'ADEM   |
| 2625         | Mars Di Bartolomeo       | Location de chaises auprès de crèches privées   |
| 2637 urgente | Alex Bodry               | Sanctions appliquées aux personnes déboutées à Weilerbach   |

Question 2439 (22.10.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le financement du „Musée d'art moderne Grand-Duc Jean“:

De 25. August vun dësem Joer hunn ech e Bréif un den Direkter vun der Administration des Ponts et Chaussées gerichtet, fir Opklärung driwwer ze kréien ob 1996 Finanzmittel vum „Fonds des routes“ gebraucht gi wärem fir Honorar vum Architektbüro Pei ze bezuelen. Dat, nodeems datt dës Fro öffentlech gestallt gi war.

Mat Bréif vum 2. September 2003 huet den Direkter vun der Administration des Ponts et Chaussées mer geäntwert, datt seng Administration ganz sécher net zum Finanzement vum „Musée d'art moderne Grand-Duc Jean“ bäigedroen hätt. Déi 2.884,6 Milliounen Frang, déi 1996 vun der „Administration des Ponts et Chaussées“ iwwert de „Fonds des routes“ liquidéiert gi sinn, wärem exklusiv fir de Stroossebau bezuelt ginn. Eng Opstellung, déi dësem Bréif bäigeleucht war, weist als „Liquidations

Fonds des routes“ e Betrag vun 2.884.667.568 Frang aus.

Wann een dëse Betrag dann awer mat dem Kont vum Fonds des routes vergläicht, wéi en am Projet de Budget vun 1998 (Doc. parl. N°4330, Sait 675) opgefouert ass, da muss ee feststellen, datt déi zwee Beträge net iwwerenee stëmmen, well dëse Kont vun 1996

weist am Total Ausgabe vun 2.967,8 Milliounen Frang aus. Dat mécht eng Differenz vu ronn 83,1 Milliounen Frang. Duerfir wollt ech lech froen, wéi dës Differenz ze explizéieren ass.

Réponse (4.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierte Robert Mehlen iwwert de Betrag, deen 1996 iwwert de Fonds des routes bezuelt ginn ass, wéll ech bestätegen, dass dee Betrag sech fir d'Joer 1996 op 2.967.515.495.- LUF beleeft.

Dëse Betrag ass och vun der deemoleger Chambre des Comptes 1996 liquidéiert ginn.

D'Ursach firwat dëse Betrag net iwwerenee stëmmt mat dem Betrag, deen den Direkter vun der Administration des Ponts et Chaussées a sengem Bréif vum 2. September 2003 ugëtt, kënn dohier, well dëse Bréif zwee Iertëmmer enthält, an zwar:

1. d'Liquidatiounen op de Budget oder op e Spezialfond ginn net vun der Verwaltung, mä vum Ministère gemaach;

2. de Betrag vun 2.884,6 Milliounen LUF, deen den Direkter vun der Administration des Ponts et Chaussées ugëtt, stëmmt net.

Question 2452 (30.10.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant l'impôt commercial des communes:

Certaines communes ont décidé, d'autres ont prévu d'augmenter leur taux de l'impôt commercial de 250% actuellement à 300%. Elles espèrent ainsi obtenir une part plus importante de recettes fiscales.

Or, il me semble que ce calcul peut, dans certaines hypothèses, s'avérer faux si l'on prend en compte la part d'impôt commercial mise en pool puis redistribuée entre toutes les communes du pays selon les modalités de la loi. En effet, l'effet recettes positives pour la part de l'impôt commercial revenant directement à la commune où est domiciliée l'entreprise pourrait, si certaines moyennes étaient dépassées, par une baisse de recettes en provenance de l'impôt mis en pool. Ce seraient les communes qui n'ont pas augmenté leur taux qui bénéficieraient en fin de compte de l'augmentation du taux de l'impôt commercial décidé par d'autres communes.

Par ailleurs se pose la question de savoir si ces augmentations rentrent dans la politique poursuivie par le Gouvernement. Aussi je vous prie de bien vouloir me répondre aux questions suivantes:

1) Comment pourraient se répercuter les hausses du taux de l'impôt commercial décidées ou prévues par un nombre croissant de communes? Pourriez-vous me fournir notamment des estimations chiffrées illustrant les effets de la loi par suite des hausses décidées et de l'atteinte de certains seuils? Quid si toutes les communes procédaient à une hausse de leur taux d'impôt commercial?

2) Les hausses du taux de l'impôt commercial trouvent-elles l'approbation du Gouvernement alors que l'imposition des entreprises se trouve considérablement augmentée?

3) Est-il exact que vous envisagez d'émettre une circulaire aux communes en la matière pour les rendre attentives aux problèmes que je viens de soulever voire de procéder à des modifications législatives dans le but de décourager ces initiatives?

Réponse (28.1.2004) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

- Une modification de 20% à la hausse (250% => 300%) du taux de l'impôt commercial communal (ICC) signifie toujours pour le contribuable, à base d'imposition constante, une charge fiscale supplémentaire de 20%.

L'impôt produit dans la commune augmente donc de 20%. Mais, en raison de la péréquation financière horizontale qui fonctionne au niveau de l'ICC dans l'intérêt d'une solidarité financière entre toutes les communes, la commune qui a augmenté son taux contribuera au fonds commun, comme d'ailleurs toutes les autres communes, à raison d'un taux variant entre 42 et 67% de son revenu en fonction de sa situation financière par rapport aux autres communes. La situation financière étant mesurée pour chaque commune par le rendement par habitant des bases calculées (de l'ICC), le taux de contribution à la péréquation ne varie pas.

En effet l'augmentation du taux de l'ICC ne modifie pas les bases imposables, du moins pas à court terme. Les plus-values de recettes fiscales produites dans la commune qui a augmenté son taux seront, conformément au taux de la péréquation déterminé pour l'année, versées au fonds commun. La commune conserve donc à titre d'intéressement financier aux activités commerciales sur son territoire entre 58 et 33% de la recette fiscale produite sur son territoire.

Par la suite les moyens financiers collectés au niveau du fonds seront redistribués aux communes suivant l'effectif de la population communale, mais sur base de deux clés distinctes.

Ainsi 45% des moyens financiers du fonds sont redistribués aux communes en fonction du nombre rectifié de salariés d'entreprises commerciales résidant dans la commune. Le nombre rectifié des salariés est le produit résultant de la multiplication par le taux communal de l'ICC applicable pour l'année du nombre de salariés tel qu'il résulte de la statistique périodique publiée au Mémorial.

Les 55% restant des moyens financiers du fonds sont redistribués aux communes en fonction de la population de résidence telle qu'elle résulte de la statistique la plus récente calculée par le Statec.

Par le fait que le nombre de salariés est pondéré par le taux de l'ICC applicable, toute augmentation du taux d'une commune vaut également renforcement du pourcentage de cette commune dans la redistribution de 45% des avoirs du fonds. Étant donné que les moyens financiers du fonds ont sensiblement augmenté ces dernières années et que plus de la moitié des recettes fiscales de l'ICC transitent par ce fonds de la péréquation financière horizontale, les retombées financières d'une augmentation du taux sont à rechercher pour certaines communes plutôt au niveau de la péréquation qu'au niveau du produit fiscal direct (cf. illustration schématique en annexe) (à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

- Si plusieurs communes ou même toutes les communes augmentaient leur taux de l'ICC, alors la répercussion financière nette pour chaque commune serait une résultante d'une interférence de tous ces aspects qui se dégagerait sur base d'une application concrète des mécanismes tels que décrits dans la législation réglant l'ICC.

Jusqu'à présent les modifications des taux de l'ICC que les communes peuvent décider au niveau de leur Conseil communal n'ont



pas été jugées contraires à l'intérêt national puisqu'elles restaient dans des limites et marges acceptables.

- Le Ministère de l'Intérieur a présenté tous ces mécanismes au sein du Conseil supérieur des finances communales dans lequel siègent des représentants de l'ensemble du secteur communal et nonobstant le rôle de l'autorité de tutelle en la matière lorsqu'elle doit aviser annuellement les taux de l'ICC par exemple, il appartient à ce Conseil et notamment aussi à ses membres du secteur communal de faire des suggestions au cas où il constaterait une dérive des règles de financement des communes et plus spécialement des mécanismes de la péréquation financière intercommunale.

**Question 2454 (3.11.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la soumission pour l'aménagement de la Place de l'Europe:**

Mat Datum vum 25. Oktober 2003 huet de „Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg“, duerch säi President Fernand Pesch, eng Ausschreibung bekannt gemaach bei där et ëm den Aménagement vun der Place de l'Europe an enger Zoufahrsstrooss laanscht d'Schumansgebai geet. Zou dësem „Avis d'adjudication“, deen an den Zeitunge publizéiert ginn ass, géif ech lech gare folgend Froe stellen:

1. Wéi sou gétt hei als Minimalkonditioun fir d'Soumissioun kënnen matzemaachen eng Minimalzuel vun 300 Beschäftigte verlaangt, déi absolut a kengem Rapport mat der Envergure vun den Aarbechte steet?
2. Déiselwecht Fro betrëfft de minimale Jores-Émsaz, dee verlaangt gétt, nämlech 12,5 Milliounen Euro.
3. Sidd Dir net der Meenung, datt duerch dës arbiträr Dispositiounen eng Rei gutt Lëtzebuurger Entreprises vun dësem Marché ausgeschloss ginn, déi an dësen Zäite frou wäeren, fir Aarbecht ze kréien?
4. Fannt Dir net, datt och de Stat geschiedegt gétt, well hei d'Spill vun der Konkurrenz deelweis ausgehiewelt gétt?
5. Am Fall wou Dir vun dësen Tricke keng Kenntnis hat, sidd Dir eventuell bereet, dohin ze wirken, datt dëse Marché, mat verstännege Kritären, nei ausgeschriwwen gétt?

**Réponse (4.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

D'Minimalkonditioun fir bei Aarbechte vun där Envergure matzemaachen entspriechen de Kritären, déi vum CRTIB festgeluecht goufen.

Doduerch datt d'Aarbechten duerch „Entreprise générale“ ausgeschriwwen gi sinn, gétt keng lëtzebuergesch Entreprise ausgeschloss. Ganz am Géigendeel, doduerch datt et sech haaptsächlech ëm Aarbechten am „gros œuvre“ an a Granitverkleedung handelt, ass eng gesond Konkurrenz garantiert, grad wéi och d'Méiglechkeet fir eng „Association momentanée“ ënner lëtzebuergesch Entreprises ze maachen.

D'Kritären entspriechen all de Virschrëfte vun CRTIB an aus der Lëscht vun den Entreprises, déi en Dossier ofgeholl hunn, ergëtt sech, datt vun 20 „Soumissionnairen“ der 19 lëtzebuergesch Entreprises sinn.

**Question 2455 (3.11.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant le recensement fiscal annuel:**

Lors d'un séminaire organisé par la Fédération générale de la Fonction communale l'utilité du recensement fiscal annuel, nécessaire pour l'établissement des cartes d'impôts, a été mis en doute. Cette procédure, nécessitant un effort administratif considérable, a été qualifiée comme étant archaïque, vu que l'informatisation permettrait de nos jours d'économiser beaucoup de temps et d'argent. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que Messieurs les Ministres partagent la critique formulée lors du séminaire en question?
- Dans l'affirmative, est-ce qu'il n'y a pas lieu d'adapter la loi générale des impôts respectivement le règlement ministériel du 20 septembre 1968 relatif au recensement fiscal annuel?

**Réponse (5.2.2004) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:**

Dans la législation fiscale actuelle en matière de retenue d'impôt sur traitements et salaires, les données recueillies au moyen du recensement fiscal annuel sont absolument indispensables à l'émission des fiches de retenue d'impôt des salariés résidents et sont destinées à assurer la retenue à la source sur les traitements, salaires et pensions et à garantir ainsi des recettes budgétaires de façon permanente et continue. Pour illustrer l'envergure des recettes en provenance de la retenue sur les traitements et salaires, il y a lieu de relever que pour l'exercice budgétaire 2003 la situation des recettes en matière de retenue sur traitements et salaires au 31 décembre 2003 s'élevait à quelque 1,2 milliards d'euros.

Si l'utilité et la nécessité des données recueillies lors du recensement fiscal annuel sont prouvées, il est vrai que le mode de collecte de données, par l'intermédiaire de fiches de recensement distribuées annuellement par les communes aux ménages, peut sembler désuet. Pour le moment, l'administration est en train d'étudier des pistes de collecte de données auprès d'autres administrations et services de l'État permettant de remplacer à moyenne échéance le recensement fiscal existant. Cependant la nature et la diversité nécessaires (situation de famille, composition du ménage, enfant(s) dans le ménage, lieu (x) de travail, nombre d'emplois occupés par les salariés, nombre et genre de pensions touchées par les pensionnés) ne permettent pas, à l'heure actuelle, d'établir des bases de données fiables et appropriées aux besoins spécifiques de l'émission des fiches de retenue d'impôt.

Pour réaliser les objectifs qui visent une plus grande convivialité des relations avec les contribuables, combinée à la mise en place d'une gestion améliorée et efficace de la fiscalité dans tout le domaine des impôts directs, l'administration des contributions projette (par le biais de différents groupes de travail) de mettre en œuvre un accès (interconnexion) informatique, avec échange constant, à un certain nombre de données existant d'ores et déjà au sein de différentes administrations et services de l'État. Tout au long des nombreuses réunions avec les responsables concernés, il s'est montré que malgré une très bonne collaboration entre l'administration des contributions et les intervenants d'autres administrations et services, la collecte des données en vue du remplacement, voire de l'abolition du recensement fiscal continue à se heurter à des problèmes de divergences de législations et à des problèmes juridiques de communication de données entre acteurs.

Quoique les problèmes à résoudre ne soient pas de nature insurmontable, il s'agit néanmoins de mises au point minutieuses rendant nécessaires des adaptations spéci-

ques au niveau de différentes législations en vigueur chez différents intervenants. Aussi ne peut-il être envisagé d'abolir le recensement fiscal actuel et, du coup, de sacrifier un système ayant jusqu'à présent fait ses preuves avant d'avoir à sa disposition une alternative effectivement opérationnelle.

**Question 2480 (26.11.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le bilan des mesures fiscales d'un régime d'imposition temporaire spécial plus favorable pour les contribuables (Loi du 30 juillet 2002):**

La loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation prévoit entre autres pour les années d'imposition 2002, 2003 et 2004 un régime d'imposition temporaire spécial plus favorable pour les contribuables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est après environ 18 mois depuis l'entrée en vigueur de la loi le bilan des mesures susmentionnées?
- Quel est le nombre de contribuables qui ont profité de ces mesures?
- Quelle est l'évolution en ce qui concerne les ventes respectivement les achats de terrains à bâtir depuis l'entrée en vigueur de la loi en comparaison avec les années précédentes?

**Réponse (27.1.2004) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:**

L'honorable Député Mars Di Bartolomeo aimerait connaître l'impact à ce jour des mesures de la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation.

La loi précitée prévoit entre autres pour les années d'imposition 2002, 2003 et 2004 un régime d'imposition des bénéficiaires et des plus-values favorable pour les contribuables qui vendent des terrains à bâtir ou des immeubles. Les vendeurs potentiels disposent ainsi d'un délai de trois ans pour décider s'ils veulent, oui ou non, se séparer de leurs biens immobiliers.

Jusqu'au 15 décembre 2003, 284 contribuables ont profité des mesures fiscales favorables prévues, en matière d'impôt sur le revenu, par la loi du 30 juillet 2002. À la même date, le taux des impositions des personnes physiques, soumises à l'impôt sur le revenu, établies au titre de l'année d'imposition 2002, s'élève à 62.72%, soit 78.455 impositions sur un total de 125.097 dossiers immatriculés.

Étant donné que l'Administration des Contributions directes procède en premier lieu à l'imposition des revenus des personnes qui en font la demande, parce qu'elles ont droit à un remboursement ou parce qu'elle nécessitent un certificat d'imposition pour obtenir une aide ou subvention, l'imposition de bon nombre de contribuables ayant procédé à une vente immobilière en 2002 reste en souffrance au 1<sup>er</sup> décembre 2003.

Il s'avère ainsi impossible de procéder dès à présent à une évaluation quelque peu fiable de l'impact des mesures d'incitation fiscale prévues par la loi du 30 juillet 2002, et il est pour le moment prématuré

d'essayer de tirer un bilan de ces mesures.

Concernant le troisième élément de la question parlementaire, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines vient de me communiquer les données ci-après au sujet du total des actes de mutation transcrits par année:

|      |        |
|------|--------|
| 1997 | 15.428 |
| 1998 | 15.424 |
| 1999 | 16.591 |
| 2000 | 16.492 |
| 2001 | 17.147 |
| 2002 | 16.945 |
| 2003 | 17.513 |

À préciser qu'il s'agit de données brutes qui ne font actuellement pas de distinction entre les terrains à bâtir et les autres biens immobiliers.

La réalisation du projet de la «Publicité foncière», garantissant la cohérence indispensable entre les données cadastrales, d'une part, et celles gérées actuellement par l'Enregistrement, d'autre part, permettra de dégager les statistiques nécessaires à une analyse détaillée de l'évolution du patrimoine immobilier par les services concernés, dont le nouvel «Observatoire de l'Habitat».

**Question 2481 (27.11.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les subventions aux agriculteurs:**

An der Lëtzebuurger Landwirtschaft heefe sech d'Kloen driiwer, datt d'Ausgleichprimmen (haaptsächlech d'Käreprimmen) regelméisseg mat Verspéidung ausbezuelt ginn, iwwerdeems zum Beispill Frankräich senge Bauren dës Bähilëfen esou fréi ewéi méiglech zoukomme léisst.

Dëst Joer hunn d'Bauren, déi schonns duerch d'Auswierkung vum der grousser Dréchent ze leiden hunn, hir Primmen erëm mat grousser Verspéidung ausbezuelt kritt, obschonns gesot gi war, se géife méi fréi ausbezuelt fir dës Situation Rechnung ze droen. Méi nach: Si hu matgedeelt kritt, datt d'Kreditter fir d'Käreprimmen net géifen duergoen an datt duerfir net alles kënn beieneen ausbezuelt ginn. Duerfir wollt ech lech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Grënn duerfir, datt dës Primmen erëm mat esou grousser Verspéidung ausbezuelt gi sinn a wat ass den aktuelle Stand vum Ausbezuelen?
2. Wourop sinn dës budgetär Problemer zrëckzeféieren, wou d'Keess vun der EU-Agrarpolitik am leschte Joer dach relativ grouss Geldbetrag Rescht behalen huet?
3. Ass et méiglech de Bauren op dës Verspéidung am Ausbezuelen Zënzen zoukommen ze loosse, a sidd Dir bereet, Verzugszënzen ze accordéiere vun deem Datum u wou hätt d'bauren ausbezuelt ginn?
4. Kënn Dir mer Opschloss driiwer ginn, wéi d'Situatioun bei de Schied vun der Dréchend ausgesäit a wat bis elo an dësem Dossier geschitt ass?

**Réponse (27.1.2004) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

1. En premier lieu, j'aimerais rappeler à l'honorable Député que sur demande des États membres concernés, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Portugal et le Luxembourg ont été autorisés à avancer du 16 octobre au début de septembre le paiement des avances sur les primes animales à l'intérieur d'une enveloppe budgétaire définie par l'État membre et qui s'élève à 1,4 millions d'euros en ce qui concerne le Luxembourg. Ces

paiements ont été effectués au cours du mois de septembre.

En ce qui concerne les cultures arables, le règlement (CE) N°2316/1999 de la Commission du 22 octobre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) N°1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables oblige les États membres à communiquer à la Commission européenne jusqu'au 31 octobre un tableau de données qui reprend le taux définitif exprimant le dépassement de la superficie de base. En effet, lorsque la somme des superficies pour lesquelles un paiement est demandé au titre du régime applicable aux cultures arables, y compris le gel de terres prévu par ledit régime, est supérieure à la superficie de base, la superficie éligible par producteur est réduite proportionnellement. Tel est le cas en ce qui concerne le Luxembourg depuis quelques années.

Ainsi ce n'est qu'au cours de la première semaine de novembre que le dossier de paiement peut être préparé et que la procédure d'exécution du budget peut être entamée.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que cette procédure d'exécution du budget des dépenses comporte plusieurs phases et se caractérise par un nouveau système de contrôle interne à réaliser par les contrôleurs financiers, système qui a été introduit par la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Compabilité et la Trésorerie de l'État.

La proposition d'engagement devant être visée positivement par le contrôleur financier dans un délai de dix jours à partir du jour de la réception de la proposition de l'engagement, l'ordonnance de paiement devant également être soumise au contrôleur financier qui intervient ainsi une deuxième fois et qui dispose cette fois-ci d'un délai maximal de huit jours pour se prononcer, cette procédure de contrôle est susceptible de s'étendre sur plusieurs semaines.

Par ailleurs, en vertu de l'article 8 du règlement (CE) N°1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, «les paiements sont effectués entre le 16 novembre et le 31 janvier suivant la récolte».

L'état actuel du paiement de la prime «cultures arables» pour la présente année culturale peut être résumé comme suit:

- le premier dossier a fait l'objet d'un paiement en date du 8 décembre 2003 pour un montant total de 8.271.642,50 euros;
- un deuxième dossier d'un montant de 163.542,82 euros a été payé le 24 décembre 2003;
- le troisième dossier (somme totale de 1.658.512,93 euros), qui visait le paiement du solde ainsi que les paiements aux exploitations pour lesquelles des irrégularités ont pu être levées, a été payé le 2 janvier 2004;
- au fur et à mesure où des demandes tenues en suspens en raison de certaines irrégularités ou d'informations manquantes au niveau des surfaces ont été débloquentes, des dossiers de paiement supplémentaires ont pu être ordonnancés et sont en cours de liquidation (montant total de 418.903,46 euros au 21 janvier 2004);
- les quelques paiements restés en suspens à l'heure actuelle seront réglés dans la mesure du possible à la fin du mois de janvier 2004.

À la lumière des considérations et explications ci-avant, le reproche de retards importants dans les paiements n'est donc pas fondé.

2. L'ensemble des opérations financières cofinancées par le FEAGA sont effectuées à travers l'article VI-7 pour ordre et libellé comme suit: «Interventions destinées à la régularisation des marchés agri-



coles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: dépenses résultant de ces opérations; remboursement d'avances à l'Union européenne.»

Les dépenses pour ordre sont communiquées mensuellement à la Commission qui, deux mois plus tard, rembourse la part communautaire qui est portée en recette de l'article VI-7 pour ordre.

Pour l'exercice 2003, les dépenses supérieures par rapport aux prévisions budgétaires sont dues à une surconsommation de différentes aides et mesures pour les raisons suivantes:

- paiements en suspens (application tardive de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural) effectués pour les investissements dans les exploitations agricoles et jeunes agriculteurs, (en ce qui concerne les aides à l'investissement, les montants alloués au titre des trois premières années, environ 21 millions d'euros, atteignent d'ores et déjà presque les montants initialement prévus pour l'ensemble de la période de programmation 2000-2006),

- dépenses plus élevées pour la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel suite à un changement du mode de calcul,

- dépenses plus élevées pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles,

- concernant les primes vaches allaitantes, fixation du pourcentage des avances à 80% par rapport à 60% prévu dans le budget.

Suite à la constatation de l'insuffisance des crédits budgétaires, le crédit non limitatif et sans distinction d'exercice inscrit à l'article VI-7 a immédiatement fait l'objet d'une demande de dépassement auprès du Ministre du Trésor et du Budget. À noter que le dépassement des crédits budgétaires doit obtenir l'autorisation du Ministre du Trésor et du Budget avant même l'engagement de la dépense.

3. Le paiement ayant été effectué dans les délais prévus par la réglementation communautaire, il ne peut être question du paiement d'intérêts moratoires.

4. En ce qui concerne les effets de la sécheresse, mes services ont finalisé l'évaluation de l'incidence de celle-ci sur le revenu agricole et un projet d'indemnisation a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 16 janvier 2004.

**Question 2501 (8.12.2003) de M. Jean Huss (DÉI GRENG)** concernant les études systématiques sur la population des demandeurs d'emploi:

Le chômage a progressé de façon spectaculaire au cours de la dernière année.

Entre novembre 2002 et octobre 2003, le nombre de demandeurs d'emploi est passé de 6.625 à 8.204 unités, dont 4.075 chômeurs indemnisés et 1.885 chômeurs de longue durée.

Par ailleurs, un certain nombre de mesures publiques ou subventionnées par l'État, reprises dans le cadre du Plan d'action national en faveur de l'emploi (PAN), ont pour objectif de faire trouver un emploi par les chômeurs. Le nombre de personnes concernées en octobre 2003 par l'ensemble des mesures répertoriées par l'ADEM était de 3.001 personnes.

Pourriez-vous, Monsieur le Ministre, répondre aux questions suivantes:

1) Est-ce que votre Ministère fait réaliser des études systématiques sur la population des demandeurs d'emploi, surtout ceux de longue durée, afin de mieux connaître

leurs profils, leurs compétences, leurs déficits, leurs besoins, leurs difficultés, etc.?

2) Comptez-vous faire évaluer par un organisme indépendant les mesures quant à leur efficacité en termes d'aide aux personnes concernées? Ne faudrait-il pas établir, outre les chiffres sur le nombre de participants déjà fournis par l'ADEM, des données concernant la durée de la participation aux mesures, le parcours ultérieur des bénéficiaires, le type d'emploi trouvé après la sortie, etc.

**Réponse (27.1.2004) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

1. Au cours des dernières années, l'ADEM a fait des efforts importants pour développer un instrumentaire d'analyse statistique appliqué à la population des demandeurs d'emploi enregistrés. Ces travaux d'envergure ont permis d'apporter une plus grande transparence à la population des inscrits et de parfaire la connaissance des profils des personnes sans emploi. Le rapport d'activité annuel de l'Administration relate sur une bonne centaine de pages une radiographie détaillée des populations en relation avec les services de l'ADEM ainsi que le bulletin luxembourgeois de l'emploi présenté chaque mois à l'occasion de la réunion du Comité de conjoncture, diffusé largement par courrier postal et disponible sur le site Internet ([http://www.gouvernement.lu/publications/le\\_luxembourg/empl.html](http://www.gouvernement.lu/publications/le_luxembourg/empl.html)).

Dans ce même contexte, il y a lieu en particulier de renvoyer aux contributions importantes des services de l'Administration de l'Emploi à l'élaboration des rapports nationaux dans le cadre des Plans d'action nationaux (PAN).

Pour le rapport national 2003, l'ADEM a fourni toutes les informations requises pour le calcul des indicateurs des lignes directrices 1 et 3 (LD1: mesures actives et préventives en faveur des chômeurs et inactifs; LD3: faire face aux changements et promouvoir la capacité d'adaptation au travail et à la mobilité) relevant de la compétence de l'Administration de l'Emploi. Il s'agit d'informations sur les mesures actives et préventives en faveur des chômeurs, les flux d'entrée des chômeurs jeunes et adultes dans les mesures d'activation et dans le chômage de longue durée ainsi que les taux de réinsertion dans l'emploi et de réinscription à l'ADEM.

En ce qui concerne l'étude de la population des inscrits qui présentent des difficultés d'accès à l'emploi, un rôle clé revient au Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi (SAPDE). L'activité du SAPDE consiste précisément à prendre connaissance des profils, des déficits de compétences, des besoins et des difficultés des chômeurs de longue durée et en même temps de proposer et d'organiser systématiquement des mesures de suivi pour y fournir des solutions «sur mesure». Ainsi, le SAPDE constitue pour chaque demandeur d'emploi suite à un entretien individuel, soit un «dossier diagnostico-évolutif de l'insertion professionnelle», soit, dans des cas spécifiques, un bilan de compétence en vue de mieux connaître les profils et de mieux adapter les propositions aux besoins réels des demandeurs d'emploi.

2. Le recours intensif à l'instrumentaire en faveur de l'emploi géré par l'ADEM rend nécessaire de s'interroger sur l'impact réel des mesures sur l'employabilité des demandeurs d'emploi et sur leur taux de réinsertion dans la vie active. Ainsi, des tentatives d'analyses des flux et devenirs des personnes ayant bénéficié d'une mesure pour l'emploi ont été entreprises par les services de l'ADEM en collaboration avec un centre de recherche luxembourgeois.

Les travaux en question ont porté sur l'année 2000. Un suivi individuel des personnes sorties des mesures CAT-PR (contrat d'auxiliaire temporaire privé) et CAT-PU (contrat d'auxiliaire temporaire public) a été effectué avec un recul d'une année afin de vérifier si ces personnes retrouvent des emplois après une période de confrontation avec le monde du travail. Les résultats sont encourageants mais il s'est également avéré que la mise en place d'une méthodologie adaptée et exempte de biais est complexe et nécessite un temps important.

Le Ministère du Travail et de l'Emploi est décidé de poursuivre et d'étendre ces travaux. D'abord, il est envisagé de continuer, en collaboration avec un centre de recherche, les études réalisées dans le domaine de l'analyse des devenirs des chômeurs qui quittent les services de l'ADEM.

Ensuite, une grande attention est accordée à la question du profilage, thème très complexe et également abordé par d'autres Services publics de l'Emploi. L'idée de ce projet de recherche est de réaliser à partir de différentes prises d'informations personnelles, économiques et sociales dans le chef des personnes sans emploi des typologies psychologiques et d'étudier dans quelle mesure ces connaissances sont capables d'anticiper la durée d'inscription au chômage et d'évaluer l'impact des mesures de réinsertion professionnelle en faveur des chômeurs.

**Question 2505 (9.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant le régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables:

Le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 prévoit un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables.

Ces aides sont notamment très intéressantes pour les ménages qui investissent dans l'acquisition de chaudières gaz à condensation.

Or, il s'avère que les délais entre l'introduction des demandes en subsides et la liquidation des sommes accordées par le Gouvernement sont excessivement longs.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons de ces retards?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des délais de dix mois et plus ne sont pas dans l'intérêt des ménages qui ont été encouragés par les régimes d'aides à réaliser des investissements considérables?

- Est-il exact que les crédits prévus pour ces aides étaient insuffisants?

- Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement pour réduire les délais à une durée raisonnable?

- Quel est le nombre de dossiers traités depuis l'introduction des aides et quel est le nombre des aides déjà liquidées?

**Réponse (28.1.2004) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:**

L'honorable Député fait référence au régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables introduit par le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001.

Les délais entre l'introduction d'un dossier et la liquidation du subside peuvent en effet prendre jusqu'à dix mois. Ceci peut s'expliquer par le fait que dans certains cas les dossiers introduits sont incomplets et nécessitent une demande d'informations supplémentaires de la part de l'Administration de l'Environnement. D'autre part, le service des économies d'énergie doit répondre aux nombreuses demandes de renseignements de la part des particuliers.

Il a aussi été constaté qu'au courant de 2003, et surtout les derniers mois, le nombre de demandes de subsides a considérablement augmenté.

Le graphique suivant donne un aperçu des demandes introduites par mois au courant de l'année 2003:

| Mois         | Nombre de demandes |
|--------------|--------------------|
| Janvier      | 279                |
| Février      | 253                |
| Mars         | 243                |
| Avril        | 301                |
| Mai          | 264                |
| Juin         | 360                |
| Juillet      | 493                |
| Août         | 326                |
| Septembre    | 388                |
| Octobre      | 663                |
| Novembre     | 657                |
| Décembre     | 1.071              |
| <b>Total</b> | <b>5.298</b>       |

Sur ces 5.298 demandes, 3.092 concernent des chaudières à condensation, 1.864 des installations photovoltaïques, 164 des collecteurs solaires thermiques, et le reste les autres technologies.

Depuis l'entrée en vigueur du régime d'aides, plus de 8.250 dossiers ont été introduits auprès du service des économies d'énergie.

Ce service a traité quelque 5.000 dossiers et de 2001 à fin 2003 10,9 millions d'euros de subsides avaient été liquidés.

On constate qu'effectivement les crédits initiaux ont été dépassés du fait de la croissance fulgurante au niveau des demandes de subsides concernant les installations photovoltaïques.

Le Gouvernement se propose de prévoir des crédits supplémentaires pour pouvoir liquider les subsides demandés au courant de 2003.

Vu le nombre important de demandes introduites et à prévoir début 2004 et afin de réduire au minimum les délais de traitement des demandes, il est envisagé de renforcer temporairement le service des économies d'énergie à l'Administration de l'Environnement.

Des premières mesures ont été prises dans ce sens.

**Question 2511 (11.12.2003) de M. Aly Jaerling (ADR)** concernant le foyer pour demandeurs d'asile à Esch-sur-Alzette:

Zu Esch-Uelzecht huet de 5. am Chrëschtmount eng Unitéit vun der „Police spéciale“ mat enger Équipe vun aacht Gemengenaarbechter a schwéierem Gerät missen urécken, fir (endlech) en Asylantenheem an der Groussgaass ze sanéieren. Déi katastrophal hygiesch Zoustänn waren net méi ze veräntwerten an hunn och zu berechtigte Plainté vun den Nopere gefouert.

D'Nonnenhaus - wéi dat Gebai am Volleksmond nach genannt gëtt -, eng fréier Haushaltungsschoul vun de Schwëstere, ass antëscht an engem lamentablen Zoustand. Verantwortlech dofir ass de Familljeministère a méi prezis de „Commissa-

riat du Gouvernement aux étrangers“. De Ministère huet dat Gebai nämlech vun de Schwëstere fir d'Ennerbréngung vun Asylante käschtegenschte gelount.

Dofir dës Froen:

1. Kënn de Ministère integral fir déi entstane Schied - an och fir d'Käschte vun der Botzaktioun - op?

2. Wéi vill huet dës Aktioun insgesamt kascht (Material, Gehälter, etc.)?

3. Wéi konnt et esou wäit kommen, datt eng öffentlech finanzéiert Botzaktioun ënner Polizeischutz huet missen duerchgefouert ginn?

4. Ginn d'Asylantenheemer net regelméisseg vun Äre Servicer kontrolléiert?

5. Wéi vill dës Heemer ënnerhält de Stat, wéi vill Persoune wunnen doranner a wéi hu sech dës Zuelen am Laf vun deene leschte fënnf Joer entwéckelt?

6. Wéi funktionnéiert d'Verwaltung an d'Liewen an deenen Heemer konkret - herrscht do e gesetz- a regelfräie Raum?

7. Wat fir eng Konsequenzen huet/kritt dës asoziaalt Verhalen vun den Asylanten?

8. Et ass gewosst, datt et bei Routinekontrollen zu Gewaltandrohung vum den Heembewunner kënn (dofir och deen erfuerderte Polizeischutz), sou datt, souguer wann de Ministère méi wéi genuch Personal fir regelméisseg Kontrollen hätt, dës kaum duerchféierbar wieren - wouhir kënn dës, hei am Land ongewinnnte Gewaltbereitschaft, an huet dës Verhalen iergendwellech Konsequenzen op d'Beurteilung vum Awanderungs- respektiv Asylwonsch?

9. Wéi gedenkt d'Familljeministesch d'Asylanten an Zukunft fir hiert Verhalen ze responsabiliséieren?

**Réponse (29.1.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

1. Jo, souwuel fir d'Schied als Locataire vum Haus wei fir d'Käschte vun der Botzaktioun.

2. D'Gemeng Esch ass amgang d'Rechnung ze maachen. Bis haut ass dës nach net an de Servicer vum Ministère agang.

3. D'Émweltpolice war do, awer net well iergendee geschützt hätt misse ginn, mä fir sech e Bild ze maachen a fir sech ze vergewësseren, datt den Dreck ewech géif geholl ginn.

4. Dach, an an deem Moment war de Service technique vum Ministère de la Famille och do. De Regierungskommissariat (CGE) hat bei verschidde Firmen Devien ugefrot fir den Dreck ewechzemaachen. Déi waren ze héich, sou dass de Service d'hygiène vun der Gemeng Esch, deen e rasonnablen Devis presentéiert hat, mat den Aarbechte chargéiert gi war.

5. De CGE këmmert sech ëm méi oder manner 2.300 Better a 65 Strukturen, dës Zuel ass awer permanent amgang ze klammen.

6. All Haus huet säi Reglement, dat d'Leit ënnerschreiwene eier si aplënnere.

7. Jee no Gravitéit kréie se manner Täschegeld oder si ginn op aner Plazen transferéiert. Wa si net ginn, da mussen d'Gerichter tranchéieren.

8. Bei Presenzkontrolle fréi muere oder spéit owes huet de CGE Assistenz bei der Police gefrot.

9. Esou wei bis elo, d'Leit ginn transferéiert, kréien eng zweet Chance oder kréien e Bréif deen d'Motif vun hirer Ausweisung aus dem Haus begrënnt, a si hunn aacht Deeg Zäit fir ze äntwerten. Duerno hëlt d'Familljeministerin eng Décisioun géint déi e Recours vum Tribunal administratif age-recht ka ginn.



**Question 2514 (15.12.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant le principe de la portabilité des numéros de téléphone:**

Dans un article paru récemment, les responsables de la société Lux-Communications regrettent que l'application de la directive européenne instaurant le droit au maintien du numéro de téléphone lors d'un changement d'opérateur de téléphonie mobile reste problématique au Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit là certes d'une situation dommageable au développement économique de notre pays dans la mesure où elle risque d'entraver sérieusement la mise en route et la viabilité du quatrième réseau UMTS et partant d'assurer une saine concurrence sur ce marché.

A cet égard Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir:

- Pour quelles raisons les dispositions relatives à la portabilité des numéros de téléphone ne sont toujours pas d'application respectivement quel est le détail des problèmes entravant la mise en œuvre du principe de la portabilité?
- S'il est vrai que ce retard est dû aux lenteurs de l'ILR respectivement à son interprétation des dispositions concernées?
- Quand est-ce que le consommateur pourra profiter librement et dans tous les cas du droit à la portabilité du numéro?

**Réponse (28.1.2004) de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:**

Conformément à l'article 33 de la loi modifiée du 21 mars sur les télécommunications, la numérotation est de la compétence exclusive de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR).

J'ai donc transmis la question de l'honorable Monsieur le Député à l'ILR, dont voici la réponse.

„L'Institut a procédé au lancement d'un groupe de travail sur la portabilité des numéros mobiles au Luxembourg dès le mois d'octobre 2002 et une première réunion de concertation s'est tenue dans ses bureaux le 22 octobre 2002. Au cours de cette réunion l'organisation et le fonctionnement du groupe de travail ont été arrêtés et les mandats et attributions du groupe élaborés. Ainsi les membres du groupe ont été invités à rechercher une solution commune en considération des analyses et recherches faites dans le groupe. Depuis, l'Institut a organisé douze réunions au total.

Positions fondamentalement divergentes entre opérateurs d'un côté, mise en question à intervalle régulier de la légalité du groupe de travail et de ses décisions éventuelles d'un autre côté, ont rendu les discussions extrêmement difficiles et n'ont finalement pas permis d'aboutir à un consensus.

En avril 2003, dans la recherche de la solution technique de portage, indispensable à sa réalisation pratique, le groupe a décidé de publier un appel d'offres qui fut publié sur le site de l'Institut. Le document comprenait alors un agenda précis et ambitieux pour la mise en œuvre de la portabilité des numéros mobiles, en ignorant toutefois à ce moment l'apparition et l'intervention d'un nouvel opérateur mobile sur le marché (LuxCommunications - licence mobile depuis juillet 2003). Sept fournisseurs offrant une solution de portabilité au total ont été évalués par le groupe pour aboutir finalement au choix ultime d'un seul fournisseur.

Ce n'est que depuis septembre 2003 que les opérateurs faisant partie du groupe se sont résignés à accepter qu'il leur appartient d'introduire la portabilité et que le rôle du régulateur consiste à guider et surveiller l'avancement des travaux. C'est ainsi qu'ils se sont

concertés pour préparer une commande auprès du fournisseur retenu. Pour ce faire, la décision fut prise de créer un groupement d'intérêt économique (GIE) qui est, à l'heure actuelle, en voie de constitution. La commande sera passée dès cette constitution achevée.

Pour venir à bout de la question et afin de réaliser les objectifs en exécution des textes européens et la volonté de favoriser la concurrence dans le marché des télécommunications, en l'absence d'un commun accord entre les membres du groupe, l'Institut a annoncé, dans la réunion du groupe de travail du 14 janvier 2004, qu'il fixera par décision les principes et modalités d'application du portage vers la mi-mars 2004. Cette décision sera publiée sur le site de l'Institut. Auparavant un projet de décision sera soumis, pour commentaires, au marché le 20 février 2004.

Les opérateurs se sont engagés de réaliser la portabilité pour juin 2004."

**Question 2515 (15.12.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le calcul des pensions d'invalidité des ouvriers de l'État:**

Eng Rei Staatsarbechter(innen), déi definitiv an d'Invalidérent ginn, kréien iwwer Méint just eng Avance op hir Invalidérent. Dat, well de Stat et net fäerdeg bréngt hir Rent, déi se zegutt hätten, kuerzfristeg ze berechnen.

Besonnesch betraff sinn do Fraen, déi keng voll Carrière hunn, a bei deene wou muss berechent ginn, ob se e Complément kréien oder ob se d'Babyjoren an der Pensioun ugerechent kréien.

Dat bréngt mat sech, datt deene Betraffenen hir Zousazpensioun, déi si opgrond vum Kollektivvertrag zegutt hunn, net ausbezuelt gëtt bis deen definitive Pensionsmontant berechent ass. Doduerch erleiden déi betraffe Persounen e substanzialen Akommesverloscht.

Dotir dës Froen:

1. Wéi sou dauert déi definitiv Pensionsberechnung esou laang, besonnesch bei deene virzitéierte Fraen?
2. Wat gedenkt den Här Sozialminister ze ënnerhuelen, fir datt déi definitiv Pensionsberechnung an engem vernünfftigen Délai ofgeschloss gëtt?
3. Kéint den Här Minister net dofir suergen, datt, wann déi definitiv Pensionsberechnung weiderhin esou laang dauert, och eng Avance vum Pensionszouschoss, deen iwwer Kollektivvertrag geschold ass, op Basis vun der Pensionsavance kann ausbezuelt ginn?

**Réponse (28.1.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Wéi d'Gesetz iwwer d'Mammerente praktesch ugewant ginn ass, huet et sech erausgestallt, datt et heiansdo a verschiddene Fäll méi gënschteg fir den Interesséierten ass, wann Erzéiungszäiten an d'Assurancécarrière agebaut ginn. Dat hänkt awer vu Fall zu Fall of an dat huet och jurestech Schwierigkeete mat sech bruecht, déi eréischt am Wäimount 2003 duerch eng entspreichend Gesetzesännerung geléist konnte ginn.

Am Moment gëtt de betreffenden informatésche Programm finaliséiert. Soubal dee funktionnéiert kréien déi Leit, déi fir de Moment Avance kréien, selbstverständlech alles nobezuelt, si hunn also guer keng Akommesverloschter.

**Question 2518 (16.12.2003) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR)**

**concernant la pension d'invalidité des salariés:**

Depuis novembre 1996 l'article 187 du code des assurances sociales concernant l'invalidité des salariés a été modifié de sorte qu'il ne suffit pas d'être inapte pour son dernier poste de travail, mais que l'appréciation doit être faite en considération des forces et aptitudes de l'intéressé sur le marché général de l'emploi".

En cas de refus d'une demande de pension d'invalidité le code des assurances sociales prévoit des voies de recours. Or, le rapport d'activité du Ministère de la Sécurité sociale de l'année 2002 fait état du nombre des recours introduits auprès du Conseil supérieur des Assurances sociales à Luxembourg et auprès du Conseil arbitral, mais non des décisions y relatives.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Combien de demandes pour une pension d'invalidité ont été introduites depuis 1997 et combien de ces demandes ont été refusées par décision du président?
2. Combien de personnes ont pris la voie de recours et ont instruit une demande auprès de la sous-commission après un refus par décision présidentielle?
3. Combien de demandes la sous-commission a-t-elle refusé?
4. Combien de personnes ont pris la voie de recours et ont instruit une demande auprès du Conseil arbitral après le refus par la sous-commission?
5. Combien de demandes le Conseil arbitral a-t-il refusé?
6. Combien de personnes ont pris la voie de recours et ont instruit une demande auprès du Conseil supérieur après un refus par le Conseil arbitral?
7. Combien de recours suite à un refus par le Conseil arbitral ont été jugés positivement ou négativement par le Conseil supérieur?

**Réponse (28.1.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La question de l'honorable Député porte sur le nombre de refus de pension d'invalidité par les caisses de pension ainsi que sur les recours introduits devant les juridictions de la sécurité sociale et les décisions y relatives prises par le Conseil arbitral et le Conseil supérieur des Assurances sociales pendant la période de 1997 à 2002.

Volets 1 à 3 de la question:

En ce qui concerne la Caisse de pension agricole, le total des demandes de pension d'invalidité de 1997 à 2002 s'élève à 425 dont 86 ont été refusées.

Pour la Caisse de pension des Artisans, des Commerçants et Industriels, les chiffres sont de 1.038 dont 232 ont été refusées.

La Caisse de pension des Employés privés, quant à elle, a enregistré pour la même période 2.832 demandes dont 376 ont été refusées.

En ce qui concerne l'Établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, il y a lieu de signaler que des statistiques fiables pour l'exercice 1997 ne sont pas disponibles; les chiffres se rapportent donc à la période de 1998 à 2002. Pendant cette période, 6.816 demandes de pension d'invalidité ont été introduites dont 2.045 ont été refusées.

Volets 4 et 5 de la question:

Durant la période de 1997 à 2002, 2.246 recours contre les décisions des quatre caisses de pension ont été introduits au Conseil arbitral des Assurances sociales dont

1.215 ont été jugés soit non fondés, soit irrecevables.

Volets 6 à 7 de la question:

En ce qui concerne le Conseil supérieur des Assurances sociales, il y a lieu de signaler que 304 recours contre les décisions du Conseil arbitral ont été introduits devant cette juridiction dont 276 ont été déclarés non recevables, 27 appels ont été déclarés fondés et une affaire n'a pas encore été tranchée.

**Question 2521 (16.12.2003) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant les plans d'organisation du travail:**

La loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 prévoit qu'une copie de tous les plans d'organisation du travail doit être adressée sans délai à la délégation du personnel ainsi qu'au directeur de l'Inspection du Travail et des Mines. Selon mes informations, des statistiques relatives à ces plans font défaut et un relevé des plans n'est pas repris dans le rapport d'activité de l'administration en question.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

- Combien de plans d'organisation du travail ont été établis depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 février 1999?
- Combien d'entreprises différentes ont établi ces plans?
- De quels secteurs est-ce que ces entreprises relèvent?
- Combien de salariés ont été concernés par les plans d'organisation du travail?

**Réponse (5.2.2004) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Combien de plans d'organisation du travail ont été établis depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 février 1999?

Suivant les tableaux de l'Inspection du Travail et des Mines 504 POTs ont été déposés depuis le 12 février 1999, dont:

- 49 pour l'année 1999;
- 133 pour l'année 2000;
- 124 pour l'année 2001;
- 114 pour l'année 2002;
- 84 pour l'année 2003.

Combien d'entreprises différentes ont établi ces plans?

Suivant les tableaux de l'Inspection du Travail et des Mines 59 entreprises en total ont déposé leur POT depuis le 12 février 1999, dont:

- 28 différentes entreprises pour l'année 1999;
- 30 différentes entreprises pour l'année 2000;
- 25 différentes entreprises pour l'année 2001;
- 28 différentes entreprises pour l'année 2002;
- 16 différentes entreprises pour l'année 2003.

**Question 2525 (17.12.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'installation d'écrans antibruit à la sortie du Kirchberg:**

Le tracé de l'autoroute A1 entre le giratoire Robert Schaffner et la sortie du Kirchberg génère un important trafic autoroutier et de transit qui a connu une flambée significative depuis que l'autoroute A1 fait partie du réseau des routes européennes nord-sud. Or, il s'avère que ce trafic cause des bruits de circulation intolérables pour les ha-

bitants des quartiers Cents et Hamm de la ville de Luxembourg résidant à toute proximité. Par conséquent, la qualité de vie de ces habitants s'est nettement détériorée au vu de la circulation autoroutière durant 24 heures sur 24.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question parlementaire suivante à Madame la Ministre des Travaux publics:

- Pour quelles raisons n'a-t-il pas été prévu d'installer des écrans antibruit lors de la finalisation de l'autoroute?

- Est-ce que Madame la Ministre envisage de remédier à cette situation en faisant ériger soit des murs antibruit, soit des arbres et arbustes aux endroits où l'une ou l'autre solution s'avère utile et faisable?

**Réponse (4.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:**

Le problème du bruit sur le contournement sud-est de la ville de Luxembourg a été analysé en détail en 1994 au stade du projet. Une étude complémentaire des émissions des joints du viaduc de Neudorf date de 1996. Les protections de bruit ont été mises en place de concert avec la réalisation de la route. Pour protéger les quartiers Cents, Hamm, Kirchberg et Neudorf des nuisances acoustiques, la tranchée couverte du Cents notamment a été conçue pour minimiser l'impact acoustique sur le quartier de Cents (plus-value estimée cinq à six millions d'euros vis-à-vis de la solution de base, à savoir un passage inférieur de la route du Cents et des murs de soutènement). Les quelque 8.000 m<sup>2</sup> de protection phonique entre le giratoire Robert Schaffner et la sortie du Kirchberg ont nécessité un investissement de 1,8 millions d'euros.

En 1996, une protection acoustique supplémentaire a été mise en place sous les joints du pont de Neudorf, à l'entière satisfaction des riverains. En 2001, les Services de l'Administration des Ponts et Chaussées ont encore renforcé le dispositif de protection par la mise en place d'un écran central sur le viaduc Neudorf, afin de diminuer les nuisances du quartier Cents qui s'était entre-temps agrandi. L'investissement a été de 242.800 euros.

Actuellement mes services ne voient a priori pas de possibilité pour améliorer encore le dispositif existant.

**Question 2532 (18.12.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le décompte individuel concernant le calcul des différents éléments constitutifs de la pension:**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Ufro N°1870 vum 22. Oktober 2002 (cf. compte rendu N°4 et N°9/2002-2003), hutt Dir mir versécherchert, datt jidder Assuré sech u seng Pensionskeess wende kann, wou hie „selbstverständlech all Detailler matgedeelt kritt" wat d'Errechnung vum Nettobetrag vu senger Joreszoulag ugeet.

Elo muss ech awer feststellen, datt dat anscheinend guer net esou „selbstverständlech" ass! Dat betrëfft net nëmmen déi sou genannte Renten-Joresendzoulag, mä och Explikatiounen zu deenen aneren um Rentendesch duerchgesate Rentenerhéijungen. Do gëtt et Leit, déi scho Méint op eng detailléiert Äntwert op eng entspreichend Ufro waarden - z.B. hunn ech grad d'Pièce vun engem Fall ënnert der Hand, deen elo schonns am zwielefte Mount op d'Realisatioun vun Ärer Zousécherung waart; ausser engem „Accusé de réception" kruit e bis haut keng Auskunft.



Dofir dës Froen:

1. Sinn d'Pensiounskeesen dann net verflucht hiren Assuréeën op hir Ufro hin en detailléierten individuelen Décompte iwwer d'Berechnung vun deene verschiddene Renten-elementer zoukommen ze loossen?

2. Misst net en Délai bestoen, bannent deem d'Pensiounskeesen hiren Assuréeën äntworte mussen?

3. Wat gedenkt den Här Sozialminister ze ënnerhuelen, fir datt dës inakzeptabel laang Waardezäite reduzéiert ginn?

Réponse (27.1.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Et besteet kee Gesetzestext dee festleet, wéi laang en „délai raisonnable“ fir eng Äntwert soll sinn. Dat gesot muss een awer och feststellen, datt sämtlech Pensiounskeesen hiert Beschtaachen - an dat am Kader vun hirem Personal -, fir sämtlechen Ufroen vun den Assuréeën gerecht ze ginn. Wann där Ufroen vill op eng Kéier kommen, dauert et emol e bësse méi laang ier dee Betreffenden eng Äntwert kritt.

Et ass menger Usicht no och net richteg - sou wéi den Här Deputéierten dat mécht - vun engem speziellen Eenzelfall aus ze verallgemeinere. Mä wann een Interesseierte mengt, hie géif ze laang op eng Matdeelung vun enger Verwaltung waarden, da soll e sech roueg un d'Inspection générale de la Sécurité sociale wenden. Eng vun där hire Missiounen ass et nämlech sech ëm esou Affären ze bekëmmere.

Question 2534 (18.12.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'organisation de navettes en cas de retards des trains:

D'International Compétitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft huet an deene leschte Jore staark gelidde, an d'gëtt dofir ëmmer méi en Thema.

Een Element vun enger wettbewerbsfähiger Économie, besonnesch am spezielle Lëtzebuerger Fall, ass e performanten öffentlichechen Transport, dee verléisslech wéi en Auerwierk funktionéiert. Net méi spéit wéi gëschter Moien huet sech awer alt erëm gewisen, datt mer eis op dësem Gebitt nach ëmmer net verbessert hunn.

Op der Streck Longwy-Lëtzebuerg ass en Zuch nach op franséischer Säit ausgefall, esou datt all déi betraffe Frontalieren, wéi och d'Salariéën, déi vu Péiteng an d'Stad op d'Schaff mussen, op den Zuch, deen iwwert Esch fiert, hu misse wiesselen. Esou koun et, datt zeg Salariéën amplaz um 8 Auer 52 géint 9 Auer 20 an der Stad ukommen. Et kann ee sech liicht ausrechnen, wat fir e Verloscht un Aarbechtzäit dat eis Économie kascht huet. Esou Retarde komme bei eiser nationaler Zuchgesellschaft heefeg vir (cf. *meng Ufro N°2497 vum 3. am Chrëschtmount 2003 - non encore publiée*).

Dofir dës Fro:

Firwat gëtt net, fir esou grouss Retarden an entsprechend Verloschter an eiser Économie ze vermeiden, séier eng Busnavatte vun der betraffener Gare aus op déi entsprechend Zilgare organiséiert - esou wéi dat am Ausland, z.B. an der Belsch, och gemaach gëtt?

Réponse (27.1.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député souhaite être informé sur les retards considérables des trains de voyageurs sur la relation Longwy-Luxembourg le 17 décembre 2003.

Suite à un dérangement du poste directeur en gare de Longwy les deux trains de voyageurs RE 7882 devant partir à 7.26 heures en gare de Longwy pour arriver à Luxem-

bourg à 7.59 heures et RB 7883 devant quitter la gare de Longwy à 7.40 afin d'arriver à Luxembourg à 8.16 heures ont dû être supprimés.

Les CFL ont proposé aux clients de Rodange et Pétange de prendre le train RB 6633 circulant via Esch-sur-Alzette de sorte que lesdits voyageurs sont arrivés avec un retard de 25 minutes en gare de Luxembourg.

L'introduction d'un transport de remplacement par autobus n'aurait pas amélioré cette situation. À ce moment de la journée aucun autobus ne peut être libéré spontanément de sorte qu'un autobus RGTR aurait dû être appelé sur place. Il s'ajoute que le temps de parcours des autobus remplaçant des trains de la ligne en question n'aurait pas diminué le retard encouru par les voyageurs utilisant le train 6633 précité parce que les arrêts ferroviaires ne sont pas situés sur le trajet routier direct entre Pétange et Luxembourg et que cinq détours de chaque fois une demi-douzaine de kilomètres auraient été nécessaires pour desservir tous les arrêts de la ligne.

Question 2535 (18.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les interventions chirurgicales O.R.L.:

Il est un fait que les nouvelles technologies dans la médecine rendent souvent possibles des interventions chirurgicales moins invasives. Ceci vaut notamment dans le domaine O.R.L. et plus précisément du traitement des maladies des amygdales dont souffrent surtout les enfants.

Or, il s'avère que par exemple la tonsillotomie au laser des amygdales n'est pas remboursée par les caisses de maladie.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelles en sont les raisons.

Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait tenir compte du progrès dans la médecine dans une plus large mesure dans l'intérêt des malades et de la durée moyenne de l'hospitalisation?

Réponse (28.1.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

J'ai l'honneur de signaler à Monsieur le Député que l'article 65 du code des assurances sociales dispose que «les actes, services professionnels et prothèses dispensés par les prestataires de soins visés à l'article 61, alinéa 2, points 1) à 7) et pris en charge par l'assurance maladie-maternité sont inscrits dans des nomenclatures différentes». Autrement dit, pour être prise en charge par l'assurance maladie, la tonsillotomie au laser des amygdales devrait figurer à la nomenclature afférente.

C'est la commission de nomenclature prévue au même article du CAS qui délibère sur l'inscription ou non d'un nouvel acte à la nomenclature en émettant le cas échéant une recommandation circonstanciée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. Les propositions afférentes adressées au président de la commission doivent émaner en principe du groupement professionnel des prestataires de soins intéressés, en l'occurrence l'Association des médecins et médecins dentistes. Or, à l'heure actuelle, le président de la commission de nomenclature n'a pas été saisi d'une demande visant

à inscrire la tonsillotomie par laser dans la nomenclature.

Question 2536 (18.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les subsides aux communes pour la construction d'infrastructures dans l'intérêt de l'éducation précoce:

Au début de l'année, Monsieur le Ministre avait annoncé le relèvement des subsides aux communes pour la construction d'infrastructures dans l'intérêt de l'éducation précoce de 50 à 75% dans le cadre du budget pour l'année 2004.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre si cette proposition a été retenue.

Ces taux vaudront-ils pour les projets réalisés ou introduits en 2004?

Réponse (5.2.2004) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Sur base d'accords trouvés dans le cadre de la préparation du projet de budget pour 2003, le Ministère de l'Intérieur avait effectivement communiqué au début de l'année 2003 la décision de relever certains taux de subside à savoir ceux pour les infrastructures dans l'intérêt de l'éducation précoce et pour les écoles centrales de 50 à 75% et celui pour les équipements collectifs de base de 0-40 à 25-65%. Il était prévu d'appliquer ces nouveaux taux plus favorables pour tous les engagements pris à partir du 1er janvier 2002.

Or, au cours de l'exécution du budget 2003 et lors de la préparation du budget de l'État pour l'année 2004, le Ministère du Budget, en présence de l'Inspection générale des Finances, s'est opposé à cette augmentation et ce malgré l'assurance du Ministère de l'Intérieur de renoncer à toute augmentation des crédits prévus au programme pluriannuel 2002-2006 et d'étaler, si nécessaire, la liquidation des subsides sur plus d'exercices. Cet étalement n'aurait certainement pas été nécessaire pour les subsides liés à la situation financière des communes, des subsides dont le taux moyen n'a cessé de décroître ces dernières années en raison d'un resserrement des écarts de revenus par habitant entre les différentes communes.

En ce qui concerne l'éducation précoce et les écoles centrales, aucun engagement n'a été pris à l'égard d'une commune en faisant application du taux plus favorable. Par contre, 17 communes ont pu bénéficier d'un engagement de subside calculé en appliquant le taux plus favorable en ce qui concerne les équipements collectifs de base avant que l'Inspection générale des Finances n'ait empêché l'engagement de subsides supplémentaires.

Le sujet des subsides aux communes sera abordé une nouvelle fois à l'occasion de la préparation du prochain budget de l'État.

Question 2541 (19.12.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant l'accès des lieux publics aux chiens accompagnant les personnes handicapées et les non-voyants:

L'année 2003 a été proclamée Année européenne des personnes handicapées avec notamment pour but de sensibiliser l'opinion publique sur les droits des personnes handicapées et d'encourager la réflexion sur les mesures re-

quisées pour promouvoir l'égalité des chances et contribuer ainsi à changer l'attitude du public à l'égard des personnes handicapées. S'il ne fait aucun doute que de nombreux progrès ont été réalisés, il reste encore beaucoup à faire. Ainsi par exemple n'existe-t-il, sauf erreur, aucun texte de loi autorisant l'accès des lieux publics aux chiens accompagnant les personnes handicapées et plus particulièrement les non-voyants. Or, pour ces personnes la présence et l'assistance d'un chien sont primordiales. Grâce à cette présence et assistance, les non-voyants peuvent accomplir des tâches routinières telles que se déplacer de manière autonome.

Les chiens d'assistance constituent de formidables outils d'intégration de la personne handicapée dans notre société.

À noter que certains de nos pays voisins, dont la France, se sont dotés d'un dispositif législatif réglant l'accès des locaux publics aux chiens accompagnant des non-voyants et des personnes handicapées.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame le Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse si le Gouvernement entend par le biais d'un dispositif législatif autoriser expressément l'accès des lieux ouverts au public aux chiens assistant un non-voyant ou une personne handicapée et sanctionnant toute interdiction d'accès auxdits chiens.

Réponse (27.1.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*:

En ce qui concerne l'accès de lieux publics aux chiens accompagnant des personnes handicapées et plus particulièrement des personnes aveugles, il existe deux règlements grand-ducaux qui autorisent l'accès de chiens guidant des personnes aveugles à des lieux publics précis. Il s'agit du règlement grand-ducal du 11 mars 1997 portant modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 relatif à l'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires et du règlement grand-ducal du 11 mars 1997 portant modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 fixant les conditions d'hygiène et de salubrité dans le secteur de l'alimentation collective. Les deux règlements grand-ducaux en question autorisent la présence de chiens guides de personnes nonvoyantes dans des lieux publics appartenant au secteur de l'alimentation.

À part les textes précités, il n'existe actuellement pas de dispositif législatif qui autorise de manière explicite l'accès de lieux ouverts au public aux chiens accompagnant les personnes handicapées. Je tiens à noter que jusqu'à présent je n'ai pas été saisi de problèmes relatifs à l'accès des lieux publics aux animaux en question. Il me semble que dans la majorité des cas la nécessité d'autoriser l'accès aux chiens accompagnant les personnes handicapées est perçue comme évidence. Toutefois, l'autorisation d'accès des lieux publics aux chiens guides ne devrait pas rester matière d'appréciation. Je propose d'examiner une disposition réglant l'accès en question dans le cadre d'une prochaine révision de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public respectivement de son règlement grand-ducal du 23 novembre 2001 portant exécution des articles 1 et 2 de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public.

Question 2543 (19.12.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant le programme „Culture 2000“:

Le programme «Culture 2000» de la Commission européenne a accordé des subventions à 201 projets en 2003, dont la plupart concernent les arts du spectacle. Ces projets se partageront plus de 30 millions d'euros. Trente pays européens participent à «Culture 2000» (2000-2004) afin de soutenir la coopération sur des projets qui revêtent une dimension européenne.

Madame la Ministre peut-elle me faire savoir si le Luxembourg participe à ce programme?

Dans l'affirmative, j'aimerais savoir quels projets ont été présentés et lesquels seront ainsi subventionnés?

Réponse (4.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Le programme „Culture 2000“ est le programme communautaire spécifiquement destiné au secteur culturel européen. Les projets sont présentés à la Commission européenne par un chef de file qui signera avec celle-ci un contrat de subvention et assumera donc seul la responsabilité contractuelle de la bonne exécution du projet.

Les projets annuels doivent associer trois partenaires et les projets pluriannuels cinq partenaires issus des 28 pays participant au programme. Malgré la complexité du dossier et de la mise en œuvre de tels projets, la participation des porteurs de projets et partenaires luxembourgeois est importante en termes de pourcentages.

Une information sur tous les autres programmes communautaires comportant un volet culturel est assurée par le Relais Culture Europe Luxembourg, l'accent étant mis sur la coopération culturelle dans la Grande Région.

Voici les résultats luxembourgeois depuis 2000:

I. Chefs de file 2000-2003: 7

2000

- SÉMINAIRE D'ÉTUDES ANCIENNES DU CENTRE UNIVERSITAIRE de Luxembourg: CRAFTS - Structure, implantation et rôle économique de l'artisanat en Italie et dans les Provinces occidentales de l'Empire romain

- SOCIÉTÉ LUXEMBOURGEOISE DE MUSIQUE CONTEMPORAINE

World Music Days 2000 - vers une création musicale européenne

2001

- Convivum asbl: Carolus: La passion italienne de la Maison du Luxembourg,

histoire de l'Europe

- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DU THÉÂTRE CONTEMPORAINE

(APTC)

Act-In, Festival européen de la création

2002

- CONVENTION THÉÂTRALE EUROPÉENNE

Théâtres d'Europe, miroir des populations déplacées

- CASINO LUXEMBOURG - FORUM D'ART CONTEMPORAINE

Re:Location, 1-6/Shake (projet pluriannuel)

2003

- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DU THÉÂTRE CONTEMPORAINE

(APTC)

Act-In, Festival européen de la création

II. Coorganisateur 2000-2003: 37

(liste à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

d'Chamber  
online op  
www.chd.lu



Question 2547 (23.12.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant le cours d'entraînement pour le maintien de l'ordre:

Les manifestations violentes devant le siège d'Arcelor ont démontré que les forces publiques indigènes nécessitent une formation adéquate afin de pouvoir faire face à cette nouvelle forme de violence dans notre pays. Ainsi de tels cours d'entraînement pour le maintien de l'ordre sont offerts à Lagland en Belgique. Me référant à des assertions faites par des intéressés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que des installations sanitaires font défaut dans ce camp d'entraînement et qu'il n'existe aucune possibilité de pouvoir prendre des repas dans des conditions appropriées?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès des responsables afin de remédier à la situation?

Réponse (27.1.2004) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

La police grand-ducale veillera à ce que les installations sanitaires soient accessibles à nos policiers lors des prochains exercices de maintien de l'ordre au camp militaire de Lagland en Belgique. Par ailleurs, les repas seront dorénavant servis dans des conditions appropriées, notamment par la mise en place de tentes.

Question 2556 (6.1.2004) de M. Gusty Graas (DP) concernant la participation de la „Luxembourg Air Rescue“ au „Plan nombreuses victimes“:

Lors d'une émission diffusée par RTL Tele Lëtzebuerg en date du 4 janvier 2004, le président de la „Luxembourg Air Rescue a.s.b.l.“ a regretté que l'a.s.b.l. n'ait pas été consultée lors de la modification du „Plan nombreuses victimes“, adopté en juillet dernier.

Par ailleurs, selon le président de l'a.s.b.l., la „Luxembourg Air Rescue“ ne figurerait pas dans le „Plan nombreuses victimes“.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si les affirmations du président de la „Luxembourg Air Rescue“ sont correctes?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les raisons pour lesquelles la L.A.R. ne figure pas dans le „Plan nombreuses victimes“?

Réponse (4.2.2004) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Le „Plan nombreuses Victimes“ - élaboré par la Direction de la Protection civile avec l'ensemble des ministères, administrations et services impliqués et approuvé par le Conseil de Gouvernement - a pour objet de déterminer les procédures de secours d'urgence en vue de remédier aux conséquences d'une situation entraînant ou pouvant entraîner de nombreuses victimes.

Il a essentiellement pour but la coordination et la direction des interventions.

Pour ce qui est des affirmations du président de la «Luxembourg Air Rescue» faites dans la presse, il y a lieu de rappeler encore une fois que les moyens de transports aériens de la „Luxembourg Air Rescue“ font évidemment partie des moyens de secours à mobiliser lors d'une catastrophe et ceci dans le

cadre du Service d'aide médicale urgente.

Conformément à la convention conclue entre le Gouvernement et la «Luxembourg Air Rescue», l'hélicoptère de secours est en effet utilisé comme moyen de transport de l'équipe médicale du SAMU et ceci sur décision et évaluation du médecin du SAMU et suivant les possibilités de vol (les hélicoptères de secours ne peuvent intervenir que si les conditions météorologiques et la visibilité le permettent).

C'est donc le médecin du SAMU de garde dans la région hospitalière concernée - en sa qualité de médecin-chef du Poste médical avancé - qui trouve sa place dans le „Plan nombreuses victimes“ et non pas la „Luxembourg Air Rescue“ qui n'est qu'un moyen de transport des victimes parmi d'autres (en dehors des moyens de secours aériens de la „Luxembourg Air Rescue“, d'autres structures internationales de secours aériens sont en effet prévues dans le plan d'intervention).

À noter par ailleurs que le „Plan nombreuses victimes“ prend soin de préciser que l'unité d'évacuation, pièce maîtresse du dispositif médical mis en place en cas de déclenchement du plan, est composée de „l'ensemble des vecteurs de transport du secteur public et, en cas de besoin, du secteur privé (ambulances médicalisées et non médicalisées, hélicoptères, bus, etc)“.

Pour ce qui est de la prétendue non-consultation de la „Luxembourg Air Rescue“ lors de l'élaboration du „Plan nombreuses victimes“, j'aimerais préciser que l'avis des médecins coordinateurs du SAMU, en tant que représentants officiels du Service d'aide médicale urgente et dès lors indirectement de la „Luxembourg Air Rescue“ a bien évidemment été sollicité lors de l'élaboration du plan en question.

En guise de conclusion, je ne peux que regretter les affirmations du président de la „Luxembourg Air Rescue“ qui ne sont malheureusement pas faites pour rassurer la population dans un domaine sensible s'il en est. Il me tient donc à cœur d'insister encore une fois sur le fait que chaque fois que les responsables du SAMU jugent que l'intervention des moyens de la „Luxembourg Air Rescue“ s'avère nécessaire et possible, ils l'impliqueront - comme ils l'ont par ailleurs toujours fait dans le passé - dans la gestion des secours et ceci dans le souci d'une prise en charge optimale des victimes d'accidents et de catastrophes.

Question 2558 (6.1.2004) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'Institut de recherche musicale:

Dans le cadre des amendements gouvernementaux au projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004, Madame la Ministre de la Culture a proposé l'insertion d'un crédit de 275.500 euros destiné à la «participation financière de l'État aux frais de l'Institut de recherche musicale».

À cet égard je souhaiterais que Madame la Ministre me fournisse de plus amples détails sur l'Institut dont question ci-avant.

De quel institut de recherche musicale s'agit-il en l'occurrence?

À quand remonte sa création?

Quel est son statut juridique?

Combien de personnes emploie-t-il?

Quels sont les objectifs poursuivis par cet institut?

Quelles sont les relations de l'Institut de recherche musicale avec les autres acteurs de la scène musicale luxembourgeoise tels les conservatoires, l'Orchestre philharmonique ou encore l'Union Grand-Duc Adolphe?

Réponse (4.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

L'Institut de recherche musicale (IRM) est une association sans but lucratif qui a notamment pour objet le soutien, la diffusion et la promotion de toute activité appartenant au domaine de la musique contemporaine en général et la musique électroacoustique en particulier ainsi que tout ce qui appartient d'une façon ou d'une autre au domaine du spectacle multimédia. Cette asbl a été créée en décembre 2003 et emploiera pendant l'année 2004 un maximum de deux personnes.

L'association a également pour objet la gestion d'un ensemble spécialisé en musique contemporaine. La programmation de l'ensemble est ouverte à tous les courants esthétiques et à la production contemporaine luxembourgeoise en particulier.

Par ailleurs, l'IRM se propose de contribuer à une sensibilisation du grand public pour la musique contemporaine et notamment pour la musique électroacoustique par la mise en place, le développement et la promotion d'activités pédagogiques (stages, cours réguliers et cours de perfectionnement musical). D'autre part, l'IRM développera des activités de création musicale, e.a. par des commandes d'œuvres, des créations et des activités de recherche dans le domaine de la musique électroacoustique.

Pour réaliser ses objectifs, l'IRM qui est né de la fusion de deux associations actives dans ce domaine, à savoir „Pyramide asbl“ et „United Instruments of Lucilin asbl“ se propose d'accueillir des compositeurs, interprètes, informaticiens, électroacousticiens, théoriciens, chercheurs, musicologues, pédagogues et autres acteurs et créateurs du monde musical et universitaire. Des pourparlers seront entamés avec les responsables de l'Université du Luxembourg, de la future Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte, de l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et d'autres acteurs de la vie musicale luxembourgeoise comme notamment l'UGDA, en vue d'arriver à des réalisations communes dans les domaines de la recherche et de la création contemporaine et devenir ainsi un forum libre accessible à tous publics.

Question 2561 (8.1.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant le réaménagement d'un carrefour dangereux se trouvant au croisement de la E420 et de la N7:

D'Schinkerkräuzung op der E420 respektiv N7 huet sech duerch dee villen Trafik an de leschte Joren zu enger geféierlecher Kräuzung entwéckelt an dëst speziell an de Spëttestonne vum Verkéier a wann Niwwel ass. Mengen Informatiounen no ass d'Zuel vun den Accidenter an de leschte Jore staark an d'Luucht gaangen. Zousätzlech ass dës Kräuzung och enger potenziell Gefor fir d'Schoulbusser, déi hei all Dag de Centre scolaire „Parc Hosingen“ mussen ufuere.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch:

1. Wier et net sënnvoll op dës geféierlecher Kräuzung e Rond-point ze aménagéieren?

2. Besti scho Pläng an dës Richtung an, de Fall gesat, fir wéini wier mat esou Aarbechten ze rechnen?

Réponse (13.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

Als Äntwert op d'parlementaresch Ufro vum Här Deputéierte Jean-Pierre Koepf ass ze soen, datt d'Stroosbebauverwaltung sech der Geféierlechkeet vun der Kräuzung tëschent der Europastroos E421/N7 an dem Statswee CR322 um Schinker bewosst ass.

Dofir lafen och Studie fir dës Kräuzung nei ze gestalten an ee Virentwurf wäert an deenen nächste Méint presentéiert ginn.

Dës Studie gesinn awer net vir, d'Kräuzung um Schinker als Kreesverkéier ze gestalten. Ee Kreesverkéier ass aus folgende Grënn hei net sënnvoll:

D'topographesch Situatioun an dëser Géigend ass esou, datt déi ugesproche Kräuzung op engem Héichpunkt vun der Europastroos läit. Dowéinst wär ee Kreesverkéier schwéier vun den Autofuerer ze erkennen respektiv ze erfaassen, an dat besonnesch am Däischteren oder wann Niwwel ass. Ausserdeem befanne mir eis op enger Europastroos, wou den Accord AGR just an Ausnahmefäll en Ofriede vun der Virfaart virgesäit. Sou ass d'Implantatioun vun engem Kreesverkéier op dësen internationalen Axé ganz restriktiv unzewenden.

Déi aktuell Studie betreffen den Embau vun der jetzeger Kräuzung an ee kräuzungsfraie Verkéiersknuet mat enger Bréck fir esou all Konflikter tëschent de Gefierer ze vermeiden.

Question 2562 (8.1.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la retransmission de données personnelles des caisses de maladies au Ministère des Transports:

Laut eisen Informatiounen ass et gängig Praxis, datt d'Krankekeese perséinlech Donnéeën vu Patienten un d'«Commission médicale» vum Transportministère weiderleeden, falls sech aus dësen Donnéeën iergendwellech Zweifel un der Fuertüchtheet vun dëse Persounen erausliese loosse. D'«Commission médicale» fuerdert dann déi betraffe Persounen schrëftlech op, bestëmmt medezinesch Zertifikaten anzerechen. Déi eenzeg Erklärung, déi de Betraffenen ze liese kritt, ass: «Les mesures à prendre en ce qui concerne votre permis de conduire dépendront en partie des certificats médicaux précités.»

Déi legal Grondlag, op déi sech den Transportministère agang senges Schreiwes beriff, ass den Artikel 90 vum „Code de la route“. Am Artikel 90 ass awer keng Bestëmmung ze fannen, déi et erlaabt Bierger opzefuerderen, der genannter «Commission médicale» iergendwellech perséinlech Dokumenter zouzeschécken. An deem Artikel ass just Rieds vun enger Convocatioun vu Leit mat gesondheetlech Problemer, déi d'Fuertüchtheet beanträchtege kéinten, virun dës Commissioun.

Ausserdeem bleift déi legal Grondlag, op där den Transportministère iwwerhaupt un déi Informatiounen kënnt, déi him erlaabe sech eenzel Bierger erauszepicken, schleierhaft.

Dofir dës Froen:

1) Stëmmt et, datt d'Krankekeese perséinlech Donnéeën vun hiren Assuréeen un den Transportministère weiderginn?

a) Falls dat net esou ass, wéi kënnt d'«Commission médicale» dann un déi medezinesch Informatiounen, déi et hir erlaben, d'Fuertüchtheet vun eenzelne Bierger fir déi Betraffe völeg iwwerraschend formell a Fro ze stellen?

b) Falls dat esou ass, wat ass déi legal Grondlag, déi et Beamten oder gewëssenen „Organer“ vun de Krankeeseen erlaben, perséinlech Daté vun hiren Assuréeen un d'Exekutiv weiderzeleeden?

2) Wou ass déi konkret gewonnenen, uewe genannte Prozedur gesetzlech festgehalten?

Réponse (27.1.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre des Sports*:

Ech wëll gläich feststellen, dass d'Krankeeseen op kenger Plaz an dës Prozedur intervenéieren. Zu kengem Moment gi perséinlech medezinesch Donnéeën vun den Assuréeen vun de Krankeeseen un den Transportministère weidergeleed.

Den ofgeännerten Artikel 77 vum „règlement grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques“ beseet, datt „sur avis de la Commission médicale prévue à l'article 90, le titulaire d'un permis de conduire peut de même être obligé par le Ministre des Transports à se soumettre à un examen médical, s'il existe des doutes sur ses aptitudes ou capacités de conduire“.

Deemno huet d'Commission médicale vum Transportministère d'Charge en Avis ofzeginn, dee sech op medezinesch Informatiounen bezitt, déi den Titulaire vun der Führerschäi selwer matgedeelt huet an déi dozou bäidroe solle fir seng Fuertüchtheet anzeschätzen.

Jee no Fall proposéiert d'Commission médicale, déi concernéiert Persounen regelméisseg em medezinesch Wäerter ze bieden, fir esou iwwert d'Entwécklung vun hirem Zoustand, wat physesch a psychesch Fäegkeeten ubelaangt, befannen ze kënnen. Den uewe genannten Artikel 77 preziséiert déi zéng Beräicher, déi heifir a Betrecht gezu ginn.

Et steet der concernéierter Persoun fräi, dës Dokumenter vun engem Hausdoktor oder jee no Fall vun engem Spezialist vu senger Wiel ausstellen ze loosse.

Dësen Dokter léisst duerno dem Dokter, dee President vun der Commission médicale ass, den ugefrote Rapport respektiv Zertifikat, zoukommen.

Question 2565 (9.1.2004) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le rythme horaire de l'Institut pour infirmes moteurs cérébraux:

Concernant l'Institut pour infirmes moteurs cérébraux (IMC), les horaires s'étalent jusqu'à 17 heures les lundis, mercredis et vendredis et jusqu'à 15 heures les mardis et jeudis. L'Institut est fermé les samedis et pendant les vacances.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Pourquoi l'IMC suit-il ce rythme horaire étant donné que les besoins des infirmes moteurs cérébraux nécessiteraient une prise en charge plus large?

2. Y aurait-il une perspective en vue d'un rythme horaire plus large et couvrant la période des vacances scolaires?

Réponse (4.2.2004) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:



L'Institut pour infirmes moteurs cérébraux est d'abord une école. Son fonctionnement suit donc le rythme scolaire, adapté aux besoins particuliers des élèves.

La prise en charge appropriée des élèves de l'Institut pour Infirmes Moteurs Cérébraux avant et après l'encadrement scolaire retient toute ma sollicitude. Étant donné qu'elle n'est pas a priori de la compétence de l'Éducation nationale, mes services travaillent en étroite collaboration avec les départements compétents du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ainsi que du Ministère de la Santé afin d'harmoniser les mesures d'accompagnement nécessaires.

Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'une présence plus large des élèves handicapés à l'Institut pour infirmes moteurs cérébraux, c'est-à-dire à l'école, les priverait des loisirs et notamment des vacances qu'ils peuvent passer au sein de leur famille et auxquels ils ont les mêmes droits que les autres enfants.

Par contre, les élèves dont la situation familiale ou la durée du transport ne permettent pas le retour journalier à la maison peuvent être accueillis en internat scolaire pendant la semaine.

**Question 2573 (15.1.2004) de M. Emile Calmes (DP) concernant les statistiques sur le divorce:**

Le nombre des divorces au Luxembourg ne cesse d'augmenter. S'il est difficile de mesurer statistiquement quelles sont les causes de ce phénomène, il me semble néanmoins intéressant de connaître l'âge et la situation familiale des personnes concernées au moment du divorce.

Je voudrais donc savoir du Ministre de la Justice:

- s'il existe des statistiques qui permettent de déterminer l'âge des personnes qui divorcent;

- s'il est également possible de connaître la situation familiale de ces personnes, c'est-à-dire le nombre d'enfants du couple qui se sépare?

**Réponse (27.1.2004) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Il n'existe pas de statistiques sur l'âge et la situation familiale des personnes qui souhaitent divorcer. Les seules statistiques qui existent portent sur le nombre de divorces par année et la nature du divorce.

**Question 2577 (15.1.2004) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les acquéreurs d'immeubles bénéficiaires de taux hypothécaires réduits:**

Lors d'acquisitions d'immeubles, l'acquéreur ne dispose généralement pas des fonds nécessaires pour procéder au paiement intégral du prix du bien concerné. Il signe donc un acte de prêt hypothécaire qui, selon mes informations, peut être soumis à différents taux d'intérêts et pour lequel il existerait notamment un taux réduit dont l'application serait devenue quasiment générale.

Dès lors, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il est possible de chiffrer la part des acquéreurs d'immeubles bénéficiaires de taux hypothécaires réduits et, dans l'affirmative, s'il peut me communiquer la part des actes soumis au taux normal ainsi que celle des actes soumis à des taux plus favorables.

**Réponse (3.2.2004) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

Les taux d'intérêts auxquels les banques offrent des prêts hypothécaires sont fixés librement par les banques, au vu des conditions sur les marchés financiers et selon les règles de la concurrence. Ces taux sont en dernière instance tributaires des taux officiels de la Banque Centrale Européenne qui déterminent les taux interbancaires.

Il n'existe dès lors ni un taux normal pour les crédits hypothécaires ni a fortiori un taux réduit. Il est par contre de pratique courante dans de nombreuses banques d'avoir un taux de base pour les crédits hypothécaires qui s'applique à la majorité des clients, mais qui peut être réduit, voire augmenté, au vu des circonstances spécifiques de certains clients.

Le seul taux fixé en la matière par le Gouvernement est le taux de référence pour les aides au logement, dit «taux social», qui bénéficie notamment aux personnes à revenu modeste.

**Question 2578 (16.1.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'autoroute A13 fermée pour le tournage d'un film:**

D'Saarautobunn (A13), déi gebaut gouf fir den Transitverkéier aus den Uertschaften erauszehuelen, gouf haut gespaart - anscheinend fir e Film ze dréinen. De ganzen Transitverkéier gouf duerch d'Dierfer ëmgeleet, mat all deene bekannten negative Konsequenze fir d'Liewensqualität an d'Sécherheet vun den Awunner. Déi betraffe Gemenge goufen net am Virfeld vun dëser Mesure informéiert.

Dës Moosnam werft eng Rei Froen op:

1. Firwat gouf keng vun deene betraffene Gemengen am Virfeld iwwerwert dës Mesure informéiert?

2. No wéi enge Kritären decidéiert den Här Minister ob en eng Autobunn späert oder net?

3. Misst net d'Sécherheet an d'Liewensqualität vun de betraffene Bierger Virrang hu virun der privater kommerzieller Entreprise, e Film ze dréinen?

4. Wëll den Här Minister an Zukunft op esou iwwerraschend a fir d'Bevunner vun deem Raum esou iergerlech Décisiounen verzichten?

**Réponse (4.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:**

D'Saarautobunn A13 gouf de 16. Januar 2004 duerch d'ministerieellt Reglement vum 13. Januar 2004 tëschent dem Échangeur 9 Helleng an dem Échangeur 11 Altwies während den Dréiarbechten vum Film «Victoire» a béide Richtunge gespaart.

Den Trafik gouf iwwer Déviatiounen ëmgeleet. Well den Trafik op der Saarautobunn nach relativ schwach ass (manner wéi 8.000 Gefierer an deenen zwou Direktiounen), hunn ech op Avis vun de Responsable vu Ponts et Chaussées d'Demande vun der Gesellschaft SAMSA-Films, d'Autobunn während den Dréiarbechten ze spären, ugeholl.

An dësem Kontext wëll ech awer och drop hiweisen, dass Lëtzebuerg déi auslännesch Filmproduktiounen ënnerstëtzt. Dëst ass a mengen Aen och eng gutt Geleeënheet fir Lëtzebuerg an déi betraffe Regiounen am Ausland bekannt ze maachen.

Des Weidere wëll ech awer dorüber hiweisen, dass de 16. Januar 2004 d'Autobunn ausnahmsweis zu Spëttestonne gespaart gouf. Virdu gouf d'Späre vun Autobunne

fir Filmproduktiounen ëmmer nëmmen owes an zu Zäite vu nidderegem Verkéier erlaabt.

D'Spären zu Spëttestonnen huet anscheinend der Administratioun vu Ponts et Chaussées Geleeënheet gi fir de proposéierte Wee vun der Émleedung ze testen.

**Question 2579 (16.1.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'agrandissement du Centre socio-éducatif de l'État:**

D'Regierung plangt zu Dräibuer de Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) duerch eng geschlossene Sektoun (UNISEC) fir kriminell Jugendlecher ze vergréisseren. Mengen Informatiounen no ass et awer elo esou, datt den Émweltministère d'Baupläng vun der Regierung en bloc verworft huet, well domadder anscheinend d'Natur ze staark ugegraff gëtt. Esou misst fir de Bau vun der UNISEC anscheinend eng Baach verluecht ginn. Déi negativ Auswierkung vun esou engem Agréff an d'Natur ka jidderee sech llicht virstellen.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un déi zwee Ministeren:

1. Stëmme meng Informatiounen, datt d'Pläng fir de Bau vun der UNISEC aus Émweltgrënn vum Émweltministère verworft gi sinn? Wa jo, aus wat fir enge geneeë Grënn?

2. Sinn déi zwee Ministeren an deem Fall net och der Meinung, datt de Site fir d'UNISEC domadder immens ongëschteg ass a sech also d'Sich no engem alternativ Site opzwéngt?

3. Rechtfertegt de Bau vun der UNISEC d'Verleë vun enger Baach an domadder verbonnen esou e groussen Agréff an d'Natur? Wat géng esou en Agréff an d'Natur vun Aarbechten no sech zéien a wéi héich wier de Käschtepunkt vun esou enger Operatioun?

**Réponse (27.1.2004) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:**

Une réunion de concertation entre l'administration des Bâtiments publics, l'administration communale, l'architecte et un représentant de l'administration des Eaux et Forêts a eu lieu le 13 mai 2003. Lors de cette réunion il a été décidé de modifier les plans selon un concept discuté lors de cette entrevue.

Dès que l'administration des Bâtiments publics dispose de nouveaux plans, ils seront soumis à l'administration des Eaux et Forêts et serviront comme nouvelle base de discussion. Ces plans modifiés seront soumis pour approbation au Ministère de l'Environnement.

Il en résulte que le projet n'est pas retardé par le Ministère de l'Environnement pour le moment.

**Question 2582 (19.1.2004) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la pharmacie supplémentaire dans le canton de Capellen:**

Monsieur le Ministre de la Santé a promis une pharmacie supplémentaire dans le canton de Capellen.

J'aimerais savoir quelles sont les localités qui se sont portées candidates pour accueillir cette nouvelle pharmacie.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir quand et sur base de quels critères il prévoit de prendre une décision concernant ce projet?

**Réponse (27.1.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

J'envisage effectivement de créer une concession de pharmacie dans le canton de Capellen. La pharmacie pourra être implantée au choix du concessionnaire dans une localité quelconque de ce canton, à l'exception toutefois de celles situées dans une commune déjà pourvue d'une officine, à savoir Bascharage, Mamer, Kopstal et Steinfort.

Actuellement la consultation des communes concernées est en cours et déjà presque achevée. Le Collège médical a déjà rendu son avis.

Cela étant la décision de la création de la nouvelle concession est imminente. Certaines des communes consultées ont effectivement annoncé leur intérêt pour recevoir l'officine sur leur territoire. Je rappelle toutefois que le choix de la localité d'implantation est laissé au concessionnaire dans les limites ci-dessus tracées.

**Question 2583 (19.1.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les projets d'organisation de cours de luxembourgeois:**

Am Statsbudget 2003 wor en Artikel fir d'Organisatioun vu lëtzebuergesch Coursen am Kader vun der Integratiounspolitik vun den Ausländer hei am Land virgesinn (100.000 €). Am Kader vun dëser Politik hat d'Regierung decidéiert, esou Projete finanziell ze ënnerstëtzen.

Mëtt November 2003 wor dunn an der Dagespress en Opruff, fir Sproochprojeten, déi am Laf vum Joer 2003 stattfonnt hunn, eranzeerechen. Dësen Opruff wor ënner folgendem Titel an den Zeitungen ze fannen: „Appel à propositions en vue de l'obtention de subventions dans le domaine de l'intégration des étrangers par l'apprentissage de la langue luxembourgeoise“. Déi betraffe Sproochprojete wore bis spëtstens de 15. Dezember 2003 beim Aarbechtsministère eranzerechen.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi eng Projeten hu vun der finanzieller Hëllef, wéi se am Budget 2003 virgesi wor, profitéiert?

2. Firwat ass den Opruff (appel à propositions...) net am Ufank vum Joer 2003 publizéiert ginn, mä um Enn vum Joer, souzesoen „après coup“?

3. Wéi eng Konklusiounen kënnen aus de verschiddenen Initiativen aus dem Joer 2003 gezu ginn?

4. Wéi eng Sproochprojete si schonns fir d'Joer 2004 virgesinn?

**Réponse (4.2.2004) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

En ce qui concerne les points 1) et 2) de la question, je me permets de renvoyer à ma réponse à la question parlementaire N°2494 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo (cf. *compte rendu N°8/2003-2004*), à savoir:

„Dans le cadre de la stratégie européenne en faveur de l'emploi visant notamment à promouvoir une culture de formation tout au long de la vie, à encourager la capacité d'adaptation des entreprises et de leurs salariés et à lutter contre toute forme de discrimination sur le marché de l'emploi, le Gouvernement luxembourgeois a décidé d'accompagner financièrement des efforts en matière d'intégration des étrangers par l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

Dans ce contexte un crédit budgétaire de € 100.000 pour l'exercice 2003 avait été confié à mon département ministériel en vue de pro-

mouvoir l'apprentissage du luxembourgeois dans respectivement en relation étroite avec le monde du travail.

Au cours de l'année 2003, plusieurs contacts ont eu lieu avec l'Union des entreprises luxembourgeoises respectivement diverses organisations patronales sans qu'un projet concret n'ait toutefois pu voir le jour.

Au mois de novembre 2003, j'ai lancé dans la presse écrite luxembourgeoise un appel public à candidatures qui entendait soutenir une ou plusieurs entreprises individuelles contribuant à une meilleure intégration de la main-d'œuvre étrangère en offrant des cours d'apprentissage de la langue luxembourgeoise à leurs salariés.

A côté d'un soutien financier, l'objectif était de mettre en évidence et de diffuser les meilleures pratiques en la matière et d'élaborer, le cas échéant, un plan d'action d'ensemble.

Or, aucune candidature ne m'est parvenue comme suite à l'appel public en question.“

3) Je vous laisse le soin de tirer les conclusions aussi bien de l'impossibilité de trouver une stratégie globale cohérente en la matière avec l'Union des entreprises luxembourgeoises respectivement les différentes organisations patronales concernées que de l'absence de dossier de candidature adressé au Ministère du Travail et de l'Emploi par une entreprise individuelle dans le cadre de l'appel public en question.

4) Vu l'offre abondante de cours généraux de langue luxembourgeoise coordonnés par le Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, il me tient à cœur de mettre le crédit budgétaire de € 100.000 dont je dispose au service de cours de langue ayant spécifiquement pour but de faciliter l'intégration dans le milieu du travail par l'apprentissage du luxembourgeois.

C'est pourquoi je prévois de relancer en 2004 un appel à candidatures identique à celui de 2003 en essayant de sensibiliser au mieux les entreprises le cas échéant concernées notamment en insérant des annonces dans les publications périodiques des organisations patronales auxquelles je viens de formuler une demande en ce sens.

**Question 2587 (21.1.2004) de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG) concernant la fermeture du bureau d'accueil des demandeurs d'asile:**

Suite aux interviews de Madame la Ministre de la Famille sur les ondes de la radio 100,7 ainsi que de Monsieur le Ministre de la Justice dans le „Mëttesjournal“ de RTL, j'aimerais poser la question urgente à Monsieur le Ministre de la Justice:

Selon les dires des membres précités du Gouvernement, le bureau d'accueil des demandeurs d'asile à la Galerie Kons est fermé à cause de l'affluence de demandes déposées ces dernières semaines.

Monsieur le Ministre de la Justice peut-il

- m'informer de la durée de cette fermeture;

- me fournir des explications où les personnes arrivant à Luxembourg pour y déposer leur demande d'asile seront accueillies entre-temps;

- me dire quel service va s'occuper de leur logement en attendant la réouverture du bureau d'accueil;

- m'assurer quelle date sera retenue comme entrée au pays pour figurer dans le dossier des demandeurs d'asile;



- expliquer si un pays peut mettre «en veilleuse» la Convention de Genève?

Réponse (27.1.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Je rappelle qu'au cours des six dernières semaines quelque 250 personnes ont demandé l'asile au Grand-Duché. Au total 1.549 nouveaux demandeurs d'asile sont arrivés à Luxembourg en 2003.

Il va sans dire que le nombre important de nouveaux demandeurs d'asile pose de grands problèmes d'organisation aux services chargés de l'accueil des demandeurs d'asile.

Le personnel de ces services travaille avec un grand engagement auquel je tiens à rendre hommage.

Face aux problèmes matériels causés par le nombre important des nouveaux demandeurs d'asile, le bureau d'accueil des demandeurs d'asile fut temporairement fermé du 19 au 23 janvier 2004, ce qui est parfaitement compatible avec la Convention de Genève.

Question 2590 (22.1.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les licenciements chez Luxair:

Virun e puer Wochen ass de Rapport iwwert d'Fliegeraccident vum September 2002 der Öffentlichkeet virgestallt ginn. Op dee Rapport hin huet d'Luxair dunn eng hallef Dose Salariéien entlooss wéinst „faute grave“. Déi Aart a Weis, wéi dës Entloossungen iwwert d'Bühn gaange sinn, werft allerdéngs eng Rei vu Froen op a werft kee gutt Licht op déi zoustänneg Organer, dorënner och den Transportministère.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Wat denkt den Här Minister doriwier, datt d'Nimm vun deene Leit, déi op den Ennersichungsrapport iwwert d'Fliegeraccident hin entlooss gi sinn, vun der Luxair der Press matgedeelt gi sinn? Ass et net bei Entloossungen üblech, datt keng Nimm un d'Öffentlichkeet kommen?
- 2) Wann déi Nimm schon der Press matgedeelt gi sollten, firwat sinn dann net wéinsten déi betraffe Persounen zesumme mat hire Funktiounen an der Luxair genannt ginn? Ass den Här Minister net der Meinung, datt esou Mëssverständnisse vu vieren ausgeglichen hätte kënnen ginn?
- 3) Hätt den Transportministère net missen dofir suergen, datt op de Rapport hi besonnen an iwwerluecht gehandelt gi wär, andeems de ganzen Dossier op de Rapport hin emol am Detail analyséiert gi wär, éier Leit entlooss gi wäeren?
- 4) Ass den Här Minister net och der Meinung, datt déi Aart a Weis vun der Luxair fir virzegoe kontraproduktiv ass an dem Numm vun dëser Fluggesellschaft méi schuet wéi gutt deet?

Réponse (3.2.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Dem honorablen Deputéierte seng Ufro bezitt sech op d'Entloossungen, déi d'Luxair-Direktioun kierzlech an d'Wee geleet huet.

Well ech dovu muss ausgoen, dass déi ugesprachen Entloossungen e geriichtlecht Nospill wäerten hunn, wéi a kann ech d'prozedural Virgoe vun der Luxair zu dësem Moment net kommentéieren.

Ech erënneren drun, dass d'Luxair eng privat Gesellschaft ass an där de Stat eng minoritär Partizipatioun huet. Innerhalb vun där Gesellschaft gëtt et eng kloer Rolleverdeelung laut där d'Personalfroen an den Zoustännegkeetsberäich vun der Direktioun falen, déi mat den Entloossungen hir Responsabilitéit iwwerholl huet.

Als Transportminister war ech net am Virfeld vun dëser Initiativ informéiert, esou dass all Aflossnahm vu menger Säit - souguer wann ech hätt wëllen intervenéieren - net méiglech war.

Ech si mer bewosst, dass d'Luxair säit der Publikatioun vum Rapport d'enquête technique iwwert den Accident vum 6. November 2002 virun der schwieriger Aufgab steet, déi Moosnamen ze definéieren an ëmzesetzen, déi et solle verhënneren, datt sech esou en Accident ënner ähnlechen Emstänn widderhuele kënn. Hei ass net nëmme d'Direktioun, mä och de Verwaltungsrat vun der Luxair gefuerdert.

Ech weess vun de Statsvertrieeder am Verwaltungsrat, dass dësen d'Direktioun beoptraagt huet, e generelle Sécherheetsprogramm opzestellen an ëmzesetzen, dee virun allem och op déi direkt an indirekt Ursaache vum Accident ageet. An d'Direktioun ass opgefuerdert, déi verschidde Realisatiounsetappen vun dësem Programm dem Verwaltungsrat regelméisseg virzeleeën an déi an d'A gefaasste Moosname validéieren ze loosse. Ech mengen, dass hei den Dossier an déi gutt Richtung engagéiert ass.

Wat déi lescht Fro vum honorablen Deputéierten ubelaangt, brauch ech net ze widerhuelen, dass dee ganze Kommunikéierkrich, deen haaptsächlech vun der Pilotenassoziation inszenéiert gëtt, ganz bestëmmt net zur Verbesserung vun dem Image de marque vun der Luxair bäidréit.

Ech hunn dofir och schon am Summer d'lescht Joer un déi verschidde Parteien appelléiert, opzעהale sech géigesäitig iwwert d'Press Virwërf ze maachen, well ech fäerten, dass hei kräfteg un deem Aascht geseet gëtt op deem ee selwer sézt.

Question 2592 (22.1.2004) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le principe de l'égalité devant la loi:

Den Artikel 10bis vun eiser Constitution seet, datt d'Lëtzebuurger virum Gesetz gläich sinn. De Volleksmond mengt awer, et géifen der, déi méi gläich wiere wéi aner. Dëse Sproch schéngt sech op den Administrateur général am Bauteministère ze bezéien, deen, laut Matdeelung vun RTL-Radio, et fäerdeg bréngt, ëmmer erëm um Trottoir virun „sengem“ Ministère am Stationéierungsverbuert ze parken, obschonn e regelméisseg dofir Strofziedelen „gepecht“ kritt. Aus Dokumenter, déi mir virleien, geet ervir, datt an der Vergaangenheet eng Rëtsch Protokoller (avertissements taxés) betreffend den Auto mat der Plaque GS 489, ugemellt op de „Ministère des Travaux publics - Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg“, annulléiert si ginn.

Duerfir meng Froen:

1. Kënn Dir dëse Sachverhalt bestätegen?
2. Wann dat esou ass, wéi steet et da mat dem verfassungsrechtliche Prinzip vun der Gläichbehandlung virum Gesetz?
3. Wien huet an dësem Fall géint de Gläichheetsprinzip verstouss, a wat fir Konsequenzen ergi sech fir deen oder déi Responsabel aus dësem Verstouss géint d'Gesetz (Art. 243 vum Code pénal)?
4. Wat gedenkt Dir konkret ze ënnerhuelen, fir dësem permanenten Verstouss géint d'Regle vum Rechtstat en Enn ze maachen?

Réponse commune (9.2.2004) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Le Gouvernement ne saurait répondre dans le cadre d'une question parlementaire à des allégations d'infractions commises par un

citoyen nommé désigné et qui relèvent des compétences des autorités chargées de l'application des lois pénales.

Question 2604 (30.1.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les chambres sécurisées au Centre Hospitalier de Luxembourg:

Dans la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire N°2544 concernant l'évasion de deux détenus du CHL (cf. *compte rendu N°8/2003-2004*), Monsieur le Ministre confirme le fait que les détenus ne se trouvaient pas dans les chambres sécurisées du CHL.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser qui a la compétence de décider du placement de détenus dans ces chambres sécurisées?

- De combien de chambres sécurisées le CHL dispose-t-il?

- Est-ce que ces chambres sont payées à l'année par le Ministère?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le montant qui doit être versé au CHL chaque année pour ces chambres sécurisées?

Réponse (9.2.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) dispose de deux chambres-cellules. Selon le budget de l'année 2004, adopté par la Chambre des Députés le 16 décembre 2003, le montant annuel des frais de location est de 30.100 euros. Le placement en chambre cellule est décidé par les médecins du CHL en fonction du traitement médical requis.

Question 2610 (31.1.2004) de M. François Bausch (DÉ GRÉNG) concernant le Fonds de l'Aménagement et d'Urbanisation du Kirchberg:

La loi actuelle régissant le Fonds de l'Aménagement et d'Urbanisation du Kirchberg prévoit que le directeur des Ponts et Chaussées, ainsi qu'un représentant de l'Administration de l'Enregistrement, sont nommés de par la loi dans le comité directeur du Fonds du Kirchberg.

Dans le projet de loi déposé par Madame la Ministre, la procédure de nomination et la composition des membres du comité directeur furent changées de fond en comble. Quelles sont les raisons sous-jacentes à ce changement de la procédure de nomination, ainsi que de la composition des membres du comité directeur?

D'après mes informations, le projet de loi N°5268, par ailleurs fortement contesté, n'a jamais été discuté dans l'organe dirigeant du „Fonds“, notamment par le comité directeur comme la loi le prévoit. Le président du „Fonds du Kirchberg“ aurait donc fait cavalier seul dans l'élaboration de ce projet de loi.

Comment Madame la Ministre explique-t-elle ce dysfonctionnement au sein de l'organe dirigeant du Fonds?

Dans le cadre des discussions relatives au rapport spécial de la Cour des Comptes concernant les établissements publics, les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés avaient exigé que le nouveau règlement d'ordre intérieur du „Fonds de l'Aménagement et d'Ur-

banisation du Kirchberg“ soit présenté à la commission avant sa mise en vigueur.

D'après mes informations, le projet de règlement d'ordre intérieur fut fortement contesté au sein de l'organe dirigeant du Fonds, le comité directeur. Les critiques et observations exprimées par deux membres du „Fonds“ furent ignorées et le nouveau règlement d'ordre intérieur fut adopté avec trois voix contre deux. Madame la Ministre a ensuite signé la mise en vigueur avec effet au 1er janvier 2004.

Pourquoi ce règlement d'ordre intérieur ne fut-il pas présenté, comme le souhaitent les députés, dans la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire? Quelles étaient les observations et critiques des deux membres du comité directeur qui ne furent pas retenues?

Réponse (6.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

Le comité directeur du Fonds est actuellement composé de cinq membres. Dorénavant, le conseil d'administration sera composé de sept membres au plus nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en Conseil.

Dans son avis du 16 avril 2002 concernant la création de l'établissement public „Fonds Belval“ le Conseil d'État avait écrit ce qui suit au sujet de la composition du conseil d'administration de cet établissement:

„Le Conseil d'État entend également rappeler que les membres du conseil d'administration ne doivent pas être les „délégués“ de divers ministres nommé désignés par la loi. Il échet partant de choisir les membres du conseil d'administration ... en fonction de leurs qualifications nécessaires pour assurer une gestion professionnelle efficace et conforme à la mission du nouvel établissement et dans le respect de l'autonomie de l'établissement.“

Le projet de loi sous examen ayant été calqué sur la loi du 25 juillet 2002 portant création du Fonds Belval reprend donc cette même formulation qui laisse au Gouvernement toute la latitude possible dans la désignation des membres du nouveau conseil d'administration.

Une deuxième raison a dicté la nouvelle formulation. En effet le nouvel article 37(2) du projet de loi dispose:

„Ne peuvent devenir membres du conseil d'administration le ou les fonctionnaires qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler le Fonds ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs du Fonds ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'État en faveur du Fonds.“

Cette disposition étant contraire à l'ancien article 39 confiant au directeur de l'administration des Ponts et Chaussées, membre du comité directeur la gestion courante se rapportant aux travaux à exécuter, la formulation retenue permet d'éviter une situation dans laquelle l'intéressé est en même temps contrôleur et contrôlé.

Monsieur Bausch parle de dysfonctionnement au sein du comité directeur du Fonds parce que le projet de loi sous rubrique n'aurait jamais été discuté dans l'organe dirigeant du Fonds „comme la loi le prévoit“.

À ce sujet je me dois de réfuter cette insinuation, la loi du Fonds ne contenant aucune disposition afférente, ce qui serait d'ailleurs contraire au fonctionnement de nos institutions. En revanche, il appartient au Ministre de Tutelle de prendre l'initiative de préparer les projets de loi à soumettre au Parlement.

Concernant la composition du comité directeur, le projet de loi prévoit qu'il appartient au Grand-Duc d'en nommer les membres sur proposition du Gouvernement en Conseil.

Il est inexact que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre avait exigé que le nouveau règlement d'ordre intérieur du Fonds soit présenté à la commission avant sa mise en vigueur.

En revanche le rapport final de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 1<sup>er</sup> décembre 2003, signé d'ailleurs aussi par Monsieur Bausch avait retenu:

„La commission soutient les idées développées ci-dessus par la Cour et demande que l'adoption de ce règlement se fasse rapidement et que le texte en soit communiqué à la Cour“.

J'ai approuvé ce règlement en date du 31 décembre 2003 qui a été transmis pour information à la Cour des Comptes le 6 janvier 2004.

Ce règlement n'a pas été présenté à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire parce que le rapport final de cette commission ne l'a pas demandé.

Il a été adopté - après six réunions - par trois contre deux voix, deux des membres du comité directeur soutenant que la création d'un comité exécutif était contraire à la loi.

L'avis juridique que j'ai sollicité auprès d'un cabinet d'avocats a confirmé toutefois que le projet de règlement d'ordre intérieur „ne constitue pas une violation de la loi du 7 août 1961“, de sorte que je l'ai approuvé le 31 décembre 2003.

Question urgente 2613 (3.2.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les mesures de prévention contre la peste aviaire asiatique:

Une épidémie de peste ou influenza aviaire s'est développée depuis peu en Asie. Il s'agit d'une maladie grave frappant les ovins, notamment les poulets et les canards. Depuis la confirmation du premier cas en décembre dernier, cette maladie aurait été constatée dans huit pays de l'Asie du sud-est. D'après l'OMS, une mutation du virus pourrait engendrer une nouvelle forme de grippe humaine qui pourrait provoquer une pandémie dévastatrice. En Allemagne une personne de retour de Thaïlande aurait présenté tous les symptômes typiques de la forme humaine de cette maladie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Comment évaluent-ils le risque de voir le Grand-Duché touché par cette épidémie?

- Quelles mesures de surveillance et de précaution, face à une éventuelle apparition de pareils cas, sont envisagées au Luxembourg?

- Existe-t-il des importations directes de volailles de l'Asie vers le Grand-Duché dans le cadre de l'exploitation des restaurants chinois?

- Dans l'affirmative, le contrôle de l'hygiène alimentaire a-t-il été renforcé depuis la confirmation du premier cas de peste aviaire en Asie?

Réponse conjointe (6.2.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Le risque de voir le Luxembourg touché par l'influenza aviaire, dite grippe aviaire, paraît minime dans l'état actuel des informations disponibles.



Les Services vétérinaires rapportent que depuis des années aucune viande ni produit de viande de volailles n'est importée par le poste d'inspection frontalier du Findel, seule frontière extérieure au Luxembourg pour les pays tiers.

Cependant des viandes en provenance d'Asie, importées par l'intermédiaire d'un autre pays membre, sont susceptibles de nous parvenir par la route.

Or, des visites de contrôle effectuées par les Services vétérinaires depuis le début l'épidémie dans les centres d'entrepôt agréés au Luxembourg n'ont pas mis en évidence la moindre présence de produits carnés d'origine asiatique importés après le 15 décembre 2003.

Ce qui plus est, la Commission européenne a interdit toute importation dans l'UE de volailles vivantes et d'oiseaux de complaisance, de viandes fraîches de volaille, de ratites, de gibier d'élevage et sauvage à plumes, de produits à base de viande de volaille et de préparations carnées à base de ou contenant des viandes des espèces susvisées, de matières premières pour l'élaboration d'aliments pour animaux et d'œufs délivrés à la consommation humaine.

Le secteur alimentaire et la restauration sont surveillés par les instances de l'Administration des Services vétérinaires et de la Division de l'Inspection sanitaire, comme cela a d'ailleurs été le cas lors de l'épidémie de l'influenza aviaire observée en printemps 2003 aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne.

Un communiqué de la Direction de la Santé du 31 janvier a insisté sur les précautions sanitaires à prendre, surtout par les voyageurs en déplacement dans les pays asiatiques atteints de la grippe aviaire, tandis que l'Administration des Services vétérinaires a transmis aux éleveurs de volailles une circulaire qui préconise les mesures préventives à observer aux fins d'éviter tout risque de contamination de leur cheptel. Les Services vétérinaires ont d'ailleurs élaboré en 2000 un plan d'alerte en prévision d'une éventuelle apparition de l'influenza aviaire dans le cheptel luxembourgeois.

L'évolution de l'épidémie est suivie avec une grande attention par nos experts en concertation étroite avec les instances internationales de l'OMS et de l'OIE aux fins de pouvoir réagir rapidement et efficacement en cas de besoin.

**Question 2614 (3.2.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers:**

Aus der Antwort op meng parlamentaresch Fro vum 11. am Chrëschtmount 2003 iwwer d'Zoustänn an den Asylantenheimen a méi speziell déi an engem Escher Heem, kann een eng gewëss Iwwerfuhrung vum der staatlecher Verwaltung, dem „Commissariat du Gouvernement aux Étrangers“ (CGE), erauslesen:

„De CGE këmmert sech ëm méi oder manner 2.300 Better a 65 Strukturen, des Zuel ass awer permanent amgang ze klammen“ an „Bei Preszenzkontrolle fréi mueres oder spéit owes huet de CGE Assistenzen bei der Police gefrot.“

Dës „permanent“ uwuessend Zuel vun Awanderer déi Asyl ufroe stellt eise Stat, an domadder eis ganz Gesellschaft, viru gewaltig Erausforderungen. An Zäite vu nidderegem Wirtschaftswuesstum a knappe Statskeese sinn des Erausforderungen net nëmmen administrativer a kultureller, mä och finanzieller Natur. Loyere si fir déi genannt „Strukturen“ ze bezuelen, déi zousätzlech Verwaltungskäschten, d'Verfluegung an d'Täschegeld, ewéi och d'Reckféierunge sinn ze finanzéieren.

Dofir des Froen:

1. Wéi vill Leit huet de CGE momentan fir d'Asylanten ze betreien?
2. Gouf/gëtt déi zoustänneg Verwaltung personell entspreche opgestockt, fir mat deem permanent uwuessenden Asylantenproblem Schrott ze halen?

3. Wéi vill kascht eng Persoun, déi hei an der Asylprozedur ass, de Lëtzebuurger Stat pro Mount?

4. Wéi vill huet d'Asylpolitik insgesamt (Loyeren, Verfluegung, Täschegelder, Verwaltungskäschten, Réckféierungen, etc.) d'lescht Joer an och dat virvergaangent Joer kascht?

**Réponse (10.3.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

1. Op den 1. März 2004 betreit de Regierungskommissariat fir Ausländer ongeféier 2.500 Leit.

2. 1991 bestoung des Verwaltung aus fënnf Leit (ee Kommissär, eng Sekretärin an dräi Assistenten sociaux).

Vun 1992 u gouf si am Laf vun de Joren opgestockt a besteet elo aus 29 Beamten, vun deene sech der 23 ëm déi verschidden Aspekter vun der Flüchtlingsbetreuung këmmen.

Zu de Beamten, déi am Ausländerkommissariat schaffen, muss een nach dräi bis fënnf Leit vun dem Service technique vum Familljeministère zielen.

Fënnf onofhängeg Iwwersetzer, déi respektiv russesch, albanesch oder/an serbo-kroatesch schwätzen, hëllef den ganz Woch iwwer an dem Commissariat oder begleet d'Flüchtlingen z.B. bei den Dokter fir ze iwwersetzen.

3. Eng ganz kloer Äntwert op d'Fro vun dem Präis pro Mount vun engem Flüchtling ze ginn ass schweier aus zwee Hauptgrënn:

- 1) well all Kostenfaktoren iwwer ënnerschiddlech Budgetposten a verschiddene Ministèren a Verwaltung verdeelt sinn an
- 2) well mer esouwuel déi Leit ënnerstëtzen, déi an der Asylprozedur sinn, wéi déi, déi débouteiert sinn.

Den Ausländerkommissariat huet an sengem Budget déi folgend Ausgaben:

- 1) déi direkt monatlech Sozialhëllef
- 2) de Präis vun den ugeloungte Logementer, d.h. wou all Mount e Loyer bezuelt gëtt (Familljepsion, Hotel)
- 3) Kotisatioun un d'Krankeversicherung fir all Demandeur d'asile
- 4) medezinesch Käschte vun engem Asylant während deenen dräi éischte Méint zu Lëtzebuerg
- 5) den Ennerhalt vu verschiddene Statsfoyeren (Elektresch, Gaz, Mazout, Waasser)
- 6) de fräiwëllege Retour an d'Hierkonftsland

4. De provisoereschen Total vun all deenen opgezielten Ausgabe vum Commissariat fir 2003 beleef sech op 12.610.000,00 € an et steet nach ongeféier 1.000.000,00 € aus.

Dozou muss een nach rechnen:

- 1) d'Verwaltungskäschte vum Ausländerkommissariat;
- 2) d'Verwaltungskäschten (Prozedur a gratis Affekot) um Justizministère an op dem Verwaltungsgeriicht an
- 3) d'Käschten, déi vun de Bâtiments publics (z.B. Aménagement vun der Heizung an der Kichen an der Weilerbaach) gedroe ginn.

Wat déi fräiwëlleg Retoure vu 607 Leit an hir Heemechtslänner am Joer 2003 ubelaangt, esou beleef sech den definitive Präis op

805.985,14 €. Dovunner goufen 69% a Form vu Geldhëllef un d'Leit ausbezuelen an 31% fir Transportkäschten (Bus a Flieger) ausginn.

**Question 2616 (5.2.2004) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les dictionnaires du luxembourgeois:**

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise s'est fixé en 1999 un certain nombre de tâches dont en particulier celle d'établir des dictionnaires du luxembourgeois, à savoir

- un dictionnaire populaire du luxembourgeois

- un certain nombre de dictionnaires bilingues (luxembourgeois-allemand, luxembourgeois-français, luxembourgeois-portugais,...)

- enfin une refonte scientifique complète du dictionnaire fondamental du luxembourgeois en quatre volumes.

Cette entreprise lexicographique est du plus haut intérêt pour la sauvegarde et la promotion de la langue luxembourgeoise non seulement dans la communauté des luxembourgophones, mais aussi pour les relations entre ceux-ci et les étrangers vivant et travaillant à Luxembourg. Ces dictionnaires peuvent être des instruments indispensables pour l'apprentissage et la propagation du luxembourgeois à tous les niveaux, si souvent pronés dans les discours officiels.

Or, il me revient qu'aux trois niveaux indiqués rien ne s'est fait jusqu'ici depuis 1999. Certains responsables ont abandonné la partie non par manque d'enthousiasme ou d'engagement, mais par manque de crédits et de personnel qualifié. Il n'est pas possible de faire un travail de cette envergure avec seulement des vacataires ou des étudiants, par à-coups successifs.

Sachant que l'élaboration de dictionnaires est une œuvre d'une grande technicité et de longue haleine, sachant aussi qu'elle doit atteindre un niveau scientifique élevé, Madame le Ministre peut-elle m'indiquer si elle compte enfin accorder à cette œuvre les crédits et le personnel scientifique permanent et qualifié pour ces tâches? Est-il par ailleurs prévu de faire intervenir dans ce travail l'Université du Luxembourg, et si oui, sous quelle forme?

**Réponse (9.3.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

De Ministère fir Kultur, Héichschoul a Fuerschung ass sech der Problematik vun der lëtzebuergescher Lexikographie duerchaus bewosst. Wéi den Här Fayot schreift, ass d'Produktioun vun deene genannten Dictionnairen e Projet „de grande envergure, de haute technicité et de longue haleine“.

Dem „Conseil permanent de la Langue luxembourgeoise“ (CPLL) seng Existenz ass prinzipiell un d'Produktioun vun Dictionnaire gebonnen. Dofir ass vun Ufank un e längerfristeg Konzept ausgeschafft ginn. Dës Konzept ass net kuerzsichtig op eng huerteg Produktioun, mä op d'Schafe vun enger mittel- bis langfristeger Struktur fir all Wiederbucharbeiten an der Zukunft zu Lëtzebuerg ausgeluecht.

Well mir awer zu Lëtzebuerg keng eegen Traditioun an der Produktioun vu wëssenschaftlechen Dictionnairen hunn - déi lescht grouss Aarbecht läit méi wéi 30 Joer zréck! - musse mer an eise Recherchen erëm vu vir ufänken. Méi

wéi eng Fuerschergeneratioun läit tëschent de Recherchë vu fréier an deene vun haut. Doriwwer eraus woren d'Aarbechte vun där Zäit op der Basis vum Volontariat an am Kader vun enger Kommissioun organiséiert. Dat hat als Konsequenz, datt ausser enger Hällewull vun Ziedelen, déi eleng Jore bräichte fir opgeschafft ze ginn, näischt vum „Handwierskgeschier“ iwwreg bliwwen ass, op dat ee bei neien Aarbechten zréckgräife kënn. Ähnlech national Projeten an noen Ausland baséieren op enger jorzéngtelaanger Traditioun a kënnen op ee gewuessene „Staff“ vu Mataarbechter zréckgräifen, déi scho méi laang op déi eng oder aner Weis an des wëssenschaftleche Aarbechten agebonne woren.

En ambitiöse Projet wéi deen hei - bei deem all Schrott am Fong deen eischen ass - muss an Etappen duerchuecht an ausgefuert ginn. Dofir hat ech decidéiert fir als alleréisch d'Faisabilitéit vun esou engem Projet „de longue haleine“ ze iwwerpréieren an dann déi néideg Schrëtt an de Wee ze leeden, fir d'Infrastruktur ze schafen.

D'Aarbecht un esou Dictionnairen, besonnesch an engem Émfeld wéi et sech zu Lëtzebuerg presentéiert huet, verlaangt no enger méi laanger Virbereedungsphas. Och massiv finanziell Mëttele si keng Garantie fir d'Gelänge vun esou engem grouse Projet, besonnesch wann déi néideg Infrastruktur ni existéiert huet a ganz nei opgebaut muss ginn.

Fir Dictionnairen ze schafen, déi wëssenschaftleche Kritäre vun haut entspreche kënnen, hu mir fir d'éischt d'Basis fir e sou een Engagement op d'Bee stelle missen. Dat ass an de leschte Jore mat vill wëssenschaftlecher Akribie geschitt. En Dictionnaire, deen net no der Method vun Introspektioun ausgeschafft gëtt, d.h. net eleng op de Sproochkenntnisser vun eenzelne Persoune baséiert, muss méiglechste objektiv Souché fir säin Opbau zur Verfügung gestallt kriegen.

Dat geschitt hautésdaags mat der Konzeptioun vun engem elektronneschen Textkorpus dee mindestens 5.000.000 Wieder aus engem breetgefächerte soziolinguisteschen Émfeld a seng Datebank opheue muss. Beispiller sinn do d'Literatur a Lëtzebuurger Sprooch, geschwate Sprooch déi transkribéiert gëtt, zu engem groussen Deel och d'Comptenduë vun der Chamber. Datt den Opbau vun esou engem riesegen Textkorpus net vun engem Dag op deen anere geschéie kann weess all Mensch, deen an der moderner Informatiounstechnologie e bëssen doheem ass.

Zur gläicher Zäit muss eng „Base de données“ programméiert ginn, déi d'Informatiounen zu den eenzelne Wieder (Lemmata) mat enger méiglechste oppener Struktur verwalte kann. Des Datebank ersetzt den ale Karteikaartsystem an ass natierlech wesentlech méi flexibel bei den ufalende Recherchen zu den eenzelne Wiederbuchartikelen.

Fir de Kontakt zu den Aarbechte vu viru 50 Joer net ze verléieren ass de véierbännegen Dictionnaire komplett informatiséiert an an eng Datebankstruktur iwwerdroe ginn. Seng 28.000 Artikelen a Verbindung mat der neier Korpusdatebank sinn ëmmer erëm eng Quell fir d'Evolutioun vun eiser Sprooch an de leschten honnert Joer ze ënnersichen.

De „cahier des charges“ fir déi eenzel Wiederbuchartikele ronnt dann d'Virarbechte fir eng stabil Struktur of, an där déi eigentlech Fläissaarbecht eréischt ufänke kann.

Eis Verantwortlech hunn awer net gewaart bis des Struktur stong mä schonns am Virfeld no Interessente gesicht, déi bereit wieren un esou engem grouse Laangzäitprojet matzeschaffen. Et louch op der

Hand, datt mir dohinner siche gaang si wou d'wëssenschaftlech Viraussetzungen am Beschte sinn, bei jonke Fuerscher vun der Universitéit, déi optimal op déi meisten technesch Moyenen an der Produktioun vu Wiederbicher virbereet sinn. Fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, sech mat der Problematik ze familiariséieren, hu mir schonns virum Enn vun hirer universitärer Ausbildung Coursen ugebueden, déi an déi komplex Problematik vun der Wiederbuchkonzeptioun hei zu Lëtzebuerg ageféiert hunn.

D'Virgoensweis gëtt eis Recht, mir kënnen elo op iwwer 2.000 Wiederbuchartikelen zréckgräifen, fir dat definitiivt Konzept vun deenen eenzelnen Dictionnairen ze definéieren. Vun deene jonke Fuerscher stinn der elo och an de Startlacher fir sech un déi alldeegelech Fläissaarbecht ze ginn a pro Dag no eisen Erfahrunge véier bis sechs Artikelen ze schreiwen.

D'Universitéit Lëtzebuerg kritt am ganzen Émfeld „Lëtzebuergesch“ eng wesentlech Roll ze spillen. Ech weess, datt en Zentrum fir d'Lëtzebuurger Sprooch a Kultur geplangt ass. Ech mengen dofir, datt d'Basissrecherche am Beräich vun der Lëtzebuurger Sprooch misst un dee verantwortlechen Departement delegéiert ginn, den Émgang d.h. d'Nidderschreiwung vun deenen eenzelnen Artikelen fir d'Dictionnaire soll awer an der normaler Struktur weiderlafen.

Nodeems all Strukturelementer definiert sinn, si mir amgang déi néideg Prozeduren an d'Wee ze leeden, déi et eis méiglech maachen dese Projet am Kader vum Budgetgesetz ze konkretiséieren. Mir sinn iwwerzeegt, datt op dem Wee eng Méiglechkeet geschaf ka ginn, déi qualifizéiert Mataarbechter ze fannen an der Perspektiv, dat onémgängelecht Handwierskgeschier fir eis Sprooch ze kreieren.

**Question 2617 (10.2.2004) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les installations sportives dans les écoles secondaires:**

Ce 11 février 2004 Madame le Ministre lance l'Année européenne de l'Éducation par le Sport. À cette occasion j'aimerais demander à Madame le Ministre quelle est la situation dans nos écoles secondaires en matière d'installations sportives.

Ainsi, le lycée technique Alexis Heck à Diekirch est toujours dépourvu de telles installations. Y a-t-il d'autres lycées dans une situation comparable? Quels sont les projets du Gouvernement pour permettre à tous les élèves du secondaire et du secondaire technique de pratiquer régulièrement une activité sportive?

**Réponse (11.3.2004) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

D'une manière générale tous les lycées et lycées techniques sont dotés d'infrastructures sportives.

À l'exception du Lycée technique hôtelier Alexis Heck (LTHAH) où la construction d'un hall sportif propre n'a pas été retenue parce que pour le petit nombre de classes du lycée technique seulement 34 leçons d'éducation physique et sportive seraient à mettre en compte par semaine. Il a donc été retenu d'intégrer ces leçons dans les structures sportives directement avoisinantes du Lycée classique de Diekirch et du hall omnisports de Diekirch.

Il me semble qu'une utilisation rationnelle des infrastructures sportives exige d'épuiser en premier lieu les capacités existantes avant d'en construire de nouvelles. Cela est également vrai pour des lycées situés sur le territoire de la ville de



Luxembourg qui profitent des infrastructures du Centre national culturel et sportif (Coque).

Concernant les projets futurs du Gouvernement il faut relever que la planification d'infrastructures sportives estimées en raison du nombre de classes et du nombre de leçons d'éducation physique et sportive fait partie de chaque programme de construction que ce soit pour les futurs lycées de Redange, de Junglinster et de Belval ou pour des reconstructions ou agrandissements au Lycée technique Mathias Adam à Pétange, au Lycée Hubert Clement à Esch-sur-Alzette ou au Lycée technique d'Ettelbruck.

**Question 2624 (12.2.2004) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la surveillance des locaux de l'ADEM:**

Récemment, l'Administration de l'Emploi a procédé à un appel d'offres dans le cadre d'une soumission concernant la surveillance des locaux de l'ADEM.

Ce recours à des sociétés privées pour la surveillance des locaux de l'Administration de l'Emploi ne va pas sans surprendre.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre selon quelle formule cette surveillance était organisée jusqu'à présent.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette surveillance devrait être confiée à des agents publics?

**Réponse (9.3.2004) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Pourquoi le recours de l'ADEM à une société de surveillance?

Ces derniers temps, les agents des services Placement et Prestations de chômage se trouvent de plus en plus exposés à des agressions verbales et à des menaces qui pourraient dégénérer en actes de violence.

Force est de constater que la situation de l'emploi amenuise les perspectives d'emploi de bon nombre de demandeurs d'emploi. L'inadéquation de l'offre et de la demande d'emploi, la baisse considérable du nombre des places vacantes déclarées à l'ADEM rendent l'intermédiation très difficile. Certains demandeurs se sentant des laissés pour compte donnent libre cours à leurs frustrations et vont jusqu'à préférer des menaces et s'en prennent au matériel.

En vertu de l'article 32 du Statut, «l'État prend les mesures appropriées pour garantir la sécurité des fonctionnaires et des installations publiques».

Un des moyens de prévention à mettre en œuvre contre l'agression et la détérioration des installations publiques est la mise à la disposition de l'Administration de l'Emploi d'un agent de sécurité.

Comment cette surveillance était assurée jusqu'à présent?

Il s'agit de la mise en place d'une nouvelle mesure.

Pourquoi la surveillance n'a-t-elle pas été confiée à des agents publics?

Il ressort de ce qui précède que le descriptif de la tâche ne correspond pas à celle d'un surveillant d'immeuble, qui justement au sein de l'ADEM est confiée à un concierge (agent public), mais de la mise à disposition d'un agent de sécurité statique qui espère-t-on dissuadera certains individus de se laisser aller à des actes d'incivilité.

Toutefois, il faut à tout prix éviter l'amalgame qui consisterait à stigmatiser toutes les personnes qui

viennent chercher aide et conseil auprès de l'ADEM comme des agresseurs potentiels. Loin s'en faut.

Consciente de cet état de faits et des implications futures que pourrait engendrer une situation inchangée, l'ADEM a mis en œuvre parallèlement un plan de développement de formation pour ses agents. En 2003, elle a organisé un cycle de formation de savoirs généraux de base mobilisables dans ses relations avec les demandeurs d'emploi à l'intention des placeurs nouvellement recrutés et organise cette année un séminaire sur la «gestion des agressions verbales» à destination des agents devant gérer des problèmes sociaux et de précarité.

**Question 2625 (12.2.2004) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la location de chaises auprès de crèches privées:**

Le Ministère de la Famille s'apprête à entamer la deuxième phase de son programme de location de chaises auprès de crèches privées.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre combien de chaises sont actuellement louées par le Ministère auprès de crèches privées, quelles sont ces crèches et selon quels critères ces chaises sont occupées?

**Réponse (15.3.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

La loi du 8 septembre 1998 et ses règlements d'application ont permis d'harmoniser les standards de qualité des crèches conventionnées et des crèches non conventionnées. Étant donné cependant que malgré les efforts considérables des communes et de l'État la demande en places à prix modéré est restée supérieure à l'offre, l'État a décidé de louer sur le marché privé des places en crèche et de les sous louer à des familles à faibles revenus pour un prix modéré, établi à l'aide du barème officiel en vigueur dans les crèches conventionnées sur base de la situation, financière et familiale des familles. Sans augmenter directement le nombre absolu de places en crèche disponibles au Luxembourg, cette initiative permet néanmoins d'augmenter le nombre de places financièrement accessibles à toutes les familles.

Actuellement l'État loue 126,5 places dans 24 crèches non conventionnées. Ces places sont louées au prix du marché et mises à disposition des familles figurant en bonne position soit sur la liste d'attente centrale des crèches conventionnées situées sur le territoire de la ville de Luxembourg soit sur les listes d'attente des crèches conventionnées de la même région. Sur ces listes d'attente, une priorité est accordée aux enfants à besoins spéciaux, aux enfants de familles monoparentales et aux enfants de familles à revenus modestes. La participation financière des parents est calculée sur base du barème applicable dans les crèches conventionnées. La participation financière maximale des parents est cependant inférieure à celle payable dans les crèches conventionnées, étant donné qu'elle ne dépasse pas le prix de location, qui est en moyenne de 820 € par mois pour une place entière contre un coût hors infrastructures de 1.200 € par place entière dans les crèches conventionnées.

Chaises louées par l'État pour la période de septembre 2003 à août 2004:

|                           |       |
|---------------------------|-------|
| Chaises louées            | 126,5 |
| Nombre d'enfants inscrits | 135,0 |

|                           |                     |
|---------------------------|---------------------|
| Tarifs mensuels contrats  | 103.541,6           |
| Subventions étatiques     | 77.023,64<br>74,39% |
| Participations parentales | 26.517,96<br>25,61% |

Liste des fournisseurs:

| Crèche               | Gestionnaire                                  | Chaises louées | Enfants inscrits |
|----------------------|---|----------------|------------------|
| Arche Noé            | Paule Cravat                                  | 11             | 11               |
| Arche Noé 1          | Paule Cravat                                  | 2              | 2                |
| Arche Noé 2          | Paule Cravat                                  | 2              | 2                |
| Babouille            | Babouille sàrl                                | 7,5            | 8                |
| Bei den Maisercher 1 | Annemarie Elsen                               | 4,5            | 6                |
| Bei den Maisercher 2 | Annemarie Elsen                               | 2              | 4                |
| Bambinos             | Les Bambinos sàrl                             | 2              | 2                |
| Den Daimerleck       | Den Daimerleck sàrl                           | 10             | 12               |
| Raupino              | Raupino asbl                                  | 2              | 2                |
| La Luciole           | La Luciole sàrl                               | 3              | 3                |
| La Luciole II        | La Luciole sàrl                               | 5              | 5                |
| La Petite Sirène     | Crèche La Petite Sirène sàrl                  | 6              | 6                |
| Laachen a Spillen    | Laachen a Spillen sàrl                        | 7,5            | 8                |
| Les Bout' choux      | Nathalie Pichon                               | 2,5            | 4                |
| Les Petits Malins    | Les Petits Malins sàrl                        | 4              | 4                |
| Mary Poppin's        | Crèche et Jardin d'enfants Mary Poppin's sàrl | 6              | 6                |
| Pimpampel            | Proactif asbl                                 | 3,5            | 4                |
| Ribambelle I         | Ribambelle sàrl                               | 2              | 2                |
| Sim Sala Bim         | Anna Maria Cesareo                            | 11             | 11               |
| Sim Sala Bim 1       | Anna Maria Cesareo                            | 4              | 4                |
| Villa Bleue          | Familienservice S.A.                          | 5              | 5                |
| Villa Jaune          | Familienservice S.A.                          | 6              | 6                |
| Villa Lavande        | Familienservice S.A.                          | 10             | 10               |
| Zolwerknäppercher    | Viviane Clausse                               | 8              | 8                |

**Question urgente 2637 (20.2.2004) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant les sanctions appliquées aux personnes déboutées à Weilerbach:**

Au centre d'accueil pour réfugiés à Weilerbach, il est une pratique usuelle que les personnes qui y sont logées effectuent les petits travaux d'entretien dans le bâtiment (p.ex. ramasser les déchets). Or, selon mes informations, les personnes déboutées qui n'auraient plus la motivation nécessaire pour participer à ces travaux, se voient privées de nourriture. Les responsables du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers estiment que le retrait de nourriture est le seul moyen de pression pour ces personnes et que cette méthode repose sur une approche humaine et sociale, puisque les réfugiés déboutés restent néanmoins logés et sous contrôle médical.

Actuellement un couple se trouve dans la situation décrite; leurs trois enfants étaient jusqu'à intervention de tierces personnes également sans nourriture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que Madame la Ministre approuve les «sanctions» appliquées aux personnes déboutées, sachant que la nourriture constitue un acte essentiel pour tout être humain?

- Dans l'affirmative, sur quelle période s'étend cette forme de sanction? À qui incombe la responsabilité pour les dommages corporels que les personnes en question risquent de subir?

**Réponse (3.3.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

Sur le site de Weilerbach sont actuellement hébergées 268 personnes.

Ces dernières sont pour 70% des demandeurs d'asile en cours de

procédure et pour 30% des déboutés de leur procédure d'asile.

Le nettoyage quotidien des lieux communs et sanitaires est effectué par une firme privée, tandis que chaque demandeur d'asile est responsable de l'entretien de sa propre chambre.

saient de se soustraire à cette tâche dont ils ne voient pas l'utilité et contestent même parfois l'utilité.

Le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers n'a que peu de moyens pour „obliger“ les résidents demandeurs d'asile en procédure à effectuer cette tâche et le

Un ouvrier de l'État engagé à plein temps veille à l'entretien régulier du foyer et de ses alentours.

Or, jour après jour on constate que tant les adultes que les enfants laissent trainer des déchets sur le site.

Étant donné que la personne chargée de l'entretien des alentours n'a pas le temps de s'occuper de ces négligences, qui ne justifient pas non plus l'engagement d'une firme de nettoyage, naquit l'idée de former des équipes de résidents adultes pour contribuer au nettoyage du site (jardin, pleine de jeux) et ceci à tour de rôle.

Ceci se traduit en pratique par la participation d'un adulte par ménage à une tâche d'intérêt général tous les trois à quatre mois à raison de deux heures par jour pendant cinq jours.

Nombreuses ont ainsi été les tentatives de la part du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers (CGE) pour responsabiliser et pour motiver les résidents adultes du foyer. Force est cependant de constater que certains adultes es-

sage appel de participer à cette activité ne fait que sourire beaucoup d'entre eux.

Cette situation est différente pour les personnes déboutées qui refusent d'entreprendre les démarches nécessaires pour un retour volontaire dans leur pays d'origine. Le seul moyen pour les obliger à participer à l'entretien collectif est de leur supprimer avec effet immédiat les repas fournis.

Dans la situation qui pose actuellement problème à Weilerbach, une famille d'origine yougoslave composée de deux adultes et de trois enfants en âge scolaire, ce sont les parents qui interdisent aux enfants de prendre les repas.

À l'heure actuelle les enfants bénéficient de nouveau des „cartes de repas“.

On peut se poser la question si les parents en question assument leur responsabilité de parents en privant volontairement leurs enfants de la nourriture ceci afin de faire pression sur les autorités gestionnaires.



**www.avenir-europe.lu**  
de Lëtzebuerger Site  
iwwert den EU-Konvent